



TRANSFERRED



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa



NOV 3 1964

T A B L E

D E S

Q U E S T I O N S ,

I. C O N F É R E N C E.

P R E M I E R E Q U E S T I O N.

- ART. I. *Q*U'EST-ce qu'on entend par un Cas Ré-
servé? Page 1
- ART. II. *L'Eglise a-t-elle le pouvoir de réserver des
Cas?* 4
- ART. III. *Quel est le principal effet des réserves?* 14
- ART. IV. *Quelles sont les principales raisons qui ont
porté les Supérieurs Ecclésiastiques à se réserver
des Cas ?* 16

II. Q U E S T I O N.

- ART. I. *Quelle condition doit avoir un péché pour être
réservé?* 18
- ART. II. *Quelles règles doit-on suivre dans l'inter-
prétation des Loix qui établissent des réserves?* 35

III. Q U E S T I O N.

- Tous les péchés, auxquels il y a des censures atta-
chées, sont-ils réservés?* 38

IV. QUESTION.

Quels sont les Supérieurs ecclésiastiques qui ont droit de se réserver des cas ? 44

ART. I. Le Pape a-t-il droit de se réserver des cas ? 45

ART. II. Les Evêques ont-ils droit de se réserver des cas ? 53

ART. III. Quels sont les autres Supérieurs ecclésiastiques qui ont droit de se réserver des cas ? 60

II. CONFÉRENCE.

I. QUESTION.

Qui est-ce qui peut absoudre des cas réservés au Pape ? 63

II. QUESTION.

En quelles circonstances les Evêques peuvent-ils absoudre des cas réservés au Pape ? 73

ART. I. Les Evêques peuvent-ils quelquefois absoudre des péchés réservés au Pape, lorsque ces péchés sont publics ? 75

ART. II. Les Evêques peuvent-ils absoudre de tous les péchés réservés au saint Siège, lorsque ces péchés sont secrets ? 80

ART. III. Quand un crime est-il suffisamment public par l'évidence du fait, pour être réservé au saint Siège ? 95

ART. IV. Quand est-ce qu'un crime réservé au saint Siège doit être censé notoire d'une notoriété de droit ? 99

ART. V. Le pouvoir qu'ont les Evêques au sujet des cas réservés au saint Siège, est-il un pouvoir ordinaire ? 103

III. QUESTION.

Ceux qui ont obtenu des Indults du Pape , pour absoudre des cas réservés au saint Siège , peuvent-ils s'en servir , sans les avoir présentés à l'Evêque Diocésain ? 108

IV. QUESTION.

Qui sont ceux qui peuvent absoudre des cas réservés aux Evêques ? 112

ART. I. *De la Jurisdiction ordinaire à l'égard des cas réservés aux Evêques.* 113

ART. II. *De la Jurisdiction déléguée au sujet des cas réservés aux Evêques.* 116

ART. III. *Un pouvoir particulier est-il nécessaire pour absoudre valablement des péchés réservés d'une manière spéciale ?* 121

III. CONFÉRENCE.

I. QUESTION.

Les Pénitenciers ont-ils droit d'absoudre des cas réservés aux Evêques ? 124

ART. I. *Quels sont les différens sentimens des Théologiens , au sujet du pouvoir des Pénitenciers ?* 127

ART. II. *Le pouvoir d'absoudre des cas réservés qu'ont les Pénitenciers établis en Titre , est-il ordinaire & essentiellement attachée à leur Dignité ?* 133

ART. III. *Les Pénitenciers ont-ils droit de communiquer à d'autres le pouvoir d'absoudre des cas réservés ?* 139

II. QUESTION

Les Réguliers peuvent-ils , en vertu de leurs anciens Privilèges , absoudre des cas réservés au Pape & aux Evêques ? 142

ART. I. Quels sont les principaux Décrets que le Pape & les Evêques ont portés , pour modérer les Privilèges accordés aux Réguliers au sujet des cas réservés ? 146

ART. II. Conséquence qu'on doit tirer des Constitutions des Papes , & des Ordonnances des Evêques , qui modèrent & révoquent les Privilèges accordés aux Réguliers au sujet des cas réservés ? 155

I I I. Q U E S T I O N.

ART. I. Un Confesseur qui a obtenu de son Evêque le pouvoir d'absoudre des cas réservés , a-t-il droit d'absoudre des censures qui y sont attachées ? 160

ART. II. Comment se doit conduire un Confesseur , à l'égard d'un Pénitent d'un Diocèse différent du sien , qui se trouve coupable de quelques péchés réservés ? 165

ART. III. Tout Confesseur approuvé peut-il absoudre des censures réservées dans le Diocèse d'un Pénitent étranger qui s'adresse à lui , lorsqu'elles ne le sont pas dans le sien ? 172

I V. Q U E S T I O N.

Que doit faire un Confesseur qui a donné l'absolution d'un cas réservé , sans en avoir le pouvoir ? 176

I V. C O N F É R E N C E.

I. Q U E S T I O N.

ART. I. Un Confesseur qui a obtenu la permission d'absoudre une personne d'un cas réservé , peut-il l'absoudre de plusieurs , de ceux même que son Pénitent a commis depuis qu'il a obtenu cette permission ? 180

ART. II. Un Confesseur qui n'a pas les cas réservés , peut-il absoudre son Pénitent , de ceux qui ne le sont pas , & le renvoyer pour les autres au Supérieur ? Le

Supérieur peut-il aussi absoudre des cas réservés, & renvoyer pour ceux qui ne le sont pas à un autre Confesseur ?

185

II. QUESTION.

Lorsqu'un Prêtre ne peut sans scandale s'abstenir de dire la Messe, peut-il être absous des cas réservés par un Confesseur qui n'a obtenu de son Evêque qu'une approbation limitée, & qui ne s'étend point aux cas réservés ?

195

III. QUESTION.

Un pénitent, qui, en se confessant à un Prêtre approuvé pour les cas réservés, a oublié, sans qu'il y ait de sa faute, de s'accuser d'un péché réservé, peut-il dans la suite en être absous par un Confesseur qui n'a pas les cas réservés ?

202

IV. QUESTION.

Un pénitent, qui, en s'accusant des cas réservés à un Prêtre qui avoit le pouvoir d'en absoudre, a fait par sa faute une confession nulle, est-il obligé de s'adresser pour les mêmes péchés à un Prêtre qui ait les cas réservés ?

211

V. CONFÉRENCE.

I. QUESTION.

Tous les Prêtres peuvent-ils absoudre de toutes sortes de péchés un pénitent qui est à l'article de la mort ?

219

ART. I. Qu'est-ce que l'article de la mort, dans lequel tous les Prêtres peuvent absoudre des péchés réservés ?

220

ART. II. Tout Prêtre, même excommunié ou hérétique

a iv

que , peut-il absoudre validement des péchés réservés , ceux qui sont dans un danger pressant de mort ?

225

I I. Q U E S T I O N.

Un pénitent qu'on avoit cru à l'article de la mort , & qui a été absous des cas réservés par un Prêtre qui n'avoit point d'autre pouvoir que ceux que l'Eglise donne dans cette circonstance , est-il obligé de se présenter au Supérieur , après que le danger est passé ?

235

I I I. Q U E S T I O N.

ART. I. Les péchés dont un Evêque s'est réservé l'absolution , continuent-ils d'être réservés après sa mort ?

243

ART. II. Peut-on faire usage du pouvoir d'absoudre des cas réservés , après la mort du Prélat de qui on l'a reçu ?

247

V I. Q U E S T I O N.

ART. I. Quels sont les Ministres ordinaires du Sacrement de Pénitence , par rapport aux Réguliers ?

254

ART. II. Comment se doit conduire un Confesseur séculier avec un Religieux , par rapport aux cas réservés ?

260

V I. C O N F É R E N C E.

I. Q U E S T I O N.

Tous les Prêtres approuvés peuvent-ils , dans le tems du Jubilé , absoudre des cas & des censures réservés ?

267

ART. I. Observations au sujet des privilèges , que les Papes accordent aux Fidèles pendant le Jubilé ,

Et sur les pouvoirs qu'ils donnent aux Confesseurs.

268

ART. II. Tous les Prêtres peuvent-ils absoudre, en vertu du Jubilé, de tous les péchés, dont l'absolution est de droit réservée au Pape & aux Evêques?

278

ART. III. Tous les Prêtres peuvent-ils absoudre de toutes sortes de censures dans le tems du Jubilé?

280

ART. IV. Un Prêtre approuvé peut-il, dans le tems du Jubilé, absoudre les Pénitens étrangers des cas & des censures réservées dans leur Diocèse?

284

I I. Q U E S T I O N.

ART. I. Peut-on gagner plus d'une fois l'Indulgence d'un seul & même Jubilé?

286

ART. II. Peut-on après avoir gagné l'Indulgence du Jubilé, être absous une seconde fois des péchés réservés, dans lesquels on est retombé?

289

I I I. Q U E S T I O N.

Ceux qui se confessent dans une semaine, dans laquelle ils n'ont pas le dessein de gagner le Jubilé, peuvent-ils, en vertu de la Bulle, être absous dans cette confession des Cas réservés?

291

I V. Q U E S T I O N.

ART. I. Un Pénitent qui n'a pas accompli toutes les choses prescrites dans la Bulle du Jubilé, est-il obligé de recourir au Supérieur, pour recevoir une seconde fois l'absolution des cas réservés, dont il avoit été absous en vertu de la Bulle?

294

ART. II. Un Confesseur qui dans le tems du Jubilé a différé l'absolution à son Pénitent, a-t-il droit de l'absoudre des cas réservés, lorsque le Pénitent n'acheve sa Confession, qu'après que le tems du Jubilé est expiré?

298

I. P A R T I E.

Des Cas Réservés au saint Siège.

I. C O N F É R E N C E.

I. Q U E S T I O N.

Des mauvais traitemens faits aux Ecclésiastiques & aux Religieux ? 306

ART. I. *Quelles sont les personnes qu'il est défendu de maltraiter sous peine d'excommunication ?* 308

ART. II. *Toutes sortes de personnes peuvent-elles encourir la censure portée par le Canon, Si quis, &c.* 311

ART. III. *Quelles sont les actions pour lesquelles on tombe dans la censure portée par le Canon, Si quis suadente diabolo, &c.* 312

ART. IV. *En quelles circonstances le péché de ceux qui maltraitent les Ecclésiastiques & les Religieux, est-il réservé au Pape ?* 314

ART. V. *En quelles circonstances le péché de ceux qui maltraitent les Ecclésiastiques & les Religieux, est-il réservé aux Evêques ?* 319

ART. VI. *Les complices des violences faites aux Ecclésiastiques & aux Religieux tombent-ils dans l'excommunication & dans la réserve ?* 321

ART. VII. *Quels sont les Cas dans lesquels on ne tombe point dans l'excommunication & dans la réserve, quoiqu'on ait usé de violence envers des Ecclésiastiques ou des Religieux ?* 323

ART. VIII. *A qui faut-il s'adresser pour se faire absoudre des violences commises contre les Ecclésiastiques & les Religieux ?* 330

II. QUESTION.

ART. I. De la Simonie & de ses différentes espèces. 332

ART. II. Toute espèce de Simonie est-elle réservée au saint Siège ? 335

ART. III. Quand tombe-t-on dans la censure & la réserve pour avoir commis une Simonie réelle dans la collation ou la réception des saints Ordres ? 344

ART. IV. Quand tombe-t-on dans la censure & dans la réserve, pour avoir commis une Simonie réelle, en matière de Bénéfice ? 348

ART. V. Les Complices de la Simonie encourent-ils l'excommunication & tombent-ils dans la réserve ? 353

ART. VI. A qui faut-il s'adresser pour obtenir l'absolution de l'excommunication & la dispense des autres peines de la Simonie ? 363

III. QUESTION.

De la Confidence. 369

ART. unique. Quand tombe-t-on dans une excommunication réservée au saint Siège, pour avoir commis le crime de Confidence ? 373

IV. QUESTION.

De l'Incendie. 382

ART. I. Quand est-ce que l'Incendie est réservé au Pape ? 385

ART. II. Quand l'Incendie est-il réservé aux Evêques ? 389



I I. C O N F É R E N C E.

I. Q U E S T I O N.

Du vol fait dans les Eglises avec effraction. Quand est-il réservé au saint Siège ? 391

I I. Q U E S T I O N.

De la falsification des Lettres Apostoliques. 396

ART. I. *Quand tombe-t-on dans une excommunication réservée au saint Siège, pour avoir falsifié les Lettres Apostoliques ?* 399

ART. II. *Les Complices de la falsification des Lettres apostoliques tombent-ils dans une excommunication réservée au saint Siège ?* 403

I I I. Q U E S T I O N.

De quelques autres cas réservés au saint Siège. 404

I V. Q U E S T I O N.

Les cas dont les Papes se réservent l'absolution dans la Bulle In Cœna Domini, sont-ils en France réservés au saint Siège ? 412

F I N.

MANDEMENT

DE MONSEIGNEUR

L'^AEVÊQUE D'ANGERS,

Sur les Conférences Ecclésiastiques de
son Diocèse.



JE AN par la miséricorde de Dieu, & la grace du Saint Siège Apostolique, Evêque d'Angers, Conseiller du Roi en tous ses Conseils : Aux Archiprêtres, Doyens Ruraux, Curés, & à tous les Prêtres & Ecclésiastiques de notre Diocèse, SALUT EN NOTRE SEIGNEUR.

^a Depuis l'année mil sept cens deux, que les Conférences ecclésiastiques ont été établies dans ce Diocèse, nos illustres Prédécesseurs M. le PELLETIER & M. PONCET, ont eu soin de vous en communiquer de tems en tems les résultats.

NOUS avons suivi l'exemple de ces grands Prélats. Nous n'avons pas cessé de vous mettre en main ces Conférences dont vous connoissez l'utilité. Vous y puisez les lumières nécessaires pour vous conduire sûrement dans l'administration des Sacremens : Vous y trouvez des décisions sages sur les cas de conscience, qui se rencontrent le plus souvent dans la conduite des âmes, & des principes solides pour décider les plus

^a Voyez le Discours synodal, & le Règlement de 1702.

grandes difficultés de la Morale : elles vous fournissent les instructions les plus essentielles , pour remplir avec exactitude tous les devoirs de votre ministère.

Nous ne pouvons assez vous exhorter à lire souvent ces résultats qui n'ont été rédigés & imprimés que pour votre usage. Les livres du Prêtre ^b sont les dépositaires de la science , & les Fidèles ont droit de lui demander l'explication de la Loi : On est indigne du Sacerdoce , ^c quand on néglige la Science : c'est pour cette raison que l'Apôtre Saint Paul recommandoit à son cher Disciple Timothée , de s'attacher à la lecture , ^d afin d'être en état d'exhorter & d'enseigner les peuples. L'ignorance ^e dit le quatrième Concile de Tolède , est la source de toutes les erreurs ; les Prêtres du Seigneur doivent donc avoir une extrême horreur de ce défaut & l'éviter avec soin. L'esprit d'erreur , disoit saint Bernard , rendra facilement tout votre zèle inutile , si vous négligez la Science. ^f En effet , sans le secours de l'étude & de la science , vous ne pourriez précautionner les Fidèles contre les embûches des Novateurs qui ne cherchent qu'à porter la désolation dans le troupeau de Jesus-Christ : vous ne pourriez découvrir & faire connoître à vos peuples l'illusion de tant d'écrits empoisonnés qu'on répand de toutes parts , pour éloigner les âmes simples de la soumission que nous devons tous aux décisions de l'Eglise.

Un des plus dangereux , est celui qui parut l'année dernière , ^g & qui fut déposé à l'assemblée générale du Clergé , mais malheureusement trop tard , pour pouvoir être censuré dans les formes. L'Auteur de ce pernicieux Ouvrage , sous le spécieux prétexte d'éta-

^b Labia Sacerdotis custodient scientiam , & legem requirent ex ore ejus. Malach. 2.

^c Quia tu repulisti scientiam , repellam te , ne Sacerdotio fungaris mihi. Osée. 4.

^d Attende lectioni , exhortationi , & doctrinæ. Timot. 1. c. 4.

^e Ignorantia , mater cunctorum errorum , maximè in Sacerdotibus Dei vitanda est. Conc. Tolet. c. 24.

^f Facillimè zelo tuo spiritus illudet erroris , si scientiam negligas. S. Bernard. Serm. 19. in Cantica.

^g En 1745.

blir les Pouvoirs légitimes du premier & du second Ordre , ^h y avance les principes les plus scandaleux , copiés d'après les Protestans , & qui ne vont rien moins qu'à sapper les plus solides fondemens de la Religion , à mettre la confusion dans la Hiérarchie ecclésiastique , en égalant les Prêtres aux Evêques , & à détruire toute subordination. Quoique cet Auteur fasse profession de reconnoître l'autorité du Concile de Trente , il en attaque néanmoins ouvertement la Doctrine , en disputant au Pape & aux Evêques le droit de se réserver l'absolution de quelques péchés , plus énormes ou plus contagieux que les autres , & en s'élevant hautement contre le Décret qu'a porté ce saint Concile , au sujet de la nécessité de l'approbation pour la validité de la confession , Décret que les Novateurs avoient jusqu'ici respecté. Quand on a une fois secoué le joug de l'autorité de l'Eglise , rien n'est plus capable d'arrêter dans les routes de l'erreur.

Vous trouverez dans les Conférences que nous vous présentons , & dans celles que nous vous avons données sur la Pénitence , les preuves les plus solides des vérités opposées aux erreurs de ce téméraire Ecrivain. Ces erreurs avoient déjà été condamnées par la Faculté de Théologie de Paris , qui censura en 1735. plusieurs Propositions extraites d'un Libelle intitulé , Consultation sur la Jurisdiction & l'Approbation nécessaire pour confesser , qui est le même pour le fonds que celui qui porte pour titre , Pouvoirs légitimes du premier & second Ordre.

M. l'Archevêque de Tours , Président de la dernière assemblée du Clergé , y fit un discours très-éloquent à l'occasion de ce dernier Ouvrage. On ne peut mettre dans un plus grand jour , que l'a fait ce sçavant Prélat , les erreurs qui y sont contenues , ni les exposer avec plus de précision & de lumière. Nous avons fait imprimer à la tête de ce volume , la Censure de la Faculté de Théologie de Paris , dont nous venons de parler , & le discours de notre illustre Métropolitain ,

^h C'est le titre de l'Ouvrage.

xvj

qui sera un monument éternel de son zèle ; pour la défense de la Doctrine de l'Eglise, & des Droits sacrés de l'Episcopat.

• DONNÉ à Angers dans notre Palais Episcopal ;
le quatorzième Mars 1746.

† JEAN, Evêque d'Angers.

Par Monseigneur,

MEZERA Y.

C E N S U R A
S. FACULTATIS
PARISIENSIS

Lata in Libellum cui titulus:

*Consultation sur la Jurisdiction & Approbation nécessaires pour confesser, renfermée en sept Questions, lesquelles sont discutées exactement, suivant le Droit, les Canons, les Conciles, les Synodes, les Rituels, les Mandemens & Lettres Pastorales de plusieurs Evêques, les Canonistes, les Jurisconsultes, les Théologiens, les Décrets, Constitutions & Brefs de plusieurs Papes, & les Décrets de la Faculté de Paris, &c. par M*** Prêtre du Diocèse de *** 1734.*

EA fuit semper novatorum consuetudo, qui do-
centem Ecclesiam non audiunt, sed ejus auto-
ritatem spernunt ac laceſſunt, ut curent parùm in iis-
dem suis principiis consistere; mutant pro conditione
temporum, & dogmata sua ad rem presentem accom-

modant. *Transeunt*, ut loquitur sanctus Hieronymus, *de falsitate ad aliam falsitatem, quia solida non sunt eorum vestigia, quæ contra veritatem sunt.* In hac tamen eorum diversa prorsus docendi ratione unus idemque est scopus, idem consilium. Volunt scilicet, quâ omni valent industriâ; affectas suos, quorum animas duces cæci quasi captivas ducunt in perditionem, ne à castris suis deficient, sibi semper addictos continere, &, ne ad obsequium Ecclesiæ revertantur, student eorum semper rebellionem confovere. Quapropter prout fert diversa partium suarum hominum indoles, prout exigit rei necessitas, docent, loquuntur, nec parcentes mendaciis, arte sibi notâ edunt, sparguntque libellos novos sectæ heu ! nimium fecundæ partus uberes nimis. Clanculùm quidem & tacito scriptorum nomine, *volant libri illi noxii, Urbibus & Castellis ingeruntur*, iis scriptis *pro melle venenum*, pro veritate error propinatur.^a

Testis cæteros inter nefandus ille liber, quem anno proximè elapso solemnî Censurâ Sacra Facultas Parisiensis proscriptum voluit. Testis & iste non exitialis minùs, in quem meritâ pariter animadversione insurgendum arbitramur. Autor prioris libelli, cum nihil veretur magis quàm si pœnitentes in illos inciderent Sacerdotes Confessarios, qui, ut decet filios obedientiæ, Constitutionibus Apostolicis in Ecclesia & Regno vim legis habentibus corde & animo debitum obsequium præstant, sequaces suos à frequenti & salutari Confessionis usu liberos & immunes efficiebat; Autor verò Consultationis ut aliquâ ratione consulat nondum assuetis qui excutiant importunum (ut ipse censet) Confessionis jugum, plenam potestatem facit simplicibus fidelibus adeundi quoscumque sibi seligere voluerint Sacerdotes, à quibus, nullâ licet Episcoporum auctoritate delegatis, absolutionis beneficium asserit obtineri.

Orthodoxa doctrina huc usque in tuto esse videbatur duobus hisce fulta præfidiis, nimirum & apertâ

Concilii Tridentini declaratione de necessitate Jurisdictionis ad absolvendum validè, & lege ab eadem sacra Synodo latâ de obtinenda à Presbytero approbatione Episcopi, ad excipiendas Fidelium confessiones. Quod utrumque caput quoniam non audet Libelli Autor apertâ fronte impetere, videtur quasi bonâ fide fateri & admittere dogma, quod tamen, vir duplex animo, habet in mente prorsus subvertere; non recurrit tamen ad dolos, non quærit latebras & diverticula; nam se totum statim manifestum prodit, & illicò deserit quod secum ipse pugnans concessisse videbatur. Modò, asserit absolvendi potestatem à Jurisdictione non pendere; modò, ac si tamen jurisdictionis necessitatem agnosceret, contendit eam conferri cuilibet Sacerdoti in sua Ordinatione, & ita firmiter adhærescere, ut nullâ Ecclesiæ lege subtrahi possit aut limitari.

Ubi autem idem Autor dogma de necessitate Jurisdictionis attentavit proscindere, vir utique confidentissimus à sancita solemni lege approbationis obtinendæ Sacerdotes propriâ suâ autoritate eximit, atque ut vim Decreti quo premitur elevet, falsas hætenusque inauditas interpretationes adhibet. Debuisset profectò, præ pudore & ex conscientia, abstinere ab impugnandis veritatibus, quas à nemine Catholico huc usque fuisse impetitas ipse confitetur: at rei novitate minimè perterritus, pudorem omnem abjicit, novumque figmentum comminiscitur, asserendo videlicet Decretum illud Concilii non ad omnes ex æquo Sacerdotes pertinere, sed ad eos solos qui tunc erant Dignitatis, ut plurimum, immemores suæ; aut illud idem Decretum esse de solis regularibus intelligendum; eodem denique Decreto labefacta fuisse & everfa Parochorum jura, quos prius audiri oportuerat, & penès quos est, ubi tempus opportunum nancisci poterunt, eadem collapsa jura sibi vindicare.

Jam verò quænam sunt ista quæ Parochis jura tribuit? Ut nempe renuentibus Episcopis seligant sibi, etiam ex non approbatis succenturiatos Sacerdotes,

quos tanquam operarios bonos mittant in vineam suam. Neque tantum non approbatos in suis Parochiis constituent; sed etiam revocatos ab officio & interdictione multatos ab Episcopo; quod certe nihil aliud est quam Ecclesiasticam Hierarchiam subvertere, ut jam regimen animarum ad Episcopum non pertineat in sua propria Diœcesi.

Nec mirum certe si huc usque processerit, cum non tantum ratione Sacramentorum administrationis, potestate pares Præsulibus Parochos efficiat, sed illos etiam hac in parte erigere videatur supra ipsos Episcopos, quos, ut potè positos à Spiritu Sancto regere Ecclesiam Dei, tenemur revereri ut nostros in fide Patres, in quibus Sacerdotalis jurisdictio tanquam in ipso fonte residet, ex quo fonte in alios secundi Ordinis ministros rivuli fluunt & emanant.

Placet insuper eidem Autori, dum supra modum extendit Parochorum jura, ipsis eandem tribuere in sua Parochia potestatem exercendam, quam ipse Summus Pontifex habet in universa Ecclesia, & quilibet Episcopus in sua Diœcesi; & dum secundum ipsius sententiam, non potest Episcopus in Parochiis sibi subditis administrare Sacramenta, ea est Parochi auctoritas, ut sine consensu Episcopi expresso vel tacito Parochianos etiam extraneos, sive ex propria, sive ex aliena Diœcesi indiscriminatim excipiat, eorumque Confessiones audiat; & sic Episcopus quem S. Petrus Apostolorum Princeps esse institutum dicit, *ut gregem Dei pascat*,^b non erit ulterius in sua propria Diœcesi fidelium Pastor, si quidem cum Parochis divisum imperium vix obtinebit.

Neque verò est quodd Parochi sibi gloriari possint de concessis aut vindicatis Dignitatis suæ juribus ab Autore Consultationis; si quidem mox transit ad alia principia, quibus uno eodemque ictu & Parochorum & Episcoporum potestates & jura convellit, subvertendo pœnitens ordinem illum rectum, quem ipse Christus Dominus ad regendos fideles sapien-

^b *Epist. 1. 5. 2.*

tissimus Legislator instituit , eo fine videlicet ut regnet & vigeat quæ servari debet in optimo regimine concordia cum populos inter & Parochos suos , tum & vicissim Parochos inter & Episcopos , ut quisque in ordine suo *præpositis suis* subditus sit & *illis subjaceat.* ^c

Cum autem plurimum interfit Authoris perfidi ad fucum faciendum , ut vera & non falsa , antiqua & non nova censeatur docuisse , Doctores Theologos & Juris - peritos singulis paginis laudat , eorumque testimonia vanâ eruditionis ostentatione colligit , ut sic *videatur de singulis quæ asserit præstitisse rationem* , quia *singulis assertionibus suis quædam testimonia subdidit* ; sed quæ , secundum privatam falsam sæpissimè referentis , solis non attendentibus blandiuntur & speciem veritatis exhibent ; ^d dum Viri sagaciores & rem diligenti examine perpendentes , fermè in omnibus summam hominis improbitatem & audaciam detegunt.

Cæterum ubi per S. M. N. Leonorium de Romigny Syndicum pridie Nonas Januarii præsentis anni liber delatus est ad S. nostram Facultatem , & Doctrinam in eo contentam idem D. Syndicus exposuit , horruimus , intelleximusque nostræ esse erga Religionem sanctam observantiæ , & studii quo Parisienses Magistri flagrare debent præ cæteris , ut Ordo noster non fileret ; tum maximè operam nostram reposci , cum Novatorum quæ ascendit semper superbia jura Episcoporum audacter impetit , & antiqua Ecclesiæ dogmata , sanctissimasque ejus Sanctiones conatur subvertere . Itaque expendendum censuimus Libellum , ad ferendum nostrum doctrinale judicium ; atque idcirco more solito nominavimus Deputatos , qui perverfas Propositiones extraherent , quibus subindè sua nota singillatim figeretur .

Postquam autem auditâ DD. Deputatorum relatione , & habitis , ut poscebat gravitas materiæ , duo-

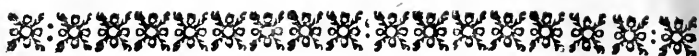
^c Hebr. I. 17.

^d S. Hilarius , lib. 4. de Trin.

decem generalibus Congregationibus , octoginta sex Magistri suam dixissent sententiam , S. Facultas suam Censuram tulit , non quidem in omnes Propositiones pravas & damnandas , sed in aliquas duntaxat , ut ex illis , quas ad sex præcipua capita revocavit , damnatis & notatis , cuique pronum esset agnoscere , quàm sit perversum opus , quàm alienum à Doctrina Catholica , & quantum animabus fidelium nocere posset , nisi publicâ animadversione plecteretur.

Censuit insuper eadem S. Facultas abstinendum à quibusdam aliis Propositionibus hîc recensendis & notandis , quæ alios Authoris errores continent contra Episcoporum potestatem , ad quos pertinet concedere Presbyteris jurisdictionem , quia cum Clerus Gallicanus in suis Comitibus annis 1656. & 1657. habitis , adversus hosce eisdem errores fortiter insurrexerit , arbitrata est impræsentiarum sufficere , ut declararet , sicuti facit & declarat , doctrinam pravam à Clero Gallicano circa præfatam materiam tunc temporis improbatam , à se similiter vehementer improbari.





PROPOSITIONES

EXTRACTÆ

Ex dicto Libello, unâ cum notis & censuris cuilibet Propositionis à Sacra Facultate affixis & attributis.

ARTICULUS PRIMUS.

De necessitate Jurisdictionis ad validè absolvendum in foro Pœnitentiæ.

PROPOSITIO.

1. **S**A validité (du Sacrement de Pénitence) ne dépend pas de la Jurisdiction. ^a

CENSURA.

Hæc Propositio est erronea, & sapit hæresim à Concilio Tridentino damnatam.

PROPOSITIO.

2. On ne peut prouver par la Tradition que la Jurisdiction est nécessaire pour absoudre validement. ^b

3. Il est constant que l'Eglise n'a point encore décidé que le défaut de Jurisdiction ou de commission de l'Ordinaire, annulloit de soi le Sacrement de Pénitence. ^c

^a Première Quest. p. 11.

^b Page 13. titre.

^c Page 12.

4. Il n'est aucunement certain que le Concile de Trente ait prononcé qu'une Confession faite à un Prêtre qui n'a point de Jurisdiction, est nulle de Droit.^d

C E N S U R A.

Hæ propositiones falsæ sunt, temerariæ & ad insinuandam hæresim contra apertam veritatem malignè prolatae.

P R O P O S I T I O.

5. Tous les Prêtres donc, les Pasteurs, & ceux qui ne le sont pas, sont unis dans le pouvoir de lier & de délier; & par l'institution de Jesus-Christ, tous ont des sujets. Ces sujets, sont le monde Chrétien.^e

C E N S U R A.

Hæ propositio, quæ asserit omnibus Sacerdotibus ex institutione Christi attributos esse subditos in quos ligandi & solvendi potestatem in Ordinatione acceptam exerçant independenter ab Episcopi missione, hosque subditos esse Orbem Christianum, falsa est, Ecclesiasticæ Hierarchiæ destructiva & erronea.

P R O P O S I T I O.

6. La Jurisdiction & l'approbation ne sont qu'accessaires & de discipline.^f

7. Les Loix de la Jurisdiction & de l'approbation, sont des Loix de pure police.^g

C E N S U R A.

Hæ propositiones, quatenus asserunt jurisdictionem in foro Pœnitentiæ ad puram politicam & disciplinam pertinere, temerariæ sunt & erroneæ.

^d Cas sur la Jurisd. pag. 35.
note.

^e Première quest. pag. 24.

^f Cas sur la Jurisd. p. 40.
note.

^g Ibid. pag. 37. note.

P R O P O S I T I O.

8. Les Prêtres confessoient dans les premiers siècles de l'Eglise, sans la permission des Evêques & des Curés. ^h

9. Onze siècles s'étoient écoulés depuis la naissance de Jesus-Christ... dans une si longue suite de siècles, on n'avoit point entendu parler, ou que fort peu, qu'il falloit autre chose que la qualité de Prêtre pour confesser & donner des absolutions valides & licites à des pécheurs secrets. ⁱ

C E N S U R A.

Hæ propositiones falsæ sunt, & ex ignorantia constantis Ecclesiæ praxis temerè assertæ.

P R O P O S I T I O.

10. Les Prêtres reçoivent en même tems (lorsqu'ils sont ordonnés) la mission de leur Evêque, ou au moins sa permission, &... par-là ils deviennent capables, lorsqu'ils en seront requis par les Pasteurs ordinaires des Paroisses, ou que quelque Pénitent aura des raisons de droit pour se soumettre à eux, d'exercer le pouvoir complet d'absoudre & de juger, qu'ils ont reçu lorsqu'ils ont été ordonnés. ^k

C E N S U R A.

Hæ propositio falsa est, & quatenus asserit præter potestatem in Ordinatione acceptam nihil aliud requiri in Sacerdote ad verè absolvendum, quàm ut vocetur à Parocho, aut voluntariè se subjiciat pœnitens, est erronea & viam invalidis absolutionibus aperit.

^h Seconde quest. pag. 36. tit. |
ⁱ Ibid. pag. 42. & 43.

^k Première quest. pag. 27.



ARTICULUS SECUNDUS.

De auctoritate Ecclesiæ circa Sacramentum Pœnitentiæ.

P R O P O S I T I O.

11. L'Eglise ne peut rendre invalide le Sacrement de Pénitence, quand le sujet qui le reçoit est bien disposé. ^l

C E N S U R A.

Hæc propositio, quatenus asserit Ecclesiæ lege irritam fieri non posse absolutionem, est hæretica.

P R O P O S I T I O.

12. Tout le Pouvoir de l'Eglise & du Pape ne s'étend alors qu'à des cérémonies de décence, & à des réglemens de bon ordre & de discipline, sans donner à prétendre que leur omission altère le fond du Sacrement. ^m

C E N S U R A.

Hæc propositio intellecta de Sacramento Pœnitentiæ est hæretica.

P R O P O S I T I O.

13. L'absolution donnée dans un tel cas, (le cas de réserve) est-elle valide ? Le Concile (de Trente) n'a rien prononcé dans cette question. ⁿ

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, & hæresi à S. Synodo Tridentinâ damnatæ favens.

^l Première quest. pag. 17. tit. | ⁿ Ibid. pag. 8.

^m Ibid. pag. 19.

P R O P O S I T I O.

14. Le Prêtre qui n'a que la puissance d'Ordre ; est le ministre de Dieu pour absoudre dans tous les cas , & toutes sortes de personnes , & lui reconcilier parfaitement le pécheur ; mais il n'est pas le Ministre de l'Eglise , puisqu'il n'a pas son institution , & par là il n'est pas propre pour lui reconcilier ceux qui l'ont offensée par leurs désobéissances , scandalisée & contristée par leurs crimes °.

C E N S U R A.

Hæc propositio captiosa est, & quatenus innuit Sacerdotem, qui solam habet Ordinis potestatem, posse in omnibus casibus quoscunque peccatores verè absolvere & Deo perfectè reconciliare, hæresim sapit.

A R T I C U L U S T E R T I U S.

De approbatione ab Episcopo obtinenda;

P R O P O S I T I O.

15. La nécessité de la prendre (l'approbation) n'est pas si constante , que son défaut rende le Sacrement d'aucune conséquence. P

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, temeraria & Decreto Concilii Tridentini contraria.

P R O P O S I T I O.

16. Si l'on examine les termes du Décret (du Concile de Trente , Sess. 23. c. 15.) & si on les lie avec ce qui précède & ce qui suit , le Décret paroîtra

o Ibid. pag. 35.

p. 7. Quest. p. 18. & 19.

avoit été fait seulement pour ce tems malheureux, & contre les Prêtres qui vivoient alors, lequel comme beaucoup d'autres Ordonnances du même Concile, après le remede apporté au mal, devoit rester sans suite, & laissoit les choses au premier état. ^q

17. Les Réguliers étoient les seuls..... dont le Concile a voulu parler; & qu'il soumet à prendre l'approbation de l'Ordinaire. ^r

18. Le sens exclusif qui donne aux Evêques le droit d'approuver à l'exclusion des Curés, paroît donc étranger au Concile, & si étranger à mon jugement, qu'on ne peut l'admettre sans... que le Concile tombe dans une contradiction constante avec lui-même. ^s

19. Le Concile (de Trente) bien entendu, est plus favorable sur l'article de l'approbation aux Curés, qu'aux Evêques. ^t

C E N S U R A.

Hæ propositiones falsæ sunt, temerè assertæ; Decretum Concilii perversè interpretantur, & ejus mens manifestè repugnant.

P R O P O S I T I O.

20. Le droit d'approuver les Confesseurs, n'est point dévolu aux Evêques à l'exclusion des Curés par aucune Loi de l'Eglise. ^u

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, & de juribus Episcoporum detrahit.

P R O P O S I T I O.

21. L'approbation des Confesseurs par l'Evêque à l'exclusion des Curés, peut passer pour un jugement contre les Curés qui n'ont point été appelés, qui auroit été rendu par ceux qui paroissant partie dans

^q Troisième quest. pag. 62.

^r Ibid. p. 64.

^s Ibid. p. 69.

^t Ibid. p. 71.

^u Quatrième quest. p. 85.

l'affaire, n'en doivent pas être les sollicitateurs & les juges, contre lequel par conséquent les Curés sont en droit de se pourvoir quand ils en auront la liberté. *

C E N S U R A.

Hæc propositio est scandalosa, in S. Synodi Œcumenicæ contumeliam prolata, de autoritate Ecclesiæ derogans & in Schisma inducens.

P R O P O S I T I O.

22. Tout manque... au Décret de l'approbation des Confesseurs par l'Evêque. y

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, in P P. Tridentinos injuriosa & Decreti à Concilio lati eversiva.

P R O P O S I T I O.

23. Les Curés, dans les besoins pressans de leurs Eglises, peuvent commettre des Prêtres point approuvés de l'Evêque. z

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, Concilio Tridentino contraria & , ut talis, à Sacra Facultate jam damnata.

P R O P O S I T I O.

24. Les Curés qui ont la juridiction ordinaire dans leurs Paroisses & sur leurs Paroissiens..... leur peuvent donner des Confesseurs point approuvés de l'Evêque, quand les Evêques refusent injustement d'en approuver, ou n'en approuvent que de mauvais. a

* Troisième quest. p. 75.
y Ibid. p. 77.

| 7 Septième quest. p. 28. tit.
a Ibid. pag. 23.

C E N S U R A.

Hæc propositio est falsa, disciplinam Ecclesiæ intervertit, & ad mentem Auctoris intellecta, in Schisma inducit.

P R O P O S I T I O.

25. Les Evêques tiennent du Roi le pouvoir d'approuver à l'exclusion des Curés. ^b

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, scandalosa, & quatenus asserit à Rege concessam esse Episcopis rem merè spiritalem, in Christianissimum Principem est summè injuriosa.

P R O P O S I T I O.

26. Si les Evêques approuvent les Confesseurs des Paroisses par exclusion des Curés, c'est qu'ils l'ont demandé & obtenu du Roi, &.... cet usage est très-récent. ^c

27. Les Evêques jugerent donc que ce seroit plutôt fait de recourir, pour une chose purement Ecclésiastique & spirituelle, au pouvoir absolu du Roi, & d'en obtenir un Edit. Il fut donné au mois d'Avril 1695. dans un tems où la nécessité des affaires, & le besoin d'une forte subvention du Clergé, obligeoit le Roi à accorder tout aux Evêques. ^d

C E N S U R A.

Hæ propositiones in Gallicanos Episcopos, Regemque Religiosissimum calumniosæ sunt, impudenter & malignè contra ipsa Edicti Regii verba prolata.

P R O P O S I T I O.

28. Les Curés pourroient donc.... demander sans

^b Quatrieme quest. p. 90. | 40. note.

titre.

^c Cas sur la Jurisdiction, p.

^d Quatrieme quest. p. 221

xxx

scrupule à la puissance séculière, la liberté de rentrer dans des droits qu'ils n'ont quitté, & dont le Roi, plutôt que les Conciles, ne leur a ôté l'usage qu'à la sollicitation des Evêques, & après avoir suggéré à son Conseil que c'étoit faire le bien de l'Eglise. ^e

C E N S U R A.

Hæc propositio in Episcopos per calumniâ prolata, Ecclesiastici statûs perturbativa est & ad schisma provocat.

ARTICULUS QUARTUS.

De Episcoporum potestate negandi approbationem & concessam revocandi.

P R O P O S I T I O.

29. On Est.... bien fondé à soutenir que par le refus injuste de l'Evêque d'approuver, le droit revient au Curé, qui, rétabli alors dans son droit, peut l'exercer en faveur de la personne injustement refusée. ^f

30. Un Curé zélé, un véritable Pasteur.... ne pourra - t-il point dans des besoins si réels & si pressans envoyer dans sa vigne de dignes ouvriers... qu'un Evêque refuse sans raison d'approuver? ^g

C E N S U R A.

Hæ propositiones falsæ sunt, temerariæ, animarum saluti noxiæ & Ecclesiasticam Hierarchiam perturbant.

P R O P O S I T I O.

31. Je n'oserois.... soutenir.... que les confessions qu'un digne Ministre injustement révoqué entend

^e Septième quest. p. 20.

^f Septième quest. p. 21.

| ^g Ibid. p. 17.

dans le besoin sans s'y pousser de lui-même, mais en déferant à la lumière des autres, & avec le consentement du Curé, sont de nulle conséquence. ^h

32. L'approbation de l'Evêque ne donne pas le mérite, mais le trouve dans le Prêtre qu'il approuve. Si le mérite est constant, si des besoins pressans demandent son ministère, l'Evêque qui le retire de l'emploi, est déjà condamné, & l'Eglise ne peut que louer & approuver le zèle d'un Curé, qui emploie un digne Ministre dans le besoin & pour l'utilité des Peuples. ⁱ

C E N S U R A.

Doctrina, quam hæ propositiones menti exhibent, falsa est, Sedi Apostolicæ, Conciliis Provincialibus, & præsertim S. Ecumenico Tridentino contraria, viamque sternit ad sacrilegas absolutiones.

A R T I C U L U S Q U I N T U S.

De Jure Episcoporum per se vel per alios ministrandi Sacramenta in Ecclesiis Parochialibus.

P R O P O S I T I O.

33. Le Curé est le propre Prêtre, le Pasteur spécial & particulier, qui a une juridiction ou une puissance de gouvernement immédiate & la plus prochaine sur le peuple qui lui est soumis, laquelle le rend Vicaire de Jesus-Christ dans sa Paroisse, comme l'Evêque l'est dans son Diocèse, & le Pape l'est dans toute l'Eglise. ^k

C E N S U R A.

Hæc propositio captiosa est, & hæresim sapit.

^h Cinquième quest. p. 103. |
ⁱ 104.

ⁱ Septième quest. p. 27.
^k Sixième quest. p. 110.

P R O P O S I T I O.

34. Le Concile..... de Trente n'a point dit... que l'Evêque avoit plus de puissance & d'autorité pour l'administration des Sacremens ordinaires, soit pour les administrer ou faire administrer dans une Paroisse, que le Curé-même. ¹

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, & hæresi à Concilio Tridentino damnatæ favet.

P R O P O S I T I O.

35. Comment.... peut-on soutenir.... que les Evêques.... sont en droit de mettre des Confesseurs dans les Paroisses indépendamment des Curés, & d'y faire faire toutes les fonctions. ^m

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, de juribus Episcoporum detrahens, & intellecta eo sensu, quod Episcopus per se non possit Parochorum munia in qualibet Parochia sibi subdita exercere, est hæretica.

P R O P O S I T I O.

36. Un Evêque.... n'est qu'*habitu*, le Recteur des Paroisses de son Diocèse.... ou le Pasteur commun des Paroisses. ⁿ

C E N S U R A.

Hæc propositio, quæ tollit ab Episcopo immediatum regimen Parochiarum suæ Dioceseos, est ministeriis Episcopalis eversiva & Verbo Dei contraria.

P R O P O S I T I O.

37. La Faculté de Théologie de Paris l'enseigne

¹ Ibid. p. 105.

^m Ibid. p. 109.

ⁿ Ibid. p. 112.

dans le treizième siècle.... qu'il n'étoit pas permis de se confesser même au Pape ou à l'Evêque , à leurs Pénitenciers , ou à ceux qu'ils commettoient sans le consentement du Curé. Les Théologiens & les Canonistes d'aujourd'hui abandonnent communément ces sentimens , mais ils ne sont pas décriés jusqu'au point qu'ils doivent passer pour des erreurs. 2

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, S. Facultati perperam assignens doctrinam quam ipsa ut erroneam expressè & unanimiter reprobavit anno 1252. & dum negat erroneam esse hanc doctrinam, errori sæpius damnato apertè patrocinatur.

P R O P O S I T I O.

38. C'est un Ordre établi par Jesus-Christ dans son Eglise , par conséquent Ordre respectable , auquel les hommes ne peuvent déroger , que les Prêtres séculiers & réguliers approuvés de l'Evêque , ne confessent dans les Paroisses que du consentement des Curés. P

C E N S U R A.

Hæc propositio falsa est, temeraria, & de jurisdictione, quæ Episcopis jure divino competit, derogans.

P R O P O S I T I O.

39. Je sçai qu'il y a des Théologiens qui enseignent que l'Evêque peut de droit , & malgré les Curés , commettre des Confesseurs dans une Paroisse... si ces Théologiens parlent absolument , je les abandonne comme ayant avancé une doctrine insoutenable que l'antiquité n'a point connue , qui n'est appuyée sur aucun texte de Droit , & qui se trouve contraire au Concile de Trente. 2

o Sixieme quest. p. 127.

p Ibid. p. 146.

| q Ibid. p. 160.

Hæc Propositio est falsa & temerè asserta.

ARTICULUS SEXTUS.

De necessaria Parochis approbatione Episcopi ad alienos Parochianos absolvendos.

P R O P O S I T I O.

40. Les Curés n'ont point besoin de l'approbation expresse ou tacite de l'Evêque pour entendre les confessions des autres Paroissiens, & les absoudre, il leur suffit d'avoir le consentement du Curé de ceux qui s'adressent à eux. ^r

41. Les Prêtres... s'ils sont Curés, il est incontestable qu'ils peuvent confesser les Paroissiens des autres, même d'un autre Diocèse avec la seule permission des Curés. ^s

42. Un Evêque ne peut empêcher les Curés de confesser les Paroissiens des autres, quand c'est l'usage du Diocèse, quand c'est dans leurs Eglises qu'ils les confessent, & ailleurs avec le consentement des Curés de ceux qu'ils confessent. ^t

43. Aucun Droit n'autorise l'Evêque à défendre à un Curé de confesser les Paroissiens des autres, quand les Curés y consentent, & que c'est la pratique générale du Diocèse. ^u

44. L'Evêque peut défendre à un Curé de confesser les Paroissiens des autres sans la permission de leur Curé, mais il ne peut pas, s'il les confesse avec la permission de leur Curé. ^x

^r Cas sur la Jurisd. p. 37. note.

^s Septieme quest. p. 1.

^t 2. Lettre, p. 25, Titre.

^u Cas sur la Jurisd. p. 40. Note.

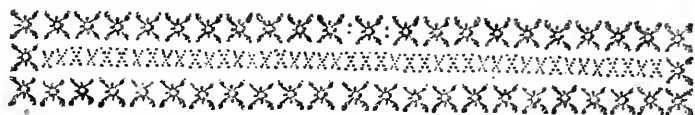
^x Ibid. p. 35. Note.

CENSURA

Hæc propositiones falsæ sunt, & de juribus Episcoporum derogant.

Non intendit autem sacra Facultas alias Propositiones contentas in Libello approbare, cum jam suprà declaraverit non omnes quæ censuram merentur à se extractas fuisse ac damnatas, & reipsà plurimæ supersint adhuc non exitiales minùs & praviæ, quæ pariter notari potuissent & damnari,





D I S C O U R S
DE MONSIEUR
L'ARCHEVEQUE DE TOURS ,

*Prononcé à Paris , le 6 Juillet de l'année 1745.
devant l'Assemblée Générale du Clergé.*

MESSEIGNEURS,

On m'a remis depuis peu un livre *in-quarto* de sept à huit cens pages , qui a pour titre , *les pouvoirs légitimes du premier & du second Ordre*. L'Auteur de ce gros volume se fait connoître dans son avertissement , en nous apprenant qu'il donna en 1734. un Mémoire en forme de consultation sur la Jurisdiction & l'Approbation. Vous vous rappelez , MESSEIGNEURS , que ce Mémoire fut condamné en 1735. par deux grands Prélats , censuré la même année par la sçavante Faculté de Théologie de Paris , & réfuté par plusieurs Théologiens.

Ce second ouvrage ne se présente pas sous des auspices plus favorables que le premier ; l'Auteur ne se contente pas d'y renouveler les mêmes erreurs qui avoient été prosrites dans le Mémoire , il y en ajoute de nouvelles sur des matieres très-importantes.

Je suis très-persuadé que cette Assemblée , composée de Prélats éclairés , qui aiment & connoissent parfaitement la Doctrine de l'Eglise , se porteroit à le condamner solennellement , si le terme de sa

durée fixé par les Lettres de convocation , n'étoit déjà expiré , & s'il n'étoit actuellement impossible d'en prendre connoissance par le défaut d'exemplaires , dont on ne voit que deux au plus dans cette grande Ville. Me fera-t-il permis d'observer , que cette rareté surprenante ; n'est pas vraisemblablement l'effet du hazard ; mais celui d'un dessein prémédité des partisans de l'Auteur , pour soustraire son Livre à une censure si justement méritée , & d'un aussi grand poids ?

Dans cet état , je crois , non-seulement à raison de mon ancienneté dans l'Épiscopat , mais plus encore à raison de la place que je tiens uniquement de vos bontés , devoir vous rendre les dépositaires de mes sentimens sur cet écrit , qui pourra être aussi répandu qu'il est maintenant rare & caché.

Tous les Evêques qui me font l'honneur de m'entendre , prendront sans doute les mesures les plus convenables , pour empêcher que la doctrine qui y est contenue ne pénètre dans leurs Diocèses ; les autres Prélats du Royaume , animés du même esprit & du même zèle pour la Religion , travailleront avec la même application & le même succès , à préserver leurs troupeaux de la contagion de ces principes , qui peuvent par l'étalage d'une érudition recherchée , en imposer aux simples , & séduire les esprits trop faciles.

Depuis le commencement du livre jusqu'à la fin ; cet Auteur téméraire a eu continuellement en vûe de s'élever contre les droits les plus sacrés des Evêques , d'anciantir l'autorité des Jugemens qu'ils rendent dans leurs Mandemens sur la Foi , la Morale & la Discipline. Il s'attache fortement à repandre un esprit de discorde & de division , & même de schisme dans la Maison de Dieu , qui est proprement cette Cité de paix & de concorde , dont parle le Prophète , qui nous unit étroitement les uns aux autres par les liens d'une foi humble & soumise ; il établit entre les Prêtres & les premiers Pasteurs , une vraie égalité dans leur première institution , il ya même just

qu'à les associer à toutes les fonctions de l'Episcopat, sans en excepter celles de l'Ordination, ce qui est le comble de l'erreur.

Après avoir franchi toutes ces bornes, & renversé cet ordre admirable de la Hiérarchie que Jesus-Christ a institué, je ne suis pas surpris de le voir attaquer ouvertement la Doctrine du S. Concile de Trente, sur la nécessité de l'approbation pour la validité de la confession; insulter avec un déchaînement sans exemple un de nos Confreres, qui dans la défense de sa cause, qui étoit devenue notre cause commune, s'étoit servi de cette autorité respectable; taxer d'erreur & même d'hérésie la premiere Proposition de son rapport dans l'assemblée de 1740. rendre complice de cette prétendue hérésie la même Assemblée; contester au Pape & aux Evêques le droit de se réserver l'absolution de certains péchés grièfs & énormes. Dans ce livre, rempli de fiel & d'emportement, on trouve à chaque page des déclamations vives, indécentes & scandaleuses, contre l'exercice de notre ministère; notre conduite dans le gouvernement qui nous est confié, y est sans cesse fausement représentée comme une domination dure, injuste, odieuse, comme un despotisme tyrannique bien opposé à cet esprit de douceur & de charité, que Jesus-Christ a recommandé aux Apôtres & à leurs successeurs.

Si, fondé sur des motifs aussi forts, j'ai cru devoir vous donner une idée générale du caractère de cet Ouvrage, j'ai compris encore avec autant de fondement, que vû son étendue, vû la multitude des matieres qui y sont traitées, il ne nous est pas possible d'avoir assez de tems pour en découvrir tout le venin, développer le système, approfondir les conséquences, extraire un certain nombre de Propositions auxquelles les autres se rapportent, appliquer à chacune en particulier les différentes qualifications dont elles sont susceptibles; travail cependant nécessaire, travail indispensable pour parvenir à en faire une censure qui soit dans la forme la plus régulière,

la plus conforme à nos usages , & qui ressemble à celles qui ont immortalisé quelques-unes de nos Assemblées , qui soit enfin digne d'un Corps aussi respectable.

Cependant , MESSEIGNEURS , il est important, je vais plus loin , il est essentiel que nous ne nous séparions pas , sans avoir donné des preuves de notre indignation ; je ne dis pas contre l'Auteur , à Dieu ne plaise , mais contre toutes les nouveautés qu'il enseigne : nouveautés d'autant plus dangereuses qu'elles flattent l'indépendance , détruisent toute subordination inséparable de tout bon Gouvernement , si essentielle en particulier à celui de l'Eglise , qu'elle entre dans sa Constitution ; subordination qui s'affoiblit chaque jour dans ce siècle , où à la science de nos Peres a succédé une science vaine & présomptueuse ; subordination dont nous regardons l'affoiblissement , comme une des plus grandes playes qui ait été portée à la Religion , comme une des suites des plus funestes des dernières erreurs qui ont affligé l'Eglise.

Pour nous mettre donc à couvert des reproches que l'on pourroit nous faire , d'un silence & d'une inaction qui tiendrait de l'indifférence sur les intérêts de l'Eglise qui nous sont si chers , nous sommes obligés de laisser à nos successeurs un monument public de notre attention à conserver le précieux dépôt de la Foi , & à écarter toutes les doctrines différentes & étrangères qui peuvent l'altérer. Tels sont les principes dans lesquels nous avons été élevés , dont nous avons fait une profession constante dans le cours de notre ministère , & dans lesquels en moi particulier , j'espère , graces à la miséricorde de Dieu , finir une carrière qui est déjà bien avancée.

Je crois donc , MESSEIGNEURS , que l'on doit faire mention de ce rapport dans le Procès-Verbal ; & s'il a le bonheur de mériter votre approbation , ordonner qu'il y sera inséré tout-au-long , & que MM. les Agens en enverront un exemplaire imprimé à tous les Evêques : Par-là on connoîtra la disposition générale de l'Assemblée sur ce pernicieux Ecrit , &

on sentira parfaitement, que la conduite qu'elle tient à son égard dans les circonstances présentes, est la seule que l'on peut attendre de sa prudence & de sa religion.

Après que Monsieur l'Archevêque de Tours a fini son Rapport, l'Assemblée lui a rendu unanimement des actions de grâces, du zèle plein de force avec lequel il avoit soutenu les intérêts de l'Eglise, & ceux de l'Episcopat. Elle a en même tems délibéré que son Rapport seroit imprimé, & que Messieurs les Agens en envoyeroient un Exemplaire à tous les Evêques du Royaume, qui donneront sans doute toute leur attention pour prémunir les Fidèles confiés à leurs soins contre des principes aussi dangereux & déjà censurés.

Signé, † LOUIS-JACQUES,

Archevêque de Tours.

Par Nosseigneurs de l'Assemblée,

L'Abbé DE CHAPT DE RASTIGNAC,
Agent & Secrétaire.

AVERTISSEMENT.

ON sera peut-être surpris de trouver dans ce volume plusieurs Questions qui avoient déjà été discutées dans les Conférences du Diocèse d'Angers, sur le Sacrement de Pénitence. Mais comme on avoit dessein de donner un Traité complet des Cas Réservés, il n'a pas été possible de se dispenser de proposer de nouveau les mêmes Questions, qui en font une partie essentielle, & de les traiter avec plus d'étendue. On ne s'est pas contenté de marquer quelle est à cet égard la Discipline particulière du Diocèse d'Angers. On a cru que nos Conférences



étant répandues dans tout le Royaume, y étant même estimées, il convenoit d'établir des principes généraux, qui pussent par-tout avoir leur application.

On s'est un peu écarté dans la distribution de cet ouvrage, de la méthode qu'on avoit suivie dans les volumes précédens, dans lesquels chaque Conférence est toujours précisément divisée en quatre questions. Pour garder l'uniformité, on a suivi l'ancienne division; mais comme elle a ses inconvéniens, & qu'elle oblige quelquefois à réunir ensemble des choses qui demandent à être traitées séparément, nous avons pour l'ordinaire subdivisé chaque Question en plusieurs articles, dont le titre annonce le sujet particulier, qui y est traité.

On a cité dans cet ouvrage plusieurs déclarations de la sacrée Congrégation, chargée de l'Interprétation du Concile de Trente, telles qu'on les trouve dans la Collection de Gallemart, imprimée à Lyon en 1630. Ce n'est pas qu'on ignore, que cette Collection n'a aucune autorité, & que la sacrée Congrégation a juridiquement déclaré, qu'on ne devoit y avoir aucun égard. Aussi nous n'avons cité aucune de ces Déclarations ^a sur la foi de l'Editeur de cette Collection. Nous ne nous sommes autorisés que de celles qui sont rapportées par des Auteurs estimés, & dont on ne peut soupçonner l'exactitude en ce point. Et si nous avons renvoyé à l'ouvrage de Gallemart, ce n'est que parce qu'il est le plus commun.

La matiere que nous traitons dans ces Conférences, est si délicate & a tant d'étendue, qu'il n'a gueres été possible de prévoir tous les cas & de prévenir toutes les difficultés. C'est ce qui nous a engagé à mettre à la tête de quelques volumes, des observations au sujet de principaux endroits qui ont paru mériter des éclaircissens. Du premier coup d'œil, on ne voit jamais bien toutes les parties d'un objet, toutes les conséquences qu'on peut tirer d'un

^a Elles sont tirées de Barbosa, Garcias, &c.

principe ou d'une décision. Quelquefois même dans le cours d'un ouvrage, un Auteur peut donner occasion de penser qu'il oublie les principes qu'il a d'abord établis ; & on pourroit en effet porter de nous ce jugement, si nous n'avions soin d'avertir des raisons, que nous avons eu de prendre le parti, que nous avons jugé à propos d'embrasser.

Par exemple, un des principes les plus généralement reçus en fait de réserves, est qu'il faut restreindre la signification des termes dans lesquels elles sont conçues. Cependant dans la suite de ces Conférences, nous avons donné quelques décisions, qui semblent ne pouvoir s'allier avec ce principe. Ce n'est pas sans doute faute d'y avoir fait attention, puisque nous en rappelons souvent le souvenir, & ordinairement même dans les endroits dont il s'agit. Pourquoi donc paroissions-nous ne le pas suivre ? C'est qu'au fond nous n'avons pas cru, que nos décisions y fussent réellement opposées. Car ce principe n'a lieu que lorsqu'il y a quelque obscurité dans une Loi, ^b & que la volonté du Législateur n'est pas clairement connue. Pour nous, c'est par les ordres & sous les yeux du Législateur que nous avons écrit ; & il a cru que pour prévenir différens abus, pour établir dans le Diocèse une Discipline uniforme, & tirer des Loix qui y sont en vigueur, tout l'avantage qu'on en doit attendre, il falloit leur donner l'étendue que nous avons marquée. Ainsi le principe demeure dans son entier, & ne reçoit aucune atteinte de nos décisions, quelques sévères qu'elles puissent quelquefois paroître.

^b In obscuris minimum est sequendum. *De Reg. Jur. in 6^o. Reg. 30.*



C A S U S

Summo Pontifici Reservati.

1. **O**ccisio, mutilatio, vel atrox percussio Clerici aut Religiosi in Sacris ordinibus constituti.
2. Percussio gravis, etsi non atrox, Episcopi aut proprii Parochi.
3. Simonia realis in Ordine vel Beneficio; item Confidentialia.
4. Incendium Ecclesiæ, seu alterius Ædificii, quando Incendiarius est publicè denunciatus excommunicatus.
5. Effractio Sacrarum Ædium cum spoliatio, postquam excommunicatio in effractores Jure lata publicata fuerit.
6. Falsificare Litteras Apostolicas, aut falsificatis scienter uti.

Rarè accidunt in hisce Regionibus alii Casus Summo Pontifici reservati, à quibus sicut & à superscriptis absolvere potest D. D. Episcopus quando oculi sunt, & quando eorum rei jure non tenentur adire Summum Pontificem.

C A S U S R E S E R V A T I

D. D. Episcopo Andegavensi cum Censura Excommunicationis.

1. **A**postasia à Fide, Ordine & Religione.
2. Hæresis quàm quis exterius apertè profiteatur. Lectio vel retentio Librorum hæreticorum. Item interesse Concionibus aliisve hæreticorum religionis Actibus.

3. Magia & Sortilegium cum expressa Dæmonum invocatione, etiamsi effectus non sequatur. Profanatio seu impius usus Sacro-sanctæ Eucharistiæ Chrismatis & Olei sancti.
4. Infantem per se vel per alium sacris omissis Cæremoniis baptizare, absque licentia Episcopi, extrâ casum necessitatis.
5. Audire Fidelium confessiones, vel absolvere à Casibus aut Censuris reservatis, non obtentâ à D. Episcopo facultate.
6. Conventum fidicinum, vernaculè *Auibade*, dare alicui in solemni Processione festi Corporis Christi.
7. Matrimonium clandestinum contrahere, vel tali Matrimonio consilio, vel auxilio favere, aut scienter & liberè interesse.
8. Falsum^a testimonium in causa Matrimonii coram Episcopo, Officiali, Parocho, vel eorum vicesgerente, à contrahentibus, aut ab aliis scripto aut vivâ voce præstitum.
9. Gravis percussio Clerici aut Religiosi in Sacris Ordinibus constituti. Simonix realis in Ordine vel Beneficio, nec-non Confidentialis crimen, si occultum sit.
10. Violatio clausuræ regularis vel per ingressum externarum utriusque sexûs personarum intrâ septa Monialium, vel per ingressum personarum mulieris sexûs intrâ septa Monasterii virorum cujuscunque Ordinis; etiamsi prædicta Monasteria aliqua ex parte prærupta sint.
11. Incendium deliberatè & animo nocendi factum.
12. Duellum. Item procuratio Abortûs, sive Fœtus animatus sit, sive inanimatus opere subsequuto.
13. Suppositio seu falsificatio Tituli Clericalis circâ substantiam aut valorem illius. Item venditio absque licentia Episcopi, vel emptio rerum seu fundorum in quibus Titulus Clericalis assignatus est.
14. Occultatio vel suppressio Testamenti personæ defunctæ.

CASUS RESERVATI

D. D. Episcopo Andegavenſi abſque Excommunicatione.

1. **F**urtum rei ſacræ ſeu divino Cultui inſervientis, in loco ſacro commiſſum.
2. Blaſphemia prolata animo & voluntate deliberatâ deteſtandi vel contemnendi Deum.
3. Falfum teſtimonium & Perjurium falſorum ſcilicet teſtium coram Iudice factum. Item fabricatio per ſe vel per alium falſorum contractuum, & aliorum inſtrumentorum.
4. Percuſſio patris vel matris, avi aut avix facta cum exceſſu aut ſcandalo.
5. Homicidium deliberatè commiſſum, vel per ſe vel per alium. Item ſuffocatio etiam fortuita infantis poſiti in lecto, antequàm habeat annum completum.
6. Uſus carnum aliorumque ciborum vetitorum iis diebus, quibus ab Eccleſia prohibentur.
7. In cœtu nuptiali, tempore quo clauſæ ſunt nuptiæ, choreas habere, fidicines conducere, vel hæcæ ſaltationes, ac choreas in ædibus ſuis tolerare.
8. Inceſtus intrâ tertium gradum conſanguinitatis vel affinitatis, ſi affinitas proveniat ex licitâ copulâ; & intrâ ſecundum gradum affinitatis, ſi ex illicita copula proveniat affinitas.
9. Fornicatio etiam inchoata Confefſarii cum pœnitente & pœnitentis cum Confefſario; item Parochi cum parochiana, & parochianæ cum Parocho.
10. Copula carnalis etiam non conſummata cujuſlibet perſonæ cum perſona religioſa, & viciffim perſonæ religioſæ cum qualibet alia perſona.
11. Adulterium coram Iudice probatum, aut toti viciniæ adeò notorium, ut occultari ac celari non

possit, necnon occultum ex quo proles certò concepta sit.

12. Violatio seu violenta oppressio cujuslibet fœminæ.
Sodomia, necnon bestialitas.
-

MONITA PRO CONFESSARIIS.

ADvertant Confessarii nullum peccatum esse reservatum, 1º. quando solâ cogitatione admiscum est. 2º. Quando committitur à pueris ante annum decimum-quartum, & à puellis ante duo-decimum. 3º. Quando est tantum veniale. 4º. Quando dubium est an sit mortale aut veniale, an sit reservatum nec-ne.

Attentè legant quæ continentur in Rituali & in Sessione XIV. Concilii Tridentini, de Sacramenti Pœnitentiæ administratione. Ante omnia satagent ex Sacra Scriptura, Ecclesiæ regulis, & probatis Auctoribus morum disciplinam, ac divinam peccatis medendi artem assiduâ lectione & oratione depromere. Meminerint sibi traditam ligandi sicut & solvendi potestatem, proindèque bene dispositis concedendam absolutionem, negandam verò aut certè differendam, 1º. iis qui suâ culpâ ignorant mysteria Fidei, quæ continentur in Symbolo; Orationem Dominicam, Præcepta Dei & Ecclesiæ, atque Sacramenta quorum participes sunt, & dispositiones ad ea percipienda necessarias, specialia denique statûs sui officia. 2º. Qui in consuetudine peccati versantur, nisi notabiliter emendati sint & operibus bene probati. 3º. Qui sunt in occasione proxima peccandi, quæ deferri potest, quandiù eam reipsâ non deseruerint, vel qui sunt in occasione proxima quæ deferri non potest, quousque ita emendati sint, ut ineritò sperare liceat eos, Deo juvante, in eadem occasione non amplius esse peccaturos. *Occasio autem proxima ea est, quæ ad peccatum mortale ut plurimum inducit, vel ex natura sua, vel ex prava pœnitentis dispositione, sive, occasio ea*

oriatur ex societate alicujus personæ sive ex alicujus artis professione, sive ex officio, beneficio, &c. 4°. Qui inimicitias gerunt, donec sufficientia reconciliati erga inimicos animi signa dederint, maximè qui jam moniti promissam reconciliationem non præstiterunt. 5°. Qui famam, honorem, amicitiam pravis artibus ablatam, aut alia proximi bona restituere tenentur, donec reipsâ restituerint quoad possunt, maximè, si jam moniti promissam restitutionem non præstiterint, quantum potuerint. 6°. Peccatoribus publicis, nisi congruâ satisfactione scandalum sustulerint, idque ex consilio Illustrissimi Episcopi. 7°. Iis quos verisimile sit aut non sufficienter pro viribus præparatos ante Confessionem, aut non debitè contritos, aut non integrè confessos esse, aut salutarem satisfactionem non impleturos. 8°. Puellis & aliis mulieribus quæ immodestè vestiuntur, & discooperto pectore prodeunt. 9°. Cuilibet Clerico in sacris Ordinibus constituto vel Beneficiario, qui domi apud se retinet fœminam quadraginta-quinque annis minorem, & cuilibet fœminæ quadraginta-quinque annis minori remanenti apud Clericum in sacris Ordinibus constitutum vel Beneficiarium, exceptis matre, sorore, amitâ, aut fratris sororisve filiâ.

Horum verò nullum dimittant, nisi huic priùs, singulari charitate & benignitate, pia salutis monita, & idonea peccatorum remedia tradiderint: Hujusmodi sunt preces, piæ lectiones & meditationes, jejunia, eleemosynæ, aliaque bona opera, maximè pœnitentium peccatis contraria.

Denique sciant, 1°. quamvis in simplici facultate absolvendi à Casibus Reservatis Jure communi non includatur facultas absolvendi à casibus quibus annexa est Excommunicatio reservata, concedi tamen speciali gratiâ in hac Diœcesi, ut quibus datur facultas absolvendi à casibus reservatis, ii pariter absolvere valeant ab illis quibus annexa est excommunicatio reservata, & consequenter ab ipsa excommunicatione. 2°. In generali vel speciali facultate ab-

solvendi à casibus reservatis non contineri facultatem absolvendi à duello , neque à crimine Confessarii cum pœnitente, Parochi cum parochiana, & pœnitentis cum Confessario, & parochianæcum Parocho, nisi dicti Casus in facultate concessa nominatim designentur. 3°. Sacerdotem reum dicti criminis cum pœnitente, aut parochiana, dictam Pœnitentem, aut parochianam ab eo crimine nusquam posse absolvere, quamcumque antea obtinuerit vel postea obtinere possit facultatem etiam specialem absolvendi à Casibus Reservatis. 4°. Cuilibet Confessario omnem adimi facultatem absolvendi à crimine concubitûs, vel alicujus tactûs impudici illum vel illam cum quo vel cum qua istud crimen admisit, quamcumque ille Confessarius generalem aut specialem facultatem obtinuerit, etiam tempore Jubilæi.

C A S

*Dans lesquels les Ecclésiastiques encourent la
Suspense par le seul fait.*

1. **C**élébrer clandestinement un mariage, ou sans qu'il y ait eu trois publications de bans ou dispense de l'Evêque.
2. Célébrer la Messe sans permission de l'Evêque dans une maison particulière, dans une chapelle non bénite où dans des Chapelles qui sont sous des fuyes ou colombiers.
3. Supposer ou falsifier un Titre clérical, soit en la chose, soit en la valeur : Céder ou transporter, sans la permission de l'Evêque, les domaines sur lesquels est assigné un Titre clérical : recevoir le Soudiaconat sous un Titre faux ou collusoire.
4. Entrer dans les cabarets ou dans les jardins qui en dépendent, pour y boire ou pour y manger, si ce n'est

n'est en cas de voyage , ou dans les autres cas marqués dans la note ci-après.

Cette Suspension & celle du cas suivant , regarde aussi les Bénéficiers , même ceux qui ne sont pas dans les Ordres sacrés.

Nota. Que cette suspension ne s'encourt point par les Ecclésiastiques qui boivent & mangent dans les cabarets : 1°. Lorsqu'ils y sont conviés par le Maître de la maison , pourvu que cela n'arrive que très-rarement ; & que de leur part ils ne contribuent ni par adresse ni par artifice à se faire inviter , mais que ce soit en la manière qu'ils iroient chez un autre qui ne seroit point Cabaretier , pourvu que d'ailleurs la maison ne soit point mal notée ; qu'ils n'y aient aucune attache qui en puisse rendre la fréquentation suspecte , & qu'ils se retirent dans quelque chambre à part avec le Maître de la maison. Art. II. de l'Ordonnance de 1651. pag. 484. des Ordonnances imprimées en 1680.

2°. Lorsqu'ils y sont retenus à un ou deux repas par des personnes fort distinguées dans l'Etat ecclésiastique par leur dignité , ou très-distinguées dans la Noblesse ou dans la Robe , & qui ne sont pas du pays où est le Cabaret.

3°. Lorsqu'étant allé visiter un malade dans ces sortes de maisons , on se trouve avoir besoin de boire ou de manger : les Ecclésiastiques doivent néanmoins s'abstenir même dans ce cas , autant qu'il leur sera possible , de boire & de manger dans les cabarets.

5. Aller à la chasse avec des chiens ou armes à feu.

6. Entendre sans nécessité la confession d'une personne du sexe hors d'un confessional à treillis.

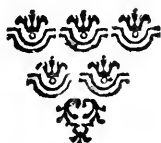
7. Dire la Messe dans les Chapelles domestiques sans une permission spéciale de l'Evêque , les Dimanches de Pâques , de Pentecôte , & aux fêtes de Noel , de la Toussains , de l'Assomption & du Patron de l'Eglise Paroissiale.

8. Célébrer la Messe dans les Chapelles domestiques

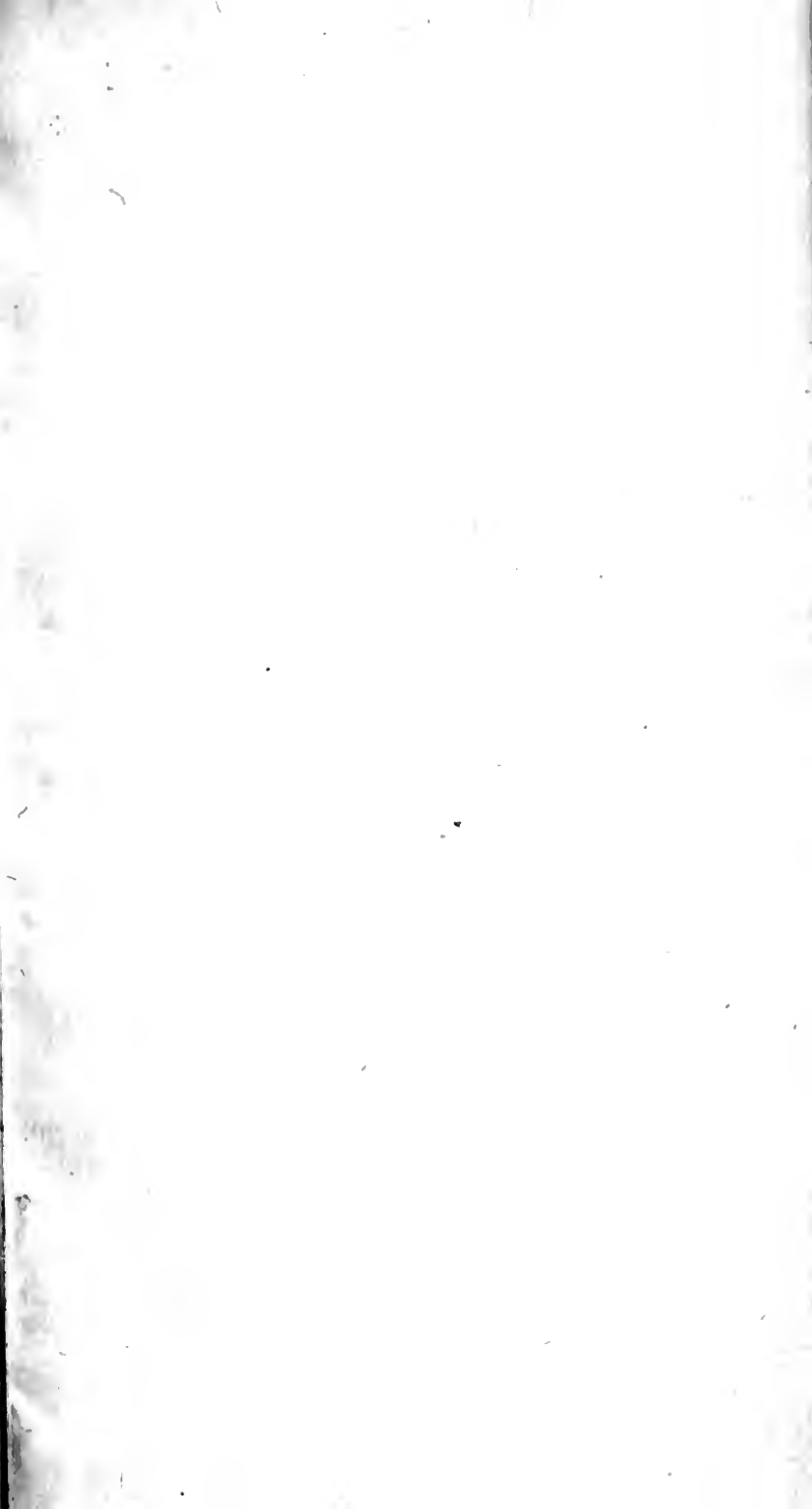
non fondées , à moins qu'il ne paroisse une permission spéciale de l'Evêque.

*Extrait du Mandement publié dans le Synode
de 1714. pag. 37.*

..... Nous condamnons le livre des Réflexions morales , & les cent une Propositions qui en ont été extraites , de la manière & avec les mêmes qualifications que le Pape les a condamnées..... Nous défendons à tous les Fidèles de l'un & de l'autre sexe de notre Diocèse , d'enseigner , d'écrire ou de parler sur lesdites Propositions , autrement qu'il n'est marqué dans la Constitution *UNIGENITUS* , comme aussi de lire ou de garder , tant ledit livre , que tous les autres livres , libelles ou mémoires , tant manuscrits qu'imprimés , qui ont paru ou qui pourroient paroître dans la suite , pour la défense du livre ou des Propositions condamnées , & d'en conseiller ni autoriser la lecture. Leur ordonnons d'en apporter ou envoyer incessamment les exemplaires à notre Secrétariat , le tout sous peine d'excommunication encourue par le seul fait , comme il est porté par ladite Constitution , nous réservant & à nos Vicaires-Généraux le pouvoir d'en absoudre.



CONFÉRENCES





CONFÉRENCES D'ANGERS,

Tenues dans le cours de l'année 1732.



I^{re}. CONFÉRENCE.


Tenue au mois d'Avril.

PREMIERE QUESTION.

Qu'est-ce qu'on entend par un Cas Réservé ? L'Eglise a-t-elle le pouvoir de réserver des Cas ? Quels sont les effets de cette Réserve ? Quelles sont les principales raisons qui ont porté les Supérieurs Ecclésiastiques à se réserver l'absolution de certains péchés ?

ARTICLE PREMIER.

Qu'est ce qu'un Cas Réservé ?

 Es Cas Réservés sont des péchés , dont les Supérieurs ecclésiastiques se sont tellement retenu l'absolution , qu'elle ne peut être donnée par les Confesseurs , qui n'ont que les pouvoirs ordinaires. On peut considérer la réserve des cas , ou dans son principe , ou dans son objet , ou par rapport à sa

Cas Réservés, Tome I.

fin , ou enfin par rapport à ses effets.

Son principe est la puissance de Jurisdiction , qui de Droit divin réside dans le Pape & les Evêques , & que l'Eglise a communiquée aux Supérieurs réguliers , à l'égard des Religieux soumis à leur autorité. Son objet , sont les péchés dont il est le plus important de détourner les Fidèles , pour le maintien & le bon ordre dans l'Eglise. Sa fin , est la réformation des mœurs & le salut des ames. Enfin son principal effet est de borner la Jurisdiction des Prêtres dans l'administration du Sacrement de Pénitence , afin que cette Jurisdiction ne s'étende point aux péchés réservés , & qu'ils ne puissent l'exercer sur ceux qui les ont commis.

Pour mieux entendre ce que c'est que cette réserve , & sur quoi elle est fondée , il faut supposer comme un principe incontestable , (& ce principe est reçu de tous les Catholiques) ^a que deux sortes de puissances sont nécessaires à un Prêtre , afin qu'il puisse donner aux Fidèles l'absolution de leurs péchés ; la puissance d'Ordre & la puissance de Jurisdiction. Cette seconde puissance n'est pas moins nécessaire au Confesseur , que la première. Le Concile de Trente nous en a marqué la raison ; ^b c'est que dans le Sacrement de Pénitence , le Prêtre fait l'office de Juge , qu'il y prononce une véritable Sentence , par laquelle il remet , ou retient les péchés , lie ou délie le pécheur. Et de même , que pour rendre une Sentence dans quelque Tribunal que ce soit , il faut être Juge compétent de la cause & des parties , il faut également , pour administrer le Sacrement de Pénitence , outre le caractère du Sacerdoce , une au-

^a Voyez la censure de Sorbonne au commencement de ce volume.

^b Quoniam igitur natura & ratio iudicii illud exposcit , ut sententia in subditos duntaxat feratur , persuasum semper in Ecclesia Dei fuit , & verissimum

esse Synodus hæc confirmat ; nullius momenti absolutionem esse debere , quam Sacerdos in eum profert , in quem ordinariam aut subdelegatam jurisdictionem non habet. Concilium Tridentinum , Session 14. capite 7.

torité véritable, & une puissance juridique sur ceux qu'on y doit juger : sans cela la Sentence qu'on prononce est nulle, & l'absolution qu'on donne, sans force. Il est vrai que le Prêtre reçoit dans son Ordination le pouvoir de remettre les péchés, mais ce n'est qu'un pouvoir éloigné, dont il ne peut faire aucun usage, si l'Eglise en soumettant à son autorité des personnes sur lesquelles il puisse l'exercer, ne lui donne sur elles la puissance de Jurisdiction.

Cette Jurisdiction est ou ordinaire ou déléguée. La Jurisdiction ordinaire, est celle qui est attachée à une Dignité ou à un Bénéfice. La Jurisdiction déléguée, est celle qu'on n'exerce que par commission, & qu'on tient de celui qui a la Jurisdiction ordinaire. Le Pape, les Evêques & les Curés ont la Jurisdiction ordinaire : le Pape dans toute l'Eglise, les Evêques sur leurs Diocésains, les Curés sur les Fidèles de leurs Paroisses. C'est du Ministère des premiers Pasteurs, que l'Eglise se sert pour donner la Jurisdiction aux Ministres du second ordre. Les Curés la reçoivent par l'Institution canonique, les autres Prêtres par l'approbation, qui quoique différente de la Jurisdiction, la renferme néanmoins selon la Discipline présente.

La puissance d'Ordre étant attachée au caractère Sacerdotal, est la même dans tous les Prêtres ; & quoique l'Eglise soit en droit de suspendre dans ses Ministres l'exercice de cette puissance, & de leur en interdire l'usage, même pour toujours, elle ne peut pas les en dépouiller entièrement. Il n'en est pas ainsi de la puissance de Jurisdiction. Comme elle peut être plus ou moins étendue, les Evêques pour le plus grand bien des ames confiées à leurs soins, peuvent la limiter, lorsqu'ils l'accordent aux Confesseurs, la refuser aux Prêtres qui la demandent, & l'ôter à ceux à qui ils l'avoient accordée. Ce principe est le premier fondement du droit qu'ont les premiers Pasteurs de se réserver des cas ; & il étoit si constamment reconnu dans l'Eglise, lorsque Luther commença à dogmatiser, qu'Henri VIII. Roi

d'Angleterre , alors Catholique , & même défenseur de la foi , l'alléguoit avec confiance comme un argument invincible , & capable de confondre ce Novateur. ^c

Nous voyons dans la Justice séculière une pratique à peu près semblable ; car il arrive quelquefois que le Roi qui est le premier Juge de ses sujets , Juge souverain , & de qui tous les Magistrats tiennent leur autorité , se réserve & à son Conseil la connoissance de quelques affaires importantes , & ôte à tous les autres Juges le pouvoir d'en connoître. Les Parlemens font aussi la même chose , en évoquant à leur Tribunal des procès dont ils interdisent la connoissance aux Juges inférieurs. Personne ne dispute ce droit aux Souverains à l'égard des Parlemens même , ni aux Parlemens à l'égard des Juges soumis à leur autorité. Pourroit-on le disputer aux premiers Pasteurs de l'Eglise , par rapport à ceux qui leur sont subordonnés dans le gouvernement des ames ?

A R T I C L E S E C O N D.

L'Eglise a-t-elle le pouvoir de réserver des Cas ?

Wiclef est le premier que l'on connoisse avoir directement attaqué le droit qu'ont les premiers Pasteurs de se réserver l'absolution de certains péchés. Il s'est expliqué là - dessus à son ordinaire dans des

c Sacerdos quilibet , ordinem quidem habet , sed auctoritatem judicandi non habet (quæ res ad absolventem pertinet) priusquam ei gregis alicujus cura committatur... Episcopus ergo qui curam habet diocesis , si cui Sacerdoti partem quampiam suæ curæ commiserit , an non ratio ipsa docet hunc non amplius ligare posse aut solvere , nisi quatenus illi permiserit ,

sine cujus mandato nihil omnino in illius populo vel ligare quemquam vel solvere potuisset ? Quippe quod nec ipsi Episcopo liceat in alienâ diocesi. Quid ergo miri est , si quædam sibi reservat Episcopus , quorum curam putat esse majorem , quam ut cuilibet possit , etiam non imperito mandari. *Henric. VIII. in sua assertione 7. Sacrament. advers. Mart. Lutherum, an, 1543.*

termes bien peu mesurés. Il en veut sur-tout au Pape. C'est le Diable, dit il, ^d qui est l'auteur de la Coutume, qui s'est introduite, de recourir au Pape, pour obtenir la permission de se faire absoudre dans son Pays, de certains crimes dans lesquels on est tombé. Les personnes éclairées sçavent bien, que cette réserve est contraire aux regles de la charité, qu'elle est un commerce sordide & scandaleux, qui ne doit son origine qu'à l'avarice & à la cupidité des officiers de la Cour de Rome.

Quoique les Protestans n'ayent pas beaucoup insisté sur cet article, ils ne reconnoissent pas néanmoins que l'Eglise ait le pouvoir de réserver des cas. C'est une conséquence nécessaire de leur Doctrine touchant la confession. Ils prétendent qu'elle est une invention toute humaine; que Jesus-Christ n'a jamais imposé aux Fidèles, l'obligation de confesser leurs péchés aux Prêtres; qu'en vain les Evêques voudroient se réserver l'absolution de quelques-uns; que cette réserve ne seroit tout au plus qu'un Règlement de Police, qui n'intéresse point la conscience. C'est pour condamner cette erreur, que le Concile de Trente, ^e a dit » anathème à tous ceux qui sou-
» tiennent, que les Evêques n'ont pas droit de
» se réserver des cas; que les réserves qu'ils font, ne
» regardent que la Police extérieure de l'Eglise, &
» qu'elles n'empêchent point que l'absolution des pé-
» chés que donne un Prêtre, n'ait devant Dieu
» le même effet, que s'ils n'étoient point réservés. »
La vérité définie dans ce Canon, est un Dogme de foi, dit Sylvius. ^f

^d Wiclef, de Confessione, cap. 5. & de Serm. Dom. in Monte, cap. 13. Vid. Valdens. de Sac. cap. 145.

^e Si quis dixerit Episcopos non habere jus reservandi sibi casus, nisi quoad externam politicam, atque adeo casuum reservationem non prohibere,

quominus Sacerdos à reservatis validè absolvat, anathema sit. Sess. 14. Can. 11.

^f Esse autem in Ecclesia potestatem reservandi quædam peccata..... Dogma catholicum est, in suppl. q. 20. art. 2.

Aussi la réserve des péchés est-elle dans l'Eglise de la plus grande Antiquité , & il est aisé de la faire remonter jusqu'aux premiers siècles. Nous en voyons des vestiges dans l'usage de la Pénitence publique , usage si connu & si célèbre. L'idolâtrie , l'homicide & l'adultère , péchés soumis par les anciens Canons à la Pénitence publique & solennelle , étoient alors réservés aux Evêques , puisque l'imposition de la pénitence publique , & la réconciliation des pénitens , étoient des Fonctions épiscopales , comme le P. Morin le prouve fort au long. ^s

Saint Cyprien est un témoin de l'ancienne Tradition de l'Eglise sur la réserve des péchés , qui doit d'autant moins être suspect , que c'est un des Peres , dont s'autorisent davantage ceux qui font le plus valoir les droits des Ministres du second ordre , & les portent au-delà de leurs justes bornes. Il écrivit l'an 250. trois Lettres sur cette matiere , qu'on peut regarder comme de précieux monumens , & d'illustres témoignages de la Discipline de l'Eglise à l'égard de la réserve des cas. *J'apprens*, dit-il , ^h dans celle qu'il adresse aux Fidèles de son Diocèse , *que quelques Prêtres , sans respect pour les regles de l'Evangile , ont usurpé un pouvoir qui n'appartient qu'à l'Evêque , apanage de sa dignité & de la plénitude de son Sacerdoce , & ont osé communiquer avec ces lâches Chrétiens qui sont tombés dans l'Idolâtrie , qu'ils les ont même admis à la participation de l'Eucharistie. C'étoit à l'Evêque* , ajoute-t-il dans celle qu'il écrit aux Confesseurs , à qui on donnoit alors le nom de Martyrs , *que vous deviez vous adresser , pour demander grace en faveur de ceux qui sont tombés.* ⁱ

Ce qu'il dit , dans la lettre qu'il adresse aux Prê-

g In lib. 19. de Sacramento Pœnitentiæ , cap. 33.

h Audio quosdam de Presbyteris , nec Evangelii memores.... nec Episcopo honorem Sacerdotii sui... reservan-

tes..... jam cum lapsis communicare cœpisse. *Epist.* 12. edit. Rig. & 15. edit. Oxon.

i Petitiones & desideria vestra Episcopo servant. *Epist.* 11. edit. Rig.

tres & aux Diacres, est encore plus fort. J'ai souffert long-tems avec patience..... mais il ne m'est plus permis de garder le silence..... Et puis-je ne pas éclater, quand je vois des Prêtres, qui oubliant les maximes de l'Evangile, s'oubliant eux-mêmes & le rang qu'ils tiennent dans l'Eglise, sans songer qu'il y a un Dieu dans le Ciel qui doit les juger, & un Evêque sur la Terre dont ils dépendent, s'arrogent toute l'autorité (ce qui ne s'est jamais fait sous nos Prédécesseurs) & rétablissent dans la communion de l'Eglise ceux que la persécution a fait tomber, sans attendre que l'Evêque & son Clergé leur aient auparavant imposé les mains ? ^k Et à la fin de sa Lettre, il les menace de se servir, contre ceux qui refuseroient de reconnoître leur faute, du pouvoir qu'il a reçu de Dieu, de les suspendre de leurs fonctions & de leur interdire la célébration du Sacrifice. Il est inutile de faire des remarques sur ce que dit ici saint Cyprien. On reconnoîtra aisément, pourvû qu'on y fasse quelque attention, qu'il ne condamne pas seulement la réconciliation qu'avoient faite les Prêtres de ces prétendus Pénitens, comme une réconciliation prématurée & indiscrete, mais comme un attentat fait à la Dignité épiscopale; une innovation, & une usurpation d'un pouvoir qu'ils n'avoient point. Ce qu'il ajoute, ^l « qu'il permet d'absoudre, sans l'at-

& Diu patientiam meam tenui..... sed tacere ultra non oportet... quando aliqui de Presbyteris, nec Evangelii, nec loci sui memores, sed neque futurum Dei iudicium, neque nunc sibi præpositum Episcopum cogitantes, quod nunquam omnino sub Antecessoribus nostris factum est... totum sibi vindicent... qui dum sine ratione restituendæ salutis plausibiles esse cupiunt, magis lapsis obsunt, &..... nondum manu ab Episcopo &

Clero impositâ, eis Eucharistia datur.... scientes quod si in eisdem perseveraverint, utar eâ admonitione, quâ me uti Dominus jubet, ut interim prohiberentur offerre. *Epist.* 10. Rig. 16. *Oxon.*

^l Quoniam tamen video facultatem veniendi ad vos nondum esse, etiam ætatem incepisse, quod tempus infirmitatibus gravibus... infestatur, occurrendum puto, ut... si... infirmitatis periculo occupati fuerint.... apud Presbyterum

à tendre , ceux qui seroient en danger de mort , c'est une nouvelle preuve de la vérité que nous soutenons.

On pourroit encore citer , pour la prouver , un grand nombre de Conciles , comme celui d'Elvire , tenu au commencement du IV. siècle , ^m le 2. & le 3. Concile de Carthage , & bien d'autres. ⁿ Le 2. Concile de Seville donne cette raison de la réserve de certains cas aux Evêques ; c'est que les Prêtres n'ont point dans la Hiérarchie ecclésiastique la prééminence & le premier rang , qui n'a été donné qu'aux premiers Pasteurs ; *Quia Pontificatus apicem non habent.* ^o

Ces anciens Canons ont été renouvelés & souvent confirmés dans les Conciles suivans , comme en celui de Pavie de l'année 850. *P Nec Pœnitentium reconciliatio ullatenus à Presb teris fieri debuit , quia solis Episcopis Apostolorum vicem tenentibus specialiter in Ecclesia conceditur , quod tunc Apostolis Domino dicente , concessum est , Accipite Spiritum Sanctum , quorum remiseritis peccata remittuntur eis , & quorum retinueritis retenta sunt.* Ce Concile ne veut pas dire , que ces paroles de Jesus-Christ , *accipite , &c.* ne regardent en aucune maniere les Prêtres , il veut seulement faire entendre , que c'est aux Apôtres & à leurs Successeurs qu'elles ont été principalement adressées , qu'ils sont plus fondés dans cette magnifique promesse que ceux qui ne sont honorés que du Sacerdoce ; & qu'enfin , comme c'est par eux que Dieu communique aux

exomologesim facere delicti sui possint. *Epist.* 13. *Rig.* 18. *Oxon.*

m Apud Presbyterum si quis gravi lapsu in ruinam morbis inciderit , placuit agere pœnitentiam non debere , sed apud Episcopum. *Can.* 32. *tom.* 1. *Conc.* pag. 973.

n Si quisquam in periculo fuerit constitutus.... si Epif-

copus absens fuerit , debet , utique Presbyter consulere Episcopum , &.... ejus præcepto reconciliare. 2. *Conc. Carth. ann.* 390. *Can.* 4. & 3. *Conc. Carth. an.* 397. *Can.* 32. *tom.* 2. *Conc. Col.* 1160. & 1172. ^o *Can.* 7. *tit.* 5. *Conc. Col.* 1666.

p *Synodus Regiatic.* *tom.* 8. *Con. Colum.* 62.

Prêtres la Jurisdiction nécessaire pour pouvoir remettre les péchés, ils peuvent la limiter & la restreindre.

Les Evêques l'ont fait de tous les tems, & ils le font moins encore aujourd'hui qu'ils ne le faisoient dans les premiers siècles. Car, comme l'a remarqué le Pere Thomassin, *q* il paroît par les anciens Canons, que la réservation ne s'est pas faite en réduisant plus à l'étroit une puissance plus étendue, qui eût été autrefois accordée aux Prêtres, mais en ne leur communiquant qu'une partie de cette plénitude de puissance... que les Apôtres seuls avoient reçue, & qu'ils ont transmise aux Evêques... en sorte que l'exercice du pouvoir d'absoudre des péchés..... ne fut permis aux Prêtres dès les premiers siècles, qu'avec des limites fort étroites, & beaucoup plus étroites que dans les siècles suivans. Ainsi parle ce sçavant homme, si bien instruit des usages & de l'ancienne Discipline de l'Eglise.

M. Babin^r dans les Conférences sur la Pénitence, rapporte plusieurs autres preuves du pouvoir qu'ont les premiers Pasteurs de se réserver des cas. Il cite entr'autres le Concile de Londres tenu en 1200.^s les Statuts d'Eudes de Sully, Evêque de Paris, mort en 1208. &c.^t

Pour ce qui concerne en particulier l'usage du Diocèse d'Angers, les plus anciens Statuts qu'on ait pû trouver, qu'on croit du tems de Guillaume de Beaumont ou de Michel Loyseau, entre 1215. & 1245. parlent des cas réservés à l'Evêque, à peu près

q Discip. Eccl. tom. I. p. 1.
l. 2. chap. 12. n. 2.

r Tome II. Confér. du mois
d'Avril 1713. quest. première.

s Ad reprimendam malitiam, hic duximus advertendum, ut singulis annis excommunicentur Sortiaril... Fures atrociores... ita ut qui in dispendium cujuslibet scienter pejeraverint, non absolvan-

tur... nisi ab Episcopo aut ejus auctoritate. Can. 7.

t Sacerdotes majora reservent majoribus, sicut homicidia, sacrilegia, peccata contra naturam, incestum & stupra Virginum, injectiones manuum in parentes, vota fracta & hujusmodi. Stat. Odonis cap. de Confess. n. 30.

dans les mêmes termes que les Statuts d'Eudes de Sully. ^u Guillaume le Maire, l'un de nos plus Illustres Prélats, fit défense dans son Synode de 1293. aux Curés & aux autres Prêtres d'absoudre des cas réservés. ^x Jean de Rely, dans un Synode tenu en 1493. entre sur cette matière dans un grand détail ; ^y dans presque tous les Synodes tenus depuis & dont on a recueilli les Statuts, il est question des cas réservés. ^z

Au reste, l'usage des réserves est si ancien dans l'Eglise & si incontestable, que le dernier Traducteur de Fra-Paolo, le Pere le Courayer, quelque peu disposé qu'il soit à approuver les Décrets du Concile de Trente, & en particulier celui qui regarde les cas réservés, convient que « l'absolution des Pénitens » dans l'ancienne Eglise étoit absolument réservée à » l'Evêque, ou au Prêtre qu'il commettoit pour cette » fonction, lorsqu'il ne pouvoit pas s'en acquitter » par lui-même. Il ajoute, que le bon ordre a toujours exigé, que les Fidèles ne pussent avoir recours qu'à leurs propres Pasteurs pour une fonction si importante. ^a

» C'est donc avec raison que le Concile de Trente » a déclaré, que les saints Peres ont regardé dans » tous les tems, comme un point de Discipline de » la plus grande importance pour le bon gouvernement de l'Eglise & le salut des Fidèles, de ne pas » permettre à tous les Prêtres indifféremment d'absoudre de toutes sortes de péchés, mais de réserver ce pouvoir aux Prêtres du premier ordre ; que » c'est dans cette vûe que les Papes, à cause de la » souveraine Puissance qu'ils ont reçue de Dieu, se » sont retenu la connoissance & l'absolution de » quelques-uns des crimes les plus énormes, & » qu'on ne peut douter que tous les Evêques ne

^u Statuts du Diocèse, p. 32.

^x Pag. 83.

^y Pag. 63.

^z Voyez entr'autres les pag.

362. 368. &c.

^a Hist. du Concile de Trente, l. 4. pag. 640. n. 34.

» puissent faire la même chose dans leur Diocèse ,
 » en vertu de l'autorité attachée à leur Dignité ; au-
 » torité dont ils ne doivent se servir que pour édi-
 » fier & non pour détruire. » ^b Ici on peut appli-
 quer cette belle maxime de saint Augustin : *Si quid*
rota per orbem frequentat Ecclesia , quin illud facien-
dum sit disputare apertissimæ insanie est. ^c Il n'est
 point d'Evêque dans toute l'Eglise Catholique , qui
 ne se réserve dans son Diocèse le Droit d'absoudre
 de certains péchés. Une pratique si générale ; un usa-
 ge si ancien , si constant , si invariable , forme une
 démonstration , à laquelle il n'est pas possible de ne
 se pas rendre.

Fra-Paolo , dans son histoire du Concile de Tren-
 te , traite la décision de ce Concile sur les cas ré-
 servés , d'indiscrete & de hasardée. ^d Il prétend que
 les Peres sont allés bien vite dans cette matiere ; &
 pour s'épargner l'odieux de ses remarques , il les met
 dans la bouche des Théologiens de Cologne & de
 Louvain : il leur fait dire que , *la puissance de l'E-*
glise à cet égard n'étoit pas assez évidente pour l'é-
riger en Dogme de foi ; que Durand , qui avoit été
Pénitencier , Gerson & Cajetan enseignoient qu'il n'y
avoit que les censures qui fussent réservées au Pape ,
que les péchés ne l'étoient point ; qu'on ne trouveroit

^b Magnoperè ad Christiani
 populi disciplinam pertinere
 sanctissimis Patribus nostris
 visum est , ut atrociora quæ-
 dam & graviora crimina non
 à quibusvis , sed à summis dun-
 taxat Sacerdotibus absolveren-
 tur. Undè meritò Pontifices
 Maximi pro suprema potestate
 sibi in Ecclesia traditâ , causas
 aliquas criminum graviores
 suo potuerunt peculiari judi-
 cio reservare. Neque dubitan-
 dum est , quando omnia , quæ
 à Deo sunt , ordinata sunt ,
 quinhoc idem Episcopis omni-
 bus , in sua cuique Diœcesi , in

ædificationem tamen , non in
 destructionem , liceat , pro
 illis in subditos traditâ supra
 reliquos inferiores Sacerdotes
 auctoritate , præsertim quoad
 illa quibus excommunicationis
 censura annexa est. Hanc au-
 tem delictorum reservationem
 consonum est divinæ auctori-
 tati , non tantum in externa
 politia , sed etiam coram
 Deo vim habere. *Seff. 14. cap.*
7.

^c *Epist. 44. olim 118.*

^d *Hist. du Conc. de Trente ;*
l. 4. p. 643. Trad. du P. le
Courayer.

aucun ancien Auteur qui eût parlé d'autres réserves, que de celle des péchés publics ; que les Hérétiques avoient coutume de dire que ce n'étoit qu'une ruse inventée pour tirer de l'argent ; que le Cardinal Campegge en étoit convenu lui-même dans sa réformation ; & qu'enfin si on donnoit occasion aux Protestans d'écrire sur cette matiere, les Théologiens Catholiques ne pourroient leur répondre solidement.

Il est aisé de reconnoître par ce que nous avons dit, que ces objections ne sont pas capables de donner la moindre atteinte au Décret du Concile de Trente, ni au Dogme qui y est défini. Rien de plus autorisé que l'usage des réserves. Fra-Paolo ne conteste point cet usage à l'égard des péchés publics. Pourquoi le pouvoir de l'Eglise ne s'étendrait-il pas jusqu'aux péchés secrets, qui sont également la matiere du Sacrement de Pénitence ? Il n'y a point de Loi, ni de Canon qui le borne aux fautes scandaleuses & notoires. Les raisons sur lesquelles s'appuyent les Conciles & les Peres, pour prouver le pouvoir qu'ont les Evêques de resserrer l'autorité & la Jurisdiction des Prêtres, sont générales. Il vient, ce pouvoir, selon le Concile de Séville, de la plénitude du Sacerdoce dont les Evêques sont honorés : suivant saint Cyprien, de leur prééminence sur les Ministres du second ordre, de l'élevation de leur rang. Toutes ces raisons ne regardent point d'une manière particulière les péchés publics. Il est vrai que suivant le sentiment de la plupart des Théologiens, on n'obligeoit à la Pénitence publique, que ceux qui étoient coupables de fautes publiques & notoires : mais depuis l'établissement des réserves, telles qu'elles sont aujourd'hui, sans aucune relation à la Pénitence solennelle, les Evêques sont dans l'usage de se réserver l'absolution de quelques péchés commis dans le secret, & qui n'ont point éclaté au-dehors.

Quant à Durand, Gerson, & Cajetan, ce qu'ils disent, c'est que le souverain Pontife n'a point coutume de se réserver d'autres péchés que ceux aux-

quels il y a des censures attachées, & nous ne soutenons point le contraire. Ils ne parlent point du pouvoir, ils ne parlent que de l'usage.

Fra-Paolo a sur-tout grand tort de citer Gerson, comme un Auteur dont les sentimens sont opposés à ce qui a été défini dans le Concile de Trente, puisque bien loin de contester le pouvoir qu'ont les Evêques de se réserver des cas, il a même reconnu ce droit dans les Supérieurs réguliers. ^e Je remarque même, qu'à regarder les choses de près, tout ce que Fra-Paolo met dans la bouche de ces Théologiens, n'attaque point la Doctrine décidée par le Concile. Car qu'y est-il enseigné ? que les Pasteurs de l'Eglise sont en droit & en possession de se réserver des cas. Gerson, Durand, Cajetan ne disent point le contraire. On fait même convenir les Théologiens de Cologne, qu'on trouve dans les écrits des Pères un grand nombre de témoignages en faveur de la réserve des péchés publics. Ceci montre d'une manière bien sensible la vérité de la Doctrine que Fra-Paolo veut attaquer, puisque les objections qu'il fait contr'elle se tournent en preuve.

Le Cardinal Pallavicin ^f assure qu'il n'a rien vu dans les Actes du Concile qui donne lieu de penser, que les Théologiens de Louvain & de Cologne aient rien avancé de semblable, à ce que leur fait dire Fra-Paolo ; on doit d'autant plus aisément en croire le Cardinal Pallavicin, que le Cardinal Campegge n'a jamais avoué, comme Fra-Paolo le lui impute, que les cas réservés n'étoient établis que pour tirer l'argent des Fidèles. Son Ouvrage est public & imprimé dans les Collections des Conciles. ^g Il y défend seulement aux Prêtres de rien exiger pour l'absolution des Pénitens, & d'éviter tout soupçon d'avarice ; ce qui est fort différent.

^e Reservatio.... potest fieri de certis mortalibus manifestis ; & quæ transeunt in opus externum. De Statut. Carthusiensium, tom. 1. part. 2. p.

318. edit. Paris. 1606.

^f Hist. Conc. Trid. p. 2. l.

12. cap. 11.

^g Tom. 14. Conc. edit. Lab.

On ne pourroit d'ailleurs sans injustice soupçonner, que l'intérêt entre pour quelque chose dans les réserves que se font les Papes & les Evêques , puisqu'il est de notoriété publique , que les expéditions de la Pénitencerie & les permissions que donnent les Ordinaires de se faire absoudre des cas réservés, s'accordent gratuitement.

ARTICLE TROISIEME.

Quel est le principal effet des Réserves ?

De tout ce que nous venons de dire , il s'ensuit évidemment que le principal effet des réserves est de lier tellement le pouvoir des Confesseurs , que non-seulement il ne leur est pas permis d'absoudre des cas réservés , mais encore que l'absolution , qu'ils auroient la témérité d'en donner , seroit entièrement nulle & invalide. Le Concile de Trente ^h a prononcé anathême contre ceux qui soutiendroient le contraire. Les Peres de ce Concile ne se sont pas contentés de décider cette vérité , ils l'ont encore prouvée par le grand principe de la nécessité de la Jurisdiction , pour l'administration du Sacrement de Pénitence ; & faisant l'application de ce principe aux cas réservés , ils déclarent que les Prêtres n'ont point la Jurisdiction nécessaire pour en absoudre , excepté à l'article de la mort , & que tout ce qu'ils peuvent faire en faveur de ceux qui en sont coupables , c'est de les renvoyer aux Supérieurs dont ils ont transgressé la loi. ⁱ

Après une décision d'un Concile général aussi claire & aussi précise , il n'est point nécessaire d'ajouter que les Evêques dans plusieurs Conciles provinciaux , par exemple , dans le III^{me}. & le IV^{me}.

^h Sess. 14. Can. 11.

ⁱ Extra quem articulum mortis , Sacerdotes , cum nihil possint in casibus reservatis , id unum poenitentibus persuadere

nitantur , ut ad Superiores & legitimos Judices , pro beneficio absolutionis accedant , Sess. 14. cap. 7.

de Milan , dans celui de Rouen en 1581. de Bordeaux en 1583. de Bourges en 1584. de Toulouse en 1590. de Malines en 1609. &c. les Papes dans leurs Constitutions , les Prélats de l'Eglise Gallicane dans les assemblées du Clergé , ont souvent déclaré , que les absolutions données par les Prêtres qui n'ont que les pouvoirs ordinaires , à ceux qui sont coupables de péchés réservés , sont absolument nulles & insuffisantes pour réconcilier le Pécheur avec Dieu ^k.

Guillaume le Maire dans un Synode de 1293. s'éleve avec beaucoup de force contre la témérité des Prêtres , qui sans en avoir reçu le pouvoir des Evêques osent absoudre des cas réservés. C'est , dit ce grand Prélat , un abus qui ne doit sa naissance qu'à l'ignorance. C'est une usurpation d'un pouvoir qui n'appartient qu'à l'Evêque , & cette usurpation renferme la profanation d'un Sacrement , & met le salut des pécheurs dans le plus grand danger. ^l

On a été surpris de voir , que la nécessité de l'approbation pour confesser , & d'une approbation particulière pour absoudre valablement des cas réservés , si clairement marquée dans le Concile de Trente , appuyée sur les preuves les plus solides , autorisée par la pratique de l'Eglise universelle , ait été attaquée de nos jours par un Anonyme dans un libelle

^k Simplex Sacerdos delictorum absolutionem Summo Pontifici , nobisque , reservatos casus appellamus , ne audeat contra jura exhibere , quoniam id esset pœnitentibus illudere , & iisdem peccatis obstrictos remittere. *Synot. Paris. 1557. apud. Bochel. Decret. Ecc. Gall. l. 2. tit. 13. pag. 273.*

^l Cum quidam ignorantes Rectores & eorum Capellani , in animarum suarum periculo , & subditorum , falcem in alienam Messem ponentes , abso-

lutionem peccatorum nobis reservatorum sibi usurpare.... non reformidant , quamvis , peccata in suis quaternis * Synodalibus sint contenta , nos ad emendandam..... eorum negligentiam & malitiam..... inhibemus ne de cætero , sine nostra licentia speciali , ad absolutionem dictorum peccatorum , tam irreverenter & periculose manus extendant.

* Quaternus vel quaternio dicebantur chartæ invicem compactæ. Gallicè , Cahiers. Du Cange Gloss. Med. & inf. Lat.

intitulé , *Consultation sur la Jurisdiction & l'Approbation nécessaires pour confesser*. Cet ouvrage de ténébres , la honte du parti qui l'a enfanté , défavoué par plusieurs de ceux même qui avoient intérêt de le soutenir , fut en 1735. condamné par MM. les Archevêques de Sens , de Paris , d'Embrun , &c. & censuré par la Sorbonne avec les notes les plus flétrissantes.

Il manquoit cette dernière conformité avec les Protestans , à des Novateurs qui en ont déjà tant d'autres.

ARTICLE QUATRIÈME.

Quelles sont les principales raisons qui ont porté les Supérieurs Ecclésiastiques à se réserver des Cas ?

Le Concile de Trente a marqué en général les raisons qu'ont les premiers Pasteurs de se réserver l'absolution de certains péchés plus énormes que les autres ou plus contagieux , en déclarant que les Pères ont regardé la réserve de ces péchés , comme un moyen nécessaire pour maintenir dans sa vigueur la Discipline de l'Eglise. Il convient que nous expliquions ici ces raisons dans un plus grand détail.

La première , c'est de procurer plus sûrement l'observation des Loix divines & humaines , qui paroissent les plus importantes pour conserver le bon ordre dans l'Eglise. On ne peut mieux faire respecter ces loix qu'en obligeant ceux qui les ont transgressées de recourir aux Supérieurs pour se faire absoudre.

La seconde qui est une suite de la première , c'est d'arrêter le cours des grands crimes , par la difficulté de s'en faire absoudre. La répugnance naturelle qu'on sent à se présenter à des Personnes respectables par leur dignité , pour leur découvrir l'état de sa conscience , & souvent des péchés honteux , dont le souvenir seul couvre de confusion , est un frein très-capable de retenir le pécheur : comme au contraire , l'espérance d'obtenir aisément du premier Confesseur ,

auquel on voudra s'adresser, le pardon de ses fautes, m enhardit à les commettre. Aussi a-t-on remarqué que jamais les mœurs des Chrétiens n'ont été plus innocentes, que lorsque la Discipline a été plus sévère, & l'obligation de recourir aux premiers Pasteurs, pour se faire absoudre des grands crimes, plus étroite.

La troisième, c'est de procurer plus efficacement la conversion des pécheurs. On présume, & on a droit de le présumer, que les Evêques ou ceux à qui ils accordent leurs pouvoirs ont plus de lumières que le commun des Confesseurs, plus de zèle, plus de talens : qu'ils seront plus en état de faire mieux sentir aux pénitens l'énormité de leurs fautes ; de leur prescrire des moyens de n'y plus retomber, & des pratiques de pénitence pour les expier : enfin de leur donner tous les avis dont ils auront besoin. Ces avis donnés par des personnes constituées en dignité, sont reçus pour l'ordinaire avec plus de soumission & de docilité, & font beaucoup plus d'impression.

Le Concile général de Latran, sous Innocent III. n en marque une quatrième raison, c'est de faire honneur aux principaux Sièges, d'en relever par-là la dignité, & de la faire davantage respecter.

Ces motifs sont plus que suffisans, pour justifier la conduite des premiers Pasteurs, dans les réserves qu'ils se font, & pour prouver que ces réserves sont un moyen souvent nécessaire, toujours utile, pour procurer le bien de la Religion en général, & celui des Fidèles en particulier.

m Ne cuiusvis... remissionis obrentu, Christi fideles procliviores ad illicita in posterum committenda reddantur, aut veniæ facilitas tribuat eis peccandi incentivum. cap. 3. de Pœnit. & Remiss. in Extrav. comm.

n Hujusmodi sententia suspensionis, præter Romani Pontificis auctoritatem, aut proprii Patriarchæ minimè relaxetur, ut in hoc quoque..... Patriarchales sedes honorentur. Innoc. III. in Conc. Later. ann. 1215, cap. 29. de Præb.



II. Q U E S T I O N.

Quelles conditions doit avoir un péché pour être réservé ? Quelles sont les Regles qu'il faut suivre dans l'interprétation des Loix qui établissent des Réserves ?

S Uivant la Discipline présente de l'Eglise , un péché pour être réservé doit avoir certaines conditions , qu'une coutume presque générale a très-sagement introduites. Les Evêques ne sont point dans l'usage de s'en réserver d'autres. On a renfermé dans les Vers suivans ces conditions. Ils contiennent aussi les regles principales , dont on doit se servir , pour interpréter les loix qui établissent des réserves.

Completem , externum , certum , mortale , favores ;
Auge , restringenda odia , à potiori ratio nulla est.
Mas annos habeat bis septem , fœmina bis sex ,
Solvo mandantes , quando non jura reservant.

Nous expliquerons ces différens articles , non dans l'ordre qu'on leur a donné dans ces Vers , mais dans celui qui nous a paru le plus naturel.

A R T I C L E P R E M I E R.

Quelles conditions doit avoir un péché pour être réservé ?

Les Supérieurs ecclésiastiques n'ont coutume de se réserver que des péchés extérieurs , consommés , mortels , certains & sur lesquels il ne reste aucun doute raisonnable , & commis par des personnes qui ont atteint l'âge de puberté. Les péchés qui n'ont

point toutes ces conditions , quelques énormes qu'ils soient d'ailleurs , ne sont point ordinairement compris dans les loix qui établissent des réserves.

1°. Pour être réservé, il faut qu'un péché soit extérieur. Il ne s'agit point de décider ici , si les Evêques ont droit de se réserver des péchés de pensée & d'autres fautes purement intérieures. La plupart des Théologiens sont d'avis qu'à prendre les choses à la rigueur les Evêques peuvent le faire , & restreindre à cet égard la Jurisdiction des Ministres du second ordre. ^a

C'est néanmoins , comme le remarque M. de Bylly dans le Rituel de Toul, ^b *la pratique & l'usage de l'Eglise que pour réserver un péché, il faut qu'il soit extérieur* : usage ancien , usage universel , usage depuis long-tems reçu dans ce Diocèse. ^c Ainsi un péché, quelque énorme qu'ils puisse être , qui ne s'est passé que dans la pensée , l'hérésie même , quelque formée , quelque étendue qu'elle fût , le désir le plus criminel ne seroit point réservé.

Un péché peut être extérieur & réservé , quoique personne n'en ait été témoin , & qu'il ne soit connu que de celui qui l'a commis. Il est vrai que Gerson ^d paroît soutenir qu'il est de la prudence des Supérieurs de ne se réserver que très-rarement les péchés cachés. Il est vrai encore , qu'un Concile de Cologne ^e crut devoir donner aux Curés le pouvoir d'en absoudre. Mais outre que Gerson a tou-

^a *Præ cæteris cavere debet Episcopus, ne peccata interna sibi reservet... licet reservari queant. Bened. XIV. de Synod. diœc. l. 5. cap. 5. n. 5.*

^b *Pag. 145.*

^c Ces réservations s'entendent seulement du péché... qui a été commis réellement, & non des péchés de cœur & de volonté, même avec effort & attentat. *Statuts du Diocèse d'Angers, p. 340. & 364.*

^d *Confessio Sacramentalis de occultis rarissimè debet remitti ad Superiores..... nec debent fieri reservationes nisi in gravibus culpis. Potest autem dici gravis culpa, quæ transit in opus externum, cum deliberatione perfecta. De Stat. Carthusiensium.*

^e *Conc. Col. 1536. part. 7. capite. 37. tom. 14. Conc. col. 540.*

jours reconnu le droit qu'ont les Evêques de se les réserver , ce n'est pas de tous les péchés secrets dont il désapprouve la réserve , mais seulement des péchés de pensée & qui sont purement intérieurs. A l'égard du Concile de Cologne , le pouvoir que l'Archevêque y donne à ses Curés est une grace & un privilège , qui bien loin de donner atteinte à son autorité , en est une preuve d'autant plus sensible , que cet Archevêque n'oblige point ses Suffragans à imiter en cela sa conduite.

Il faut pourtant avouer , que jusqu'au onzième siècle on ne voit point d'exemples de péchés secrets soumis à la réserve. Mais dans les siècles suivans , tant de Conciles ^f & de Statuts Synodaux l'ont autorisée , qu'on doit la regarder comme un usage universellement reçu & généralement approuvé. Aussi ni le Concile de Trente , ni les Conciles Provinciaux qui l'ont suivi , n'ont point regardé la notoriété d'un crime comme une condition essentielle pour la réserve.

2°. La seconde qualité qu'on exige dans un péché pour être réservé , c'est d'être consommé. Les Théologiens entendent communément par ce terme *completum* , qu'il faut qu'il soit consommé dans son espèce , & de-là ils concluent que lorsque les Evêques se réservent l'homicide , quoiqu'on ait blessé considérablement un ennemi qu'on vouloit assassiner , s'il n'en meurt pas , on n'encourt point la réserve ; & voici la raison qu'ils en donnent : c'est qu'on n'encourt point une peine portée par le Droit , à moins que le crime défendu par la Loi , n'ait eu son entière exécution , suivant cette règle du Droit Romain , *Verba cum effectu sunt accipienda.* Mais par

^f Absolutionem ab homicidio voluntario tam publico , quàm occulto , soli Episcopo , extra necessitatis articulum reservamus. Conc. Lambeth. ann. 1281. cap. 8. tom. II. Conc. 60. col. 1162. Vid.

Conc. Mogunt. ann. 1579. cap. 26. Constitut. ad Cleri Germ. refor. ann. 1524. cap. 24. Synod. August. ann. 1540. &c.

^g Leg. I. ff. Quod quisque Juris.

ce terme, *completum*, ne peut-on pas aussi entendre, que le péché doit être consommé dans l'espèce marquée par le Législateur, & de la manière désignée par la Loi, quoique dans son espèce il ne soit pas entièrement consommé ? Par exemple, lorsqu'un Evêque se réserve le péché de ceux qui attentent à la vie d'autrui, ne pourroit-on pas dire que le crime de celui qui auroit frappé quelqu'un d'un coup mortel, quoique la mort ne s'en fût pas suivie, devoit être censé consommé par rapport à l'espèce marquée par la Loi, puisqu'il a fait précisément l'action mauvaise, dont le Législateur s'est réservé l'absolution ?

Quoi qu'il en soit de cette dernière interprétation, elle ne s'éloigne point dans le fond du sentiment commun, puisque tout le monde convient que les Evêques ont droit de se réserver des péchés, qui ne seroient pas entièrement consommés ; & qu'il est des crimes si énormes, qu'il est du bien des âmes, que les Evêques s'en réservent même l'attentat. La pratique de l'Eglise y est conforme, comme nous aurons lieu de le montrer dans la suite. ^h L'assemblée du Clergé de 1653. a autorisé cette Doctrine, dans le Formulaire de Mandement dressé pour tous les Evêques du Royaume. Dans ce Mandement, le simple appel en duel, lors même que le combat ne s'en est pas suivi, est expressément réservé. Mais si les Evêques dans leurs Ordonnances, ne parlent point des efforts pour commettre un crime, il faut pour encourir la réserve, que le crime ait eu sa dernière consommation, parce qu'on ne tombe dans la réserve, que dans les cas, où le Législateur veut qu'on l'encoure ; or s'il avoit voulu réserver l'acte commencé, il l'auroit marqué expressément dans sa Loi.

3°. La troisième condition, c'est que le péché soit mortel. ⁱ Le Concile de Trente l'a marqué ex-

^h Voyez là-dessus M. Gibert, dans ses Consultations Canoniques sur la Pénitence, tome I,

Consult. 186

ⁱ Nullum peccatum reservatum est quod non sit mortale

pressément par ces paroles , *Atrociora quædam crimina*. On pourroit ici demander si cette condition est si absolument & si universellement nécessaire , qu'elle ne puisse souffrir aucune exception ; en sorte que la réserve , en quelque cas que ce soit , ne pût s'étendre à des fautes qui ne seroient que vénielles. Si on ne parle que du pouvoir des Evêques , il est peu de Théologiens qui ne conviennent qu'ils peuvent , absolument parlant , se réserver des péchés véniels. C'est en particulier le sentiment de Sylvius ,^k qui ajoute néanmoins très-sagement , que si on entend par le pouvoir de réserver des cas un pouvoir réglé par la prudence , & qui n'a pour but que le bon gouvernement de l'Eglise & le salut des Fidèles , les Evêques ne peuvent & ne doivent point se réserver des péchés , qui ne seroient pas mortels.

En effet , on ne connoît point de Supérieur ecclésiastique , qui ait fait des réserves de cette nature. Elles seroient extrêmement odieuses , parce qu'elles gêneroient trop la liberté des consciences , & qu'elles donneroient des bornes trop étroites au pouvoir des Confesseurs. Elles seroient même inutiles , puisqu'il est d'autres voies pour obtenir le pardon de ces sortes de péchés.

D'ailleurs ces défenses d'absoudre des péchés véniels ne seroient pas proprement des réserves ; car suivant la signification naturelle de ce terme , réserver un péché , ce n'est point seulement limiter à cet égard le pouvoir des Ministres inférieurs , mais encore s'en réserver la connoissance & le droit d'en absoudre. Ces réserves ne produiroient point cet effet ; le pécheur n'étant point obligé de recourir , pour des fautes de cette nature , au Sacrement de Pénitence.

Sans entrer plus avant dans cette discussion , nous

Mandat. Paris. an. 1709. tit. 1. num. 3.

^k Cujusvis generis peccata reservari possunt , & venialia & interna , si solum spectatur potestas : ad omnium enim sa-

cramentalem absolutionem necessaria est jurisdictio , quæ cum à Superioribus descendat , potest ab iis limitari. *Sylvius in suppl. Quæst. XX. art. 2. Quæstio I. conclus. 1.*

difons que ç'a toujours été un principe si universellement reconnu, qu'un péché pour être réservé doit être un péché mortel ; que dans les anciennes & les nouvelles listes des cas réservés, qui nous sont tombées entre les mains, il n'y en a point qui ne soient considérables, ou en eux-mêmes, ou dans leurs circonstances, ou dans leurs suites. Ainsi dès qu'un péché, quoique mortel de sa nature, cesse de l'être par quelque circonstance particulière, il cesse aussi d'être réservé : ¹ & par conséquent l'ignorance qui se rencontre quelquefois dans les personnes grossières, le défaut de consentement, & toutes les autres raisons qui diminuent tellement l'énormité du péché, qu'on a droit de penser qu'il n'est que véniel, font également cesser la réserve.

Il ne suffit pas même que la faute devienne mortelle par quelque circonstance intérieure ou étrangère. L'acte extérieur indépendamment de ces circonstances, doit être réellement un péché mortel. C'est pourquoi, si le vol étoit réservé, celui qui voleroit une chose de peu de conséquence, n'encourroit pas la réserve, quand même son péché deviendrait mortel par la mauvaise disposition de son cœur, & par une volonté déterminée de faire au prochain un tort plus considérable.

Les Théologiens font là-dessus une observation qui nous a paru fort importante. ^m C'est qu'un péché

l Reservatio non est intelligenda nisi de peccatis mortalibus quare si peccatum aliàs... reservatum, excusetur à mortali, sive propter ignorantiam, quod accidere potest in pueris, sive ob defectum plenæ deliberationis, ut contingit in semi-dormientibus, vel in primis motibus, pro reservato haberi non debet. *Manuale Attréb. de Casuum Reservat. num. 1.*

m Operæ pretium est hic

monere materiam quæ secundum se spectata levis est, vel etiam indifferens, ex circumstantiis tamen & sine quem sibi præstituit Legislator, posse esse gravissimam, & prohiberi etiam sub censuris reservatis, ut potè quæ viam aperiat multis criminibus. Sic plures Episcopi, propter gravissimas causas, prohibent Clericis frequentare Popinas, licèt temperanter comedere & bibere in Popina non sit res per se mala.

qui en lui-même paroît assez léger , & ne renfermer rien de fort grief , peut souvent à cause de ses suites , ou de l'importance de la Loi pour le bon gouvernement d'un Diocèse , ou à raison du scandale , devenir une matiere suffisante de réserve. Ils en apportent pour exemple , les péchés commis par des Ecclésiastiques , parce qu'il ne faut pas juger de leur énormité par l'action considérée en elle-même , mais par l'élévation de leur état , la sainteté de leur Ministère , la grandeur de leurs fonctions , l'étendue de leurs obligations & le sentiment des Peres qui nous assurent unanimement , qu'une faute légère qui ne seroit traitée que de bagatelle dans un Laïque , est souvent dans un Ecclésiastique un crime , un sacrilège ; qu'il est même des choses qui dans d'autres personnes seroient très-innocentes , & qui dans les Prêtres sont extrêmement indécentes & scandaleuses. Tel est , selon tous les Théologiens , le péché que commettent les Ecclésiastiques en buvant ou mangeant dans les cabarets , contre la défense qu'en font les Evêques , défense presque générale , & que les Théologiens jugent très importante , pour maintenir le bon ordre & pour l'édification des peuples.

Au reste , ce seroit abuser du Concile de Trente , que de prétendre que les réserves faites par les Evêques sont nulles , lorsque les péchés qui en sont l'objet , ne paroissent pas être de ces crimes atroces dont il est parlé dans ce Concile. Car dès qu'un péché est mortel , (& on doit toujours présumer qu'il l'est lorsqu'ils se le réservent) il n'est point de Théologien qui ne convienne qu'il ne puisse être une matiere suffisante de réserve. Aussi dans le Canon XI. qui renferme précisément ce qui est de Foi , les Peres anathématisent sans distinction ceux qui nient que les Evêques aient droit de se réserver des péchés , sans ajouter que ces péchés doivent être nécessairement d'une énormité extraordinaire. » S. Thomas

Habert. de Pœnit. cap. 7. q. 3. | Saleon , Evêque de Rhodès , en
m. Mandement de M. de | 1742. pag. 66.

établi

établit comme une maxime incontestable, que les Evêques ont droit de se réserver des cas, selon qu'ils le jugent à propos. ° Nous pouvons ajouter encore, que ces fautes qui ne paroissent pas avoir un caractère d'énormité bien marqué quand on les considère en elles-mêmes, paroissent bien différentes, lorsqu'on fait attention aux suites funestes qu'elles entraînent après elles.

4°. Pour qu'un péché soit réservé, on demande encore que ce soit un péché certain, & sur lequel il ne reste aucun doute. On distingue deux sortes de doutes, l'un de droit & l'autre de fait. Le doute de droit concerne la Loi. Le doute de fait regarde l'action défendue par la Loi, ou les choses qui ont rapport à cette action. On est dans un doute de droit, lorsqu'on doute si l'action qu'on a faite est renfermée dans la Loi, par laquelle un Prélat s'est réservé l'absolution d'un certain péché. Le doute est un doute de fait, quand après un sérieux examen, on ne peut démêler, si on a commis le péché dont le Législateur s'est réservé l'absolution; ou bien, si le péché qu'on a commis est mortel ou seulement véniel; s'il est consommé dans son espèce ou non; ou bien encore, si dans une confession qu'on a faite à un Prêtre qui avoit le pouvoir d'en absoudre, on a eu les dispositions nécessaires, pour que l'absolution qu'on a reçue, ait eu devant Dieu toute sa force; enfin si on y est tombé avant ou après l'âge de puberté.

Pour former un doute légitime, il ne suffit pas qu'il se trouve quelqu'Auteur qui décide en faveur du pénitent. Nous ne sommes plus dans un temps où l'on soit assez simple pour donner dans cette maxime, qu'on attribue à quelques Théologiens, qu'un Auteur grave, (& un Casuiste l'est toujours,) suffit, pour faire une opinion probable qu'on peut suivre en conscience, & capable de contrebalancer le sen-

° Assumunt sibi casus quos volunt, S. Thomas, opuscul. 19. cap. 4.

timent contraire, quelque bien appuyé qu'il soit d'ailleurs. Cette maxime a été condamnée par le Pape Alexandre VII. en 1665. & par le Clergé de France en 1700.^p Si on l'admettoit une fois, presque tout seroit problématique dans la morale; car il est des Auteurs qui ont jetté tant de Métaphysique dans cette science, qu'à force de tout subtiliser, on y trouve sur une infinité de choses, une si grande variété de sentimens, que si pour former une certitude, il falloit une entière unanimité, on en seroit réduit quelquefois à douter des choses, qu'on regarde justement comme les plus incontestables. Nous ne prétendons ici attaquer aucun de ces Théologiens en particulier, ni même leur faire un crime de ce qui étoit à beaucoup d'égards le goût dominant de leur siècle.

Il ne faut pas confondre le doute avec l'opinion. L'opinion n'est pas absolument une incertitude; c'est un acte de l'esprit, qui détermine qu'une chose est vraie ou fausse, que tel péché, par exemple, est réservé, mais sans décider qu'il est impossible que le sentiment contraire soit véritable. L'opinion est un milieu entre la science & le doute; ou si elle est accompagnée de quelque doute, un doute de cette nature n'exclut pas la certitude Morale, ou au moins cette espèce de vraisemblance & de probabilité, dont on doit se contenter dans une infinité d'occasions: il ne peut point justifier, ni lever la réserve.

Il faut aussi distinguer le doute léger, de celui que les Théologiens nomment probable. Le premier n'est appuyé que sur des raisons si foibles, que comparées à celles du sentiment contraire, elles ne sont capables ni de décider une personne sage & prudente, ni même de l'arrêter. Le second est fondé sur des raisons ou des autorités considérables. Lorsqu'a-

^p Si liber sit alicujus junioris & moderni, debet opinio censeri probabilis, dum non confitet rejectam esse à Sede Apof-

colica tanquam improbabilem. Prop. 27. damnata ab Alexandro VIII. ann. 1665. & à Clero Gallic. ann. 1700.

près avoir mûrement examiné les raisons réciproques & opposées, on vient à reconnoître que rien de convaincant ne prouve la réserve d'un certain péché, qu'on a même de plus fortes preuves du contraire, on peut regarder ce péché comme n'étant point réservé, & tout Prêtre approuvé peut en donner l'absolution. C'est la décision de l'Auteur de la conduite des Confesseurs, *partie seconde, chapitre quatrième*, à laquelle nous souscrivons volontiers, sur ce principe qu'un doute qui n'est fondé que sur de foibles raisons, n'est pas suffisant pour dépouiller un Confesseur de la Jurisdiction, qu'il a certainement d'absoudre de tout péché qui n'est point réservé. M. l'Evêque de Saint Malo, dans son Mandement sur les cas réservés, a embrassé & autorisé ce sentiment.

On convient encore qu'un doute affecté, ou qui ne vient que d'une ignorance grossière, ou du jugement précipité qu'on porte sur une matière, qu'on n'a pas suffisamment examinée, quoiqu'on eût pû & dû le faire, ne peut jamais autoriser un Confesseur dans l'exercice de son ministère. Un tel doute ne peut pas davantage le justifier, que l'ignorance grossière, qui ne peut jamais rendre valide une absolution donnée sans pouvoir.

Le doute dont il s'agit, est un doute prudent & raisonnable, appuyé sur des raisons qui se balancent mutuellement & qui tiennent l'esprit suspendu, sans qu'on puisse se déterminer avec certitude pour aucun parti.

Ces principes une fois posés, lorsqu'on se trouve dans un doute, tel qu'on vient de le représenter, la prudence demande qu'on fasse d'abord ses efforts pour l'éclaircir, autant qu'il sera possible. Il faut examiner le Pénitent, pour voir si on ne pourra

<p>q In dubio an sit Casus Reservatus, consulendus Prælati, nisi dubium deponi possit ob validiora momenta.</p>		<p>quàm quibus innitur : si ita deponi possit, tunc nulla est reservatio. n. 13.</p>
---	--	--

point en tirer quelques lumières : il faut aussi se rappeler les principes : il seroit même souvent à propos de consulter des personnes habiles & éclairées.

Si malgré cela le doute subsiste , & que ce doute soit un doute de Droit, M. Babin ^r dans les Conférences sur la Pénitence , estime que *lorsque le Confesseur ne peut s'adresser à l'Evêque , pour avoir l'éclaircissement de sa Loi , il doit regarder le péché comme non réservé & qu'il peut en donner l'absolution*. Le sentiment opposé , a pour défenseurs de très-habiles Théologiens. C'est celui de M. Gibert : *s* *Lorsque la réservation paroît douteuse , dit-il , le péché doit être regardé comme réservé*. C'est aussi le sentiment de l'Auteur des Conférences d'Amiens , ^t qui décide que dans cette circonstance , le Confesseur ne doit pas risquer une absolution , qui peut-être passe son pouvoir. M. l'Evêque de Viviers enseigne la même Doctrine , dans ses avis aux Confesseurs , qu'il a fait mettre à la fin de la liste des cas réservés dans son Diocèse dont voici les paroles : *In dubio Juris quando dubitatur an peccatum in Confessione declaratum reservationis Lege comprehendatur reservatum censendum est , donec Legislator sensum Legis exposuerit*.

Ce partage des Théologiens dans une matière si importante a fait souhaiter à M. Fromageau , ^u que les Evêques déclarassent qu'il n'y a point de réserve dans cette espèce de doute. Ces déclarations leveroient la difficulté. M. l'Evêque d'Angers l'a fait dans un de ses Synodes , & il a expressément marqué dans sa feuille des cas réservés , qu'il n'entend point y comprendre ceux à l'égard desquels on pourroit raisonnablement douter , s'ils sont renfermés

^r Conférence sur la Pénit. tom. 2. Conférence du mois d'Avril, q. 2. n. 5.

^s Consultations Canoniques sur la Pénitence , tome 1. Regle 25.

^t Conf. sur la Pénit. & les Cas réservés. Résul. de la Conf. du mois d'Août 1695. I. Point, ^u Résolution de plusieurs cas de conscience , cas 75. n. 13.

dans les termes de la Loi qui y a rapport. * Ce qui fait voir que dans ce Diocèse on a resserré, quant à ce point, les réserves dans les bornes les plus étroites, & qu'un péché, qui n'est pas certainement, ou au moins vraisemblablement du nombre des péchés réservés, doit être censé ne l'être point.

Lorsqu'on se trouve dans un Diocèse, où les Evêques n'ont point prononcé sur cette question, nous estimons, qu'en cas du doute dont nous parlons, le Confesseur ne doit point témérairement & sans de bonnes raisons, regarder comme non réservés y les péchés, sur la réserve desquels il hésite, ni risquer, à moins qu'il n'y ait une vraie nécessité, une absolution, que peut-être il n'a pas le pouvoir de donner. Ce sentiment est appuyé sur une décision d'Innocent XI. dans la condamnation qu'il a faite de plusieurs Propositions de Morale. Il y définit, ^z que lorsqu'il s'agit de la validité d'un Sacrement, il n'est pas même permis de s'en tenir à une opinion probable, & qu'il faut suivre le parti le plus assuré. Quelque probabilité qu'on veuille donner à l'opinion de ceux qui prétendent qu'il n'y a point alors de réserve, le sentiment opposé est certainement le plus sûr : il faut donc s'y attacher & le suivre dans la pratique, puisqu'il s'agit du pouvoir du Ministre dans l'administration du Sacrement de Pénitence, & par conséquent de sa validité. Nous avons dit que le Confesseur ne doit point, sans de *bonnes raisons regarder comme non réservés les péchés sur la réserve desquels il hésite, ni risquer d'en absoudre, à moins*

* Advertant Confessarii nullum peccatum esse reservatum..... quando dubium est an sit mortale aut veniale, an sit reservatum nec ne.

y Ne à reservatorum numero peccatum illud Confessarius temerè eximat de quo dubitat an sit reservatum. Ubi de jure dubium est ... ad Superiorem recurrendum. Mand. Carà. de

Noailles, ann. 1709. tit. I. n. 4.

z Non est illicitum in Sacramentis conferendis, sequi opinionem probabilem de valore Sacramentis relictâ tutiore Prop. prima damnata ab Innocentio XI. anno 1679. & 124. inter damnatas à Clero Gallicano, anno 1700.

qu'il n'y ait nécessité. Car s'il peut déposer son doute en examinant de plus près la Loi qui établit la réserve, s'il peut raisonnablement juger que cette Loi entendue à la lettre & dans le sens le plus étroit, ne renferme point le cas dont il s'agit, comme il a droit de le penser, en s'en tenant aux principes ordinaires que nous établirons bien-tôt, il peut alors même dans les Diocèses dont nous parlons, en absoudre son pénitent lorsqu'il y a nécessité, & qu'il n'a pû s'adresser au Législateur, ainsi que l'enseigne M. Babin à l'endroit que nous avons cité.

Ce que tous les Théologiens enseignent d'un consentement unanime, c'est que lorsque les Sçavans sont partagés sur le sens qu'on doit donner à une Loi qui établit une réserve, les Confesseurs doivent s'adresser aux Evêques ou aux Grands - Vicaires pour en demander l'explication; parce que suivant la règle de Droit, l'interprétation de la Loi appartient à celui qui l'a portée. ^a M. le Cardinal de Noailles a expressément ordonné, que lorsqu'on a quelque doute sur le sens des Loix, qui concernent les cas réservés, on s'adresse au Supérieur pour sçavoir quel en est le sens véritable. ^b M. l'Archevêque de Bourges a prescrit la même chose dans un Mandement publié en 1730. ainsi que M. l'Evêque de Viviers, dans ses avertissemens aux Confesseurs. ^c

A l'égard des péchés réservés au Pape, il est certain qu'en cas de doute, les Evêques peuvent en absoudre, comme nous le dirons dans la suite.

Le doute de fait est beaucoup plus favorable que le doute de droit; & lorsque le doute regarde la nature du péché, c'est - à - dire, s'il a été commis ou non, s'il est mortel ou s'il ne l'est pas, le péché

^a Unde jus prodiit, interpretatio Legis debet procedere. cap. 31. de Sent. Excom.

^b Ubi de jure dubium est, hoc est, quando dubitatur an hoc peccatum in terminis comprehendatur, quibus Ca-

sus Reservatus expressus est; ad superiorem recurrendum est, qui sensum Legis exponat. tit. de Casibus Reserv. n. 4.

^c Mon. ad Conf. Diœc. Viv. 1730.

n'est point réservé. Cette décision est fondée sur l'autorité de plusieurs Evêques, qui ont déclaré qu'ils ne vouloient point comprendre dans la réserve les péchés douteux dans le sens que nous venons de le dire, ^d & sur le sentiment des Théologiens & des Canonistes, qui soutiennent communément qu'un péché pour être réservé doit être un péché certain, ce qui exclut nettement tout doute de fait. Les Pasteurs de l'Eglise n'ont point prétendu, en faisant des réserves, imposer un joug trop pesant aux Fidèles; & comme ils savent qu'il est quelquefois difficile de décider, si dans le fond, en telles circonstances, le péché est mortel ou s'il ne l'est pas, si le consentement a été entier & pleinement délibéré, &c., pour obvier aux embarras que pourroit avoir là-dessus un Confesseur, ils n'ont point voulu étendre la réserve aux péchés douteux, dont nous venons de parler.

Il faut dire la même chose du doute que pourroit avoir le pénitent s'il a été absous de son péché, dans la confession qu'il a faite à un Prêtre, qui avoit le pouvoir de l'absoudre. Comme le Pénitent a déjà accompli ce qu'il y a de plus important dans la réserve, il doit présumer en sa faveur, & regarder ce péché comme n'étant plus réservé. M. l'Archevêque de Bourges, dans son Ordonnance sur les cas réservés, l'a ainsi décidé : & c'est dans ce sens qu'on peut entendre cette maxime, *In dubiis favendum est absolutioni*.

Ce que nous disons ici ne regarde point le doute où le Confesseur pourroit être s'il a le pouvoir d'absoudre des cas réservés, ou si celui qu'il a reçu

^d Censeri non debet reservatum illud peccatum de quo dubitatur an mortale sit, aut an jam dimissum fuerit in Confessione prius facta, quod dubium facti vocari potest. Mand. Paris. ann. 1709. Declaravit D. D. Episcopus nul-

lum esse peccatum reservatum quando dubitatur dubio facti an peccatum.... sit mortale.... an pœnitens commiserit vel compleverit peccatum. Mon. ad Conf. Diœc. Viv. ann. 1731.

subsiste encore. Il n'y a que le cas d'une nécessité extrême, dans lequel on puisse en sûreté de conscience, se servir d'une Jurisdiction, dont on n'est pas entièrement sûr. Dans toute autre occasion ce seroit un crime, de conférer un Sacrement lorsqu'on n'est pas assuré d'avoir tout ce qui est nécessaire, pour le conférer valablement; le Sacrement seroit certainement nul, si le Confesseur n'avoit point la Jurisdiction, parce que l'Eglise ne supplée au défaut d'une Jurisdiction réelle & véritable, que lorsque le Prêtre a un titre coloré; & que tout le peuple le regarde comme légitime Pasteur, & non lorsqu'il usurpe un pouvoir qu'on ne lui a point donné, & qu'il ne peut justifier par aucun titre même coloré.^e

Il faut convenir qu'il se trouve quelques Auteurs, ^f qui ne jugent pas si favorablement que nous, du doute de fait, & qui ont prétendu que dans ces occasions, il faut prendre le parti le plus sûr, selon cette regle de Droit : *In dubiis via eligenda est tutior*. Mais cette regle n'oblige à prendre le plus sûr, que lorsqu'on doute si une chose est permise ou défendue, & non lorsque l'opinion opposée à celle qui est la plus assurée, est elle même sûre dans la pratique, telle que l'est celle que nous avons embrassée, parce qu'il n'est pas douteux qu'un doute de fait suffit pour lever la réserve, à moins que les Prélats n'exigent que dans ce cas on les consulte, lorsque les raisons favorables au pénitent ne sont point supérieures, ou ne le sont point assez pour décider le Confesseur.

La cinquieme condition d'un péché réservé se tire de la personne qui l'a commis ; si c'est un garçon, il doit avoir atteint l'âge de puberté ; c'est-à-dire, 14.

^e V. Theol. Moral. P. Antoine tom. 4. cap. 3. quæst. 5. de Pœnitentiâ.

^f Poteſt eſſe caſus reſervatus quando probabiliter dubitatur an aliquid ſit mortale, vel

veniale, quia in dubiis in foro conſcientiæ..... præſumendum eſt in deteriorem partem. Graſſius, de Caſibus Reſervatis, capite 4. n. 20. & 21.

ans accomplis , & 12. si c'est une fille. La Discipline de l'Eglise n'a pas toujours été uniforme sur cet article , même dans ce Diocèse. Jean de Rely , dans ses Statuts de 1483. s en parlant des péchés que la Coutume ou le Droit commun réservent aux Evêques , comprend , *peccatum contra naturam in etate puerili* , c'est-à-dire jusqu'à 14. ans. Comme il l'explique , pour les garçons. Il ajoute néanmoins que cette réserve ne regarde point les Curés ; il leur permet d'en absoudre. Bouchel , ^h rapporte 8. ou 9. Catalogues des cas réservés de différens Diocèses , où les enfans ne sont pas exceptés. En effet , il n'y a point dans le Droit de regle générale sur l'âge requis pour pouvoir tomber dans la réserve. Grégoire IX.ⁱ suppose même évidemment , que ceux qui n'ont point encore atteint l'âge de puberté peuvent l'encourir. Un Supérieur ecclésiastique pourroit donc , s'il le jugeoit à propos , étendre la réservation à toutes sortes de personnes capables de pécher mortellement , sans distinction d'âge. Cependant comme le défaut de connoissance & de lumière qui se rencontre dans les enfans , & la légèreté qui leur est naturelle , diminuent l'énormité des fautes qu'ils commettent , & les rendent plus excusables , il est certain que la pratique presque universelle de l'Eglise ne renferme point dans les bornes de la réserve , les péchés commis avant l'âge de puberté , quand même on ne s'en confesseroit que dans un âge plus avancé , comme on le voit dans la plupart des Rituels , des Statuts synodaux , ^k & des listes des cas réservés.

^g Stat. Synod. pag. 164.

^h Liv. 2. de la collection des Décrets de l'Eglise Gallicane , tit. 13.

ⁱ Pueris , qui in Canonem inciderunt sententiæ promulgatæ , sive ante , sive post pubertatem postulent se absolvi , potest Diœcesanus Episcopus

absolutionis beneficium impertiri , cum propter defectum etatis , in quâ fuit commissus excessus , rigor sit mansuetudine temperandus. Cap. 60. de Sent. Excom.

^k Nullum reservatur commissum (*peccatum*) ante pubertatis annos nempè à pueris ante-

Celle de ce Diocèse y est expresse,¹ & il est de la prudence des Confesseurs, sur-tout lorsqu'ils entendent des confessions générales, d'avertir le pénitent de lui marquer l'âge qu'il avoit lorsqu'il a commis certains péchés dont il s'accuse, afin qu'ils puissent juger s'ils doivent les regarder comme réservés. Si le pénitent ne pouvoit se rappeler précisément à quel âge il y est tombé, & qu'il doutât si c'est avant ou après l'âge de puberté, le Confesseur pourroit en cette occasion l'absoudre, & l'absolution qu'il lui donneroit ne laisseroit pas d'être valide, quand même dans la suite on viendroit à découvrir que le pénitent les a commis depuis sa quatorzième année.

Au nombre des conditions nécessaires suivant le Droit & l'usage, pour qu'un péché soit réservé, nous n'avons point dit qu'il falloit qu'il fût commun. Aussi elle ne l'est pas, & il en est de réservés dans tous les Diocèses qui ne se commettent que rarement. Les Théologiens n'ajoutent point cette condition aux autres que nous venons d'expliquer. Les Ecclésiastiques ne doivent donc point s'allarmer, lorsque les Evêques jugent à propos d'en réserver, qui ne peuvent être commis que par des personnes de leur profession, ou qui ont un certain rang dans le saint Ministère. On n'en peut pas conclure que ces péchés soient fréquens parmi les Ministres des saints Autels, mais seulement qu'ils sont extrêmement opposés à la sainteté de leur état.

Au reste, c'est aux Supérieurs ecclésiastiques qu'il appartient de régler, quels sont les péchés qu'il leur convient de réserver pour le bien de leur Diocèse; & on doit se soumettre à ce qu'ils auront ordonné dans cette matière: & quoiqu'on ne voie pas toujours les raisons qu'ils ont eu de réserver tels péchés en particulier, on doit toujours présumer en leur

decimum - quartum completum, à puellis ante duodecimum annum completum.
Mand. Paris. ann. 1709. tit. de Casibus reserv. n. 3.

I Advertant Confessarii nullum peccatum esse reservatum. quando committitur à pueris ante decimum-quartum, & à puellis ante duo-decimum.

faveur. Si une fois il étoit permis de rejeter les Loix des Supérieurs ecclésiastiques, sous prétexte qu'elles paroissent indiscrettement portées, ou les réserves trop étendues, trop multipliées, ou contraires aux regles prescrites par les Théologiens, on verroit bien-tôt l'Autorité épiscopale méprisée, le Gouvernement des Evêques décrédité; & leurs Ordonnances les plus sages, soumises à la critique de leurs inférieurs, éprouveroit les plus violentes contradictions de la part des personnes intéressées. Ce qu'on doit faire, lorsqu'on croit entrevoir que la réserve aura de mauvaises suites, c'est de proposer ses difficultés aux Supérieurs, & d'acquiescer ensuite à leur jugement.

On ne peut donner de regle fixe & générale sur les péchés, que les Evêques doivent se réserver par préférence aux autres. Tout dépend de l'état des Diocèses, des abus qui s'y sont introduits, des mœurs des Peuples: ce qui est nécessaire dans un endroit, ne l'est pas toujours dans un autre, & même quelquefois n'y conviendrait pas. ^m

ARTICLE SECOND.

Quelles regles doit-on suivre dans l'interprétation des Loix qui établissent des réserves?

C'est une maxime universellement reçue, que la réserve est odieuse, parce qu'elle resserre le pouvoir du Confesseur, & gêne la liberté du pénitent, qu'il faut par conséquent la restreindre; & qu'au contraire, tout est favorable du côté du pénitent & du Confesseur; qu'on doit toujours présumer en faveur de l'un & de l'autre, lorsqu'on a de justes raisons de le faire. Cette maxime est la principale regle

<p>^m Possunt reservari quæcumque crimina pro arbitrio.... Episcopi.... consideratis diligenter cujusque Provinciæ &</p>	<p>populorum moribus... pro cujusque Diocesis statu. <i>Barbosa de potest. Episcop.</i> 3. part. allegat. 51. n. 1.</p>
--	---

qu'on doit suivre dans l'interprétation des Loix qui établissent des réserves. Pour connoître si un cas est réservé, il faut donc lire avec attention la Loi, pèsér les termes sous lesquelles il y est exprimé, les entendre à la lettre, & les prendre dans la signification la plus exacte & la plus étroite. Si le Supérieur avoit voulu étendre la réserve au-delà, il l'eût clairement marqué : ce qu'il n'a pas exprimé nettement dans sa Loi, il est censé l'avoir voulu laisser dans l'ordre commun. C'est ici une maxime générale, d'où découlent, comme de leur principe, les regles particulieres que l'on doit suivre dans cette matiere.

Car 1^o. Il s'ensuit que, quoique pour connoître l'énormité & la nature d'un péché, on le compare quelquefois avec d'autres, dont la nature est mieux connue, ces sortes de raisonnemens ne sont d'aucun usage par rapport à la réserve des péchés. Qu'un crime soit plus énorme que celui qui est clairement réservé, qu'il produise les mêmes effets, & encore de plus funestes, si on veut, on n'en peut conclure qu'il le soit lui-même. En fait de réserve tout dépend de la volonté des Supérieurs. La loi nous la déclare, il ne faut pas l'étendre au-delà de ce qui y est exprimé. Suivant ce principe, dans un Diocèse où l'on ne réserveroit que la lecture des livres hérétiques, ce ne seroit pas un péché réservé d'entendre la prédication d'un Ministre, quoiqu'il y ait souvent un danger plus prochain de séduction. Si cependant un péché renfermoit exactement celui qui est réservé, il le seroit lui-même ; par exemple, si le vol étoit réservé, la rapine le seroit aussi, puisqu'elle renferme le vol, & qu'elle ne fait qu'y ajouter la violence.

2^o. De la maxime précédente, il s'ensuit encore, que si le Supérieur ecclésiastique ne parle dans son Ordonnance que de ceux qui ont commis un certain péché, sans y comprendre ceux qui y ont contribué, soit par de mauvais conseils, soit même en le commandant, quoiqu'ils soient quelquefois plus coupables,

bles que celui qui l'a commis, leur péché n'est point réservé. Car puisqu'il faut prendre dans l'explication des réserves, les termes de la Loi dans leur signification naturelle, selon l'usage communément reçu, sans lui faire dire ce qu'elle ne dit point expressément, dès qu'elle réserve un péché précisément & sans que le Législateur s'explique davantage, il faut l'avoir commis soi-même, & non par le ministère d'un autre pour encourir la réserve. Les Supérieurs ecclésiastiques ont néanmoins le droit de réserver les péchés des complices, comme de ceux qui ont fait le crime : ils le font même quelquefois ; & nous aurons dans la suite occasion d'en rapporter plus d'un exemple.

Il faut observer qu'on peut quelquefois être complice & en même temps l'un des auteurs d'un crime : par exemple, lorsque plusieurs ont concouru à un homicide, celui qui a conduit les assassins, & commis le meurtre, en est le principal auteur ; ceux qui l'ont accompagné ne sont regardés que comme complices. Mais parmi ceux-ci, il s'en peut trouver qui ont fait quelque chose de plus que de soutenir le principal auteur, & ont porté des coups qui ont contribué à la mort de celui qui a été tué ; alors il sont véritablement homicides, & leur crime est réservé.

C'est par ces principes que nous venons d'établir, qu'il faut décider une question que font les Canonistes sur les Loix qui condamnent aux mêmes peines ceux qui conseillent ou ordonnent un crime, & ceux qui le commettent. Ils demandent si dans ces occasions pour encourir la peine marquée par la Loi, il ne suffit pas d'avoir simplement conseillé ou commandé le crime qu'elle défend, quoique d'ailleurs le mauvais conseil n'ait point eu de suite. Car puisque dans les loix qui fixent des peines ou établissent des réserves, il faut suivre l'interprétation la plus douce ; puisque les réserves pour l'ordinaire ne s'étendent qu'aux péchés consommés, si le conseil ou l'ordre qu'on a donné n'a point eu d'exécution, le péché

qu'on a commis en le donnant, n'est point réservé. On ne veut pas néanmoins dire par-là que les Supérieurs ne peuvent point se réserver le simple conseil, ou l'ordre de commettre un crime : mais il faut que cela soit exprimé bien nettement dans la Loi, en sorte qu'on ne puisse lui donner d'autre explication, comme quand l'Eglise défend aux Religieux, sous peine d'excommunication, *Clem. cupientes* §. I. de *Pœnit. & Rem.* de prêcher contre l'obligation de payer les dîmes; on voit bien que quand même ils ne persuaderoient personne, ils tomberoient dans la censure. Si le Législateur se servoit de cette façon de parler : celui qui fera ou commandera telle chose, encourra par le seul fait une excommunication réservée, nous ne croyons pas que cette alternative fût pour l'ordinaire pour tomber dans la réserve, lorsque l'ordre qu'on a donné n'a point été exécuté; à moins que par les circonstances, il ne paroisse que c'est visiblement le sens de la Loi.

III. QUESTION.

Tous les Péchés auxquels il y a des Censures attachées sont-ils Réservés?

LEs Théologiens & les Canonistes distinguent deux sortes de censures; les unes, qui sont portées par une Loi, & qu'on appelle pour cela *à jure*; les autres qui sont prononcées par la Sentence d'un Juge ecclésiastique, & qu'on nomme censures *ab homine*. Les premières sont ou de Droit commun, telles que sont les censures portées dans les Conciles ou par les Constitutions des Papes, reçues de toute l'Eglise; ou bien sont particulières à quelques Diocèses, ou aux différentes Communautés religieuses.

Les censures *ab homine*, sont prononcées par une Sentence générale, ou par une Sentence particulière.

Une Sentence est générale lorsque sans nommer les coupables, on les enveloppe dans une condamnation commune. La Sentence est particulière, lorsqu'un Supérieur ecclésiastique, après avoir procédé juridiquement contre quelqu'un, à cause d'une faute qu'il a commise, rend contre lui nominément une Sentence & prononce une censure.

Il y a une autre espèce de censure *ab homine*, qui se porte en forme de commandement ou de défense, pour engager certaines personnes à faire ce qu'on leur commande, ou à s'abstenir de ce qu'on leur défend. C'est ce que font souvent les Evêques dans le cours de leurs visites.

Il faut encore remarquer qu'il y a trois différentes sortes de censures, l'Excommunication, la Suspension & l'Interdit.

Enfin les péchés peuvent être réservés ou directement, lorsqu'ils le sont en eux-mêmes; ou indirectement, lorsqu'ils se trouvent liés à d'autres choses qui sont réservées; en sorte qu'ils ne peuvent être remis, si ces choses ou leur réserve ne sont ôtées.

Ces principes établis, nous répondons que tout péché auquel il y a une censure attachée, n'est pas pour cela réservé, même indirectement. A l'égard de ceux qui emportent la peine de la suspension, la chose ne souffre pas la moindre difficulté. Tout Prêtre approuvé peut absoudre de ses péchés un Ecclésiastique suspens des fonctions de son Ministère, & le renvoyer à son Evêque, pour être absous de la suspension qu'il a encourue. Cette censure n'est point un obstacle à la réception du Sacrement de Pénitence : c'est pour cette raison que dans les listes des cas réservés, souvent on n'y parle point des suspenses réservées, parce qu'elles n'empêchent point que le Confesseur, qui n'a que les pouvoirs ordinaires, ne puisse les exercer dans toute leur étendue sur les pénitens qui s'adressent à lui.

Il faut dire la même chose de l'interdit, tel qu'il est aujourd'hui en usage. On peut voir là-dessus les Conférences sur les censures, où l'on explique les

différentes especes d'Interdits & leurs effets. On y a marqué la maniere dont il faudroit se comporter, si les Supérieurs ecclésiastiques en venoient à un interdit général ou particulier, tel qu'il se pratiquoit autrefois.

Pour ce qui regarde l'excommunication; comme un de ses principaux effets, est de priver des Sacramens de l'Eglise, en sorte qu'une personne excommuniée n'y peut participer, l'absolution de cette censure doit nécessairement précéder celle des péchés; & par conséquent si l'excommunication est réservée, le péché l'est aussi d'une maniere indirecte. C'est pourquoi pour connoître si tout péché auquel il y a une excommunication attaché est réservé, il faut auparavant examiner si l'absolution de cette censure est toujours nécessairement réservée au Supérieur, qui l'a portée. M. Babin a déjà fait, avant nous & mieux que nous, cet examen, & décidé avec tous les Théologiens, que toute excommunication n'est pas réservée. Nous en trouvons une preuve bien sensible ^a dans le Rit même établi dans l'Eglise, pour l'administration du Sacrement de Pénitence, où tout Prêtre approuvé, avant de donner l'absolution des péchés, donne l'absolution des censures d'excommunication, que le pénitent pourroit avoir encourues. Ce qui montre évidemment qu'il y en a dont tout Confesseur peut absoudre, & qui ne sont point réservées, non plus que les péchés dont elles sont la punition; sans cela cette formule d'absolution, qui depuis Pie V, se trouve dans tous les Rituels, n'auroit aucun sens raisonnable.

On ne peut pas dire que la formule ordinaire de l'absolution ne doit s'entendre que de l'excommunication mineure. Car puisque Grégoire IX. a décidé, que le mot d'excommunication signifie toujours l'excommunication majeure, on doit le prendre par tout en ce sens, à moins qu'il ne soit déterminé par

^a Absolvo te ab omni vinculo excommunicationis. *Rituale Rom. Andeg.*

quelqu'autre terme à une signification moins étendue. ^b

Ce que nous soutenons ici, se prouve encore par une Décrétale d'Innocent III. dans laquelle il déclare, que lorsque le Législateur, en ordonnant ou en défendant quelque chose sous peine d'excommunication, ne s'en est point expressément réservé l'absolution, il est censé par-là avoir laissé à tous les Confesseurs le pouvoir d'en absoudre. ^c Il est vrai que dans cet endroit, il ne s'agit que de l'excommunication mineure : mais la raison sur laquelle ce grand Pape se fonde, est un principe général, dont il fait une application particulière ; & ce principe prouve également la même chose pour toutes sortes de censures portées par le Droit.

Le Concile de Trente nous fournit une troisième preuve. Il dit, que les Evêques peuvent se réserver l'absolution de certains péchés, & principalement de ceux auxquels l'excommunication est attachée. ^d Tous les péchés punis de l'excommunication ne sont donc pas réservés de plein droit : & ils ne le sont qu'autant que les Evêques jugent à propos de s'en réserver l'absolution. Aussi dans les Rituels & les Statuts synodaux, on voit beaucoup d'excommunications portées, que les Prélats n'ont jamais inférées dans la liste des cas qu'ils se réservent. La Congrégation des Cardinaux, établie pour les affaires des Réguliers & des Evêques, a même décidé plusieurs fois, au rapport de Fagnan, ^e que ce seroit

^b Si quem, sub hac forma verborum, illum excommunico, excommunicari contingat, dicendum est eum non tantum minori..... sed etiam majori excommunicatione esse ligatum, cap. 59. de Sent. Excomm.

^c Quia tamen conditor Canonis, ejus (excommunicationis) absolutionem sibi non retinuit, eo ipso concessisse videtur facultatem aliis relaxan-

di. cap. 29. de Sent. excom.

^d Præsertim quoad illa quibus excommunicationis sententia annexa est. cap. 7. Sess. 15.

^e Undè quamvis Sacra Congregatio Episcoporum & Regularium negotiis præposita, olim admonuerit locorum Ordinarios, ne sibi illos Casus promiscuè reservarent, quibus annexa est excommunicatio major à Jure imposita, illicò ta-

donner trop d'étendue aux réserves, que d'y renfermer toutes les excommunications, & tous les péchés auxquels elles sont attachées.

On pourroit opposer à ce que nous disons ici, ^f une Constitution de Benoît XI. dans laquelle il met au nombre des choses réservées à l'Evêque, l'absolution de l'excommunication majeure. Mais outre qu'il n'y est parlé que des réguliers, plusieurs Canonistes l'entendent d'une censure portée par une Sentence, ou réservée au Supérieur par la disposition du Droit qui l'établit; ou plutôt il faut dire, que c'étoit alors l'usage, que l'absolution de l'excommunication majeure fût réservée. En effet, Bouchel parmi les listes anciennes des cas réservés, qui se trouvent au liv. 2. de son ouvrage intitulé *Decreta Ecclesiæ Gallicanæ*, en rapporte plusieurs, qui placent au nombre des cas réservés à l'Evêque, l'excommunication majeure sans distinction. Celle qui est tirée d'un Concile de Langres de l'année 1404. est précise: *Nullum excommunicatum majori excommunicatione Curati aut alii Sacerdotes possunt absolvere*. Les pouvoirs des Confesseurs ordinaires sont à présent plus étendus, comme nous l'avons prouvé.

Mais si toutes les excommunications ne sont pas réservées, il y en a plusieurs qui le sont. Telles sont celles, qui sont portées par une Sentence particulière ou générale; & par conséquent les péchés qui sont l'objet de la sentence, sont au moins indirectement réservés.

A l'égard des excommunications portées par une Loi, une Ordonnance, un Statut, elles ne sont

men adjecit hanc limitationem, nisi forte propter frequentiam, scandalum, & alia hujusmodi, casus nominatim reservari censerentur, ut in litteris scriptis ad Archiepiscopum Neapolitanum, sub die 26. Nov. ann. 1602. *Fagnan. 2. part. l. 5. Decret de sent. excom. cap. nu-*

per. n. 25.

f Excommunicatos respuant. inconveniens enim existimamus ut à peccato absolvat, qui excommunicationem removere non potest. *cap. 1. de Privilegiis in extr. comm. l. 5. tit. 5.*

point réservées de leur nature. Il dépend des Prélats de s'en réserver l'absolution, ou de ne pas se la réserver ; si dans la Loi il n'est point parlé de réserve, tout Prêtre peut absoudre & de la censure & du péché qui est défendu sous cette peine.

Il faut dire la même chose des censures *ab homine*, portées par manière de défense & de commandement, qui concernent l'avenir. Elles ont cela de commun avec les censures à *jure*, qu'elles ne sont réservées, que lorsque le Supérieur ecclésiastique l'a marqué clairement dans sa Loi ou dans son Mandement. Si la censure n'y est pas réservée, le péché ne l'est pas davantage, car l'un & l'autre doivent être regardés de la même manière, par rapport au pouvoir d'absoudre.

Mais si un péché peut n'être pas réservé, quoiqu'il ait une censure attachée, il peut l'être aussi sans emporter aucune censure : la censure est une condition étrangère à la réserve ; il n'y a point de Loi, qui oblige les Prélats de ne se réserver que les péchés punis d'une excommunication ou d'une suspension. Le Concile de Trente, en établissant le droit des Evêques en cette matière, suppose & insinue clairement qu'il s'étend jusqu'aux péchés, auxquels le Droit n'attache aucune censure ; puisqu'il dit seulement des péchés frappés d'excommunication, que ce sont ces péchés, que les Evêques doivent principalement mettre au nombre de ceux qu'ils jugent à propos de se réserver : ils peuvent donc s'en réserver d'autres. Ils sont par tout dans cet usage, comme il paroît par toutes les listes des cas réservés.

En effet, comme le remarque Sylvius, & un cas réservé & une censure sont deux choses bien différentes ; 1^o. la censure est une Peine ecclésiastique, qui tombe directement sur le pécheur, le suit par tout : la réserve ne fait que lier le pouvoir du Confesseur, & suit si peu le pécheur, que s'il se trouve de bonne foi dans un autre Diocèse, où le

péché qu'il a commis, n'est point réservé, tout Prêtre approuvé peut l'en absoudre. 2°. On tombe dans un cas réservé, quoiqu'on ignore invinciblement qu'il le soit; parce que soit que le pénitent ait connu la Loi, ou qui ne l'ait pas connue, il est toujours vrai qu'elle borne le pouvoir de son Confesseur. Au contraire l'ignorance invincible empêche qu'on ne tombe dans les censures. Comme elles ne sont portées, que contre ceux qui sont rebelles à l'autorité de l'Eglise, elles ne tombent point sur ceux qui sont dans la bonne foi. On peut ajouter une troisième différence, c'est qu'une censure une fois encourue, portée sans condition & sans limitation de temps, ne peut être levée que par l'absolution; au contraire la réserve cesse de plein droit, dès qu'il plaît au Supérieur ecclésiastique de l'abolir, quand même on auroit commis le péché réservé, avant qu'il eût publié la révocation de sa Loi.

Nous ne parlerons point ici des cas réservés au souverain Pontife, on sçait que tous sont punis de l'excommunication majeure.

IV. QUESTION.

Quels sont les Supérieurs Ecclésiastiques qui ont droit de se réserver des Cas?

Comme la réserve des cas est une limitation du pouvoir des Confesseurs, il n'y a que ceux dont la Jurisdiction est supérieure à celle des Ministres du Sacrement de Pénitence, qui puissent se réserver à leur égard l'absolution de quelques péchés, & leur défendre de la donner. C'est au Corps des premiers Pasteurs que Jesus-Christ a donné cette Jurisdiction, & chaque Evêque a droit de l'exercer sur la partie du Troupeau, qui lui est confié. S'il y a d'autres Supérieurs ecclésiastiques qui soient en pos-

session de cette autorité, ils ne l'ont point de Droit divin, & c'est à l'Eglise qu'ils sont redevables de ce privilège, que le Pape & les Evêques leur ont accordé. Aussi le Concile de Trente, après avoir établi dans le chap. 7. de la Session 14. l'usage & la Discipline de l'Eglise dans cette matiere, n'anathématise dans le Canon XI. où il marque précisément ce qui est de foi, que ceux qui prétendent que les Evêques n'ont pas droit de se réserver des cas.

A R T I C L E P R E M I E R.

Le Pape a-t-il droit de se réserver des Cas ?

Le Pape en qualité de Chef de l'Eglise & de souverain Pasteur des Fideles, a incontestablement le pouvoir de se réserver des cas, & l'absolution de quelques péchés. Ce pouvoir est fondé sur sa primauté, & sur l'étendue de sa Jurisdiction, qui n'a point d'autres bornes que celles de l'Eglise.

Il ne paroît pas néanmoins que les souverains Pontifes aient fait usage de ce pouvoir dans les premiers siècles, & il ne faut pas en être surpris. La violence des persécutions, & les incursions des Barbares qui les suivirent, empêcherent long-temps que la communication entre les autres Eglises & celle de Rome, ne fût aussi libre & aussi fréquente qu'il eût été nécessaire, s'il y avoit eu alors des cas réservés au saint Siège.

Cependant dès les premiers siècles, on a reconnu l'autorité des Evêques de Rome dans des matieres, qui ont bien du rapport avec la réserve des péchés. Par exemple, on a reconnu dans tous les temps, que les Evêques étoient soumis à l'autorité & à la correction du saint Siège, & que le Pape avoit droit de prononcer contre eux des censures. Ainsi le Pape Victor menaça d'excommunication les Evêques d'Asie, qui célébroient la fête de Pâques le 14. de la lune de Mars, comme les Juifs. Saint Etienne fit la même chose à l'égard de saint Cyprien, de Firmi-

lien , & de ceux qui suivoient leur sentiment. Saint Célestin excommunia Nestorius , &c. Le Pape pouvoit seul absoudre de ces censures , au moins suivant la Maxime commune , *Ejus est solvere cujus est ligare.*

Il étoit encore permis , suivant la discipline établie par le Concile de Sardique , d'appeller à Rome des Sentences & des censures prononcées par les Evêques. Si le Pape confirmoit ces Sentences & ces censures , les Prélats qui les avoient portées n'en pouvoient plus donner l'absolution , sans le consentement du Pape. Par cet appel l'affaire étoit dévolue à son Tribunal , & elle cessoit d'être de la compétence de l'Ordinaire.

On trouve dans les lettres de Synésius , qui étoit Evêque de Ptolémaïde , au commencement du cinquieme siècle , un fait remarquable. ^a Cet Evêque , l'un des plus célèbres de son temps & des plus zélés pour le maintien de la discipline ecclésiastique , réserva au Patriarche d'Alexandrie , l'absolution d'un crime qu'avoit commis un des Prêtres de son Diocèse. Ptolémaïde étoit du Patriarchat d'Alexandrie. Si les Ouvrages de tant d'Ecrivains ecclésiastiques , qui se sont perdus étoient venus jusqu'à nous , seroit-ce une conjecture hors de toute vraisemblance , que de penser que nous y pourrions trouver des exemples de pareilles réserves faites au saint Siège , dont l'autorité a toujours été regardée comme supérieure à celle des autres Patriarches ?

Quoiqu'il en soit de cette réflexion , quand même les réserves au Pape n'auroient pas une origine aussi ancienne , le droit des souverains Pontifes n'en se-

^a Lamponianum Jason injuriarum convicit, ille convictionem præveniens penitus luit, ab Ecclesiasticis Conventibus separatus : solvendi autem jus atque auctoritatem ad Pontificiam Sedem rejeci. Tantulum hoc ergo mihi sumpsi, si

Lamponiano... præstituta dies mortis adesse videatur, cum omnibus, qui eo tempore interessent, Presbyteris, concessi, ut eum in Communionem Ecclesiæ reciperent. *Epist. 67. Bibl. PP. T. I. pag. 127.*

roit pas moins certain. La Primauté & l'autorité des Papes est à la vérité aussi ancienne que l'Eglise, & d'Institution divine ; mais Jesus-Christ n'a pas réglé en détail toutes les différentes manieres d'exercer cette autorité ; ce sont des points de Discipline qui n'ont pas toujours été les mêmes, & qui ont pu varier.

C'est au dixieme ou au onzieme siècle qu'on fixe pour l'ordinaire le commencement des réserves de péchés faites au saint Siège ; ^b car certains crimes étant alors devenus très-fréquens, les Evêques, pour en inspirer aux Fidèles une plus grande horreur, refuserent d'en donner l'absolution, défendirent à leurs Prêtres de l'accorder, & renvoyerent au Pape ceux qui en étoient coupables. Cette remarque est importante, elle prouve évidemment que ce ne sont point les souverains Pontifes, qui ont introduit l'usage des réserves pour faire valoir leur autorité, & pour exercer sur toute l'Eglise un empire & une domination usurpée, comme les Hérétiques l'osent avancer. C'est encore moins pour satisfaire leur avarice, comme le disoit Wiclef, en faisant acheter aux Fidèles, à prix d'argent, une absolution simoniaque. Ce sont les Evêques eux-mêmes, qui les premiers ont réservé au Jugement du Pape la décision des cas les plus difficiles, & l'absolution des crimes les plus énormes.

Les Conciles tenus dans le onzième & le douzième siècles, & les Auteurs les plus célèbres qui vivoient alors, rapportent les raisons qui engagerent les Evêques à renvoyer au Pape ceux qui étoient tombés dans certains péchés, dont ils ne jugeoient pas à propos d'absoudre eux-mêmes. Elles sont des

^b On pourroit même les faire remonter encore plus haut, suivant la remarque de Benoît XIV. de Synod. l. 5. cap. 4. Ex libro tertio de gestis sanctorum. Roth. cap. 1. Sæcul. IV. Benedict. constat ante an-

nos circiter nongentos ab Papam homicidas fuisse remissos, quod opportunè notavit P. Martène, de Antiquis Ecclesiæ Ritibus, tom. 1. l. 1. cap. 6. art. 6. n. 6.

plus fortes & des plus pressantes : il faudroit être bien ennemi du saint Siège , & encore plus du bon ordre , pour ne pas s'y rendre.

La premiere est commune à toutes les réserves , qui ont été principalement établies pour détourner plus efficacement des grands crimes , pour en inspirer plus d'éloignement par la difficulté qu'il y a de recourir au Supérieur , sur-tout si c'est le Pape , pour s'en faire absoudre. Ce fut par ce motif que le Concile de Londres de 1143. réserva au saint Siège les outrages faits aux Ecclésiastiques & aux Religieux : car , comme dit Matthieu Paris , Historien Anglois , ^c on n'avoit alors aucun respect pour l'Eglise , & encore moins pour ses Ministres. On ne voyoit que Brigands qui se jettoient sur eux , & qui , quand ils pouvoient les surprendre , les faisoient prisonniers , pour en tirer de grosses rançons. Cette réserve eut un heureux succès , comme le témoigne Rogier dans ses Annales ^d & depuis le Clergé commença à respirer , & à mener une vie plus tranquille.

La seconde fut d'opposer des obstacles plus invincibles à l'impunité des crimes , d'intimider par l'autorité du Saint Siège , les Seigneurs trop puissans pour redouter celle des Evêques , de les forcer de faire une satisfaction éclatante & proportionnée à l'énormité de leurs fautes. Ce fut par ce moyen que Guillaume d'Auxerre , qui fut élu en 1206. fit rentrer dans leur devoir quelques Seigneurs rebelles , & donna de la terreur aux autres qui auroient pû suivre leur mauvais exemple. ^e

La troisieme raison qui porta les Evêques à renvoyer au Pape ceux qui étoient coupables de certains crimes , fut de s'instruire des regles de la Discipline ecclésiastique , qu'il falloit suivre dans les cas difficiles. Cette raison est rapportée dans le Concile de Limoges de 1031. ^f

^c Tom. 10. Conc. Col. 1033. | 486. & 487.
^d Ibid. | ^f Tom. 9. Conc. pag. 909.
^e Bibl. MM. tom. 10. pag. |

Ce fut encore, & cette quatrième raison est une suite de la précédente, afin de procurer aux vrais pénitens la plus grande assurance qu'ils puissent avoir en ce monde, de leur parfaite réconciliation avec Dieu, puisqu'ils n'en sont jamais plus assurés que lorsqu'ils ont fait la pénitence prescrite par les saints Canons, dont on étoit si bien instruit à Rome, & qu'on y observoit si religieusement. C'est ce qu'Hildebert, Archevêque de Tours & marque à un Prélat qui l'avoit consulté, sur la manière dont il devoit se comporter à l'égard d'un Prêtre, qui avoit tué un Voleur en le repoussant à coups de pierres.

Nous trouvons encore dans les écrits d'Yves de Chartres, ^h un autre motif de ces réserves; c'étoit de supplier le souverain Pontife d'adoucir la rigueur de la Pénitence que prescrivoient les Canons, de la changer dans une autre plus modérée & plus proportionnée à la foiblesse des pécheurs, ce que les Evêques ne croyoient pas pouvoir, ou du moins devoir faire eux-mêmes; mais ce qui ne surpassoit point le pouvoir du Pape, en qui ils reconnoissoient le droit de dispenser des Loix générales de l'Eglise. Le voyage de Rome étant d'ailleurs regardé comme un commencement de pénitence, & l'étant souvent en effet, par les circonstances humiliantes & pénibles qui l'accompagnoient, la cause du pécheur étoit beaucoup plus favorable, & il sembloit mériter quelque grace & quelque indulgence.

Ce n'est pas que les Evêques n'eussent alors le droit d'absoudre de toutes sortes de péchés; mais ils ne croyoient pas devoir en faire usage, lorsque les crimes avoient un certain caractère d'énormité & de malice, comme le témoigne l'Auteur de la Vie de saint Laurent, Archevêque de Dublin: *Licet tanquam Archiepiscopus posset, tamen nolebat absolvere, sed ad Romanam Ecclesiam absolvendos destinabat.* ⁱ Il adresoient d'autant plus volontiers au saint Siége ceux

^g Epist. 60.

^h Epist. 160. &c.

| ⁱ Voyez Baronius à l'année 1179. n. 35.

qui étoient coupables de ces crimes , que les Papes , après leur avoir imposé la pénitence canonique , ou après avoir relâché de la rigueur des Canons , les renvoyoient souvent à leurs Evêques pour en recevoir l'absolution.

Il arrivoit aussi quelquefois , même long-tems avant que les réserves aux Papes fussent établies , que les pécheurs qui étoient tombés dans des crimes énormes , sur-tout les homicides , alloient de leur propre mouvement trouver le souverain Pontife , pour apprendre quelle pénitence ils en devoient faire , & pour s'en faire absoudre , comme il paroît par plusieurs Lettres des Papes Nicolas I. Jean VIII. & Alexandre II. ^k ce n'étoit néanmoins pour l'ordinaire qu'après avoir obtenu le consentement de l'Evêque Diocésain , que ces pécheurs avoient recours au saint Siège. Le Prélat leur donnoit des lettres adressées au souverain Pontife , dans lesquelles le fait dont il s'agissoit étoit expliqué , de crainte qu'ils ne suprissent la religion du Pape , comme il est marqué dans le Concile de Limoges de 1031.

C'est ainsi que se sont établies les réserves au Pape. Le droit du souverain Pontife en cette matiere , est d'autant plus favorable & plus incontestable , que les Evêques ont reconnu les premiers l'autorité du saint Siège , avant que les Papes eussent pensé à restreindre le pouvoir des Ordinaires , dans l'administration du Sacrement de Pénitence.

Cet usage fut d'abord particulier à quelques Evêques & à quelques Eglises ; il devint bien-tôt universel. La coutume passa en loi. Les Papes & les Conciles l'ont autorisée par leurs Décrets , comme nous le montrerons lorsque nous traiterons en particulier de chaque cas réservé au saint Siège , & comme on le peut voir dans les Conciles de Reims en 1130. de Londres en 1138. de Latran en 1139. de Limoges en 1035. d'Avignon en 1207. &c.

On trouve dans les Conciles & dans les Décr-

^k Ep. 29. 30. 31. 33. tom. 9. Conc. Col. 1136. & 1137.

tales des Papes , plusieurs exemples de cas réservés au saint Siège , qu'il seroit trop long de citer ici. S'il restoit encore sur ce point quelque difficulté , elle devroit être entièrement levée par le Décret du Concile de Trente , dans lequel il est décidé de la maniere la plus expresse , que les souverains Pontifes , en vertu de la suprême autorité qui leur a été donnée dans toute l'Eglise , ont le droit & sont dans l'usage de se réserver la connoissance & l'absolution des grands crimes. ¹

Les péchés peuvent être réservés au Pape , ou par une Loi générale de l'Eglise ou par l'usage particulier d'un Diocèse. Ils le sont par une Loi générale de l'Eglise , lorsque la réserve a été établie par un Concile Œcuménique , ou par une Bulle du souverain Pontife , reçue par le consentement exprès ou au moins tacite du Corps Episcopal. Ce consentement est essentiel ; & comme les Evêques de l'Eglise Gallicane ne l'ont point donné à quelques Bulles des Papes , par lesquelles ils se réservent l'absolution de certains péchés , ces péchés ne sont point en France réservés au saint Siège. On doit porter le même jugement des réserves établies par un Concile universel , dont la discipline ne seroit pas reçue dans le Royaume.

Les péchés sont réservés au Pape par l'usage particulier d'un Diocèse , lorsque l'Evêque juge à propos de renvoyer au Pape ceux qui en sont coupables , & de lui en réserver l'absolution.

L'Auteur de la Conduite des Confesseurs , ^m cite pour exemple de ces réserves particulières , le Diocèse de Rheims , où le péché d'un enfant qui a frappé de dessein prémédité son pere ou sa mere , est réservé au saint Siège. Il n'y a point de doute que les Confesseurs ne soient obligés de se conformer aux

Unde meritò Pontifices Maximi , pro suprema potestate sibi in Ecclesia tradita , causas aliquas graviores suo

potuerunt peculiari judicio reservare. Sess. 14. cap. 7.

m Seconde prat. chap. 3. p. 197.

Statuts de leur Diocèse , & à l'usage qui y est établi par les Ordonnances de leur Evêque ; car il est certain qu'un Prélat peut non-seulement se réserver à lui-même un péché , mais encore au souverain Pontife. C'est même de cette manière que s'est introduit l'usage de réserver quelques péchés au Pape.

Nos Canonistes ne conviennent pas entr'eux du nombre des cas , qu'on doit regarder en France comme réservés au souverain Pontife. Ducasse ⁿ en marque jusqu'à dix : Monseigneur l'Archevêque de Paris ^o en rapporte neuf dans son Mandement de 1709. Pontas ^p dit qu'il n'y en a gueres que cinq dont la réserve soit en usage dans le Royaume : Cabassut ^q n'en marque que quatre. Il n'y en a que six d'exprimés dans le Rituel du Diocèse d'Angers. Mr. Babin ^r dans ses Conférences sur les Centures , après avoir rapporté huit cas différens incontestablement réservés au saint Siège , y en joint encore huit autres qu'il assure l'être également. L'Auteur ^s de la Conduite des Confesseurs en compte jusqu'à vingt-trois : il avoue néanmoins qu'il y en a plusieurs de ceux qu'il nomme , dont la réserve n'est point en vigueur dans certains Diocèses , où elle n'a point été reçue.

Tous ces différens sentimens , quelques opposés qu'ils paroissent , ne le sont pas tant dans le fond qu'on le pourroit croire , sur l'exposé que nous venons de faire : car les Auteurs & les Rituels qui marquent un moindre nombre de cas réservés au saint Siège , ou en réunissent quelquefois plusieurs ensemble : ou bien ils ne parlent que de ceux qui arrivent le plus ordinairement ; ils passent sous silence les autres , parce qu'il est rare qu'on y tombe : ils ont même soin quelquefois d'en avertir ; comme on l'a fait dans le Rituel de Paris , d'Angers , &c. C'est

ⁿ Jurisf. Ecclésiastique part.

I. chap. 12.

^o Pag. 17.

^p V. Cas réservés , cas 3.

^q Theoria & praxis , lib. 5.

cap. 15.

^r Conférences sur les Censur.

tom. 2. Conférence du mois de

Juin 1712. quest. 4. p. 125.

^s Partie II, cap. 8. p. 189.

pourquoi , outre les cas réservés au saint Siège , marqués dans les listes ordinaires , il en est quelques autres dont la réserve est confirmée par l'usage. Pour connoître les premiers , c'est-à-dire , ceux qui arrivent le plus communément , il faut avoir recours aux listes qui ont force de Loi dans le Diocèse où l'on exerce ses fonctions. On n'a pas cru devoir y ajouter les autres , dont la connoissance est moins nécessaire ; mais afin de n'y être pas trompé , il est bon que les Confesseurs ne les ignorent pas. Mr. Babin , dans les Conférences sur les Censures , & l'Auteur de la Conduite des Confesseurs , les ont recueilli dans un assez grand détail ; & si l'on trouve quelqu'un coupable de ces péchés , il est à propos de s'adresser aux Evêques , pour sçavoir ce qu'on doit faire dans cette conjoncture.

Il faut encore observer , qu'il peut y avoir dans quelques Diocèses , plus de péchés réservés au saint Siège , que dans d'autres ; parce que les Constitutions qui ont établi ces réserves , y ont été reçues & publiées , quoiqu'elles ne l'aient pas été dans quelques autres Eglises. Quand même elles seroient reçues dans le plus grand nombre , il se peut faire que l'usage y ait dérogé dans certains endroits , ou qu'on ne les y ait reçues qu'avec des restrictions & des limitations particulières.

ARTICLE SECOND.

Les Evêques ont-ils droit de se réserver des cas ?

Les Evêques ont le pouvoir de se réserver des cas dans toute l'étendue de leur Diocèse , & l'ont de Droit divin. Nous avons montré l'antiquité de l'usage où ils sont de s'en réserver l'absolution. Ils commencèrent par les crimes soumis à la Pénitence solennelle. On étendit dans la suite cette réserve à quelques autres péchés qui avoient causé un grand scandale. Ainsi Etienne de Paris se réserva en 1130. :

l'absolution du meurtre de saint Thomas, Trier de saint Victor. Il y eut même quelques Evêques qui se réservèrent tous les péchés publics, comme il paroît par la Lettre synodale de Rathérius de Verone : *De occultis peccatis pœnitentiam vos dare posse scitote, de publicis ad nos referendum esse agnoscite.*

Il est difficile de fixer précisément le tems dans lequel s'établirent les réserves des péchés secrets. On a encore aujourd'hui un grand nombre de listes très-anciennes de cas réservés aux Evêques, qui supposent cet usage ; puisqu'on n'y distingue point les fautes publiques & notoires, de celles qui ont été commises en secret : ce qui montre évidemment que les mêmes péchés, dans l'un & l'autre cas, étoient également réservés aux Ordinaires. Bouchel ^u a recueilli un grand nombre de catalogues de cas réservés aux Evêques, suivant l'ancienne Discipline de l'Eglise Gallicane ; & dans presque tous ces Catalogues, on marque plusieurs péchés qui ne viennent point, pour l'ordinaire à la connoissance du public, & on ne voit point qu'on y exige cette condition. La plus célèbre de ces listes est celle qui fut publiée par Eudes de Sully, Evêque de Paris, environ l'an 1200. * Il paroît qu'elle n'étoit point particuliere au Diocèse de Paris : on en a encore plusieurs autres du même tems, qui sont à peu près conçues dans les mêmes termes, telle qu'est celle qui se trouve dans les Statuts du Diocèse d'Angers, page 32.

Les Ordonnances que font les Evêques pour se réserver l'absolution de certains crimes, ont force de Loi dans toute l'étendue de leur Diocèse, & bornent les pouvoirs de tous les Prêtres, qui sous leur autorité sont chargés de l'administration du Sacrement de Pénitence. Quant à ceux qui n'ont qu'une Jurisdiction déléguée, la preuve s'en présente d'elle-

^u Liv. 20. Decr. Eccl. Gall. tit. 13. p. 255. & seq.

* Sacerdotes majora reservent majoribus, in confessionibus, sicut homicidia, sacri-

legia, peccata contra naturam, incestus, stupra virginum: iniectiones manuum in parentes, vota fracta. Ibidem.

même à l'esprit ; ils n'ont de Jurisdiction qu'autant qu'ils en reçoivent du Prélat , qui les approuve.

Le droit des Evêques est aussi incontestable , par rapport aux Curés : car quoique la Jurisdiction que ceux-ci ont sur leurs Paroissiens , soit une Jurisdiction ordinaire , c'est toujours une Jurisdiction subordonnée à celle de l'Evêque ; & soit qu'ils reçoivent de lui l'Institution canonique , soit que quelques autres Supérieurs ecclésiastiques la leur donnent , ils la reçoivent toujours avec ce caractère de dépendance qui lui est essentiel , & qu'on ne pourroit contester sans devenir hérétique. Car c'est un point de foi que les Evêques ont une autorité supérieure à celle des Prêtres , soit qu'ils soient Curés , soit qu'ils ne le soient pas. Le Concile de Constance ne permet pas d'en douter , puisqu'il exige , que pour s'assurer de la foi des personnes suspectes des erreurs de Wiclef , on les interroge : *Utrum credant auctoritatem Jurisdictionis Papæ , Archiepiscopi , & Episcopi in solvendo & ligando esse majorem auctoritate simplicis Sacerdotis , etiamsi animarum curam habeat* y, Le Concile de Trente l'a également décidé. z

Aussi dans les premiers siècles de l'Eglise , la subordination de tous les Ministres du second ordre à l'égard de leur Evêque ; étoit si grande , que , suivant la remarque du sçavant Pere Thomassin , les Prêtres ne prêchoient , ne baptisoient , ne reconcilioient les pénitens , qu'en l'absence , ou par le commandement de l'Evêque. a Et rien ne leur étoit plus recommandé , que d'agir non-seulement de concert avec lui , mais encore avec la plus grande dépendance de son autorité , & de lui obéir en tout , comme ils l'eussent fait à Jesus-Christ même.

L'Evêque étoit tellement alors le Pasteur immédiat de tous les Fidèles de son Diocèse , qu'il étoit en quelque sorte chargé de tout , présidoit , autant qu'il le pouvoit , à toutes les Assemblées ; & les

y Tom. 12. Conc. p. 270. | a Discipl. eccl. l. 1. cap. 1.
z Sess. 23. cap. 7. | n. 12.

Prêtres ne faisoient rien qu'en son nom , en sa place , & comme le représentant.

En quelque tems que se soit fait l'érection des Paroisses , les Evêques , en l'autorisant ne se sont point dépouillés de la Jurisdiction immédiate qu'ils avoient dans toute l'étendue de leur Diocèse. Ils en sont toujours les Pasteurs primitifs , comme dit saint Thomas ; les autres ne sont que des Pasteurs subalternes. ^b Le même saint Docteur suppose dans les Evêques le pouvoir de réserver des Cas , même à l'égard des Curés , comme quelque chose de si certain , qu'il s'en sert pour prouver , que les Evêques peuvent par eux-mêmes absoudre de tous les autres péchés , comme ils peuvent absoudre des péchés réservés. ^c

Non-seulement ils peuvent se réserver certains cas , mais encore » certaines personnes , comme aujourd'hui ils se réservent communément à eux & à ceux qu'ils commettent à cet effet , d'absoudre les Religieuses , & alors personne ne peut les absoudre sans un pouvoir spécial. Sans ce pouvoir un Prêtre approuvé , un Curé même ne peut les entendre & les absoudre. » ^d

L'Histoire ecclésiastique nous en fournit divers exemples. L'Evêque d'Amiens , en établissant un Pénitencier en 1218. ^e se réserva le droit d'absoudre

^b Sacerdotes Parochiales dantur Episcopis ut Coadjutores , quia soli onus ferre non possunt..... sed ille cui datur aliquis adjutor... ipse est principalis operans , ut adjutor est agens secundarius. *Opusc.* 19. cap. 4.

^c Nemo potest sibi assumere quod non est in sua potestate , sed sicut communis consuetudo probat , Episcopi assumunt sibi casus quos volunt , de quibus adeos pro absolutione recurra-

tur , ergo etiam antequam eos sibi assumerent hoc erat in eorum potestate , ergo & de aliis casibus possunt absolvere cum voluerint. *S. Thom. Opusc.* 19. cap. 4.

^d Mandement de M. l'Archevêque de Sens , du 1. Mai 1735.

^e Exceptis confessionibus Curatorum nostrorum & Magnatum & Baronum , quas nobis reservamus. *Spic.* tom. 12. pag. 166.

les Curés & les Seigneurs. En 1280. Gautier ^f Evêque de Poitiers ordonna dans un Synode, que les Abbés, les Abbesses, les Prieurs & autres Prélats, les Archiprêtres, Doyens & Curés, se confesseroient à lui, à ses Pénitenciers, ou à ceux qu'il jugeroit à propos de commettre, pour leur administrer le Sacrement de Pénitence. Nous voyons encore tous les jours, que les Evêques établissent dans les Hôpitaux des Aumôniers, qui sont chargés du soin des ames, & soustraient ceux qui y demeurent à la Jurisdiction des Curés, dans le territoire desquels ces Maisons sont bâties.

Si nous nous sommes un peu étendus sur cette matiere, ce n'est que pour montrer combien le Pere le Courayer a eu tort, dans une de ses notes ^s sur l'histoire du Concile de Trente de Fra-Paolo, de contester aux Evêques le droit de borner le pouvoir des Curés par des réserves; droit que les Curés les plus jaloux de leur autorité ne leur ont jamais disputé.

On trouve dans le Droit canon différens exemples des cas réservés aux Evêques. Tels sont, selon M. Gibert, ^h l'incendie, le vol des Eglises, lorsque ces crimes ne sont pas dénoncés, & les injures faites aux personnes consacrées à Dieu, lorsqu'elles ne sont pas réservées au saint Siège. Mais il faut avouer, que les preuves qu'il en donne à l'égard des deux premiers, ne sont rien moins que concluantes. Car les deux Décrétales qu'il cite, prouvent bien à la vérité, que les Incendiaires & les Voleurs des Eglises dénoncés, ne peuvent être absous que par le Pape; mais il n'y est point dit, que leur crime est ré-

f Cum cura totius Diœcesis nobis incumbere dignoscatur, præcipimus quòd Abbates, Abbatissæ, Priores & alii Prælati qui nobis subiecti sunt, Archipresbyteri, Decani & Sacerdotes Curati, nobis vel Pœnitentiariis nostris confi-

teantur, vel illis quos specialiter dederimus Confessores, &c. *Syn. Pist. an. 1230. cap. 4. tom. II. Con. pag. 1139. g Tom. I. liv. 4. note 84. p. 41.*

h Consult. Canoniq. sur la Pénit. tom. I. regle 19.

servé à l'Evêque, lorsqu'il n'est point public & dénoncé. Il faut donc avec Cabassut ⁱ s'en tenir au troisieme cas, & dire que c'est le seul que les Décrétales réservent aux Evêques.

Benoît XI. ^k dans une de ses Constitutions, fait mention de quatre autres péchés réservés aux Ordinaires par l'usage, & une coutume légitimement prescrite. Ce sont, l'homicide volontaire, le crime de faux, le violement de l'Immunité ecclésiastique, & le sortilège. Il ajoute néanmoins que cette coutume n'étoit pas universelle. Il met encore au nombre des péchés réservés aux Evêques, ceux qui sont punis de l'excommunication majeure & de l'irrégularité, ou qui doivent l'être d'une pénitence publique & solennelle. Nous ne voyons pas que cette Constitution ait force de Loi dans le Royaume ni même dans les autres Eglises, puisqu'il y en a un très-grand nombre où toutes sortes de Confesseurs peuvent absoudre de plusieurs de ces péchés.

De sçavoir si dans le fond il est des péchés réservés aux Evêques de Droit commun, indépendamment des réserves particulieres qu'ils en font, c'est une question sur laquelle les Théologiens sont partagés. Si l'on en excepte les péchés réservés au Pape, lorsqu'ils sont secrets, ou que ceux qui les ont commis, sont dans l'impuissance d'aller à Rome, plusieurs ^l Théologiens n'en reconnoissent point. D'autres en reconnoissent quelques-uns, les uns plus, les autres moins. Ce qu'on peut dire de plus précis là-dessus, c'est qu'il est des Loix qui réservent quelques péchés aux Evêques, si universellement reçues, qu'on peut regarder ces péchés comme réservés de Droit commun; tels sont l'hérésie, le duel, l'avortement lorsque le fœtus est animé, le violement de la clôture des Religieuses, comme nous aurons lieu de le montrer dans la suite.

ⁱ Theor. & prax. l. 5. cap. 15. n. 20.

^k Cap. 1. de Privil. in extr.

com. l. 5. tit. 7.

^l Suarez in tertiam partem. tom. 4. disput. 29. sect. 3.

Au reste, comme il est au pouvoir des Evêques de donner aux Prêtres la permission d'absoudre des péchés, que l'usage leur a réservés ; qu'ils sont en droit de s'en réserver d'autres, d'en augmenter, d'en diminuer le nombre, suivant les besoins de leur Eglise, on ne peut mieux connoître les cas qui leur sont réservés, qu'en consultant les Rituels, & les listes qu'ils en font publier, ou les Statuts synodaux des Diocèses. Ceux qui ne sont pas dans ces listes, l'Evêque est censé les avoir laissé dans l'ordre commun, & avoir donné aux Confesseurs qu'il approuve, pouvoir d'en absoudre.

M. Gibert, dans ses Consultations canoniques sur la Pénitence, Consultation XXII. tome 1. prétend qu'il peut y avoir d'autres cas réservés aux Evêques, que ceux qu'ils marquent dans le dénombrement des cas réservés, qu'ils font publier dans leur Diocèse. Nous ne croyons pas que tout ce qu'il dit là-dessus, quelques sçavantes que soient ses recherches, soit beaucoup d'usage. On fait aujourd'hui ces sortes de listes, avec tant de soin & d'exactitude, que ce qui n'y est pas expressément réservé, doit être regardé comme ne l'étant point. Il faut néanmoins observer qu'elles ne sont point censées renfermer toutes les censures réservées, à moins qu'il n'en soit fait une mention expresse.

Il faut encore observer que s'il suffit de lire ces listes avec attention, pour apprendre quels sont les péchés, dont les Supérieurs se sont réservés l'absolution, il est souvent nécessaire de consulter les Constitutions des Papes, les Ordonnances des Evêques, pour connoître l'étendue de la réserve. La manière dont elle est exprimée dans la feuille des cas réservés, ne sert quelquefois qu'à faire souvenir, que tel & tel péché est réservé ; mais jusqu'où s'étend cette réserve, c'est ce qu'on ne peut connoître souvent, que par l'examen de la Loi qui l'a portée : par exemple, dans la liste des cas réservés du Diocèse d'Angers, la réserve du duel est expliquée, par ce seul mot *Duellum*, qui par lui-même ne désigne point

nécessairement, le simple appel en duel, le crime de ceux qui sont les porteurs d'un cartel d'appel; l'un & l'autre est néanmoins certainement réservé.

ARTICLE TROISIEME.

Quels sont les autres Supérieurs ecclésiastiques qui ont droit de se réserver des Cas ?

Le pouvoir de réserver des cas n'est pas tellement attaché au caractère Episcopal, qu'il ne puisse être communiqué à des Prélats inférieurs aux Evêques. Mais ce n'est point dans ces Prélats un droit que leur donne essentiellement la dignité à laquelle ils sont élevés, c'est un privilège qui leur a été accordé. Ce sont les Papes, qui au nom de Jesus-Christ & comme Chefs de l'Eglise, leur ont donné ce pouvoir, & les Evêques y ont joint leur consentement.

Comme ces privilèges ont pour principe l'autorité même, que Dieu a établie pour gouverner l'Eglise, on ne peut douter que ceux à qui les souverains Pontifes les ont accordé, en suivant les règles & les formalités nécessaires dans des affaires aussi importantes, ne puissent jouir de la Jurisdiction épiscopale, qui leur est donnée, dans toute l'étendue qui y est marquée; & par conséquent du droit d'absoudre les Fidèles, d'approuver les Confesseurs, de restreindre leurs pouvoirs par des réserves.

Ce droit des Prélats du second ordre, exempts de la Jurisdiction de l'Ordinaire, a été reconnu par la Sacrée Congrégation, ^m qui a déclaré que ces Prélats peuvent se réserver des Cas, lorsqu'ils jouissent d'une Jurisdiction épiscopale, & que le territoire, ou

m Idem etiam possunt, .. inferiores Episcopis seculares, qui habent jurisdictionem quasi Episcopalem in loco, & nulli Diœcesi nec ipsi nec eorum subditi subsunt, *Declar. Con.*

Card. in hæc verba : Magno- perè ad populi christiani disciplinam. Sess. 14. cap. 7. v. Conc. Trid. cum Declar. impress. Lugd. an. 1626.

ils l'exercent , n'est d'aucun Diocèse.

Mais comme ces Jurisdic-tions de privilège sont toujours odieuses , & qu'elles dérogent au Droit commun , il n'est pas permis de s'en servir , à moins qu'elles ne soient appuyées sur des titres incontestables , qui renferment clairement les différens pouvoirs , dont on prétend jouir en conséquence.

Les Supérieurs réguliers , exempts de la Jurisdic-tion de l'Ordinaire , jouissent du même privilège que les Prélats , dont nous venons de parler. Ils sont Ordinaires eux-mêmes , à l'égard des Religieux soumis à leur autorité : ils approuvent les Confesseurs de leur Ordre , & bornent leurs approbations par des réserves , de la manière qu'il est marqué dans leur Regle & leurs Constitutions , & selon l'étendue de l'autorité qui leur est confiée. Les Généraux peuvent dans tout l'Ordre se réserver des cas , & les Provinciaux dans la Province dont ils ont le gouvernement. La Congrégation des Cardinaux que nous venons de citer , a décidé également , que ce que pouvoient les Evêques dans leur Diocèse en fait de réserves , les Supérieurs réguliers avoient le droit de le faire , à l'égard des Religieux qui sont sous leur conduite. ⁿ

Le Pape Clement VIII. en confirmant en ce point le pouvoir des Supérieurs réguliers , l'a limité à un certain nombre de cas particuliers ; & il leur a défendu de s'en réserver d'autres , à moins que ce ne soit de l'avis du Chapitre général , si la réserve doit regarder l'Ordre entier , ou de l'Assemblée provinciale , si elle n'est que pour une Province. °

Ce privilège des Réguliers est ancien. Les Statuts de Clugny , p compilés au commencement du quatorzième siècle , réservent à l'Abbé & aux Provinciaux certains péchés qui y sont marqués. Dans le livre des anciennes définitions de Cîteaux , il est or-

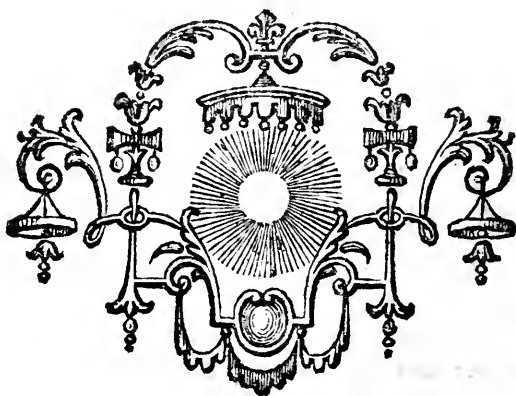
ⁿ Idem etiam possunt Prælati
in Regulares sibi subiectos. *ibid.*

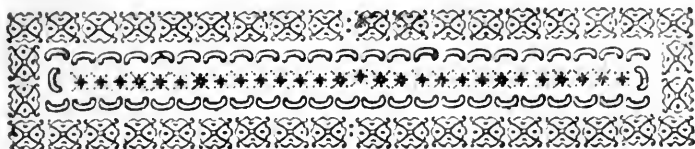
o Ce Decret est de l'année

1503. & rapporté par Coriolan.
dans son Traité de Casibus Ref.
p Bibl. Clun. pag. 1544.

donnée aux Religieux de se confesser à l'Abbé, toutes les fois qu'ils seront tombés dans les fautes, dont l'absolution lui est réservée. Les Statuts des Chartreux ^q réservoient aux Supérieurs toutes les fautes considérables, *Culpas graves*. Gerson trouvoit cette réserve trop étendue & trop rigoureuse : elle le paroît en effet beaucoup.

^q Gers. de Statuto Carthus. tom. I. p. 2. p. 316.





S E C O N D E C O N F É R E N C E

Tenue au mois de Mai 1732.

Ire. Q U E S T I O N.

*Qui est-ce qui peut absoudre des Cas Réservés
au Pape ?*

L Orsque les péchés réservés au saint Siège sont publics & commis par des personnes que le Droit ne dispense point de l'obligation d'aller à Rome, ou d'y écrire, il n'y a que le Pape qui puisse en absoudre, ou ceux à qui il accorde ce pouvoir. C'étoit autrefois l'usage de s'adresser directement au souverain Pontife. Mais les grandes occupations des Papes ne leur ayant pas depuis permis d'entrer dans ce détail, ils ont érigé à Rome un Tribunal qu'on appelle Pénitencerie. C'est Pie V. qui lui a donné la forme qu'il a aujourd'hui. Le Grand Pénitencier est le Chef & le Président de ce Tribunal. C'est pour l'ordinaire un Cardinal, & il est, pour ce qui concerne les censures & les péchés réservés, en quelque sorte le Vicaire - Général du Pape, ou plutôt du Siège Apostolique, parce que son pouvoir n'expire point par la mort du souverain Pontife, qui le lui a donné. Il subsiste toujours, & pendant la vacance

du Siège , les affaires qui sont du Ressort de la Pénitencerie , s'y expédient comme si le Siège étoit rempli.

C'est à ce Cardinal qu'il faut s'adresser , lorsqu'on a eu le malheur de tomber dans un cas réservé au saint Siège. Il n'est plus nécessaire , pour en obtenir l'absolution de faire le voyage de Rome , lors même qu'on le pourroit , il suffit d'y écrire. On peut le faire dans toutes les langues qui ont cours dans l'Europe. Il est néanmoins d'usage d'écrire en Latin , parce que c'est la langue la plus répandue & la plus universellement connue. On pourroit , si on le jugeoit à propos , écrire à Rome à quelque personne de sa connoissance , pour la prier d'obtenir la permission dont on a besoin. Mais il est plus ordinaire & il paroît plus convenable , d'adresser au Grand Pénitencier lui-même , les suppliques , par lesquelles on demande les différentes grâces qui sont du ressort de la Pénitencerie. Tout le monde sçait que l'adresse se met ainsi.

A son Eminence

MONSEIGNEUR LE CARDINAL

GRAND PÉNITENCIER :

A R O M E.

Ou bien en Latin ,

Eminentissimo & Reverendissimo

D. DOMINO CARDINALI,

MAJORI PÆNITENTIARIO

R O M A M.

Pour ce qui regarde le dedans de la lettre , on la commence par exposer simplement & le plus claire-

ment qu'il est possible le fait dont il s'agit , en n'omettant aucune des circonstances nécessaires pour le bien faire connoître , ne disant aussi rien d'inutile. On ne doit point nommer la personne au nom de laquelle on écrit ; on peut se servir des noms communs de *Titius & Titia* ou semblables , ou bien de *Suppliant & de Suppliante, Orator, Oratrix*. On demande ensuite pouvoir d'absoudre du cas réservé qu'on a exposé. Enfin il faut mettre le nom de celui à qui la réponse doit être adressée , ses qualités, la Province , le Diocèse , la Ville , dans laquelle il demeure , & le caractériser d'une manière si précise , qu'on ne puisse s'y méprendre. Nous ne donnerons point ici de formules de ces suppliques. Il n'en est point à qui il faille nécessairement s'assujettir.

La lettre mise ensuite à la poste , quelques semaines après on reçoit une réponse. Si elle tarde trop , les personnes qui sont au fait de ces matières , avertissent d'écrire une seconde fois , & même une troisième s'il le faut , parce qu'une première & même une seconde lettre peut s'égarer.

Il n'est pas nécessaire de se servir dans ces occasions du ministère des Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome , on peut écrire soi-même ou faire écrire par la poste au grand Pénitencier , on est sûr d'avoir une réponse ; si par hazard on ne la recevoit pas en son tems , il faudroit écrire une seconde fois.

La réponse du grand Pénitencier se nomme un bref de Pénitencerie. On doit l'exécuter à la lettre & avec la plus grande exactitude. Si l'exécution en est commise à un Docteur en Théologie ou en Droit canon , il faut avoir le degré marqué dans le Bref , pour pouvoir l'exécuter : c'est une qualité nécessaire, que rien ne peut suppléer. Il y a cependant des Sociétés religieuses , dans lesquelles on ne prend point pour l'ordinaire de degrés dans les Universités , à qui les Papes ont accordé le privilège de députer quelques-uns de leur Corps , avec pouvoir de faire en cette matière tout ce que pourroit un Docteur ,

pourvû que d'ailleurs ils soient approuvés de l'Ordinaire.

Autrefois on étoit à Rome beaucoup plus exact à exiger la qualité de Docteur , dans ceux qu'on chargeoit de l'exécution des Dispenses & des autres graces qu'on y accorde , mais aujourd'hui on les adresse communément à des Confesseurs , qui n'ont point d'autre qualité que celle de Prêtres approuvés de l'Evêque. Pelletier ^a déclare avoir consulté là-dessus des personnes très-instruites des usages de la Cour de Rome , qui lui ont unanimement témoigné , que le titre de Docteur n'étoit plus regardé comme nécessaire. Lui-même , qui étoit parfaitement au fait de ces usages , ajoute qu'il a souvent obtenu des Brefs adressés à des Confesseurs sous cette formule , *Discreto viro Confessario ex approbatis ab Ordinario* : & c'est ainsi que sont conçus tous ceux qui nous sont tombés entre les mains.

L'approbation de l'Ordinaire doit être relative à la personne , ^b qui est tombée dans la censure. Un Prêtre , qui ne seroit approuvé que pour entendre les confessions dans un certain canton du Diocèse , ne pourroit , en vertu d'un Bref obtenu de Rome , absoudre dans un lieu du même Diocèse , qui n'est point renfermé dans les bornes de son approbation. Il n'est pas nécessaire d'avoir d'ailleurs le pouvoir d'absoudre des cas réservés ; le Pape le donne dans cette occasion.

Si quelquefois on est obligé de recourir au Pape en faveur de quelques Religieuses , ce qui n'arrive point lorsqu'il ne s'agit que des cas réservés au saint Siège , un Prêtre qui ne seroit point approuvé pour les confesser , ne pourroit exécuter le Bref obtenu de Rome , & adressé à un Confesseur approuvé de l'Ordinaire.

L'Ordinaire dont il est parlé dans les Brefs , est l'Evêque du Diocèse , dans lequel ils doivent être exécutés.

^a Tom. 1. chap. 41.

^b Conf. de Paris sur le Mariage

tom. 3. l. 5. Conf. 7. §. 14.
troisième. Edit.

Les commissions de Rome, sur-tout celles qui ont pour objet les empêchemens secrets du Mariage, s'adressent souvent au Curé de la personne, en faveur de qui elles sont accordées, *Proprio latoris vel latricis Parocho*. Il ne peut commettre un autre Prêtre pour les exécuter. Il en est de même de tous les autres Confesseurs, à qui les Brefs de la Pénitencerie sont adressés. C'est la décision de Navarre & de l'Auteur des Conférences de Paris. ^c Lorsque le Confesseur n'est désigné qu'en général, le pénitent peut choisir parmi les Prêtres approuvé de l'Ordinaire celui en qui il a plus de confiance. Ce Prêtre ne doit point ouvrir le Bref, qu'après avoir examiné l'inscription, pour connoître s'il a les qualités nécessaires pour l'exécuter. Plusieurs sçavans Auteurs d prétendent que la commission étant une fois acceptée par un Confesseur, qui en conséquence a ouvert & lu le Bref, le pénitent ne peut plus s'adresser à un autre. Mais Pyrrhus Corradus ^e qui a été Officier du Tribunal de la Pénitencerie, témoigne qu'on y pense différemment, qu'on y regarde comme une chose constante que le pénitent peut varier, & au défaut ou au refus du premier Confesseur, présenter à un autre les Brefs qui en sont émanés, & que celui-ci peut les mettre à exécution, en accordant la dispense ou l'absolution dont il s'agit. Il ajoute que le Tribunal de la Pénitencerie l'a déclaré, toutes les fois qu'il a été consulté sur cette difficulté, & que cela se pratique dans tout l'Univers; & en effet, comme le remarque Sanchez, ^f puisque la commission doit s'exécuter dans le Tribunal de la Pénitence, elle en doit suivre les loix & les usages selon lesquels un pécheur n'est point tellement obligé de s'en tenir au jugement d'un Prêtre, qu'il ne puisse le quitter & avoir recours à un autre, qu'il

^c Tom. 3. l. 5. Con. 7. §. 14.	l. 5. Conf. 7. §. 14.
^d Zerola in praxi Episc. V.	^e Liv. 7. chap. 4. n. 72.
^f Pœnitentiarius Navar. de Offic.	^f De Matr. l. 8. disput. 27.
judic. deleg. conf. 8. Conf. de	n. 40.
Paris sur le Mariage tom. 3.	

croira lui convenir davantage.

Nous ne prétendons pas autoriser par-là les changemens de Confesseurs , qui ne se font par un pénitent que dans la vûe d'en rencontrer un assez commode & assez complaisant , pour ne pas exiger des choses, qui quoique justes & raisonnables , ne sont pas conformes à ses inclinations & à ses penchans. Ce que nous disons , c'est que pourvû que ce pénitent soit dans de bonnes dispositions , l'absolution d'un cas réservé qu'il recevra en vertu d'une commission de Rome , sera valide , quand même celui à qui il avoit d'abord présenté le Bref de la Pénitencerie , après avoir entendu sa confession , auroit refusé de l'absoudre.

Si la commission étoit personnelle & adressée à une personne désignée par son propre nom , un autre ne pourroit l'exécuter à son défaut. Si c'est au pénitent lui-même que les Lettres de la Pénitencerie sont adressées , il ne doit pas les ouvrir. Il doit les mettre telles qu'il les a reçues entre les mains du Confesseur qu'il aura choisi pour cet effet. Mais quand même il arriveroit que par quelque accident , ou par une curiosité criminelle , un autre que le Confesseur en fit l'ouverture , la faute qu'on a commise en les ouvrant , ne les rendroit pas nulles , & le Confesseur pourroit malgré cela procéder à leur exécution.

Il y a dans les Brefs quelques clauses importantes , sur lesquelles il ne faut pas passer légèrement.

La première est exprimée dans ces termes , *quantenus si ita est* , ou ceux-ci , *si preces veritate nitantur*. Cette clause se rencontre dans toutes les Formules de dispense , ou de permission d'absoudre , qui viennent de Rome. Comme le Pape & ceux qui les accordent en son nom , ne peuvent pas eux-mêmes vérifier les faits qu'on leur a exposé , ils chargent de ce soin ceux , à qui les Brefs sont adressés. Un Confesseur est donc obligé en conscience , d'examiner l'état du pénitent , la qualité de son péché , s'il est tel qu'on l'a représenté dans la Supplique qu'on a en-

voyée au grand Pénitencier; & si l'on n'a point omis quelque circonstance essentielle. Car si cela étoit arrivé, le Confesseur ne pourroit pas aller plus loin, & il faudroit de nouveau recourir au saint Siège.

Par la seconde, on ordonne de ne procéder à l'exécution du Bref que dans le Tribunal de la Pénitence, *In ipso actu Sacramentalis Confessionis tantum*. Cette condition est bien naturelle, puisque le Cardinal grand Pénitencier donne pouvoir au Prêtre de remettre les péchés réservés au Pape; or les Prêtres ne peuvent remettre les péchés que par l'absolution sacramentelle. La confession qui la précède, doit avoir toutes les qualités nécessaires pour mériter au pécheur le pardon des fautes qu'il a commises. Une confession sacrilège ne suffiroit point, elle est un nouveau crime. L'absolution qui la suit est nulle, & ne peut produire aucun effet favorable à celui qui la reçoit.

Néanmoins si le pécheur se trouve dans la suite dans de meilleures dispositions, & supplée en se confessant une seconde fois, à ce qui a manqué à sa première confession, la grace accordée par le Pape, n'ayant point encore eu son effet, pourroit alors l'avoir, pourvu qu'on fit cette seconde confession au Prêtre désigné dans le Bref de Pénitencerie.

On ajoute encore, que le Confesseur doit imposer une pénitence proportionnée à l'énormité du crime. Cette pénitence est souvent exprimée par certains termes qui en marquent la nature. Quoiqu'il soit nécessaire de se conformer dans la pratique à ce qui est prescrit; il est cependant de la prudence du Confesseur dans cette occasion, comme dans toute autre, de se régler sur l'état du pénitent, & ses dispositions. C'est certainement l'intention du souverain Pontife, qui en ordonnant d'imposer de rigoureuses pénitences, laisse au Confesseur à juger, si le pénitent a assez de force & de santé pour les soutenir; & si un peu d'indulgence ne contribuera point davantage à son salut, qu'une exactitude inflexible

à exiger de lui tout ce qu'il peut faire absolument, pour satisfaire à la Justice de Dieu.

Voici les qualités ordinaires de la pénitence prescrite dans les Brefs de la Pénitencerie : *Gravis, salutaris, longa, diuturna, gravissima & perpetua*. Il ne paroît pas nécessaire d'entrer ici dans un grand détail, pour expliquer la différence de tous ces termes. Nous nous contenterons de dire, que le Confesseur doit s'efforcer, autant qu'il le pourra, d'en remplir la signification naturelle, en imposant au pécheur des choses pénibles & mortifiantes, lorsque la pénitence doit être considérable; de ne la point borner à quelques jours, à quelques mois même, lorsque le Bref prescrit d'enjoindre une longue pénitence. Celle qui est appelée *Diuturna*, doit au moins durer trois ans, au jugement de ceux qui entendent le mieux ces matieres. Celle qu'on nomme perpétuelle, doit être de toute la vie, mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit de tous les jours. Enfin une pénitence est salutaire, lorsqu'elle est propre à rappeler le pécheur de ses égaremens, à prévenir les rechûtes, à corriger les mauvaises habitudes.

Lorsque le Confesseur prévoit, que certaines pratiques de mortifications rebuteroient le pénitent, il doit en ordonner d'autres; ou du moins suppléer par la longueur & la multiplicité des exercices à l'austérité de la pénitence, qui devient quelquefois assez rigoureuse, lorsqu'elle est longue & gênante.

Si les œuvres de pénitence étoient prescrites en détail dans le Bref de la Pénitencerie, le Confesseur ne pourroit pas les changer dans d'autres, & quoi qu'elles lui parussent plus salutaires. Un délégué ne doit agir que suivant la commission qu'on lui a donnée, & n'y peut rien changer. Le choix de la pénitence est pour l'ordinaire laissé à la prudence du Confesseur.

Enfin il est souvent ordonné dans les Brefs de la Pénitencerie, de les déchirer, & cela sous peine d'ex-

communication encourue par le seul fait : *Præsentibus laniatis sub pœna excommunicationis ipso facto*. Il ne faut pas manquer de le faire en lacérant le Bref, de manière qu'il ne puisse plus servir.

S'il se trouve d'autres choses prescrites dans les Brefs, qu'on est chargé d'exécuter, comme de donner des avis au pénitent, de l'obliger à réparer le tort qu'il a fait au prochain, &c. le Confesseur doit se conformer exactement, à ce qu'on exige de son ministère. Lorsque le pénitent ne peut satisfaire sur le champ, on peut se contenter de lui faire promettre qu'il le fera le plutôt qu'il lui sera possible.

Quant à la manière d'absoudre ; comme il ne s'agit que du for intérieur, la Formule ordinaire d'absolution suffit ; & il n'est pas nécessaire d'y exprimer, quel est le crime dont on absout, en vertu de l'autorité du saint Siège.^h

Il est étroitement défendu pour l'ordinaire de remettre les Brefs à ceux en faveur de qui on les a exécutés. Il y est même alors expressément marqué, que si on le faisoit, le Bref ne serviroit de rien : non que le pénitent retomât dans les mêmes censures dont il a obtenu l'absolution, ou que l'absolution qu'il a reçue dût être comptée pour rien, mais parce qu'il ne pourroit faire aucun usage du Bref, quand même on auroit eu la complaisance de le lui remettre, ni l'alleguer en sa faveur, pour montrer qu'il a été absous. Ces Brefs n'ont de force que pour le for intérieur,^k & dès qu'ils ont été exécutés dans le Tribunal de la Pénitence, on n'en peut plus faire aucun usage.

Lorsqu'il s'agit de l'exécution des Brefs de la Pénitencerie, il ne faut pour cela faire aucune procédure. Il est même défendu expressément dans la plupart, d'y appeller des témoins, de donner des

^h *Marcus Paulus Leo, primâ parte cap. 4. num. 35.*

ⁱ *Neque eas latori restituas : quòd si restitueris, nihil ei præsentis litteræ suffragetur.*

For. Brev. de Penit.

^k *Ita quòd hujusmodi absolutio.... in foro judiciario nullatenus suffragetur. ibid.*

certificats de la grace qu'on a accordée, en vertu de la commission du saint Siège. ^l C'est une suite de ce que nous avons dit, que tout ce qui vient de la Pénitencerie est inutile pour le for extérieur, n'a de rapport qu'au Tribunal de la conscience, & doit demeurer secret. Tout cela est d'autant plus vrai en France, qu'on n'y reconnoît dans les Tribunaux de Judicature ce qui vient de Rome, que lorsqu'il porte le nom de souverain Pontife. ^m Or dans le Tribunal de la Pénitencerie, ce n'est point au nom du Pape que les graces s'expédient, mais au nom du Cardinal grand Pénitencier.

Comme notre principal objet est d'instruire les Confesseurs des regles qu'ils doivent suivre dans l'administration du Sacrement de Pénitence, nous ne croyons pas devoir ici beaucoup nous arrêter à marquer ce qu'il faut faire, pour obtenir l'absolution d'un cas réservé au saint Siège, d'une maniere qu'on puisse le faire valoir dans le for extérieur. Tiburce Navarre ⁿ assure que lorsqu'un crime est notoire d'une notoriété de Droit, c'est une circonstance qu'il faut exprimer dans la Supplique, & qu'alors c'est à l'Ordinaire du lieu où le crime a été commis que le Bref est adressé, afin qu'il en donne ou qu'il en fasse donner par un de ses Prêtres l'absolution. Il ajoute que cet Evêque peut faire marquer dans les Registres de son Secrétariat, qu'au nom & de l'autorité du saint Siège, il a absous la personne dont il s'agit de l'excommunication qu'elle avoit encourue, lui en délivrer un certificat, & même faire afficher publiquement la Sentence d'absolution qu'il a prononcée. Car puisque la faute est publique, il est nécessaire que l'absolution le soit aussi, & d'une publicité, qui réponde à la publicité du crime.

l Nullis super his adhibitis
testibus, aut Litteris datis. *ibid.*
m Conf. de Paris sur le
Mariage tom. 3. liv. 5. Conf.

7. §. 14.

n Manud. ad prax. execut.
Litt. S. Pœnitentiariæ part. 3.
cap. 2. pag. 141. 142. 143.

Tout cela peut être d'usage dans les Pays où les Brefs de la Pénitencerie sont reçus dans le for extérieur ; mais la Discipline & la Jurisprudence de France sont différentes , comme nous l'avons dit , & il a été plusieurs fois jugé par Arrêt , ° que les dispenses & les absolutions de la Pénitencerie , n'avoient aucune force dans le for extérieur , & ne pouvoient être alléguées par ceux qui les avoient obtenues.

Ce seroit donc à la Daterie qu'il faudroit avoir recours , si l'on avoit été condamné par Sentence pour un crime réservé au Pape , & déclaré excommunié , & qu'on voulût obtenir une absolution publique de cette censure. La Commission seroit adressée à l'Official du Diocèse , qui donneroit cette absolution au nom & de l'autorité du saint Siège.

II. QUESTION.

En quelles circonstances les Evêques peuvent-ils absoudre des Cas Réservés au S. Siège ?

UN des Décrets du Concile de Trente , contre lequel le Pere le Courayer s'élève d'une manière plus indécente ,^a c'est celui qui donne pouvoir aux Evêques d'absoudre des cas réservés au saint Siège , lorsqu'ils sont secrets. Il prétend qu'on ne peut avoir eu aucune bonne raison , de faire quelque différence entre les *crimes cachés* & ceux qui sont *publics*. Il lui semble , que ce n'est point la Religion qui a inspiré cette distinction , mais la po-

° Arrêt du Parlement de Paris du 10 Juin 1678. Journal des Audiences tom. 4. l. 1. ch. 8. Arrêt du Grand Conseil en 1694. Dict. des Arrêts V.

Bref de la Pénitencerie, p Loix Ecclésiast. part. 1. chap. 22. nomb. 80. a Hist. du Conc. de Trente, l. 8. note 78. pag. 691.

litique ; qu'on n'a eu en cela d'autre vûe que de faire honneur à la puissance du Pape , en donnant sujet de croire que lui seul a véritablement le pouvoir d'absoudre de ces sortes de crimes , celui des Evêques , qui ne s'exerce que sur les péchés secrets , demeurant entièrement inconnu.

La malignité de cette réflexion est sensible. On est surpris de voir ce nouveau Traducteur & Commentateur de Fra-Paolo , qu'il blâme plus ^b d'une fois d'avoir risqué dans son histoire des *Réflexions peu solides & trop malignes* , tomber dans le même défaut qu'il reproche à son auteur ; supposer dans le cœur des Prélats qui étoient assemblés à Trente , des motifs secrets , qui autorisent à censurer leurs Décrets , & attribuer à la politique ce qu'ils n'ont fait , que pour faciliter aux Fidèles l'absolution des cas réservés au souverain Pontife. Il a apparemment voulu par-là faire sa cour à ses chers Anglicans , & soutenir la qualité qu'il prend de Docteur de l'Université Protestante d'Oxford , Protestant lui-même comme Fra-Paolo ; avec cette différence , que ce dernier , selon M. Bossuet , ^c étoit un Protestant habillé en Moine , & que le Pere le Courayer , après l'avoir été sous l'habit de Chanoine régulier , a enfin levé le masque , & quitté jusqu'aux marques extérieures de sa profession.

Rien n'est plus mal fondé que la querelle qu'il fait aux Papes , dans la remarque que nous avons citée , & c'est sans aucune raison , qu'il les accuse d'entreprendre sur la Jurisdiction des Evêques , en ne leur laissant le pouvoir d'absoudre de certains péchés , que lorsqu'ils sont secrets. En effet , rien n'est plus favorable aux Ordinaires que le Décret du Concile , qui renferme dans les bornes les plus étroites les réserves des péchés au Pape. A moins qu'on ne voulût les abolir entièrement , on ne pouvoit

^b Tom. 1. pag. 29. 144. |
205. &c. tom. 2. p. 24. 53. |
261. 467. &c.

^c Calvi ista cucullatus.
Defensio declarationis. Cleri
Gall. part. 1. l. 1. cap. 6.

rien laisser de moins au souverain Pontife , que les péchés publics , qui sont les plus rares. Aussi ce Décret & quelques autres , dont nous allons parler , ont donné dans cette matiere aux Evêques une puissance si étendue , qu'il arrive rarement qu'on soit obligé de recourir à Rome pour se faire absoudre des cas réservés.

L'exercice de la puissance des Ordinaires à l'égard des péchés réservés au saint Siège , ne demeure point inconnu. Cette puissance est de notoriété publique , autorisée par des Loix solennellement reçues dans l'Eglise. Elle s'exerce bien plus souvent sur ces péchés , que celle du Pape lui-même ; & non-seulement lorsqu'ils ont été commis dans le secret , mais encore lorsqu'ils sont connus de plusieurs personnes , quoiqu'ils ne le soient pas assez , pour qu'on puisse les appeller des crimes publics dans le sens que nous l'expliquerons. Bien plus , le pouvoir des Evêques s'étend encore sur les cas les plus notoires réservés au Pape dans un grand nombre de circonstances marquées dans les saints Canons. Le Pere le Courayer ne pouvoit l'ignorer . & le Décret du Concile n'a pas donné la moindre atteinte à cet usage.

ARTICLE PREMIER.

Les Evêques peuvent-ils quelquefois absoudre des péchés réservés au saint Siège , lors-même que ces péchés sont publics ?

Les souverains Pontifes ont dispensé par leurs Constitutions, diverses personnes à qui il seroit trop difficile de faire le voyage de Rome , de l'obligation d'y aller pour obtenir l'absolution des cas réservés au saint Siège ; & ils ont donné aux Evêques le pouvoir d'absoudre ces personnes , quelques notoires que soient les crimes qu'elles ont commis , eussent-ils été portés au for contentieux. C'est ce que nous voyons marqué dans plusieurs chapitres du Droit canonique , pour l'intelligence desquels , il faut ob-

server, que dans le XII^{me}. & XIII^{me}. siècle, c'étoit l'usage que ceux qui étoient coupables de certains crimes, s'allassent jeter aux pieds du souverain Pontife, pour lui en demander l'absolution, & se soumettre à la pénitence qu'il voudroit leur imposer. Les Conciles l'avoient ordonné, comme celui de Rheims de 1148.^d

Quoique cet usage fût très-conforme à l'esprit des réserves, il s'y glissa dans la suite quelques abus; & plusieurs entreprirent le voyage de Rome, moins par esprit de Religion & de Pénitence, que pour décliner le Tribunal de leurs Pasteurs, & pour surprendre une absolution qu'ils n'auroient pas obtenue si aisément de leurs Evêques, qui les connoissoient mieux.

Pour obvier à cet inconvénient, on fit défenses en plusieurs Conciles d'aller à Rome pour s'y faire absoudre, sans en avoir obtenu auparavant la permission des Ordinaires. Cette défense fut portée dans le Concile de Selingestad en 1022.^e & dans celui de Limoges de 1032.^f Enfin insensiblement la coutume s'introduisit de se contenter d'écrire au souverain Pontife, pour lui demander la permission de se faire absoudre, sans sortir de son Pays.

Il n'est pas aisé de fixer le tems auquel on a cessé d'aller à Rome. Ce qui est certain, c'est que tandis que cet usage subsistoit encore, les Papes, sur les remontrances des Evêques, dispensèrent de l'obligation de le faire, les pécheurs à qui leur âge, leur sexe, leurs infirmités, ou d'autres raisons ne permettent pas raisonnablement de l'entreprendre, c'est ce qu'on voit dans un Rescrit d'Alexandre III.^g

^d Nullus Episcopus præsumat eum absolvere, donec Apostolico conspectui præsentetur. tom. 10. Conc. Labb. pag. 1112.

^e Conc. Salgunst. an. 1022.

Can. 9. tom. 9. Conc. Labb. p. 847.

^f Inconsulto Episcopo suo,

ab Apostolico pœnitentiam & absolutionem nemini accipere licet. Conc. 2. Lem. an. 1032. tom. 9. Conc. Labb. pag. 908. & 909.

^g Statui veri fœmineo; pueris ac senibus satis credimus te super hoc posse dispensare. tom.

adressé à l'Evêque de Siguenca en Espagne, dans lequel il permet aux Ordinaires d'absoudre des péchés & des censures réservées au saint Siège, non seulement les malades, mais encore les femmes, les enfans & les vieillards.

Cette Discipline fut d'autant plus favorable aux pénitens, que les Papes en les dispensant du voyage de Rome, ne leur imposèrent point l'obligation d'y envoyer, pour obtenir la permission de se faire absoudre par leurs Pasteurs ordinaires. Ce ne fut d'abord que par rapport à l'excommunication encourue, pour avoir frappé des personnes consacrées à Dieu, que ces dispenses de recourir à Rome furent accordées. Les Décrétales que nous citerons, ne parlent que de ce cas qui étoit alors le plus commun. Mais l'usage a étendu une permission, qui n'avoit d'abord été accordée que pour un objet particulier. La raison de la loi étant la même pour tous les cas, on a cru devoir en faire une loi générale, & qui les concerne tous.

Ceux à qui le Droit accorde ce privilege, sont
1^{o.} ^h les femmes, & les personnes qui sont sous la puissance d'autrui, & n'ont pas la disposition d'elles-mêmes. On doit dire à plus forte raison la même chose des Religieuses, que d'ailleurs le vœu de clôture retient dans leur Monastere, sans en pouvoir sortir.

2^{o.} Les pauvres. ⁱ Sous ce nom on ne comprend pas seulement ceux qui sont réduits à la mendicité, mais encore les Artisans, les Laboureurs, les personnes qui gagnent leur vie du travail de leurs mains; en un mot tous ceux qu'on ne peut regarder comme riches, eu égard à leur état, leur nombreuse famille, ou l'embarras de leurs affaires.

3^{o.} Les Vieillards. Les Auteurs sont partagés sur l'âge qu'il faut avoir pour être censé arrivé à une

10. Conc. col. 1733.

^h Mulieres vel aliæ personæ, quæ sui juris non sunt, ab

| Episcopo Diœcesano absolvi possunt. cap. 6. de Sent. excom. ⁱ Ibid. cap. 26.

vieillesse, qui dispense légitimement de faire le voyage de Rome, en s'en tenant à l'esprit des Canons. Les uns demandent 55. ans au moins; d'autres 60. ou même 70. Le parti le plus sensé qu'on puisse prendre dans cette contestation, c'est de laisser à la prudence des Evêques à décider si la personne qui se présente pour se faire absoudre à titre de vieillesse, a droit de demander cette grace. Ce n'est pas seulement par l'âge qu'on en doit juger, mais encore par les infirmités qui l'accompagnent, la délicatesse du tempéramment, &c. Un homme qui n'a que 50. ou 55. ans paroît souvent vieux & cassé, & l'est même assez, pour être hors d'état de soutenir la fatigue d'un long voyage.

4°. Les Malades & les personnes valétudinaires. ^k Ils ont dans leurs infirmités un juste motif de dispense de l'obligation de recourir au Pape. Sous le nom de malades & d'infirmes, les Canons, comprennent aussi ceux qui sont privés de quelque membre considérable, ou qui ne peuvent s'en servir qu'avec peine, comme les boiteux, les estropiés, les aveugles. Ils accordent le même privilège, à tous ceux qui n'auroient pas assez de force, pour pouvoir prudemment entreprendre un voyage, aussi pénible que celui de Rome. ^l

5°. Ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de puberté. ^m La foiblesse de leur âge, qui diminue pour l'ordinaire l'énormité de leurs fautes, mérite quelque indulgence, & demande qu'on tempere en leur faveur la rigueur des Canons. Les Evêques peuvent non-seulement les absoudre, lorsqu'ils demandent à cet âge l'absolution des Censures réservées au Pape, mais encore lorsqu'ils ne s'en confessent, qu'après avoir déjà atteint un âge plus avancé. Dans la plûpart des Diocèses, les Evêques ont communiqué à tous les Confesseurs le pouvoir que leur donnent les Canons de lever les Censures réservées

^k Cap. 13. de Sent. excom.
^l Cap. 26. Ibid.

^m Cap. 60. ibidem. Voyez
 aussi le chap. 1. du même tit.

au Pape, encourues par les impuberes; parce que, comme nous l'avons dit ailleurs, suivant la Discipline présente, on ne reconnoît point de réserves à leur égard.

6°. Enfin tous ceux qui ne peuvent faire le voyage de Rome, sans s'exposer au danger de perdre la vie, la liberté ou les biens, ou à quelque autre inconvénient considérable. Ce qui a été établi pour le salut des Fidèles doit cesser, quand des nécessités aussi pressantes l'exigent. ⁿ

Il y a encore quelques circonstances particulieres, dans lesquelles les Evêques peuvent absoudre des cas réservés au Pape. Mais comme ces exceptions ne regardent que la censure encourue par ceux qui frappent des Ecclésiastiques, nous remettons à en parler, lorsque nous traiterons cette matiere.

Ces cas différens, que nous venons d'expliquer, se réduisent tous à l'impuissance naturelle ou morale d'aller à Rome. Cette impuissance est ou perpétuelle ou passagere. Lorsqu'elle est perpétuelle, l'Evêque peut, & doit donner aux pécheurs vraiment convertis, l'absolution de leurs fautes, sans rien exiger d'eux, que d'en faire une sincere pénitence. C'est ainsi qu'on en doit user avec les femmes, les Religieuses, les vieillards, les personnes attequées de maladies incurables, &c.

Mais lorsque l'empêchement qu'ont quelques personnes d'aller à Rome, n'est que passager, si on suivoit à la rigueur les Décrets des Papes, les Evêques ne pourroient les absoudre, qu'après leur avoir fait promettre avec serment de s'adresser au souverain Pontife, pour recevoir ses ordres, lorsque l'obstacle, qui les a empêché de recourir d'abord à lui, sera levé. ° On a déjà remarqué dans les Conférences sur les Censures, ^p que l'usage du Royaume

n Noveris.... quòd si quis... habens capitales inimicitias vel alias justas excusationes, quibus ab itinere rationabiliter excusetur... licet Diocesano Epif-

copo.... sibi gratiam absolutionis impertiri. cap. 11. ibid. o Cap. 11. cap. 12. &c. ibid. b Conf. sur les Censures. q. 1. mois de Juillet. 1711.

a dérogé en cela aux Constitutions des Papes. Nous aurons occasion ailleurs de nous expliquer là-dessus plus au long.

Les Evêques peuvent encore absoudre des cas réservés au saint Siège , lorsque ces cas sont douteux. Les réserves aux Papes étant mises au nombre des choses qui sont odieuses , parce qu'elles limitent la juridiction des Evêques dans des matieres , qui sans cela seroient soumises à leur autorité , on ne doit les étendre qu'aux cas moralement certains. Tous les autres , qui peuvent être l'objet d'un doute raisonnable , soit que ce doute concerne le fait , soit qu'il concerne la réserve elle-même , peuvent être regardés par les Prélats , comme étant dans l'Ordre commun & soumis à leur juridiction ordinaire.

A R T I C L E S E C O N D.

Les Evêques peuvent-ils absoudre de tous les péchés réservés au saint Siège , lorsque ces péchés sont secrets ?

Le Concile de Trente a ajouté au pouvoir que les Evêques ont , dans les circonstances que nous venons de marquer , sur les cas réservés au saint Siège , quelques publics qu'ils soient , le droit d'absoudre de tous ceux qui sont occultes. Quelque clair & précis que paroisse le Décret qu'il a porté , il en est peu sur lequel les Théologiens & les Canonistes s'accordent moins. De très-sçavans hommes ont hésité sur le parti qu'ils devoient prendre , au milieu de tant de contestations. Il s'agit sur-tout de fixer la signification du mot *occulte* dont se sert le Concile ; & (ce qui n'est pas aisé) de décider , quand un cas réservé au saint Siege est suffisamment public , pour n'être plus renfermé dans les bornes du pouvoir des Evêques.

Comme c'est le Concile de Trente qui sert de règle sur cette matiere , nous mettrons d'abord ici

le Décret qu'il a porté : *q* qu'il soit permis aux Evêques de dispenser des Irrégularités & des Suspens qui viennent d'un péché caché, excepté de celle de l'homicide volontaire , & de toutes les autres qui sont portées au for contentieux ; qu'il leur soit permis aussi d'absoudre de tous les péchés réservés au Souverain Pontife , lorsqu'ils sont occultes.

La difficulté est de sçavoir ce qu'on entend ici par un péché occulte. Pour le connoître , il faut remarquer qu'un péché peut être public en deux manieres : de droit ou de fait. Un crime est notoire d'une notoriété de droit, lorsqu'il est reconnu en Justice par le coupable , ou prouvé par une Sentence Juridique. Un crime est notoire d'une notoriété de fait, lorsqu'il est tellement connu dans un lieu , qu'il est impossible à celui qui l'a commis, de le cacher, de le pallier, ou de l'excuser.

Comme c'est par opposition à la notion que nous venons de donner d'un cas public , qu'il faut juger de ce qui est *occulte* , on demande ce que le Concile entend par un péché *occulte* , & si tout péché public de fait ou de droit, ne peut être regardé comme *occulte* , en prenant ce terme, dans le sens que les Peres ont voulu lui donner. Tout le monde convient que dès qu'un péché est notoire d'une notoriété de droit, & réservé par les Canons au souverain Pontife , le Concile ne donne point aux Evêques le pouvoir d'en absoudre. Il n'y a point là-dessus de partage ; mais de sçavoir si ce qui n'est notoire que d'une notoriété de fait peut passer pour *occulte* , & est du ressort des Evêques , c'est ce qu'on n'a pu

q Liceat Episcopis in irregularitatibus omnibus & suspensionibus ex delicto occulto provenientibus, exceptâ eâ quæ oritur ex homicidio voluntario, & exceptis aliis deducis ad forum contentiosum, dispensare, & in quibuscumque casibus occultis , etiam sedi

Apostolicæ reservatis, delinquentes quoscumque sibi subditos , in Diœcesi sua , per se ipsos , aut Vicarium ad id specialiter deputandum , in foro conscientie , gratis absolvere , impositâ pœnitentiâ salutari. Sess. 24. cap. 6.

jusqu'ici, éclaircir d'une manière à réunir tout le monde dans le même sentiment.

Il y en a deux sur cette matière, qui balancent tous les suffrages. Nous croyons devoir nous en tenir à celui qui est le plus commun, & qui nous a paru le mieux autorisé ; & nous estimons, que dès qu'un péché réservé au saint Siège est public & notoire, quand même il n'auroit pas été porté au for contentieux, les Evêques ne peuvent en absoudre.

Ce sentiment est fondé sur le Concile de Trente, sur plusieurs Déclarations de la Congrégation des Cardinaux chargés de l'Interprétation de ce Concile, sur l'usage de la Pénitencerie Romaine. Il a été adopté par les Prélats les plus habiles & les plus zélés pour les maximes du Royaume, soutenu par le plus grand nombre des Théologiens & des Canonistes, enfin l'usage paroît y être conforme.

1°. Le Concile de Trente est très-favorable au sentiment que nous soutenons, puisqu'il ne permet aux Evêques d'absoudre des cas réservés au saint Siège, que lorsque ces cas sont *occultes*, *in Casibus occultis*. Peut-on appeller *occulte*, ce qui est réellement public, ce que tout le monde sçait, dont personne ne doute, & dont on ne pourroit pas même quelquefois douter, quand on le voudroit ?

Mais, disent les Partisans du sentiment contraire, le Concile de Trente s'explique lui-même, & marque précisément ce qu'on doit entendre par un péché *occulte*. Car dans le même endroit, où il accorde aux Ordinaires le pouvoir d'absoudre des péchés secrets réservés au saint Siège, & de dispenser des suspenses & des irrégularités, qui viennent d'un crime caché, il ajoute, que ce pouvoir ne s'étend point à l'irrégularité, qui vient de l'homicide volontaire, ni à toutes celles qui sont portées au for contentieux. Le Concile pouvoit-il insinuer plus clairement, concluent-ils, que tout ce qui n'est point porté au for extérieur, doit passer pour *occulte* ?

Ce raisonnement a fait d'abord quelque impression sur notre esprit. Mais en l'examinant de plus

près, nous avons reconnu, 1°. qu'il prouvoit tout au plus, que les suspenses & les irrégularités, qui ne sont pas portées au for contentieux, peuvent être regardées comme encore *occultes*, en prenant ce terme dans le sens que lui donne ici ce Concile; & il nous a paru qu'on ne peut pas dire la même chose des cas réservés au saint Siège, dont le Concile ne parle point, lorsqu'il semble insinuer que ce qui n'a point été porté au for extérieur est encore secret & caché. Il ne parle que des suspenses & des irrégularités; & rien dans cet endroit n'autorise à faire l'application du principe qu'il établit, & à l'étendre aux cas réservés au Pape. Le Concile de Trente donne dans ce chapitre deux pouvoirs aux Evêques. Le premier concerne les suspenses & les irrégularités réservées au souverain Pontife, & c'est à leur égard qu'il est parlé du for extérieur. Le second regarde les cas *occultes* réservés au saint Siège, & voici en quels termes les Peres s'expriment: *Liceat Episcopis.... in quibuscumque casibus occultis etiam Sedi Apostolicæ reservatis..... absolvere*. Ici il n'est point question du for extérieur.

2°. Nous avons encore reconnu qu'on n'en peut pas même absolument conclure que les irrégularités & les suspenses réservées au saint Siège, ne sont réellement publiques, que lorsqu'elles ont été portées au for contentieux, mais seulement que dès qu'elles y sont une fois portées, les Evêques ne peuvent en absoudre. On peut voir à ce sujet les Conférences sur les irrégularités, ^r où l'on a prouvé fort au long que l'évidence & la notoriété de fait suffisoit pour rendre une irrégularité véritablement publique & réservée au saint Siège.

En effet de très-habiles Théologiens^s soutiennent que lorsque le Concile de Trente, après avoir donné aux Evêques le pouvoir de dispenser des irrégularités *occultes*, ajoute que leur pouvoir ne s'étend point

^r Dern. Conf. 4. §.

^s V. Suarez de Irregul. tom. 5. disput. 41. sect. 2. n. 6,

à celles qui viennent d'un crime, dont les Juges ont pris connoissance, il ne veut point par-là expliquer ce qu'on doit entendre par une irrégularité secrète; mais au contraire marquer qu'il est des irrégularités, qui ne sont point véritablement publiques, dont les Evêques ne peuvent pas dispenser. Ils ajoutent que lorsqu'on lit avec attention le Décret dont il s'agit il est aisé de voir, que ce qui est dit des irrégularités portées au for contentieux, est moins une explication des paroles précédentes, qu'une nouvelle exception à la Loi qui y est établie : *Liceat Episcopis in irregularitatibus omnibus.... ex delicto occulto provenientibus... dispensare*. Voilà la Loi qui renferme le pouvoir accordé aux Evêques; mais ce pouvoir est-il sans bornes? Non. On excepte 1^o. l'irrégularité qui vient de l'homicide volontaire. 2^o. On excepte encore toutes celles qui sont portées au for contentieux. ^t

Mais les irrégularités portées au for extérieur, peuvent-elles être encore censées *occultes*? Il le faut bien, puisque le Concile, en donnant aux Evêques le pouvoir de dispenser de toutes les irrégularités *occultes* en excepte nommément celles qui sont portées au for contentieux : ^u & dans le fond elles peuvent malgré cela n'être notoires ni par l'évidence du fait, ni de droit, le crime n'étant pas encore suffisamment prouvé, ni publiquement confessé par le coupable, ni constaté par la Sentence qui n'a pas été prononcée.

2^o. La Congrégation des Cardinaux, chargée de l'Interprétation du Concile de Trente, a plus d'une fois déclaré, ^x que les péchés réservés au saint Siège, qui ne sont notoires que d'une notoriété de fait, ne sont point du ressort des Evêques; & lorsqu'elle a

^t Exceptâ eâ quæ oritur ex homicidio voluntario, & exceptis aliis deductis ad forum contentiosum.

^u *Liceat... in irregularitatibus omnibus.... ex delicto*

occulto provenientibus.... exceptis.... deductis ad forum contentiosum, dispensare.

^x *Declar. Cong. Card. ad cap. 6. sess. 24. Conc. Trid.*

été consultée sur la signification du mot *occulte*, elle a toujours répondu que le sens que nous lui donnons étoit le sens naturel, & le seul véritable.

3°. Au Tribunal de la Pénitencerie, on reconnoît des cas réservés au saint Siège, quoiqu'ils ne soient notoires que d'une notoriété de fait. C'est un point constant, & que personne ne révoque en doute.

4°. Les Prélats les mieux instruits des usages du Royaume, & les plus zélés pour nos libertés, ont suivi & autorisé dans les Rituels, les Statuts & les Mandemens qu'ils ont publiés, le sentiment que nous soutenons. Il n'est aucun des anciens Rituels, dans lesquels on exige une notoriété de droit, pour qu'un péché soit réservé au saint Siège. On n'en connoît guère que deux parmi les nouveaux, qui exigent cette espèce de notoriété; celui de Quebec de 1703. qui ne réserve au Pape que les cas publics & portés au for extérieur, y & celui d'Auxerre² de 1730. mais outre qu'on assure^a que ce dernier a été étouffé dès sa naissance, il est certain que dans les Rituels précédens, on ne lisoit rien de semblable.

Dans la plupart des Rituels à la vérité les Evêques s'expriment d'une manière générale, & à peu près dans les termes du Concile de Trente. Mais, comme nous l'avons déjà remarqué, dès qu'ils ne s'attribuent que le pouvoir d'absoudre des péchés secrets, ce seroit donner à ces termes un sens forcé, que d'y comprendre les faits publics, connus de tout le monde, & souvent plus connus, que s'ils l'étoient par la Sentence d'un Juge. D'ailleurs les expressions dont ils se servent, excluent nettement la notoriété de fait. Voici par exemple celle du Rituel de Rheims de 1677. publié par M. le Tellier : *Nous pouvons aussi*

y L'impossibilité morale de recourir communément à Rome de Quebec pour les cas réservés, fait que la Discipline qui s'y observe ne doit point être tirée à conséquence pour la France.

z Reservata est Papæ simonia realis circa Ordines & Beneficia, modò sit publica publicitate Juris. *Ritual. Altissiodor. ann. 1730. pag. 95.*

a Collet. *Traité des Dispenses*, tom. 2. l. 3. ch. 1. p. 550.

absoudre de tous les cas réservés à notre saint Pere le Pape , qui ont été commis dans le secret , & qui ne sont pas devenus publics. ^b Peut-on soutenir raisonnablement, qu'un crime dont toute une Ville est informée, qui a été commis sous les yeux & en présence d'un grand nombre de personnes dignes de foi, qui n'en ont point fait de mystère, soit encore secret & ne soit pas devenu public ?

Il y a même quelque chose de plus ; c'est que dans tous les Rituels, il y a deux des cas réservés au saint Siège, pour lesquels on demande expressément une dénonciation & une sentence. Les autres y sont donc supposés réservés au Pape, quoiqu'il n'y ait ni Sentence ni dénonciation, pourvu qu'ils soient assez notoires pour qu'on puisse les regarder comme des péchés publics.

Les Evêques s'expliquent de la même manière, tant dans leurs Statuts Synodaux, leurs Ordonnances, leurs Catalogues des Cas Réservés, que dans les Rituels ; ce sont à peu près partout les mêmes expressions. Ces Prélats ne prétendent avoir le droit d'absoudre des cas réservés au Pape que quand ils sont *secrets & occultes* ; ^c quand ils viennent d'un délit caché, ^d lorsqu'ils ont été commis en secret ; ^e mais lorsqu'ils sont *notoires*, ^f lorsqu'ils sont devenus *publics*, ^g lorsqu'ils sont connus d'un chacun, ^h il faut avoir recours au saint Siège, excepté dans les cas marqués par le Droit. Un crime public par l'évidence du fait, peut-il encore être appelé *secret, occulte, délit caché* ? Qu'est-ce qu'un *péché notoire, devenu public, connu d'un chacun*, sinon un péché

^b Pag. 83.

^c Rituel de Toul de 1700. p. 145. de Bordeaux de 1707 p. 133 de la Rochelle de 1689. p. 249. &c. Statuts Synodaux du Diocèse d'Angers, p. 365. &c. d Rituel d'Evreux de 1741. pag. 134.

^e Rituel de Reims de 1677.

p. 83.

^f Rituel de Blois, 1730. p.

84.

^g Rituel de Rheims, 1677. de Blois de 1700.

^h Statuts Synodaux de Châlons-sur-Marne. de 1649. p. 401.

notoire d'une notoriété de fait ?

Les Prélats du Royaume qui sont entrés dans un plus grand détail, & qui ont marqué plus précisément la signification du mot *occulte*, dont se sert le Concile de Trente, ont encore plus clairement décidé la question. C'est ce qu'a fait M. les Cardinal de Noailles, dans son Ordonnance sur les cas réservés, Ordonnance si estimée, dont voici les termes : *i A casibus reservatis Summo Pontifici si sint occulti, absolvere possunt ii, quibus nomine D. Archiepiscopi hæc facultas concessa fuerit. Occultum autem hic opponitur publico, quod vel in judicio probatum est, vel nullâ tergiversatione in tota Vicinia celari potest.* M. de Saint Malo dans son Mandement de 1728. sur la même matière, & M. l'Archevêque de Rouen, & MM. les Evêques de Lizieux, de Sées, & de Coutances donnent la même interprétation du mot *occulte*; distinguent nettement les deux notoriétés de droit & de fait, & marquent expressément que l'une & l'autre est diamétralement opposée à ce qu'on appelle *occulte* en fait de réserve.

M. l'Archevêque d'Aix enseigne également, que les cas réservés au Pape, quoiqu'ils ne soient connus que par l'évidence du fait, ne sont point du ressort des Evêques: *Reservatio autem illa locum non habet, nisi quando sunt publici, id est quando sunt vel ad forum contentiosum deduci, vel in judicio probati, vel ita cogniti, ut nullâ tergiversatione celari possint.* Il s'agit ici du pouvoir des Evêques. Qui peut mieux connoître qu'eux, jusqu'où il s'étend?

Nous ne devons pas dissimuler ici, qu'il y a une ou deux listes des cas réservés, dans lesquelles on demande une Sentence pour former une notoriété capable de borner le pouvoir des Evêques, celle du Diocèse de Viviers, & une autre du Diocèse de Sées, qui porte le nom de M. Lallemand. Nous respectons l'autorité des Prélats qui les ont publiées :

i Tit. I. de Absolutione à Casibus reservatis, num. I.

k Rituels de 1744.

mais en même tems nous croyons pouvoir remarquer, que le sentiment qui y est enseigné, n'est pas le plus commun ni le plus autorisé. On l'a si bien reconnu dans le Diocèse de Sées, que le successeur de M. l'Allemand ne suit point dans cette matiere les maximes de son Prédécesseur. Les avertissemens aux Confesseurs, qu'il a fait joindre aux Formules d'approbations, ne permettent pas d'en douter : en voici les termes : *Casus omnes Summo Pontifici reservati, cum sunt occulti, ad D. Episcopum devolvuntur ; occultum autem hic opponitur illi publico, quod vel in judicio probatum est, vel nullâ tergiversatione in tota Vicinia celari potest.*

5°. Le sentiment commun & presque général des Théologiens & des Canonistes est un préjugé presque décisif, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une Loi. Seroit-il possible que tant d'habiles gens de toutes sortes de pays, prissent le change, se trompassent dans le sens qu'ils lui donnent, & ne comprissent pas la force des termes & leur signification naturelle ? Si on admet une fois ce principe, & il semble qu'on ne peut raisonnablement le contester, il en faudra nécessairement conclure qu'une simple notoriété de fait, suffit pour qu'un péché soit réservé au Pape, & que c'est le sens naturel du Décret que nous expliquons. En effet, c'est le sens que lui ont donné presque tous les Canonistes & les Théologiens étrangers. Habert ¹ ne cite en faveur de l'autre opinion, que le Cardinal Tolet & Sanchez ; encore Sanchez n'en dit qu'un mot, & renvoie à Navarre, ^m qui dit précisément le contraire. En France même, quoiqu'il y ait d'habiles gens qui prétendent que la seule notoriété de droit est capable de borner le pouvoir des Evêques, le sentiment contraire a été embrassé par le plus grand nombre de ceux, qui sont les mieux instruits des usages du Royaume ; tels que Cabassut, ⁿ Juenin, ^o Ducasse, ^p

¹ De Pœnit. cap. 7. §. 4.
^m Man. cap. 27. n. 255.
ⁿ Lib. 5. cap. 14. n. 5.

^o De Sacr. tom. 2. p. 303.
^p Première part. ch. 10. sect.
 4. n. 3.

Pontas , ^q Lamet , ^r Mr. Collet. ^s Nous pourrions joindre à ces habiles Théologiens , feu Mr. Babin , ^t qui partout soutient le même sentiment , & il y a toujours persisté , comme il le témoigna à Mr. Collet , qui l'avoit consulté pour sçavoir ce qu'il pensoit sur une question si célèbre.

C'est ce concert des Théologiens François & Etrangers , qui a fait dire à un Auteur très-judicieux , ^u qu'il ne pouvoit se déterminer à embrasser le sentiment de ceux qui demandent une sentence , afin qu'un crime ne soit point occulte , parce qu'ils sont nouveaux , & qu'ils n'ont aucun Canon , sur lequel ils se puissent appuyer.

6°. L'usage est sans doute un des meilleurs interprètes des Loix. On ne peut douter , après tout ce que nous venons de dire qu'il ne soit conforme au sentiment de ceux qui soutiennent qu'une notoriété de fait , telle que nous l'avons expliquée , suffit pour borner le pouvoir des Evêques. Car on a droit de penser que la pratique des Diocèses est conforme aux livres qu'on y donne aux Ecclésiastiques , pour leur servir de regle dans l'administration des Sacramens , tels que sont les Rituels , & au sentiment des Auteurs les plus approuvés , & dont les ouvrages sont les plus estimés.

Nous avouons que cette preuve seroit beaucoup plus forte , si l'uniformité étoit parfaite ; si dans l'Eglise Gallicane sur-tout , un usage contraire ne commençoit à s'établir dans quelques Diocèses. Mais outre qu'il ne remonte pas à des tems fort éloignés , il n'est pas encore le plus généralement répandu : & même dans quelques Diocèses où on l'avoit suivi pendant quelque tems , on est revenu à l'ancien usage , qui est celui de toutes les Eglises étrangères , & leur con-

^q Cas réservé , cas 8.

^r Dict. des cas de Consc. verb. Irregul.

^s Traité des Disp. tom. 2 , p. 547. & suiv.

^t Conf. sur les Irrégul. quest. dernière , sur la Pénitence. t.

2. Avril. 1718. 3. q.

^u Conduite des Conf. part. 2. ch. 3.

cert sur cette matiere est d'un grand poids. Je sçais qu'en France nous ne suivons pas toujours les mêmes principes ; que nous avons des usages différens , des libertés qui nous doivent être d'autant plus cheres , que ce sont de précieux & de respectables restes de l'ancienne Discipline ; mais ce point n'est pas un article de nos libertés. Il s'agit de l'interprétation du Décret d'un Concile général , Décret qui a force de Loi en France , aussi bien que dans tous les autres pays catholiques ; pourquoi l'entendrions-nous différemment , & lui donnerions-nous une interprétation singuliere , sur-tout après que les plus habiles Prélats de l'Eglise Gallicane l'ont pris dans le même sens , & que ce sens est encore aujourd'hui autorisé par l'usage de la plupart des Diocèses ? C'est certainement l'usage de celui d'Angers.

Si quelquefois , ceux qui sont chargés du Gouvernement , semblent s'écarter de cette maxime , dans quelques circonstances particulieres , c'est plutôt parce qu'ils ne croient pas que le fait dont il s'agit soit dans cette évidence nécessaire , pour former une certitude qui ne laisse aucun doute.

Ce sont ces considérations qui nous ont porté à ne nous point écarter du parti qu'avoit déjà pris feu Mr. Babin. Il ne nous auroit pas convenu d'en prendre un autre , à moins que les raisons du sentiment opposé ne fussent supérieures , & ne souffrissent aucune replique : & c'est ce qui n'est pas. Nous avons lu Mr. Gibert , un des plus célèbres défenseurs de l'opinion contraire , dans son livre intitulé , *Usage de l'Eglise Gallicane sur les Censures* , pag 186. &c. Ses raisons ne nous ont pas convaincus.

La premiere qu'il apporte en faveur de son sentiment , c'est qu'il n'y a rien de certainement public que ce qui l'est de droit , que les bruits communs sont toujours suspects au moins d'exagération , & souvent mal fondés. Mais est-il bien vrai qu'on ne puisse avoir d'autre certitude , que par le moyen d'une Sentence ? Et n'y a-t-il pas bien des occasions où un crime est si notoire , commis avec un tel éclat ,

& avec des circonstances si odieuses, que le public en doute moins, que si les Magistrats, après avoir examiné le fait, avoient déclaré le coupable atteint & convaincu du crime dont il a été accusé ? Manque-t-il quelque chose pour être public, à un crime commis dans une assemblée nombreuse, dans une place publique, avec réflexion & de guet-à-pens, dont le coupable se vante lui-même, qu'il avoue hautement & dont il fait gloire ? Ce que Mr. Gibert dit de l'incertitude des bruits publics, ne touche point l'état de la question. Un bruit public ne forme point précisément une notoriété & une certitude, qui ne laisse aucun doute raisonnable, telle que nous la demandons. Ce n'est point sur le bruit commun, que le Confesseur dans le Sacrement de Pénitence porte son jugement sur la qualité du crime, mais sur l'aveu que fait le pécheur que la connoissance en est tellement répandue, qu'il ne peut le cacher ni l'excuser : & en effet, qu'a-t-on besoin alors de témoins & d'une procédure judiciaire pour constater le crime, *si factum est notorium, non eget testium depositionibus declarari, cum talia probationem & ordinem judicium non requirant.* * Cette maxime n'a-t-elle pas ici naturellement son application, puisqu'il ne s'agit que du for intérieur de la conscience, dans lequel la confession du pénitent fait toute la preuve du crime & de sa notoriété ; preuve complete & supérieure à toutes les autres.

M. Gibert ajoute, que son sentiment établiroit une uniformité dans les cas & les censures réservées au souverain Pontife, dont quelques-unes ne le sont, que quand elles sont dénoncées. Mais cette seconde raison est visiblement contre lui : car c'est un principe reconnu de tout le monde, que les exceptions qu'un Législateur met à une loi, en fixent le sens. Elles prouvent invinciblement qu'il n'est pas le même que celui de l'exception. Une marque que l'Eglise pense différemment sur les cas réservés au sou-

* Alex. III. cap. 3. de Testibus cogendis.

verain Pontife , c'est qu'elle s'explique différemment , & que pour les uns elle demande une dénonciation & une Sentence , & que pour les autres elle n'en exige point.

M. Gibert apporte pour troisieme preuve de son sentiment cette regle si célèbre , *odia restringi & favores convenit ampliari*. Les réserves sont odieuses , il faut donc les restreindre dans les bornes les plus étroites. Le pouvoir des Evêques est d'ailleurs très-favorable , & il faut lui donner la plus grande étendue qu'il est possible. Nous convenons du principe. Il faut restreindre , autant qu'on peut , les réserves ; mais non sans doute contre la signification naturelle des termes des Loix qui les fixent : or nous avons peine à nous persuader , qu'on puisse appeller occulte , ce qui certainement ne l'est pas , puisqu'il est public & très-connu. La Jurisdiction des Evêques est très-favorable ; mais les Evêques les plus zélés pour la défense de leurs droits , les plus attentifs à ne pas souffrir qu'on donne la moindre atteinte à leur autorité , n'ont pas cru qu'elle s'étendît aux cas réservés au Pape , dès qu'ils sont notoires d'une notoriété de fait : & quoiqu'ils soient en possession d'absoudre de ces péchés , en cas de doute de fait ou de droit , ils n'ont pas cru que l'opposition de quelques Théologiens pût former un doute raisonnable , & contrebalancer les preuves que nous avons apportées en faveur du sentiment que nous avons embrassé. Nous ne pouvons proposer ce sentiment comme une simple opinion , sans oublier la force de ces preuves , qui nous paroissent former une certitude , qui approche de bien près de celle dont on doit se contenter dans les matieres de Morale.

M. Habert se fonde sur un autre principe ; c'est qu'en France on ne connoît point d'autre notoriété , qu'une notoriété de droit. Nous faisons profession d'être inviolablement attachés aux maximes du Royaume , & nous avouons qu'il est bien des matieres où ce principe est autorisé & sert de regle. Mais nous disons avec confiance , qu'elle ne doit point s'éten-

dre à l'administration du Sacrement de Pénitence , & par conséquent aux cas réservés au souverain Pontife. Nous l'avons prouvé par le sentiment des Pré-lats & des Auteurs les mieux instruits de nos usages, & les plus zélés pour nos libertés , qui la plupart reconnoissent une notoriété de fait ; car personne n'accusera M. le Cardinal de Noailles , M. le Tellier Archevêque de Reims , M. Desmarets Evêque de saint Malo , &c. d'avoir manqué de zele pour la défense des libertés de l'Eglise Gallicane , & des droits de l'Episcopat. Tout ce qu'on lit dans les Rituels , aux articles qui regardent l'administration des Sacremens de Pénitence & de l'Eucharistie , concourt à prouver , qu'en France comme ailleurs , on peut reconnoître cette notoriété , sans donner atteinte aux maximes du Royaume. Où peut-on mieux puiser les sentimens de l'Eglise Gallicane , que dans ces livres , qu'on compose ordinairement avec tant de soin , & qui sont appuyés de l'autorité des Evêques , dont ils portent le nom ? Or si les Rituels des Evêques de France reconnoissent une notoriété de fait , on reconnoît donc en France cette espece de notoriété , lorsqu'il s'agit de la dispensation des Sacremens , puisque les Ordonnances des Evêques sont les Loix qu'il faut nécessairement consulter & suivre dans ces matieres ? y

C'est sur ce principe , que les Auteurs François les plus estimés ont avancé comme une chose incontestable , qu'on pouvoit & qu'on devoit dans certains cas , avoir égard à la notosiété de fait. Témoins les trente Docteurs de Sorbonne , consultés autrefois par M. Pavillon Evêque d'Aleth. ^z De Merbes , ^a Tournely , ^b son Continuateur , ^c Pontas , ^d l'Auteur

y Edit de 1695. art. 30 & 34. Arrêt du Conseil d'Etat , du 6. Septembre 1740. &c.

z Leur réponse a été imprimée à Paris en 1666. avec privilège.

a Sum. Christ. tom. 2. 3. part. g. 16.

b De Euchar. tom. 2. p. 529,

c De Censuris , p. 1. cap. 5. de Absol. p. 772.

d A l'endroit cité ci-dessus;

de la Morale de Grenoble , ^e M. Gibert lui-même ^f ont soutenu , sans contradiction de la part des Magistrats , la même doctrine. Cependant ces Auteurs parlent du refus public des Sacremens , matiere infiniment plus délicate , que celle dont nous parlons. Ce dernier Auteur entre là-dessus dans le plus grand détail , & rapporte , pour prouver son sentiment , un grand nombre de Canons des Conciles , dont plusieurs ont été tenus en France , comme celui de Rouen de 1581. de Bordeaux de 1583. de Tours de la même année , &c. Il y joint le Concordat , qui est sans doute une Loi autorisée dans le Royaume , par le concours des deux Puissances. Il y est expressément marqué qu'un concubinaire public , n'est pas seulement celui qui a confessé son crime en Justice , ou qui a été condamné par une Sentence juridique , mais encore celui qui l'est par l'évidence du fait , qui ne peut être caché ni excusé. ^g La Pragmatique-Sanction s'explique à peu près dans les mêmes termes. Le Rituel d'Auxerre de 1630. ^h a copié en ce point le Concordat & la Pragmatique. Tant il est naturel de reconnoître pour crime public , celui qui l'est par l'évidence du fait , puisque ceux même qui ne reconnoissent point cette notoriété , au sujet des cas réservés au Pape , ne peuvent s'empêcher de l'admettre , lorsqu'il s'agit d'expliquer ce qu'on doit regarder comme un pécheur public , & indigne des Sacremens de l'Eglise.

Il est vrai qu'en France comme ailleurs , la notoriété ne dispense point de la preuve , qu'on n'y croit pas que dans les choses manifestes il n'est point nécessaire de garder l'ordre judiciaire , & que dans ce sens on ne reconnoît point en France de publicité

^e Tom. 3. cap. 9. de Sacramentis. pag. 177. Edit Latin.
^f Consult. Can. sur les Sacremens en général , con. 12.

^g Publici autem intelligendi sunt , non solum hi , quorum concubinatus per sententiam

aut confessionem in iure factam , sed per rei evidentiam , quæ nulla possit tergiversatione celari , notorius est , lib. 9. tit. 29. de publicis concubinariis.

^h Pag. 97. n. 13.

de fait. En restreignant ainsi cette célèbre maxime au for extérieur, sujet à la procédure & aux formalités, nous l'admettrons volontiers. C'en est au fond le véritable usage, selon les Auteurs François les plus autorisés, comme le dit M. Giber. Mais aucun Canon, aucune Loi du Royaume n'autorise à en faire l'application aux cas réservés au saint Siège. Le Tribunal de la Pénitence ne se règle pas toujours par les mêmes maximes qu'on suit dans les Tribunaux de Judicature. Le pénitent qui y sert d'accusateur & de témoin, par l'aveu qu'il fait de la publicité de son crime, leve entièrement le doute que pourroit laisser une simple notoriété de fait.

ARTICLE TROISIEME.

Quand un crime est-il suffisamment public par l'évidence du fait, pour être réservé au saint Siège ?

Pour déterminer ce qui forme une notoriété de fait assez évidente, pour lier les mains des Evêques, nous nous servirons d'un principe autorisé par la Congrégation des Cardinaux Interprètes du Concile de Trente. C'est dans le Droit qu'on doit chercher, disent ces illustres Interprètes de ce Concile, la signification du mot occulte dont il se sert. ⁱ Par la même raison, c'est du Droit qu'on doit apprendre ce que c'est qu'une notoriété de fait. Nous n'avons rien là-dessus de plus précis & de plus respectable que la Bulle de Martin V. de 1418, approuvée par le Concile de Constance, le Décret du Concile de Basle, *Sess. 20. chap. 2.* & celui du Concile de Latran sous Léon X. Il y est marqué, qu'une chose doit être jugée publique d'une publicité de fait, quand elle est si évidente, qu'elle ne peut être niée, ni révoquée en doute : *Si aliquem ita notoriè in Excommunicationis sententiam consisterit incidisse, quòd nullà pos-*

ⁱ Occultum quomodo intelligatur remittitur ad terminos | *Juris. Declar. Card. impress. Lugduni. 1633.*

sit tergiversatione celari, aut aliquo modo suffragio Juris excuari. La Pragmatique - Sanction & le Concordat ^k nous donnent exactement la même notion de la notoriété de fait. Ainsi dès qu'un péché réservé au souverain Pontife a ce caractère d'une incontestable notoriété, les Evêques ne peuvent en absoudre.

Mais comme la Jurisdiction épiscopale est très-favorable, sur-tout dans nos principes, si la faute peut être excusée par quelque endroit, si à la faveur de quelque subterfuge on la peut déguiser, si on peut l'attribuer à un premier mouvement, à une ignorance invincible, au droit qu'on a de défendre sa vie attaquée, enfin si elle peut être justifiée par quelque semblable motif, il n'est pas nécessaire de recourir à Rome, & nous ne reconnoissons point alors de véritable notoriété : d'où l'on doit conclure, conformément aux observations sur le mandement contre les duels, dressées par l'ordre des Prélats assemblés à Paris en 1654. art. 8. *qu'il y a communément de la difficulté à bien établir l'état de cette publicité.*

Un péché peut n'être pas public, quoiqu'il soit connu de quelques personnes, & même assez connu pour pouvoir être prouvé en Justice, d'une manière qui ne laisse aucune réplique au coupable. Fagnan ^l & le P. Alexandre, ^m ne demandent que deux ou trois témoins dignes de foi & irréprochables, pour qu'un crime ne puisse passer pour occulte. Nous n'adoptons cette décision, qu'au cas que ces Auteurs supposent que les témoins ont débité hautement le fait qu'ils ont vû, & que par-là il soit venu à la connoissance du public.

Les Canonistes ne sont pas d'accord sur le nombre de personnes nécessaires, pour que la connoissance qu'ils ont d'un crime doive le faire juger public & notoire. Cependant ils décident assez com-

^k Aux endroits cités ci-dessus.
^l In caput Vestra de cohabit.
 tat. Cleric. n. 127.

^m Epist. 19. ad Calcem ;
 tom. 1. Theol. Dogmat. & Moral.

munément, que pour cela il doit être connu de la plus grande partie d'une Communauté ou du voisinage. C'est sur ce sentiment qu'a été formée l'Ordonnance de M. le Cardinal de Noailles.

Ces Auteurs ajoutent qu'une Communauté ne mérite point ce nom, si elle n'est composée d'environ dix personnes; & que dans celles où on n'en peut compter que six ou sept, si le crime n'est connu d'aucun étranger, il ne peut y avoir de vraie publicité.

Comme l'étendue des Villes & des Paroisses est bien différente, & que l'idée que nous donne le Droit d'un crime public, supposé qu'il est connu de la plus grande partie de la Communauté ou du voisinage, il n'est pas possible de donner là-dessus une règle générale. Il est visible qu'il faut plus de monde dans une grande Paroisse & dans une Ville, pour qu'un péché y soit notoire & vraiment public, que dans une petite Cure de Campagne. C'est aux Evêques à décider ce qu'il faut penser des circonstances particulières. On ne doit point manquer de les consulter dans tous les cas où un péché réservé au saint Siège ne seroit notoire que d'une notoriété de fait.

Nous ne prétendons pas néanmoins, que lorsqu'une Communauté est très-nombreuse, composée par exemple de mille personnes, il faut que la plus grande partie ait connoissance d'un crime, pour qu'il devienne public. Car s'il est connu d'un nombre considérable dans ces grandes Communautés, on ne le regarde point comme caché; & lorsqu'on dit, qu'un péché passe toujours pour secret, tandis que dans une Communauté il n'est pas connu du plus grand nombre, on ne parle que de celles, qui sont fort peu nombreuses. ⁿ C'est pour éviter cet inconvénient que Fagnan nous oppose que nous nous sommes servis, après M. le Cardinal de Noailles, du terme de

ⁿ *Ducasse Pratiq. de la Jurid. eccl. part. 1. ch. 10. sect. 4. nomb. 2.*

voisinage qui leve toute la difficulté.

Lorsqu'un crime est public dans un endroit par l'évidence du fait , sans l'être dans un autre où le coupable s'est retiré , & où il n'y a pas d'apparence que son crime vienne jamais à être connu , l'Evêque Diocésain peut lui en donner l'absolution , quoique d'ailleurs ce crime fût réservé au souverain Pontife ; c'est le sentiment de Barbosa , ° & d'Avila. p Ce dernier Auteur rapporte , que les Docteurs de l'Université de Salamanque l'avoient ainsi décidé , & que l'Evêque de cette Ville , en conséquence de leur avis , regarda comme occulte un crime , qui n'étoit point connu à Salamanque , quoiqu'il fût public ailleurs. La raison qu'on peut donner de cette décision , c'est que l'Ordinaire doit considérer le péché dont il s'agit , non par rapport au Diocèse dont est sorti cet étranger , mais par rapport au sien , où il n'est point suffisamment divulgué pour être notoire. Or c'est la notoriété seule qui peut borner son pouvoir. D'ailleurs , on ne reconnoît point de véritable notoriété , lorsqu'on peut cacher un crime , quand même ce ne seroit qu'à la faveur de quelques subterfuges. Dans cette occasion le crime demeure naturellement caché , à cause de la grande distance du lieu où il a été commis , & de l'ignorance dans laquelle on est de ce qui s'y est passé.

En effet lorsque les Théologiens traitent de la médisance , ils conviennent unanimement , qu'on pèche contre la charité qui est dûe au prochain , lorsqu'on débite dans un endroit une faute qu'il a commise qui n'y est pas connue , & qui ne peut l'être que fort difficilement , quoiqu'elle soit publique dans une autre Ville fort éloignée. Ils supposent donc , qu'un crime public dans un lieu peut être encore regardé comme occulte dans un autre , puisque sans cela on ne blesseroit point la charité en le divulguant. Il paroît aussi que c'est l'usage de la Pénitencerie de Ro-

° In cap. II. Sess. 24. Conc. Trid.

p Traité des Censures , part. disput. 10. dub. 6. concl. 2.

me, de ne point regarder comme crimes secrets ceux dont nous parlons; car dans les dispenses de Mariage qu'elle donne, elle traite de crimes secrets ceux, qui quoique connus dans un lieu, ne le sont pas dans un autre, où le coupable s'est établi, & où il est vraisemblable qu'ils ne viendront point à la connoissance du public. Or les Evêques peuvent absoudre tous ceux dont les crimes peuvent encore passer pour secrets.

Nous supposons que c'est de bonne foi que la personne dont nous parlons a quitté sa première demeure, & non précisément pour décliner la Jurisdiction du Pape.

Mais s'il y avoit une Sentence portée contre le coupable, nous raisonnerions différemment, parce que ce n'est plus seulement la connoissance que le public a de son crime, qui fait qu'il est réservé au saint Siège, mais encore la Sentence du Juge, dont il demeure toujours chargé en quelque lieu qu'il se retire.

Ce que nous venons de dire du défaut de notoriété dans un endroit, nous le disons également de l'oubli, où peut tomber un fait, dans le lieu même où il a été publiquement connu. Car dès qu'il est effacé de la mémoire des hommes, on doit le regarder comme secret, & il l'est en effet.

Si un péché avoit été commis par un grand nombre de personnes, nous ne le regarderions point pour cela seul comme notoire. L'idée d'un crime public renferme quelque chose de plus, que la connoissance qu'en ont les coupables, quoiqu'ils soient en fort grand nombre.

ARTICLE QUATRIÈME.

Quand est-ce qu'un crime réservé au saint Siège doit être censé notoire d'une notoriété de droit?

La notoriété de droit est plus aisée à fixer & à établir, que la notoriété de fait. Une simple citation.

devant un Juge , ne rend point un crime assez public , pour borner le pouvoir des Ordinaires. Il est vrai que quelques Canonistes ^q ont cru , que les Evêques ne pouvoient absoudre des crimes portés au for contentieux par la citation du coupable. Mais ils ont confondu ce que dit le Concile de Trente à l'égard des Irrégularités , avec ce qu'il décide sur les cas réservés au Pape. Le Concile ne permet pas aux Ordinaires , de dispenser des Irrégularités portées au for extérieur. Mais , comme nous l'avons remarqué , il ne dit rien de semblable à l'égard des cas réservés au saint Siège , & il leur donne généralement le pouvoir d'en absoudre lorsqu'ils sont occultes , c'est-à-dire lorsqu'ils ne sont pas publics. Il n'est plus ici précisément question du for contentieux.

D'ailleurs , quand même on supposeroit que ce que dit le Concile des Irrégularités , doit également s'entendre des Censures réservées au saint Siège , on ne pourroit pas dire , que dès que l'accusé a été cité en Justice , les Evêques ne peuvent plus lui donner l'absolution de son crime. Car quoique par l'assignation le Juge soit saisi de l'affaire , & qu'il ait droit d'en connoître , cependant le sentiment le plus commun ^r est , que pour qu'une irrégularité soit censée portée au for contentieux , de manière qu'un Evêque ne puisse en dispenser , il faut qu'il y ait un Décret donné contre l'accusé. Car , comme l'enseigne M. Ducasse , ^s ce qui fait une instance pendante devant un Tribunal de Judicature , n'est pas proprement la plainte & la dénonciation , ce ne sont pas même les informations faites en conséquence ; mais le Décret que le Juge porte contre le coupable. M. Ducasse s'appuie sur l'autorité d'Aloisius Riccius , dans la décision 522. & celui-ci s'autorise des Loix civiles , qu'il faut certainement suivre dans cette matière.

^q Vid. Bassæum, verb. Absolutio, n. 29.

^r Ducasse , pratique de la Jurisd. eccl. tom. I. ch. 10. sect. 4. cap. 3. Pontas , dispense des

Irrégularités , Cas 2. Gibert. usage de l'Eglise Gallicane sur les Irrégularités , tit. 9. regl. 19.

^s Ibid.

Quand même ce principe ne seroit pas universellement vrai , il semble qu'on ne pourroit se défendre de l'admettre & de s'en servir pour décider la question présente , parce que les choses odieuses doivent s'interpréter de la manière la plus étroite. Dans ces matieres on suit cette regle de Droit si connue, *Verba cum effectu sunt accipienda*. Sans le Décret , le crime n'est point porté efficacement au Tribunal ecclésiastique. Ce raisonnement est beaucoup plus fort , lorsqu'on l'applique uniquement aux cas réservés au saint Siège. Car il est évident que le Concile n'a voulu réserver au Pape que les péchés publics. Un crime porté au for contentieux par une simple assignation , suivie de quelques informations , n'est point un crime véritablement public , parce que la plainte & les informations sont ordinairement secrètes. On fait d'ailleurs tous les jours des plaintes contre des personnes très-innocentes ; on entend même des témoins à leur sujet. Ainsi ces informations & ces plaintes , loin de constater la publicité du crime , n'en démontre pas même la réalité , au moins par rapport à celui qui en est accusé.

Le Décret de prise de corps , qui suffiroit en matière d'irrégularité , puisque par ce Décret , la dévolution au for contentieux seroit constante , ne suffiroit point en matière de cas réservés. Le Décret de prise de corps ne prouve pas évidemment que l'accusé soit coupable , & ne rend pas son crime public. Il lui reste encore bien des moyens de s'en défendre. On voit tous les jours des personnes , dont les Juges avoient cru devoir s'assurer , en les faisant emprisonner sur les dépositions des témoins , se justifier & se tirer avec honneur de l'affaire qu'on leur avoit suscitée. Il en faut toujours revenir au principe. C'est la notoriété qui est le fondement des réserves au saint Siège. Tout crime qui n'est point notoire de droit ou de fait , n'est point réservé. Rien n'est notoire de droit que ce qui est prouvé en Justice , *Quod in judicio probatum est* ; & la preuve n'est complète & hors d'atteinte , que lorsqu'il y a eu une

Sentence qui déclare le coupable atteint & convaincu , ou lorsque la vérité des dépositions des témoins a été confirmée par la confession publique de son crime qu'a fait le coupable en présence du Juge , ou qu'elle a été constatée d'une manière juridique.

Cependant , & c'est ce que remarque prudemment l'Auteur de la conduite des Confesseurs , dès qu'un crime est porté au for contentieux , il faut , à cause de l'incertitude de l'événement , suspendre l'absolution en attendant la Sentence. ^t

Si le crime porté devant le Juge n'a point été prouvé , il est censé caché , quand même le coupable n'auroit été renvoyé que pour un tems , & jusqu'à un plus ample informé. Le Pere Alexandre ^u est d'un autre avis , par la raison que malgré cela , le crime a été porté au for contentieux. Mais , outre que nous avons montré que ce n'est point précisément ce qui forme une notoriété nécessaire , pour qu'un péché soit réservé au saint Siège ; nous avons prouvé , après M. Ducasse , qu'il faut que le crime soit porté efficacement devant le Juge , ce qui n'est point , lorsqu'il renvoie le coupable , jusqu'à ce qu'on trouve d'autres preuves. A plus forte raison , si l'accusé se justifie , quand même il seroit vraiment coupable , & qu'il se fût servi de moyens illégitimes pour obtenir un jugement favorable. Car quoiqu'il soit vrai , que le crime a été alors porté au for contentieux , qu'il y a été divulgué , dès que l'accusation n'a point eue d'autres suites , elle doit être comptée pour rien , & elle sert plutôt à cacher le crime , qu'à le rendre public. Il faudroit que la notoriété du crime fût dans une évidence extraordinaire , pour contrebalancer une sentence d'absolution.

Si plusieurs étoient complices , & que quelques-uns d'entr'eux eussent été traduits en Justice , sans que la Sentence fît mention des autres , quoiqu'ils

fussent tous également coupables , le crime de ces derniers ne doit point être jugé public , ni même porté au for contentieux , puisqu'il ne l'a point été à leur égard , suivant ce principe de Droit , qu'un jugement porté contre quelques personnes , ne regarde point ceux qui n'ont point été mis en cause , & dont il n'a point été question. ^x

ARTICLE CINQUIEME.

Le pouvoir qu'ont les Evêques au sujet des cas réservés au saint Siège, est-il un pouvoir ordinaire ?

Ce qu'il est sur-tout important de remarquer , pour l'éclaircissement de la matiere que nous traitons , c'est qu'on ne doit pas regarder le pouvoir qu'ont les Evêques d'absoudre en certaines circonstances des cas réservés au saint Siège , comme un pouvoir délégué , encore moins comme un privilège qui leur donne un droit que jamais ils n'ont eu. Car il est certain y que pendant plusieurs siècles , les Evêques ont joui dans leurs Diocèses d'une puissance sans bornes dans l'administration du Sacrement de Pénitence , sans qu'il y eût aucune espece de crimes réservés à un Tribunal supérieur. Successeurs des Apôtres , à qui Jesus-Christ donna un pouvoir universel de lier & de délier , ils l'exerçoient dans toute son étendue à l'égard de toutes sortes de péchés. Les réserves au Pape ayant été établies , elles n'ont pu se faire que par une espece de retranchement de la Jurisdiction épiscopale , à l'exercice de laquelle elles sont un obstacle. Mais le Concile de Trente l'ayant levé à l'égard des péchés secrets , & les Decrets des Papes dont nous avons parlé , à l'égard de tous ceux qu'ils dispensent de l'obligation d'aller à Rome , & de s'y adresser , ils n'ont fait que remettre les Ordi-

^x Res inter alios judicatæ | ^y Thomass. Discip. eccles.
aliis non præjudicant. Leg. 7. | part. 1. l. 2. ch. 14.
§. 2. ff de accus. & inscr.

naires en possession d'un droit ancien , dont ils avoient joui pendant long-tems.

Ce n'est donc point par commission & comme délégués du saint Siège , que les Evêques agissent en cette matiere , mais en vertu d'une autorité attachée à leur Dignité , & qui fait partie de leur Jurisdiction ordinaire.

De - là il s'ensuit , que les Evêques ont dans ces circonstances le même pouvoir sur les cas réservés au Pape , que sur ceux qu'ils se sont réservés à eux-mêmes ; que ce pouvoir n'est point tellement attaché à leur personne , qu'ils ne puissent le communiquer à d'autres , & même le communiquer tout entier. Les Canonistes font ici une observation au sujet du pouvoir d'absoudre des cas occultes réservés au saint Siège , c'est que le Concile de Trente ² ne permet aux Evêques de le déléguer que par des Commissions particulieres , ou dans lesquelles il soit au moins spécifié , & précisément marqué.

Il s'ensuit encore , que quoique les Théologiens ne soient pas d'accord sur la signification de ces paroles , *in Diœcesi sua*, insérées dans le Décret du Concile , & que plusieurs prétendent qu'un Evêque ne peut faire usage de ce pouvoir que dans son Diocèse , il n'est pas cependant vrai-semblable , que les Evêques assemblés à Trente aient voulu déroger à l'usage établi par tant de Canons qui leur permettent d'exercer par tout sur leurs Diocésains les actes de la Jurisdiction volontaire. De très-habiles Théologiens ^a estiment que les Peres du Concile ont voulu seulement par-là faire entendre , que ce pouvoir n'est point un pouvoir universel , mais qu'il est renfermé dans les bornes du Diocèse de l'Ordinaire , & qu'il ne peut l'exercer que sur ceux qui sont soumis à sa Jurisdiction , soit qu'ils soient actuellement dans son Diocèse , soit qu'étant dans un autre , ils soient auprès de sa personne , puisqu'il peut les y confesser &

z *Liceat Episcopis..... in* | *dum absolvere.*
Diœcesi sua.... per se, aut per | *a Sanchez in Sum. l. 2. c.*
Vicarium specialiter deputan- | *II. n. 16. & 18.*

exercer à leur égard , tout ce qui appartient à la Jurisdiction gracieuse. M. Collet ^b ajoute qu'un Evêque de France , peut par - tout où il se trouve , lever toutes les censures occultes de ses Diocésains , même absens ; parce que le Chapitre Liceat a fait rentrer les Evêques dans le Droit commun.

Il s'ensuit en troisieme lieu , que l'Evêque peut dans son Diocèse absoudre des péchés cachés réservés au Pape , ^c les étrangers & les voyageurs qui s'y trouvent , dans les mêmes circonstances dans lesquelles la coutume générale de l'Eglise , & la permission tacite de leurs Prélats lui donnent droit de les absoudre de leurs péchés , & des censures qu'ils ont encourues. Si les Evêques n'avoient pas ce pouvoir , ces personnes seroient souvent long-tems privées des Sacremens , faute de Ministres qui pussent les leur administrer. La Congrégation des Cardinaux , ^d établie pour l'Interprétation du Concile de Trente , a décidé que tel étoit le sens du Décret , que nous expliquons ici. Cette déclaration a été approuvée par Grégoire XIII. Si le Prélat lui-même avoit le malheur de tomber dans un péché réservé au Pape , il n'y a point de doute qu'il ne pût en recevoir l'absolution par le ministère des Confesseurs de son Diocèse , auxquels il juge à propos de communiquer le pouvoir qui lui a été accordé par le Concile de Trente ; parce que , quoique la sainteté de son caractère augmente l'énormité de son crime , il n'est pas , quant au pouvoir de se faire absoudre , de pire condition que ses Diocésains. La sacrée Con-

^b Traité des dispenses , tom. 2. l. 2. p. 6. chap. 4.

^c Barbosa , de offic. & pot. Episcopi , part. 2. alleg. 39. n. 4. & 5.

^d Quærebatur an Episcopus , in casu capitis 6. habeat Facultatem dispensandi cum suo Diocesano absente , in aliena Diœcesi legitimè impedito ,

Congregatio censuit, quòd forensis potest absolvi in sacramento Pœnitentiæ ab illo Episcopo , in cujus Diœcesi commoratur.... Dans une autre décision il est marqué que l'Ordinaire ne peut dispenser un étranger des irrégularités secrètes.

grégation l'a aussi décidé. ^e

Enfin , quoique le Concile de Trente ne parle que des Evêques , les Théologiens ^f étendent communément le pouvoir qu'il leur donne au Chapitre de la Cathédrale , le Siège vacant. Et cette extension est d'autant plus conforme à l'Esprit du Concile , qu'il est certain , que le Chapitre succede à la Jurisdiction ordinaire de l'Evêque , dont le pouvoir d'absoudre des cas occultes , & même de ceux qui sont publics , fait partie , lorsque les personnes qui en sont coupables ne peuvent s'adresser au Pape.

Nous avouons qu'il y a quelques Déclarations de la même Congrégation , qui sont opposées à quelques - unes des décisions précédentes ; & on ne doit point être surpris de ce que quelquefois nous les apportions en preuve , d'autres fois que nous n'y ayions aucun égard. La raison de cette conduite , qui en apparence ne se soutient pas , se présente naturellement à l'esprit d'une personne instruite du degré d'autorité qu'elles ont en France. Seules , elles ne sont point une regle certaine qui oblige dans le Royaume. Mais dès que ces Déclarations sont conformes à nos principes & à nos usages , elles sont d'un grand poids , pour montrer qu'on ne les conteste point ; on les regarde d'ailleurs comme des réponses & des décisions émanées de personnes très-habiles , & dont le suffrage donne beaucoup de force au sentiment qui en est autorisé.

Il se trouve quelques Canonistes qui étendent le pouvoir que le Concile donne aux Evêques , d'absoudre de péchés secrets réservés au Pape , jusqu'aux Prélats inférieurs , qui ont une juridiction Episcopale ; mais la sacrée Congrégation a décidé le contraire. ^s Nous adoptons d'autant plus volontiers

^e Con. Trid. cum Declar. ad caput 6. Sess. 24.

^f Suarez de Pœnit. tom. 4. disp. 30. sect. 2. n. 4. Barbosa, de offic. & pot. Epif. alleg. 39. n. 16. Ducasse , droits des

Chap. 1. 3. part. 2. sect. 6. n. 4.

^g Prælati inferiores habentes jurisdictionem ordinariam, vel quasi Episcopalem, vel Prælati Regulares non possunt uti hoc capite. (6. Sess. 24.) sed

cette décision , qu'il est certain que ces Jurisdic-
tions de privilège étant contraires au Droit commun , il
faut les restreindre autant que l'on peut. C'est aux
Evêques que le Concile accorde le pouvoir dont il
s'agit , *Episcopis*. Ces Prélats , quelqu'étendue qu'on
donne à leurs privilèges , ne sont pas Evêques ; &
c'est peut-être pour qu'on ne puisse s'y méprendre ,
que le Concile n'a pas donné dans cette occasion
aux Evêques la qualité d'Ordinaires , qui auroit pû
s'entendre de tous les Prélats inférieurs , qui sont
Ordinaires dans les lieux soumis à leur autorité.
D'ailleurs il ajoute , que c'est dans leur Diocèse que
les Evêques peuvent user de ce pouvoir , *in Diocesi
sua*. Les Prélats inférieurs aux Evêques , n'ont point
de Diocèse. Nous ne croyons pas aussi par les mê-
mes raisons , que ces Prélats puissent absoudre dans
les cas d'une impuissance Physique ou Morale d'aller
à Rome. Le chapitre 11. de *sent. Excom.* ne donne
ce pouvoir qu'à l'Evêque Diocésain : *Liceat Diace-
sano Episcopo..... absolutionis gratiam impertiri*.

S'il falloit ici rapporter le témoignage des Théo-
logiens & des Canonistes , pour appuyer ce senti-
ment , nous pourrions en citer de très-estimés , &
parmi les étrangers , comme Garcias , ^h Barbofa , ⁱ
& parmi les François , Mr. Gibert , ^k &c.

Les Supérieurs Religieux ne peuvent en vertu du
Concile de Trente , absoudre des cas occultes ré-
servés au saint Siège. Nous venons de rapporter
une déclaration ^l de la Congrégation des Cardinaux
qui l'a décidé. De très-habiles Théologiens ^m ré-
guliers ont reconnu que non-seulement leurs Supé-
rieurs n'avoient point ce pouvoir , mais encore que
les Religieux pouvoient , avec la permission des
Supérieurs , s'adresser aux Evêques , pour se faire

tantum Episcopi privativè.

^h *De Benef. part. 7. cap. 11.*
^{n.} 12.

ⁱ *Alleg. 39. n. 16. de offi-
cio Episcopi.*

^k *Usages de l'Eglise Gallic.*

106. pag. 186. & 187.

^l *V. sup. p. 106. dans les not.*

^m *Suarez de Pœnit. tom. 4.*

disput. 30. sect. 2. n. 6. & 7.

Avila , de Censuris , part. 2.

cap. 7. disput. 1. dub. 6.

absoudre des péchés secrets réservés au Pape.

Suarez cite une Bulle de Pie V. par laquelle il donne aux Supérieurs de l'Ordre de saint Dominique le même pouvoir que le Concile de Trente, *sess. 24. chap. 6.* accorde aux Evêques. Il y a bien de l'apparence que ce privilège n'est pas particulier aux Dominicains, & que la plupart des Ordres religieux auront demandé la même grace, & l'auront obtenue. Ce pouvoir ⁿ n'est accordé par la Bulle de Pie V. qu'aux Supérieurs. Les Confesseurs ordinaires, & ceux qui sont députés pour confesser les Religieuses ne l'ont pas. Ils ne peuvent absoudre des péchés réservés au Pape, sans un pouvoir particulier.

III. Q U E S T I O N.

Ceux qui ont obtenu des Indults du Pape, pour absoudre des cas qui sont réservés au S. Siège, peuvent-ils s'en servir sans les avoir présentés à l'Evêque Diocésain ?

LEs Evêques n'ont jamais disputé au souverain Pontife le droit de donner des commissions générales ou particulières à des Prêtres séculiers ou réguliers, avec le pouvoir d'absoudre des péchés réservés au saint Siège. Le Pape a une Jurisdiction ordinaire & immédiate sur les péchés qui lui sont réservés, il peut donc a communiquer à d'autres, selon qu'il le juge à propos, pour le bien spirituel des ames. Ce n'est qu'aux Prêtres déjà approuvés de l'Ordinaire pour le ministère de la Confession qu'il accorde cette grace, & son intention est qu'ils

ne s'en servent qu'avec dépendance de l'autorité de l'Evêque diocésain. C'est dans cette vûe , & pour maintenir cette subordination que les souverains Pontifes ont généralement défendu , à ceux qui ont obtenu des pouvoirs extraordinaires , au sujet des cas réservés au saint Siège , d'en faire aucun usage avant que de les avoir présentés aux Evêques , qui ont droit d'examiner s'ils ne sont point supposés , & s'ils sont revêtus de toutes les formalités nécessaires.

Cette défense a été portée en 1601. par la Congrégation des Cardinaux établie pour les affaires des Evêques & des réguliers ; & Clement VIII. approuva la Déclaration qu'elle publia à ce sujet. ^a

Quoique nous ne reconnoissons point en France l'autorité de cette Congrégation , comme nous l'avons dit , cependant nous nous conformons aux décisions qui en sont émanées , lorsqu'elles sont approuvées par le souverain Pontife , & qu'elles vont au rétablissement du droit des Evêques. La Discipline de l'Eglise de France est entièrement conforme à celle-ci ; & les Evêques dans les Conciles , ^b dans les Assemblées du Clergé , ^c dans leurs Rituels , ^d & dans leurs Mandemens , ^e ont souvent déclaré que ceux qui ont obtenu ^f des Indults & des Privilèges de Sa Sainteté pour absoudre du crime d'hérésie , & des autres cas réservés au Pape & aux Evêques , ne peuvent absoudre desdits cas , sans qu'auparavant ils aient montré leurs Indults à l'Evêque Diocésain ,

^a Sacerdotibus omnibus , tam secularibus quàm regularibus.... jubet & præcipit ne quis eorum.... ab ullo ex casibus.... quomodolibet Sedi Apostolicæ reservatis.... aut in futurum reservandis... ullo casu... nisi in mortis articulo , seu cum nova vel speciali Sanctitatis suæ aut Successorum suorum.. impetrata in scriptis licentia , Ordinariis locorum exhibenda , absolutionis bene-

ficium de cætero impendere audeat. Romæ , 9. Jan. 1601.

^b Concile de Bord. 1683.

^c Assemb. de 1625. 1635. 1645. &c.

^d Rituel de Meaux par M. le Cardinal de Biffi.

^e Mand. Paris. an. 1709. tit. de absol. à casib. reserv. n. 5.

^f Regl. des Assembl. du Clergé de 1625. &c.

& que lesdits Evêques les aient reconnus bons & valables, excepté néanmoins les Indults secrets de la Penitencerie de Rome.

Il n'y a pas de doute, que ce Règlement ne soit suivi dans ce Diocèse. Mr. Arnauld l'a inséré, presqu' dans les mêmes termes, dans les Ordonnances qu'il publia dans son Synode de l'an 1654. il ne faisoit que suivre la discipline qu'il y avoit trouvé établie, & confirmer les Statuts de M. Fouquet de la Varenne, l'un de ses prédécesseurs. ^h

Ce Règlement est très-important & très-équitable. Les Evêques étant chargés de Droit divin du gouvernement des Fidèles de leur Diocèse, obligés de travailler à procurer le salut des ames que Dieu a confiées à leurs soins, & dont ils doivent un jour lui répondre, n'est-il pas juste qu'ils examinent & qu'ils connoissent, si ceux qui leur administrent les Sacremens n'usurpent point des pouvoirs qu'ils n'ont pas, ou n'en font point valoir qui ne subsistent plus, & qui ont été abrogés ? Ne sont-ils pas obligés d'empêcher qu'on n'abuse les peuples ; & que sous le prétexte de faux privilèges, on ne leur donne des absolutions sans force, que Dieu ne ratifie point dans le Ciel, & qu'on ne cause ainsi la perte des ames, par les mêmes choses qui sont établies pour les sanctifier & les sauver ? Comment pourroient-ils empêcher tous ces abus, si l'on n'étoit obligé de leur présenter les privilèges qu'on prétend avoir obtenus du saint Siége.

D'ailleurs, l'Evêque est chargé de faire observer dans son Diocèse les Loix de l'Eglise Universelle. La réserve des cas au souverain Pontife en est une des plus importantes. Comment pourra-t-il faire respecter cette Loi, veiller à son observation, s'il se trouve des gens qui sans son aveu, & sans lui en rien communiquer, à la faveur des prétendus pouvoirs qu'ils disent avoir obtenus de Rome, donnent des abso-

^g Statuts. du Diocèse d'An- | ^h Ibid. pag. 404. art. 15.
gers, p. 530.

tutions dont il a droit de révoquer en doute la validité, dès qu'il n'a point vû le titre sur lequel elles sont fondées ?

Enfin, c'est une maxime établie par le Droit commun, pour éviter la fraude & les surprises, que celui qui se dit délégué pour une affaire, doit montrer le titre de sa délégation. Cela est d'autant plus nécessaire que celui qui délègue est plus éloigné, & qu'il n'est pas aisé de sçavoir s'il a véritablement donné la commission, qu'on dit en avoir reçue. C'est pourquoi l'Evêque d'Angelopolis s'étant adressé à Innocent X. ⁱ pour sçavoir si les privilèges que les Réguliers prétendent leur avoir été accordés par le saint Siège, doivent être montrés & notifiés à l'Evêque; ce Pape après avoir examiné l'affaire avec beaucoup d'attention, & entendu tout ce qu'on voulut lui dire pour & contre, répondit que les Réguliers sont tenus de représenter leurs privilèges aux Ordinaires; qu'il ne suffit point qu'ils assurent qu'ils les ont; que les Evêques ne sont pas obligés de les en croire sur leur parole; qu'ils peuvent exiger qu'on leur montre non-seulement par extraits, mais encore en original les pièces sur lesquelles ces privilèges sont appuyés. On doit donc regarder comme un Droit épiscopal, droit incontestable reconnu par les souverains Pontifes, autorisé par les Conciles, que tous les Rescrits de Rome doivent être représentés aux Evêques, & qu'on n'en peut faire usage, qu'après qu'ils les ont reconnus pour légitimes & véritablement émanés du saint Siège.

Tout ceci doit s'entendre des Indults généraux, qui donnent le pouvoir d'absoudre des cas réservés

<p>i An Privilegia quæ sunt contra jurisdictionem Ordinarii, quibus gaudent, & gaudere prætendunt Regulares, debeant Episcopo notificari seu insinuari. Respondit, Regulares teneri hujusmodi Privilegia Episcopo exhibere, si eis</p>	<p>uti voluerint... Ordinarios non teneri hujusmodi assertioni fidem adhibere, absque integrali privilegiorum exhibitione. <i>Innoc. X. in Brev. Cum sicut accepimus</i> 14. Maii 1647. n.3. & 14. Bullar. tom. 5. pag. 459.</p>
--	--

au souverain Pontife , & non des Brefs de la Pénitencerie , qui ne sont accordés que pour quelques cas particuliers. Ces derniers doivent être secrets. Ils peuvent être mis à exécution , sans avoir été présentés à l'Evêque. Cette distinction a été remarquée & approuvée par les Assemblées du Clergé , les Conciles & les Statuts synodaux déjà cités.

Il faut ici observer que ceux qui ont obtenu la permission d'absoudre des cas réservés au saint Siège, n'ont pas pour cela droit d'absoudre de ceux qui le sont aux Evêques. Clement X. l'a décidé de la manière la plus précise.^k Sa décision n'est point opposée à la Regle de Droit qui enseigne , que celui qui peut le plus peut aussi le moins.^l Cette maxime ne se doit entendre que des choses essentiellement liées ensemble ; ce qu'on ne peut pas dire du pouvoir d'absoudre des cas réservés aux Evêques , par rapport au pouvoir d'absoudre des cas réservés au saint Siège. Ces pouvoirs sont entièrement indépendans l'un de l'autre , & celui qui est le plus grand peut subsister sans celui qui paroît le moindre.

IV. QUESTION.

*Qui sont ceux qui peuvent absoudre des Cas
Réservés aux Evêques ?*

Lorsqu'un Evêque s'est réservé un péché , personne n'en peut absoudre dans son Diocèse , que par son autorité & de son consentement. Sans cela la réserve seroit inutile. Nous ne parlons ici que des circonstances ordinaires. C'est donc à l'E-

^k Declaramus.... habentes
Facultatem absolvendi à casibus
reservatis , non ideò à casibus
Episcopo reservatis posse
absolvere. *Bull. Superna. diei.*

22. Jun. 1670. *Bull. tom. 6.*
pag. 305.

^l Cui licet quod est plus ,
licet utique quod est minus.
Reg. 53. de Reg. Juris in 6°.

vêque lui-même ou à ceux qui tiennent sa place , & à qui il communique le pouvoir d'en absoudre , qu'on doit s'adresser lorsqu'on est tombé dans un cas réservé , parce qu'eux-seuls ont la Jurisdiction nécessaire pour en donner valablement l'absolution.

Cette Jurisdiction peut être ou ordinaire ou déléguée.

ARTICLE PREMIER.

De la Jurisdiction ordinaire , à l'égard des cas réservés aux Evêques.

La Jurisdiction ordinaire est celle qui suppose le titre d'un Bénéfice ou d'une Dignité , à qui le droit d'absoudre des cas réservés est attaché. Telle est celle de l'Evêque lui-même , de son successeur , à qui sa dignité & son autorité sont également transmises ; enfin du Chapitre , le Siège vacant ; la Jurisdiction épiscopale lui est alors dévolue , & il en confie l'exercice aux Grands-Vicaires qu'il choisit. Telle est aussi , selon le sentiment le plus commun , celle des Vicaires généraux des Evêques. Ils peuvent absoudre des cas réservés selon l'étendue du pouvoir qui leur est donné. Mais il est nécessaire que ce pouvoir soit expressément marqué dans les Lettres , par lesquelles ils sont établis. Une permission ^a générale d'exercer toutes les Fonctions épiscopales ne suffiroit pas , suivant le sentiment des plus habiles Canonistes.

Quant au Métropolitain , il n'a point de Jurisdiction ordinaire & immédiate sur les Diocésains de ses suffragans , à l'exception de quelques circonstances dont nous parlerons ; & il ne peut se réserver des cas dans leur Diocèse , ni absoudre de ceux qu'ils se sont réservés. Cette décision est fondée sur les dispositions du Droit canonique , ^b qui défend

^a Leuren. de Vic. Gener. cap. 3. §. 130. Barbosa , Jurist. Eccles. l. 1. cap. 15. n. 25. Rebus. de Benef. tit. Forma		Vicar. n. 180. ^b Vid. Caus. 9. §. 3. CAR. 2. 7. 8.
---	--	--

aux Primats & aux Archevêques, de rien entreprendre dans les Diocèses de leurs Suffragans. C'est sur ce principe que le Pape Innocent III. dans le chap. onzième, *de officio Judicii ordinarii*, décide que hors les cas exceptés par le Droit, l'Archevêque n'a aucun pouvoir sur les Diocésains des Evêques de sa Province.

L'usage est conforme à cette disposition du Droit, puisqu'il ne permet point au Métropolitain d'accorder des Dispenses, de donner des Dimissoires, de célébrer des Mariages, d'ordonner des Clercs, ni d'exercer aucuns Actes de juridiction dans les Diocèses différens du sien. Cependant, comme l'Archevêque est le Supérieur immédiat de ses Suffragans, & le chef de la Province, il est des droits incontestablement attachés à sa dignité, & reconnus de tous les Canonistes; & quoiqu'autrefois sa Jurisdiction & son autorité dans les Diocèses, & sur les Evêques de sa Métropole, fût plus étendue qu'elle n'est aujourd'hui, cette autorité subsiste encore en deux circonstances marquées dans le Concile de Trente; & l'usage du Royaume y est conforme.

La première est le cas d'appel; car on peut appeler au Tribunal du Métropolitain, des jugemens rendus par les Evêques de sa Province. Il y a long-tems que les Archevêques sont en possession de recevoir ces sortes d'appellations. Les Ordonnances du Royaume & la Jurisprudence des Arrêts les ont autorisées: d'où il s'ensuit, que si un Evêque prononce une censure contre un de ses Diocésains, celui-ci peut appeler au Métropolitain. Par cet appel, l'Archevêque est saisi de la cause, les Parties sont soumises à sa Jurisdiction, il a le pouvoir de les juger, de les condamner, & de les absoudre, comme l'ont décidé les Papes Innocent III. & Innocent IV.^c suivant l'usage établi depuis long-tems dans l'Eglise.

Nous avons dit, que dans les cas d'appel, les

Archevêques peuvent absoudre des censures les Diocésains de leurs Suffragans ; & nous ne disons point qu'ils puissent alors les absoudre des cas réservés , parce que tout le monde sçait qu'on peut appeller d'une Censure , de l'Ordonnance qui l'a portée , & de la Sentence du Juge qui l'a prononcée. Mais on ne peut interjetter un appel du refus de l'absolution sacramentelle , ou de la limitation du pouvoir des Confesseurs , limitation qui ne regarde que le for intérieur. Aussi lorsqu'il est question dans le Droit des appels qu'on peut porter au Tribunal du Métropolitain , on ne parle que des censures , & jamais des cas réservés , qui ne paroissent pas pouvoir devenir la matiere d'un appel juridique , ni être portés aux Tribunaux de la Justice ecclésiastique ou séculière.

Le second cas où l'Archevêque peut absoudre des censures & des péchés réservés les sujets de ses Suffragans , c'est lorsqu'il visite leur Diocèse. Ce droit de visite est fort ancien ; & l'usage en étoit bien plus fréquent autrefois , qu'il ne l'est devenu depuis le Concile de Trente , ^d & qui ne permet aux Archevêques de faire ces visites , que sous deux conditions , qui ont beaucoup contribué à les rendre extrêmement rares. La première , est qu'ils aient visité leur propre Diocèse ; la seconde , est que le sujet de ces visites ait été approuvé dans le Concile de la Province ; & c'est principalement cette seconde condition qui a fait presque entièrement disparaître l'ancien usage. Car , comme il n'arrive presque point , qu'on tienne dans le Royaume de Conciles provinciaux , on ne peut y faire examiner & approuver les raisons qu'auroient les Métropolitains d'entreprendre la visite de leur Province. L'Auteur des Mémoires du Clergé remarque , ^e que l'Assemblée de Melun a reconnu le droit des Archevêques dans cette matiere , sans faire aucune mention des limitations qu'y met le Concile.

^d Concil. Trident. sess. 24. | ^e Tom. 2. pag. 213.
de Reformatione , cap 3.

Il paroît néanmoins qu'on s'y est conformé dans la pratique. Du moins il est difficile de donner une autre bonne raison, de ce que depuis le Concile de Trente les Archevêques ne visitent plus les Diocèses de leur Province.

Quoi qu'il en soit, si un Métropolitain faisoit usage de son droit, qu'on ne lui conteste point, il pourroit dans le cours de sa visite absoudre des censures & des cas réservés, comme il paroît par le chapitre 5. de *Censibus in* - 6°. où Boniface VIII. f. marque expressément, que l'Archevêque peut dans le tems de sa visite, entendre les confessions de ceux qui veulent s'adresser à lui & les absoudre; & comme son pouvoir ne peut être borné par la réservation de l'Evêque son Suffragant, de qui il ne tient point sa Jurisdiction, il s'étend sans difficulté à tous les cas & à toutes les censures, qui ne sont point réservées au souverain Pontife.

Nous traiterons dans une question particulière de la Jurisdiction des Pénitenciers sur les cas & les censures réservées aux Ordinaires, & nous y examinerons si leur pouvoir est un pouvoir ordinaire ou seulement délégué.

A R T I C L E S E C O N D.

De la Jurisdiction déléguée à l'égard des cas réservés aux Evêques.

La Jurisdiction déléguée pour absoudre des cas réservés aux Evêques, est celle qu'ils donnent par une simple commission, à ceux qu'ils jugent propres à exercer le ministère de la Confession avec une plus grande étendue de pouvoirs que les autres Prêtres. Comme les Prélats, dans les réserves qu'ils font de

f Potest etiam idem Archiepiscopus dum visitat, Confessiones subditorum Suffraganeorum audire ac absol-	vere contentes, & ipsis penitentias injungere salutare, cap. Perpetuo. 5. de Censibus in-6°.
---	---

quelques péchés, ne doivent avoir en vûe que le bien de leur Diocèse & le salut des ames, ils doivent se conduire par le même principe, dans la communication qu'ils jugent à propos de faire du pouvoir d'en absoudre.

Notre dessein n'est pas de prescrire ici les regles que les Supérieurs doivent suivre, en déléguant des Prêtres pour absoudre des cas réservés: nous nous contenterons de faire quelques observations, au sujet du changement de discipline qui est arrivé dans cette matiere.

1^o. Il est très-certain que les Evêques dans les premiers tems ne communiquoient que dans le cas de nécessité le pouvoir d'absoudre des péchés réservés; & que pour en obtenir l'absolution, il falloit s'adresser aux Evêques eux-mêmes ou à leurs Pénitenciers. C'est un fait trop constant dans l'Histoire ecclésiastique, pour que nous nous croyions obligés d'en apporter ici des preuves. On peut les voir dans le P. Thomassin. Cependant, comme il arrivoit souvent que diverses personnes ne pouvoient, à cause de leur pauvreté, de leurs infirmités, ou de leurs occupations, se rendre à la Ville épiscopale, les Prélats envoyoient quelquefois, sur-tout en Carême, leurs Pénitenciers dans les Villes & dans les Paroisses de Campagne, pour absoudre ceux qui étoient coupables de quelques péchés réservés, & qui ne pouvoient venir trouver leur Evêque, pour lui en demander l'absolution. Le Concile d'Arles de 1260. s parle de cet usage.

2^o. On ne sçait pas précisément le tems auquel on a commencé à accorder plus facilement aux Prêtres le pouvoir d'absoudre des cas réservés. Ce pouvoir ne se multiplia que par degrés. On ne le donna d'abord que pour les lieux trop écartés de la Ville épiscopale. On le confia dans la suite à un petit nombre de Prêtres d'un mérite distingué, ou élevés au-dessus des autres par leur Dignité. Le premier

Concile de Cologne de l'an 1536.^h donne les cas réservés à tous les Curés, par la raison qu'il y a bien des gens, qui ne pourroient se résoudre à en aller chercher l'absolution hors de leur Paroisse. Le Concile de Lavour en 1368.ⁱ ordonne aux Prélats d'accorder le pouvoir d'en absoudre à autant de Confesseurs que l'exigeront l'étendue & les besoins de leur Diocèse. Le P. Thomassin^k remarque à cette occasion, que par cet adoucissement qu'on mit aux anciens Canons, *on ruina ce précieux reste de l'ancienne Pénitence ; on rompit le frein qui arrêtoit les pécheurs, & on détruisit la principale raison qui avoit donné fondement à ces réserves.*

3°. Toutes les raisons qui prouvent que les Evêques ont droit de se réserver des cas, prouvent également qu'ils ne sont pas obligés de communiquer à d'autres leur pouvoir, & qu'en le communiquant ils sont les maîtres de ne le faire que sous certaines conditions, & de lui donner plus ou moins d'étendue. Un Prélat est comme le Juge naturel des péchés réservés. Un Juge ne fait tort à personne s'il veut juger lui-même ; & lorsqu'il confie à un autre son autorité, il n'est pas obligé de la confier toute entière ; il peut n'en accorder qu'une partie, & prescrire certaines bornes, au-delà desquelles il n'est pas permis d'aller.

4°. Il n'est pas aisé de décider s'il est à propos que les Prélats accordent aisément les permissions d'absoudre des cas réservés, ou s'ils doivent se rendre difficiles à les accorder. Il y a de grandes raisons & de grands exemples pour & contre. Car d'un côté l'usage de ne pas multiplier les permissions d'absoudre des cas réservés est fondé sur la fin de la réserve elle-même. Elle est établie pour détourner plus puissamment de certains péchés, par la difficulté de s'en faire absoudre. Or cette difficulté se fait mieux sen-

^h Part. 7. Can. 37. tom. 14. | col. 2028.

Conc. col. 539.

^k Disc. Eccl. part. 1. l. 2.

ⁱ Cap. 126. tom. 11. Conc. | ch. 13. n. 11.

tir lorsque c'est à l'Evêque lui-même, qu'il faut pour cela s'adresser, & qu'il n'accorde que difficilement à d'autres le pouvoir d'en donner l'absolution. On a même souvent éprouvé que trop de douceur & de condescendance en cette matiere produisoit de très-mauvais effets, & faisoit bientôt disparaître cette honte, qui retient & empêche de se laisser aller aux péchés réservés aussi aisément, qu'à ceux qui ne le sont pas.

D'un autre côté la Discipline de la plupart des Diocèses est de se rendre facile à accorder aux pécheurs la permission de se faire absoudre des cas réservés, soit qu'ils la demandent eux-mêmes, soit qu'ils la fassent demander par leur confesseur. On a appréhendé que, pour vouloir détourner du péché, on ne détournât les hommes de la pénitence, en la rendant trop difficile, & en les obligeant de s'adresser à un Supérieur dont ils redoutent la sévérité, & de lui déclarer un crime qu'ils ont quelquefois bien de la peine à découvrir à un Prêtre à qui ils ont donné toute leur confiance. La douceur du Gouvernement ecclésiastique a prévalu.

Quoi qu'il en soit, le Confesseur à qui s'adresse une personne qui est tombée dans un cas réservé, doit examiner sérieusement devant Dieu, s'il ne seroit pas plus à propos pour le salut de ce pécheur, & pour lui faire mieux sentir l'énormité de son péché, de le renvoyer au Supérieur. Il semble même que le Concile de Trente suppose, que les Confesseurs le devroient faire plus souvent, qu'on ne s'y croit communément obligé, puisqu'il leur ordonne de faire tous leurs efforts, pour persuader à ceux qu'ils trouvent coupables de quelques péchés réservés, de se présenter à leur Juge légitime, pour en obtenir l'absolution. Saint Charles, dans ses Instructions aux Confesseurs, recommande expressément à ceux à qui il aura donné le pouvoir d'absoudre des cas réservés, de ne s'en servir que rarement, & seulement lorsque cela leur paroîtra nécessaire pour le salut des pécheurs. Les Supérieurs ecclésiastiques, qui accordent aujour-

d'hui si facilement les permissions d'absoudre, qu'on leur demande, supposent que le Confesseur a de bonnes raisons de les demander. S'il se trouvoit des rechûtes fréquentes ou quelque autre cas semblable qui montrât que l'espérance d'obtenir facilement le pardon de son crime, contribue beaucoup à la facilité avec laquelle le pécheur s'y laisse aller, il n'est pas douteux que s'il n'y avoit point d'autre inconvénient plus grand à craindre, le Confesseur ne dût refuser de demander un pouvoir dont on abuse. C'est certainement l'esprit des réserves.

Lorsqu'on demande de vive voix ou par écrit la permission d'absoudre quelqu'un d'un cas réservé, dans lequel il est tombé, il faut le faire avec beaucoup de prudence. Faire connoître par quelque endroit la personne dont il s'agit, ce seroit donner atteinte au secret de la confession qui doit être inviolable : ce seroit même un crime, de donner lieu de la soupçonner. Il est vrai qu'on a droit de supposer, que les Supérieurs auront assez de religion, pour écarter de leur esprit les soupçons qui se fixeroient sur quelque personne particulière, par l'imprudence du Prêtre qui est entré dans un trop grand détail ; mais ces imprudences sont toujours très condamnables dans une matière si délicate & si importante. Pour éviter cet inconvénient, il vaut mieux demander en général le pouvoir d'absoudre pour une fois des cas réservés, que d'expliquer la nature & l'espèce du péché. C'est même dans ce sens que sont conçues les Formules ordinaires de ces permissions.

Nous ne parlons point ici des Supérieurs réguliers. Paul V. a marqué¹ la conduite qu'ils doivent tenir à l'égard des Confesseurs de leur Ordre, qui leur demandent la permission d'absoudre d'un cas

I Si hujusmodi Regularium Confessariis casus alicujus reservati facultatem petentibus, Superiores dare noluerint, possunt nihilominus Confessarii

illâ vice pœnitentes regulares, etiam non obtentâ à Superiore facultate, absolvere. Decr. Paul. V. apud Coriol. part. I. sect. I. art. 17.

réserve ;

réserve; il leur ordonne de la leur accorder; & au cas qu'ils la refusent, le Pape la leur donne pour cette fois seulement. Les inconvéniens de ce refus à l'égard des personnes Religieuses sont bien grands & bien sensibles, & ils auroient les suites les plus funestes.

Le pouvoir d'absoudre des cas réservés doit être accordé d'une manière qui soit claire & sans ambiguïté. Il n'est point renfermé dans la permission de se choisir un Confesseur, qu'accorderoit un Evêque ou tout autre Supérieur ecclésiastique. C'est la décision du Pape Boniface VIII.^m Et en effet une moindre grace n'en renferme point une plus grande, telle qu'est certainement le pouvoir d'absoudre des péchés réservés, par rapport à la permission de se choisir un Confesseur: outre qu'une permission générale ne renferme point les graces particulières qui demandent d'être nommément accordées.

ARTICLE TROISIEME.

Un pouvoir particulier est-il nécessaire, pour absoudre validement des péchés réservés d'une manière spéciale?

Les Théologiens distinguent deux sortes de réserves: des réserves générales & des réserves spéciales. Les premières sont celles que l'Evêque laisse dans l'ordre commun: en sorte que pour en absoudre, il suffit d'avoir un pouvoir général & illimité d'absoudre des cas réservés. Mais outre les péchés compris

m Si Episcopus subdito suo concesserit, ut sibi possit idoneum eligere Confessarium, ille, quem is elegerit, in iis casibus, qui eidem Episcopo specialiter* reservatur, nullam habet penitus potestatem, quia in generali concessione illa non veniunt quæ non esset *

quis verisimiliter in specie concessurus. cap. 2. de Pœnit. & Remiss. in 6^o.

* Le terme specialiter ne signifie point ici les cas spécialement réservés, mais les cas réservés en général, par opposition à ceux qui ne le sont pas.

dans les réserves générales , il en est d'autres dont la réserve est plus étroite , en sorte que pour en donner l'absolution , il faut une permission particulière. Le pouvoir général d'absoudre des cas réservés ne suffiroit point.

Ces réserves spéciales sont autorisées par l'usage & la Discipline de l'Eglise , & sur-tout par le Concile de Trente , qui ne permet aux Evêques de communiquer que par une commission particulière le pouvoir qu'il leur donne d'absoudre des cas occultes réservés au saint Siege : *Per Vicarium specialiter deputatum*. Dans les lieux où la Bulle *in Cœna Domini* a force de loi , les permissions générales d'absoudre des cas réservés au saint Siege , ne s'étendent point à ceux qui sont contenus dans cette Bulle , à moins qu'elle n'y soit nommément exprimée , & que le Pape n'y déroge expressément.

Les réserves spéciales sont fondées sur les mêmes principes que les réserves générales. Car si les Evêques ont droit de se réserver l'absolution des grands crimes , ils peuvent conséquemment , parmi ces crimes , s'en réserver tellement quelques-uns , qu'ils ne soient point compris dans le pouvoir général qu'ils donnent d'absoudre des cas réservés. C'est une conséquence nécessaire du principe.

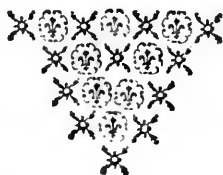
Les mêmes raisons qui prouvent l'équité des réserves , prouvent également qu'il est souvent avantageux de distinguer parmi les péchés réservés , ceux dont il est plus important de détourner les Fidèles , soit qu'ils y ayent un penchant plus violent , soit que ces péchés ayent un caractère d'énormité plus marqué & plus odieux. Il convient d'en faire une classe particulière , pour en inspirer plus d'horreur , & faire d'autant plus appréhender de les commettre , qu'il faut surmonter plus de difficulté , & essuyer une plus grande confusion , pour s'en faire absoudre.

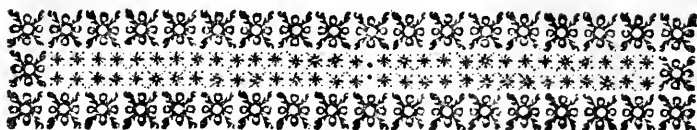
Il n'y a dans le Diocèse d'Angers que deux réserves spéciales , celle du Duel , & celle du crime du Confesseur avec sa Pénitente , de la Pénitente avec le Confesseur , du Curé avec sa Paroissienne , & de

la Paroissienne avec son Curé. Elles ne sont point particulières à ce Diocèse.

Celle qui regarde le Duel est autorisée par le Formulaire du Mandement dressé par l'ordre de l'Assemblée du Clergé de 1654. & adopté par la plûpart des Evêques du Royaume. A l'égard de l'autre péché, il est également réservé d'une manière particulière à Paris, à Autun, à Cahors, à Viviers, à Séz, &c.

Un pouvoir particulier pour absoudre des cas spécialement réservés, est nécessaire pour la validité de l'absolution, quelque étendue que fût d'ailleurs la Jurisdiction qu'on a reçue de l'Evêque. Car dès qu'il a déclaré une fois, qu'il n'entendoit pas comprendre certains péchés dans les permissions générales qu'il accordoit, ces permissions ne donnent point la Jurisdiction nécessaire pour en absoudre. Une approbation donnée sous certaines restrictions ne s'étend point au-delà ; & quoique ces bornes ne soient pas exprimées dans la formule d'approbation, dès qu'elles sont autorisées par la Loi & par l'usage, il n'y a point de doute qu'on ne soit obligé de s'y renfermer sous peine de nullité.





T R O I S I E M E C O N F É R E N C E

Tenue au mois de Juin 1732.

P R E M I E R E Q U E S T I O N .

*Les Pénitenciers ont-ils droit d'absoudre des Cas
Réservés aux Evêques ? Peuvent-ils donner à
d'autres Confesseurs le pouvoir d'absoudre des
Cas Réservés ?*

L'Imposition de la Pénitence publique & solennelle, & la réconciliation des Pénitens étoient des fonctions que les Evêques des premiers siècles confioient plus rarement aux Ministres du second Ordre. Mais le nombre des Chrétiens s'étant considérablement augmenté, les premiers Pasteurs ne pouvant plus suffire à tout, furent obligés de s'associer des Prêtres pour les aider à remplir ce pénible Ministère, & ce fut l'origine des Pénitenciers. Ils furent établis dans les Eglises d'Orient au milieu du troisième siècle.

Leur institution ne paroît pas si ancienne dans les Eglises d'Occident. Il seroit difficile d'en marquer précisément l'époque ; on sçait seulement que dès le onzième siècle, le Pape & les Evêques avoient leurs Pénitenciers. Bertholde Prêtre de Constance, dit

Dans la Chronique , qu'en 1004. le Pape l'ordonna Prêtre & le fit Pénitencier du saint Siege. ^a On en trouve aussi des vestiges dans les Canons des Conciles de ce tems-là ; & il y a apparence que ce que le Concile d'Yorck de l'an 1135. nomme le Confesseur général du Diocèse , étoit ce que nous appellons aujourd'hui le grand pénitencier.

Ce qu'on trouve de plus précis sur cette matiere ; c'est l'Ordonnance du Concile général de Latran ^b tenu en 1215. qui enjoint à tous les Evêques de choisir dans leur Cathédrale des Prêtres sçavans & vertueux , sur lesquels ils puissent se reposer du soin d'entendre les confessions , & d'imposer des pénitences. L'Ordonnance de ce Concile fut assez universellement exécutée , comme il seroit facile de le montrer en rapportant un grand nombre de Canons des Conciles tenus depuis , ^c & des Statuts synodaux qui supposent l'institution des Pénitenciers , & parlent de leurs fonctions.

Cependant comme ils n'étoient alors la plupart établis que par des simples commissions , & qu'ils étoient par conséquent amovibles à la volonté des Prélats , le Concile de Trente , ^d environ trois cens cinquante ans après celui de Latran , jugea que les Pénitenciers s'appliqueroient davantage à leurs fonctions , & les rempliroient avec plus de zele & plus

^a Presbyterum promovit , & potestatem ad suscipiendos pœnitentes Apostolicâ auctoritate concessit.

^b Undè præcipimus..... in Cathedralibus Ecclesiis viros idoneos ordinari , quos Episcopi possint Coadjutores & Cooperatores habere , non solum in Prædicationis officio , verùm etiam in audiendis Confessionibus & Pœnitentiis injungendis. *Can. 10. tom. 11. Conc. p. 1. col. 161.*

^c Thomassin discip. Eccl. p.

1. l. 2. ch. 10. n. 6. 7. 8.

^d In omnibus Cathedralibus Ecclesiis , ubi id commodè fieri poterit , Pœnitentiarius aliquis , cum unione Præbendæ proximè vacaturæ , ab Episcopo instituatur ; qui Magister sit vel Doctor aut Licentiatus in Theologia vel Jure Canonico , & annorum quadraginta , seu aliàs qui aptior pro loci qualitate reperiatur , qui , dum confessiones in Ecclesia audiet , interim præsens in Choro censeatur. *Seff. 24. c. 8.*

de fruit pour les Fidèles , s'ils étoient en titre ; c'est pourquoi il ordonna d'attacher à la Pénitencerie la premiere Prébende de l'Eglise Cathédrale qui viendrait à vaquer. Les Conciles de Rouen en 1581.^e de Bordeaux ^f en 1583. de Bourges ^s en 1584. d'Aix ^h en 1585. & en particulier celui de Tours ⁱ en 1583. ordonnerent l'exécution de ce Décret. L'Eglise de France avoit déjà prévenu cette disposition , en érigeant dans plusieurs Cathédrales la Pénitencerie en titre : le Concile de Tours que nous venons de citer le marque expressément. Elle l'étoit en effet dans l'Eglise d'Angers , long-tems avant le Concile de Trente ; comme on le prouve par une Transaction faite en 1364. ^k entre Guillaume Turpin Evêque d'Angers & Etienne Querruz , qui y prend le titre de Pénitencier d'Anjou. Il paroît même par l'abrégé de la vie de Guillaume le Maire , ^l qui a été mise à la tête des Statuts qu'il a publiés , qu'il fût Pénitencier de l'Eglise d'Angers , avant que d'en être Evêque. Or Guillaume le Maire fut élu en 1290.

Toutes ces observations nous ont paru nécessaires pour bien connoître l'origine des Pénitenciers , surtout de celui d'Angers dont il s'agit principalement dans ces Conférences , & les différens états , par lesquels ils ont passé. Elles nous serviront pour décider plus sûrement la question proposée sur leur pouvoir à l'égard des péchés réservés.

^e De Episc. & Capitul. n. 26. t. 15. Conc. col. 833.

^f Tit. 12. t. 15. Conc. col. 956.

^g Tit. 21. de Pœnit. c. 6. *ibid.* col. 1089.

^h Tit. de Canon. *ibid.* col. 1162.

ⁱ Tit. 13. de Capitulis. *ibid.* col. 1026.

^k Du 12. Décembre.

^l Statuts du Diocèse , p. 78.



ARTICLE PREMIER.

Quels sont les différens sentimens des Théologiens au sujet du pouvoir des Pénitenciers ?

On doit distinguer deux sortes de Pénitenciers : des Pénitenciers en titre, & des Pénitenciers par commission. Ceux-ci n'ont point d'autre pouvoir, que celui qu'ils ont reçu de l'Evêque qui leur a confié une partie de son autorité. Leur Jurisdiction est une Jurisdiction déléguée & entièrement dépendante du Prélat qui les a établis. On trouve à cet égard une parfaite unanimité entre les Théologiens. Il n'y a entr'eux de partage qu'au sujet des Pénitenciers en titre.

Plusieurs Théologiens & Canonistes estiment, qu'un Pénitencier même en titre n'a, sur les cas réservés aux Evêques, qu'une Jurisdiction déléguée; Jurisdiction qui en est tellement dépendante, qu'il ne peut absoudre de ces péchés qu'avec leur permission & de leur consentement. Les autres donnent au Pénitencier une Jurisdiction ordinaire, dont on ne peut le dépouiller que par une procédure juridique, & en lui faisant son procès dans les formes.

Ces deux sentimens ont d'illustres & d'habiles défenseurs; & il semble que le premier ait l'avantage du côté du nombre, du mérite, & de l'autorité de ceux qui l'ont embrassé. Car on met à la tête saint Thomas, ^m saint Bonaventure, ⁿ le célèbre Gerson, ^o Chancelier de l'Université de Paris, des Evêques, comme Barbossa, ^p Zerola ^q & même, dit-on, tout le Corps des Evêques d'Espagne & d'Italie, ^r

^m S. Thomas, in quartum, dist. 17. q. 3. art. 3. Quæstioncul. 5. ad tertium. Papa & Episcopus suos Pœnitentiarios committunt.

ⁿ In quartum, dist. 17. art. 1. q. 2. in resp. ad arg.

^o Serm. de Pœnit. in can. Dom.

^p De potest. Episc. par. 3. alleg. 55. n. 23.

^q Prax. Episc. V. Pœnitentiarius. n. 4.

^r Voyez Pontas. V. Pœnitenc.

des sous-Pénitenciers , & entr'autres Navarre ^s qui l'étoit à Rome , Bail , ^t & Pontas qui l'ont été à Paris , de sçavans Jurisconsultes comme du Perray , ^u d'habiles Canonistes , tels que Garcias , ^x l'Auteur d'un traité des Bénéfices ecclésiastiques , ^y enfin la Congrégation des Cardinaux qui l'a décidé jusqu'à deux fois , la première en 1597. en déclarant que le Pénitencier ne peut absoudre des péchés que l'Evêque s'est expressement réservé , s'il n'en a reçu de lui le pouvoir , & que pour cela il ne suffit pas de présumer que l'Evêque le donneroit si on le demandoit ; ^z & comme malgré cette déclaration , le Doyen de Conza , ^a Archevêché dans le Royaume de Naples , qui est en même tems grand Pénitencier , se fondeoit sur la possession & l'usage , dans lequel il étoit d'absoudre des cas réservés à l'Archevêque , la sacrée Congrégation déclara de nouveau en 1654. que les Pénitenciers n'avoient point le pouvoir que le Doyen de Conza s'attribuoit , & que l'usage dont il s'autorisoit ne pouvoit le lui donner. Ajoutons à cela , dit Pontas , que si un Pénitencier avoit pouvoir d'absoudre des cas réservés indépendamment de l'Evêque , il s'ensuivroit : 1°. Que la réserve que l'Evêque en auroit faite seroit imparfaite , puisqu'un autre que lui pourroit en absoudre sans sa permission. 2°. Qu'il y auroit à cet égard deux Puissances égales dans un même Diocèse , ce qui seroit contre l'ordre & la Discipline générale de l'Eglise. Le Pape Benoît XIV. qui gouverne maintenant l'Eglise,

cier. cas 1.

^s Lib. 5. conf. de Pœnit.
& remiss. con. 10.

^t De exam. pœnit. part. 3.
n. 19. p. 682.

^u De l'état & de la capacité des Ecclésiast. l. 2. ch. 8.
n. 13.

^x De Benef. part. 5. c. 4. §.
1. n. 133.

^y Imprimé en 1736, q. 1.

art. 13.

^z Pœnitentiarius non potest absolvere quemquam à casibus quos sibi expresse Episcopus reservaverit, nisi ipsemet Episcopus hanc illi speciatim dederit facultatem, nec sufficit quæcumque præsumptio.

^a Décret du 2. Mai 1648.
Voyez Pontas à l'endroit déjà cité.

s'est déclaré pour ce sentiment dans son *Œuyant Traité , De Synodo diœcesana.* ^b

Le sentiment opposé n'a pas des défenseurs d'un si grand Nom. On ne cite que cinq à six anciens Auteurs qui l'ayent embrassé. ^c Ils appuyent leur sentiment sur le Concile de Trente , & sur l'Ordonnance qu'il a faite , que dans les Eglises cathédrales on érigeât en titre la Pénitencerie , telle que l'est sans doute la Pénitencerie de l'Eglise d'Angers. Or le Concile de Trente , en voulant que la Pénitencerie fût érigée en titre , n'a pas prétendu que ce fût une Dignité sans fonction ; il a marqué expressement celle d'aider l'Evêque , & de tenir sa place dans l'administration du Sacrement de Pénitence. C'est pour cette raison qu'il demande de grandes qualités dans ceux qui seront revêtus de cette Dignité , de la science & des preuves de cette science par les degrés de Docteur ou de Licencié ; la maturité de l'âge , parce que rien ne demande plus de prudence que la conduite des ames dans le Tribunal de la Pénitence , sur-tout lorsqu'au nom de l'Evêque on a droit de connoître des grands crimes , dont il n'est pas permis aux Prêtres ordinaires de donner l'absolution.

Pour mettre dans tout son jour la preuve qu'ils tirent du Concile de Trente , ils font ce raisonnement. C'est un principe que personne ne conteste , que la Jurisdiction qu'on tient de la Loi , & qui est attachée au titre d'un Bénéfice , est une Jurisdiction ordinaire. Les Pénitenciers tiennent leur Jurisdiction de la Loi. C'est le Concile de Trente qui a ordonné qu'on les établit pour entendre les confessions

^b *Canonicus Pœnitentiarius quandoque credidit , solâ sui muneris assecutione se facultatem nancisci relaxandi peccata Episcopo reservata , sed Sacra Congregatio Concilii sancivit ejusmodi facultatem sine speciali Episcopi concess-*

sione ille neutiquam competere libro decimo quinto Decretorum. p. 621. l. 5. c. 5. n. 8.

^c *Piascius , praxis Episcop. para. 2. cap. 3. n. 15. Chapeauille Pœnitentiarius Leodiensis , de Casibus reservatis. cap. 3. &c.*

des Fidèles; il a par conséquent attaché à leur Dignité la Jurisdiction nécessaire pour exercer cette fonction.

Ce raisonnement peut se confirmer par l'exemple du Théologal. Le Pénitencier & le Théologal, avant que d'être en titre, exerçoient leurs fonctions dans une entière dépendance de l'Evêque, dont ils étoient en quelque sorte les Grands-Vicaires, pour la portion du Ministère qui leur étoit confié. Mais le Concile de Trente ayant érigé en titre la Théologale, celui qui en est pourvu n'exerce plus le Ministère de la parole par commission & par précaire, mais en vertu de son Bénéfice, & du droit qui y est attaché par la disposition de la Loi. La Jurisprudence du Royaume y est conforme; & c'est suivant ce principe qu'a été dressé l'Edit de 1695. si favorable aux Evêques, où à l'article XII. il est dit expressément, que *les Théologaux peuvent prêcher dans les Eglises où ils sont établis, sans aucune permission plus spéciale.* On doit donc dire la même chose des Pénitenciers par rapport au Ministère de la Pénitence: tout paroît égal des deux côtés. L'origine & l'institution est la même. Tous deux sont aujourd'hui en titre. Le Théologal sans une permission particulière de l'Evêque peut prêcher. On ne voit pas pourquoi le Pénitencier ne pourroit pas également confesser.

Ce n'est point seulement de cas ordinaires qu'il peut absoudre, mais encore des cas réservés. C'est principalement pour cela qu'il a été établi: car il l'a été pour soulager l'Evêque dans l'administration du Sacrement de Pénitence, pour administrer ce Sacrement en son nom & en sa place, comme l'Evêque lui-même l'auroit fait, & confesser ceux qui étoient obligés de s'adresser à lui. Il y avoit assez d'autres Confesseurs pour les cas ordinaires. D'ailleurs si le Pénitencier n'avoit pas le pouvoir d'absoudre des cas réservés, sa Jurisdiction ne seroit pas plus étendue que celle des Confesseurs approuvés pour tout le Diocèse. Pourquoi donc exiger en lui

tant de qualité, de lumieres, de prudence & de capacité?

En effet il paroît que le Concile de Trente a voulu donner en titre aux Pénitenciers le même pouvoir qu'ils n'avoient eu jusques-là que par commission & délégation. Or tout ce que nous disent les anciens Canons des Pénitenciers, montre que leur principale fonction, étoit de confesser ceux qui étoient tombés dans quelques-uns des péchés réservés aux Evêques. On peut voir à ce sujet le Concile d'Yorck de 1174. ^d le Synode d'Excester de 1287. ^e

Les plus célèbres des Théologiens modernes, qui ayent embrassé ce sentiment, sont l'Auteur des Conférences de Paris, ^f M. d'Argentré Evêque de Tulle, ^g & M. Gibert. ^h Ce dernier y met une restriction très-judicieuse & même absolument nécessaire.

Il distingue les réserves générales, des réserves particulieres que l'Evêque fait à sa personne. Il prétend que la dignité de Pénitencier donne le droit d'absoudre des cas qui sont renfermés dans les réserves générales, mais non des péchés réservés à la personne de l'Evêque. La raison de cette exception est, qu'il n'y a pas lieu de présumer que le Concile de Trente, en érigeant la Pénitencerie en titre, ait voulu donner aux Pénitenciers plus de droit qu'ils n'en avoient auparavant: le raisonnement de ceux qui leur sont les plus favorables, ne tend qu'à prouver qu'ils ont aujourd'hui, en vertu du Décret de ce Concile, le même pouvoir qu'ils n'avoient exercé jusqu'alors que par commission. Or avant le Concile de Trente, les Evêques pouvoient se réserver des cas particuliers, & même se les réserver par exclusion de leurs Pénitenciers. Nous en avons bien des exemples: ainsi Clement IV. an 1190. ⁱ se réserva l'ab-

^d Can. 11. Tom. 10. Conc. col. 1744.

^e Tom. 11. Conc. p. 2. col. 1348.

^f Tom. 5. l. 6. Conf. 6. sect. 7. p. 522.

^g Explicat. des sept Sacr. t. 2. p. 357.

^h Institut. Ecc. & Benef. t. 1. tit. 39.

ⁱ Cap. 1. de Temp. Ord. in-6^e.

solution d'une suspension, dont il défendit à ses Pénitenciers de dispenser, sans en avoir obtenu de lui la permission. Ainsi encore l'Evêque d'Amiens, ^k en chargeant son Pénitencier des confessions de tout le Diocèse, se réserva celle des Seigneurs & des Curés. C'est un Droit épiscopal, dont les Evêques assemblés à Trente n'ont certainement pas voulu se dépouiller.

La comparaison que nous avons déjà faite entre le Pénitencier & le Théologal, concourt à prouver la même chose. Car quoique le Théologal ait droit de prêcher dans la Cathédrale, en vertu du titre de son Bénéfice, l'Evêque peut se réserver, pour annoncer la parole de Dieu au Peuple, certains jours dans lesquels le Théologal ne le pourra faire. Il en doit être de même de quelques cas particuliers, à l'égard du Pénitencier.

Peut-être par ce tempérament on pourroit réunir les deux sentimens. Il fait au moins disparaître les principales raisons dont on se sert pour combattre l'opinion favorable aux Pénitenciers. Celles que Pontas apporte prouvent la nécessité de cette exception, mais aussi elles ne prouvent que cela. Car la plus frappante est, que si les Pénitenciers ont une Jurisdiction ordinaire à l'égard des cas réservés aux Evêques, il y a dans un même Diocèse deux puissances égales, ce qui est contre l'ordre & la Discipline de l'Eglise. Nous avouons que rien ne seroit plus contraire au bon ordre, & aux saintes regles établies dans les Conciles; & on a droit d'en conclure, que quelque autorité qu'on donne au Pénitencier, il faut toujours qu'elle paroisse, & qu'elle soit subordonnée & dépendante de celle des Evêques: elle l'est beaucoup dans le sentiment de M. Gibert. L'Evêque y paroît avec toute l'autorité attachée à son caractère, la supériorité & la prééminence qui lui convient. C'est en son nom que le Pénitencier exerce l'emploi qu'il lui a confié; & l'Evêque peut borner son pouvoir

par des réserves qu'il fait à sa personne, lorsqu'il juge que le bien de son Eglise l'exige. Il n'y a plus dans le même Diocèse deux Jurisdictions égales & indépendantes, mais seulement deux Jurisdictions ordinaires d'un Ordre différent; ce qu'on peut reconnoître, sans donner la moindre atteinte aux regles de la Discipline ecclésiastique. Dans le gouvernement général de l'Eglise, Jesus-Christ n'a-t-il pas établi un souverain Pontife, des Evêques, des Prêtres, dont quelques-uns sont Curés? Le Pape, les Evêques, les Curés ont la Jurisdiction ordinaire, mais tellement subordonnée, que les Papes peuvent se réserver des péchés à l'égard des Evêques, les Evêques à l'égard des Curés. Pourquoi l'Evêque ne le pourroit-il pas à l'égard du Pénitencier, quoique la Jurisdiction de celui-ci fût ordinaire?

ARTICLE SECOND.

Le pouvoir d'absoudre des cas réservés, qu'ont les Pénitenciers établis en Titre, est-il ordinaire & essentiellement attaché à leur Dignité, ou n'est-ce qu'un pouvoir délégué?

La décision de cette Question, si nous la considérons sous un certain point de vûe, nous jetteroit dans des discussions que la nature de ces Conférences ne comporte point. C'est pourquoi nous nous contenterons de proposer quelques réflexions au sujet des Canons des Conciles, qui ont prescrit l'établissement des Pénitenciers; & ensuite pour faire connoître d'une manière plus sûre, autant qu'il est nécessaire pour la pratique, quel pouvoir est attaché à leur Dignité, nous marquerons quel est sur cela l'usage.

1°. Comme le sentiment favorable aux Pénitenciers est principalement appuyé sur le Concile de Trente; pour mettre la preuve qu'on en tire hors de toute atteinte, il seroit à souhaiter que le Décret qu'il a porté, fût plus précis & plus décisif. Mais il

faut avouer, que quoique ce Concile ait relevé la dignité des Pénitenciers, & lui ait donné un nouvel éclat, en voulant qu'elle fût fixe & attachée à un Canoniat de la Cathédrale, qu'il en ait même marqué la principale fonction, qui est d'entendre les confessions des Fidèles, il n'a point parlé, dans le Décret qu'il a porté, du pouvoir d'absoudre des cas réservés. Chapeaville Pénitencier de l'Eglise de Liège, & zélé défenseur des droits de sa Dignité, en convient. ¹

Les Conciles provinciaux, tenus depuis le Concile de Trente, & pour procurer l'exécution de ses Décrets, se sont également contentés de recommander d'établir les Pénitenciers en titre, sans s'expliquer davantage. Il faut en excepter le Concile provincial de Bourges, ^m dans lequel il est marqué, que c'est pour entendre les confessions des Fidèles coupables des péchés réservés & les absoudre, que les Pénitenciers ont été institués; ce qui semble désigner que le pouvoir des Pénitenciers, par rapport aux cas réservés, est un pouvoir ordinaire, puisqu'il est attaché à leur dignité, & que c'est pour l'exercer en tout tems que le Concile veut qu'on l'érige dans les Cathédrales de la Province.

Le Concile provincial de Compostelle, ⁿ au con-

l Quamvis expresse non det Concilium Tridentinum facultatem Pœnitentiario absolvendi à casibus reservatis, ut patet legenti Concilium Tridentinum, jam tamen passim usu receptum est, ut Pœnitentiarius in Cathedrali, quasi ex officio, ab illis absolvat in foro interiori. *De Casib. Reserv. cap. 3. quæst. 1.*

m Pro absolutione à casibus reservatis provideant Episcopi, ut Pœnitentarii in Cathedralibus instituantur, à quibus fideles omni tempore absolutionis munus consequi va-

leant. *Tit. 21. Can. 6. tom. 15. Conc. col. 1089.*

n Ad Pœnitentiariæ officium pertinet dubiorum in foro conscientie occurrentium.... rationem reddere, & pœnitentium, illius Diœcesis, maxime Ministrorum Cathedralis, confessiones audire, à casibus reservatis absolvere, juxta formam & facultatem, quam in his omnibus Episcopus tradiderit. Quod si facultatem... Pœnitentiario quomodolibet concessam aut stringere, aut penitus auferre.... Episcopo visum fuerit, absque ulla ul-

traire déclare expressement & dans les termes les moins équivoques, qu'un Pénitencier n'a de pouvoir que celui que son Evêque veut bien lui donner, & que ce Prélat peut le lui ôter quand il le juge à propos. Ce n'est à la vérité qu'un Concile provincial qui n'a force de Loi que dans la Province de Compostelle. Il est d'autant plus vraisemblable, que la discipline établie par ce Concile est une discipline particulière, qu'il fait dépendre le pouvoir des Pénitenciers, même par rapport aux cas ordinaires, de l'autorité des Evêques, & le réduit à une simple commission révocable à volonté : ce qui ne peut se concilier avec les principes communs touchant les pouvoirs attachés aux Bénéfices & aux dignités.

(20. Les Théologiens qui ne sont pas favorables aux Pénitenciers, s'appuyent aussi beaucoup sur l'autorité de saint Charles. Ce saint Archevêque avoit étroitement ordonné dans son premier Concile provincial tenu en 1565. d'établir des Pénitenciers en titre dans toutes les Cathédrales de sa Province. Il n'y parle point de leurs fonctions, ni du pouvoir attaché à leur Dignité. Mais dans ses Instructions aux Confesseurs, qu'il publia en 1574. ou 1575. il entre dans un plus grand détail, & il y déclare qu'il a donné au grand Pénitencier de l'Eglise de Milan, non-seulement le pouvoir d'absoudre des cas réservés, mais encore celui de déléguer d'autres Prêtres, pour en donner l'absolution : *In his casibus remittat pœnitentes ad pœnitentiarium Majorem, quia ipse specialiter à nobis, cum alios subdelegandi facultate, ubi necessum fuerit, deputatur.* Tom. 1. act. Ecc. Mediol. pag. 649. il faut convenir que ces expressions employées par saint Charles pour expliquer la nature du pouvoir des Pénitenciers, *Specialiter deputatur, cum alios subdelegandi facultate*, ne paroissent signifier

teriore judicii forma aut strepitu limitare, aut penitus revocare possit. Conc. Compostell. 1565. correctum à Pio V. Papa

an. 1579. act. 2. Decret. t. 4. Conc. Hispan. in collectione Card. d'Aguirre. pag. 151.

qu'un pouvoir délégué & de commission.)

3°. Comme on ne trouve dans les Canons des Conciles qui ont fixé le dernier état des Pénitenciers, aucune Loi claire & précise qui puisse servir de fondement à une décision générale, il ne faut pas être surpris de la variété des sentiments qu'on a remarqué parmi les Théologiens, au sujet de cette Question, qui certainement ne se peut décider par l'unanimité des suffrages.

M. Pontas prétend, que s'il falloit en juger par le nombre & la qualité des Auteurs, le sentiment le moins favorable aux Pénitenciers auroit tout l'avantage. Parmi ceux qui le soutiennent, il compte saint Thomas, saint Bonaventure & Gerson ; mais comme ces illustres Docteurs ont écrit long-tems avant le Concile de Trente, il y a bien de l'apparence, qu'ils ne parlent point des Pénitenciers en titre, qui n'ont été établis que depuis, en conséquence d'une Loi de l'Eglise Universelle. Ainsi leur suffrage, qui seroit un puissant préjugé en faveur de l'opinion, qui en seroit certainement autorisée, ne peut être ici décisif.

4°. Les Théologiens si divisés sur-tout le reste, attestent presque unanimement, que les Pénitenciers établis en titre sont dans l'usage d'absoudre des cas réservés, *quasi ex officio*, en vertu de leur Dignité, & sous l'autorité des Evêques, sans avoir besoin d'une permission particulière, différente de celle qu'ils sont censés leur accorder, en leur donnant l'institution canonique. Cet usage fondé sur la fin même de leur institution, connu des Evêques, & qu'ils approuvent au moins par leur silence, doit servir de règle & de principe de décision : & il nous paroît assurer aux Pénitenciers érigés en titre un pouvoir ordinaire d'absoudre des cas réservés. L'usage peut donner la

[o Passim usu ac consuetudine receptum est, ut quasi ex munere & officio.... Pœnitentiaris juxta formam Concilii institutus, possit.... absolvere]

à casibus Episcopo reservatis, ita Bossius, Homobonus, & Barbosa, de Canonicis & Dignitatibus, cap. 26. de Canonico Pœnitentiaro.

Jurisdiction, ou affermir celle qui pourroit d'ailleurs être contestée.

Et en effet, si on sépare de la Dignité du Pénitencier le pouvoir d'absoudre des cas réservés, ce n'est plus qu'une dignité inutile & sans fonction : & quoique tant de Conciles en ayant recommandé étroitement l'érection, comme d'une chose très-importante pour le bien général de l'Eglise, pour faciliter aux Peuples l'absolution des cas réservés, & soulager les Evêques dans cette partie de leur Ministère, on ne voit pas quel avantage l'Eglise, les Prélats & les Peuples pourroient retirer de l'institution de cette nouvelle dignité. En mettant d'ailleurs, comme nous le faisons, au pouvoir des Pénitenciers les restrictions proposées par M. Gibert, & en le faisant ainsi dépendre de celui des Evêques qui peuvent le restreindre par des réserves particulières, on ne voit plus dans ce sentiment aucun des inconvéniens qui ont frappé les partisans du sentiment contraire, & le leur ont fait embrasser.

Au reste, le Pénitencier de l'Eglise d'Angers est, par rapport au pouvoir d'absoudre des cas réservés, dans une possession constante, & dans laquelle il n'a jamais été troublé.

Comme le Pénitencier est le Grand - Vicaire de l'Evêque, dans ce qui concerne le Sacrement de Pénitence, son pouvoir d'absoudre s'étend aussi loin que le Diocèse, dont il est en quelque sorte le Curé universel, & c'est à cause de cette qualité, que ceux-mêmes des Théologiens & des Canonistes, qui ne croient pas que le Pénitencier ait de droit

p Verissimum est, quod tradunt Canonistæ, Pœnitentiarum... habere à Jure facultatem audiendi confessiones... & esse veluti Parochum totius Diœcesis, ejusque jurisdictio ordinaria... cùm sit vi Officii sui & Dignitatis, quasi Vicarius natus Episcopi in audien-

dis Confessionibus. *Van Espen* p. 1. tit. 12. cap. 3. n. 14.

q *Pyrrhus Corradus*, l. 2. cap. 4. n. 16. *Garcias de Benefic.* p. 5. cap. 4. n. 112. du *Perrai*, *Gohard*, traité des matières Bénéficiales aux endroits cités p. 128. dans les notes.

le pouvoir d'absoudre des cas réservés, lui attribuent une Jurisdiction ordinaire à l'égard des péchés, dont les Prélats ne se réservent pas l'absolution. Il est encore certain qu'il peut confesser tous les Diocésains, même au tems de Pâques, & que par les confessions qu'on lui fait, on remplit le précepte de l'Eglise, comme la sacrée Congrégation, ^r & la Faculté de Théologie de Paris l'ont décidé. ^s

M. Gibert ^t croit que les Pénitenciers ont droit de confesser les Religieuses, sans avoir besoin d'une permission particuliere. Ce sentiment ne nous paroît pas sûr. Les Pénitenciers ne paroissent avoir été établis que pour le commun des Fidèles, qui peuvent venir les trouver à la Cathédrale, où est censé leur Tribunal, ce que ne peuvent pas faire les Religieuses, qui d'ailleurs sont sous la direction particuliere de l'Evêque, & de ceux à qui il a donné une Mission particuliere pour les confesser.

Il n'y a point de cas & de censures réservées aux Evêques dont les Pénitenciers ne puissent absoudre, si elles ne le sont à la personne de l'Evêque, ou portées par une Loi qui exclue les Pénitenciers. ^u Un cas spécialement réservé, si le Prélat ne se l'est pas réservé personnellement, ne l'est pas par rapport au Pénitencier: & lorsqu'on dit que pour en absoudre, un pouvoir général ne suffit point, on n'entend par-

^r En 1595.

^s Hist. Univ. Paris. t. 4. p. 249.

^t Instit. Ecc. tit. 34.

^u On trouve dans les Décrets des Papes & les Ordonnances des Evêques, quelques exemples de ces réserves spéciales & personnelles. C'est de cette manière que Mrs. les Evêques de Cominges, de Châlons sur Saone, de Perpignan, &c. se sont réservés à eux seuls l'absolution de l'excommunication portée contre ceux qui ne sont pas soumis à la Constitution Unige-

nitus, M. l'Archevêque d'Aix aujourd'hui Archevêque de Paris, M. l'Archevêque de Vienne, Mrs. les Evêques de Frejus depuis Cardinal de Fleuri, de S. Paul trois Châteaux, de Marseille, de Toulon, de Digne, &c. se sont aussi tellement retenus le droit d'absoudre de cette censure, qu'ils ne permettent à leurs grands Vicaires d'en donner l'absolution, que dans leur absence. Voyez le Recueil des Mandemens des Evêques pour l'acceptation de la Constitution Unigenitus.

1er que des Confesseurs ordinaires & non des Pénitenciers, dont le Ministère a pour principal objet l'absolution des cas réservés.

Comme le Concile de Trente ne permet aux Evêques de communiquer, que par une délégation expresse & spéciale, le pouvoir d'absoudre des cas occultes réservés au saint Siège, les Pénitenciers n'en peuvent donner l'absolution, s'ils n'ont obtenu à cet égard un pouvoir particulier.

De Droit commun, les Pénitenciers ne peuvent dispenser des Vœux & des Irrégularités. Le droit d'en dispenser n'appartient point au pouvoir d'absoudre dans le Sacrement de Pénitence, mais il dépend uniquement du for gracieux & du pouvoir de gouverner les Fidèles. Mais comme c'est dans le Sacrement de Pénitence que cette dispense s'accorde ordinairement, les Prélats qui confient aux Pénitenciers tout ce qui est du ressort de ce Sacrement, sont censés leur donner le pouvoir de dispenser des vœux & des irrégularités, dans le cas où ils le peuvent faire eux-mêmes.

La Jurisdiction du Pénitencier, quand même elle ne seroit que déléguée, ne finit point à la mort de l'Evêque, parce que c'est moins la personne du Prélat qu'il représente, qu'il n'est dépositaire de l'Autorité épiscopale, qui subsiste toujours.

ARTICLE TROISIEME.

Les Pénitenciers ont-ils droit de communiquer à d'autres le pouvoir d'absoudre des cas réservés ?

Il semble que les Théologiens devroient donner des décisions différentes sur cette Question, suivant la diversité des principes qu'ils se sont formés, au sujet de la nature de la Jurisdiction des Pénitenciers. Néanmoins ils conviennent sur bien des articles qui concernent le pouvoir qu'ont les Pénitenciers de déléguer une partie de leur Jurisdiction, & sur la conduite qu'ils doivent tenir dans cette occasion.

1°. La plupart des Théologiens enseignent que les Pénitenciers en titre peuvent commettre dans les cas particuliers. Ceux-mêmes * qui leur sont les moins favorables , ne leur disputent pas le droit de déléguer de simples actes de Jurisdiction , comme seroit le pouvoir d'absoudre une certaine personne des cas réservés dans lesquels elle est tombée.

2°. On convient encore que le Pénitencier ne peut commettre un autre Prêtre , pour exercer en sa place le Ministère de la confession : la sacrée Congrégation l'a décidé. y La fonction du Pénitencier est une fonction personnelle : son pouvoir est attaché à sa dignité , & la suppose essentiellement : *Electa est industria personæ.* z

3°. Les Théologiens les plus favorables aux Pénitenciers , a enseignent aussi qu'ils ne peuvent donner des permissions générales , absolues & sans limitation de tems & de cas , d'absoudre des péchés réservés aux Evêques : si les Pénitenciers le faisoient , ils éta-

* Novissimè Bossius in disputationibus Moralibus n. 57. ait, quòd licèt Pœnitentiario juxta formam Concilii Tridentini instituto facultas absolvendi à reservatis Episcopo non competat, ex vi officii uniti Præbendæ, sed solum per Episcopi delegationem, sive expressam verbis declaratam, sive tacitam ex usu recepto & Episcoporum consuetudine, qui ubique ad hoc assumunt Pœnitentiarium, ut ille à casibus reservatis, censuris & aliis ad forum conscientie pertinentibus, per totam Diocesim deserviat, possit tamen in casu particulari occurrente alteri committere facultatem absolvendi à casibus reservatis Episcopo, quia hic Pœnitentiarius est delegatus ad universitatem causarum fori Pœ-

nitentiæ, quoad totam Diocesim, & tanquam talis potest causam particularem delegare, licèt non possit universalem jurisdictionem conferre. Barbosa. de Canon. cap. 26.

y Pœnitentiarius non potest alium sibi substituere in audiendis confessionibus. Declarat. Congregat. Episcop. & Regular. 2. Octobris 1584. apud Gavant. Manuale Episcoporum. V. Pœnitentiarius.

z Garcias in addendis ad quintam partem, n. 112.

a Si suæ Præbendæ adnexum sit Pœnitentiariæ officium, poterit absque alia facultate absolvere ab omnibus casibus Episcopo reservatis; non poterit tamen alteri suam potestatem delegare. Piasecius, prax. Episc. part. 2. cap. 1. n. 15.

bliroient en quelque sorte des sous - Pénitenciers , avec une autorité égale à celle qu'ils ont eux-mêmes, ce qui seroit contraire au bon ordre.

4°. Les Pénitenciers peuvent être , au sujet du pouvoir de déléguer dans des usages particuliers. Il n'y a rien à risquer à se servir du pouvoir que les Pénitenciers accordent , lorsque ces usages sont connus & approuvés des Evêques.

5°. Dans l'exercice de leur Jurisdiction & du pouvoir de déléguer , les Pénitenciers doivent toujours agir à l'égard de leur Evêque , avec ce concert & cette subordination à l'Autorité épiscopale que le bon ordre exige. C'est un conseil que leur donne un sçavant Pénitencier de l'Eglise de Liege ; ^b conseil conforme aux vrais principes , & qui a pour objet une précaution nécessaire pour assurer de plus en plus au Sacrement de Pénitence sa validité , aux Diocèses la paix & la tranquillité , & à l'Autorité épiscopale , le respect & la déférence qui lui sont dûes. Il est d'autant plus important de se conformer à ce conseil , que dans les Sacremens, dont la validité dépend de la Jurisdiction, il n'est pas permis d'employer une autorité douteuse ou simplement probable , lorsqu'il y a lieu de prendre la plus sûre , comme le peuvent faire aisément les Pénitenciers , en faisant confirmer leur pouvoir dans les cas , où il n'est pas sûr qu'ils l'ayent par le titre de leur Bénéfice. On a vû combien leur pouvoir est contesté , & par quels Auteurs ? Du plus grand nom , élevés aux plus éminentes Dignités de l'Eglise , & extrêmement versés dans la science des Loix & des Canons.

b Consulo tamen Pœnitentiariis.... quandiũ certò non constat illos habere ex officio ordinariam jurisdictionem circa casus Episcopales , non subdelegare , nisi expressam... ab Episcopo commissionem habeant, *Chapeaville, p. I, c. 3.*



II. QUESTION.

Les Réguliers peuvent-ils , en vertu de leurs anciens Privilèges , absoudre des cas réservés au Pape & aux Evêques ?

C'E n'est que depuis l'établissement des Ordres de saint Dominique & de saint François, que les privilèges des Religieux pour l'administration des Sacremens au peuple , ont pris naissance. Les exemptions accordées aux anciens Moines ne s'étendoient pas, du moins ordinairement , jusqu'à pouvoir exercer les fonctions Hiérarchiques, indépendamment de l'autorité des Evêques & des Curés. ^a La vie sainte des Religieux de ces deux célèbres Congrégations , leur zèle pour le salut des ames , leur détachement, leur science & peut-être aussi l'ignorance & les mœurs peu réglées du Clergé séculier , portèrent les Papes à leur donner des pouvoirs fort étendus , par rapport au Sacrement de Pénitence , & à quelques autres fonctions Ecclésiastiques, qui ne sont point de notre sujet.

Mais comme ces privilèges paroissoient donner atteinte aux droits & à l'autorité des Evêques , les Prélats les plus zélés pour la Discipline ecclésiastique , & les plus illustres par leur vertu , ^b en firent souvent des plaintes dans les Conciles généraux , entr'autres , dans celui de Vienne & de Trente. Ces plaintes parurent si bien fondées , qu'on y délibéra s'il n'étoit pas à propos de supprimer entièrement les privilèges dont il s'agit , & qu'on se crut obligé de les modérer.

Vers le milieu du 17^{me}. siècle, il s'éleva à cette

^a Thomassin *Discipl. eccl.* | ^b Thomassin , *Discipl. eccl.*
p. 2. l. 3. ch. 38, | l. 3. ch. 39,

occasion dans ce Diocèse, une dispute fort vive entre M. Arnauld, qui en étoit Evêque, & les Réguliers. Un de ses premiers soins, après sa promotion à l'Episcopat, avoit été de faire d'utiles Réglemens pour l'administration des Sacremens, & sur-tout de celui de la Pénitence. En 1654. il fit une Ordonnance synodale, par laquelle il défendoit à tout Prêtre soit régulier, soit séculier, d'absoudre sans sa permission des cas qu'il s'étoit réservés. ^c Quelques Réguliers furent offensés de ce Règlement qui leur parut attaquer l'un de leurs droits les plus chers, & les plus incontestables. L'affaire fut poussée avec beaucoup de feu. L'on fit de part & d'autre grand nombre d'écrits, & il arriva même qu'emportés par la chaleur de la dispute, les Auteurs qui écrivirent pour les Réguliers, ne se renfermerent point en quelques-uns de leurs ouvrages, dans les bornes d'une légitime défense.

Nous ne devons point dissimuler que la Question paroissoit alors à de très-habiles Théologiens souffrir quelque difficulté. ^d Sylvius lui-même, écrivain certainement très-judicieux, regardoit l'opinion favorable aux Religieux comme probable, & même sûre dans la pratique. C'est ce qu'il répondit à des personnes qui l'avoient consulté là-dessus. Mais on n'a pas manqué, en mettant au jour sa réponse, de remarquer qu'il l'avoit faite avant le Décret d'Alexandre VII. qui a décidé nettement la Question.

En effet, les Réguliers intéressés dans cette affaire, citoient plusieurs Bulles des Papes, dans lesquelles le pouvoir d'absoudre des cas réservés aux Papes & aux Evêques, leur étoit accordé de la manière la plus claire & la plus précise, à ce qu'ils prétendoient. Ils alléguoient entr'autres, une Bulle de Léon X. en 1518. une de Clement VII. une autre de Paul III. &c. Ces Bulles n'exceptoient que les cas

^c Statuts du Diocèse. art. 13. 15. 16. pag. 158. 159. 530. | ^d Sylvius, Resolut. variæ; V. Casus reservatus, I.

réfervés par la Bulle *in Cena Domini*.^e

La Bulle de Paul III. étoit une de celles sur lesquelles ils s'appuyoient le plus ; elle leur paroissoit une pièce décisive. Ce qu'il y a de singulier, c'est que les Jésuites qui ont une Maison dans le Diocèse, ne prirent point de part à la querelle, & se soumirent à l'Ordonnance de M. Arnould. ^f C'est cependant en faveur des Jésuites que la Bulle de Paul III. avoit été portée. Leur zele pour la propagation de la Foi, leur avoit mérité les privilèges qu'elle contient ; privilèges qui leur sont nécessaires pour remplir avec plus de succès les fonctions de leur Ministère dans les Pays éloignés, où ils vont porter la lumiere de l'Evangile, & où quelquefois il ne se trouve point d'Evêques, à qui ils puissent s'adresser.

Les Bulles précédentes parloient des cas réservés au Pape, & de ceux qui le sont aux Evêques. Mais comme c'étoit principalement de ceux-ci qu'il s'agissoit, pour donner plus de force à la preuve qu'ils avoient apportée, ils y ajoutoient une Bulle d'Eugene IV. de 1436. ^g qui donne aux Bénédictins de la Congrégation de sainte Justine, le pouvoir d'absoudre des cas réservés aux Evêques ; & deux autres du même Pape de 1438. & de 1439. qui accordent les mêmes pouvoirs aux Religieux de Cîteaux, & aux Bénédictins de Valladolid. Les Minimes en citoient trois en leur faveur, une de Sixte IV. en 1474. de Jules II. en 1506. de Léon X. en 1513.

Les Freres mineurs qui avoient donné à l'Eglise tant de Papes, ne s'étoient pas sans doute oubliés : ils avoient obtenu le même privilège ; mais pour faire connoître que ce n'étoit point aux souverains Pontifes tirés de leur Ordre qu'ils en avoient l'obligation, ils insistoient davantage sur une Bulle de

^e Voyez le livre intitulé, Justification des Privilèges des Religieux, chap. 9.

^f Voyez l'ouvrage intitulé,

l'Autorité Episcopale défendue, pag. 68.

^g Justification des privilèges des Réguliers, chap. 8.

Paul IV. donnée en 1555. De tout cela les Réguliers concluoient que, comme il y a une communication de privilèges entre les Religieux mendiants & ceux qui leur sont unis, ces graces accordées à quelques Communautés particulières, s'étendoient à toutes les Sociétés religieuses, quoique selon le Droit commun, les privilèges ne sont que pour ceux qui les obtiennent.

Il est inutile d'examiner ici, si dans la pratique les Réguliers pouvoient, malgré les Evêques, & sans avoir obtenu leur consentement, faire usage des pouvoirs qui leur étoient donnés dans les Bulles que nous venons de citer. Il est encore plus inutile d'examiner l'authenticité de ces Bulles, & l'étendue des graces que les Papes y accordent. Nous sommes aussi très-éloignés de vouloir condamner les privilèges légitimes dont jouissent les Sociétés religieuses. C'est du saint Siège qu'elles les tiennent. Nous nous ferons toujours un devoir de respecter ce qui vient d'une autorité si vénérable à tous les Catholiques. Ce qui est certain, c'est que les privilèges dont il s'agit ici, ont été accordés dans des tems où on accusoit plusieurs Evêques & quelques Curés de ne pas faire une résidence fort exacte; & que l'intention des Papes étoit que les Religieux ne se servissent des pouvoirs qu'ils leur donnoient, qu'autant que l'obéissance qu'ils devoient aux Evêques le leur permettoit, que la charité l'exigeoit, que l'amour de la paix & de la concorde le demandoit. Aussi de très-saints Religieux, à qui les souverains Pontifes avoient accordé des pouvoirs très-étendus, n'ont pas cru devoir en faire usage, sans avoir auparavant obtenu l'agrément de l'Evêque Diocésain, persuadés que sans cela ils n'auroient pû travailler utilement à la sanctification des ames.

Quoi qu'il en soit de ces anciens privilèges des Réguliers, quelques authentiques qu'on les veuille

h François Xavier; voyez sa vie par le P. Bouhours, liv. 2.

146 *Conférences d'Angers,*
supposer, il est certain qu'ils n'ont plus de force aujourd'hui, & qu'ils ont été révoqués de la manière la plus solennelle, comme nous l'allons faire voir en rapportant historiquement ce qu'ont fait les Conciles & les Papes, pour réprimer le zèle trop ardent qu'ont fait paroître en divers tems différens Religieux, pour faire valoir des droits délicats & presque toujours contestés.

ARTICLE PREMIER.

Quels sont les principaux Décrets que les Papes & les Evêques ont portés, pour modérer les privilèges accordés aux Réguliers, au sujet des cas réservés ?

Un des plus anciens Décrets que les Papes aient porté, pour regler le pouvoir des Réguliers dans l'administration du Sacrement de Pénitence, est celui de Boniface VIII. ⁱ il est de 1300. Le Pape y déclare, qu'en vertu des grâces accordées par le saint Siège aux Religieux, ils ne devoient pas prétendre avoir un pouvoir plus étendu, que celui qui appartient de droit aux Curés. C'étoit faire beaucoup pour les Religieux, & cette Décrétale leur est sans doute bien favorable ; mais elle n'autorise par aucun endroit, leurs prétentions à l'égard des cas réservés au Pape & aux Evêques. Les Curés les plus jaloux de leurs droits sont toujours convenus qu'ils n'ont point le pouvoir d'en absoudre.

Il est vrai que Benoît XI. ^k de l'Ordre de saint Dominique, révoqua quatre ans après cette Constitution de Boniface VIII. Mais malgré cette révocation qui ne regardoit que quelques dispositions dont il ne s'agit point ici, il la confirma dans ce qui concerne les cas réservés, & il défendit expressément aux Religieux d'entreprendre d'en absoudre.

ⁱ Cap. 2. de Sepulturis, in Extravag. comm. | ^k Cap. 1. de Privileg. in Extravag. comm.

Il y a plus, c'est que Clément V.¹ ayant remarqué que son Prédécesseur, au lieu de rétablir la paix comme il l'espéroit, en accordant quelque chose de plus aux Religieux, que Boniface VIII. ne leur avoit donné, avoit occasionné de nouvelles contestations, rétablit la Décrétale de Boniface VIII. dans toute sa force; & non content de la défense qui leur y est faite, de donner l'absolution des cas réservés aux Evêques, ^m il y ajouta la peine d'excommunication encourue par le seul fait, des menaces très-vives de la malédiction de Dieu, & un ordre aux Supérieurs, d'imposer aux contrevenans les pénitences que les regles qu'ils professent, prescrivent pour les plus grandes fautes.

Dans le tems de la contestation de M. Arnauld avec les Réguliers de son Diocèse, on disputa beaucoup sur le Concile de Trente. Ceux qui écrivirent en faveur de M. Arnauld soutenoient que ce Concile avoit aboli tous les privilèges des Religieux au sujet des cas réservés: leur raisonnement étoit tout simple. Le Concile a décidé ⁿ comme un point de Foi, que les Prêtres tant séculiers que réguliers, n'ont point le pouvoir d'absoudre des cas réservés aux Evêques. Les Réguliers ne peuvent prétendre avoir ce droit, qu'en vertu de leurs anciens privilèges. Or le même Concile ^o abolit tous ceux qui sont opposés à ses Décrets. Le Pape Pie IV. ^p dans

¹ *Clemens V. cap. 2. de Sepulturis.*

^m *Religiosi.... qui excommunicatos à Canone, præterquam in casibus à jure expressis, vel privilegiis Sedis Apostolicæ concessis iisdem, vel à sententiis per Statuta Provincialia aut Synodalia promulgatis, absolvere quemquam præsumpserint, excommunicationis sententiam incurrant ipso facto, per Sedem Apostolicam duntaxat absolvendi. Clement. I*

de Privilegiis, lib. 5. tit. 7. n Sess. 14. Can. 7.

^o *Hæc omnia & singula, in superioribus Decretis contenta, observari Sancta Synodus præcipit.... non obstantibus eorum omnium... Privilegiis, sub quibuscumque verborum formulis conceptis, ac Mare Magnum appellatis. Sess. 25. cap. 22.*

^p *Quod omnia & singula Privilegia, exemptiones... Mare Magnum, & aliæ gratiæ....*

une de ses Bulles confirmatives du Concile de Trente , a encore plus précisément déclaré que toutes les grâces & exemptions accordées aux Sociétés religieuses de quelque Ordre que ce soit , sont de plein droit annulées & révoquées dans tous les articles qui sont contraires aux dispositions du Concile , & qu'il faut toutes les réduire aux termes des Décrets qui y ont été portés : ces privilèges ne subsistent donc plus , & ils ne peuvent par conséquent donner droit aux réguliers d'absoudre des cas réservés.

En effet la sacrée Congrégation a déclaré plus d'une fois , entr'autres en 1628. que quelques confirmations de leurs privilèges qu'ayent obtenu les Religieux, l'intention des souverains Pontifes n'a point été de faire revivre ceux que le Concile de Trente leur avoit ôtés ; & elle en donne pour exemple le privilège d'absoudre des cas réservés au Pape par la Bulle *in Cœna Domini* , ou aux Ordinaires par leurs Ordonnances synodales ; privilège aboli par ce Concile , & dont ils ne peuvent faire aucun usage. 9

Le Décret du Concile de Trente a été tant de

in singulis, in quibus illa Statutis & Decretis Concilii..... contrariantur, ipso jure revocata, cassata & annullata, ac ad ipsius Concilii terminos & limites reducta sint & esse censentur, nec quicquam adversus Decreta.... suffragari posse, sed ea perinde haberi..... debere ac si nunquam emanassent.... declaramus. *Bull.* In principis Apostolorum, *ad calicem Concilii Tridentini.*

¶ Sacra Congregatio.... censuit per confirmationes Privilegiorum, quas Regulares à Sede Apostolica post.... Concilium Tridentinum obtinuerunt, nequaquam Privilegia prius ab eodem Concilio, ac deinde etiam ipsius Congregationis Decretis sublata atque extincta

si quæ habeant, absolvendi à casibus Ordinario loci reservatis, quemadmodum neque Indulta absolvendi à casibus contentis in Bulla quæ in die Cœnæ legi consuevit, ac proinde Regulares cujusvis Ordinis nec intrà, nec extrà Italiam, in vim Privilegiorum aut confirmationum ejusmodi, quas vel hætenus obtinuerunt, vel deinceps fortè obtinebunt, posse quemquam absolvere ab iisdem casibus reservatis.... ac si secus egerint, absolutiones nullas atque irritas fuisse ac fore... quam S. Congregationis sententiam Sanctitas Sua ad se relata approbavit, mandavitque ab omnibus.... inviolabiliter observari. *Rom.* 17. *Novemb.* 1628,

fois renouvelé, & si souvent expliqué par les Papes qui l'ont suivi, que la preuve qu'on en tire a été mise, au moins par-là, hors de toute atteinte. Ce Décret est sans doute reçu en France, puisque les Conciles Provinciaux, les Déclarations du Roi, & les Assemblées du Clergé l'ont adopté.

Saint Charles qui a témoigné tant de zèle pour faire exécuter dans sa Province la Discipline établie dans le Concile de Trente; afin de fermer entièrement la bouche à ceux qui voudroient éluder les Réglemens qu'il faisoit, sous les spécieux prétextes de soutenir les privilèges obtenus du saint Siège, consulta la Congrégation des Cardinaux. Elle répondit par ordre du Pape Grégoire XIII. que ce que les Réguliers appelloient *Mare magnum*, & toutes les Bulles les plus favorables qu'ils produisoient, ne leur donnoient aucun pouvoir sur les cas qu'il jugeroit à propos de se réserver. Cette Déclaration est du 10. Septembre 1577. & en conséquence dans son cinquième Concile de Milan, il fit défenses à tous Confesseurs de quelque ordre qu'il fût, d'en absoudre sans en avoir obtenu de lui la permission, & cela sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. ^r

De nouvelles contestations firent de nouveau condamner les prétentions des Religieux; & la Congrégation chargée de la décision des affaires qui regardent les Evêques & les Réguliers, publia en 1601. une Déclaration qui fut confirmée par Clement VIII. & par Paul V. en 1617. dans laquelle il est défendu aux Religieux d'absoudre des cas réservés au Pape & aux Evêques, de quelque manière que ce soit. On y ajoute que Sa Sainteté révoque en ce point tous les privilèges qui ont été accordés aux Réguliers par ses Prédécesseurs; que les absolutions qu'ils donneroient en conséquence seroient nulles & sans force; & que ceux qui ose-

^r Conc. V. Med. an. 1579, part. 1. Can. 10. tom. 15.
Conc. col. 589,

roient contrevenir à cette Ordonnance , encourroient par le seul fait , l'excommunication majeure.

Quoique la Déclaration de la sacrée Congrégation de 1601. ne parle que de l'Italie , on en doit tirer cette conséquence , qu'hors l'Italie même les Réguliers n'ont point le pouvoir d'absoudre des cas réservés , puisqu'ils ne l'auroient qu'en vertu de leurs privilèges , dont ils ont droit de jouir en Italie comme ailleurs , & qui y sont au moins aussi étendus que dans les autres Royaumes catholiques. Mais afin de lever toute difficulté , Urbain VIII. appuya de son autorité en 1628. une nouvelle Déclaration de la Congrégation des Cardinaux , où en s'attachant constamment aux mêmes principes , ils décident que soit en Italie , soit hors l'Italie , les Religieux n'ont aucun droit d'absoudre des cas réservés au Pape & aux Ordinaires.

On trouve dans cette Déclaration une clause singulière. On y distingue les péchés réservés au saint Siège par la Bulle *in Cæna Domini* , de ceux qui le sont par d'autres Constitutions. Quant à ceux-ci , on remarque que les Déclarations publiées sous Clément VIII. n'ôtent point aux Religieux le pouvoir d'en absoudre , supposé qu'ils l'aient , ce qu'on n'examine point. Mais nous avons déjà montré , & nous aurons encore occasion de le faire , que les privilèges accordés aux réguliers sur la matière que nous traitons , ont été universellement & sans aucune distinction révoqués par le Concile de Trente , & par la Bulle que Pie IV. publia pour le confirmer. Innocent X. en 1647. dans une Déclaration qu'il fit rendre par la même Congrégation , & qui fût adressée à l'Archevêque de Naples , ne laisse là-dessus aucun doute. Il y décide que toutes les facultés d'absoudre des cas réservés à l'Ordinaire , ou compris dans la Bulle *in Cæna Domini* , & même des autres censures réservées au Pape , sont annullées par le Concile de Trente & par les Constitutions de ses Prédécesseurs. C'est une chose digne d'observation que , dans toutes ces Déclarations , les Cardinaux qui les ont por-

tées , appuyent leur décision sur le Concile de Trente , & témoignent constamment qu'elle n'est que l'explication de ses Décrets. Innocent X. n'excepte que les Indults spécialement accordés pour les cas réservés au saint Siège ; Indults dont il ne s'agit point ici.

Les choses en étoient à ce point , lorsque les contestations entre les Réguliers & M. Arnauld furent portées à l'Assemblée du Clergé de 1655. dans laquelle parmi plusieurs Propositions censurées comme téméraires , scandaleuses , offensives des oreilles pieuses , injurieuses au saint Siège , aux Conciles tant Œcuméniques que Provinciaux , les Prélats condamnerent celles - ci , s qui sont la première & la troisième.

I. P R O P O S I T I O N.

Le Concile de Trente n'oblige point les Réguliers en France , d'obtenir des Evêques l'approbation pour pouvoir administrer le Sacrement de Pénitence aux séculiers , & on ne peut se servir de son autorité pour restreindre les privilèges des Réguliers.

I I I. P R O P O S I T I O N.

Ils (les Réguliers) peuvent aussi absoudre des péchés réservés aux Evêques , sans que les Evêques leur en donnent l'autorité.

Les Réguliers intéressés dans cette contestation , appellerent du Jugement de l'Assemblée au Pape & au Parlement. C'étoit au moins un appel de trop , car il n'y avoit point d'abus dans le jugement que le Clergé de France avoit prononcé , on n'y en pouvoit pas même soupçonner : aussi l'appel au Parlement n'eut point de suite ; & l'appel au Pape en eut de fort contraire à leurs espérances , puisqu'Alexan-

dre VII. confirma par un Décret de 1659. ¹ la censure que les Evêques avoient faite des deux Propositions que nous avons rapportées, & condamna celle qui concerne les cas réservés comme fausse, contraire à l'Autorité épiscopale, & injurieuse au saint Siège.

Ces qualifications sont remarquables : elles montrent évidemment que, de prétendre que les Religieux, en vertu des privilèges que les Papes leur ont accordé, ont droit d'absoudre des cas réservés, c'est faire injure au saint Siège, & donner atteinte à la Jurisdiction des Evêques. Alexandre VII. censura de nouveau en 1665. la même Proposition, parmi plusieurs autres, qu'il assure renfermer une doctrine qui ne pouvoit que corrompre & que perdre ceux qui la suivoient. Enfin Clément X. dans la Bulle *Superna*, du 5. Janvier 1670. a donné une nouvelle force à ces décisions, en déclarant, 1°. Que les Religieux, même de la Compagnie de Jesus, n'ont point, en vertu de leurs privilèges, de quelque nature qu'ils soient, le droit d'absoudre des cas réservés aux Evêques. 2°. Que les différentes confirmations de ces privilèges qu'ils ont obtenues depuis le Concile de Trente, n'ont point fait revivre ce droit prétendu que ce Concile leur a ôté. 3°. Que ceux qui ont le pouvoir d'absoudre des cas réservés au Pape n'ont pas pour cela la faculté d'absoudre de ceux qui le sont aux Evêques. ^u

¹ Est falsa, auctoritati Episcoporum & Sedi Apostolicæ injuriosa. Ce Décret se trouve dans l'appendix des Statuts du Diocèse d'Angers, pag. 62.

^u Ex facultatibus.... per Mare Magnum, aliave Privilegia, Regularibus cujuscunque Ordinis... aut Societatis, etiam Jesu, concessis, factam non esse eis potestatem absolvendi, in casibus ab Episcopo sibi reservatis; & per confirma-

tiones dictorum Privilegiorum quas Regulares à Sede Apostolica post..... Concilium Tridentinum obtinuerunt, nequaquam revixisse Privilegia, prius ab eodem Concilio, aut deinde Apostolicis etiam Decretis, sublata atque extincta, SI QUÆ HABEBANT, absolventi à casibus Episcopo reservatis; & habentes facultatem absolvendi ab omnibus casibus Sedi Apostolicæ reser-

Il est surprenant, que malgré tant de Censures, de Décisions, de Rescrits, de Constitutions, il se soit trouvé quelquefois des Religieux inquiets, qui ont refusé de s'y soumettre. M. le Camus Evêque de Grenoble, depuis Cardinal, s'en plaint à Clément X. qui lui répondit, * que les prétentions de ces Religieux indociles étoient chimériques & sans aucun fondement.

On doit sans doute regarder cette affaire comme décidée en dernier ressort. Les Evêques, dans leurs Conciles & leurs Assemblées, ont souvent prononcé contre les prétentions des Réguliers. Le saint Siège a quelquefois prévenu, d'autres fois confirmé leur jugement : il n'est pas possible de se refuser à une décision si solennelle & si unanime.

Comme les Réguliers auroient peut-être tenté de se relever de tant de censures, à la faveur des privilèges accordés à leurs Confréries, les Papes leur ont enlevé ce dernier retranchement : la Bulle *Quæcumque* y est précise. y

Grégoire XIII. l'an 1574. avoit déjà confirmé deux

vatis, non ideò à casibus Episcopo reservatis posse absolvere.... declaramus. *Bull. mag. tom. 5. pag. 306.*

x Regulares non posse ex Privilegiis, præsertim ex illo, quod *Mare Magnum* appellant, ... absolvere quemquam à casibus, quos sibi Episcopus reservaverit, declaramus. *In Brevis*, Exponi nobis fecit.

y Præterea volumus ut Confessarii, qui vigore Privilegiorum ipsis ordinibus.... & Congregationibus concessorum, Confratres consentientes à casibus ac censuris.. juxta dictorum Privilegiorum (quatenus tamen sunt in usu, & sacris Concilii Tridentini Decretis ac Romanorum Pontificum., Constitutionibus non

adversantur, nec revocata sint (formam... absolvere valeant... Decernimus ut iidem Confessarii prædictos Confratres... à casibus contentis in litteris, quæ die *Cænæ Domini* legi consueverunt, nec non violentæ manus injectionis in Clericum..... ac ab aliis casibus tam à nobis, quàm à.... nostro in Urbe Vicario, & locorum Ordinariis reservatis, &..... reservandis, & etiam à quavis excommunicatione ab homine absolvere, & super irregularitatibus.. dispensare, prætextu dictorum Privilegiorum, nullomodò possint. *Clement. VIII. Bull. Quæcumque. 7. Decembris 1604. n.9. Bull. tom. 3. pag. 182.*

Déclarations des Cardinaux , dont la première décide que ces Confréries ne donnent aucun droit particulier de se faire absoudre des péchés réservés ; & la seconde , après avoir prononcé la même chose de celle du Rosaire , excepte les privilèges , que les Confreres auroient obtenu depuis le Concile de Trente , si en effet ils en pouvoient produire.

Mais comme on pouvoit abuser de cette exception , saint Charles s'adressa au même Pape , pour sçavoir , si dans le fond le saint Siège avoit accordé aux Confreres du Rosaire une grace si singulière. Sur la réponse de Grégoire XIII. ce saint Archevêque défendit généralement à tous les Confesseurs , de donner aux Pénitens l'absolution des péchés réservés aux Ordinaires , sous prétexte des privilèges accordés devant ou depuis le Concile de Trente , à quelque Confrérie que ce soit , même à celle du Rosaire & de la Cruciade. ^z

Les Evêques du Royaume ont fait la même défense dans l'Assemblée de 1656. Art. VI. où après avoir marqué que les Réguliers ne peuvent absoudre des péchés réservés aux Evêques , ils ajoutent , qu'à *plus forte raison , ils ne peuvent donner pouvoir à aucun Prêtre d'absoudre des susdits cas , quoiqu'ils allèguent en avoir le pouvoir , en vertu de l'établissement de leur Ordre , Confrérie & Congrégation.*

Ainsi M. Arnauld , en déclarant dans son Ordonnance de 1655. article IV. ^a que les Réguliers , par les privilèges accordés à leur Ordre & à leurs Confréries , n'ont point eu & n'ont point encore le pouvoir d'absoudre des cas réservés aux Ordinaires , n'avoit fait que se conformer aux Décrets des Conciles , aux Constitutions du saint Siège , aux Déclarations des différentes Congrégations de Rome , & au sentiment de saint Charles.

Enfin la Bulle *Pretiosus* de Benoît XIII. a donné

^z Conc. Prov. Med. 5. cap. Quæ ad Pœnitentiæ Sacramentum. | ^a Statuts , du Diocèse d'Angers , pag. 583.

une nouvelle force à toutes ces preuves. Le Pape y confirme toutes les Constitutions que ses Prédécesseurs avoient publiées en faveur de l'Ordre de saint Dominique , dont il avoit été tiré pour être élevé sur le saint Siège , & pour qui il a toujours eu une affection singulière. Mais lorsqu'il s'agit de celles qui paroissent accorder aux Religieux de cet Ordre le pouvoir d'absoudre des cas réservés au Pape & aux Evêques , Benoît XIII. déclare expressément qu'il ne confirme pas en ce point les privilèges qui leur y sont donnés , & qui sont contraires à la Bulle *Quæcumque* de Clément VIII. dont les dispositions doivent servir de Loi. ^b

ARTICLE SECOND.

Conséquences qu'on doit tirer des Constitutions des Papes & des Ordonnances des Evêques , qui modèrent & révoquent les Privilèges accordés aux Réguliers au sujet des cas réservés.

De tout ce que nous venons de dire , il en faut conclure, 1°. que les Religieux, en vertu des privilèges Apostoliques, n'ont point droit d'absoudre des cas réservés aux Evêques. Tout ce que nous avons dit jusqu'ici concourt à le prouver. 2°. Qu'ils n'ont point aussi le pouvoir d'absoudre des cas réservés par la Bulle *in Cæna Domini* , comme il est marqué dans le Décret d'Urbain VIII. 3°. Qu'ils n'ont pas même le pouvoir d'absoudre des autres censures réservées au Pape , quoiqu'elles ne soient pas comprises dans la Bulle *in Cæna Domini*. Nous l'avons prouvé par les Décrétales de Boniface VIII. de Clément V. qui ne

b Quæ quidem (privilegia) de novo confirmamus , sed intelligenda... volumus... juxta sancita à Clemente VIII. in Constitutione Quæcumque..... nimirum ut Confessarii prædicti... absolvere non possint à

gravioribus casibus prædictæ Sedi reservatis , & ab ipso Clemente VIII. ibidem expressis , ac reservatis ab Ordinario loci. Bull. Pretiosus , 16. Junii 1727. §. 4. Bull. tom. 10. pag. 313.

portent aucune exception, & par les Décrets de Paul V. de Clément VIII. d'Innocent X. & de Benoît XIII. 4°. Qu'ils n'ont aucun de ces différens pouvoirs, en vertu des privilèges accordés aux Confréries érigées dans leurs Eglises, comme il est expressément marqué dans les Déclarations des Cardinaux de 1574. le Synode de Milan de 1579. la Bulle de Clément VIII. de 1604. la Bulle *Pretiosus*, de Benoît XIII. &c. 5°. Que les privilèges des Réguliers en cette matiere, ont été abolis par le Concile de Trente; & c'est ce qu'ont souvent déclaré les Cardinaux chargés du soin de l'interpréter, & les souverains Pontifes dans les Décrets que nous avons cités. 6°. Que les confirmations de leurs privilèges, qu'ils ont obtenues depuis ce Concile, n'ont point fait revivre ceux qui concernent les cas réservés. C'est encore ce qu'ont décidé les Cardinaux Interprètes du Concile de Trente en 1628. & Innocent X. en 1644. 7°. Enfin que les absolutions que donneroient les Réguliers des péchés réservés au Pape & aux Evêques, si ce n'est à ceux qui sont en danger de mort, seroient non-seulement illicites, mais encore nulles & invalides. C'est la décision de Clément VIII. en 1601. confirmée par Paul V. en 1617. d'Urbain VIII. en 1628. de la sacrée Congrégation, sous Innocent X. ^c sous Clément XI. en 1720. ^d &c.

Comme les privilèges des Réguliers dans cette matiere empruntent toute leur force de l'autorité du saint Siège, ceux que les Papes jugent à propos de révoquer tombent absolument, & il n'est plus possible d'en faire aucun usage. On peut encore ajouter, que les privilèges dont nous parlons étant contraires au Droit commun, à l'autorité des Evêques toujours favorable (& si nous disions au bon ordre, & à la subor-

^c Cette décision est adressée à l'Archevêque de Malines, qui avoit consulté sur ce point la sacrée Congrégation; elle est rapportée par Nessen dans sa Théologie, tom. 2. pag. 218.

^d An regulares possint sæculares, extra mortis periculum, absolvere à casibus reservatis, Sacra Congregatio respondit, negativè, Bened. XIV. de Synod. Diæces. l. 5. cap. 5. n. 7.

dination nécessaire pour le maintenir , nous ne parlerions que d'après de grands Papes)^e le moindre rémoignage qu'un souverain Pontife donne , qu'il ne les autorise plus , suffit pour les révoquer & les anéantir.

Et qu'on ne dise point que les Décrets que nous avons cités ont été portés par des Tribunaux , qui ne sont point reconnus en France , tels que celui de l'Inquisition : car dans les Constitutions des Papes , il faut bien distinguer le fond & ce qui y est décidé de la forme , que quelquefois on peut regarder comme une chose étrangere à la décision ; & comme le disoit autrefois M. Daguesseau , en requérant l'enregistrement du Bref , contre le Livre des Maximes des Saints , on ne doit point s'arrêter à l'écorce & à l'extérieur d'une Constitution qui ne renferme rien que de saint & de vénérable. Telles sont celles que nous avons citées , si conformes dans ce qui y est décidé aux Maximes du Royaume , & à l'ancienne Discipline de l'Eglise. Sans reconnoître les Tribunaux dont elles sont émanées , dès qu'elles portent le nom du Vicaire de Jesus-Christ , on peut les recevoir en France pour ce qui regarde le fond de la décision. Celles-ci l'ont été ; les Evêques y ont conformé leur jugement. Ainsi il y a une parfaite conformité de sentimens entre le saint Siège & l'Eglise Gallicane. Le Roi dans l'Arrêt rendu en faveur de M. l'Evêque d'Agen , a appuyé de son autorité toutes ces dispositions.

Car après avoir déclaré , que les *Prêtres Séculars & Réguliers ne peuvent confesser sans avoir obtenu l'approbation de l'Evêque* , il ajoute , que conformément aux regles & à l'usage de l'Eglise , ledit Sieur Evêque pourra leur donner son approbation limitée pour les lieux , les personnes , le tems , & pour les cas à lui réservés. Sa Majesté ayant voulu rendre cet Arrêt commun pour tout le Royaume , en inféra les

^e Clem. V, cap. 2. de sepult. Paul V. in Decr. an. 1617. jam citato.

principaux articles , & sur-tout celui-ci , dans l'Edit de 1695. ^f

Ce concours des deux Puissances paroît avoir terminé toutes les disputes. Les Théologiens & les Canonistes sont aujourd'hui d'accord sur un point de Discipline si important. Les Réguliers eux-mêmes conviennent de la révocation de leurs privilèges , en sorte que le Pere Dominique Viva , sçavant Théologien de la Compagnie de Jesus , assure que le sentiment contraire n'a pas la moindre ombre de probabilité. ^g Et la Croix , autre Théologien de la même Compagnie , pour aller au devant des restrictions que mettoient quelques Réguliers à ces Constitutions , en disant qu'elles ne regardoient que les cas réservés aux Evêques par le Droit , décide que les Réguliers ne peuvent aujourd'hui absoudre des cas & des censures réservés aux Ordinaires , soit par le Droit commun , soit par des Statuts synodaux ou de quelqu'autre manière que ce soit. ^h En effet , les Décrets que nous avons rapportés , sont conçus en termes généraux , sans aucune distinction ni limitation.

Ce principe est si universel , que si les réguliers sont appelés pour conduire des Monastères de filles , soumis à la Jurisdiction des Evêques , ou même exempts de la Jurisdiction de l'Ordinaire , qui les gouverne néanmoins comme délégués du saint Siège , comme c'est de l'Evêque qu'ils tiennent leurs pouvoirs , il peut les limiter en se réservant les cas qu'il juge à propos , ainsi que Sylvius , ⁱ & Pontas l'ont décidé. ^k

La raison qu'ils en donnent , c'est que quelques exemptes que ces Religieuses soient de la Jurisdiction

f Art. XI.

g Mitto alia quæ...post profcriptam propositionem ab Alexandro VII. ne umbratilem quidem probabilitatem communicant sententiæ , sustinenti posse Regulares nunc à casibus Episcopo reservatis absolvere , *Theses damnatæ* pag. 74.

h Nulli Regulares possunt sine licentia Episcopi à casibus ipsi reservatis , neque ab excommunicationibus.... absolvere. *T. 9. pag. 335.*

i Syl. tom. 5. v. *Casus reservatus.*

k Pontas , *V. Cas réservés , cas 38.*

des Ordinaires, c'est d'eux néanmoins que leurs Confesseurs tiennent leurs pouvoirs ; il est donc indubitable, que si les Evêques ne leur donnent qu'une Jurisdiction limitée, ces Confesseurs ne peuvent l'étendre au-delà des bornes qui leur sont prescrites.

Nous ne croyons pas devoir nous arrêter ici à réfuter les raisons dont se servoient les Réguliers, pour soutenir des privilèges, qu'ils ne voyoient qu'avec peine leur échapper, parce qu'après ce que nous avons dit, elles tombent d'elles-mêmes. Ils ne peuvent plus dire aujourd'hui, comme ils disoient alors, que les Bulles qui les révoquent, n'ont point été acceptées en France. Elles y sont incontestablement reçues au moins par l'usage, & celles qui les autorisent y ont toujours été contredites. Ils se plaignoient de n'avoir pas été appellés pour défendre leurs droits, & qu'on les avoit condamnés sans les entendre. Les Evêques auroient bien plus de droit de faire les mêmes plaintes, par rapport aux grâces & aux exemptions que les Papes ont accordées aux Réguliers. Quoi qu'il en soit, les Religieux ont été entendus contradictoirement à Rome, au moins dans l'affaire de M. l'Evêque d'Angers.

Nous n'ajoutons qu'avec peine une troisième raison qu'ils apportotent, c'est que leurs privilèges étoient moins des grâces, que des récompenses des services qu'ils avoient rendus au saint Siège, qu'on ne pouvoit révoquer sans les dédommager. Comme notre dessein n'est pas de ranimer des disputes éteintes depuis long-tems, nous ne réfuterons point autrement ce raisonnement, qu'en témoignant que nous sommes convaincus qu'il a échappé à quelques particuliers qui n'en ont pas prévu les conséquences ; & nous ne doutons point que les Réguliers les plus éclairés, n'aient toujours regardés les privilèges accordés à leurs Ordres comme de pures grâces. Les Religieux étoient assez récompensés des services qu'ils avoient rendus au saint Siège par l'honneur de le servir, l'obligation dans laquelle ils étoient de le faire, & l'espérance d'en être un jour récompensés.

I I I. Q U E S T I O N.

A R T I C L E P R E M I E R.

Un Confesseur qui a obtenu de son Evêque le pouvoir d'absoudre des Cas réservés , a-t-il droit d'absoudre des censures qui y sont attachées ?

IL y a cette différence entre les cas réservés au Pape & ceux qui le sont aux Evêques , que les premiers sont toujours accompagnés d'une censure d'excommunication , au lieu que les autres n'ont pas toujours de censure attachée , comme on le peut voir dans les différentes listes que nous en avons , où on distingue avec soin les péchés réservés avec censure , de ceux que les Evêques se réservent sans y attacher de censure.

Sur quoi il faut observer , que toutes les fois que les Prélats punissent d'une censure une action mauvaise qu'ils défendent , & qu'ils se réservent l'absolution de cette censure , ils ne renferment pas toujours dans la réserve le péché pour lequel on l'encourt , dont tout Prêtre approuvé peut néanmoins absoudre. C'est ce qui se pratique pour l'ordinaire à l'égard des suspenses ; & en effet , la plupart de celles qui sont portées par les Statuts de ce Diocèse , quoique réservées , s'encourent pour des fautes qui ne sont point des cas réservés. Mais aussi il arrive souvent que les Prélats ne se contentent point de se réserver les censures , mais qu'ils étendent la réserve aux péchés mêmes , pour lesquels on y tombe. Ils

*1 Vid. Viva Theses damnatæ. | Alex. VII. damnatas.
n Propos. XII. & XXXVI. ab*

ont coutume de le faire , toutes les fois qu'ils défendent quelque chose sous peine d'excommunication réservée , encourue par le seul fait.

De quelque maniere que soit conçue la réserve , quelle que soit la censure que les Prélats aient prononcée contre ceux qui tombent dans un certain péché , à parler en général conformément aux principes & aux maximes du Droit commun, le pouvoir d'absoudre des cas réservés, ne renferme point celui d'absoudre des censures réservées , qui y sont attachées. Plusieurs Evêques l'ont marqué expréssément à la fin des feuilles des cas réservés qu'ils ont publiées , comme on le voit dans celles du Diocèse d'Autun , de la Rochelle , de Cahors , &c. Et en effet , un cas réservé n'est pas une censure , ni une censure un cas réservé : ce sont deux choses entièrement distinguées. L'une est un péché, l'autre en est la peine. ^a

Ce principe est encore plus universel & plus sensible , lorsqu'on l'applique aux suspenses , parce qu'il n'est pas nécessaire qu'elles soient levées , pour absoudre de leurs péchés ceux qui les ont encourues. Aussi , dans ce Diocèse même , où on suit des maximes différentes à l'égard de l'excommunication , comme nous l'allons dire , on ne s'écarte point de la regle générale à l'égard des suspenses ; & ceux-mêmes qui ont le pouvoir le plus étendu sur les cas réservés , ne peuvent donner l'absolution d'une suspension réservée , quoique tous les Prêtres approuvés puissent absoudre des fautes qui sont punies de cette censure. Cependant dans la pratique , un Confesseur ne doit point absoudre de leurs péchés ceux qui ont encouru une suspension réservée , avant qu'ils aient

a Cum Casus reservatus non sit censura , nec censura sit casus reservatus , facultati, quam D. Archiepiscopus concedit absolvendi à casibus reservatis , non conjungitur de se facultas absolvendi à censu-

ris , quæ illis annexæ esse possunt , si modò illæ censuræ sint ipsæ reservatæ , nec vicissim. Tit. de Absol. à casibus reservatis. n. 2. Mand. D. Card. Noallii. 1709.

obtenu de l'Evêque ou des Grands-Vicaires l'absolution de la censure qu'ils ont encourue. Cela est d'autant plus nécessaire, que les Ecclésiastiques ne se confessent pas précisément pour obtenir le pardon de leurs péchés, mais encore pour se mettre en état d'exercer leurs fonctions; ce qu'ils ne peuvent faire tandis qu'ils sont liés par une suspension. Cette démarche humiliante leur fera d'ailleurs mieux sentir l'énormité de leur faute, & ils n'en seront que mieux disposés pour en recevoir l'absolution.^b C'est un avis très-judicieux que donne aux Confesseurs M. le Cardinal de Noailles, & le bon ordre exige qu'on s'y conforme, lorsqu'on n'a point de raisons particulières qui déterminent à en agir autrement.

Ce que nous avons dit ci-dessus, que le pouvoir d'absoudre des cas réservés ne renferme point celui d'absoudre des suspensions réservées, ne souffre dans ce Diocèse aucune exception, pas même à l'égard de celle qui concerne la falsification ou l'aliénation du Titre clérical, qui diffèrentes des autres, est attaché à un péché qui est lui-même réservé.

Il est des Théologiens qui ne portent pas le même jugement sur les excommunications que sur les suspensions, & qui soutiennent que le pouvoir d'absoudre des cas réservés renferme conséquemment celui d'absoudre des excommunications qui y sont attachées. L'Auteur de la conduite des Confesseurs^c paroît être de ce sentiment; & il l'appuie sur ces principes de Droit, *Qui dat esse dat consequentia ad esse cui data est Jurisdictio, ea quoque data sunt, sine quibus Jurisdictio expediri non potest.* Ce sont des axiomes, personne ne les conteste, & ils prouvent parfaitement ce que cet Auteur prétend pour deux circonstances, 1°. lorsqu'on demande au Supérieur la permission d'absoudre d'un cas particulier,

^b Debet autem Confessarius prius, absolvendum à censuris, etiam, saltem ordinariè, à suspensione, ad Supe-

riorem remittere, quàm eum à peccatis absolvat. *Mand.* 1709. *ibid.*

^c P. 2. ch. 2.

qu'on lui nomme, & qui est du nombre de ceux qui sont réservés avec censure. 2°. Lorsque sans expliquer quel est le cas particulier, on se contente de lui faire connoître, qu'il est du nombre de ceux que les Loix punissent d'une excommunication réservée. Car alors, si l'Evêque accorde le pouvoir d'absoudre du péché réservé, ce pouvoir est essentiellement lié à celui d'absoudre de la censure qui y est attachée.

C'est ici que les axiomes précédens ont leur application naturelle : *Qui dat esse consequentia ad esse cui data est Jurisdictio, ea quoque data sunt sine quibus Jurisdictio expediri non potest.* L'intention du Supérieur n'est pas sans doute de donner un pouvoir imaginaire, & dont on ne puisse faire aucun usage. En accordant la permission d'absoudre d'un cas réservé, désigné de la manière que nous l'avons dit, il y joint le pouvoir d'absoudre de l'excommunication, sans lequel la permission qu'il donne, ne serviroit de rien. ^d

Mais nous croyons devoir raisonner différemment, lorsqu'il s'agit du pouvoir général d'absoudre des cas réservés, & même du pouvoir particulier qu'on a obtenu d'absoudre d'un péché, qu'on n'a exposé au Supérieur que sous la qualité vague & indéterminée de péché réservé, sans ajouter qu'il est avec censure. Si l'Evêque ou celui qui tient sa place, donne précisément pouvoir d'absoudre des cas réservés, celui d'absoudre de la censure qui y est attachée, n'y est point renfermé. ^e Ce sont deux pouvoirs différens qui peuvent subsister l'un sans l'autre. Il est

Il Quando conceditur facultas absolvendi à casu aliquo, aut à casibus aliquibus in particulari, qui expositi fuerint concedenti facultatem, aut quibus annexam censuram esse fuerit eidem declaratum, tunc simul conceditur facultas absolvendi à censura annexa. Neque tunc opus est hanc facul-

tatem nominatim exprimere Mand. Paris. ibid.

e Navar. in Man. cap. 27. n. 261. Episcopus concedendo casus ... sibi reservados, non videtur concedere absolutionem à censuris, quoniam à diversis non fit illatio, cap. 12. de Decimis.

vrai que dans cette circonstance particulière, le pouvoir que le Prélat a accordé, ne peut servir de rien, si la permission d'absoudre des censures n'y est jointe. Mais le Confesseur ne lui a point demandé cette permission, & l'Evêque n'a pas dû penser qu'elle fût nécessaire, puisqu'on ne lui en a point parlé : il n'a donc pû avoir dessein de la donner.

M. d'Argentré Evêque de Tulles, nous est ici opposé, & il décide généralement que le pouvoir d'absoudre des cas réservés, renferme celui d'absoudre des censures qui y sont attachées, parce qu'autrement le pouvoir d'absoudre des cas réservés seroit inutile : il ajoute qu'on a droit d'interpréter que telle est l'intention du Pape & des Evêques, à moins qu'un Evêque ne déclare le contraire. Il prétend même, que cette déclaration seroit très-imprudente. Nous avons déjà répondu à la principale raison qu'apporte cet illustre & sçavant Prélat. ^f Si le pouvoir accordé par l'Evêque est inutile, c'est la faute du Confesseur qui ne s'est pas bien expliqué, & non celle de l'Evêque. Il ne le seroit pas d'ailleurs s'il ne s'agissoit que d'une suspension. Or M. d'Argentré semble parler de toute sorte de censures, à moins qu'on ne restreigne ce qu'il dit à la seule censure de l'excommunication, ce que la raison qu'il donne rend très-vraisemblable. Nous avons aussi peine à croire que la déclaration que feroit un Prélat, qu'il ne prétend point donner le pouvoir d'absoudre des censures, en accordant celui d'absoudre des cas réservés, fût imprudente. De très-grands Evêques l'ont faite, comme nous l'avons dit, & ils ont eu de bonnes raisons pour obliger ceux qui leur demandent ces permissions, à leur faire connoître, s'il s'agit d'un péché réservé avec censure ou non ; parce que les premiers sont pour l'ordinaire plus énormes, & d'une plus dangereuse conséquence. Au reste, nous ne sommes pas persuadés qu'il soit nécessaire que les Evêques déclarent que leur intention n'est pas, en don-

nant le pouvoir d'absoudre des cas réservés, d'accorder celui d'absoudre des censures; parce que de droit, lorsqu'un pouvoir n'en renferme point essentiellement un autre, celui à qui on a accordé le premier ne peut pas pour cela se flatter d'avoir obtenu le second.

Quoi qu'il en soit, toutes ces observations ne sont plus d'usage dans ce Diocèse, depuis que M. de Vaugirauld a déclaré en plein Synode, qu'en accordant la permission d'absoudre des cas réservés, son intention étoit d'y joindre le pouvoir d'absoudre des censures d'excommunication qui y sont attachées. Il a fait insérer cette déclaration dans les avertissemens aux Confesseurs, qui se trouvent à la suite du Catalogue des cas réservés. g

ARTICLE SECOND.

Comment se doit conduire un Confesseur à l'égard du Pénitent d'un Diocèse différent du sien, qui se trouve coupable de quelques péchés réservés ?

Le péché d'un étranger qui se confesse dans un Diocèse différent, peut n'être réservé que dans le Diocèse du Confesseur, ou seulement dans celui du pénitent, ou bien l'être dans l'un & l'autre Diocèse.

Si le péché dont s'accuse le Pénitent étranger, est réservé dans le Diocèse où il se confesse, un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires ne peut lui en donner l'absolution, quoique ce péché ne soit point réservé dans le Diocèse du pénitent. Ce Confesseur

g Quamvis in simplici facultate absolvendi à casibus reservatis Jure communi non includatur, facultas absolvendi à casibus, quibus annexa est excommunicatio reservata, concedi tamen (sciunt Confessarii) speciali gratiâ in hac

Diœcesi, ut quibus datur facultas absolvendi à casibus reservatis, ii pariter absolvere valeant ab illis, quibus annexa est excommunicatio reservata, & consequenter ab ipsa reservatione.

n'a point de Jurisdiction pour en absoudre ; c'est de son Evêque qu'il tient tous ses pouvoirs. Il n'en a point d'autres : que ce soit sur un Diocésain qu'il les exerce ou sur un étranger, ils sont toujours les mêmes, & ils n'ont pas plus d'étendue à l'égard de l'un qu'à l'égard de l'autre.

Si les péchés sont réservés dans l'un & l'autre Diocèse, tous les Théologiens conviennent qu'à plus forte raison l'étranger n'en peut recevoir l'absolution, que d'un Prêtre approuvé pour les cas réservés.

Enfin, si le péché dont s'accuse le pénitent étranger, n'est réservé que dans son Diocèse, & qu'il ne le soit point dans celui où il se confesse, quelques Théologiens ont cru, ^h qu'il ne pouvoit en être absous que par son Evêque, ou par ceux à qui il auroit donné ce pouvoir ou qui l'ont dans le lieu où ce Pénitent se confesse. Ces Théologiens croyoient devoir rendre dans cette circonstance l'absolution des péchés réservés, d'autant plus difficile à obtenir, qu'un Confesseur étranger ne connoît pas toujours le mal qu'a causé dans un Diocèse dont il n'est pas, un crime qui n'a pas toujours eu dans le sien des suites si funestes.

M. de Sainte-Beuve, ⁱ traite cette question assez au long, mais il ne s'exprime pas d'une manière fort décisive. Car après avoir rapporté les différentes opinions des Théologiens, & en avoir marqué les inconvéniens, il conclut simplement qu'il n'y en a aucune qu'on puisse regarder comme certaine, & que les étrangers dont il s'agit peuvent s'adresser, selon quelques-uns, aux Confesseurs qui ont les cas réservés de l'Evêque du Pèlerinage (c'est à l'occasion de celui de Saumur qu'il parle, & du grand concours des Fidèles, que la dévotion à la sainte Vierge y attire) & que selon d'autres, ils peuvent même se faire absoudre par les Prêtres qui n'ont que les pouvoirs ordinaires.

^h *Graffius*, *decif. Aur.* | *var. in Man. cap. 27. n. 161.*
parte primâ. lib. 1. n. 3. Na- | *i Tome premier, Cas 18.*

Nous serons plus décisifs que M. de Sainte-Beuve, & nous proposons avec d'autant plus de confiance le sentiment dans lequel on soutient, que ces Pénitens étrangers peuvent être absous par tous les Prêtres approuvés, qu'il est appuyé sur la pratique de l'Eglise, sur le consentement tacite des Evêques ; consentement qui leve toute la difficulté. Car c'est un usage qui paroît uniforme dans tous les lieux de Pèlerinage, que les Confesseurs approuvés reçoivent au Tribunal de la Pénitence indistinctement les étrangers comme les autres, qu'ils exercent sur eux leurs pouvoirs, tels qu'ils les ont reçus de leur propre Evêque, & qu'ils ne reconnoissent point d'autres réserves, que celles qui ont force de Loi dans le Diocèse ou ils se trouvent. Cette conduite est appuyée sur des raisons qui paroissent convaincantes.

La premiere est, que la réserve étant une limitation du pouvoir des Confesseurs, ne peut regarder que ceux qui sont soumis à la Jurisdiction de l'Evêque qui l'a faite ; le Confesseur, dont nous parlons, ne l'est point à l'Evêque du pénitent. Ce n'est point de lui qu'il a reçu l'approbation, en vertu de laquelle il administre le Sacrement de Pénitence, c'est de son Prélat, qui ne l'a point donnée sous des restrictions qui renferment le péché dont s'accuse le pénitent étranger ; ce Confesseur peut donc certainement l'exercer sur lui & l'en absoudre. La réserve ne suit point le pénitent, elle est attachée à la personne du Confesseur. Ce raisonnement est de M. Desmarets Evêque de saint Malo, dans son Mandement sur les Cas réservés. *

Par une raison contraire, les Théologiens & les

.. & Reservatio nihil aliud est quam limitatio, vel retentio potestatis ordinariæ vel delegatæ Confessarii, jurisdictioni illius, à quo fit reservatio, subditi, Reservatione igitur solâ ligatur præcisè Confessarii potestas. Hinc..., approba-

tus à Nobis quilibet Confessarius potest absolvere à peccatis in aliena, non in nostra Diocesi, reservatis, si non sit in eis fraus, quam quidem Confessarii præcavere debent. Mand. San. Macl. n. 1.

Canonistes, ¹ qui enseignent communément qu'un Curé, lorsqu'il n'y a point de scandale à craindre, peut absoudre son Paroissien avec qui il se trouve dans un autre Diocèse, enseignent aussi qu'il ne pourroit lui donner l'absolution des péchés réservés dans son Diocèse, quoiqu'ils ne le fussent pas dans le lieu où il confesse, parce que la réserve suit par-tout le Confesseur : elle est une restriction de ses pouvoirs qui ne s'étendent point aux cas réservés à son Evêque de qui il les a reçus. C'est en vertu de ces pouvoirs qu'il absout : comme il peut leur donner toute l'étendue, dans laquelle son Evêque les lui a accordés, quelles que soient les personnes sur qui il les exerce, il ne peut aussi les étendre au-delà, dans quelque lieu qu'il se trouve. Ce raisonnement est encore de M. l'Evêque de saint Malo. ^m

Une seconde raison qu'on donne pour soutenir l'usage communément reçu, c'est qu'un Juge doit prononcer ses Sentences suivant les Loix du lieu où il exerce sa Jurisdiction. La loi du Diocèse où le Confesseur exerce ses fonctions, ne renferme point dans la réserve le péché dont ce Pénitent s'accuse ; s'il y étoit réservé, quand même il ne le feroit pas dans le Diocèse du Pénitent, celui-ci seroit soumis à cette Loi de rigueur. Il est juste, que celui qui est obligé de se soumettre aux Loix établies dans le lieu où il se trouve, quoiqu'elles ne lui soient pas favorables, profite aussi de celles qui lui sont avantageuses. ⁿ

^{lo} Cabassut ° tourne cette raison d'une manière un peu différente. Un coupable, dit-il, doit être jugé selon les loix du Pays où il subit son jugement. Il

l Gibert. *Conf. Can. sur la Pénitence*, tom. I. *regle* 34.

m Ubi cumque & à quibuscumque personis admissum sit peccatum Nobis reservatum, remitti non potest, etiam extra nostram Diocesim, ad eo qui vir tute nostræ approbatio

nis absolvit, nisi approbatus sit à nobis pro reservatis. *Idem ibid.*

n Qui sentit onus, sentire debet & commodum. *De Reg. Juris in sexto Reg. 55.*

o *Theoria & Praxis*, lib. 3. cap. 12. n. 1.

cite

cite pour le prouver l'Authentique *qua in Provincia*, p qui n'est certainement point favorable au sentiment qu'il soutient, & que nous soutenons après lui. En voici les termes : *qua in Provincia quis deliquit, illius etiam juri subjaceat, quod jus perpetuum est.* L'application de cette Loi est sensible. On en devoit conclure contre Cabassut & contre nous, qu'un pécheur doit être jugé suivant les Loix du Diocèse, où il a commis son crime. Il y est réservé : un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires, n'en pourra donc absoudre. Mais il faut répondre que cette loi ne regarde que les Tribunaux de Judicature, & non celui de la pénitence, qui ne se règle pas toujours, comme nous l'avons montré ailleurs, par les principes que l'on suit dans le for extérieur.

Enfin, & c'est une troisième raison, qu'il ne faut pas réduire un Confesseur à l'impossible; & ce seroit certainement l'y réduire, que de prétendre qu'il doit sçavoir quels sont les cas réservés dans les Diocèses de ceux qui peuvent s'adresser à lui. Car s'il ne peut absoudre de ces péchés, il doit connoître la réserve que les Evêques en ont faite, puisqu'elle lui doit servir de règle dans l'exercice de son Ministère. Un Confesseur est incontestablement obligé de sçavoir jusqu'où s'étend sa Jurisdiction & sa puissance, ce qu'il peut lier ou délier. Comment pourra-t-il acquérir une connoissance si étendue? Veut-on qu'il ait toutes les listes des cas réservés dans les Diocèses voisins, ou même dans tout un Royaume, d'où on vient souvent dans certains lieux de Pèlerinage très-fréquentés?

Il peut, dira-t-on, interroger le Pénitent, & sçavoir de lui si quelques-uns des péchés dont il s'accuse, sont réservés. Mais le pénitent souvent ne le sçait pas lui-même, & pour l'ordinaire c'est une chose dont il n'est pas obligé de s'instruire, & qu'il ne lui

p Cod. tit. 15. lib. 3.

q Nemo potest ad impos-

sibile obligari, de Reg. in sexto Reg. 6.

seroit pas aisé d'apprendre.

Si on objectoit que nous autorisons par - là ceux qui demeurans sur les confins d'un Diocèse où un péché est réservé, vont chercher & demander dans le Diocèse voisin, où il ne l'est pas, une absolution qu'ils n'obtiendroient pas si aisément chez eux; ce qui seroit entièrement contraire au bon ordre, & rendroit inutiles tous les soins que prendroit un Evêque pour le rétablissement de la Discipline & la réformation des Mœurs. Nous convenons que cet inconvénient est très-grand, mais il ne s'ensuit point du sentiment que nous avons embrassé : car nous ne parlons que de ceux que leurs affaires ou d'autres raisons obligent à voyager, qui se rencontrent de bonne foi dans un Diocèse, & qui n'y viennent point exprès pour se confesser, & dans le dessein de rendre par - là inutile la réserve que leur Evêque a faite. Ceux qui viendroient avec un si mauvais dessein, ne méritent point de grace : leur pénitence est une pénitence fausse, leur fraude retombe sur eux, & l'absolution qu'on leur donneroit seroit nulle. ^r Ns ne peuvent profiter des avantages d'un lieu, où l'esprit de pénitence, ou bien la nécessité ne les a pas conduits, mais seulement l'espérance de surprendre l'absolution d'un Prêtre, qui ne connoissant point que leur péché est réservé, circonstance sur laquelle un Ministre éclairé ne passe point légèrement, la leur donnera plus facilement : *Nemini fraus & dolus patrocinari debent.* Tout ce qui se fait précisément pour éluder la Jurisdiction de son Juge légitime, est non-seulement réprouvé par les Loix, mais encore déclaré nul de plein droit. ^s Cette mauvaise foi est d'ailleurs un nouveau péché qui met le pécheur hors

^r Sacra Congregatio declaravit die 16. Septembris 1649. (l. 18. Decret. p. 677.) absolutionem Pœnitentibus indulgam. qui fraudulenter & sub eo fine in aliam Diœcesim se

translulerunt non sustineri. Bened. XIV. de Synod. Diœc. l. 5. Cap. 5. n. 8.

^s Quæ contra jus fiunt, debent utique pro infectis haberi. De reg. Jur. in-6º, Reg. 64.

d'état de mériter le pardon de ceux dont il s'accuse.

Pour éviter cet inconvénient, il est du devoir du Confesseur d'interroger le pénitent étranger des motifs de son voyage, ou du moins de lui demander en général, si le dessein de se soustraire à la rigueur des Loix & de la Discipline de son Diocèse, n'y est entré pour rien. S'il s'apperçoit que c'est quelque motif semblable qui lui a fait entreprendre le voyage dont il s'agit, il doit lui remontrer l'énormité de sa faute, & le renvoyer dans son Diocèse sans l'absoudre. Saint Charles ^t ordonne aux Curés de refuser la Communion à leurs Paroissiens qui auroient fait de pareilles confessions.

Ce n'est qu'après de très-sçavans Théologiens que nous soutenons le sentiment que nous venons d'établir. Nous avons déjà cité Cabassut, qui lui même en cite plusieurs autres. ^u Nous pourrions y joindre Pontas ^x & le Pere Alexandre y qui ajoute une nouvelle preuve à celles dont nous nous sommes servi. Cette preuve est tirée de la Bulle *Superna*, dans laquelle Clément X. déclare qu'un Confesseur régulier peut absoudre un étranger des péchés qui sont réservés dans le Diocèse de cet étranger, pourvu qu'ils ne le soient pas dans celui où il est approuvé & où il confesse, à moins que ce prétendu pénitent ne soit venu exprès dans un autre Diocèse, en fraude de la réserve. ^z

^z Qui ad Confessorem etiam regularem, in aliena Diœcesi commorantem, deditâ operâ se conferens peccata sua confessus est, nisi Confessarius ille ab Episcopo loci & confidentis Ordinario ad Confessiones audiendas probatus erit, ei tanquam inconfesso Parochus Eucharistiæ Sacramentum ne præbeat. *Conc. Mediol. 3. tit. de iis quæ ad Pœnitentiæ Sac. pertinent. tom. 15. Conc.*

col. 383.

^u Suarez, de Pœnit. disput. 30. sect. I. n. 4. Cajet. Vasquez, &c.

^x Pontas, V. cas réservés; cas 15.

^y Alex. de Sacr. Pœnit. Reg. 29. de ministr. Sacr.

^z Decernimus & declaramus posse regularem Confessionem in ea Diœcesi, in qua est approbatus, confluentes ex alia Diœcesi à peccatis in ipsa re-

Cette preuve est décisive ; car quoique dans cette Bulle, il ne soit parlé que des Confesseurs réguliers, la décision qui y est portée a de droit son application aux Confesseurs séculiers, puisque les circonstances sont les mêmes, & que les uns & les autres ont les mêmes pouvoirs.

A R T I C L E T R O I S I E M E .

Tout Confesseur approuvé peut - il absoudre des censures réservées dans le Diocèse d'un Pénitent étranger qui s'adresse à lui, lorsqu'elles ne le sont pas dans le sien.

Les Théologiens ne s'expliquent pas si clairement sur cette question, que sur la précédente ; & quoiqu'il y ait, ce semble, un rapport très-marqué entre l'une & l'autre, plusieurs prétendent néanmoins qu'il n'en est pas des censures réservées comme des péchés. Cabassut, par exemple, a après avoir décidé, comme nous l'avons dit, que pour absoudre un étranger d'un cas qui n'est réservé que dans son Diocèse, il suffit d'avoir les pouvoirs ordinaires, ajoute immédiatement après, qu'il ne faut pas porter le même jugement des censures réservées, pour lesquelles cet étranger ne peut s'adresser qu'à ceux qui ont permission d'absoudre des censures réservées à l'Ordinaire.

L'Auteur du nouveau Traité des dispenses, *livre 1^{er}. partie 1^{re}. chapitre 3^{me}*. regarde ce sentiment comme presque universel. C'est un point que nous n'avons pas cru devoir examiner.

Le sentiment opposé fut unanimement enseigné dans les différentes Conférences qu'on tint sur cette matière dans le Diocèse d'Angers au mois de Juin 1732. On y décida que ce qu'on avoit établi sur les cas

servatis, non autem in illa, | na. 1670.
ubi idem Confessor est appro- | a Cabass. loc. cit. n. 2.
batus, absolvere. Bull. super-

réservés dans un autre Diocèse, devoit s'étendre aux censures qui y sont attachées ; & on fonda cette décision, sur ce que les raisons étoient les mêmes de part & d'autre. Et en effet, ou ces raisons ne prouvent rien pour les péchés réservés, ou bien elles prouvent la même chose à l'égard des censures réservées. Car il n'est pas plus aisé au Confesseur de sçavoir quelles sont les censures réservées dans les différens Diocèses, d'où on peut s'adresser à lui, que de connoître quels sont les cas que les Evêques s'y réservent. Même difficulté & même impossibilité morale des deux côtés. Les Théologiens ont cru communément que cette raison autorisoit un Confesseur à s'en tenir, pour les cas réservés, aux bornes que lui a prescrites son Evêque, sans s'embarrasser de ceux dont les autres Prélats se sont réservés l'absolution, pourquoy en excepter les péchés réservés avec censures ? Autre raison encore plus forte & plus décisive ; c'est qu'il est juste qu'un coupable soit jugé suivant les Loix du lieu où il se trouve. C'est un principe d'équité, en faveur duquel tout se réunit. On a droit d'en conclure, qu'un cas qui n'est pas réservé dans un Diocèse, ne l'est point à l'égard d'un Confesseur qui y administre le Sacrement de Pénitence : d'où l'on doit également conclure, que dès qu'une censure n'est point réservée dans le lieu où le pénitent se confesse, tout Confesseur approuvé peut en absoudre. Toute la différence que trouvent les Auteurs qui nous sont contraires, c'est que la censure est attachée à la personne du pénitent, & le suit partout, & que la réserve ne regarde que le Confesseur. Mais il nous paroît qu'ils ne touchent point l'état de la Question, & qu'on peut faire aisément disparaître cette prétendue différence ; car il ne s'agit pas de sçavoir si la censure suit par tout le pénitent, & si elle est attachée à sa personne : tout le monde en convient ; on ne dispute que sur la réserve. La réserve ne le suit point par rapport au péché, pourquoi le suivroit-elle par rapport à la censure ? Tout est égal de part & d'autre. La censure suit par - tout le pé-

nitent , le péché le suit aussi ; mais la réserve le suit-elle également ? Elle ne le suit point , dès qu'il ne s'agit que d'un péché. Pourquoi veut-on qu'elle le suive lorsqu'il s'agit d'une censure ? Ce raisonnement est de l'Auteur du Traité des Dispenses que nous avons déjà cité. Il nous a paru naturel , décisif & sans réplique.

Il est inutile d'avertir , que nous ne parlons ici que des censures à *jure* , & non des censures *ab homine* ; parce que la censure ayant déjà été portée au Tribunal de l'Evêque du lieu , il en est saisi en quelque sorte , & nul autre que lui ne peut entreprendre d'en donner l'absolution. C'est un reste de l'ancienne Discipline ; car il est porté dans les anciens Canons , ^b que la censure prononcée par un Evêque suit partout le coupable , dans quelque endroit qu'il se retire , & qu'aucun Evêque ne peut l'en absoudre , sans le consentement de celui qui l'a prononcée.

Quant aux censures portées par les Monitoires , l'Auteur de la conduite des Confesseurs croit qu'un Prêtre qui a obtenu de son Evêque le pouvoir d'en absoudre , peut l'exercer sur un étranger , comme sur un Diocésain. ^c M. Gibert au contraire ^d décide généralement que l'absolution de l'excommunication encourue pour n'avoir pas obéi à un Monitoire , n'appartient qu'à celui par l'autorité de qui il a été accordé , par la raison que cette censure est certainement une censure *ab homine*. M. Babin ^e après avoir dit à peu près la même chose , propose le sentiment de quelques Docteurs qui estiment que l'Evêque du lieu , où une personne excommuniée en vertu d'un Monitoire s'est retirée de bonne foi , peut lui en don-

^b *Serveretur & ista Sententia , ut hi qui ab aliis excommunicantur , ab aliis ad Communionem non recipiantur. Can. 5. Conc. Nicæn. V. Can. 6. Conc. Antiocheni Relatum. Can. 9. q. 3. Can. 2.*

^c *Partie 2. ch. 2. pag. 184.*

seconde Edit.

^d *Usages de l'Eglise Gallic. concernant les censures. Traité des Monitoires , ch. 38. règle unique.*

^e *Conf. mois de Nov. 1711. conf. 4. sur les censures , t. 1. p. 579. & 580.*

ner l'absolution. Il ajoute que ce sentiment paroît être suivi dans la pratique. Il y met néanmoins cette limitation, qu'on ne doit point l'absoudre à l'insçu de l'Evêque qui a porté la censure. C'est revenir au premier sentiment qu'il avoit proposé, qui est le plus sûr & le plus probable, & que M. Eveillon, ^f dans son sçavant Traité des Excommunications & des Monitoires, prouve invinciblement. On peut voir sur ce sujet une dissertation de l'Auteur du Traité des Dispenses, ^z approuvée par plusieurs Evêques, & par les Docteurs de Sorbonne. Cette Question y est discutée avec beaucoup de lumiere, de précision & d'érudition. On y cite un grand nombre de Théologiens du premier mérite, & qui ont écrit sur la morale avec le plus de succès, tels que Suarez, ^h Habert, ⁱ M. Gibert, ^k &c. qui soutiennent constamment que ceux qui ont été excommuniés pour n'avoir pas obéi à un Monitoire, ne peuvent être absous que par l'Evêque qui l'a porté. Au suffrage de ces Théologiens, si l'on joint l'autorité des Prélats & des Docteurs approbateurs de la dissertation, il en résulte au moins un préjugé très favorable en faveur du sentiment qui y est soutenu, & on en doit du moins conclure que le sentiment contraire n'est point sûr, & qu'on peut raisonnablement douter qu'il soit vrai. Or il n'est pas permis de se servir dans l'administration du Sacrement de Pénitence d'une Jurisdiction qui n'est fondée que sur une opinion douteuse, contestée par des Théologiens très éclairés, surtout s'ils la jugent comme ils le font dans cette circonstance, évidemment fausse, & cela sans aucune difficulté. Communément timides lorsqu'il s'agit de décider, ils ne s'expliqueroient pas si nettement & si fortement, s'ils n'étoient bien assuré de ce qu'ils avan-

^f Chap. 32. art. 2. p. 437.
& art. 5. p. 458.

^g A la fin du premier vol.

^h De cens. disput. 7. ject. 2.
n. 20. & 21.

ⁱ De Ord. p. 2. c. 9. §. 12.

^j 3.

^k Consult. sur la Pénit. t. 4.
consult. 41.

cent , & ils en donnent au fond de bonnes raisons ; celle-ci entr'autres , que c'est un principe de Droit qu'une affaire doit finir au Tribunal où elle a commencé : or , c'est au Tribunal de l'Evêque Diocésain que la procédure au sujet du Monitoire a commencé : c'est-là que l'affaire a été mûrement examinée ; c'est là que les témoins ont été cités solennellement ; c'est-là que le jugement a été porté contre les réfractaires. C'est donc à ce Tribunal que l'affaire doit naturellement être terminée par l'absolution du coupable converti. C'est à celui qui a lié par une censure prononcée par forme de jugement , à délier ceux qui l'ont encourue : c'est ce qui a fait souhaiter à M. l'Evêque d'Angers , ¹ que les Evêques se donnassent mutuellement le pouvoir d'absoudre de ces sortes de censures ; pouvoir qu'il seroit souvent avantageux qu'ils eussent , pour en faire usage en faveur de ceux qui de bonne foi ont quitté leur première demeure , ou que des affaires appellent ailleurs.

IV. Q U E S T I O N.

Que doit faire un Confesseur qui a donné l'absolution d'un cas réservé , sans en avoir le pouvoir ?

QUand un Prêtre a donné l'absolution d'un cas réservé , sans en avoir le pouvoir , il n'est point de moyen permis & raisonnable qu'il ne doive employer , pour réparer la faute qu'il a faite , ou qui lui est échappée par inadvertance. Saint Antonin en propose plusieurs , qu'on peut suivre dans la pratique , en choisissant néanmoins celui qui convient le mieux

1 Voyez parmi les approbations de la dissertation de M. Collet une lettre de M. l'Abbé | *de la Chalinere, Vicaire général de M. l'Evêque d'Angers. tom. 3. pag. 617.*

aux circonstances particulieres , dans lesquelles on se trouve.

Ce saint Archevêque ^a rapporte , que cette question fut fort agitée au Concile de Basse , & que des personnes très - habiles , après avoir conféré ensemble , furent d'avis que s'il y avoit quelque apparence que le pénitent dût encore s'adresser au même Confesseur , celui-ci devoit par avance demander le pouvoir qui lui étoit nécessaire pour absoudre du péché réservé ; qu'après l'avoir obtenu , lorsque ce pénitent se présentera pour se confesser une seconde fois , il étoit à propos , que par le moyen de quelques interrogations faites avec prudence , il lui fit réitérer la déclaration du même péché , enfin que le pénitent l'ayant faite , ainsi que la confession de ceux qu'il a commis depuis , le Confesseur devoit lui donner une nouvelle absolution qui réparera le défaut de la première. Il n'est pas toujours nécessaire de faire connoître au pénitent la nullité de la confession précédente. Le Confesseur peut se contenter de le faire accuser en général des péchés qu'il y avoit déclarés dans un plus grand détail.

Si le pénitent ne s'adresse plus au même Prêtre , celui-ci doit chercher les occasions de lui faire connoître le défaut qui s'est glissé dans la confession qu'il a faite , & l'obligation où il est de la recommencer. Il doit même lui donner cet avis hors le Tribunal de la Pénitence , lorsqu'il le peut faire sans donner atteinte au sceau de la confession & sans scandale. Sous le nom de scandale nous n'entendons pas ici , la mauvaise idée que pourra avoir le pénitent de la science ou de la prudence du Prêtre , à qui il

a In Concilio Basileensi quidam multum periti, habitâ sapientia per hoc collatione , dixerunt, quòd talis Confessor petat à Superiore auctoritatem super hoc casu.... quâ habitâ , vocet illum , quem malè absolverat... aut per aliquem modum cooper-

tum interroget de aliquibus, quæ sibi confessus est , super quæ volens melius informari , ac si plenè non intellexisset , & si quæ alia commisit postea , & sic absolvat ab omnibus tunc prius & aliàs auditis. *S. Aut. 3. part. sit. 17. cap. 12.*

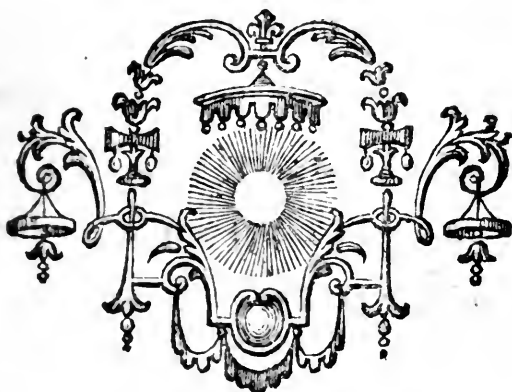
s'est confessé. Comme le salut du pénitent est en danger , si on ne l'avertit point , le Confesseur est obligé de risquer sa réputation pour le procurer , surtout s'il y a de sa faute. Il est d'ailleurs assez aisé pour l'ordinaire de s'expliquer d'une manière , qui mette à couvert l'honneur du Confesseur , & qui empêche qu'on ne perde la confiance qu'on avoit en lui.

Enfin , si ce Prêtre ne peut rien faire de tout cela , soit parce qu'il ne connoît pas le pénitent , & qu'il ne peut le discerner sûrement entre plusieurs personnes qui se sont confessées le même jour : soit parce qu'il ne peut lui en parler sans quelque inconvénient considérable , il lui suffit de pleurer sa faute , d'en faire pénitence , & de prier le Seigneur de réparer par sa grace le mal que sa négligence a causé , & de ne pas punir le pénitent pour la faute du Confesseur.

Pour ce qui est des pénitens , on convient qu'ils ne pèchent point dans le cas dont il s'agit ; mais la bonne foi , dans laquelle on les suppose , ne rend pas valide l'absolution qu'ils ont reçue , car il est évident , qu'où il n'y a point de pouvoir du côté du Ministre du Sacrement , l'absolution ne sert de rien à celui qui la reçoit. Ainsi , s'ils viennent à s'apercevoir du défaut de leur confession , on ne peut les dispenser de l'obligation de recourir à un Prêtre qui ait les cas réservés , & de se confesser à lui de nouveau , afin d'en recevoir une absolution que tout autre ne peut leur donner.

Il se peut faire aussi quelquefois , qu'il n'y ait point eu en cela de faute du côté du Ministre du Sacrement de Pénitence , qui , fatigué par le grand nombre de confessions qu'il vient d'entendre , ne se rappelle point qu'un péché dont s'accuse un pénitent est réservé , quoiqu'il sçache bien qu'il le soit. Le Sacrement est néanmoins nul , puisque le Confesseur n'a point de Jurisdiction pour absoudre de ce péché , & l'absolution qu'il en a donnée est une absolution impuissante qui n'a pu l'effacer. C'est pourquoi on ne

peut dispenser le Confesseur de l'obligation de prendre les mesures que nous venons de marquer , pour prévenir les suites que pourroit avoir un Sacrement administré sans pouvoir du côté du Ministre , & par conséquent sans fruit pour le pénitent.





Q U A T R I E M E C O N F É R E N C E

Tenue au mois de Juillet 1732.

PREMIERE QUESTION.

ARTICLE PREMIER.

Un Confesseur qui a obtenu la permission d'absoudre une personne d'un cas réservé, peut-il l'absoudre de plusieurs, de ceux mêmes que son Pénitent a commis, depuis qu'il a obtenu cette permission.

Comme les Prélats ne confient point aux Confesseurs avec la même étendue le pouvoir d'absoudre des cas réservés; avant que de décider ce que peut à cet égard un Confesseur en faveur de son pénitent, il faut examiner auparavant quelle est la nature & l'étendue du pouvoir que l'Evêque lui a donné. Un Délégué ne peut & ne doit rien faire au-delà de ce qui lui est accordé par le titre de sa commission. ^a C'est une maxime du Droit civil & canonique.

^a Is qui mandatum suscepit | debet. *Institut. de Mand. l. 3.*
fines mandati excedere non | tit. 26. §. 8.

que , & quand même elle ne seroit point marquée dans le Droit , il ne faudroit que consulter les lumières de la raison pour en reconnoître l'équité.

Il ne s'agit point ici précisément des Prêtres qui ont obtenu des Approbations générales , & le pouvoir d'absoudre des cas réservés sans aucune exception. On sçait qu'ils peuvent donner l'absolution de tous les péchés , qui sont renfermés dans les réserves générales , soit qu'ils ayent été commis avant que les Evêques leur ayent confié leurs pouvoirs à cet égard , soit que le pénitent n'y soit tombé que depuis. Il n'y a point aussi de difficulté au sujet des Confesseurs qui ont obtenu des permissions d'absoudre , limitées à quelques cas particuliers , ou bornées à un tems déterminé. Leur pouvoir ne s'étend point au-delà du tems marqué , ni à des péchés différens de ceux dont on leur a permis de donner l'absolution. C'est une conséquence naturelle & nécessaire du principe que nous venons d'établir : *Actus genium non operantur ultra intentionem eorum.*

La Question proposée ne concerne que les permissions qu'on demande aux Evêques dans les circonstances particulières. Et c'est encore par le même principe qu'on doit décider tous les cas qu'on peut proposer sur cette matière. Nous allons en faire l'application à quelques-uns qui nous ont paru les plus ordinaires.

1°. Il arrive quelquefois que le Supérieur accorde à un Prêtre par écrit ou de vive voix , le pouvoir d'absoudre son pénitent des péchés réservés , dont il se trouvera coupable , dans le tems où il le jugera capable de recevoir l'absolution. C'est même le sens des Billets que l'on a coutume de donner à ceux qui demandent la permission de se faire absoudre de quelques cas réservés : car voici les termes dans lesquels ils sont conçus ordinairement : *i liceat Confessario maioris presentium , ipsum à casibus reservatis , pro hac vice , abolvere.* Ces mots *pro hac vice* , signifient que le pouvoir dure jusqu'à ce que la confession soit achevée , & elle ne l'est véritablement , que lorsqu'elle a

été suivie de l'absolution sacramentelle. Il est certain que dans ce cas , le Confesseur peut absoudre la personne dont il s'agit , non-seulement des péchés réservés dont elle avoit eu intention de demander en particulier la permission de se faire absoudre , mais encore de tous ceux qu'elle a commis depuis qu'elle a obtenu cette permission , pourvu que ce soit avant que d'avoir reçu l'absolution.

2°. Lorsque le pénitent retombe dans le même péché , pendant le tems qui s'est écoulé depuis qu'on a demandé au Supérieur la permission de l'absoudre , & avant qu'on en ait fait usage , le Confesseur peut néanmoins en vertu de cette permission , lui en donner l'absolution. Il en est de la permission d'absoudre comme des Dispenses qu'on obtient de Rome. La rechûte dans la même faute ne les rend point nulles , & on peut malgré cela les exécuter.

N'eût-on demandé que la permission d'absoudre d'un cas réservé en particulier , cette permission renferme tous les péchés de la même espèce dont le pénitent se trouve coupable , lorsqu'on fait usage en sa faveur du pouvoir qu'on a obtenu.

3°. Il y a deux manieres de connoître l'étendue du pouvoir , que le Supérieur a accordé. La première & la plus certaine , c'est d'en juger par les termes dont il s'est servi pour l'énoncer ; d'en examiner la signification naturelle & de s'y fixer : & c'est le moyen qu'il faut employer pour connoître l'étendue & les bornes de la grace que le Supérieur a faite , lorsque les expressions dont il s'est servi , marquent clairement sa volonté. Il n'est pas alors permis d'avoir recours à des interprétations arbitraires , suivant cette regle approuvée par la sacrée Congrégation , & autorisée par le Pape Paul V. *Interpretatio privilegii, sicut & legis, locum habet, ubi verba sunt obscura.... ubi verò nulla est in verbis ambiguitas, interpretatio non permittitur.*

Mais si les Supérieurs se sont servi d'expressions équivoques & susceptibles de plusieurs sens , on doit pour découvrir plus sûrement ce qu'ils ont voulu

dire , rapprocher les termes qu'ils ont employé de la demande qu'on leur a faite , & qu'ils paroissent avoir eu dessein d'accorder dans toute son étendue , suivant cet autre principe : *Animus concedentis investigari & colligi potest ex supplicatione , nam princeps precibus porrectis solet se accommodare.* ^b

En effet, il y a une relation évidente entre le pouvoir que l'Evêque accorde , & la grace qu'on lui a demandée. Ainsi lorsqu'un Confesseur demande la permission d'absoudre d'un cas réservé , s'il explique quel est en particulier ce péché , & qu'outre celui-ci , le pénitent se trouve coupable de quelques autres d'une espece différente ; ou bien si le Confesseur fixoit le nombre , & que le pécheur l'eût commis plus souvent , l'on ne doit pas présumer que le Supérieur ait voulu donner permission d'absoudre des péchés dont la nature est différente de ceux qu'on lui avoit exposés , ni étendre la permission qu'il a donnée à un plus grand nombre de péchés , qu'il n'étoit question dans la demande qu'on lui a faite ; parce qu'y ayant une relation naturelle entre ce qu'on lui a demandé & ce qu'il a permis , il n'est pas vraisemblable qu'il ait voulu permettre plus qu'on ne le prioit d'accorder , à moins que les termes dont il s'est servi ne l'expriment nettement.

C'est en conséquence de ce principe que les Théologiens décident , que lorsque le Confesseur a obtenu la permission d'absoudre d'un péché qu'il croit réservé , quoiqu'il ne le soit pas , il ne peut se servir de cette permission en faveur de son pénitent , qui est véritablement tombé dans la réserve dans une autre matiere , s'il a marqué précisément au Supérieur quel est le péché dont il s'agissoit , & si le Prélat s'est contenté de lui répondre qu'il lui accordoit le pouvoir qu'il a demandé. Car alors ce pouvoir n'a pour objet que le péché désigné , & ne peut s'étendre à d'autres. Il n'arrive gueres que les Evêques s'expliquent de cette maniere dans ces occasions : ils ont cou-

^b Bonac. de Legib. disput. 1. q. 3. punct. 7. art. 1. n. 3.

tume de répondre que le péché n'est point du nombre des cas réservés, à moins qu'ils n'ayent des raisons particulières pour en agir autrement. Cependant ils le font quelquefois, sur-tout lorsque ce sont les pénitens eux-mêmes qui viennent demander la permission de se faire absoudre : car alors, pour leur inspirer plus d'horreur pour le péché qu'ils ont commis, un Prélat les laisse quelquefois dans l'idée qu'ils ont ; & il les renvoie simplement à leur Confesseur, en leur disant qu'il lui donne tout le pouvoir dont il a besoin, pour leur en donner l'absolution.

4°. On fait ici une question qui a quelque rapport avec les cas différens que nous venons de proposer & de décider : c'est à sçavoir si un Confesseur peut faire usage du pouvoir d'absoudre d'un cas réservé en faveur d'une personne différente de celle pour qui il l'avoit demandé. Il faut distinguer : ou le Confesseur a désigné la personne d'une manière qui ne peut convenir qu'à elle, ou bien il a demandé en général permission d'absoudre quelqu'un d'un péché réservé. Dans le premier cas, la permission est visiblement bornée à la personne dont il étoit question, si l'Evêque a répondu simplement, qu'il accorde ce qu'on lui demande.

Dans le second cas, M. Bail sous-Pénitencier de l'Eglise de Paris, décide après un habile Théologien, que le Confesseur peut absoudre un pénitent différent de celui, en faveur duquel il avoit demandé la permission d'absoudre, parce que le Supérieur, en l'accordant, n'a pas eu en vue plutôt l'un que l'autre. Quoique cette décision ne semble pas s'accorder avec ce que nous avons dit, que l'intention de l'Evêque a un rapport nécessaire à l'intention du Confesseur, qui certainement avoit en vue une personne particulière, différente de celui dont il s'agit, elle n'y est point réellement opposée. Car on n'a égard à l'intention du Confesseur pour expliquer la nature du pouvoir qu'il a obtenu, que lorsqu'on n'en connoît pas d'ailleurs l'objet & l'étendue ; ici l'un & l'autre est assez connu. L'Evêque accorde d'une manière

claire & précise le pouvoir d'absoudre quelqu'un d'un cas réservé. La personne dont il s'agit n'est point désignée. Or un pouvoir qui n'est point fixé à une personne particulière peut s'exercer en faveur d'une autre.

Nous avons marqué ci-dessus la manière dont sont conçus les Billets qu'on donne aux pénitens, pour se faire absoudre des cas réservés. Ils ne sont accordés qu'en faveur de celui qui est chargé de les présenter au Confesseur : *Licet... latorem præsentium... absolvere*. Si ce Confesseur ne croyoit pas devoir lui accorder la grace de l'absolution, il ne pourroit point, en vertu du pouvoir qui lui est donné dans ces Billets, absoudre une personne différente.

ARTICLE SECOND.

Un Confesseur qui n'a pas les cas réservés, peut-il absoudre son Pénitent de ceux qui ne le sont pas, & le renvoyer pour les autres au Supérieur ? Le Supérieur peut-il aussi absoudre des cas réservés, & renvoyer pour ceux qui ne le sont pas à un autre Confesseur ?

Cette question a embarrassé bien des sçavans, & lorsqu'on a été obligé, pour l'éclaircir, de lire les anciens Auteurs, qui ont traité cette matière, on a été extrêmement surpris de voir le concert, avec lequel ils ont embrassé un sentiment qui est aujourd'hui rejeté de tout le monde. Ce n'est pas qu'ils n'en eussent prévu les inconvéniens. Ils croyoient les parer à la faveur de quelques subtilités qu'ils avoient imaginées : ils se font à eux-mêmes des objections qui, ce semble, auroient dû les décider pour le sentiment contraire ; car ce sont précisément ces objections, qui l'ont fait prendre presque à tous les nouveaux Théologiens, & nous avons cru devoir le suivre après eux.

On peut proposer la Question, par rapport à un simple Prêtre qui n'a pas le pouvoir d'absoudre des cas réservés, & demander, si après avoir entendu la

confession des péchés qui ne le sont pas, & donné l'absolution selon l'étendue de son pouvoir, il peut renvoyer le pénitent au Supérieur, pour être absous de ceux qui sont réservés, ou par rapport au Supérieur lui-même, & demander s'il peut se contenter d'entendre la confession des cas réservés, & d'en donner l'absolution ; & renvoyer ensuite le pécheur à un autre Prêtre pour les cas ordinaires.

A l'égard de celui qui a la Jurisdiction nécessaire pour absoudre des cas réservés, plusieurs Théologiens ont enseigné qu'il pouvoit licitement & validement n'exiger d'un pécheur que la confession des péchés qui sont réservés, & l'en absoudre, en l'avertissant en même tems, de l'obligation où il est d'achever sa confession à un autre Prêtre approuvé. Selon le sentiment le plus commun, cela n'étoit permis que dans le cas de nécessité. Mais que devoit-on regarder, comme une vraie nécessité capable de justifier une conduite si extraordinaire ? On lui donnoit plus ou moins d'étendue, selon l'idée que l'on s'en étoit formée. Les uns prétendoient que la multitude des affaires, dont sont souvent accablés les Prélats, étoit une raison suffisante. D'autres, comme Suarez, exigeoient une espece d'impossibilité morale de faire autrement, une nécessité très-pressante, ou temporelle ou spirituelle, nécessité évidente, & que dans la pratique ils avouoient être très-rare, & n'arriver presque jamais.

Nous ne disons rien de l'opinion de ceux qui ont cru qu'un Evêque ou tout autre Supérieur ecclésiastique, pouvoit sans nécessité, & sans autre raison que sa volonté & sa commodité, n'absoudre que des péchés réservés : cette opinion est visiblement insoutenable.

Du sentiment que nous venons d'exposer, naissent plusieurs questions incidentes très-embarassantes : 1°. Sur la nature de ces confessions partagées,

c Cajetan V. Confessio Cond.	part. quest. 77. memb. 5. art.
10. Suarez. disput. 31. de	2. Gerson Alphab. 33. litt. A.
Pœnit. sect. 1. Alex. Alensis 4.	&c.

étoit - ce deux Sacremens ? Pourquoi non , disoient quelques-uns , ^d puisqu'il s'y trouve deux Matieres , deux Formes & deux Ministres ? Chacun de ces Ministres y fait l'office de Juge , connoît de ce qui est de sa compétence , & y prononce une Sentence différente. Comment , ajoutoient-ils encore , n'y auroit il pas deux Sacremens , puisque dans chacune de ces confessions , il se rencontre la Jurisdiction du côté du Confesseur , la matiere du côté du pénitent , & du côté de la confession l'intégrité formelle & relative au pouvoir des Ministres ?

D'autres prétendoient que ces deux Confessions & ces deux Absolutions ne formoient qu'un seul & unique Sacrement , qui ne produisoit son effet , que lorsque le pénitent recevoit la seconde & dernière absolution. C'étoit , entr'autres , l'opinion de Navarre. ^e

2°. Nouvelle Question aussi embarrassante que la précédente. Falloit-il dans la seconde confession se confesser de tous les péchés , même réservés , déjà déclarés dans la première ? Non , répondoient quelques Théologiens , puisque le pécheur s'en est déjà confessé. Ce seroit trop exiger de lui , que de l'obliger à les déclarer une seconde fois. Ces péchés ont été remis par la vertu de la première absolution , qui a eu même la vertu d'effacer ceux qui ne sont point réservés , & qui doivent être la matiere d'une seconde confession. Car la première étant un véritable Sacrement , elle a produit la grace sanctifiante , qui étant incompatible avec le péché mortel , a remis d'une maniere indirecte , & par une espece de concomitance ceux mêmes , que le pénitent n'a point déclarés au Supérieur , parce qu'ils n'étoient pas du nombre de ceux dont il s'est réservé la connoissance : & voici le raisonnement qu'ils faisoient là-dessus.

^d Voyez Suarez , à l'endroit
que nous venons de citer , nomb.
9.

^e Incap. consideret § Cautus
n. 12. & 18. de Pœnit. dist. 5.

C'est un principe certain, que le Sacrement de Pénitence efface non-seulement les péchés dont on se confesse, mais même ceux dont on a manqué de s'accuser, sans qu'il y ait de sa faute. Tels sont, disoient-ils, les péchés que le pénitent, dont il s'agit, réserve à déclarer dans la confession suivante, puisque ce n'est point sa faute s'il ne les découvre pas au premier Confesseur ; & comme une personne qui ne s'est pas confessée de quelque péché par un pur oubli, n'est pas obligée de rappeler le souvenir de ceux dont elle s'est déjà accusée, & de les confesser une seconde fois ; par la même raison le pénitent, dont nous parlons, n'est point tenu de reprendre la confession des péchés réservés, dont il a été absous.

D'autres, conséquemment à ce qu'ils disoient que la grace étoit conférée par la seconde absolution, soutenoient que la confession devant être entière, il falloit déclarer au second Confesseur les péchés réservés, dont on s'étoit déjà accusé ; ensorte que dans leur sentiment, la première absolution ne faisoit que lever la réserve.

Il s'en est trouvé qui ont été jusqu'à soutenir que le Supérieur, après avoir entendu la confession de tous les péchés du pénitent, pouvoit ne l'absoudre que des péchés réservés, bien entendu que pour les autres, le pénitent se pourvoiroit devant un autre Prêtre. Suarez ^f attribue ce sentiment à Medina, & cite la question 14. de *Confess.* Cette opinion paroît fort extraordinaire ; car ou le pécheur est disposé à recevoir actuellement l'absolution de tous ses péchés, ou il ne l'est pas. Si ses dispositions sont suffisantes, pour mériter la grace de l'absolution, il faut l'absoudre de tous ; s'il n'est pas dans d'assez bonnes dispositions, on ne doit l'absoudre d'aucun.

On cite pour les sentimens que nous venons de proposer de très-graves Auteurs. Ils s'appuyoient sur-

^f *De Pœnit. disput. 31. sect. 1. n. 2^o.*

tout sur l'usage des Pénitenciers du Pape ; & comme la nécessité de l'intégrité de la confession étoit ce qui s'accommodoit le moins avec leur opinion , ils se fauvoient , comme nous l'avons déjà remarqué , à la faveur du principe reçu qui enseigne que la nécessité ou l'impossibilité morale dispense de cette intégrité , & qu'une confession est suffisamment entière dès qu'on confesse les péchés qu'on peut & qu'on doit alors déclarer : principe qu'ils appliquoient assez mal , à ce qu'il nous paroît , à la question présente.

Ce qu'ils enseignoient du Supérieur , ils le disoient par les mêmes raisons d'un Confesseur qui n'est pas approuvé pour les cas réservés ; & il lui étoit également permis , après avoir entendu la confession des péchés , dont il avoit droit d'absoudre , d'en donner l'absolution selon l'étendue de son pouvoir , & de renvoyer pour les péchés réservés aux Supérieurs qui ne communiquoient pas alors si facilement qu'ils le font aujourd'hui , le pouvoir d'en absoudre. Plusieurs Auteurs exceptoient néanmoins les péchés auxquels il y a une excommunication réservée attachée , par la raison que tout le monde sçait , qu'on ne peut administrer le Sacrement de Pénitence à une personne excommuniée. C'est pourquoi , avant que le Confesseur pût exercer sur elle son Ministère , il falloit que le Supérieur eût levé cette censure , ou qu'il eût donné au Confesseur le pouvoir d'en donner l'absolution. A l'égard de la manière de s'expliquer , c'étoit à peu près la même chose , les mêmes preuves , & le même partage sur les questions incidentes.

Ce sentiment a été comme le précédent , suivi par des Théologiens très-éclairés & d'une grande réputation. On cite même saint Thomas en sa faveur , & il a donné quelque lieu de le lui attribuer. Car voici comment il s'exprime en répondant à une objection : ^h

^g Cajetanus V. Confessio
Condit. 10. Dicitur consuetudi-
nem esse Romanam , neque
oportere sapere plusquam c-

portet sapere , eam in dubium
revocando.

^h In quartum. Dist. 17.
quæst. 3. art. 4. q. 2. ad quart.

Respondeo, quòd etiamsi Sacerdos non possit de omnibus absolvere, tenetur (Pœnitens) sibi omnia confiteri, ut quantitatem totius culpæ agnoscat, & de illis, de quibus non potest absolvere, remittat ad Superiorem. C'est certainement celui de saint Antoninⁱ & d'une infinité d'autres.

Malgré le respect que nous avons pour ces grands Hommes, nous croyons devoir embrasser le sentiment contraire, qui est beaucoup plus simple, appuyé sur des raisons plus solides, n'a aucun des inconvéniens dont nous avons parlé, & est plus conforme aux vrais principes. Et nous décidons avec les Théologiens modernes les plus estimés,^k & avec plusieurs même des anciens,^l que le Supérieur & l'Inférieur ne peuvent point se contenter d'entendre la confession d'une partie des péchés du pénitent; qu'ils peuvent moins encore, après l'avoir entendue toute entière, n'absoudre que de certains péchés, & renvoyer ce pénitent pour les autres à un autre Confesseur.

Les raisons principales de notre décision sont prises de la nature même du Sacrement de Pénitence; d'une des qualités les plus essentielles de la confession, qui est l'intégrité; & de l'essence de l'absolution sacramentelle qui, selon le Concile de Trente, est un Jugement & une Sentence que le Prêtre prononce, non sur quelques péchés seulement, mais sur tous les péchés dont le pénitent se trouve coupable. Car si la confession doit être entière, on ne peut donc la diviser; & lorsqu'on ne peut confesser tous ses péchés à quelque Prêtre, il faut s'adresser à un autre, qui ait le tems de les entendre tous, & la Jurisdiction nécessaire pour en donner l'absolution. Il n'y a que l'oubli ou l'impossibilité morale, qui puisse

ⁱ Sanct. Ant. tert. par. tit. 14. Con. 19. § 6. Suarez, disput. 31. de Pœnit. sect. 2. Gerson, Alphabeto 33. litt. E.
^k Pontas, V. Cas réservés, cas 16. Sylvius in supplem. 3.

part. quæst. 20. art. 2. quæsit. 3. Habert. de Pœnit. cap. 7.
^l Melch. Can. Relect. de Pœnit. part. 5. circa. finem, &c.

dispenser d'une obligation aussi étroite & aussi incontestable. Peut-on dire qu'il y ait une véritable impossibilité, lorsque le Supérieur peut communiquer à un autre le pouvoir nécessaire, pour absoudre le pénitent de tous les péchés dont il est coupable? De quel droit le Supérieur pourroit-il, sous prétexte de ses affaires, n'absoudre que de quelques péchés, tandis qu'il sçait que l'Eglise, après Jesus-Christ, ordonne de les confesser tous, sans doute au même Confesseur, & pour en recevoir l'absolution? Que seroit-ce que cette absolution qui ne tomberoit que sur des péchés d'une certaine espece? Le Prêtre qui entend la premiere confession, se serviroit néanmoins de la Formule ordinaire, & diroit au pécheur qu'il l'absout de ses péchés, & par conséquent de tous ses péchés : *Ego te absolvo à peccatis tuis*, tandis qu'il ne pourroit, ou qu'il ne voudroit absoudre que d'une partie, & qu'il renverroit pour le reste à un autre Ministre, qui auroit plus de tems ou plus de pouvoir?

D'ailleurs, la rémission des péchés ne se fait que par l'infusion de la grace sanctifiante. La grace sanctifiante peut-elle se partager? N'efface-t-elle pas nécessairement tous les péchés mortels? Ces Théologiens en convenoient : mais n'en devoient-ils pas conclure que la confession & l'absolution devoient répondre à l'étendue de cette grace qui en est l'effet, & renfermer tous les péchés sans exception, comme la grace les efface tous, sans en laisser aucun? Si jamais on n'avoit parlé de réserve, fût-il jamais venu en l'esprit de qui que ce soit, qu'un Confesseur pourroit se contenter d'entendre la confession des péchés les plus griefs, & renvoyer à d'autres pour ceux qui le feroient moins? La réserve change-t-elle la nature des choses? Et ce qui ne seroit point permis, si le péché n'étoit point réservé, peut-il l'être précisément, parce qu'un Evêque a jugé à propos de s'en réserver l'absolution?

Si on examine maintenant la Question proposée ; par rapport à un Prêtre qui n'a pas le pouvoir d'ab-

soudre des cas réservés, à ces raisons générales, on peut ajouter que la confession des péchés & de tous les péchés devant se faire à un Juge légitime, l'absolution étant un jugement, qui doit être porté sur tous les péchés, & accompagné de l'imposition d'une pénitence convenable, si le pénitent a des péchés réservés, ce Prêtre ne peut dans cette occasion faire les fonctions de Juge, prononcer sur une matière qui n'est pas de sa compétence, & imposer une pénitence, pour des fautes dont il ne peut connoître. Toute absolution donnée par un Confesseur qui n'a point de Jurisdiction sur le pénitent, est nulle de plein droit. Dans la circonstance dont nous parlons, le Confesseur n'a point une Jurisdiction suffisante pour absoudre, puisqu'il n'en a pas sur les péchés réservés, & que celles qu'il a sur ceux qui ne le sont pas, est liée par la réserve des autres. Tout ce qu'il peut faire dans cette occasion, disent les Peres du Concile de Trente, est de renvoyer les pénitens au Supérieur : il ne peut donc les absoudre.

Enfin les Papes Clément VIII. & Urbain VIII. ont déclaré, comme nous l'avons remarqué ailleurs, ^m que les absolutions données par les Prêtres, qui ne sont point approuvés pour les péchés réservés, à ceux qui en sont coupables, sont absolument nulles & sans force : *Declaramus absolutionem esse nullam; irritam nulliusque roboris ac momenti*; ce qui ne seroit point dans le sentiment que nous combattons, puisqu'on y soutient que ces absolutions ont la force de remettre indirectement les péchés réservés, & directement les autres.

S'il falloit des autorités, pour prouver un sentiment qui ne paroît point avoir aujourd'hui de contradicteurs, nous pourrions citer le Rituel de Meaux de 1545. ⁿ l'avertissement mis à la tête des cas réservés du Diocèse de Luçon, l'Ordonnance de M. de Noailles ^o sur les cas réservés, le Mandement de

^m Pag. 148. 155.

ⁿ Page 75.

| o Cæterum reservatorum &
| non reservatorum peccatorum
M.

M. Desmaretz Evêque de saint Malo sur la même matière. P

Qu'on ne nous objecte point, que de notre sentiment il s'ensuit un grand inconvénient, c'est que si un pécheur se confessoit de bonne foi, & que le Confesseur qui n'a pas le pouvoir d'absoudre des péchés réservés, ne fit pas attention que l'un de ceux dont le pénitent s'accuse est réservé à l'Evêque, la confession seroit nulle, & l'absolution invalide & sans force.

Cet inconvénient n'est point particulier à notre sentiment. N'arriveroit-il pas la même chose si l'on se confessoit à un Ecclésiastique qu'on croit honoré du Sacerdoce, qui cependant n'est pas Prêtre? Il faut présumer de la bonté de Dieu, que dans ces occasions extraordinaires il suppléera à ce qui manque du côté du pouvoir du Ministre, par la grace de la contrition parfaite.

Nous ne croyons pas devoir entrer dans l'examen des raisons du sentiment contraire, qui tombent maintenant d'elles-mêmes. La grande raison qu'apportoient les anciens Théologiens, étoit la coutume de l'Eglise Romaine; coutume sans doute d'un grands poids si elle étoit certaine: mais on n'en a aucune preuve. Silvestre ^a nie qu'il ait jamais été d'usage à Rome de donner l'absolution sacramentelle des péchés réservés, & de renvoyer à d'autres pour ceux qui ne le sont pas; & Suarez ^r ajoute que du moins il ne l'étoit point de son tems.

Ce que quelques-uns disoient encore, que l'effet du Sacrement étoit suspendu jusqu'à la seconde ab-

confessio integra unieidemque Confessario fieri debet, neque potest eumdem reum alter à non reservatis, alter à reservatis absolvere. Potest autem à peccato alter, alter à censura pœnitentem eumdem exinere.

Tit. de abs. à Caf. res. n. 7.

p Idem pœnitens non potest

absolvi à peccatis non reservatis ab uno Confessario, & à reservatis ab altero, sed aliis quando quis à censura potest absolvi sine peccato, & vicissim ab una censura sine alia.

n. 90.

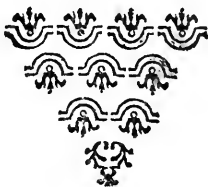
p Syl. V. Confess. I. q. 19.

r. A l'endroit déjà cité.

solution, est visiblement faux : car la première absolution, étant donnée sans condition, & ne pouvant être donnée autrement, elle a son effet tandis que le Prêtre la prononce, ou elle ne l'a jamais : le Sacrement opere ce qu'il signifie précisément dans le tems qu'on le confere.

Enfin, on ne doit pas dire non plus que du moins lorsque le pénitent a la contrition parfaite, il peut diviser sa confession. Car, qui peut s'assurer que sa contrition est assez parfaite pour obtenir le pardon des péchés, avant que d'avoir reçu le Sacrement ?

D'ailleurs, la contrition parfaite ne doit rien changer dans la manière de confesser les péchés qu'on a commis, ni dans la manière d'en absoudre. Le pénitent, quelques saintes que soient ses dispositions, doit confesser toutes les fautes mortelles dans lesquelles il est tombé, & le Prêtre doit prononcer sur toutes ces fautes. La Sentence d'absolution est nécessairement une Sentence générale, qui s'étend à tous les péchés, lie ou délie le pécheur entièrement. Le Confesseur ne peut donc, dans aucune circonstance, n'exercer son Ministère que sur une partie des péchés.



II. QUESTION.

Lorsqu'un Prêtre ne peut sans scandale s'abstenir de dire la Messe, peut-il être absous des cas réservés par un Confesseur, qui n'a obtenu de son Evêque qu'une approbation limitée, & qui ne s'étend point aux Cas Réservés?

CE que nous avons dit des différens sentimens des Théologiens, sur la question précédente, annonce par avance qu'ils ont été encore plus partagés sur celle-ci, dans laquelle on suppose un Prêtre obligé de célébrer, ou un Fidele, qui pour obéir au Précepte de la Communion Paschale, dont il ne peut s'abstenir sans scandale, veut se confesser, sans que l'un & l'autre puisse s'adresser à un Confesseur, qui ait reçu de l'Evêque le pouvoir d'absoudre des péchés réservés, dans lesquels il est tombé. Il y a eu là-dessus trois différens sentimens.

Plusieurs Théologiens ont pensé que ceux dont nous parlons, pouvoient se faire absoudre par un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires; ^a que telle est l'intention présumée des Supérieurs; que ces sortes de cas ne sont point renfermés dans la réserve, qui n'étant que de Droit humain, ne paroît pas devoir obliger, quand il est moralement impossible de recourir à celui qui en est l'auteur.

Les réserves, disent-ils encore, ne sont établies que pour la sanctification des Fideles; elles doivent donc cesser de plein droit lorsqu'elles tourneroient d leur ruine, comme il arriveroit si, dans une nécessité si pressante, le Confesseur, à qui seul on peut alors

^a Navar. in cap. Consideret. | 31. de Pœnitentia. sect. tertiâ,
Suarez in 3. partem disput. | n. 8. &c.

s'adresser, ne pouvoit donner l'absolution du péché qu'on a commis. M. Habert ^b a embrassé ce sentiment. *In casibus in quibus Pœnitens, non potest remitti ad Superiorem, sine aliorum scandalo, & ejus infamia, potest absolvi, si aliundè dispositus sit, cum onere adeundi Superiorem.*

Dans le second sentiment, on distingue les péchés qui ont une excommunication attachée, de ceux qui n'en ont point. S'ils n'ont point d'excommunication attachée, les Prêtres qui n'ont que les pouvoirs ordinaires peuvent en donner l'absolution. L'effet de cette absolution est de remettre directement les péchés qui ne sont pas réservés, & indirectement ceux qui le sont. A l'égard des péchés qui sont punis d'une excommunication réservée, cette censure est un obstacle à l'exercice des pouvoirs ordinaires. Sylvestre, ^c Vasquez ^d & le Cardinal Tolet; ^e ont pris ce parti.

Le troisieme sentiment, & c'est celui que nous embrassons conséquemment aux principes que nous avons déjà établis, enseigne qu'un Prêtre, quoiqu'il ne puisse sans scandale s'abstenir de dire la Messe, ne peut pas néanmoins, s'il est coupable d'un péché réservé, en recevoir l'absolution d'un Confesseur à qui l'Evêque n'auroit pas accordé ce pouvoir. Ce sentiment est fondé sur le principe établi dans le Concile de Trente, au sujet du pouvoir des Prêtres qui n'ont qu'une approbation limitée, & qui ne renferme point les cas réservés. Le Concile déclare, qu'ils n'ont pas le pouvoir d'en absoudre. Ils ne pourroient donc l'avoir, qu'en cas que la circonstance dont nous parlons, ne fût une exception à la Loi générale. Cette exception ne doit point seulement se présumer; car ce n'est pas par des présomptions & des conjectures que la Jurisdiction se donne, elle vient ou de la Loi qui l'a attachée à certains

^b De Pœnit. cap. 7. q. 6.

^c Verbo Excom. 4. n. 1.

^d d. Disput. 31. de Excom.

| 4. dub. 4.

^e Lib. 3. cap. 8. n. 3.

Bénéfices , ou accordée dans certaines circonstances particulieres , ou des Supérieurs ecclésiastiques qui ont droit de la communiquer. On convient que dans le cas que nous examinons , le Supérieur ne l'a point donnée. On ne peut aussi montrer aucune Loi reçue dans toute l'Eglise , qui ait accordé à tout Confesseur approuvé le pouvoir d'absoudre dans cette circonstance , comme l'Eglise l'a fait pour l'article de la mort. Et ce qui est remarquable , c'est que cette dernière exception se trouve précisément marquée dans la Loi même qui défend aux Confesseurs d'absoudre des cas réservés sans un pouvoir particulier ; on y excepte nommément le danger de mort , mais on n'y excepte que le danger de mort : *Extra quem articulum (mortis) Sacerdotes , cum nihil possint in casibus reservatis , &c.* Cette exception unique est décisive , & exclut toute autre circonstance , quelque favorable qu'elle paroisse.

En effet , la Loi de l'Eglise qui resserre le pouvoir des Confesseurs ordinaires à l'égard des péchés réservés , & qui ne leur permet pas d'en absoudre , est aussi générale que celle qui défend aux Prêtres , qui ne sont pas approuvés , d'entendre les confessions. L'une & l'autre Loi ne reçoit d'exception qu'à l'article de la mort. On demande , si un Prêtre forcé de célébrer , & qui se trouvant coupable d'un péché mortel , qui n'est point du nombre des cas réservés , ne trouve point d'autre personne à qui il puisse s'en confesser , qu'un Prêtre qui n'est pas approuvé , on demande , dis-je , s'il pourroit se confesser à ce Prêtre , & si celui-ci pourroit l'absoudre. On doit répondre que non , puisque , selon le Concile de Trente , l'article de la mort excepté , quoiqu'on soit honoré du Sacerdoce , dès qu'on n'a point de Bénéfice à charge d'ame on ne peut être le Ministre du Sacrement de Pénitence par rapport aux Séculiers , si l'on n'est approuvé de l'Evêque. Or un Confesseur qui n'est pas approuvé pour les cas réservés , n'a pas plus de pouvoir sur ces sortes de péchés , que celui qui ne l'est en aucune manière , n'en

a sur les cas ordinaires. Celui qui n'est point du tout approuvé, ne peut absoudre d'aucun péché. Celui qui ne l'est que pour certaines fautes, ne peut absoudre des autres.

Que doit donc faire un Prêtre dans une si triste situation ? Il est à plaindre sans doute : mais c'est bien sa faute, s'il s'est jetté dans cet embarras. Le meilleur parti qu'il puisse prendre, c'est de se regarder comme n'ayant point de Confesseur ; & en effet il n'en a point qui ait le pouvoir de l'absoudre. Tout ce qu'il peut donc faire de mieux, c'est de s'exciter à une contrition parfaite, d'en faire un acte de la manière la plus fervente qu'il lui sera possible ; & après avoir formé le dessein de se confesser au plutôt à un Prêtre approuvé pour les cas réservés, il peut célébrer, s'il n'y a pas moyen de s'en dispenser sans scandale. C'est sans doute une triste extrémité, que de se trouver obligé de monter à l'Autel sans se confesser, après avoir eu le malheur de tomber dans un péché mortel : l'Autel doit paroître dans ce moment bien redoutable. Mais le Concile de Trente l'a expressément permis : *Nullus sibi conscius mortalis peccati, quantumvis contritus sibi videatur, absque præmissa sacramentali confessione, ad sacram Eucharistiam accedere debet ; quod à Christianis omnibus, etiam ab iis Sacerdotibus : quibus ex officio incubuerit celebrare, hæc sancta Synodus perpetuo servandum esse decrevit modò non desit illis copia Confessoris. Quòd si, necessitate urgente, Sacerdos absque prævia confessione celebraverit, quamprimum confiteantur.* ^f

Quoique le Concile ne parle pas ici expressément des cas réservés, ce qu'il y prescrit a également son application à la Question que nous traitons. C'est ainsi que Pontas ^g l'a décidée après Sylvius. ^h

Cependant comme les Evêques peuvent, s'ils le

f Sessione 13. cap. 7.

g Pontas, cas réservés, cas 21.

h Id agat quod ageret, si sortè occultè excommunicatus,

non haberet copiam confessarii valentis eum absolvere, id est, celebrabit sine confessione, &c. In suppl. q. 20. art. 2. quæsito. 2.

jugent à propos, ne pas comprendre ces cas extraordinaires dans les Loix qu'il portent, & donner alors à tout Prêtre approuvé le pouvoir d'absoudre des péchés réservés, on ne peut douter que s'ils l'avoient fait, ceux, dont le pénitent qui se trouve dans ces circonstances est coupable, ne seroient point renfermés dans la réserve, & que quant à ce point ils resteroient dans l'ordre commun.

Pour connoître si les Evêques ont dérogé au droit commun, il faut consulter leurs Ordonnances, les Rituels & l'usage des Diocèses. Le Manuel de Beauvais, par exemple, publié en 1637. permet à tout Prêtre approuvé de donner dans les fêtes solennelles l'absolution des cas réservés à ceux qui ne pourroient sans scandale & sans se noter d'infamie s'abstenir de communier; mais le Confesseur ne peut les absoudre, qu'après leur avoir fait promettre de se présenter à l'Evêque le plutôt qu'ils le pourront.

Le Rituel d'Orléans de l'an 1642. renferme une disposition à peu près semblable : *Que si le Curé : i ou tout autre Confesseur connoît que le pénitent ne puisse venir pour lesdits cas à Nous, à nos Grands-Vicaires ou Pénitenciers, sans manifester un crime caché, ou sans perdre sa bonne renommée, Nous permettons audit Confesseur de lui donner l'absolution, de peur d'un plus grand scandale ; à la charge néanmoins qu'il enjoigne audit pénitent, de se présenter derechef à Nous. quand il le pourra faire plus commodément.*

* M. l'Evêque de saint Malo, dans son Ordonnance sur les cas réservés, a cru devoir se conduire par les mêmes principes, & ne point étendre la réserve aux cas d'une nécessité pressante de recevoir sans délai l'absolution : *Nulla est reservatio in casu necessitatis, id est cum prudenter judicatur grave oriturum scandalum ; ac proinde Sacerdos quilibet quemlibet pœnitentem in his extremis positum à*

i Pag. 116.

k Num. 10.

reservatis , sive peccatis , sive censuris , potest absolvere ; ita tamen ut qui à censuris sic est absolutus , ad nos aut à nobis potestatem habentes , si quando possit , mandatum humiliter recepturus accedat.

Dans le Diocèse de Viviers , ¹ il n'y a aucune réserve à l'égard des malades , que leur infirmité retient dans leur maison sans en pouvoir sortir ; des femmes qui sont dans le dernier mois de leur grossesse , & des personnes fiancées qui se confessent dans le dessein de se disposer à recevoir la bénédiction nuptiale : à Luçon , ^m pour ceux qui se présentent au Tribunal de la Pénitence un ou deux jours avant que de se marier : à la Rochelle , ⁿ pour les femmes enceintes & pour les nourrices.

Comme il y a quelquefois divers inconvéniens à craindre , lorsqu'on oblige des filles & des femmes coupables de péchés réservés , d'avoir recours au Supérieur , dont elles sont éloignées , plusieurs Evêques ont accordé un pouvoir général aux Confesseurs approuvés de les en absoudre , lorsqu'elles demeurent à une certaine distance de la Ville épiscopale. C'est ce qu'ont fait les Evêques de Luçon & de Troyes , lorsque cette distance est au moins de trois lieues. ^o M. le Cardinal de Noailles n'accorde ce pouvoir qu'aux Curés & aux Desservans des Paroisses , & seulement en faveur de leurs Paroissiennes. ^p

Ces différens Réglemens ont été faits sur le modèle de ce qui est marqué dans les saints Canons , à l'égard des cas réservés aux Papes. Il y est permis aux Evêques d'en absoudre à peu près les mêmes personnes qui sont exceptées dans les différentes Ordonnances que nous venons de citer.

On trouve dans les Statuts du Diocèse d'Angers , pag. 366. un Règlement aussi favorable à ceux , qui après être tombés dans un péché réservé , ne peuvent

l Monita. ad Conf. n. 2.
m Cas réservés de Luçon ,
 avertissement. n. 9.
n Cas rés. Rupel. Monita ad
 confes. n. 8.

o Voyez les cas réservés de
 Luçon & de Troyes.
p Tit. de Absol. à cas. res.
 n. 4.

avoir recours au Supérieur pour lui en demander l'absolution. Car voici ce qui est marqué dans les Avertissemens que M. de Miron publia dans son dernier Synode. *Le Confesseur ordinaire peut absoudre un pénitent, quoiqu'il ait des cas réservés, lorsqu'il est obligé de se confesser, & ne peut si promptement aller au Supérieur, & ce, en lui enjoignant d'y aller par après pour les réserves.* On ne voit pas bien si dans cet endroit M. de Miron veut autoriser le partage de la confession, rejeté aujourd'hui par tous les Théologiens, ou bien s'il donne à tout Prêtre approuvé le pouvoir d'absoudre ces personnes de toutes sortes de péchés, avec obligation néanmoins de recourir au Supérieur pour les cas réservés. Nous croyons cette seconde interprétation plus vrai-semblable. Quoiqu'il en soit, ce Statut n'est plus en usage dans le Diocèse. On y suit exactement les dispositions du Droit commun, & la Loi générale qui ne permet aux Prêtres d'absoudre des cas réservés qu'à l'article de la mort. On n'a point cru, qu'on dût faire une exception particulière en faveur de ceux qui se trouvent dans des circonstances qui ne leur permettent gueres de s'adresser aux Evêques, parce qu'il n'en est pas des Ordinaires comme du Pape : il est quelquefois très-difficile de recourir au souverain Pontife, à cause de la distance des lieux; on seroit souvent obligé d'attendre fort long-tems avant que de recevoir les permissions dont on a besoin. Un si long délai auroit ses dangers : au contraire, on est communément à portée de s'adresser aux Evêques, ou à ceux à qui ils ont communiqué la Jurisdiction nécessaire, pour absoudre des cas dont ils se réservent l'absolution.



III. QUESTION.

Un Pénitent , qui , en se confessant à un Prêtre approuvé pour les cas réservés , a oublié , sans qu'il y ait de sa faute , de s'accuser d'un péché réservé , peut-il dans la suite en être absous par un Confesseur qui n'a pas les cas réservés ?

IL n'est point ici question de sçavoir, si celui qui a oublié, quoiqu'innocemment, de s'accuser d'un péché réservé, dans la confession qu'il a faite à un Prêtre qui avoit le pouvoir de l'en absoudre, est obligé de suppléer à ce qui a manqué à l'intégrité de sa confession, & de déclarer dans une seconde le péché dont il ne s'étoit pas souvenu en faisant la première. On a déjà montré dans les Conférences ^a sur la Pénitence, qu'il y a pour le pécheur une obligation étroite de soumettre au jugement de l'Eglise, les péchés que par oubli il n'a pas déclarés dans les confessions précédentes, afin que le Confesseur instruit, autant qu'il le peut être de son état, puisse lui donner des conseils salutaires, & former un jugement plus assuré sur ses dispositions, & sur la pénitence qu'il lui doit imposer.

Il n'est aussi personne qui ne convienne, que les péchés oubliés, lorsqu'il n'y a point de notre faute, quoiqu'ils ne soient point exprimés dans la confession que nous faisons, y sont néanmoins moralement renfermés, & remis par la grace du Sacrement que nous recevons. C'est la doctrine du Concile de Trente. ^b Si donc il y a quelque obligation de les con-

^a Conf. Juin 1717. 3. q. | quæ diligenter cogitanti non
^b Reliqua autem peccata, | occurrunt, in universum in

feffer, lorsqu'ils reviennent à la mémoire, ce n'est point précisément pour en obtenir le pardon, puisqu'ils sont déjà effacés par la vertu du Sacrement, mais pour remplir dans toute son étendue le Précepte divin, qui ordonne de confesser tous les péchés mortels dans lesquels on est tombé, & pour suppléer à ce qui a manqué à l'intégrité de la confession précédente.

Il ne s'agit donc plus que de sçavoir à qui on se doit confesser d'un péché réservé oublié, & si on peut se contenter de le faire à un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires, ou s'il faut nécessairement s'adresser au Supérieur.

La plupart des Théologiens conviennent, ^c que le moyen de décider cette question est de sçavoir quelle a été l'intention du Prêtre approuvé pour les cas réservés, à qui on s'est adressé : car si dans l'absolution qu'il a donnée, il a eu intention d'absoudre, non-seulement des péchés qu'on lui a déclarés, mais encore des péchés oubliés, soit qu'ils fussent réservés ou qu'il ne le fussent pas, ils croient que la réserve est ôtée & que le péché est soumis à la Jurisdiction d'un Confesseur ordinaire. D'où on conclut d'un consentement presque unanime, que dans le tems du Jubilé, les confessions que l'on fait aux Prêtres approuvés, ont la force d'ôter la réserve, non-seulement des péchés que l'on y exprime, mais encore de ceux que l'on y oublie, sans qu'il y ait de sa faute ; parce qu'alors le souverain Pontife & les Evêques, donnant à tous les Confesseurs le pouvoir d'absoudre de tous les péchés réservés, & les pénitens s'approchant du Sacrement dans le dessein de profiter de cette grace, les Confesseurs ont intention d'absoudre leurs pénitens de tous les péchés dont ils sont coupables, & selon toute l'étendue du pouvoir qui est

eadem confessione inclusa intelliguntur. Conc. Trid. sess. 14. ch. 5.

c Habert. de Pœnit. c. 7. q. 8. Vasquez, in 3. part. S. Th.

q. 91. art. 3. dub. 5. Suarez, disput. 31. de Pœnit. sect. 4. n. 14. 15. & seq. Sylvius in supplement. q. 20. art. 2. c. 3. &c.

accordé dans les Bulles à tous les Prêtres approuvés de l'Ordinaire. ^d

On conclut encore , que si le pénitent s'adresse au Supérieur dans l'intention marquée de se faire absoudre des péchés réservés , dans lesquels il est tombé , quoique quelques-uns échappent à sa mémoire , le Supérieur est censé vouloir l'en absoudre comme des autres ; son intention ayant une relation nécessaire à celle du pénitent.

Il devroit aussi y avoir peu de difficulté , au jugement de plusieurs Théologiens ; à l'égard des cas réservés au souverain Pontife , car comme ils le sont principalement à cause de l'excommunication qui y est attachée , dès que l'excommunication est ôtée , la réserve cesse nécessairement : or on ne peut douter que le Confesseur , en prononçant la formule d'absolution , n'ait eu l'intention d'absoudre d'abord de toutes les excommunications que le pénitent pourroit avoir encourues , & qui seroient un obstacle à l'absolution des péchés. On suppose ici que ce Confesseur a une Jurisdiction ordinaire ou déléguée sur les cas réservés au saint Siège.

La principale difficulté consiste donc à sçavoir , si lorsqu'un pénitent ne fait au Supérieur qu'une confession ordinaire , dans laquelle il n'est point question de cas réservés , s'il en oublie quelqu'un , sans qu'il y ait de sa faute , la réserve est censée ôtée ; & si ce pénitent , après s'en être ressouvenu , peut ne s'en accuser qu'à un Prêtre qui n'a point de Jurisdiction sur les péchés réservés.

Quoique presque tous les Théologiens conviennent du principe que nous avons établi , ils ne conviennent pas également de l'application , parce qu'ils n'ont pas tous la même idée de la nature de l'in-

d. Qui ea præstitit , quæ præscripta erant in Bulla Jubilæi , & postea recordatur se ex oblivione inculpabili non confessum fuisse peccatum reservatum , potest absolvi à quo-

libet Sacerdotum approbato , quia Summus Pontifex Jubilæi gratiâ expressè tollit omnem peccatorum & censurarum reservationem. *Habert, ibid.*

ention que doit avoir dans cette occasion le Confesseur , pour que la réserve soit ôtée. Les uns exigent qu'il ait une volonté actuelle & précise d'absoudre des péchés réservés , & même qu'il en donne des assurances au pénitent. Les autres prétendent que la volonté commune & générale d'absoudre un pécheur de toutes les fautes dans lesquelles il est tombé , suffit ; & que cette volonté dans un Prêtre qui a les cas réservés , renferme nécessairement l'intention d'absoudre de ceux dont son pénitent se peut trouver coupable.

Nous croyons devoir suivre ici le sentiment le plus commun , & décider que dans la circonstance dont il s'agit , le péché cesse d'être réservé , & que tout Prêtre approuvé peut en absoudre. La raison de cette décision est , que suivant la Doctrine du Concile de Trente , les péchés oubliés sans qu'il y ait dans cet oubli aucune faute de la part du pénitent , sont aussi véritablement pardonnés , que ceux que l'on a confessés. Or , dès que le péché réservé a été remis par l'absolution qu'en a donné le Confesseur , pourquoi la réserve subsisteroit-elle encore ? Tout dépend ici , dit-on , de l'intention qu'a eu ce Confesseur. Nous l'avouons , & c'est même sur ce principe que nous nous fondons ; car le Prêtre en donnant l'absolution , a eu intention d'absoudre son pénitent de tous ses péchés , quels qu'ils fussent , de ceux qui sont réservés comme des autres. Il ne s'agit point ici d'une intention purement intérieure , mais de celle qui est prescrite pour l'administration du Sacrement de Pénitence. C'est dans la formule de l'absolution que cette intention est exprimée. Cette formule que l'Eglise a autorisée est décisive : la voici , sa signification n'est pas équivoque : *Absolvo te ab omni vinculo Excommunicationis , Suspensionis , & interdicti , in quantum possum & tu indiges ; deinde ego te absolvo a peccatis tuis.*

e Navarrus in Man. cap. 26. n. 13. Cabassut , Theor. & Praxis , lib. 3. cap. 12. n. 3. S.	Antoninus , Cajetanus , Sylvest. , &c. V. Pontas , cas 252. & 264.
---	--

Le Prêtre en prononçant cette formule, & en se conformant au sens des paroles, a nécessairement intention d'exercer son Ministère & son pouvoir, autant qu'il peut s'étendre, & que le pénitent en peut profiter. Il l'absout de toutes les censures dont il a droit de lui donner l'absolution. Il l'absout également de tous les péchés dont le pénitent se trouve coupable. Une absolution si étendue donnée par le Supérieur, ou par un Confesseur à qui il a confié tous ses pouvoirs, comprend également tous les péchés confessés ou oubliés, soit qu'ils soient réservés, soit qu'ils ne le soient pas: ils cessent donc de l'être, ^f car l'absolution ne se borne point à effacer les péchés quant à la coulpe, mais elle a pour objet le péché avec tous ses caractères. Le Confesseur exerce son Ministère sur ce péché ainsi considéré, & l'exerce dans toute l'étendue de son pouvoir, & selon que l'état de ce pénitent l'exige, & par conséquent l'absolution qu'il donne en efface la tache, & en ôte la réserve; & s'il reste quelque obligation de le confesser, ce n'est, comme nous l'avons dit, que pour obéir au Précepte divin, suivant lequel tous les péchés ne sont remis que par le moyen de la confession qu'on en fait, ou qu'on doit avoir dessein d'en faire.

M. l'Archevêque de Paris dans son Mandement, & que nous ne nous laissons point de citer, met à cette décision générale une limitation que nous nous croyons obligé d'adopter, & qui nous paroît infini-

f Potest à Confessario non approbato pro reservatis absolvi, qui Jubilæi, seu alio quocunque tempore ab habente potestatem fuit validè absolutus à reservatis, si reservati alicujus peccati, absque culpa mortali, oblitus est. *Mand. San-Macl. de cas. res.*
g Potest à non habente hanc Facultatem, (absolvendi à reservatis) absolvi, qui reserva-

torum casuum inculpabiliter; seu absque culpa mortali oblitus, cum confessionem suam emisit Confessario hanc facultatem habenti, & ab eo validè absolutus illorum memor factus, non facilè potest ad eundem, qui prius confessus est, regredi. *Mend. Paris. an. 1709. rit. de absolutione à casib. reser. n. 3. sub fin.*

ment judicieuse ; c'est que , lorsqu'on peut aisément retourner au même Confesseur , on n'y doit pas manquer.

En effet , outre que notre sentiment n'est pas généralement reçu , on ne peut avoir aucune bonne raison de s'adresser à un autre Prêtre , lorsqu'on peut facilement retourner à celui à qui on a fait la première confession. D'ailleurs , comme il n'est rien de si aisé , que de se tromper sur ses propres dispositions , & qu'on s'imagine quelquefois avoir fait tout ce qu'on devoit pour se disposer au Sacrement de Pénitence , pour se rappeler tous ses péchés , ou pour s'exciter à la contrition , quoique dans la réalité on n'ait pas fait une recherche assez exacte de ses actions , ou qu'on n'ait pas eu une douleur de ses fautes assez vive & assez étendue , la prudence demande que pour réparer plus sûrement ces défauts qui peuvent s'être glissés dans la confession précédente , on en fasse une seconde au même Prêtre. En s'y accusant du péché oublié , on se verra souvent obligé d'ajouter qu'on n'a pas toute la certitude possible qu'on n'a rien à se reprocher dans cet oubli. Cette précaution est d'autant plus juste que , comme nous l'avons dit , des Théologiens très-éclairés ne goûtent pas nos raisons , & qu'après les avoir examinées , ils ont cru devoir prendre un sentiment contraire au notre ; entr'autres le célèbre Vasquez , ^h qui traite la question fort au long ; & même M. Habert , qui dans sa pratique de la Pénitence avoit embrassé le sentiment commun , entraîné , ⁱ dit-il , par le torrent des Auteurs , s'est cru obligé , après avoir examiné la chose de plus près , de l'abandonner. Il a jugé devoir distinguer deux circonstances particulières qui lui semblent fort différentes. La première est , lorsque le Supérieur a fait connoître par quelque endroit que son dessein étoit d'ôter toutes sortes de réserves , comme il arrive dans :

^h Disput. 91. de Pœnit. art. 3. dub. 5.

ⁱ Theol. Dog. & Mor. de Pœnit. cap. 7. q. 8.

le tems du Jubilé; dans ce cas, la chose ne souffre aucune difficulté.

Mais, ajoute-t-il, si le Supérieur n'a pas même pensé à d'autres péchés, qu'à ceux qu'on lui a confessé, c'est-là la seconde circonstance, on ne peut solidement prouver que les péchés oubliés cessent d'être réservés: tout ce qu'on dit pour le montrer, continue-t-il, ne sont que des raisons de convenance; or des raisons de cette espece ne prouvent rien. L'Auteur des Conférences d'Amiens^k nous est également opposé.

Ces Théologiens apportent pour leur sentiment, des raisons qui ne sont rien moins que méprisables. Ils s'appuyent sur-tout, sur ce qu'on n'a point rempli la fin de la réserve qui a été principalement établie, dans la vue d'obliger ceux qui sont tombés dans certains péchés, de s'adresser au Supérieur, pour écouter & suivre les avis qu'il jugera à propos de donner, & pour se soumettre à la pénitence qu'il voudra imposer. D'ailleurs, ajoutent-ils, lorsqu'un Evêque, par exemple, se réserve quelque péché, son dessein est d'en ôter la connoissance aux simples Prêtres & de se retenir le droit d'en absoudre; d'où ils tirent cette conséquence, que quoique le péché oublié soit remis quant à la coulpe, l'Evêque a toujours droit d'en connoître, & que celui qui en est coupable demeure toujours obligé de le soumettre à son jugement, puisque la connoissance en est interdite à tout autre Confesseur, à moins qu'il n'ait obtenu du Prélat un pouvoir particulier.

Nous ne croyons pas à la vérité que ces raisons doivent l'emporter sur celles que nous avons apportées en faveur de notre sentiment. Ces Théologiens prouvent même plus qu'ils ne prétendent; car il s'en suit de ce qu'ils avancent, qu'après avoir oublié un péché réservé dans le tems du Jubilé, il faudroit encore, ce tems une fois passé, avoir recours aux Prê-

^k Conf. sur la Pénitence, & l' d'Octobre 1695; 3. points.
les cas réservés, Conf. du mois l.

tres qui ont sur les cas réservés une Jurisdiction ordinaire ou déléguée ; puisqu'on n'a pas davantage rempli la fin de la réserve, ni soumis ce péché au jugement du Supérieur, ni écouté ses avis sur une chose qu'on n'a pu lui faire connoître. Il en faut donc revenir au principe : c'est l'intention du Confesseur qui doit décider de tout, quand même on n'auroit pas rempli parfaitement la fin de la réserve. Il a pu absoudre & du péché, & ôter la réserve par l'absolution, s'il a eu dessein de la faire. M. Habert ne conteste pas ce principe : il demande seulement que le Supérieur fasse connoître son intention. Nous croyons avoir montré qu'elle est suffisamment exprimée dans la formule de l'absolution.

Le sentiment que nous soutenons est entièrement sûr dans la pratique, sur-tout dans les Diocèses où les Evêques le font enseigner. M. le Cardinal de Noailles, & M. l'Evêque de saint Malo l'ont autorisé. M. l'Evêque d'Angers a fait pour son Diocèse la même chose, en le faisant soutenir dans les Conférences. Le doute que pourroit laisser dans l'esprit l'opposition de quelques Docteurs, est par-là entièrement levé.

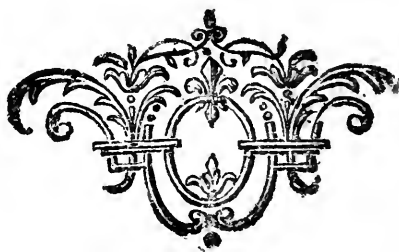
Dans les Diocèses où on s'est déclaré pour le sentiment opposé, comme à Amiens, il faut s'y conformer ; car puisque c'est sur l'intention du Confesseur, que nous avons établi tout ce que nous avons dit, on n'a point droit de présumer que dans ces Diocèses il ait eu dessein de décharger le pénitent de l'obligation de recourir à un Prêtre approuvé pour les cas réservés : obligation reconnue & autorisée par l'Evêque qui lui a communiqué ses pouvoirs. Quoique le péché soit remis, cette obligation subsiste toujours & le pénitent ne peut se dispenser de la remplir. L'Auteur des Résolutions Pastorales du Diocèse de Genève, approuvées par M. d'Arenthon d'Alex,¹ prétend que l'obligation de soumettre au jugement du Supérieur les péchés oubliés dans une confession pré-

cédente qu'on lui a faite , ne souffre aucune exception , même dans le tems du Jubilé. Il avoue que l'opinion contraire est la plus commune , & en effet il y a très - peu de Théologiens qui soient de son avis.

Dans les lieux où les Evêques ne se sont point expliqués , le Pere Antoine , ^m estime que dans la pratique il est à propos de s'adresser dans cette circonstance , à un Confesseur qui ait le pouvoir d'absoudre des cas réservés. C'est certainement le parti le plus sûr ; mais comme le péché a déjà été effacé par la vertu de la première absolution , il n'y a pas une obligation si indispensable de prendre un parti aussi sûr , que si le pénitent étoit encore coupable de ce péché aux yeux de Dieu.

m Cùm non sit certum tunc reservationem tolli , in praxi debet Pœnitens peccatum reservatum oblivione omissum confiteri habenti potestatem in reservata , ut ab eo directè seu secundùm se absolvatur :

Idque exigere videtur finis reservationis , qui est , ut conveniens medicina & satisfactio à Superiore vel ejus delegato pro tali peccato imponatur. *Theol. M. tom. 4. de Pœnit. cap. 2. art. 2. q. 6.*



I V. Q U E S T I O N.

Un Pénitent, qui, en s'accusant des cas réservés à un Prêtre, qui avoit le pouvoir d'en absoudre, a fait par sa faute une Confession nulle, est-il obligé de s'adresser pour les mêmes péchés à un Prêtre qui ait les cas réservés ?

LA nullité d'une confession peut venir de différents principes, en ne la prenant même que du côté du pénitent, comme on l'a déjà montré dans les Conférences sur la Pénitence. ^a On y a dit qu'un pécheur pouvoit faire une confession nulle & sacrilège, ou pour avoir célé un péché mortel dont il se souvient bien, mais qu'il n'ose par honte, ou que par malice il ne veut pas déclarer; ou pour avoir oublié de s'en accuser, parce qu'il n'a pas fait un examen assez exact de sa conscience; ou enfin pour n'avoir pas eu une contrition véritable, accompagnée d'une ferme résolution de ne plus retomber dans ses péchés.

On suppose ici que le péché réservé n'est pas du nombre de ceux qu'on a celés, lorsque la confession est nulle par défaut d'intégrité, & pour avoir caché quelques péchés mortels; car alors il est visible que ce péché dissimulé, demeure toujours réservé, & on ne pourroit donner aucune bonne raison qui prouvât que le Supérieur, à qui on n'a pas voulu le découvrir, ait eu intention d'ôter la réserve.

Cette Question avoit déjà été agitée dans les Con-

^a Conf. du mois de Juin, année 1717. 2. Conf. p. 116.

férences du mois de Mai de l'année 1718. ^b & dans le résultat qu'on avoit donné au public, on s'étoit contenté de rapporter le sentiment de plusieurs Auteurs, ^c qui croient que lors même que le pénitent a fait par sa faute une confession nulle, l'absolution qu'il a reçue quoiqu'elle n'ait pû remettre le péché, a eu néanmoins assez de vertu pour ôter la réserve qui y étoit attachée. Et c'est tout ce qu'on a dit sur une Question que dans le fond il est assez difficile de décider.

Plusieurs Théologiens ^d estiment que pour la résoudre, il faut examiner la faute d'où procède la nullité de la confession, & considérer si cette faute est une faute réfléchie & de malice, ou si elle n'est que l'effet de la fragilité humaine & d'une négligence qui, quoique criminelle, n'est pas moins affectée & directement volontaire,

Lorsque la confession est nulle par la malice & la mauvaise foi du pénitent, ou par une négligence réfléchie & si sensible qu'elle renferme une espèce de mépris du Sacrement, ^e ces Théologiens ^f enseignent, que la réserve des péchés dont il s'est accusé, n'est point ôtée par l'absolution que lui a donné le Prêtre à qui il s'est confessé, quoique ce Confesseur eût pouvoir d'en absoudre; & qu'ainsi, ses péchés n'ayant point cessé d'être réservés, il n'en peut être absous par un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires. La raison, est, que suivant la règle de Droit, personne ne doit profiter de sa fraude & de sa malice; & comme il est marqué encore dans une autre règle de Droit, personne ne peut rendre sa condition meilleure par son crime. ^h Il n'est donc pas juste,

^b Pag. 325.

^a Cabassut. Theor. & Prax. leg. 3. cap. 12. n. 3. Sylvius in 3. partem. Suarez in tert. part. disp. 31. sect. 4. n. 9. Fromageau cas 76.

^d Cabassutius, Théor. & Prax. l. 3. cap. 12. n. 3. & 4.

^e Lata culpa dolo æquiparatur. l. 1. § 1. ff. si mensor.

^f Cabassutius, ibid. Viva, de Jubilæo.

^g Nemini sua fraus debet patrocinari nec dolus, cap. Si vir de cognatione spiritali,

^h L. 177. ff. de Reg. Jur.

que celui qui ne s'approche d'un Sacrement que pour le profaner, tire d'un crime si énorme une avantage aussi grand, que celui d'être délivré de l'obligation de recourir au Supérieur, pour un péché dont ce Supérieur s'est réservé la connoissance.

Suivant ce sentiment, un pénitent qui s'est confessé avec le dessein formé de persévérer dans ses mauvaises habitudes, ou qui ne s'est approché du Tribunal de la Pénitence que par hypocrisie : en un mot tout homme qui se confesse de mauvaise foi, ne peut tirer aucun avantage d'une confession faite avec des dispositions si opposées à la fin du Sacrement, & il est toujours dans l'obligation de s'adresser à un Prêtre qui ait les cas réservés.

Nous savons qu'il y a quelques Auteurs, dont nous respectons l'autorité, qui sont d'un avis contraire : mais leur sentiment a je ne sçai quoi qui révolte, & nous n'osons pas seulement le proposer.

Lorsque la nullité de la confession ne vient que de la négligence du pénitent, comme d'un défaut de préparation ou de contrition, quoiqu'assez considérable pour que la confession soit nulle & sacrilège, c'est un sentiment très-commun, que la réserve des péchés, dont il s'est accusé, a été levée par l'absolution qu'il a reçue d'un Confesseur qui avoit le pouvoir de la lui donner.

Les Auteurs qui le soutiennent en apportent bien des raisons. La première & la principale, & cette raison ne leur paroît pas souffrir de réplique, c'est que le pénitent en se confessant ainsi de ses péchés réservés à un Prêtre qui avoit droit d'en absoudre, a satisfait à la fin de la réserve qui est d'obliger celui qui en est coupable de se présenter au Supérieur, pour écouter ses avis & en recevoir une pénitence proportionnée à l'énormité de ses crimes; & qu'ainsi il semble que l'intention du Supérieur n'est pas qu'il se présente à lui une seconde fois. Il lui a donné déjà tous les avis dont il avoit besoin, & impoté

une pénitence convenable. Son Ministère est rempli.

La seconde , c'est que le Confesseur dans l'absolution qu'il donne , est censé vouloir qu'elle ait tout l'effet , & toute l'étendue qu'elle peut avoir autant que le pénitent peut en profiter. Il est vrai , que faute de dispositions suffisantes dans celui qui la reçoit , cette absolution ne peut effacer le péché ; mais , comme la réserve peut être ôtée , sans que le péché soit pardonné , le pécheur peut au moins en profiter quant à ce point ; & ils ne doutent pas que l'intention du Supérieur ne soit de lui accorder cette grace.

Enfin , ils ajoutent en troisième lieu , que les Evêques n'ignorent pas que ce sentiment a un grand nombre de défenseurs & d'une grande réputation , qu'il est même assez suivi dans la pratique ; & que puisqu'ils ne le condamnent pas , ils sont réputés l'approuver d'une manière tacite , & consentir qu'en ce cas les péchés cessent d'être réservés.

k Ces Auteurs conviennent que ce sentiment , dès qu'il s'agit du Supérieur même , est beaucoup plus favorable que lorsqu'on s'est confessé à un Prêtre qui n'a qu'une Jurisdiction déléguée , parce que celui-ci ne peut ôter la réserve que par l'absolution sacramentelle : or l'absolution qu'il donne dans cette occasion ne l'est pas. Cependant , dans cette circonstance même , ils trouvent un certain consentement des Prélats , par lequel ils sont censés accorder alors aux Confesseurs le pouvoir de faire tout ce qu'ils peuvent eux-mêmes , & donner à ces absolutions la force de lever la réserve.

Les Docteurs qui se sont déclarés pour ce sentiment , apportent une exception à leur décision générale. Ils conviennent qu'elle n'a pas lieu , lorsqu'un pénitent coupable de quelque péché réservé a fait une confession nulle à un Prêtre qui n'a le pouvoir d'en absoudre qu'en vertu des Bulles de Jubilé , parce que la réserve ne peut alors être levée que dans

k Suarez , &c.

l'administration du Sacrement de Pénitence. Ici le Sacrement est nul. Outre cela, le pénitent ne remplit point une des conditions nécessaires, & sans lesquelles il ne peut profiter de la grace qu'accorde le souverain Pontife. Car parmi les actions de piété, que les Papes prescrivent dans le tems du Jubilé, ils ordonnent toujours de se confesser. Ce n'est qu'en faveur de ceux qui se sont acquittés de ce devoir, & dans l'exercice du Ministère de la confession, que les Prêtres peuvent faire usage des pouvoirs qui leur sont donnés. On ne peut sans doute par une confession sacrilège remplir cette obligation, & répondre aux intentions du souverain Pontife. Il en doit être de cette confession, comme d'une confession & une communion sacrilèges faites au tems de Pâques, par lesquelles certainement on ne satisfait point au Précepte de l'Eglise.

Le sentiment que nous venons d'exposer a été autrefois très-commun. Sylvius ¹ & Cabassut, ^m citent plusieurs Auteurs très-estimés qui l'ont soutenu & l'ont eux-mêmes embrassé.

Nous nous en tiendrons encore sur cet article, à l'Ordonnance de M. le Cardinal de Noailles ⁿ sur les cas réservés; & nous estimons que les péchés, dont un pénitent s'est accusé dans un tems de Jubilé, & dans tout autre tems ne cessent point d'être réservés, si la confession est nulle par la faute, & que ce pécheur ne peut s'en faire absoudre par un Con-

l In 3. part. q. 20. art. 2.
q. 3.

m L. 3. cap. 12. n. 3.

n. Sicut confessione voluntariè nullâ non satisficit Præcepto confessionis ab Ecclesia lato, ut nec sacrilegâ Corporis Domini manducatione præcepto Communionis annuæ, minus æquum est putari aliquem confessione pariter invalidâ, gratiam indulgentiamque Ecclesiæ

promereri. Quare qui Jubilæi, seu alio quocumque tempore casus reservatos confessus est habenti facultatem absolvendi ab eis, & hinc invalidam & sacrilegam confessionem culpâ suâ emisit, tenebitur eadem peccata rursus confiteri habenti facultatem absolvendi ab illis, nec poterit à non habente hanc facultatem absolvi. Tit. de Absol. à cas. rejér. n. 3.

feffeur , dont la Jurisdiction est limitée & bornée aux cas ordinaires.

M. l'Evêque de saint Malo enseigne la même Doctrine : *Si autem Pœnitens invalidam & sacrilegam suâ culpâ confessionem emisericit , de novo recurrat ad Superiorem necesse est.* C'est aussi le sentiment du P. Antoine, ° dont la morale est si estimée, & si digne de l'être, & la raison que nous en donnons après lui, c'est que les Supérieurs ecclésiastiques ne levent les réserves que par l'absolution sacramentelle, qui n'ôte la réserve que parce qu'elle efface le péché; ou par délégation, en communiquant aux Confesseurs le pouvoir d'absoudre des cas réservés. Ici l'absolution n'est point sacramentelle, elle ne remet point le péché qui subsiste toujours, tel qu'il étoit, & par conséquent réservé comme il l'étoit. L'absolution est nulle, elle ne peut rien opérer de favorable au pénitent. D'un autre côté, le Supérieur ne pense point à renvoyer le pénitent à un autre Confesseur, & à donner à ce Ministre du Sacrement de Pénitence le pouvoir de l'absoudre. Le péché demeure donc toujours réservé, & les Confesseurs ordinaires n'en peuvent connoître, ni en donner l'absolution.

Les raisons, qu'on apporte en faveur de l'opinion contraire, ne sont point capables de contrebalancer celles qui nous ont décidé. Car 1°. il n'est pas vrai que le pécheur, dont nous parlons, ait entièrement satisfait à la fin de la réserve, puisqu'elle n'a point été seulement établie, pour forcer ceux qui sont coupables des péchés réservés, à venir déclarer au Supérieur ceux qu'ils ont commis; mais encore pour les obliger à s'en confesser dans des dispositions qui puissent leur mériter la grace de l'absolution : & quand même le Prélat n'auroit point à leur donner des avis différens de ceux qu'il leur a donnés, lorsqu'ils se sont confessés la première fois, il est néanmoins important qu'il leur en rappelle le souvenir dans une seconde confession, dans

laquelle on les suppose plus disposés à en profiter.

2°. Il n'est point à présumer que le Confesseur ait eu dessein de faire la moindre grace, encore moins de lever la réserve des péchés, lorsqu'on s'en est confessé sans préparation ou qu'on s'en est accusé sans douleur. Il n'a point eu d'autre intention que d'administrer un Sacrement. Par la faute du pénitent, le Sacrement est nul, la confession sacrilège, & elle ne sert qu'à le rendre plus coupable aux yeux de Dieu.

3°. Enfin, on ne peut plus faire valoir le silence & l'approbation tacite des Prélats. Les Evêques qui ont eu occasion de s'expliquer sur cette matière, ont adopté & autorisé le sentiment contraire. Les Ordonnances de M. le Cardinal de Noailles, de M. Desmarêts, Evêque de Saint Malo, de M. Massillon, Evêque de Clermont, &c. sont précises. D'ailleurs ce silence des Evêques, au sujet des opinions soutenues par quelques particuliers, n'est pas toujours une marque d'approbation. Témoins tant de Propositions d'une morale relâchée, sur laquelle les Prélats ont été long-tems sans prononcer juridiquement, & qui depuis ont été condamnées par les Papes Alexandre VII. Alexandre VIII. & Innocent XI. à qui la morale a tant d'obligation : & même parmi les propositions censurées par Alexandre VII. & en 1700. par le Clergé de France, il s'en trouve une qui enseigne, qu'une opinion soutenue par un Auteur moderne, est toujours bonne & probable, dès qu'il est constant qu'elle n'a point été condamnée par le S. Siège.

Quoique les Confesseurs ordinaires ne puissent absoudre ceux qui se sont déjà accusés des péchés réservés dans une confession qu'ils ont faite au Supérieur, lorsqu'elle a été nulle & sacrilège, on ne

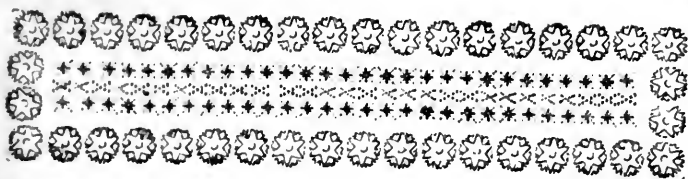
p Casus seu peccata in Dicesi Claromont. reservata. p. 11.

g Si liber sit alicujus junioris & moderni, debet opinio

censeri probabilis, dum non constat rejectam à sede Apostolica. Prop. 27. damn. ab Alex. VII. & 120. à Clero. Gallic.

doit pas néanmoins inquiéter les pénitens qui se sont confessés de bonne foi aux Prêtres qui ont le pouvoir d'absoudre des cas réservés , lorsque ces personnes ont quelques difficultés sur leurs confessions précédentes. Car dès que ces confessions ne sont pas évidemment sacrilèges , on doit présumer en leur faveur , & tout Prêtre approuvé , comme nous l'avons déjà dit , peut les absoudre.





CINQUIEME CONFÉRENCE

Tenue au mois d'Août 1732.

I^{re}. QUESTION.

Tous les Prêtres peuvent-ils absoudre de toutes sortes de péchés un Pénitent qui est à l'article de la mort ?

S'IL est du bon ordre que les Evêques se réservent l'absolution des péchés les plus énormes, le bien des ames exige également que les Loix qui établissent des réserves, ne renferment point le danger pressant d'une mort prochaine; & qu'alors, au défaut d'un Confesseur qui ait les cas réservés, tout Prêtre ait le pouvoir d'en donner l'absolution. Sans cela, la réserve des péchés, qui n'a été établie que pour procurer plus efficacement la conversion des pécheurs, tourneroit à leur perte, & seroit souvent l'occasion de leur damnation. Aussi l'Eglise a toujours distingué l'article de la mort, & excepté une circonstance aussi critique pour le salut, dans les Loix, qu'elle a portées pour réserver aux premiers Pasteurs l'absolution des grands crimes: & elle a donné à tous ceux qui sont honorés du Sacerdoce un

pouvoir sans bornes , pour la rémission des péchés des mourans.

Ainsi , quoique saint Cyprien , suivant l'usage universellement reçu dans l'Eglise , se fût réservé le droit de reconcilier ceux qui étoient tombés durant la persécution , il permettoit néanmoins à tous les Prêtres de les absoudre , s'ils se trouvoient en danger de mort. ^a

Quand la Pénitence publique cessa d'être en usage , le Pape & les Evêques , en continuant de se réserver la plupart des péchés qui y étoient soumis , avec quelques autres qu'ils y ajoutèrent , en exceptèrent constamment l'article de la mort ; en sorte que dans les mêmes Conciles & dans les mêmes Décrets des Papes , où les réserves sont établies & autorisées , il est marqué expressément , ^b que le danger de mort n'y est point compris.

C'est cette Tradition constante & incontestable qui a fait déclarer au Concile de Trente , que ç'a toujours été un usage religieusement observé dans l'Eglise , d'ôter à la mort toutes sortes de réserves , & de laisser à tous les Prêtres le pouvoir d'absoudre de quelque péché que ce soit , sans aucune exception. ^c

ARTICLE PREMIER.

Qu'est-ce que l'article de la mort , dans lequel tous les Prêtres peuvent absoudre des péchés réservés ?

Pour sçavoir ce que l'on doit entendre par ces termes , *article de la mort* , dont se servent tant de Conciles , entr'autres celui de Trente , & quelle étendue on leur doit donner , il suffit de faire atten-

^a Voyez ci-dessus , pag. 7.

^b Conc. Lond. an 1200. Lambeth. 1287. cap. 11. de Off. Jud. Ordin. cap. 58. de Sent. Excom. &c.

^c Pie admodum, ne hac ipsa occasione aliquis pereat, in Ec-

clesia Dei custoditum semper fuit , ut nulla sit reservatio in articulo mortis ; atque ideò omnes Sacerdotes quolibet Pœnitentes , à quibusvis peccatis & censuris absolvere possunt. Conc. Trid. Sess. 14. Cap. 7. ,

tion à la fin que l'Eglise s'est proposée, en faisant cesser à la mort toute espèce de réserve. Comme cette fin est de pourvoir au salut des Fidèles, & d'empêcher que quelqu'un ne se perde, faute d'un Prêtre qui ait pouvoir de l'absoudre, *ne aliquis pereat*, il paroît évident, que par l'article de la mort on ne doit pas entendre seulement le moment auquel l'homme est sur le point d'expirer, mais encore tout danger probable de mort. Il est vrai que le terme d'article de mort, dont s'est servi le Concile de Trente, a fait croire à Melchior Canus, & à quelques autres, que le simple danger ne suffisoit point; car ce sont, disent-ils, deux choses fort différentes, que l'article de la mort & le simple danger de mort.

Un homme est à l'article de la mort, quand il est sur le point de rendre le dernier soupir, & qu'il n'a plus que quelques momens ou quelques heures à vivre. Tels sont ceux qui sont à l'agonie, les Criminels qu'on est sur le point d'exécuter, &c.

Une personne est en danger de mort, lorsqu'elle se trouve dans une circonstance où il y a sujet de craindre qu'elle n'y perde la vie, soit que ce danger vienne d'une cause intérieure, comme le seroit une violente maladie, soit qu'il ait pour principe une cause extérieure & étrangère, comme il arrive lorsqu'on est sur le point d'aller au combat, de monter à l'assaut, &c.

Quoique nous convenions qu'il y ait quelque différence entre l'article de la mort & le simple danger de mort, nous croyons qu'elle ne regarde point la question dont il s'agit ici. Car en cette matière, le danger de mort & l'article de la mort se prennent indifféremment l'un pour l'autre dans les Canons des Conciles & les Décrétales des Papes, comme on le voit dans le Canon 17. cause 17. question 4. où Innocent II. en se réservant le pèché de ceux qui ont frappé des Ecclésiastiques, excepte de la réserve le danger pressant de mort : *Nullus Episcopus illum præ-*

sumat absolvere nisi mortis urgenti periculo. Or ce qu'on nomme ici danger de mort, est appelé article de la mort, dans le chapitre 5. de *Sententia excommunicationis*.^e Quelquefois dans un même chapitre, on se sert indifféremment de ces différens termes pour signifier la même chose, comme dans le chapitre 22. de *Sententia excommunicationis* ^f in-6°. & dans la Décrétale *inter cunctas*, ce qu'on appelle article de mort, est ensuite appelé danger de mort : *Præterquam in morte* ; ^g voilà l'article de la mort bien désigné ; *quando mors verisimiliter timetur*, voilà le péril de mort, & on donne les mêmes pouvoirs pour l'un & l'autre tems.

En effet, un danger pressant de mort, doit être regardé dans cette matiere comme l'article de la mort même, puisque mille circonstances, qu'on ne peut prévoir, peuvent conduire dans le tombeau, à l'heure qu'on y pense le moins, le malade qui est en danger. Et ce seroit visiblement s'exposer à se perdre, que d'attendre précisément l'article de la mort, pour demander les Sacremens de l'Eglise. Ce sentiment est presque universel, conforme à la Doctrine des plus habiles Canonistes & Théologiens, ^h & autorisé par les Rituels. ⁱ

On peut même ajouter, qu'il n'est pas nécessaire que le danger soit extrêmement pressant. Il suffit que l'on ait sujet de croire vraisemblablement que le pécheur est exposé au danger de mourir, sans pouvoir trouver d'autre occasion de se confesser, parce que

e Nec dubium est quòd hi qui violentas manus in Clericos... ex Constitutione Concilii, Sententiam excommunicationis incurrunt, nec nisi in articulo mortis, sine Rom. Pont. absolutione possunt Beneficium impetrare. l. 5. *Decretal. tit.* 39.

f Eos qui à sententia Canonis.... propter imminents mortis articulum... absolvunt

tur si cessante postea periculo, &c.

g Capit. I. de Privil. in Extr. com. l. 5. tit. 7.

h Suarez, Conink, Navarre, Bonacina, Sylvius, &c.

i Si periculum mortis imminet... quilibet Sacerdos potest à quibuscumque Censuris & peccatis absolvere. Rit. Andeg. pag. 81.

L'Eglise n'est pas censée refuser ce secours dans des circonstances si décisives pour le salut, & où la confession est d'une étroite obligation pour ceux, qui dans cet état sont coupables de péché mortel.

C'est pourquoi sous le nom de péril de mort, nous comprenons les voyages de long cours, ^k reconnus pour dangereux, & certaines maladies violentes qui font souvent perdre la vie. On regarde aussi comme menacées d'une mort prochaine les femmes, qui sont sur le point d'accoucher pour la première fois, ou qui ont éprouvé que leurs couches sont dangereuses; les habitans d'une Ville infectée de peste; en un mot tous ceux qui se trouvent ou vont dans peu se trouver dans une situation & dans des circonstances où leur vie sera en danger. Sanchez ^l estime aussi, que celui qui paroît sur le point de tomber dans une démence perpétuelle, doit être regardé comme étant véritablement en danger de mort.

Nous croyons devoir dire la même chose d'une personne qui auroit entièrement perdu l'esprit, en qui néanmoins on remarque quelqu'intervalle de raison & de bon sens, qu'on a sujet d'appréhender ne devoir plus reparoître. Un Confesseur ne peut mieux faire que de profiter de ces heureux momens pour le confesser & l'absoudre, comme il le feroit, si cet insensé étoit à l'article de la mort, puisque dans la vérité il est en danger de mourir, sans pouvoir se confesser dans un autre tems. M. Gibert dans ses Consultations canoniques sur la Pénitence, nous est ici opposé. Il y décide expressément, que si dans l'Ordonnance des Cas réservés d'un Diocèse, l'Evêque... ne parle que de l'exception du cas de mort, qui est de droit, l'absolution donnée par le Confesseur à l'insensé, dont nous parlons, est certainement nulle. Cependant il fait quelques réflexions qu'on a peine à

^k Statut. Syn. du Diocèse de Coutance, de 1637. rapporté dans les Conc. de Rouen, part. 2. pag. 588.
^l Sanchez, l. 2. mort. cap. 15.

concilier avec la décision ; & elles nous ont affirmé dans le parti que nous avons pris. Car il ajoute , *m* qu'on peut regarder l'état d'un homme menacé de folie , comme celui d'un homme menacé d'apoplexie : on est mort , continue-t-il encore , dès qu'on a perdu la raison ; on est dans un danger de mort , quand on est sur le point de la perdre : & il confirme ce raisonnement par un Statut synodal du Diocèse de Coutance , publié en 1637. qui déclare n'y avoir point de réserve à l'égard de ceux qui vont s'embarquer pour un voyage dangereux. L'application de toutes ces raisons n'est pas difficile à faire. L'insensé , en qui on rencontre un bon intervalle , qu'on a juste sujet de croire ne devoir pas durer , est certainement sur le point de perdre la raison , menacé de retomber dans sa folie , & par conséquent dans un vrai danger de mort ; car selon Mr. Gibert lui-même , par rapport aux Sacremens , on est à peu près comme un homme mort , lorsqu'on a perdu l'esprit.

Si le Confesseur doutoit du danger de mort , & s'il balançoit dans le jugement qu'il en faut porter , il doit déposer son doute & passer outre avec confiance. Il vaudroit mieux risquer la validité du Sacrement que le salut de l'homme , pour qui les Sacremens ont été institués. D'ailleurs , le Sacrement ne seroit pas nul ; car pour juger du danger de mort , on ne demande pas une certitude qui soit portée jusqu'à l'évidence. On ne l'a gueres dans ces occasions , & un doute bien fondé suffit pour obliger de prendre toutes les précautions nécessaires , pour assurer le salut des malades.



ARTICLE SECONDE.

Tout Prêtre , même excommunié ou hérétique , peut-il absoudre des cas réservés , ceux qui sont dans un danger pressant de mort ?

Selon le Concile de Trente , tout Prêtre peut absoudre une personne qui est en danger de mort : *Quilibet Sacerdos*. Les Théologiens sont encore plus partagés sur le sens de ces paroles , que sur la signification de celles que nous venons d'expliquer. Doit-on étendre à toutes sortes de Prêtres , même hérétiques ou excommuniés dénoncés le pouvoir d'absoudre de toutes sortes de péchés , ou bien doit-on le borner aux Prêtres qui sont membres & Ministres de l'Eglise catholique ?

Plusieurs Théologiens croient , que le Concile de Trente ne donne ce pouvoir qu'aux Prêtres qui vivent dans la Communion de l'Eglise. Et ils le prouvent ⁿ par une Déclaration des Cardinaux de la Congrégation établie pour l'interprétation de ce Concile , qui y décident que les excommuniés dénoncés ne sont point compris dans le Décret que nous avons rapporté , & qu'ils ne peuvent valablement absoudre : & ce qu'il y a de remarquable , c'est que le Cardinal Moron , l'un des Présidens du Concile de Trente qui devoit connoître quel étoit le sens que les Peres qui le composoient avoient eu en vue en formant ce Décret , assista à la Congrégation où cette Déclaration fut portée , & l'autorisa de son suffrage. Cette Déclaration fut donnée sur la Consultation de l'Evêque de Valence en Espagne. Ce n'est point un simple Décret , mais une Déclaration raisonnée , où l'on explique quels sont les motifs de la décision. Elle est appuyée , comme il y est expressément marqué , sur le sentiment commun des Théologiens , dont on cite nommément un grand

* *Apud Fagn. in cap. Non est vobis. de spons.*

nombre , & sur-tout sur l'autorité de S. Thomas & de saint Antonin. Et comme les Partisans du sentiment contraire s'appuyent principalement sur le Concile de Trente , on déclare que l'entendre ainsi , c'est lui donner un sens forcé ; que dans tout ce qui précède & ce qui suit , les Prêtres dont il est parlé , sont visiblement du corps de l'Eglise , & qu'il n'y a point d'apparence que dans le même Chapitre on prenne le nom de Prêtre dans un autre sens.

Fagnan qui rapporte cette déclaration des Cardinaux , la soutient par de nouvelles raisons ; & même par l'analyse qu'il fait du Chapitre entier , ou ce Décret est renfermé , il prouve assez bien , qu'au moins dans tout le reste , il n'est parlé que des Prêtres qui sont dans la Communion de l'Eglise.

Il insiste beaucoup sur ce que le Concile déclare , que ce n'est point un nouvel usage qu'il établit , mais une coutume ancienne qu'il soutient , & qu'il renouvelle ; ce qui ne se peut dire , si on étend le pouvoir qu'il donne , jusqu'aux Prêtres séparés de l'Eglise par le Schisme , l'Hérésie ou l'Excommunication puisqu'il est constant que les Théologiens qui ont précédé le Concile , soutiennent communément dans leurs écrits l'opinion contraire. Nouvelle preuve que le Concile de Trente n'a point prétendu favoriser le sentiment qui paroît le plus favorable aux moribonds , puisqu'on sçait que les Evêques qui y étoient assemblés , ont toujours évité de toucher aux articles contestés entre les Catholiques. A plus forte raison , ils n'auront pas condamné une opinion autorisée par le grand nombre des suffrages , & soutenue par saint Thomas , dont les Peres de Trente estimoient singulièrement la Personne & la Doctrine. Tout ce raisonnement est de Fagnan.

Ce sçavant Canoniste va plus loin , & il avance qu'un Prêtre hérétique est incapable de Jurisdiction , car un Prêtre ne peut avoir de Jurisdiction que sur

o Prima consideratio educi- | fixerunt Decreto, videlicet de
sur ex titulo quem Patres præ- | casuum reservatione; ex hac

les personnes soumises à son autorité ; or est-il possible que l'Eglise soumette, même pour un moment, des Catholiques à l'autorité de ceux, que pour cause d'hérésie, elle a rejettés de son sein.

Après tout, conclut-il, ce n'est pas par des présomptions, de pieuses extensions des Décrets des Conciles, que la Jurisdiction peut se donner, mais par des Loix claires & précises. Rien ne peut favoriser dans les Loix de l'Eglise, les prétentions des hérétiques ou des excommuniés dénoncés : au contraire, il est marqué expressément dans les saints Canons, qu'ils ne peuvent donner que le Baptême, *Quibus (Arianis) solum Baptismum ratum esse permittimus.* P

D'un autre côté, Melchior Canus, q Sylvius, r & beaucoup d'autres croient que tout Prêtre, même hérétique, excommunié, peut absoudre de toutes sortes de péchés les Fidèles qui sont à l'article de la mort. La raison qu'ils en apportent est, que la permission d'absoudre que donne le Concile de Trente, dans le Décret qui concerne cette matiere, est générale & sans aucune limitation ; elle renferme donc tous ceux qui ont le Caractère sacerdotal. Tout Prêtre, dit ce Concile, peut absoudre. Il suffit donc de l'être pour avoir ce pouvoir. L'hérésie & l'excommunication ne privent point du sacré Caractère du Sacerdoce.

En effet, il semble que le Concile ait voulu donner la plus grande étendue qu'il étoit possible, à la

enim inscriptione Concilium ostendit, non fuisse intentionis sue agere de jurisdictione Sacerdotum nisi in Ordine ad reservationem, ac proinde noluit agere de præcis, quia tales non prohibentur absolvere ex vi reservationis, sed quia ab Ecclesia privati sunt usu Clavium & redditu prorsus inhabiles ad jurisdictionem exercendam. cap. *Miramur*

capit. *Audivimus.* cap. *Ait.* & seq. c. 14. q. 1. & c. *Fagn. ibid.* p. *Au Canon. Arianos, Can. I. Can. 73.*

q *Relect. de Pœnit. p. 5.*

r Sylvius a soutenu cette opinion avec beaucoup de force & même de zèle dans plusieurs discours qu'il a faits sur cette matiere, qu'on trouve parmi ses ouvrages, tom. 5.

permission & au pouvoir qu'il accorde pour l'article de la mort : Car voici comment son Décret est conçu : *Ne aliquis pereat... omnes Sacerdotes quoslibet pœnitentes*, à *quibuslibet peccatis absolvere possunt*. Ces termes, *Quoslibet pœnitentes*, signifient toutes sortes de Pénitens sans exception ; ceux-ci, à *quibuslibet peccatis*, signifient toutes sortes de péchés, de quelque nature qu'ils soient : les précédens, *omnes Sacerdotes*, doivent également s'entendre de tous les Prêtres sans en excepter aucun. La raison de la Loi le montre encore. L'Eglise a voulu pourvoir au salut des Fidèles, de la manière la plus étendue en sorte qu'autant qu'il dépend d'elle, faute de pouvoir dans le Ministre du Sacrement de Pénitence, pas un de ses enfans ne périsse, *ne aliquis pereat* ; ce qui pourroit néanmoins arriver dans de certaines circonstances, dans lesquelles un moribond n'auroit point d'autre Prêtre pour le secourir, qu'un hérétique ou un excommunié dénoncé, si ce Prêtre n'avoit point le pouvoir de l'absoudre.

On ne prétend pas, que dans le Concile de Trente, la question ait été agitée dans toute l'étendue qu'on lui donne aujourd'hui, jusqu'à y comprendre nommément les Prêtres séparés de l'unité de l'Eglise par l'Excommunication, ou par la profession de l'hérésie. On s'est contenté d'y faire un Décret général, où sans rien dire expressément ni pour ni contre, les termes, dans lesquels il est exprimé, peuvent & semblent même comprendre ces Prêtres ; sur-tout lorsqu'on se rappelle que c'est une règle de Droit, qu'il faut restreindre les choses odieuses, ou qu'il faut donner aux termes qui expriment des choses favorables la signification la plus étendue, dont ils soient susceptibles. ^s La nécessité d'ailleurs n'a point de Loi, comme il est porté au chapitre 4. de *Reg. Juris*. ^t Ainsi quand on ne pour-

^s Odia restringi & favores | ^t Quod non est licitum in-
convenit ampliari, de *Reg.* | lege, necessitas licitum facit.
Jur. in-6º. reg. 15.

roit pas montrer clairement, comment des hérétiques peuvent avoir quelque Jurisdiction sur des Catholiques, dans des cas d'une nécessité si pressante, il ne faudroit pas pousser trop loin les principes.

Enfin, dit-on encore, il faut raisonner de la même maniere de la Pénitence que du Baptême, puisque la premiere est aussi nécessaire au Pécheur, que le second au Catéchumene. On avoue qu'on peut recevoir le Baptême d'un hérétique : on ne peut le nier ; pourquoi ne dire pas la même chose de la Pénitence ?

Voici à peu près les principales preuves qu'on apporte de deux côtés pour l'un & l'autre sentiment, sur lesquelles il n'est pas aisé de prendre son parti.

Les raisons sont très-fortes de part & d'autre. Le Concile de Trente n'est pas entièrement décisif pour le sentiment, en faveur duquel on le cite. Le témoignage du Cardinal Moron ^u n'a pas aussi tant de force qu'il en auroit, s'il s'étoit trouvé aux Congrégations du Concile, où la question fut agitée, & à la Session où elle fut décidée. Mais il ne présida au Concile en qualité de Légat du Pape, que plusieurs années après. D'un autre côté, Melchior Canus, qui y avoit assisté, a embrassé le sentiment contraire. Tout est donc par cet endroit à peu près égal.

Quant aux Auteurs, ils sont fort partagés. Il y en a beaucoup qui croient que tout Prêtre, même hérétique, a le pouvoir d'absoudre à l'heure de la mort, ^x Pontas, en cite aussi plusieurs pour l'opinion contraire. ^y Il est vrai que toutes ses citations ne sont pas également justes. Par exemple, il cite en faveur de ce sentiment Cabassut, *livre 5. chapitre*

^u La Session 14. fut tenue en 1551. & le Card. Moron ne fut envoyé au Concile qu'en 1563.

^x Vasquez, de Pœnit. c. 93. art. 1. dub. 4. Henriquez, l. 6, c. 9. n. 2. Suarez, de pœnit.

disp. 26. sect. 4. Bonacina, de Sac. Pœnit. disput. 5. c. 7. Punct. 1. propos. 2. n. 10. Bassius. V. Absolutio. n. 31. Zecrola, Sylvius, &c.

^y Pontas. V. absol. Cas 34.

quatorzième , ^z où ce sçavant Canoniste décide à la vérité , que l'absolution qu'on recevroit d'un excommunié dénoncé , seroit nulle & invalide ; mais il n'y parle qu'en général , & il ne dit rien de l'article de la mort. Au contraire , au chapitre onzième , après avoir dit la même chose , il excepte nommément l'article de la mort : le texte est des plus précis : *At verò non toleratus seu vitandus Sacerdos , nullatenus validè potest administrare Sacramentum Pœnitentiæ , quia excommunicatio vitandi omni privat jurisdictione , præterquàm in articulo mortis.*

Chaque parti se flatte d'avoir saint Thomas de son côté : dans un endroit , en parlant des hérétiques & des Schismatiques , le saint Docteur soutient qu'en aucun cas ils ne peuvent administrer les Sacremens ; mais il ne parle que du licite , & non du valide : *In nullo casu licitè possunt Sacramenta conferre.* ^a Au contraire , il dit expressément ailleurs , qu'en cas de nécessité , on peut se faire absoudre de toutes sortes de péchés par toutes sortes de Prêtres : *Quia necessitas legem non habet , ideòque , quandò necessitatis articulus imminet..... à peccatis potest tunc quis à quolibet Sacerdote absolvi.* ^b

De tout ceci on doit conclure , que dans la spéculation , la question est problématique ; qu'il y a de fortes raisons & de grandes autorités pour & contre : mais comme en cas de nécessité , on peut se servir d'une Jurisdiction probable , il faut suivre dans la pratique le sentiment de ceux qui soutiennent , que tout Prêtre même excommunié , dénoncé ou hérétique , peut valablement absoudre à l'heure de la mort.

A l'égard des hérétiques , ^c comme la question , par rapport à eux , souffre bien plus de difficulté , on doit prendre plus de précautions. Il n'est pas même permis en toute circonstance de recourir à

^z Theor. & Prax. Jur. can.

^a In 3. part. q. 82. art. 7.

^b In Supp. q. 8. art. 6.

^c Cont. Prælect. Theol. de Tournely, de Censuris, p. 1. c. 5. art. 1. q. 1.

leur ministère ; car si le moribond tombe entre les mains d'un hérétique dogmatifant , il doit refuser de l'entendre ; & si ce Prêtre ne vouloit point lui administrer le Sacrement , qu'en lui insinuant ses erreurs , & en faisant ses efforts pour l'infecter de son poison , il vaudroit mieux alors prendre le parti de mourir sans Sacremens , que de risquer le précieux trésor de la Foi , sur-tout dans un tems , où les tentations sont violentes , où l'esprit baisse & peut être facilement séduit. Tous les Docteurs conviennent qu'en ce cas , & en tout autre , où il y a quelque scandale à craindre , ou danger de perversion , on ne doit point recevoir les Sacremens par le ministère des hérétiques. On a toujours célébré dans l'Eglise la piété d'Hermenigilde , ^d qui aima mieux mourir , que de recevoir l'Eucharistie des mains d'un Arien. Un Chrétien mourant dans les dispositions de ce saint Martyr , doit se contenter de faire un Acte de contrition parfaite ; & Dieu ne refusera pas cette grace à celui qui plutôt que d'exposer sa Foi , s'est privé du secours des Sacremens , & de la consolation qu'il en pourroit retirer.

Les Novateurs qui poussent l'opiniâtreté , jusqu'à choisir de mourir sans Sacremens , plutôt que de donner des marques de soumission aux décisions de l'Eglise , ne peuvent s'autoriser de ce raisonnement , ni de l'exemple d'Hermenigilde. L'un & l'autre les condamnent également , puisque ce n'est que pour témoigner plus hautement son obéissance à l'autorité de l'Eglise , qui avoit condamné les Ariens , que ce saint Prince refusa l'Eucharistie qu'un Arien lui présentoit : Et c'est par le même motif que le Catholique dont nous parlons , aime mieux se priver des Sacremens que de les recevoir des mains d'un Prêtre hérétique , qui veut le rendre complice de sa révolte contre les premiers Pasteurs.

Si on nous demandoit , d'où les excommuniés dé-

d Voyez les Vies des Saints au 13. Avril. Bollandus , Baillet , &c.

noncés & les hérétiques tiennent la Jurisdiction qu'ils peuvent exercer sur les pécheurs menacés d'une mort prochaine, nous répondrions, que c'est de l'Eglise qu'ils la tiennent. Elle leur soumet d'une manière passagere des Fidèles, autant que cela est nécessaire pour l'administration du Sacrement. Ce n'est point une grace qu'elle prétend leur faire, mais un secours qu'elle veut procurer à ses enfans, à qui leur ministère peut quelquefois être nécessaire. Ils ne sont pas incapables d'une Jurisdiction, telle que nous venons de l'expliquer, puisqu'ils ont le Caractère sacerdotal, qu'il suffit pour que l'Eglise puisse joindre à la puissance de l'Ordre, qu'elle ne peut ôter, celle de la Jurisdiction qu'elle leur peut donner, lorsque le salut des Fidèles l'exige.

Mais, demande-t-on encore, les excommuniés & les hérétiques pechent ils en administrant le Sacrement de Pénitence à un mourant? Nous répondons que cette question ne regarde point le pénitent. C'est un principe reçu, que quand une chose se peut faire sans péché, on la peut demander sans crime dans un cas de nécessité à celui même qu'on prévoit devoir pécher en la faisant. Ce n'est pas sans doute un péché d'administrer un Sacrement; & si l'hérétique & l'excommunié pechent en confessant un mourant, c'est bien leur faute. Ils peuvent par un Acte de contrition, accompagné d'une résolution sincère de se faire relever au plutôt de l'excommunication qu'ils ont encourue, recouvrer la grace qu'ils ont perdue, & par conséquent administrer saintement dans cette occasion les Sacremens, & sans y commettre aucune faute.

Lorsque nous disons, qu'à l'article de la mort on peut recevoir les Sacremens d'un hérétique & d'un excommunié, nous supposons qu'on n'a point d'autre Prêtre à qui on puisse s'adresser. Car quoiqu'en disent quelques-uns, on ne peut donner un autre sens au Concile de Trente. Le pouvoir qu'il donne

ne à tous les Prêtres, n'est que pour le cas de nécessité; c'est de crainte que, faute de Ministre, quelqu'un ne se perde, *ne quis pereat*. Si l'on peut recevoir les Sacremens par le Ministère d'un autre Prêtre, il n'y a point de nécessité. La raison de la Loi ne subsiste plus.

D'ailleurs, le Concile ne parle que de confirmer un ancien usage, & on sçait que les Canons ne donnent le pouvoir à tous les Prêtres d'absoudre de toutes sortes de péchés à l'heure de la mort, que dans l'absence de celui qui de droit peut en donner l'absolution, comme on le peut voir dans le Canon 14. ^f cause 26. question 6. La Décrétale, *z inter cunctas de privilegiis*, & bien d'autres mettent expressément cette limitation, Le Rituel Romain, ^h & le Catéchisme ⁱ du Concile de Trente, y sont entièrement conformes. Molina rapporte, ^k que cette question ayant été agitée de part & d'autre, & soutenue avec beaucoup de feu du tems du Pape Grégoire XIII. l'affaire fut portée devant Sa Sainteté, qui décida, que le sentiment de ceux qui prétendoient, qu'en présence d'un Prêtre approuvé, celui qui ne l'étoit pas, pouvoit confesser & absoudre à l'article de la mort, n'étoit point conforme au Concile de Trente, & que le sens qu'ils lui donnoient étoit un sens forcé & étranger : d'où l'on peut conclure, après Vasquez, ^l Navarre, Bonacina, Sylvius, &c. que dans le concours des Prêtres, il faut préférer celui qui a le plus de pouvoir, & ne se servir que dans le cas de la dernière nécessité,

f Inconsulto Episcopo, Presbyter non reconciliet Pœnitentem, nisi, absente Episcopo, ultima necessitas cogat. Ex Conc. Carth. 4. c. 32. an. 397.

g Quòd si forsan, antequam ab eo qui potestatem habet, absolvi possint, mors.... verisimiliter timeatur.... etiam in prædictis casibus (reservatis) fratres confiteri volentes au-

diant. &c. l. 5. t. 7. cap. 1.

h Si periculum immineat, approbatusque desit confessorius, quilibet Sacerdos potest absolvere. Rit. Paul. V.

i P. 2. c. 5. q. 88.

k Molin. tom. 4. disput. 63.

l Navarrus in Manual. c. 27. n. 9. Vasquez, q. 93. art. 1. dub. 4. n. 19. de pœnit.

d'un Prêtre excommunié ou hérétique. Ainsi il faut ; selon ces Théologiens , choisir un Prêtre approuvé , même dans un autre Diocèse , par préférence à un qui ne l'est point du tout ; un Catholique même excommunié , plutôt qu'un schismatique ou un hérétique ; un excommunié toléré dans l'Eglise , plutôt que celui qui est dénoncé , & plutôt encore que celui qui a été dégradé solennellement pour ses crimes ; préférer un Prêtre qui n'est que suspens de ses fonctions , à celui qui a été frappé d'excommunication. ^m

Si la confession étant commencée , il survenoit un autre Prêtre plus autorisé à l'écouter , il n'y a point de difficulté qu'on ne la pût continuer au premier ; l'Eglise ayant permis au Prêtre dont il s'agit , d'entendre la confession en cas de nécessité , au défaut d'un autre , dès qu'il ne s'en est point trouvé dans le tems qu'il a commencé à user de ce pouvoir , sa Jurisdiction subsiste toujours , & l'arrivée d'un autre Prêtre n'est pas capable de l'en priver.

Nous exceptons néanmoins le cas d'un hérétique ou d'un excommunié dénoncé : comme leur Jurisdiction n'est pas absolument certaine , il faut prendre alors le plus sûr. Nous croyons même que pour assurer davantage son salut , le malade doit recommencer entièrement sa confession à un Prêtre , dont le pouvoir n'est pas contesté , s'il l'avoit faite à un Ministre , qui se seroit séparé de l'Eglise par le schisme , l'hérésie , ou une excommunication dénoncée. A plus forte raison , s'il se rappelloit un péché dont il ne s'est pas souvenu dans la confession qu'il a faite , comme ce seroit une nouvelle confession . il la faudroit faire à un Prêtre catholique s'il s'en présentoit un , & même à un Prêtre approuvé , par préférence à celui qui ne le seroit pas. ⁿ

^m Contin. Præl. de Tournely, | ⁿ Bonac. de cens. disp. 1.
de cens. p. 1. c. 5. art. 1. & | q. 3. Punct. 3. prop. 2.
alii.

II. QUESTION.

Un Pénitent, qu'on avoit cru à l'article de la mort, & qui a été absous des cas réservés par un Prêtre qui n'avoit point d'autres pouvoirs, que ceux que l'Eglise donne dans cette circonstance, est-il obligé de se présenter au Supérieur, après que le danger est passé ?

UN péché réservé peut avoir, comme nous l'avons dit, une censure attachée, ou être simplement réservé. Tout le monde convient que, lorsque dans un danger de mort on a été absous de quelque péché, & même de quelque censure que ce soit, on n'est pas obligé, si l'on vient à recouvrer la santé, de recourir au Supérieur, pour en recevoir une nouvelle absolution. ^a Il n'a rien manqué à celle qu'on a reçue du côté du pouvoir du Ministre, pour remettre tous les péchés dont on étoit coupable, & lever les censures qu'on avoit encourues. S'il y a donc quelque obligation dans certaines circonstances de se présenter à l'Evêque ou aux autres Supérieurs ecclésiastiques, après que le danger est passé, ce n'est que pour recevoir les avis qu'ils jugeront à propos de donner, & apprendre d'eux ce

^a Eos qui à sententia Canonis vel hominis, (cùm ad illum à quo aliàs de jure fuerant absolvendi, nequeunt, propter imminentis mortis periculum aut aliud impedimentum legitimum pro absolutionis Beneficio habere recursum) ab alio absolvuntur, si, cessante postea periculo vel impedimento hujusmodi, se illi, à quo, his

cessantibus absolvi debebant; quàm citò commodè poterunt contempserint præsentare, mandatum insuper super illis pro quibus excommunicati fuerant, humiliter recepturi, & satisfacturi prout justitia suadebit, decernimus... in eandem sententiam recidere ipso jure. cap. 22. de Sent. exc. in 6°. l. 5. tit. 11.

qu'on doit faire pour satisfaire à la justice de Dieu ; ou au prochain. Ce sont les raisons pour lesquelles cet usage a été introduit, ^b comme il paroît par le chap. 22. de *Sent. exc.* in-6°. & le Concile de Vienne.

M. le Cardinal de Noailles, ^c dans son Mandement de 1709. paroît insinuer le contraire, & obliger celui qui a été absous par un simple Prêtre d'une censure réservée, de se présenter au Supérieur après sa convalescence, pour lui demander une nouvelle absolution. Mais il n'est pas vrai-semblable qu'il ait entendu autre chose par cette nouvelle absolution qu'il exige, qu'une espece de ratification & d'approbation de celle que le Prêtre a donnée à celui qui étoit en danger de mort. On ne peut contester la validité de cette absolution, puisque le Prêtre, de qui on l'a reçue, avoit droit de la donner.

Il est encore certain, que selon le Droit ancien, ceux qui dans le tems qu'ils étoient attaqués d'une maladie mortelle, ont été absous d'une censure réservée, étoient obligés de se présenter au Législateur, dont ils avoient violé la Loi, & transgressé l'Ordonnance. Nous avons déjà cité la Décrétale de Boniface VIII. & l'Ordonnance du Concile de Vienne. On pourroit en ajouter bien d'autres, comme le Concile de Londres de 1200. ^d qui ayant réservé à l'Evêque le parjure, & excepté de la réserve le danger d'une mort prochaine, marque que dans ce dernier cas il faut ordonner à celui qu'on absout,

b Sanè, si quis in aliquo casu prædictorum fuerit ab excommunicationis sententia absolutus in mortis articulo, nisi postquam pristinæ fuerit redditus sanitati, quàm citò commodè poterit, conspectui Romani Pontificis se præsentare curaverit, ejus mandatum humiliter recepturus, in eandem excommunicationis sententiam reincidat ipso facto. *Clem. I. de pœnis l. 5. tit. 8.*

c Si autem absolutus fuit moribundus à censura aliqua reservata, omninò necesse est ut ubi convaluit, ad Superiorem accedat, quò denuò ab eo censuræabsolutionemrecipiat. *tit. de absol. à cas. res. n. 6.*

d Tunc eis injungatur quòd, ex quo convaluerint, Episcopum adeant, ab eo vel ejus autoritate pœnitentiam suscepiuri. *Can. 7.*

d'aller trouver l'Evêque le plutôt qu'il pourra , après le rétaſſement de ſa ſanté.

Ces Canons ſont-ils encore en uſage ? Ou ſont-ils abrogés par une coutume contraire ? Quel ſens doit-on leur donner ? C'eſt ſur quoi tous les Théologiens ne conviennent point. ^e Plusieſ prétendent que la Conſtitution de Boniface VIII. qui eſt la plus préciſe ſur cette matiere , n'ayant point été reçue dans le Royaume , les diſpoſitions qu'elle contient n'y ont point force de Loi : cela eſt d'autant plus probable , que de l'aveu de tout le monde , la peine qu'elle prononce contre ceux qui manquent de recourir au Supérieur , n'eſt point en uſage , & quoiqu'il y ſoit déclaré que par cela ſeul ils retombent dans la même cenſure dont ils avoient été abſous , on n'y retombe point en France : ſ'il n'y a une nouvelle Sentence. D'ailleurs , la Loi de Boniface VIII. eſt générale , & ordonne la même choſe pour toutes les cenſures réſervées au Pape & aux Evêques. Cependant il eſt conſtant , qu'à l'égard des péchés réſervés avec cenſure au ſouverain Pontife , l'obligation de recourir au ſaint Siège , dans la circonſtance dont nous parlons , n'eſt pas reconnue dans le Royaume.

Ce qui donne plus de force à ces divers raſonnemens , c'eſt que le Concile de Trente paroît avoir abrogé la Décrétale de Boniface VIII. puisqu'en permettant à tout Prêtre d'abſoudre ceux qui ſont à l'article de la mort , de toutes ſortes de cenſures & de péchés , on ne voit point qu'il oblige ceux qui ont été abſous , en vertu du pouvoir qu'il donne , de recourir au Pape ou aux Evêques. Suivant le Pere Marchant , ^f l'obligation dont nous parlons , ne regarde que les cenſures prononcées par une Sentence. Comme l'effet de cette Sentence eſt de retrancher d'une maniere publique & extérieure de la

^e Voyez M. Pontas, V. exc. cas 65. M. d'Argentré. Traité des Sacr. tom. 2. p. 363.

^f Marchantius, in Tribunali Pœnit. tract. 2. tit. 4. q. 7. concluſ. 3.

Communion de l'Eglise , ou de suspendre de ses fonctions , celui contre lequel elle a été portée , il est nécessaire qu'il se présente au Supérieur , pour en recevoir une absolution publique , & qu'il puisse faire valoir dans le for extérieur.

D'un autre côté , d'habiles Théologiens estiment que du moins depuis le Concile de Trente , lorsqu'on a eu à l'article de la mort l'absolution d'une censure attachée à un cas réservé , on n'est obligé de se présenter au Supérieur , que lorsque le Confesseur l'a ordonné. C'est le sentiment de Mr. de Sainte-Beuve , & de M. d'Argentré , Evêque de Tulle , de M. Habert ; & ils citent , pour le prouver , plusieurs Chapitres du Droit canonique , entr'autres les Chap. 11. 13. & 26. de *Sent. Excom.* où il est marqué que le Prêtre doit imposer cette obligation à ceux qu'il absout en péril de mort.

Pour éclaircir cette difficulté , & répondre avec plus de netteté à cette question , nous disons d'abord , que ce n'est point précisément par le Concile de Trente qu'il la faut décider , parce que le pouvoir général & sans condition qu'il donne d'absoudre ceux qui sont attaqués d'une maladie mortelle , n'exclut point l'obligation que pourroient avoir d'ailleurs ceux qui ont été absous dans cette occasion , de se présenter aux Supérieurs. Le Concile ne parle point de cette obligation , mais aussi il n'en dispense pas , & il ne dit rien qui prouve qu'il ait intention de déroger à tant de Canons qui l'imposent. Les Législateurs n'abolissent point les Loix de ceux qui les ont précédés , & n'en révoquent point les dispositions , précisément en ne les insérant pas dans les nouvelles Ordonnances qu'ils publient , mais seulement lorsqu'ils font des dispositions contraires.

2°. La distinction que fait le P. Marchant entre les censures qui ont été portées au for contentieux , & celles qui ne l'ont pas été , n'est point fondée.

g Sainte-Beuve , tom. 2. | déjà cité . Habert , de pœnit. cas 46. d'Argentré à l'endroit | c. 7. q. 13.

Les Loix que nous avons citées sont générales, & s'étendent à toutes les censures réservées, quelles qu'elles soient.

30. Pour ce qui regarde les péchés réservés au Pape avec censure, il est certain que dans les Pays fort éloignés de Rome, sur-tout en France, ce n'est plus l'usage de recourir au saint Siège, quand on a reçu l'absolution de ces censures & de ces péchés, à cause du danger de mort dans lequel on se trouvoit. ^h Il y a pourtant quelques Diocèses dans le Royaume, où cet usage s'est conservé. M. Habert ⁱ l'assure des Diocèses de Reims & de Verdun, & M. Gibert ^k y ajoute celui de Metz dont le Rituel, *part. 1. pag. 161.* est conforme en ce point à ceux de Verdun & de Reims.

40. A l'égard des autres Supérieurs ecclésiastiques; il paroît que c'est un point de Discipline, expressément autorisé par les Ordonnances particulières d'un grand nombre de Diocèses, de se présenter aux Evêques, après être tombé dans un péché réservé avec censure, dont on a été absous, dans un tems qu'on se croyoit menacé d'une mort prochaine. L'Ordonnance de M. de Nouilles sur les cas réservés y est précise, ^l ainsi que le Rituel de Paris & celui de Chartres; la même chose est prescrite dans le Rituel d'Angers. ^m Mais comme il y a des Eglises particulières, dans lesquelles on peut avoir dérogé sur cette matière à la rigueur des Canons, nous ne pouvons établir de règle générale; chacun doit consulter & suivre en cela l'usage & le Rituel de son Diocèse.

^h Cabassut, *Theor. & Prax.*
l. 5. c. 14. n. 13.

ⁱ Hab. de Pœnit. *c. 7. q. 13.*

^k Gibert, in notis ad cit. loc.
Cabassutii.

^l Tit. de Absol. d. cas. res.
n. 6.

^m Si verò quis confiteatur in periculo mortis constitutus, absolvendus est ab omnibus peccatis & censuris, quantumvis re-

servatis.... sed prius, si potest, cui debet satisfaciatur; ac si periculum evaserit, & aliquâ ratione Superiori, à quo aliàs fuisset absolvendus, se sistere teneatur, cum primum poterit coram eo se sistat, quidquid debet præstiturus; quod de eo intelligendum est, qui à censuris.... est absolutus. *Rit. N. Edit. pag. 85.*

50. L'obligation dont nous parlons n'est pas seulement fondée sur le commandement que fait le Confesseur au malade , de se présenter à l'Evêque , mais encore sur les Loix de l'Eglise qui l'ordonnent , & que ce pénitent ne peut violer s'il les connoît , sans commettre un nouveau péché : en sorte que , si son Confesseur , par ignorance ou par oubli , manque de lui en parler , il n'en est pas moins obligé de satisfaire à ce devoir. Les Loix qui établissent cette obligation , la représentent comme une obligation absolue & indépendante du Ministère du Prêtre qui absout ; & s'il en est quelques-unes où il soit ordonné aux Confesseurs de l'enjoindre à leurs pénitens , ce n'est que parce que les Confesseurs doivent les avertir de leurs obligations & de remplir les conditions , sous lesquelles l'Eglise permet à tous les Prêtres d'absoudre ceux qu'ils jugent en danger de mort. Lorsqu'une Loi de l'Eglise prescrit aux Confesseurs d'exiger quelque chose de leurs pénitens , ce n'est pour l'ordinaire , que ce que ceux-ci sont obligés de faire , indépendamment des avis du Confesseur ; & on ne peut en citer aucune où il soit marqué que cette obligation ne regarde que ceux à qui les Ministres du Sacrement de Pénitence l'ont imposée.

Quand même on auroit encouru la censure pour avoir offensé quelqu'un , & qu'on lui eût fait une satisfaction convenable , cette obligation subsisteroit toujours , parce que ce n'est pas seulement pour procurer cette satisfaction , que les Canons l'imposent , mais encore pour recevoir les ordres du Supérieur , écouter ses avis , & se soumettre à la Pénitence , qu'il jugera à propos de prescrire.

60. Tout ce que nous venons de dire ici ne regarde que les cas réservés avec censure ; car lorsqu'aux péchés réservés il n'y a pas de censure attachée , il est certain que celui qui en a été absous par un Prêtre qui n'avoit point d'autre droit de le faire , que le pouvoir extraordinaire qu'accorde l'Eglise à l'article de la mort , n'est point obligé après le rétablissement de sa santé , de s'adresser au Supérieur

rieur qui s'en étoit réservé l'absolution. n

Il y a néanmoins plusieurs anciens Rituels, o dans lesquels il est ordonné aux malades, qui dans un danger de mort, ont été absous de quelque péché réservé que ce soit, de se présenter au Supérieur après le recouvrement de leur santé : quelques Synodes p l'ont également prescrit. Si cette Discipline est encore en vigueur dans les Diocèses où ces Synodes ont été tenus, il n'y a point de doute qu'on ne soit obligé d'observer la Loi qui y est portée, quand même les péchés dont on a reçu l'absolution, ne seroient point punis d'une censure réservée : on doit regarder, par rapport au pécheur, cette obligation comme une partie de la pénitence qu'on a droit de lui imposer, & que son crime mérite.

Quoiqu'on suive dans le Diocèse de Paris une Discipline différente de celle qui a été établie dans les Diocèses dont nous venons de parler, cependant M. le Cardinal de Noailles, q avertit dans son Ordonnance sur les cas réservés, qu'il convient que ceux qui en ont été absous dans un danger de mort, se présentent au Supérieur, s'ils viennent à recouvrer la santé, quoiqu'il n'y eût point de censures attachées aux péchés dont ils ont reçu l'absolution.

Ce n'est point seulement à ceux qui ont été absous des censures réservées, parce qu'on les croyoit à l'article de la mort, que les Canons imposent l'obligation d'aller trouver le Supérieur ecclésiastique, mais encore à tous ceux, qui à cause de quelques empêchemens légitimes, n'ont pû lui en demander l'absolution, & qui ne l'ont reçue que des l-rêtres, qui dans d'autres circonstances n'auroient pas pû la

n Ritual. Andeg. pag. 35.
o Manuel de Chartres de 1489. p. 33.

p Synode de Rouen de 1415.
dans le Recueil des Conciles & des Synodes de ce Diocèse, pag. 302.
Synode de Chartres en 1526.

q Si convalescit æger.... non oportebit quidem, decedat tamen, ubi primum poterit, ad eum, à quo aliàs fuisset absolvendus, accedere.
Mand. Par. tit. de Absol. à Casib. reserv. n. 6.

leur donner. Les mêmes Loix qui donnent aux Prêtres ce pouvoir, y mettent la restriction, dont nous parlons.

Un Théologien moderne, ^r qui a coutume de citer à la marge les autorités sur lesquelles il s'appuie, & qui n'en cite point ici, croit que c'est toujours au Supérieur lui-même, c'est-à-dire, à celui qui a la Jurisdiction ordinaire qu'il faut s'adresser, lorsqu'en des circonstances extraordinaires on a été absous des censures réservées par un Confesseur, qui sans cela n'auroit pas eu droit d'en donner l'absolution. Il ajoute même que si, pour décliner le Tribunal du Pape ou de l'Evêque, on se contentoit de recourir à un Prêtre qui n'auroit qu'une Jurisdiction déléguée, la Confession qu'on lui feroit seroit absolument nulle. Cette décision paroît bien sévère; & nous ne voyons pas pourquoi il ne suffiroit pas de s'adresser à ceux à qui le Supérieur a délégué sa Jurisdiction & ses pouvoirs. Si on ne s'étoit point encore confessé du péché réservé, & qu'on se fût pour cela adressé à l'un d'eux, en quelque tems que ce fût, il auroit pu sans doute en donner l'absolution. A-t-il moins de pouvoir, parce qu'on s'en est déjà confessé à un autre dans le tems qu'on croyoit la mort prochaine? Aussi M. l'Evêque de saint Malo, ^s enseigne-t-il expressément, qu'on n'est pas obligé de s'adresser à l'Evêque, & qu'il suffit de recourir à ceux à qui il a donné le pouvoir d'absoudre des censures réservées.

Il n'est pas nécessaire dans cette occasion de confesser une seconde fois toutes ses fautes; on peut se contenter de déclarer celle, pour laquelle on avoit encouru la censure, parce que ce n'est pas une absolution qu'on demande, mais des avis salutaires ou une pénitence, & cela seulement par rapport à l'excommunication réservée dans laquelle on étoit tombé.

^r M. de la Volpilliere, dans sa Théologie Morale, tom. 3. tit. 5. ch. 2 art. 1. § 2. n. 9.

^s Sacerdos quilibet in extremis positum absolvere po-

test, ita ut qui à censuris sic est absolutus, ad nos aut à nobis potestatem habentes, mandatum recepturus, recurrat. n. 18.

III. QUESTION.

Après la mort du Supérieur, qui s'est réservé l'absolution de certains péchés, ces péchés continuent-ils d'être réservés ? Un Confesseur qui a obtenu de son Evêque un pouvoir général ou spécial d'absoudre des cas réservés, peut-il user de ce pouvoir, après la mort du Prélat, qui le lui a donné ?

Nous réunissons ici ces deux Questions, parce que, quoique d'ailleurs assez différentes, elles ont également pour objet le tems qui suit la mort d'un Supérieur ecclésiastique ; & qu'il s'agit de sçavoir si les Ordonnances par lesquelles il a établi des réserves, ont force de Loi après sa mort, & si les pouvoirs d'en absoudre qu'il a donnés, subsistent.

ARTICLE PREMIER.

Les péchés dont un Evêque s'est réservé l'absolution, continuent-ils d'être réservés après sa mort ?

Cette question doit se résoudre par un principe fort connu, qui sert à décider généralement toutes celles que l'on fait pour sçavoir, si ce qu'un Evêque a ordonné doit subsister après sa mort. On a coutume de distinguer entre ce qu'il a établi par une Loi générale, *Per modum Statuti generalis*, & ce qu'il a commandé par un ordre particulier. Ce qu'il a ordonné par un simple commandement, ne subsiste qu'autant que cet Evêque est en place ; parce qu'un commandement, qui n'a point le caractère de loi générale & permanente, expire non-seulement par la révocation qu'on en fait, mais encore par la mort de celui qui

l'a porté. ^a Au contraire ce qui est prescrit par une Loi est de sa nature fixe & permanent, & conserve toute sa force jusqu'à ce qu'il ait été révoqué ou abrogé. ^b

En faisant l'application de ce principe à la matière présente, nous disons que, si un Supérieur ecclésiastique, ce qui arrive assez rarement, ne s'étoit réservé un péché que par forme de simple commandement, ou de défense particulière, cette réserve ne subsisteroit plus après la mort de ce Prélat. Mais si un Evêque se réserve certains cas par une Ordonnance générale pour tout son Diocèse, ou même par une liste qu'il fait publier pour servir de règle aux Confesseurs, alors cette réserve conserve toute sa force, même après sa mort, jusqu'à ce que quelques uns de ses Successeurs jugent à propos d'y faire quelque changement. Comme elle est portée par forme de Loi, elle ne cesse que de la même manière que finissent les Loix ordinaires.

Il s'est trouvé des Auteurs qui ont prétendu, que de quelque manière qu'un Prélat se fût réservé l'absolution de certains péchés, la réserve ne finissoit point à sa mort; & la raison qu'en donne un de ces Théologiens, ^c c'est que l'effet de la réserve est d'ôter aux inférieurs le pouvoir de Jurisdiction sur les péchés réservés: pouvoir que la mort du Supérieur ne peut donner.

Il est vrai que la mort d'un Prélat ne peut, par elle-même, donner la Jurisdiction nécessaire pour absoudre d'un péché réservé; mais elle peut faire cesser la réserve, & cet obstacle étant levé, rien n'empêche qu'un Prêtre n'exerce sur ce péché la Jurisdiction qui

^a *Inzer causas omni tendi mandati etiam mors mandatoris est, nam mandatum solvitur morte. l. 26. Digest. Mandati vel contra.*

^b *Nemini dubium esse volumus, quin Legatorum Sedis Apostolicæ Statuta, edita in*

Provincia sibi commissâ durent tanquam perpetua, licet eandem postmodum sint egressi. cap. 10. extra. De officio Legati.

^c *Præp. in 3. p. q. 9. de Res. cas. dub. 1. n. 6.*

lui a été accordée sur tous les péchés qui ne sont point réservés.

Les réserves portées par forme de simple défense, cessent à la mort de l'Evêque, non-seulement par rapport aux péchés qu'on a commis depuis la mort de ce Prélat, mais encore par rapport à ceux dans lesquels on est tombé, tandis qu'il vivoit encore, & dont on ne demande l'absolution que depuis qu'il est mort. Car pour connoître le pouvoir d'un Confesseur à l'égard du péché, dont un pénitent s'accuse, il ne faut point considérer le tems dans lequel ce péché a été commis; mais celui dans lequel le pénitent s'en confesse & le Prêtre en absout. La réserve n'est qu'une restriction & une limitation du pouvoir des Confesseurs; dès qu'elle ne subsiste plus dans le tems qu'ils administrent le Sacrement de Pénitence, il est évident que le pouvoir d'absoudre, qu'ils ont obtenu, n'est point restreint à cet égard. Les péchés étoient réservés; mais ils ne le sont plus.

Cabassut ^d au contraire sur ce principe, que les réserves doivent être regardées comme des choses odieuses, soutient qu'elles finissent toujours à la mort du Prélat qui les a faites, & qu'il n'y a que celles qui se font par une délibération Synodale, qui aient force de Loi & de Statut. Il appuie son sentiment sur l'autorité de Zerola. M. Gibert ^e dans les notes qu'il a faites sur Cabassut, remarque judicieusement que le sentiment de cet Auteur ne peut se soutenir, parce qu'il est certain que les Ordonnances que font les

^d L. I. c. 14. *Theor. & Praxis.*

^e Judicat (Cabassutius) solas casuum reservationes per Synodalem deliberationem factas vim habere Decreti; ast immerito. Ejusmodi enim statutorum eadem est conditio atque cæterorum, quæ possunt fieri vel extrà vel intrà Synodum: nec præ cæteris majorem vim habent ea quæ sunt intra Syno-

dum, quia jam digesta feruntur in Synodum, in qua tantummodò publicantur: & quidem non coactâ Synodo factum & publicatum est postremum de casibus in Diœcesi Parisiensi reservatis Statutum. Præterea in promptu habeo complures indices casuum reservatorum extra Synodum factos. *Gibert. ibid.*

Prélats sans assembler leur Synode , ont force de Loi, comme celles qu'ils publient dans une Assemblée synodale. Il en donne pour exemple le Mandement de M. de Noailles , sur les cas réservés : les dispositions de cette Ordonnance ne furent point arrêtées dans un Synode du Diocèse de Paris , M. l'Archevêque n'assembla pas même son Synode pour la publier.

Ce que nous avons dit de la mort d'un Evêque, il faut le dire également de sa translation à un autre Siége , & de la démission qu'il fait de son Evêché. Il n'y a à cet égard de difficulté qu'à déterminer , quand le Siége doit être censé vacant sur une démission pure & simple. On convient que la nomination du Roi faite en conséquence ne suffit pas , puisqu'elle ne prouve pas que la démission ait été acceptée du souverain Pontife. On dispute sur la préconisation du successeur , ou la proposition. Mais comme la discussion de cette Question est étrangère à notre sujet , nous nous contenterons de remarquer , qu'ayant été fort agitée en 1722. à l'occasion de la nomination de M. l'Abbé de la Fare , à l'Evêché de Viviers sur la démission de M. de Ratabon , M. le Merre Avocat du Clergé , fut d'avis que le Siége devoit passer pour vacant dès qu'on a des nouvelles certaines que le nouvel Evêque a été préconisé , & ce sentiment est en effet enseigné dans les Mémoires du Clergé , *Tom. 2. tit. 3. pag. 386.* M. Noüet au contraire , soutint que ce n'étoit que la proposition qui faisoit vaquer le Siége. Dans cette diversité de sentimens , M. le Nonce consulta le Pape , qui approuva l'avis de M. Noüet. C'étoit sans doute un fort préjugé en sa faveur , puisque le souverain Pontife doit bien sçavoir quand il accepte la démission d'un Prélat. Malgré cela on contestoit encore. On convient de s'en rapporter à la décision de M. le Cardinal de Bissy , & de M. l'Evêque d'Evreux , qui confirmèrent de leur suffrage le sentiment de M. Noüet , suivant lequel les réserves faites par forme de simple défense , ou de commandement subsistent dans toute leur force , jusqu'à ce que l'on soit assuré que le nouveau Pré-

lat a été proposé dans le Consistoire.

ARTICLE SECOND.

Peut-on faire usage du pouvoir d'absoudre des cas réservés après la mort du Prélat, de qui on l'a reçu ?

Dans les premières éditions des Conférences sur la Pénitence, ^f on avoit suivi le sentiment des Théologiens ^g qui enseignent que le pouvoir d'absoudre des cas réservés ne subsiste plus après la mort de l'Evêque, de qui on l'a reçu. La raison qu'on en avoit donnée, c'est que la Jurisdiction déléguée finit, *Re integrâ*, dès que celui de qui on la tient vient à mourir. C'est une règle du Droit civil & canonique. ^h Mais lorsqu'en traitant en particulier des cas réservés, on eut occasion d'examiner à fond cette question, on reconnut que l'application qu'on avoit faite de la règle de Droit que nous venons de citer, n'étoit pas juste; ⁱ que cette règle ne concernoit que le for extérieur & les procédures judiciaires, comme il est aisé de s'en convaincre, lorsqu'on lit avec attention les Textes qui la renferment. Et c'est ce qu'on avoit reconnu d'ailleurs, puisqu'on soutenoit en même tems que les Confesseurs pouvoient continuer d'exercer leur Ministère, après la mort de l'Evêque qui les a approuvés : la Jurisdiction de ces Confesseurs n'est cependant qu'une Jurisdiction déléguée.

La différence qu'il y a dans ce point, entre le for

^f Tom. 2. Conf. du mois de Mai première Quest.

^g Pontas V. cas réservés, cas 13. Nat. Alex. Theol. Dogm. & Moral. de Pœnit. cap. 5. art. 5. reg. 36.

^h L. 6. ff. de Jurisdictione, cap. 19. 20. & 30. de Offic. Judicis Delegati.

ⁱ C'est pour cette raison, qu'on profita d'une nouvelle édition des Conférences sur la Pénitence, donnée en 1739. pour réformer l'endroit qui concerne cette matière, & y insérer le sentiment que nous soutenons ici.

extérieur & le for intérieur, c'est que dans les Tribunaux de Judicature, le Juge délégué tient la place, & représente celui qui lui a confié son autorité. Un Prêtre au contraire, dans le Tribunal de la Pénitence, ne représente point précisément l'Evêque qui l'a approuvé, mais Jesus-Christ, au nom de qui il remet les péchés, & absout les pécheurs.

Les mêmes raisons qui prouvent que les Prêtres approuvés peuvent continuer d'entendre les confessions, après la mort des Evêques, prouvent évidemment que ceux à qui ces Prélats auroient confié le pouvoir d'absoudre des cas réservés, peuvent également en faire usage.

La première est tirée de cette règle de Droit si célèbre, qui enseigne que les graces accordées par les Princes ecclésiastiques ou séculiers, sont de leur nature fixes & permanentes : *Decet concessum à Principe Beneficium esse mansurum.*^k Comme c'est de l'autorité des Princes qu'elles émanent, & que cette autorité subsiste toujours, il est juste qu'elles aient la même étendue, & qu'elles ne soient pas bornées à la vie de celui qui les a accordées.^l

La seconde est tirée d'une Décrétale de Boniface VIII.^m dans laquelle il déclare que le pouvoir de conférer les Bénéfices d'une Eglise, accordé par le souverain Pontife en général, & sans désigner ceux à qui il faut les présenter, subsiste même après la mort du Pape, & jusqu'à ce qu'il ait été révoqué par son Successeur.

L'usage fournit une troisième raison : car c'est un usage universellement établi, que les Confesseurs ap-

^k Reg. 16. de Reg. Jur. in-sexto.

^l Sedes ipsa non moritur, durabit (gratia) perpetuò, nisi à Successore fuerit revocata. cap. 5. de Rescriptis in-6^o.

^m Si cui, nullà personarum factà mentione, sit gratiosè concessa facultas, ut autoritate

Apostolicà possit aliquibus personis... in certa Ecclesia... Beneficia.... conferre.... hujusmodi concessio (quam, cum specialem gratiam contineat, decet esse mansuram,) non expirat, etiam re integrâ, per obitum concedentis. cap. 37. de Præb. in-6^o.

prouvés par un Evêque , continuent d'exercer leur Ministère , pendant la vacance du Siège , sans qu'ils soient obligés d'obtenir une nouvelle approbation du Chapitre , ou du successeur de ce Prélat.

Ces raisons sont sans doute convaincantes. Les Théologiens ⁿ qui nous sont ici opposés , les font eux-mêmes valoir dans d'autres circonstances , & les regardent comme des preuves invincibles. Cependant ou ces raisons ne prouvent rien , ou elles prouvent également que le pouvoir d'absoudre des cas réservés , subsiste après la mort de l'Evêque qui l'a accordé.

Car 1^o. c'est sans doute une grace qu'on fait à un Prêtre ; c'est une distinction qu'on lui accorde , une autorité qu'on lui confie , un témoignage public de son mérite & de sa capacité.

Mais , dit-on , le pouvoir d'absoudre des cas réservés , n'est pas une pure grace , puisque ce n'est point en faveur des Confesseurs qu'on le leur donne , mais uniquement en faveur des pénitens. Ce ne peut donc être que ce qu'on nomme *gratia facienda* , qu'il faut bien distinguer des graces accordées à quelqu'un , & en sa faveur , qu'on appelle *gratia facta* : & c'est de celles-ci seulement qu'il faut entendre les textes de Droit , qui enseignent que les bienfaits accordés par les Princes , ne sont point des graces passageres , mais subsistent toujours.

Il est aisé de répondre à cette difficulté , en faisant observer 1^o. que cette distinction de *gratia facta* & *gratia facienda* , telle qu'on veut ici l'entendre , n'est pas aussi solide que se l'imaginent ceux qui la font tant valoir. De très-habiles Canonistes ^o ne la regardent que comme une pure subtilité , & un subterfuge inventé pour concilier plus aisément des Canons opposés en apparence.

2^o. Si le pouvoir d'entendre les confessions mé-

ⁿ Pontas , V. Dimissoire. cas | l. 4. cap. 14. n. 9. Collet, Traité
2. des Dispenses , l. 1. chap. 6.
^o Cabajut , Theor. & Prax.

rite le nom de *gratia facta*, nous ne voyons pas pourquoi le pouvoir d'absoudre des cas réservés, ne le mériteroit pas également, puisqu'à proprement parler, ce n'est point un pouvoir essentiellement différent, & qu'il n'en est que l'extension & la perfection.

Il est vrai que le pouvoir d'absoudre des cas réservés, est accordé aux Prêtres en faveur de ceux qui en sont coupables : mais le pouvoir de confesser n'est-il pas également accordé aux Prêtres approuvés, en faveur des Fidèles qui sont tombés dans quelque péché ? Car ce n'est pas pour soi qu'on est confesseur. Si néanmoins les Evêques, en approuvant les Prêtres leur font une grace, l'autorité sans bornes qu'ils leur confient dans le Tribunal de la Pénitence, n'est-elle pas une grace encore plus singulière ?

Notre sentiment est encore soutenu de l'usage : car il est certain que les Confesseurs approuvés pour les cas réservés, n'ont point coutume dans la plupart des Diocèses de demander de nouvelles approbations au Chapitre, le Siège vacant. Et si cet usage n'est pas universel, ce n'est que parce que quelques Théologiens, dont les ouvrages sont très-répandus, ont embrassé l'opinion contraire, & qu'on a cru devoir s'y conformer pour assurer davantage le pouvoir d'absoudre, qu'on avoit déjà, mais qu'on voyoit contesté par des Auteurs très-estimés.

Au reste il ne peut y avoir maintenant aucune difficulté là-dessus pour le Diocèse d'Angers, M. de Vaugirauld ayant déclaré par forme de Loi & de Statut, p que les approbations pour les cas réservés doivent subsister comme les approbations pour les cas ordinaires, tant qu'elles n'auront point été révoquées par ses successeurs ou par le Chapitre, le Siège vacant. Nous ne croyons pas qu'on puisse contester aux Evêques le droit de faire de pareilles Ordonnances,

quoiqu'en dise M. Pontas qui prétend qu'un Prélat feroit tort à ses successeurs , s'il accordoit un pouvoir d'absoudre des cas réservés , dont on pût faire usage même après sa mort , & qu'il n'est pas au pouvoir de l'Evêque d'accorder ainsi pour toujours des Droits contraires ou préjudiciables à ses successeurs. Il est vrai qu'un Evêque n'est pas en droit de faire des graces préjudiciables à son successeur ; mais celle dont nous parlons ne l'est point , puisque les Eveques sont les maîtres de révoquer tous les pouvoirs & toutes les approbations accordées par leurs prédécesseurs , & qu'ainsi ce n'est que dépendamment de leur autorité qu'on en peut faire usage.

La Décrétale de Boniface VIII. 9 sur laquelle nous avons appuyé notre décision peut faire naître ici une difficulté , & donner occasion de penser , qu'au moins lorsque le pouvoir d'absoudre des cas réservés , n'est donné que pour une circonstance & en faveur d'une personne particuliere , il finit par la mort de celui qui l'avoit accordé. Car ce Pape , après avoir déclaré que le pouvoir de conférer les Bénéfices d'une Eglise , accordé d'une maniere générale & sans restriction , subsiste toujours jusqu'à ce qu'il ait été révoqué par le successeur du Pape de qui on le tient , ajoute qu'il n'en seroit pas de même , si le souverain Pontife n'avoit donné qu'un pouvoir particulier , & en faveur d'une personne désignée.

Or , s'il faut raisonner du pouvoir d'absoudre comme du pouvoir de conférer des Bénéfices , on en doit conclure que si le pouvoir d'absoudre des cas réservés n'est accordé au Confesseur qu'en faveur d'une personne particuliere , on n'en peut plus faire usage *Re integrâ* , après la mort de l'Evêque de qui on l'a obtenu. De très - habiles Théologiens 1 en tirent

9 Secus , si super provisione certæ personæ faciendâ sit potestas data idem , non ob suam , sed ejus cui provideri mandatur , gratiam, .. illa qui-

dem expirat omnino , si concedens re integrâ moriatur. cap. 36. de Præb. in-6º.

1 Sanchez, de Matrim. l. 8 disput. 28. n. 73. & 81. Pyr-

en effet cette conséquence , & elle paroît fort naturelle.

Cependant un sçavant Canoniste ne croit pas ^s qu'on doive pousser si loin la comparaison : & quoi-qu'il convienne que le pouvoir général d'absoudre des cas réservés, ressemble beaucoup au pouvoir général de conférer des Bénéfices, parce que l'un & l'autre pouvoir est une grace accordée par un Supérieur ecclésiastique, il prétend qu'il y a bien de la différence entre le pouvoir d'absoudre une personne particulière, & celui de conférer un Bénéfice à une personne déterminée : que le premier est très-favorable, & que par conséquent, suivant la regle de Droit, il lui faut donner la plus grande étendue : que le second au contraire qui est une espece de grace expectative, est mis au nombre des choses odieuses, puisqu'il donne atteinte au droit de Collateurs ordinaires, & que le Pape ne peut l'accorder sans déroger aux saints Canons, qui défendent de promettre les Bénéfices avant qu'ils soient vacans ; ^t d'où il s'ensuit que le Pape Boniface VIII. l'a restreint très-sagement, afin de réprimer plus efficacement l'ambition & la cupidité de ceux, qui veulent par ce moyen se procurer les Dignités ecclésiastiques : & qu'ainsi le même principe qui prouve que ce dernier pouvoir doit finir à la mort de celui dont il est émané, prouve également que le premier doit subsister.

On peut encore ajouter, pour appuyer ce sentiment, qu'il faut bien distinguer entre ce qui est ordonné, *per modum mandati*, & ce qui s'accorde, *per modum gratiæ*. Ce qui est ordonné *per modum mandati*, est borné à la vie du Supérieur dont il est émané, suivant ce principe : *Mandatum re integrâ Domini morte finitur.* ^u Ce qui s'accorde, *per modum gratiæ*, est perpétuel comme nous l'avons remarqué,

rhing. l. 3. tit. 5. sect. 8. n. 8.

309. Layman de Sacram. Pæn.

cap. 10. n. 23. &c.

^s Cabassut, l. 4. cap. 14. n.

^t Cap. 2. de concessione Præb.

^u L. 15. Cod. Mandati vel

contra.

& n'expire point à la mort de celui qui le donne. Les Commissions accordées par le souverain Pontife, & dans lesquelles il ordonne de conférer un certain Bénéfice, ou le premier Bénéfice vacant à une personne déterminée, sont des especes de Mandats apostoliques : mais le pouvoir d'absoudre une personne particuliere est une pure grace.

D'ailleurs, si un Evêque avoit donné directement au pénitent le pouvoir de se choisir un Confesseur, ou la permission de se faire absoudre, la plupart des Théologiens enseignent que ce pouvoir subsisteroit même après la mort de ce Prélat ; parce que ce seroit une grace accordée à ce pénitent. Nous ne voyons pas quelle différence on peut mettre entre les pouvoir de se choisir un Confesseur accordé à quelqu'un, & la permission qu'on donne à ce Confesseur d'absoudre la même personne. Il faut donc porter le même jugement des permissions particulieres d'absoudre des cas réservés accordées par les Evêques, comme de celles que donne le Cardinal grand Pénitencier, qui concernent toujours des cas & des personnes particulieres : or il n'est pas douteux, qu'on peut faire usage même après la mort du Pape, du pouvoir d'absoudre des cas réservés au saint Siège, accordé par le grand Pénitencier.

Il semble que tout ce que nous avons dit ici, peut également s'appliquer au pouvoir de confesser les Religieuses. Les raisons que nous avons apportées, conduisent naturellement à cette application.

Il faut observer qu'aucun pouvoir accordé par un Grand-Vicaire, ne finit par sa mort ou par la démission qu'il fait de sa dignité, parce que ce n'est point en son nom qu'il l'accorde, mais au nom & de l'autorité de l'Evêque qu'il représente, & dont il tient la place.



I V. Q U E S T I O N.

Comment un Confesseur séculier doit-il se comporter avec un Pénitent régulier par rapport aux Cas Réservés ?

QUoique les cas réservés soient notre principal objet , nous croyons devoir donner à la Question que nous traitons ici , une plus grande étendue , & parler de la manière dont un Confesseur séculier se doit conduire avec les Religieux , dans toutes les occasions où il lui est permis de leur administrer le Sacrement de Pénitence , soit qu'ils soient coupables de quelques péchés réservés , soit qu'ils n'en aient commis aucun. Mais comme la plupart des Réguliers ne peuvent s'adresser aux Confesseurs séculiers , que dans quelques circonstances extraordinaires , avant que de marquer quelles sont ces circonstances , il paroît nécessaire d'établir auparavant quelle est la Discipline reçue dans l'Eglise , au sujet des Confesseurs ordinaires des personnes consacrées à Dieu par la profession de la vie Religieuse.

A R T I C L E P R E M I E R.

Quels sont les Ministres ordinaires du Sacrement de Pénitence par rapport aux Réguliers ?

Il faut distinguer deux sortes de Réguliers : a les uns vivent en Congrégation , les autres demeurent dans des Monastères séparés , qui sont indépendans les uns des autres , & qui n'ont d'autre relation que la profession de la même règle. Les premiers sont

a Règlement pour les Réguliers publics aux assemblées du Clergé de 1625, 1635, 1645.

art. 25. nouveaux Mémoires du Clergé , tom. 4. p. 427.

exempts de la Jurisdiction de l'Ordinaire. Les seconds y sont soumis. Cette distinction est fondée sur le Concile de Trente, ^b qui ordonne à tous les Monastères, & même à ceux qui se prétendent immédiatement sujets au saint Siège, de se mettre en Congrégation dans l'espace d'un an après la clôture du Concile, & déclare que ceux qui ne le feront pas, seront soumis à l'autorité de l'Evêque Diocésain. Ce Décret est certainement reçu dans le Royaume, puisqu'il a été inséré dans l'Ordonnance de Blois, *art.* 27. ^c

L'Evêque est le Supérieur immédiat des Monastères qui ne sont point unis à quelque Congrégation, approuvée par le saint Siège, & reçue dans le Royaume avec les formalités ordinaires. Et c'est en cette qualité qu'il a droit, comme le dit Suarez ^d de nommer des Confesseurs aux Réguliers qui y demeurent, soit en leur en donnant de particuliers, soit en accordant à tous les Prêtres approuvés le pouvoir de les absoudre. Il ajoute que quand même ces Réguliers auroient obtenu du saint Siège des privilèges par rapport à l'administration du Sacrement de Pénitence, ils n'en pourroient faire usage que sous la direction de l'Evêque Diocésain.

Les Réguliers exempts de la Jurisdiction de l'Ordinaire, sont pour la confession dans une entière dépendance des Supérieurs réguliers, eux seuls peuvent les confesser, & leur nommer des Confesseurs. Les

^b Monasteria omnia quæ Generalibus Capitulis aut Episcopis non subsunt, teneantur infra annum à fine præsentis Concilii sese in Congregationes redigere... quòd si... prædicta exequi non curaverint, Episcopis, in quorum Diocæsis... sita sunt..... subdantur. *Conc. Trid. sess. 25. cap. 8.*

^c *Ord. de Blois, Recueil des Ordonnances, tom. 1. pag. 532.*

^d Illæ (Religiones non exemptæ) sicut sunt sub Jurisdictione Episcoporum, ab ipsis vel per ipsos habere debent suos proprios Sacerdotes, à quibus absolvantur. Vel si circa hoc habuerint aliqua specialia privilegia Pontificis, juxta illa debent, quoad hanc partem, à Jurisdictione Episcopi gubernari, *de Rel. 19. t. 4. tract. 8. l. 2. cap. 15. n. 2.*

Confesseurs qu'ils leur donnent , sont pour l'ordinaire des Religieux du même Ordre & de la même maison. Il est même défendu dans la plûpart des Ordres religieux d'en nommer d'autres , excepté dans certaines circonstances extraordinaires.

Il est vrai que le Concile de Trente , dans le Décret qu'il a porté , pour établir la nécessité de l'approbation de l'Ordinaire , ne l'exige que pour la confession des séculiers ; mais ce seroit une erreur de prétendre , qu'il a eu par-là intention de laisser aux Religieux la liberté de se confesser indifféremment à toutes sortes de Prêtres. Le Concile n'a rien changé dans l'ancien usage , si nécessaire pour maintenir la Discipline régulière dans les Monastères , suivant lequel les Supérieurs seuls ont droit de choisir & de nommer des Confesseurs , qui puissent valablement absoudre les Religieux qui leur sont soumis.

Cet usage est fondé sur la nature même du Sacrement de Pénitence , dont le Ministre fait l'office de Juge , & dont la forme est une Sentence juridique ; qui ne peut être prononcée que sur ceux sur lesquels on a une Jurisdiction véritable : or le sacré caractère du Sacerdoce ne donne point cette Jurisdiction. Elle est par rapport aux Religieux attachée à la qualité de Supérieur , & lui seul peut la communiquer à d'autres.

Les Confesseurs nommés par les Supérieurs , pour entendre les confessions des Religieux de leur Communauté , n'ont point besoin de l'approbation de l'Evêque , pour exercer leur Ministère. Les Réguliers dont nous parlons ici , sont en ce point exempts de sa Jurisdiction. Par la même raison , cette approbation ne suffiroit point , & elle ne pourroit donner droit de les confesser & de les absoudre : & c'est en conséquence de ce principe , que Sylvius décide ^e que la confession d'un Régulier faite à un Prêtre séculier , même approuvé de l'Evêque , mais qui ne l'est point par le Supérieur de ce Religieux , ou à un Confesseur

régulier d'un Ordre différent est nulle & invalide. La raison qu'il en donne, c'est que ce Prêtre séculier ou régulier n'a point de Jurisdiction sur le pénitent qu'il absout; l'Evêque n'a pû la lui donner, puisqu'il ne l'a pas lui-même à cet égard.

L'autorité qu'ont les Supérieurs sur les Religieux qui leur sont soumis, est un des principaux privilèges accordés aux Ordres religieux; ce privilège est contenu dans plusieurs Bulles des souverains Pontifes. ^f Il a été accordé par le saint Siège à l'Ordre entier. Les particuliers n'y peuvent renoncer en se soumettant volontairement à l'autorité des Confesseurs séculiers. ^g

Comme les Novices sont membres des Ordres religieux dont ils ont pris l'habit, il doivent se conformer, par rapport à la confession, aux règles établies dans la Communauté où ils ont dessein de faire profession. Les Supérieurs ont coutume de leur donner des Confesseurs particuliers. Le Pape Clément VIII. ^h dans un Décret qu'il a porté pour régler différens points de la Discipline monastique, ordonne de charger de cet emploi le Maître des Novices. Les Novices ne peuvent se confesser à d'autres dans les Maisons religieuses où ce Décret est en vigueur, si ce n'est au Supérieur une ou deux fois l'année seulement, ou au Confesseur extraordinaire qu'il leur donne en sa place.

^f Bull. Roman. Pont. Pii V. Bull. t. 2. p. 367. Clem. VIII. Rom. Pont. *ibid.* tom 3. p. 100. Urbani VIII. In specula meditantes. *ibid.* t. 4. p. 175.

^g Inhibemus universis Fratribus vestri Ordinis, ne aliquis eorum, nisi in necessitatis articulo, aliis quàm Prælati suis, peccata sua confiteri præsumant, vel aliis Sacerdotibus ejusdem Ordinis, secundum regulæ & ipsius Ordinis Statuta. Bull. Bonif.

VIII. apud Coriolanum de Cas. res. p. 1. §. 3. art. 2.

^h Ipsi autem Magistro Novitiorum soli confessiones audiendi cura committatur. Liceat tamen Superiori etiam locali, si ita expedire judicaverit, vel per se ipsum, vel per alium ab eo deputandum, semel aut bis in anno eorumdem confessiones audire. Bull. Regular. disciplina. §. 28. Bull. t. 3. p. 147.

Les Théologiens réguliers disputent au sujet de la validité de la confession que feroit un Novice à un Confesseur séculier approuvé seulement de l'Evêque diocésain. Suivant le sentiment de quelques Auteurs, ¹ cette confession seroit valide, parce que les Novices quoique soumis à la Jurisdiction des Supérieurs, n'étant encore que dans le tems d'épreuve, sont encore néanmoins les maîtres de disposer d'eux-mêmes, & de rentrer sous la Jurisdiction de l'Ordinaire. Cette raison prouve bien que les Novices sont maîtres de changer d'état, & que s'ils le font ils rentrent dans l'ordre commun, & que conséquemment ils pourront se confesser aux Prêtres approuvés des Evêques. Mais elle ne prouve point qu'en persévérant dans l'Etat religieux ils puissent se confesser aux Prêtres séculiers; & comment le pourroient-ils faire puisque, suivant la Bulle de Clément VIII. que nous venons de citer, ils ne peuvent pas même s'adresser à des Religieux différens de celui qui est nommé pour les confesser. Il est donc de la prudence & du devoir des Confesseurs séculiers, à qui un Novice s'adresseroit, de le renvoyer à son Confesseur ordinaire pour l'absoudre.

Quoique ceux qui font les exercices spirituels dans les Maisons religieuses avant que d'entrer au Noviciat, n'ayent point encore pris d'engagement avec la Religion, ^k les Confesseurs approuvés par les Supérieurs réguliers peuvent néanmoins entendre la confession qu'ils font pour se disposer à prendre l'habit; comme ils se destinent à l'Etat religieux, & qu'ils sont sur le point de l'embrasser, on les regarde comme s'ils étoient déjà Religieux, & le tems d'épreuve qu'ils passent dans la Maison comme un commencement de Noviciat. Aussi les souverains Pontifes ont accordé en leur faveur plusieurs privilèges aux Sociétés religieuses, & ils ont permis aux Supérieurs régu-

ⁱ Bassæus, *V. casus reservatus*, n. 41.

^k Suarez, *de Rel.* tom. 4.

Tract. 8. l. 2. c. 24. n. 5.
= Pontas, *V. Approbation*, cas 15.

liers, en considération de leur entrée dans la Religion, de les absoudre de toutes sortes de péchés & de censures, même de celles qui seroient portées par une Sentence générale. Suarez cite plusieurs de ces Bulles, ¹ dans la plupart desquelles les Papes n'exceptent, par rapport aux censures, que celles qui sont prononcées par une Sentence particuliere. Paul III. ^m dans celle qui a été accordée en faveur de la Compagnie de Jesus, déclare que ceux qui ont été ainsi absous des censures, y retombent de plein droits'ils manquent à prendre incessamment, l'habit quand même il n'y auroit pas de leur faute.

Comme ce n'est point de l'Evêque diocésain, mais des Supérieurs réguliers que les Confesseurs de ceux qui sont sur le point d'embrasser l'Etat religieux tiennent le pouvoir qu'ils ont de les absoudre, ces Confesseurs peuvent leur donner l'absolution, des cas réservés à l'ordinaire, & dont ils se sont rendus coupables avant que d'entrer dans la Maison religieuse où ils vont prendre l'habit.

M. Pontas cite plusieurs habiles Théologiens qui ont soutenu ce sentiment; & il lui paroît d'autant plus probables qu'il y a plusieurs Communautés où la solitude est plus étroite, dont les Religieux ne se chargent point de l'administration du Sacrement de Pénitence aux Personnes séculieres, & n'ont point coutume de demander d'approbation aux Evêques. Or il y auroit bien des inconvéniens à obliger ceux qui dans ces Monastères sont prêts de prendre l'habit, à aller chercher des Confesseurs hors de la Maison, surtout par rapport aux cas réservés.

Ibid. cap. 17.

m Bull. cum libitum § 9. | Bull. t. I. p. 781.



ARTICLE SECOND.

Comment se doit conduire un Confesseur séculier avec un Religieux par rapport aux cas réservés ?

Un Confesseur séculier à qui les Religieux se présentent pour se confesser, doit d'abord examiner s'ils sont soumis à la Jurisdiction de l'Evêque ou s'ils en sont exempts. Lorsque le Pénitent régulier est soumis à la Jurisdiction de l'Ordinaire, & qu'il n'y a point dans les Diocèses de règlement particulier au sujet des Confesseurs des Religieux, ceux à qui ils s'adressent, doivent se comporter à leur égard comme ils le feroient à l'égard d'un autre Diocésain, qui se trouveroit dans la même circonstance.

Lorsque le Pénitent régulier est exempt de la Jurisdiction épiscopale, le Confesseur séculier doit examiner de qui il tient le pouvoir qu'il a de le confesser, si c'est du souverain Pontife, de l'Evêque diocésain, ou du Supérieur régulier; car ce Confesseur peut avoir de toutes ces manières différentes la Jurisdiction nécessaire pour entendre la confession d'un Religieux.

Il la tient du souverain Pontife, lorsque le Pape donne à un Régulier par un privilège particulier, le pouvoir de se choisir un Confesseur, même séculier; ou bien encore, lorsqu'il accorde cette permission dans les Bulles du Jubilé. Un Confesseur à qui un Régulier présente un Bref de Rome, doit examiner la nature du privilège & la disposition du Bref, pour ne s'en servir que selon l'intention du Pape dont il est émané. Il doit encore demander au Religieux s'il a obtenu le consentement de son Supérieur; car les souverains Pontifes ont souvent déclaré, ⁿ que les

n Declaramus talem confessionem sanctæ Cruciatæ & aliorum Indultorum particularem, quantum ad prædictum,

articulumerigendi confessorum & absolvendi à casibus reservatis, cum fratribus & sororibus...cujuscumque Ordinis ac

Réguliers ne peuvent se servir des Bulles de la Cru-
ciade, & de tous les autres Indults particuliers dans
lesquels le pouvoir de se choisir un Confesseur est
accordé, que du consentement de leurs Supérieurs :
& que leur intention est que dans ce qui concerne
l'administration du Sacrement de Pénitence, ils leur
soient entièrement soumis.

Ce Règlement des souverains Pontifes ne concer-
ne que les permissions particulières de se choisir un
Confesseur, que les Réguliers obtiennent quelquefois
du saint Siège. Il ne regarde point le tems du Jubi-
lé, comme nous le dirons ailleurs. o

Un Confesseur séculier peut aussi quelquefois tenir
de l'Ordinaire la Jurisdiction nécessaire, pour con-
fesser un Régulier, comme il arrive lorsque les Evê-
ques donnent des Confesseurs extraordinaires aux Re-
ligieuses exemptes, à qui leurs Supérieurs en refusent
injustement dans les tems marqués par le Concile de
Trente. Alors le Confesseur doit se conduire à leur
égard suivant la nature & l'étendue de son approba-
tion, & il ne peut les absoudre des cas réservés, si
son Evêque ne lui en a pas donné le pouvoir. Car
quoique les Réguliers, exempts de la Jurisdiction de
l'Ordinaire, ne semblent pas soumis aux réserves qu'il
se fait, comme c'est néanmoins un principe inconfes-
table en matière de réserve, qu'elle suit le pouvoir
du Confesseur, dès que celui-ci tient tout son pouvoir
de l'Evêque, il ne peut l'exercer sur qui que ce soit,
que suivant l'étendue que son Evêque lui a donnée.
Le pénitent est à la vérité exempt de sa Jurisdiction,
mais le Confesseur ne l'est pas, & ce pénitent mê-
me en cette occasion y est soumis, puisque le Prélat
ne pourroit pas donner à un de ses Prêtres pouvoir
de le confesser, s'il n'avoit dans cette circonstance

Instituti....locum non habere,
sed nostræ intentionis esse,
quod iidem, quantum ad Sa-
cramentum Pœnitentiæ, dis-
positioni suorum Prælatorum

subiecti sint. *Bull. Clem. VIII.*
Romani Pontificis 23. *Nov.*
1599 *Bul. tom 3. p. 100*
o 6. *Conf. I. 2.*

sur ce Religieux la Jurisdiction nécessaire, pour lui conférer ou lui faire conférer le Sacrement de Pénitence.

Conséquemment à ce principe il faut dire, que lorsque les Supérieurs des Religieuses exemptes, leur refusent des Confesseurs extraordinaires dans les tems marqués par le Droit, celui que l'Evêque leur donne avec le pouvoir d'absoudre des cas réservés, peut valablement les absoudre de tous les péchés réservés dans le Diocèse. Si l'Evêque ne juge pas à propos de lui donner la permission d'absoudre des cas réservés, celui-ci peut bien à la vérité leur donner l'absolution des péchés réservés par leurs Supérieurs, mais non de ceux qui le sont dans le Diocèse du Confesseur. Nous disons qu'il peut les absoudre des cas réservés dans l'Ordre; & c'est une suite des maximes que nous avons établies en parlant des pénitens étrangers, où nous avons décidé qu'un Confesseur qui n'a que les pouvoirs ordinaires, pouvoit les absoudre des cas réservés dans leur Diocèse, quoiqu'il ne pût pas leur donner l'absolution des cas réservés dans le sien.

En effet, un Régulier exempt doit être regardé par un Confesseur séculier, comme un pénitent d'un autre Diocèse; & comme ce Confesseur ne tient point les pouvoirs du Supérieur de ces religieuses, les réserves reçues dans l'Ordre ne le regardent point, & les cas qui y sont réservés ne le sont point pour lui. Au contraire, comme c'est de l'Evêque qu'il les a reçus, l'Evêque a pû les limiter par des réserves dont le Confesseur ne peut absoudre sans sa permission.

Enfin, lorsque le Confesseur séculier n'a le pouvoir de confesser un Régulier, qu'en conséquence de la permission que celui-ci a obtenue de son Supérieur, de se choisir un Confesseur; ou cette permission est générale ou elle ne l'est pas. Si elle est générale, & qu'elle renferme les cas réservés dans l'Ordre comme les autres, il est certain que ce Confesseur peut absoudre le Religieux & des cas réservés dans son Ordre, & des péchés réservés dans le Diocèse. Il peut

l'absoudre des cas réservés dans son Ordre, puisque le Supérieur l'a marqué expressement dans le pouvoir qu'il a donné à ce Religieux de se choisir un Confesseur. Il peut aussi l'absoudre des péchés réservés dans le Diocèse, parce que la réserve faite par les Evêques ne regarde point les Religieux exempts : l'intention des Ordinaires n'est point de les y comprendre, ni les Prêtres qui les confessent, lorsque ce n'est point de l'Evêque qu'ils reçoivent la Jurisdiction nécessaire pour les absoudre. Quand la permission accordée au Régulier ne renferme point le pouvoir de se faire absoudre des cas réservés dans l'Ordre, alors si ce Régulier en avoit commis quelqu'un, le Confesseur ne pourroit lui en donner l'absolution. La raison en est, que celui-ci n'a point d'autre pouvoir de confesser le Pénitent régulier, que celui qu'il a reçu du Supérieur de ce Religieux.

M. de Saint-Beuve p est d'avis que lorsqu'un Religieux coupable d'un péché réservé, se présente à un Confesseur approuvé dans un Diocèse dans lequel ce Religieux se trouve en passant, on doit le renvoyer à son Supérieur, à moins qu'il n'y ait de bonnes raisons qui obligent à en agir autrement.

Les Prêtres séculiers ne peuvent gueres avoir occasion de confesser des Réguliers, que lorsque ceux-ci sont en voyage ou occupés à une station d'Avent ou de Carême, & éloignés des maisons de l'Ordre. Dans la plupart des Communautés religieuses, il y a des Réglemens & des Statuts particuliers, au sujet des Religieux qui se trouvent dans ces circonstances. Il est de la prudence du Confesseur de demander au Pénitent régulier qui s'adresse à lui, quel est sur cela l'usage & ce que permettent les Statuts de l'Ordre, & il est de son devoir de s'y conformer.

Le Pere Antoine, q sçavant Théologien de la Compagnie de Jesus, estime que lorsque dans un Ordre religieux il ne se trouve rien de réglé par rap-

port à la confession en cas de voyage , ni par les Constitutions , ni par l'usage , ni par les Supérieurs , un Religieux , au défaut d'un Confesseur de son Ordre , peut s'adresser à un Prêtre approuvé. Et Suarez ^r assure que Sixte IV. & Innocent VIII. l'ont expressément permis.

Mais il ajoute que si un Religieux se trouvoit coupable de quelque péché réservé , il ne pourroit en vertu de la permission qui a été accordée par ces Papes , s'en faire absoudre , parce qu'il n'est point parlé dans leurs Décrets des péchés réservés. Il faudroit à cet égard une permission particulière du Supérieur , à moins que dans la Règle dont ce Religieux fait profession , on ne donne au Prêtre auquel il s'adresse des pouvoirs plus étendus.

Les cas réservés au saint Siège mériteroient ici une discussion particulière. Qui peut en absoudre les Réguliers ? Les ordinaires le peuvent-ils ? Les Supérieurs de ces Réguliers ont-ils ce droit , en vertu d'un privilège particulier obtenu du saint Siège ? Ce sont des Questions que nous ne croyons pas devoir approfondir ici , parce qu'elles ne concernent que la Discipline intérieure des Ordres religieux qui peut n'être pas uniforme , & qui dépend de certains Réglemens particuliers dont nous pourrions n'avoir pas une parfaite connoissance. Tout ce que nous en pouvons dire ici , c'est que plusieurs Théologiens estiment ^s que les Ordinaires peuvent absoudre les Religieux des censures réservées au saint Siège , quoique ces censures soient publiques. Ce sentiment est appuyé sur le Mandement de M. l'Archevêque de Paris de 1709. ^t & sur quelques chapitres du Droit canonique , ^u qui exemptent de l'obligation de recourir à

^r De Religione tom. 4. Tract. 8. l. 2. c. 17. n. 5.

^s Continuat. Theol. de Tourneli. tom. 3. de censuris , par.

I. c. 5. art. 1.

^t Ab iisdem Casibus (réservés) summo Pontifici ,)

etiamsi occulti non sint , absolvere pariter D. Archiepiscopus potest Monachos ac Regulares , pag. 4.

^u Cap. 6. de Sent. Excom. &c.

Rome pour se faire absoudre ceux qui n'étant pas maîtres d'eux-mêmes, & vivant dans une dépendance absolue, ne pourroient entreprendre un si long voyage. Tel est, suivant ces Théologiens, l'état des Religieux.

D'ailleurs, la raison pour laquelle les Papes ont accordé différens privilèges aux Evêques en faveur des Réguliers, c'est parce qu'il convient que les Religieux vivent dans la retraite, & ne fassent point de longues courses. * Ils seroient censés avoir occasion d'en faire, s'ils étoient obligés d'aller quelquefois à Rome pour obtenir l'absolution des suspenses réservées au saint Siège; & s'il ne convient pas qu'on les oblige d'y aller pour cela, on ne doit pas les obliger d'y écrire pour obtenir le pouvoir de se faire absoudre. C'est, comme nous l'avons dit ailleurs, un principe général, en fait de censures réservées au saint Siège.

D'autres Théologiens y ne croient pas que le pouvoir des Evêques soit si étendu: & en effet, il est marqué expressément dans le Droit Canon, ^z que les Evêques ne peuvent pas absoudre les Réguliers dans toutes sortes de circonstances, des cas réservés au saint Siège. Si les Ordinaires avoient ce pouvoir, il eût été fort inutile que les Papes se fussent réservé des censures, même par rapport aux Religieux, comme ils l'ont fait dans plusieurs Constitutions postérieures aux différentes Collections du Droit canonique. Aussi Tiburce, Navarre, ^a parmi les Formules de Suppliques qu'on envoie à Rome, pour obtenir la permission d'absoudre des censures réservées au saint Siège, en met une qui n'a pour objet que les Religieux.

Quoi qu'il en soit, le premier sentiment si favorable aux Evêques & aux Réguliers, est soutenu par

* C. 21. *ibid.* in-6°.

y Suarez, de *Censuris*, disput. 21. sect. 1. n. 73.

z Cap. 32. de Sent. Excomm.

⊕ cap. 21. *ibid.* in-6°.

a *Manuductio ad Praxim* S. Pœnit. pag. 206.

des Auteurs trop éclairés, pour que nous croyions qu'il n'est pas permis de le suivre, dans les Diocèses sur-tout, dont l'usage y est conforme. ^b On ne doit pas même douter, que quoique suivant la Discipline présente de l'Eglise, les pouvoirs extraordinaires accordés aux Evêques en faveur des Réguliers, ne s'exercent ordinairement que sur ceux qui sont soumis à la Jurisdiction épiscopale, un Religieux même exempt ne puisse aussi être absous par l'Evêque diocésain des cas réservés au saint Siège, lorsque le Supérieur de ce Religieux y consent. ^c Quelques Théologiens réguliers ajoutent même, que si le Supérieur refuse injustement d'y consentir, l'Evêque peut également absoudre le Religieux dont il s'agit. ^d

Nous n'examinerons point ici quel est le pouvoir des Supérieurs réguliers, par rapport à leurs inférieurs au sujet des suspenses & autres censures réservées au saint Siège. On trouve dans le recueil de leurs privilèges & dans les Bullaires plusieurs Constitutions des souverains Pontifes, ^e qui donnent des pouvoirs très-étendus aux Supérieurs majeurs de certaines Communautés : on n'y excepte que quatre cas, du nombre de ceux qui sont réservés par la Bulle *In cœna Domini*. Telle est la Bulle *Pretiosus* publiée par Benoît XIII. ^f en faveur des Dominicains. C'est aux Supérieurs réguliers à examiner l'étendue & la nature de ces privilèges, & sur-tout s'ils n'ont point été révoqués ou restreints par des Bulles postérieures. C'est un point sur lequel les Théologiens réguliers ne sont pas d'accord. ^g

^b Conférences d'Amiens sur la Pénitence, p. 601. d'Angers sur les Censures, Conf. du mois de Juin, 4. c. Conduite des Confesseurs. 2. part. c. 3.

^c Continuat. Tournely, ibid.

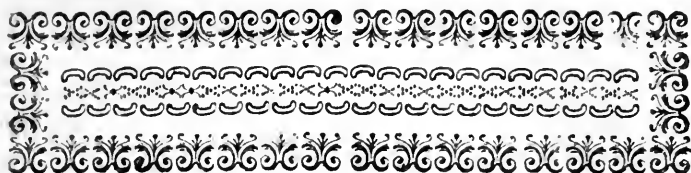
^d Salmanticenses. de cens. cap. 2. n. 52.

^e Declaramus.... hæreticos relapsos, Schismaticos, & qui litteras Apostolicas falsificassent, aut ad infideles prohi-

bita detulissent duntaxat ad sedem Apostolicam esse destinandos. Bull. Regimini, Sixti IV. Bull. tom. 2. p. 392. Cette Bulle concerne les Dominicains. Il y en a de semblables en faveur des Jésuites, des Freres Mineurs, &c.

^f Bullar. tom. 10. p. 316.

^g V. Suarez de Relig. tom. 4. l. 2. c. 21.



S I X I E M E
C O N F É R E N C E

Tenue au mois de Septembre 1732.

P R E M I E R E Q U E S T I O N .

Tous les Prêtres approuvés de l'Ordinaire, peuvent-ils, dans le tems du Jubilé, absoudre des Cas & des Censures réservées? Peuvent-ils faire usage de ce pouvoir non-seulement à l'égard des Fidèles du Diocèse, mais encore en faveur des Etrangers?

L'Indulgence plénierie que les Papes accordent dans l'Année Sainte, & dans quelques autres occasions, sur le modele de l'Indulgence de l'Année sainte, se nomme Jubilé. Ils ont coutume de joindre à cette Indulgence différens privilèges, afin d'engager plus puissamment les Fidèles à faire tous leurs efforts pour la gagner.

Avant que de répondre aux différentes Questions, qu'on peut proposer au sujet du Jubilé, il nous paroît nécessaire de faire quelques observations préliminaires sur les privilèges que les souverains Pontifes y accordent aux Fidèles, & sur les pouvoirs qu'ils donnent aux Confesseurs.

ARTICLE PREMIER.

Observations au sujet des privilèges que les Papes accordent aux Fidèles pendant le Jubilé, & sur les pouvoirs qu'ils donnent aux Confesseurs.

On distingue deux sortes de Jubilés, celui de l'Année sainte, & les Indulgences en forme de Jubilé.

On donne le nom d'Année sainte à la vingt-cinquième, la cinquantième, la soixante-quinzième & la centième année de chaque siècle.

Les Indulgences en forme de Jubilé, sont celles que les Papes accordent à leur avènement au Pontificat & dans d'autres circonstances extraordinaires, telles que sont certains besoins pressans de l'Eglise. Ces Indulgences portent le nom de Jubilé, comme celle de l'Année sainte.^a

Le Jubilé de l'Année sainte commence à Rome aux premières Vêpres de la Fête de la Nativité, qui précède l'année 25^{me}. 50^{me}. &c. de chaque siècle, & finit aux premières Vêpres de la même Fête de l'année suivante. Mais comme le plus grand nombre des Fidèles ne peut aller à Rome, pour y gagner le Jubilé, les Papes après l'Année sainte, rendent cette grace commune à toute l'Eglise. Ils accordent deux mois aux Fidèles, ou même davantage pour en profiter : les autres Jubilés ne durent que deux semaines, c'est-à-dire quatorze jours, comme il est porté expressément dans les Bulles des Papes & les Ordonnances des Evêques.

Quoique les privilèges qui accompagnent l'Indulgence du Jubilé, émanent principalement de l'autorité du souverain Pontife, il ne les accorde néanmoins aux Confesseurs qu'avec dépendance de celle des Evêques, ce qui se prouve, 1^o. parce que les Bulles du Jubilé n'ont de force dans les différens Diocèses,

^a Benoît XIV. en a donné 6.

qu'après qu'elles ont été publiées par les Evêques. Il n'appartient qu'à eux de le faire, de sorte que les Prélats exempts & qui jouissent d'une Jurisdiction comme épiscopale, n'ont pas droit de publier ces Bulles dans leur territoire, ^b ni les Supérieurs réguliers dans leurs Maisons. ^c C'est un Droit attaché au sacré caractère de l'Episcopat. Aussi c'est aux Evêques que le Pape les adresse, & c'est eux qu'il charge d'indiquer le tems, & de désigner les Eglises qu'il faut visiter pour gagner le Jubilé. 2°. Parce que le Pape n'accorde de pouvoir pendant le tems du Jubilé, qu'aux Prêtres approuvés de l'Ordinaire. 3°. Parce que les Evêques ne peuvent pas communiquer indifféremment à tous les Confesseurs les pouvoirs extraordinaires accordés en faveur du Jubilé. M. le Cardinal de Noailles ne les confioit qu'à ceux qu'il nommoit, pour exercer pendant ce tems la fonction de Pénitencier. C'est la disposition de l'Article 22. de son Ordonnance sur le Jubilé du 2. Mars 1702. *Nul Prêtre, y est-il dit, ne pourra absoudre, sous prétexte du Jubilé, des cas ni des censures réservées au saint Siège ni des cas à nous réservés, s'il n'est du nombre de ceux que nous aurons députés pour Pénitenciers du Jubilé, quand même nous lui aurions déjà donné le pouvoir d'absoudre des cas à nous réservés, lequel nous suspendons pendant le Jubilé.* Il suivoit en cela la Discipline établie à Rome pendant l'Année sainte, où tous les Confesseurs approuvés n'ont pas le pouvoir d'absoudre des cas réservés, comme l'a déclaré Clément X. en 1675. ^d

Pour bien connoître les pouvoirs qui sont accordés aux Confesseurs dans le tems du Jubilé, il faut consulter la Bulle du souverain Pontife, & les Mandemens que les Evêques ont coutume d'y joindre,

^b Déclar. du 30. Juillet 1710. art. 1. Arrêt du Conseil d'Etat, du 17. Octobre 1667. Mem. du Clergé tom. 6. p. 447. autre Arrêt du 5. Juin 1745. ^c Viva de Jubilæo. q. 8. art. 2. n. 5.

^d Ce Décret se trouve à la fin du Traité du P. Viva Jesuite, sur le Jubilé. Il a pour titre, Notificatio gratiarum, &c.

pour lui servir d'interprétation. Ces pouvoirs y sont expressément énoncés. Le Pape est le maître de leur donner plus ou moins d'étendue. Il faut entendre les paroles des Bulles à la lettre & dans le sens naturel ; & les Confesseurs ne peuvent prétendre un pouvoir qui n'y seroit point exprimé, quand même les Papes auroient été dans l'usage jusqu'alors de l'accorder. Ainsi quoiqu'à Rome le Pape accorde dans le Jubilé de l'Année sainte aux Confesseurs le pouvoir de commuer les vœux, cependant il ne leur donne point ce privilège, lorsque c'est hors de Rome qu'on le gagne, en vertu des Bulles qu'il adresse aux Ordinaires à ce sujet. Il n'en est point fait mention dans ces Bulles comme l'a remarqué M. Poncet, ^e à l'occasion du Jubilé de l'Année sainte accordé par Benoît XIII.

Les principaux & les plus considérables des privilèges accordés par les Papes au tems du Jubilé, sont la liberté que les Fidèles ont de se choisir quel Confesseur il leur plaira, entre ceux qui sont approuvés, & le pouvoir qui est accordé aux Confesseurs d'absoudre de tous les cas réservés. ^f Mais ce pouvoir n'est donné, du moins par rapport aux Séculiers & aux Religieuses, qu'aux Confesseurs approuvés de l'Ordinaire. L'intention du souverain Pontife, en accordant les Jubilés, n'est point de déroger à l'autorité des Evêques, & de troubler l'ordre de la Jurisdiction ecclésiastique. ^g L'Evêque qui doit donner l'approbation, est désigné dans les Bulles par ce nom d'*Ordinaire des lieux respectivement*, pour faire connoître que l'approbation de tout Evêque ne suffit pas, mais qu'il faut celle de l'Evêque du Dio-

^e *Instruct. de M. Poncet sur le Jubilé, p. 3.*

^f *Universis & singulis..... Christi fidelibus utriusque sexus, tam Laïcis quàm Ecclesiasticis, sæcularibus & regularibus, cujusvis Ordinis..... Licentiam concedimus..... ut*

sibi ad hunc effectum eligere possint quemcunque Præbyterum confessarium, tam sæcularem quàm regularem ex approbatis à locorum Ordinariis. Bull. Jubil.

^g *Instruct. de M. Poncet sur le Jubilé de 1722. pag. 20.*

cèse où on se confesse , pour gagner le Jubilé.

L'approbation des Evêques est si essentielle , que quelques Théologiens ont autrefois douté si on pouvoit gagner le Jubilé , en se confessant aux Curés qui n'ont point d'autre pouvoir de confesser , que celui que leur donne le titre de leur Bénéfice.^h Il est vrai que ce doute étoit mal fondé ; & il ne venoit que de ce que ces Auteurs prenoient trop à la lettre les paroles des Bulles , qui exigent l'approbation de l'Ordinaire.

Mais aujourd'hui tous les Théologiens enseignent , que les Paroissiens peuvent se confesser dans le tems du Jubilé à leur Curé , & que ces confessions sont suffisantes pour le gagner ; parce que , quoique les Curés n'ayent point d'approbation particulière , ils ont par les provisions de leur Cure une approbation tacite & permanente. Les Papes , en exigeant l'approbation des Evêques , n'ont prétendu exclure que les Prêtres qui n'ont point de mission légitime.

On a fait encore une autre question à cette occasion , sur laquelle les sentimens des Théologiens ont été très-partagés ; c'est de sçavoir si les Religieux exempts pouvoient le gagner , en se confessant à des Réguliers approuvés seulement par les Supérieurs de l'Ordre. La raison de douter , est que le Pape demande l'approbation de l'Ordinaire des lieux : or ce nom ne peut convenir en aucune maniere aux Provinciaux ou aux autres Supérieurs des Ordres religieux : dans une chose de cette importance , il semble qu'on doit s'en tenir à la lettre des Bulles , & prendre le parti le plus sûr. Cette raison est d'autant plus forte , qu'il y a un Décret de la Congrégation des Rites , qui déclare que par le nom d'Ordinaire , on n'entend point les Supérieurs réguliers : *Regularium Superiores non veniunt sub nomine ordinariorum*. Cette Déclaration est du 22. Janvier 1701.ⁱ

Il y a même plusieurs Théologiens réguliers qui

^h Rodrig. Faustus , l. 4. q. 77. | ⁱ La Croix , tom. 7. pag. 1326. n. 147.

ont embrassé cette opinion , comme Suarez ,^k Henriquez ,^l &c. Sylvius , quoique du sentiment contraire , avoue néanmoins qu'elle est très-probable : *Bene probabilis est.* m.

Malgré cette diversité d'opinions , on ne doit point douter , que les confessions faites par les Religieux à leurs Supérieurs , ne soient suffisantes , pour gagner le Jubilé. Cette décision est fondée premièrement ; sur ce que le Pape , en accordant aux Religieux la liberté de s'adresser à un Confesseur approuvé de l'Ordinaire , ne paroît point avoir intention de leur en faire une Loi. C'est seulement une permission qu'il leur donne , une grace qu'il leur fait , & dont ils peuvent profiter , s'ils le jugent à propos , mais qui ne peut les priver du droit qu'ils ont de s'adresser à leurs Confesseurs ordinaires , marqués par les Statuts de leur Ordre , & désignés par leurs Supérieurs. Secondement , sur ce que ces Supérieurs sont véritablement ordinaires par rapport à eux. Troisièmement , sur ce qu'il est des Religieux qui vivent séparés du monde , retirés dans des solitudes , comme les Chartreux & les Camaldules , qui souvent ne seroient pas à portée des Confesseurs approuvés par les Evêques.

C'est une chose si constante , que les Réguliers peuvent gagner le Jubilé , quoiqu'ils ne se soient confessés qu'aux Prêtres approuvés par leurs Supérieurs , qu'on a même douté s'ils pouvoient se confesser à d'autres ; & que cette difficulté ayant été proposée à la sacrée Congrégation en 1581. le plus grand nombre des Théologiens & des Consultants opina pour la négative. Cependant on n'osa rien décider ; & on jugea , qu'avant que d'aller plus loin , il falloit consulter le souverain Pontife. C'étoit Grégoire XIII. qui déclara en plein Consistoire que les Réguliers pouvoient se confesser au tems du Ju-

^k Tom. 4. Disput. 28. sect. 3. n. 16. } ^m Resol. variæ. Verbo Jubilæus 1.
^l Henriquez ; l. 6. c. 6. n. 4. }

bilé, aux Prêtres approuvés de l'Ordinaire, & que les Bulles y étoient précises.

Ce fait, qui est rapporté par le P. de Coriolan Capucin, n prouve évidemment les deux choses que nous soutenons ici. La première est, que les Religieux peuvent gagner le Jubilé, quoiqu'ils n'aient fait leur confession qu'à l'un de ceux, que leurs Supérieurs ont choisi pour ce Ministère. La sacrée Congrégation en étoit si persuadée, que le plus grand nombre de ceux qui la composoient, n'avoit pas cra qu'ils pussent s'adresser à d'autres. Le Pape ne trouva à redire dans ce sentiment que l'exclusion qu'on y donnoit aux Prêtres séculiers approuvés par les Evêques. La seconde, que les Réguliers peuvent dans le temps du Jubilé, se confesser aux Prêtres, qui ne sont approuvés que par les Evêques, pour le Ministère de la confession. Ce qui doit s'entendre de ceux même dont *les Statuts défendent de confesser leurs péchés à d'autres qu'à des Prêtres de leur Ordre*, ainsi que le marque Benoît XIV. dans la Bulle du dernier Jubilé.

Le Pape Clément X. a encore plus clairement décidé cette question, dans un Décret qu'il publia en 1675. à l'occasion du Jubilé de l'Année sainte. Il y marque quels sont les Confesseurs à qui on peut s'adresser pendant le tems du Jubilé, au nombre desquels il met les Prêtres réguliers, approuvés par leurs Supérieurs; & il déclare que ces Confesseurs réguliers peuvent faire usage, en faveur seulement des Religieux de leur Ordre, des Privileges accordés à l'occasion du Jubilé. Mr. Ponras ° avoit sou-

n Congregatio Concilii pro majori parte sensit pro negativa, dixit tamen dubium esse referendum Sanctissimo Domino. Qui postea die 19. Decembris 1581. in Consistorio respondit; tempore Jubilæi posse omnes Regulares confiteri peccata sua Sacerdotibus, etiam

secularibus, approbatis ab Ordinario ad audiendas confessiones; nam in Bulla non fit mentio nisi de Ordinario eorum quæ audiunt confessiones, non autem de Ordinario pœnitentiarum. Apud Coriol. de Casib. reserv. p. 1. sect. 3. c. 13.

o V. Jubilé. Cas. 76.

haité que le Pape ou les Evêques s'expliquassent sur ce sujet. Le saint Siege a prévenu le souhait de ce sçavant auteur, & levé par-là toute la difficulté.

Quoique les Religieux puissent dans le tems du Jubilé se confesser aux Prêtres approuvés par l'Evêque diocésain, il ne leur est pas néanmoins permis de se confesser à un Prêtre régulier d'un Ordre différent, qui ne seroit approuvé que par son Supérieur. Les Bulles des Papes ne leur accordent la liberté de se choisir un Confesseur, que parmi ceux qui sont approuvés de l'Ordinaire des lieux p qualité qui ne peut convenir aux Supérieurs réguliers d'un Ordre différent.

Du principe que nous avons établi au sujet de la nécessité de l'approbation de l'Evêque Diocésain, pour gagner le Jubilé, il s'ensuit, 1^o. que si un Confesseur n'est approuvé que pour confesser dans une certaine Paroisse, ou dans une certaine étendue du Diocèse seulement, il ne pourra pas entendre les confessions dans d'autres endroits, même au tems du Jubilé; car le Pape ne donnant le pouvoir de confesser & d'absoudre, qu'aux Prêtres approuvés par l'Ordinaire, ils n'en peuvent user qu'autant qu'ils sont approuvés; & ceux dont l'approbation est bornée à de certaines personnes, ou à certains lieux, sont pour les autres lieux & pour les autres personnes, comme s'ils ne l'étoient point du tout.

2^o. Il s'ensuit encore du même principe, que si l'approbation n'est que pour un tems, & qu'elle expire peu de tems avant le Jubilé, ou même pendant le tems marqué pour le gagner, le Prêtre qui l'a obtenue ne pourra plus exercer ses fonctions, dès que son approbation sera expirée, parce qu'alors il ne sera plus approuvé. 9

L'Evêque est certainement encore le maître de n'approuver qu'un certain nombre de Confesseurs

p V. la Bulle du Jubilé pour l'année Sainte, publiée par Benoit XIV. en 1750. | 9 Instruât. de M. Poncet, sur le Jubilé de 1722. p. 20.

pour le Jubilé, & de révoquer les pouvoirs des autres, & c'est afin qu'on n'en puisse douter, que quelques souverains Pontifes ont marqué expressement dans leurs Bulles, que les Confesseurs dont ils parlent, étoient ceux qui étoient approuvés de l'Ordinaire, à l'occasion du présent Jubilé. Ce sont les termes de la Bulle de Benoît XIII. publiée en 1726.

3°. Il s'ensuit encore, que si un Evêque avoit jugé à propos de restreindre un Curé à ses Paroissiens, celui ci n'en pourroit confesser d'autres, même dans le tems du Jubilé; en effet, il est certain que l'Evêque peut défendre à un Curé de confesser des personnes qui ne seroient pas de sa Paroisse. Les Curés, par le titre de leur Bénéfice, n'ont de Jurisdiction ordinaire, que sur leurs Paroissiens, comme l'enseignent tous les Théologiens, & les Canonistes: & quoique ce soit un usage établi dans la plupart des Diocèses, que les Curés confessent des personnes qui ne sont pas de leur Paroisse, cet usage n'est point fondé sur un droit, que leur donne leur Bénéfice; il suppose un consentement tacite des Supérieurs ecclésiastiques. La Faculté de Théologie de Paris l'a décidé, en condamnant en 1735. la proposition suivante: *Les Curés n'ont point besoin de l'approbation expresse ou tacite de l'Evêque, pour entendre la confession des autres Paroissiens, & les absoudre.*

4°. Enfin si, comme cela se pratique assez communément, l'Evêque dans l'approbation qu'il donne, excepte les Religieuses. les Prêtres qui n'ont qu'une approbation de cette nature, ne peuvent pas dans le tems du Jubilé les confesser, puisqu'ils ne sont point approuvés pour elles, à moins que les Evêques ne levent cette limitation pour le tems du Jubilé.

C'est une question controversée parmi les Théologiens, de sçavoir si les Religieuses peuvent alors

r Voyez le sçavant Mandement de M. l'Evêque de Rhodès portant condamnation d'un projet de Requête de M. Brianne Curé de la Cathédrale

de Rhodès.

s Prop. 40. tirée d'un ouvrage intitulé, Consultation sur la Jurisdiction & l'approbation nécessaire pour confesser.

se confesser à d'autres, qu'à ceux qui sont spécialement approuvés pour les entendre : Sylvius estime, qu'une approbation générale, & dans laquelle les Religieuses ne sont point nommément exceptées suffit pour qu'un Prêtre puisse les absoudre en vertu des pouvoirs extraordinaires que les Papes accordent dans le tems du Jubilé, ^t Pontas ^u a suivi la décision de Sylvius : & Mr. Babin ^x a embrassé le même sentiment, qui paroît fondé sur les Bulles des Papes, qui permettent aux Religieuses, comme aux autres Fidèles, de se choisir un Confesseur, entre ceux qui sont approuvés de l'Ordinaire. Les Evêques dans leurs Mandemens s'expliquent ordinairement à peu près de la même manière. ^y

C'est, disent ces Théologiens, une grace & un privilège que le Pape & les Evêques accordent aux personnes qui font profession de la vie Religieuse ; privilège particulier au tems du Jubilé, ce qui ne seroit pas, si elles étoient bornées aux Confesseurs à qui les Evêques ont accordé expressément le pouvoir de les absoudre.

Malgré ces raisons, d'autres Théologiens soutiennent, que les Religieux, même dans le tems du Jubilé, ne peuvent se confesser qu'à ceux qui sont approuvés pour entendre les confessions des Religieuses. C'est le sentiment de M. d'Argentré Evêque de Tulle ^z & de M. Habert, &c.

Le P. Dominique Viva qui a fait un Traité particulier du Jubilé, après avoir pesé les raisons des deux sentimens, se détermine pour celui-ci ^a & il prouve par le principe que nous avons établi, que pour absoudre, même dans le tems du Jubilé, il faut être approuvé & l'être relativement à la personne qu'on confesse. Or il est constant que pour être censé approuvé par rapport aux Religieuses, une ap-

^z Resol. Var. V. Jubilæus 3.

^u V. Confession, Cas 17.

^x Confer. sur la Pénitence, p. 274.

^y Mand. de M. Poncet en

1721. de M. de Vaugirault

1745. art. 11.

^z Explication des sept Sacramens, tom. 2. pag. 315.

^a Q. 11. art. ult. num. 36.

probation générale ne suffit pas ; il en faut une qui soit particulière , & dans laquelle il soit fait une mention expresse du pouvoir que l'Evêque donne de les confesser. Toute autre approbation est à leur égard une approbation étrangere , & qui ne les concerne point.

De Grands Prélats , pour ôter tout sujet de doute , ont déclaré expressement dans leurs Mandemens publiés à l'occasion du Jubilé , que nul Confesseur ne pouvoit entendre les confessions des Religieuses , même pour le Jubilé , à moins qu'il ne fût déjà approuvé pour les confessions des Religieuses. C'est ce que fit M. le Cardinal de Noailles dans son Mandement de 1702. pour la publication du Jubilé de l'Année sainte. ^b Dans les Jubilés suivans , son Eminence a fait constamment le même Règlement. Son illustre successeur dans l'Archevêché de Paris s'y est conformé dans son Mandement de 1745. ^c Nous avons consulté à ce sujet de sçavans Théologiens , qui nous ont répondu que dans la pratique il ne falloit point suivre d'autre sentiment , à moins que les Ordinaires ne jugeassent à propos de donner une plus grande étendue à la grace qu'accorde le saint Siege. Ce sentiment ne peut plus souffrir de difficulté , depuis que le grand Pape qui gouverne aujourd'hui l'Eglise , l'a autorisé dans la Bulle du Jubilé de l'Année sainte , du 25. Septembre 1750. où il ne permet *aux Religieuses & à leurs Novices de se choisir pour entendre leurs confessions que les Prêtres approuvés par l'Ordinaire du lieu dans lequel est situé leur Monastère pour entendre les confessions des Religieuses.*

Les Religieuses ont néanmoins dans le tems du Jubilé un privilège particulier , c'est qu'elles peuvent , indépendamment de la permission de leurs Supérieurs , choisir un Confesseur différent de celui :

^b Art. 27.
^c N'entendons néanmoins que les Religieuses puissent le con- fesser à d'autres Prêtres approuvés , qu'à ceux qui le sont pour les Religieuses , art. II.

qui l'est de la Maison, pourvu qu'il soit approuvé pour entendre les confessions des Religieuses; & leurs Supérieurs ne peuvent leur refuser cette liberté, que le Pape & les Evêques leur accordent.

Un second privilège accordé aux Religieuses dans le tems du Jubilé; c'est que le Confesseur qu'elles ont choisi, peut les absoudre de toutes les censures qu'elles ont encourues, & de tous les péchés qu'elles ont commis.

Ce que nous venons de dire des Religieuses concerne les Novices, ^d comme celles qui ont fait profession. Une Novice est véritablement Religieuse, quoiqu'elle puisse cesser de l'être.

ARTICLE SECOND.

Tous les Prêtres approuvés peuvent-ils, dans le tems du Jubilé, absoudre des péchés dont l'absolution est de Droit réservée au Pape & aux Evêques?

Un des principaux avantages du Jubilé, c'est le privilège que le Pape accorde aux Fidèles, de se faire absoudre par tout Prêtre approuvé de l'Ordinaire, de toutes sortes de péchés, quelques énormes qu'ils puissent être, & quoique d'ailleurs ils soient réservés aux Supérieurs réguliers aux Evêques, ou au saint Siège. Ce privilège est clairement énoncé dans les Bulles du Jubilé. ^e

^d Gilbert, Consult. Can. sur la Pénitence, t. 4. Consult. 9.

^e Licentiam concedimus... ut sibi...eligere possint quemcumque presbyterum confessarium... ex approbatis... qui eos ab excommunicationis, suspensionis, & aliis Ecclesiasticis sententiis ac censuris, à jure vel ab homine, quavis causâ latis....nec non ab omnibus peccatis, etiam locorum Ordinariis, sive nobis &

Sedi Apostolicæ, etiam in litteris de Cœnæ legi solitis, contentis, & alias per quascumque nostras, aut Romanorum Pontificum Prædecessorum nostrorum Constitutiones, quarum tenores præsentibus haberi volumus proexpressis, quomodocumque reservatis, in foro conscientiæ, & hac vice tantum absolvere, possit. Bull. Jubil.

Les Mandemens des Evêques y sont entièrement conformes. Mais comme le pouvoir accordé aux Confesseurs, quoiqu'il semble ne venir que du souverain Pontife, n'est pas néanmoins indépendant de l'autorité de l'Evêque diocésain, il y peut mettre quelquefois des limitations, & ne pas le communiquer à tous les Confesseurs dans la même étendue. Et ce n'est point là s'écarter des intentions du souverain Pontife, qui ne prétend accorder les pouvoirs du Jubilé qu'à ceux qui sont approuvés de l'Ordinaire, & seulement selon qu'ils en sont approuvés.

Ces pouvoirs ne concernent pas seulement les péchés, dans lesquels on est tombé avant l'ouverture du Jubilé, mais encore ceux qu'on a commis depuis, & dans le tems marqué pour le gagner; car quoique le pardon qu'on accorde à un pécheur, ne puisse avoir pour objet que des fautes passées, le pouvoir qu'on donne d'absoudre, s'étend jusqu'aux fautes, qui n'ont pas encore été commises, & on peut l'exercer en faveur de ceux, qui ne s'en sont rendus coupables, que depuis que ce pouvoir a été accordé, pourvu qu'il subsiste encore.

Un pécheur qui est tombé dans un cas réservé, à l'approche du Jubilé, dans l'espérance de s'en faire plus facilement absoudre par son Confesseur ordinaire, sans être obligé de recourir au Supérieur, est sans doute très-condamnabile. Cette circonstance augmente de beaucoup la grandeur de son crime, il doit la déclarer; elle le rend même en quelque sorte indigne de la grace que le Pape accorde. Néanmoins, comme cette grace est universelle & sans restrictions, qu'elle s'étend à toutes sortes de péché, quelques énormes qu'ils puissent être, si ce pécheur se trouve dans de bonnes dispositions, & paroît sincèrement converti, il peut jouir comme les autres, du privilège qui est attaché au tems du Jubilé. ^f Eugene IV. avoit fait une disposition toute contrai-

re dans une Bulle qu'il avoit publiée, s'pour accorder des Indulgences à ceux qui contribueroient à la réunion de l'Eglise Grecque avec l'Eglise Latine. *Ne, quod absit, per hujusmodi reddantur procliviores ad illicita in posterum committenda: volumus, quod si ex confidentia remissionis hujusmodi aliqua forte committerent, quoad illa dicta, remissio nullatenus suffragetur.* Cette exception étoit sans doute très-équitable; mais comme elle n'est pas de Droit, & qu'on ne la voit plus dans les Bulles des Papes, qui ont cru devoir user d'une plus grande indulgence en faveur de ces Pécheurs qu'ils supposent vraiment convertis, on peut faire usage en leur faveur, des pouvoirs accordés dans le tems du Jubilé.

A R T I C L E T R O I S I E M E.

Tous les Prêtres approuvés peuvent-ils absoudre de toutes sortes de Censures, dans le tems du Jubilé?

Le pouvoir des Confesseurs au sujet des censures, est très-étendu dans le tems du Jubilé. Il comprend toute espece de censures, excommunication, suspension & interdit de quelque maniere qu'elles aient été portées par le Droit, ou par une Sentence juridique; avec cette limitation néanmoins, que les Confesseurs, suivant la Discipline établie dans la plupart des Bulles publiées depuis Innocent XIII. ne peuvent absoudre en vertu du Jubilé ceux qui ont été excommuniés, suspendus ou interdits par le saint Siège, par les Evêques ou par quelqu'autre Prélat, & qui ont été déclarés, ou publiquement dénoncés, avoir encouru ces censures, quand même leur nom n'auroit pas été spécialement exprimé, à moins que dans le terme du tems du Jubilé, ils n'aient satisfait ou qu'ils ne se soient accordés avec les parties intéressées. Surquoi il faut remarquer que les Papes

ne se sont pas toujours expliqués d'une manière uniforme, au sujet de ceux qui sont liés de quelque censure ecclésiastique. Ils se contentoient autrefois de déclarer, que ceux qui avoient été excommuniés, suspens ou interdits, & dénoncés publiquement, avoir encouru ces censures, ne pouvoient profiter de la grace du Jubilé, à moins que dans l'espace des deux semaines marquées pour le gagner, ils n'eussent satisfait à leurs parties, ou ne se fussent accordées avec elles. A s'en tenir à la lettre de ces Bulles, ^h les Confesseurs pouvoient absoudre tous ceux qui étoient excommuniés, suspens, ou interdits, pourvu qu'ils n'eussent point été nommément dénoncés. Mais Innocent XIII. jugea à propos de diminuer l'étendue du pouvoir, que ses Prédécesseurs avoient coutume d'accorder aux Confesseurs dans le tems des Jubilés, & leur défendit dans sa Bulle d'absoudre ceux qui avoient été déclarés excommuniés, suspens ou interdits par le Pape & par le saint Siège Apostolique, ou par quelqu'autre Prélat ou Juge ecclésiastique, quoiqu'ils n'eussent point été déclarés nommément avoir encouru ces censures. ⁱ Ce Pape ne permit de les absoudre, qu'après qu'ils auroient rempli la condition marquée dans les Bulles.

Benoît XIII. & Clément XII. ont cru devoir prendre les mêmes précautions, & exclure les mêmes personnes de la grace du Jubilé. Benoît XIV. avoit fait la même chose dans le Jubilé qu'il avoit accordé à l'occasion de son élévation au souverain Pontificat, & dans un second qu'il publia en 1744. pour l'Italie, & qu'il étendit à la France en 1745. Mais comme l'Année sainte est un tems de grace & d'indulgence, & d'une indulgence plus étendue que ne sont les Jubilés extraordinaires, ce grand Pape dans celui de l'Année sainte 1750. en est revenu à l'ancienne Discipline, & il n'exige, pour gagner le Jubilé, qu'on satisfasse ou qu'on s'accorde avec les par-

^h Instruction de M. Poncet | ⁱ Au même endroit.
sur le Jubilé de 1722. p. 16. |

ries intéressées , que lorsqu'on a été nommément excommunié , suspens ou interdit par le saint Siège , ou par quelque Prélat ou Juge ecclésiastique , ou qu'on a été condamné par d'autres Sentences , qu'on a été déclaré avoir encouru d'autres censures , ou qu'on a été publiquement dénoncé. C'est pourquoi , suivant que la grace du Jubilé est plus ou moins étendue , ceux qui ont été excommuniés nommément , ou même qui ne l'ont été que d'une manière générale , pour n'avoir pas , par exemple , obéi à un Monitoire , ne peuvent profiter du Jubilé , à moins que dans le tems marqué , ils ne réparent par une satisfaction convenable , la faute qu'ils ont commise. Un Confesseur ne peut donc se contenter à leur égard d'une simple promesse de satisfaire. ^k Les Papes exigent une satisfaction actuelle & réelle ; & ce n'est point seulement un avis qu'ils donnent aux Confesseurs , c'est une règle qu'ils leur prescrivent , & une condition essentielle , à laquelle sont attachés les pouvoirs qu'ils leur accordent.

La Partie à qui il faut satisfaire , c'est la personne à qui on a fait tort , dans ses biens , dans son honneur , ou dans sa réputation. Si le pénitent ne pouvoit actuellement remplir cette obligation , & que son impuissance fût perpétuelle & sans ressource , les Docteurs enseignent communément que le Confesseur pourroit passer outre & l'absoudre. ^l La raison qu'on en peut donner , c'est que le Pape dans sa Bulle n'impose pas une nouvelle obligation , différente de celle qu'on avoit contractée en faisant tort au prochain ; il n'en fait que presser & assurer l'accomplissement , dans les cas où l'on n'en est point légitimement dispensé. Or il n'y a point de titre de dispense plus légitime , que l'impuissance réelle & perpétuelle. Si elle n'est que passagère , il faut que le pénitent prenne des mesures pour assu-

^b Instruction de M. l'Archevêque de Paris sur le Jubilé ; ^l Viva , de Jubil. q. 104. art. 2.
en 1745. p. 16.

rer cette satisfaction , d'une maniere que la partie offensée ne puisse légitimement refuser , ou qu'il en obtienne un délai , ou qu'il s'accorde avec elle.

Les Canons ordonnent , que lorsque le pénitent ne peut satisfaire sur le champ , on exige de lui une caution , ou un serment de le faire le plutôt qu'il pourra ; mais d'habiles Théologiens ^m croient , que ces formalités ne regardent que le for extérieur : & en effet , un serment prêté aux pieds d'un Confesseur , n'assureroit pas beaucoup le payement d'une dette. Si cependant le Confesseur jugeoit qu'une caution fût nécessaire , pour assurer la réparation de l'injustice qui a été faite au prochain , le pénitent seroit obligé d'en fournir une suffisante , & le Confesseur ne pourroit se dispenser de l'exiger. Le P. Viva estime même , que généralement parlant , il est plus conforme à l'esprit des Canons , de tenir cette conduite. ⁿ

Quoi qu'il en soit , quand même le Confesseur croiroit devoir se relâcher à cet égard , l'absolution qu'il donneroit ne feroit tort à personne , puisqu'elle n'a de force que pour le for intérieur , & qu'elle n'empêche point que celui qui a souffert quelque dommage , soit dans ses biens , soit dans sa réputation , ne puisse poursuivre son droit en justice ; & le Juge prononceroit contre le coupable , de la même maniere que s'il étoit encore lié de la censure qu'il avoit encourue.

Si le pénitent avoit oublié de s'accuser d'un péché , & de déclarer la censure qu'il a encourue pour l'avoir commis , & dont il n'a pû être absous qu'après une satisfaction légitime , & que cet oubli fût criminel , l'absolution seroit nulle & ne serviroit de rien : si l'oubli ne l'étoit pas , les Théologiens ne décident pas ce cas d'une maniere uniforme. Quelques-uns estiment que l'absolution est nulle , parce que le Confesseur n'a droit de la donner qu'à ceux.

^m Suarez de Cens. disput. 7. § 10. art. 2. n. l. 5.
ⁿ sect. 10. n. 4. Viva de Jubil. q. 1. n. Ibid. art. 6.

qui ont satisfait , ou au moins pris des mesures pour le faire. Le Pere Dominique Viva , Jésuite , prend un sentiment mitoyen , & croit que l'absolution est valide lorsque le pécheur n'a point par sa faute différé de satisfaire jusqu'au tems du Jubilé.

Remettre entre les mains d'une personne sûre la somme qu'on doit au prochain afin qu'elle lui soit rendue , c'est véritablement satisfaire.

Comme le pouvoir d'absoudre des cas & des censures réservées , n'est donné à l'occasion du Jubilé que pour mettre les Fidèles en état de le gagner , les Confesseurs ne peuvent en absoudre qu'au for de la conscience & au Tribunal de la Pénitence seulement : cela est marqué expressément dans les Bulles.

Le Pape n'a point coutume d'accorder le pouvoir de dispenser d'aucune irrégularité publique ou occulte , même au for de la conscience , parce que l'irrégularité n'est pas un obstacle à la remission des péchés & à la grace sanctifiante , & qu'elle n'empêche point qu'on ne puisse gagner les Indulgences.

ARTICLE QUATRIEME.

Un Prêtre approuvé peut il , dans le tems du Jubilé , absoudre les pénitens étrangers des cas & des censures réservées dans leur Diocèse ?

La réponse à cette Question n'est pas difficile ; car puisque , comme nous l'avons dit , un Confesseur qui n'est approuvé que par son Evêque , peut suivant l'usage présent , entendre les confessions des pénitens étrangers qui s'adressent à lui , & les absoudre des cas réservés dans leur Diocèse , ce même Confesseur , au tems du Jubilé , ayant les pouvoirs du Pape & de son Evêque , peut à plus forte raison les entendre & les absoudre comme les personnes du Diocèse où il confesse. Il faut seulement , pour le mettre en droit de le faire , que ces étrangers ne viennent point se confesser exprès dans un autre Diocèse , pour se soustraire à la Jurisdiction de leur Prélat ; car l'intention

du Pape n'est point d'autoriser les confessions frauduleuses, de troubler l'ordre établi dans l'Eglise, & de déroger aux droits des Ordinaires.

Il est encore du devoir du Confesseur de demander aux étrangers, s'ils veulent & s'ils peuvent gagner le Jubilé; car s'ils n'avoient pas ce dessein, ou s'ils ne pouvoient pas profiter de la grace du Jubilé, soit parce qu'ils l'ont déjà gagné ailleurs, soit parce que leur séjour dans le Diocèse sera trop court, pour leur permettre d'accomplir ce qui est ordonné par la Bulle, alors un Confesseur qui n'auroit que les pouvoirs extraordinaires, accordés en faveur de ceux qui gagnent le Jubilé, ne pourroit les absoudre des cas réservés au Saint Siège ou aux Evêques.

Ceux qui n'ont point encore gagné le Jubilé dans le lieu de leur domicile, peuvent aller dans un autre où il est assigné dans l'intention d'en profiter. Ce n'est point-là décliner la Jurisdiction des Pasteurs ordinaires, mais tâcher d'avoir quelque part au Trésor des graces que l'Eglise ouvre en faveur de tous les Chrétiens.

Il faut mettre une exception à ce que nous avons dit dans cette Question, que tous les Prêtres approuvés peuvent, en vertu du Jubilé, absoudre de toutes sortes de censures & de péchés. Cette exception qui est très-importante, se trouve à la fin de la feuille des cas réservés dans ce Diocèse. Nous la mettrons ici dans les mêmes termes dont elle y est exprimée : *Sciant (Confessarii) 4. cuilibet Confessario omnem adimi facultatem absolvendi à crimine concubitûs, vel alicujus tactûs impudici illum, vel illam cum quo, vel cum qua istud crimen admisit, quamcumque ille Confessarius generalem aut specialem facultatem obtinuerit, etiam tempore Jubilæi.* Le Pape Benoît XIV. pour prévenir toutes les difficultés, ou établir sur ce point une Discipline commune & générale, a publié en 1741. une Bulle, o où il décide que les Bulles du Jubilé ne donnent à aucun Confesseur le

pouvoir d'absoudre son complice d'aucun péché déshonnête contre le sixième Commandement, ni au complice la permission de choisir un tel Confesseur pour gagner le Jubilé.

I I. Q U E S T I O N.

Peut-on en vertu de la Bulle du Jubilé, après l'avoir déjà gagné dans la première semaine se faire absoudre d'un péché réservé, dans lequel on est tombé dans la seconde semaine?

LES Théologiens sont très-partagés sur cette Question, & Pontas la juge digne d'être proposée au saint Siège. La difficulté se réduit principalement à sçavoir, 1°. si on peut gagner deux fois un seul & même Jubilé, en réitérant les œuvres de piété prescrites par la Bulle, & qu'on avoit déjà accomplies dans la première semaine. 2°. Si l'on ne peut pas du moins, après avoir gagné l'Indulgence du Jubilé, quand même on ne pourroit la gagner qu'une fois, se faire absoudre une seconde fois, en vertu de la Bulle, des cas réservés, dans lesquels on est tombé.

A R T I C L E P R E M I E R.

Peut-on gagner plus d'une fois l'Indulgence d'un seul & même Jubilé?

Comme c'est dans les Bulles du Jubilé que les privilèges que les Papes y accordent aux Fidèles sont énoncés; pour connoître si on peut gagner plus d'une fois l'Indulgence d'un seul & même Jubilé, il faut consulter les dispositions de ces Bulles, & en entendre les paroles dans le sens qu'elles présentent naturellement à l'esprit. Or il n'y a rien dans les

Bulles qui donne lieu de penser qu'on puisse gagner deux fois l'Indulgence du Jubilé. Les Papes y marquent qu'ils accordent aux Fidèles l'Indulgence Plénier, & la rémission de tous leurs péchés. Ces termes pris dans leur signification naturelle, n'annoncent qu'une seule Indulgence. L'a-t-on une fois gagnée par l'accomplissement des œuvres de piété prescrites, on a profité dans toute son étendue de la grace accordée par le souverain Pontife.

Les Papes & les Evêques à la vérité, dans les Jubilé différéns de celui de l'Année sainte, fixent deux semaines, dans chacune desquelles on peut faire les bonnes œuvres nécessaires pour gagner le Jubilé. Mais ils ne veulent pas par-là faire entendre, qu'on peut le gagner deux fois en réitérant dans la seconde semaine, ce qu'on a déjà fait dans la première; car il faut bien remarquer que les souverains Pontifes ne disent pas qu'on peut gagner l'Indulgence dans la première & la seconde semaine, mais dans la première & la seconde, *Primâ vel sequenti septimanâ*, pour faire connoître que les Fidèles ont la liberté de choisir l'une des deux semaines pour le gagner, mais qu'ils ne peuvent profiter de cette grace que dans l'une ou l'autre seulement & conséquemment une seule fois; & s'ils donnent pour cela deux semaines différentes, ce n'est qu'afin que les Citoyens d'une grande Ville puissent plus aisément s'approcher du Sacrement de Pénitence, & faire les autres choses prescrites par les Bulles du Jubilé, & que les Ministres de l'Eglise ne soient pas surchargés.

En effet, on ne peut gagner qu'une fois dans un certain espace de tems une Indulgence qui y est attachée; par exemple, on ne peut gagner qu'une fois dans un jour, celle qui y est fixée. Le Pape Innocent XI. l'a décidé. ^a L'Indulgence du Jubilé est ren-

^a Sacra Congregatio declarat... semel duntaxat in die plenariam Indulgentiam. in certos dies Ecclesiam visitan-

tibus concessam, vel aliud pium opus peragentibus, lucriferi. Decret. Sac. Congreg. Indulgentiis... præpositæ. 7. Mart.

fermée dans l'intervalle de deux semaines , comme les Indulgences ordinaires sont renfermées dans l'intervalle du tems qui s'écoule depuis les premières Vêpres des Fêtes jusqu'au Soleil couché du jour suivant. Et si on ne peut gagner les Indulgences plénières ordinaires qu'une fois chaque année, aux jours de Fêtes auxquels elles sont attachées, on ne peut donc également gagner qu'une fois l'Indulgence du Jubilé , dans le tems marqué pour profiter de cette grace. Et c'est en effet ce qu'ont décidé Clément VIII. & la sacrée Congrégation , comme l'atteste un sçavant Théologien ,^b qui écrivoit à Rome dans l'année même que la Déclaration de la sacrée Congrégation fut publiée. On ne peut recuser son témoignage , il en parle en personne bien instruite , & il n'auroit osé en imposer sur un fait de cette nature.

On peut encore tirer une nouvelle preuve de la vérité que nous soutenons des Bulles que les Papes publient pour le Jubilé de l'Année sainte ; car si on pouvoit gagner plus d'une fois le même Jubilé , ce seroit sans doute celui-ci qui est le plus célèbre , & qui dure beaucoup plus long-tems que les autres.

Cependant on ne le peut ordinairement gagner qu'une fois ; & s'il est quelques personnes qui aient l'avantage de le gagner deux fois , c'est une grace particulière , & que le Pape ne fait pas à tout le monde. Il l'accorde à ceux qui sont venus à Rome , & qui l'y ont déjà gagné , comme pour les dédommager par cette nouvelle faveur , des fatigues d'un si long voyage , & les récompenser de la dévotion qui le leur a fait entreprendre. Il l'accorde encore à ceux qui étant à Rome , auroient la dévotion de faire une seconde fois les choses prescrites par la Bulle ; soit pour s'appliquer à eux-mêmes l'Indulgence , soit pour

1678. *Approbat. ab Innoc. XI.*

*b. Adverto hoc mense Maio
an. 1620. declarasse Sacram
Congregationem , tantum se-
mel acquiri Indulgentiam per*

*Jubilæum , & semel tantum à
Casibus absolvi quemquam
posse. Filliucius, t. I. tract. 8.
cap. 10. q. 7. & 15.*

l'appliquer aux ames qui souffrent dans le Purgatoire. ^c

Ce privilège particulier accordé expressement aux Citoyens de Rome, & à ceux qui y ont gagné le Jubilé est une preuve convaincante, qu'ordinairement on ne peut le gagner qu'une fois. Sans cela le Pape ne leur accorderoit point une grace particulière, puisque tout le monde pourroit jouir du même avantage, autant de fois qu'il jugeroit à propos de réitérer dans le tems marqué, ce qui est ordonné par le Bulles du Jubilé.

ARTICLE SECOND.

Peut-on, après avoir gagné l'Indulgence du Jubilé, être absous une seconde fois des péchés réservés dans lesquels on est retombé ?

Ce n'est point ici précisément une nouvelle Question, ce n'est qu'une conséquence de la premiere ; car si on ne peut gagner qu'une fois le même Jubilé, il en faut conclure qu'on ne peut, après l'avoir gagné dans la premiere semaine, être absous dans la seconde des péchés réservés dans lesquels on a eu le malheur de retomber. Ce raisonnement est de M. Poncet dans son Instruction sur le Jubilé. ^d Un Confesseur qui n'a que les pouvoirs ordinaires, dit ce sçavant Prélat, ne peut pas absoudre une seconde fois des censures & des cas réservés, un pénitent qui a déjà gagné le Jubilé dans une partie du tems assigné par l'Ordinaire, & qui, après l'avoir gagné, est tombé dans un cas réservé, parce que les pouvoirs extraordinaires ne sont accordés par les Papes, que pour gagner le Jubilé, & on ne le peut gagner qu'une fois.

Ce que dit M. Poncet, que les pouvoirs extraordinaires ne sont accordés par les Papes que pour gagner le Jubilé, est clairement marqué dans les Bul-

^c V. La Bulle du Jubilé de | noît XIII.
l'année 1725. accordé par Be- | d Pag. II. Instruét. de 1727.
Cas Réservés. N

les ; car il y est dit expressement que le pouvoir d'absoudre n'est accordé que pour cette fois seulement , & pour rendre le pénitent capable de recevoir l'effet du Jubilé , *pro hac vice tantum, & ad effectum*. L'effet du Jubilé est l'Indulgence plénier. Dès qu'on l'a gagnée , le pouvoir extraordinaire d'absoudre des cas réservés , qui n'avoit été donnée que pour y disposer , finit par cela seul , & ne peut plus s'exercer sur la même personne. La déclaration de la sacrée Congrégation , que nous avons déjà citée d'après Filliucius , y est précise. Ce sentiment est aussi enseigné dans le Mandement de M. Desmarets Evêque de saint Malo , sur les cas réservés. ^e

Quand même on n'eût point profité du privilège de se faire absoudre des péchés réservés que le Pape accorde en faveur du Jubilé , parce qu'on ne se trouvoit occupable d'aucune faute réservée dans le tems qu'on s'est confessé , on ne pourroit néanmoins après l'avoir déjà gagné dans la première semaine , être absous dans la seconde , d'un péché réservé qu'on n'auroit commis que depuis. Ces pouvoirs ne sont accordés qu'en vûe de l'Indulgence , & pour disposer à la gagner. On ne peut donc plus en faire usage en faveur de ceux qui l'ont déjà gagnée.

Mais si on n'avoit pas encore entièrement accompli les choses prescrites par les Bulles des Papes pour gagner l'Indulgence , quoique dans une première confession on eût déjà été absous des cas réservés , on pourroit cependant en être encore absous dans une seconde , si on avoit eu le malheur d'y retomber ; parce que le privilège de se faire absoudre des cas réservés , est accordé aux Fidèles par le Pape en vûe de l'Indulgence , & autant qu'il leur est nécessaire pour la gagner. Or ils n'en peuvent profiter , à moins qu'ils ne soient en état de grace , au moins dans le

e Si quis post emissam confessionem absolutionem acceptam , completaque omnia ad consequendam Jubilæi indulgentiam requisita , in casum

aliquem reservatum incidat, ab eo hunc confessario non posse absolvi intendimus , qui pro reservatis à nobis non sic aliundè approbatus. n. 8.

tems qu'ils accomplissent la dernière des œuvres de piété, par laquelle ils terminent toutes les autres. Si donc ils ont eu le malheur de retomber dans le péché après leur première confession, comme ils ne doivent point se rassurer sur un Acte de contrition souvent assez équivoque, il est nécessaire qu'ils fassent une seconde confession, dans laquelle leur Confesseur pourra les absoudre, en vertu des pouvoirs extraordinaires du Jubilé. Ces pouvoirs n'ayant point produit à leur égard tout l'effet, pour lequel ils ont été donnés, on en peut faire usage en leur faveur, tandis que le tems du Jubilé dure encore.

III. Q U E S T I O N.

Ceux qui se confessent dans une semaine, dans laquelle ils n'ont pas dessein de gagner le Jubilé, peuvent-ils, en vertu de la Bulle, être absous dans cette confession des cas réservés ?

Cette Question ne concerne point le Jubilé de l'Année sainte. Le Pape & les Evêques n'exigent point qu'on fasse de suite & dans la même semaine les bonnes œuvres qu'ils prescrivent pour le gagner. Les Bulles y sont précises au sujet des Stations qu'elles ordonnent, & qui doivent se faire pendant quinze jours. Il n'est pas nécessaire, ainsi qu'il y est expressément marqué, que ce soient quinze jours consécutifs; l'interruption qu'on y mettroit n'est point un obstacle à la grace du Jubilé, pourvu qu'on les fasse dans l'espace fixé par la Bulle du Pape & l'Ordonnance de l'Evêque.

Il paroît évident qu'on peut faire à l'égard de la confession la même chose, & la remettre au tems qu'on trouvera le plus commode, soit avant, soit du-

rant le cours , soit même après les Stations , comme l'a déclaré M. Poncet , dans son Mandement , pour la publication du Jubilé de l'Année sainte , accordé par Benoît XIII.

Il ne peut y avoir de difficulté qu'à l'égard des Jubilés extraordinaires , qui durent ordinairement deux semaines. Faut-il nécessairement faire dans l'une de ces deux semaines , toutes les actions ordonnées par les Bulles ? Peut-on les partager & en faire une partie dans la première , & remettre le reste à la seconde ? Layman prétend ^a que les Fidèles ont cette liberté ; qu'il est même d'usage dans plusieurs Eglises , de se confesser le Samedi ou le Vendredi qui précède la seconde semaine , dans laquelle on veut gagner le Jubilé.

Cette Question est aujourd'hui fixée par les Ordonnances que les Evêques publient au sujet du Jubilé , & dans lesquelles ils marquent en détail ce qu'il faut faire pour le gagner. Ils y déclarent que pour *gagner le Jubilé , on est obligé de faire cinq choses , & de les faire toutes dans le cours de la même semaine : 1°. Se confesser. 2°. Faire quelque aumône. 3°. Jeûner le Mercredi , le Vendredi & le Samedi. 4°. Visiter au moins une fois une des Eglises désignées , & y prier pour les motifs contenus dans la Bulle. 5°. Recevoir la sainte Communion.* ^b

Les Bulles des Papes l'insinuent assez clairement , & puisqu'après y avoir ordonné la visite de certaines Eglises , & de jeûner le Mercredi , le Vendredi & le Samedi de l'une des deux semaines , ils ajoutent ,

^a L. 5. Tract. 7. c. 8. n. 6. & 10.

^b Mandement de M. l'Archevêque de Paris, 1745. conforme à ceux de M. du Harlai en 1600. de Noailles 1702. & de MM. le Pelletier , Poncet , & de Vaugirauld , Evêques d'Angers.

^c Qui intra spatium duarum

hebdomadarum, quartâ ac sextâ feriâ ac Sabbato alterius ex hebdomadis hujusmodi jejuna-verint , pariterque peccata sua confessi , ac in die Dominica proximè sequenti , vel alia die intra eandem hebdomadam , sanctissimâ Communione re-secuti fuerint , &c. Bull. Jubil.

qu'on doit communier l'un des jours de la même semaine.

On ne voit point qu'on puisse mettre en ce point de différence par rapport à la confession. Et en effet, les Papes, en exigeant que la communion se fasse dans la même semaine, qu'on fait les jeûnes & les stations, font par-là assez connoître que leur intention n'est pas qu'on fasse une partie des choses qu'ils prescrivent dans la première semaine, & qu'on réserve les autres pour la seconde. On ne croit pas du moins qu'on puisse donner une autre bonne raison de ce qu'ils ordonnent au sujet de la Communion.

IV. QUESTION.

Un Pénitent, qui n'a pas accompli toutes les choses prescrites dans la Bulle du Jubilé, est-il obligé de recourir au Supérieur, pour recevoir une seconde fois l'absolution des cas réservés dont il avoit été absous en vertu de la Bulle ? Un Confesseur, qui dans le tems du Jubilé a différé l'absolution à son Pénitent, a-t-il droit de l'absoudre des cas réservés, lorsque le Pénitent n'acheve sa confession, qu'après que le tems du Jubilé est expiré ?

Nous sommes obligés de renfermer sous ce seul titre deux Questions qui n'ont qu'un rapport fort éloigné, afin de pouvoir ici achever tout ce qui nous reste à dire au sujet du Jubilé.

ARTICLE PREMIER.

Un Pénitent qui n'a pas accompli toutes les choses prescrites dans la Bulle pour gagner le Jubilé, est-il obligé de recourir au Supérieur pour recevoir une seconde fois l'absolution des cas réservés dont il avoit été absous en vertu de la Bulle du Jubilé ?

1^o. Il est certain que ceux qui manquent d'accomplir quelqu'une des choses prescrites par les Bulles du Jubilé, ne gagnent point l'Indulgence : ^a le Pape ne l'accorde qu'à ceux qui les font toutes. Les Théologiens ne reconnoissent point ici de légèreté de matière. L'impuissance n'est pas même un titre pour s'en dispenser ; mais elle est un juste motif au Confesseur, de changer celles que le pénitent ne peut faire dans d'autres actions de piété, proportionnées à son état, & qui soient équivalentes, s'il est possible, à celles dont on le dispense. Les Papes donnent dans leurs Bulles aux Confesseurs le pouvoir de faire ce changement, & c'est une preuve bien sensible, que pour gagner l'Indulgence, il faut tout accomplir avec la dernière exactitude.

Quoique la confession ne soit pas nécessaire pour obtenir le pardon des péchés véniels, cependant ceux qui ne sont coupables que de fautes vénielles, doivent se confesser, s'ils veulent gagner le Jubilé, parce que les Bulles des Papes prescrivent la confession à tout le monde sans distinction, & de la même manière que les autres bonnes œuvres.

Quelques Théologiens sont d'un sentiment différent, mais celui que nous soutenons est certainement le plus sûr, & même le plus probable, puisqu'on ne trouve rien dans les Bulles, qui autorise à restreindre l'obligation de la confession à ceux qui sont en

<p>^a Cum indulgentia datur sub conditione, quod aliquis aliquid faciat vel det, si illud</p>	<p>non exerceat, indulgentiam non consequi ur. S. Th. in Suppl. 3. q. 27. art. 3.</p>
---	---

péché mortel : c'est conséquemment le seul qu'on doit suivre dans la pratique. ^b

Ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de vingt-un an , ne sont pas obligés , suivant la Discipline présente , aux jeûnes de l'Eglise. Ils ne peuvent cependant gagner le Jubilé , s'ils ne jeûnent aux jours marqués ; c'est une condition nécessaire pour profiter de cette grace , à moins que leur Confesseur ne les en dispense , en changeant le jeûne qu'ils ne peuvent faire , dans quelqu'autre action de piété plus à leur portée. Ce changement doit se faire ordinairement avant le Mercredi , parce que c'est de ce jour que les jeûnes doivent commencer.

Un Théologien ^c qui a donné un Traité particulier des Indulgences & du Jubilé , prétend que les enfans qu'on juge capables de recevoir le Sacrement de Pénitence , mais qu'on n'a pas cru devoir admettre à la Communion , ne peuvent gagner le Jubilé , s'ils ne communient pas , par la raison que les Papes n'accordent l'Indulgence qu'à ceux qui se confessent & qui communient. Cependant , comme c'est à tous les Fidèles sans exception , que le Jubilé est accordé , *Omnibus & singulis Christi fidelibus* , & qu'ils ordonnent aux Confesseurs d'assigner un autre tems , ou d'autres œuvres , à ceux qui ont des empêchemens légitimes , tel que paroît être celui de l'âge , nous croyons ^d qu'on ne doit pas exclure ces enfans de l'Indulgence , & qu'on peut , en leur faveur , commuer la sainte Communion , qu'ils ne peuvent faire , dans une autre pratique de piété convenable à leur âge & à leurs dispositions , ou leur remettre le Jubilé au tems qu'ils feront leur première communion , si ce tems n'est pas éloigné. Ce que nous n'osions avancer dans la première édition de ces Conférences que comme un sentiment controversé , ne peut plus être

^b Instruction de M. de Charancy , Evêque de Montpellier , sur le Jubilé de 1745. art. 7. pag. 59.

Marie , sect. 11. chap. 6. art. 5.

^d Instruction de M. l'Evêque de Montpellier , sur le Jubilé de 1745. pag. 60.

^c Le P. Honoré de Sainte

contesté depuis que Benoît XIV. dans le dernier Jubilé de l'Année sainte a permis aux Ordinaires de dispenser de la Communion, soit par eux-mêmes immédiatement, soit par le ministère des Confesseurs, les enfans qui n'ont point encore communiqué.

2°. Quoique les Fidèles ne gagnent l'Indulgence, qu'en accomplissant la dernière des actions de piété prescrites par les Bulles, on peut cependant, avant qu'ils les aient toutes accomplies, faire usage en leur faveur des privilèges du Jubilé, les confesser & les absoudre, lorsqu'ils se présentent au Tribunal de la Pénitence, en vûe du Jubilé & dans le dessein de le gagner, & conséquemment d'accomplir tout ce qui est ordonné dans les Bulles des Papes; car cette intention est absolument nécessaire, les pouvoirs extraordinaires du Jubilé n'étant accordés que pour disposer à le gagner, & en faveur de ceux qui veulent profiter de cette grace. C'est un point qui n'est pas contesté & marqué clairement dans les Bulles.

Mais s'il est permis de confesser & d'absoudre un pénitent coupable de péchés réservés, quoiqu'il n'ait encore rien fait des autres choses ordonnées par les Bulles du Jubilé, pourvû qu'il ait dessein de les accomplir & de le gagner, il en faut conclure, que ceux qui ont été ainsi absous des cas réservés, ne sont point dans l'obligation de s'adresser aux Supérieurs, pour s'en confesser une seconde fois, quoique par leur faute ils aient manqué de faire quelque une des choses prescrites pour gagner l'Indulgence. Il n'y a aucune Loi divine ni humaine qui les oblige de se présenter au Supérieur, pour lui déclarer les péchés réservés, dont ils étoient coupables. On ne peut pas dire que l'absolution qu'ils ont reçue, n'a pas été valide, puisqu'elle a été donnée par un Prêtre qui en avoit le pouvoir, & à des personnes qu'on suppose avoir été alors dans toutes les dispositions nécessaires pour la mériter. L'absolution du Prêtre a toujours son effet, au moment même qu'il la donne. Tout ce qu'il doit alors exiger du pénitent, & ce qu'il a droit d'en demander, c'est que ce pénitent soit dans le

d'essoin d'accomplir tout ce qui est prescrit , pour gagner l'Indulgence du Jubilé. Mais il ne peut la donner sous la condition qu'il l'accomplira effectivement , en sorte que l'absolution devienne nulle s'il y manque : elle ne peut jamais se donner sous une condition qui regarde l'avenir. Ce que nous soutenons ici le Pape Benoît XIV. l'a solennellement décidé dans la Bulle du dernier Jubilé , dans laquelle il déclare nommément , que *si quelqu'un après avoir obtenu l'absolution des censures , la commutation des vœux , vient à changer la résolution sincère & sérieuse qu'il devoit avoir de gagner le Jubilé & par conséquent d'accomplir tout ce qui étoit nécessaire ; il veut néanmoins que les susdites absolutions , dispenses & commutations demeurent en leur vigueur.*

Le grand Pape que nous venons de citer , ajoute qu'il est bien difficile d'exempter de péché ceux qui manquent ainsi de faire quelque une des choses prescrites pour gagner le Jubilé , lorsqu'ils y manquent par leur faute. Il ne décide point de la nature du péché , & s'il est mortel ou s'il ne l'est pas , parce qu'il peut-être plus ou moins grand suivant les circonstances , & la qualité des choses qu'on néglige de faire.

Plusieurs Théologiens , de ceux même qui ne passent pas pour trop rigides , croient qu'en général le péché est grief. ^c La raison qu'ils en donnent , c'est que le Pape ne donne au Confesseur le pouvoir d'absoudre leurs pénitens des cas réservés , qu'en vûe du Jubilé , & pour les mettre en état de le gagner ; & ceux-ci en demandant l'absolution , se sont obligés tacitement à faire de leur côté tout ce qui est nécessaire , pour remplir les vûes du souverain Pontife. La matière étant importante , la transgression ne peut être légère , sur-tout si l'on omet une partie considérable des œuvres prescrites par les Bulles.

^c Le P. Viva les cite dans son Traité du Jubilé q. 11. art. 5.

ARTICLE SECOND.

Un confesseur qui dans le tems du Jubilé a différé l'absolution à son pénitent, a-t-il droit de l'absoudre des cas réservés, lorsque le tems du Jubilé est expiré ?

On n'a jamais douté, que les Confesseurs, non seulement ne pussent différer l'absolution à leurs pénitens dans le tems du Jubilé, mais encore qu'ils ne dussent le faire, lorsqu'ils ne les trouvent pas dans les dispositions nécessaires pour la recevoir. Les Ministres du Sacrement de Pénitence doivent observer dans le tems du Jubilé, comme dans tout autre, les regles que l'Eglise a prescrites pour l'administration de ce Sacrement; & ils ne peuvent certainement absoudre ceux qui sont dans des habitudes criminelles, ou qui ne veulent pas quitter une occasion prochaine de péché mortel. L'intention du souverain Pontife, en accordant les Indulgences, ne fut jamais de dispenser de l'observation de ces regles inviolables, & de favoriser par-là le relâchement.

Mais comme l'Eglise, en exigeant que les Confesseurs, dans l'usage de lier & délier qui leur est confié, suivent avec fidélité les regles qu'elle a établies, n'a en vûe que de procurer plus sûrement le salut de ses enfans; il n'y a pas d'apparence qu'elle veuille priver des Indulgences, qui sont pour le salut un secours si puissant, des pécheurs qui commencent à se reconnoître, & qui ont besoin de quelque délai pour assurer leur conversion.

On a donc droit de présumer, qu'en obligeant les Confesseurs à différer l'absolution à certaines personnes, elle permet en même tems de leur remettre le Jubilé, & les autres privilèges qui y sont attachés. Ce cas à la vérité n'est pas expressément marqué dans les Bulles des Papes; & c'est ce qui a fait balancer quelques Théologiens sur la décision qu'ils

en devoient donner. ^f Mais il paroît que le sentiment le plus favorable aux pénitens, est aussi le plus conforme aux dispositions ordinaires des Bulles; car elles portent, & que le Confesseur peut, en faveur des malades, des prisonniers, & de ceux qui ont quelque empêchement légitime, changer les œuvres qu'elles prescrivent, ou bien les remettre à un autre tems le plus proche qu'il se pourra. Le défaut des dispositions nécessaires pour recevoir l'absolution dans un pécheur, qui a néanmoins pris sincèrement la résolution de se convertir, est certainement un des empêchemens les plus légitimes; & le délai de cette absolution est dans un sens aussi favorable, que la détention d'un prisonnier, & l'absence d'un voyageur. Il est vrai que les Papes ne s'expliquent pas d'une manière si précise, en faveur de ceux qui avant que de recevoir l'absolution, ont besoin de quelque tems d'épreuve, qu'en faveur des prisonniers & des malades. Cependant comme les uns & les autres se trouvent également dans l'impossibilité de profiter de la grace du Jubilé, dans le tems marqué pour le gagner, on doit tous les comprendre dans la classe générale de ceux qui ont des empêchemens légitimes, qui ne leur permettent pas d'accomplir, dans le même tems que le commun des Fidèles, toutes les choses prescrites dans les Bulles.

Cet Article ne souffre aujourd'hui aucune difficulté. Les Evêques, dans les Mandemens ou les Instructions qu'ils publient à l'occasion des Jubilés, ^h ont coutume d'autoriser clairement le sentiment que nous soutenons. Ils y déclarent expressément, que les Con-

f L'auteur des Résolut. Pastorales du Diocèse de Geneve, t. 2. p. 4. tit. 3. Résol. sur le Jubilé, n. 7. p. 688.

g. Ut tam Laïcis quàm Ecclesiasticis aliquâ corporis infirmitate, seu alio quocumque impedimento detentis.... Confessarius.... in alia pietatis

opera commutare, aut in aliud proximum tempus prorogare possit, concedimus.

h Instruât. de M. le Cardinal de Noailles de 1701. p. 27. de Vintimille de 1745. p. 16. de M. l'Evêque d'Angers de 1745. pag. 51. de M. l'Evêque de Montpellier, pag. 71.

confesseurs peuvent différer le Jubilé, & conséquemment l'Indulgence & les autres privilèges qui l'accompagnent, à ceux à qui ils différeront l'absolution. Mais de crainte que les pécheurs n'abusent de la grace que l'Eglise accorde, M. l'Evêque d'Angers ajoute dans son Instruction au sujet du Jubilé de 1745. *que ce délai, qu'il permet d'accorder, ne peut servir qu'à ceux qui s'efforcent d'entrer dans de véritables sentimens de Pénitence, de s'amender & de recevoir au plutôt la grace du Jubilé & de l'absolution.* Ce délai ne peut donc servir aux pécheurs, qui loin de faire des efforts pour se corriger persévèrent volontairement après le tems du Jubilé, dans leurs mauvaises habitudes, & retombent dans leurs premiers crimes, dans l'espérance de s'en faire plus facilement absoudre, en considération du Jubilé, qu'ils n'ont pas encore gagné. Et un confesseur ne pourroit, en vertu des pouvoirs extraordinaires du Jubilé, les absoudre de péchés réservés, dans lesquels ils sont retombés depuis le tems fixé pour le gagner : *Nemo lucrum reportare debet ex malitia sua.*

Mais s'ils n'étoient retombés que par fragilité dans quelques fautes réservées le Confesseur pourroit-il les en absoudre, sans avoir recours au Supérieur ? Plusieurs Théologiensⁱ prétendent qu'il le pourroit. La raison qu'ils en donnent, c'est que le Pape & les Evêques, qui permettent aux Prêtres de remettre le Jubilé à ceux à qui ils jugent à propos de différer l'absolution, sont censés leur prolonger le pouvoir d'absoudre des cas réservés par rapport à ces personnes, jusqu'à ce qu'elles soient en état de gagner l'Indulgence. Elle est la fin & le terme des différens privilèges, qui sont alors accordés aux Confesseurs & aux Fidèles. Ils subsistent donc jusqu'à ce qu'on l'ait gagnée ; & il doit être de ceux à qui on a différé l'absolution, comme de ceux qui sont en voyage, qu'on peut absoudre à leur retour, en vertu du Jubilé, de tous les péchés réservés dont ils sont coupables, quoi-

ⁱ *Viva de Jubil. quæst. I. I. art. ult. n. 43.*

qu'ils les aient commis, depuis que les deux semaines marquées pour le gagner sont expirées.

Cette décision a paru à d'habiles Théologiens souffrir beaucoup de difficulté. Il leur semble que dans ce sentiment, la condition de ces pécheurs seroit meilleure que celle des autres Fidèles qui ont gagné le Jubilé, & qui ne peuvent plus se faire absoudre des péchés réservés, dans lesquels ils sont retombés dans le même tems, que ceux à qui on a différé l'absolution. D'ailleurs, continuent-ils, quoique l'absolution ne se donne à ces pénitens, que depuis le tems fixé par l'Ordinaire, le Prêtre néanmoins ne peut les absoudre, que de la manière qu'il l'auroit fait, s'il les avoit jugés capables de la recevoir dans l'une ou l'autre des deux semaines du Jubilé : son pouvoir n'est donc prolongé qu'à l'égard des péchés dont il auroit pû alors leur donner l'absolution. ^k Le parti le plus sûr ^l est sans doute d'obtenir de nouveaux pouvoirs.

Il y a quelques occasions dans lesquelles un Confesseur ne peut plus, après le Jubilé, se servir en faveur d'un pénitent, à qui il a différé l'absolution, des pouvoirs extraordinaires qui y sont accordés.

1°. Si l'Evêque vient à révoquer l'approbation qu'il lui avoit donnée, n'étant plus approuvé, il ne peut plus faire usage d'un privilège que les Papes n'accordent qu'aux Prêtres actuellement approuvés de l'Ordinaire. Mais le pénitent pourroit dans ce cas s'adresser à un autre Confesseur, parce que le souverain Pontife accordant aux Fidèles le privilège de se choisir un Confesseur qui puisse leur faire gagner le Jubilé, ils conservent ce privilège, & les autres qui en font la suite, jusqu'à ce qu'ils aient effectivement gagné l'Indulgence, pourvû qu'ils soient encore dans les termes de la Loi, & que le tems dans lequel ils

^k La Croix, tom. 6. l. 6. p. 12. n. 1474. où il cite plusieurs Théologiens pour ce sentiment, qu'il estime le plus probable, & ^l qu'un de ces Théologiens prétend être certain. ^l Sanctarel. de Jubil. q. 116. art. ult. n. 4.

la peuvent gagner , ne soit pas encore passé , comme il ne l'est pas dans cette occasion.

2°. Lorsque les pénitens excommuniés , suspens ou interdits par Sentence , ont manqué de satisfaire à leurs parties , ou de s'accorder avec elles dans les deux semaines du Jubilé. Les Papes leur ordonnent expressément dans leurs Bulles ^m de le faire ; & ils le prescrivent comme une condition nécessaire , pour obtenir la grace des Indulgences , & jouir des autres avantages qui y sont attachés.

3°. Si le délai qu'on a accordé au pénitent , pour se disposer à la grace de l'absolution , tomboit dans l'Année sainte. Car les Papes ⁿ sont dans l'usage de suspendre dans tout le monde Chrétien , pendant le cours de cette année , toutes les autres Indulgences plénieres , & même celles qui sont accordées en forme de Jubilé. Ils suspendent en même tems tous les privilèges qui accompagnent ces Indulgences , & qui en sont la suite. Cette suspension commence & finit de la même manière que l'Année sainte.

Les Confesseurs peuvent se servir des pouvoirs extraordinaires du Jubilé , quand même la cause qui l'a fait accorder cesseroit ; par exemple , si le souverain Pontife venoit à mourir , & que le Jubilé eût été accordé , pour obtenir les secours du Ciel , dont le souverain Pontife a besoin pour gouverner saintement l'Eglise. Il suffit que la cause ait subsisté dans le tems que le Jubilé a été accordé par le Pape , d'autant plus , qu'outre le motif particulier de chaque Jubilé ,

m Neque etiam præsentis iis, qui... ab aliquo Præiato seu Iudice Ecclesiastico, excommunicati, suspensi, seu interdicti... seu in censuras incidisse declarati, vel publice denunciati fuerint, nisi intra tempus dictarum hebdomadarum aut satisfecerint, cum partibusve concordaverint, ullo modo suffragari debere declaramus. *Bul. Jubil.*

n Omnes & singulas indulgentias, & facultates absolventi... etiam ad instar Jubilæi, suspendimus & suspensas esse declaramus..... eoque anno durante nulli prodesse decernimus. *Ce sont les termes des Bulles que les Papes publient pour suspendre pendant l'Année sainte, toutes les indulgences & tous les pouvoirs extraordinaires qu'ils ont accordé.*

il y en a plusieurs autres généraux , tels que sont l'Exaltation de la sainte Eglise , l'extirpation des Hérésies , &c. qui subsistent toujours.

Lorsque le Confesseur a différé l'absolution à son pénitent , & lui a prescrit un certain tems pour s'y disposer , le pénitent ne doit pas manquer de revenir au tems marqué ; & si son Confesseur lui avoit expressément remis le Jubilé à ce tems fixe & déterminé , & que sans aucune bonne raison il le laissât passer sans se présenter au Tribunal de la Pénitence , il ne pourroit plus gagner l'Indulgence , ni profiter des autres avantages qui y sont attachés. ° Car on doit porter le même jugement de cette personne , que de ceux qui pendant les deux semaines du Jubilé , négligent de faire ce qui y est nécessaire pour le gagner , & qui certainement , ce tems une fois passé , ne peuvent plus en profiter. Tout privilège renfermé dans l'espace d'un certain tems , expressément porté dans la Loi qui l'accorde , finit de plein droit , dès que ce tems est une fois écoulé. Ceux qui ont négligé d'en profiter , ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes : *Mora sua cuilibet est nociva.* p

Mais si le pénitent avoit eu quelque bonne raison qui l'eût empêché de se présenter au tems marqué , alors il seroit dans le même cas que ceux qui n'ont pu se confesser pendant les deux semaines du Jubilé , soit parce qu'ils étoient en voyage , soit à cause de quelqu'autre empêchement , & qui peuvent néanmoins le gagner à leur retour , ou se le faire remettre à un tems où leur empêchement ne subsistera plus. En effet , un délai fondé sur une impossibilité morale de faire autrement , n'étant point criminel aux yeux de Dieu , ne doit point priver des graces de l'Eglise : *Imputari ei non debet , per quem non stetit , si non faciat , quod per eum erat faciendum.* q L'intention du Confesseur , en fixant un certain terme pour revenir , n'a pas été d'en exclure un plus.

o Gibert , Consult. Canon. | p DeReg. 1. in sexto Reg. 25.
sur la Pénit. t. 4. Consult. 8. | q Ibid. Reg. 41.

long, s'il étoit nécessaire au pénitent pour profiter de la grace du Jubilé.

Les Confesseurs ne sont point dans l'usage de fixer précisément le tems pour gagner le Jubilé, lorsqu'ils diffèrent l'absolution aux pécheurs qui sont dans des habitudes criminelles. Ils ne le fixent qu'aux personnes qui ne peuvent pour quelque autre raison accomplir les choses prescrites par les Bulles. Mais comme on ne peut absoudre ceux qui sont dans l'habitude du péché, que lorsqu'ils s'en sont corrigés, ce qui n'arrive pas toujours aussi promptement qu'on le souhaiteroit, ce n'est que pour le tems qu'ils donneront des marques suffisantes d'une conversion solide & véritable, qu'on leur remet d'une manière indéterminée l'absolution & le Jubilé; & si on leur ordonne de revenir dans un certain tems, ce n'est que pour les engager à travailler plus efficacement & sans délai à leur conversion.

Faut-il, lorsqu'on remet le Jubilé à un pécheur, remettre également toutes les œuvres de piété nécessaires pour le gagner? Les raisons de douter d'un côté sont, qu'il faut les accomplir dans une seule & même semaine, lorsqu'on veut gagner l'Indulgence dans l'une des deux semaines que les Ordinaires ont désignées, & conséquemment, ce semble, dans tout autre tems, il les faut faire dans la semaine où l'on gagne le Jubilé: & de l'autre, qu'il y a souvent beaucoup d'inconvéniens à obliger un pénitent de faire, après la clôture du Jubilé, quelques-unes des œuvres prescrites, les jeûnes, par exemple; car si une personne ne jeûne point dans le même tems que les autres Fidèles, & qu'elle ne le fasse que dans la suite, il sera souvent facile de reconnoître que son Confesseur lui a différé l'absolution.

Peu de Théologiens ont agité cette Question. L'Auteur des Conférences d'Agde, & M. Gibert, qui en parlent en passant & en traitant des Questions différentes, insinuent que le délai ne doit concer-

ner que les œuvres , que le pénitent n'a pû faire pendant le tems du Jubilé. C'est ce que dit clairement l'Auteur des Conférences d'Agde. M. Gibert, dans ses Consultations canoniques , s en parlant d'un pénitent à qui un Confesseur a différé l'absolution , assure dans l'exposé de la Question qu'il propose , que ce pénitent a accompli dans le même tems que le commun des Fidèles , toutes les choses prescrites pour gagner le Jubilé , outre la Communion qu'il n'a pû faire , n'y ayant pu encore recevoir l'absolution.

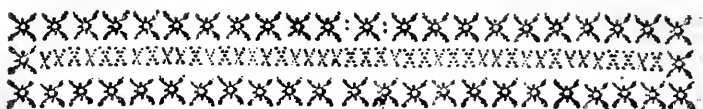
Les Théologiens qui sont d'avis , que pour gagner le Jubilé , il faut faire en état de grace toutes les œuvres ordonnées par les Bulles , doivent également enseigner qu'il faut les remettre toutes , lorsqu'on diffère l'absolution , afin que n'en les faisant qu'après l'avoir reçue , on soit plus assuré qu'on les a accomplies dans cet état de grace , qu'ils exigent. Leur sentiment à la vérité n'est pas le plus probable ; mais pour lever toute difficulté , les Confesseurs peuvent se servir de la liberté que les Papes leur accordent de changer dans d'autres actions de piété les bonnes œuvres qui deviennent moralement impossibles aux pénitens , telles que seroient les jeûnes , sur-tout celui du Mercredi , lorsqu'il ne se peut faire sans scandale. Cependant , le parti le plus sûr est de remettre toutes les œuvres prescrites , ou de les réitérer dans la semaine où l'on doit gagner l'Indulgence du Jubilé.

s T. 4. Consult. 8.

t Melius esset , sicut confessio prorogatur , ita etiam pro-

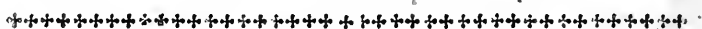
rogari jejunia. Filliucius, tom. I. de Sacr. Pœnit. cap. 10. n. 271.





CONFÉRENCES D'ANGERS,

Sur les Cas Réservés en particulier.



PREMIERE PARTIE.

Des Cas Réservés au S. Siège.

I. CONFÉRENCE.

Tenue au mois d'Avril 1732.

PREMIERE QUESTION.

*Des mauvais traitemens faits aux Ecclésiastiques
& aux Religieux.*

IL s'est écoulé bien des siècles, avant qu'on ait fait dans l'Eglise des loix particulieres, pour assurer à ses Ministres le respect dû à la sainteté de leur caractère, & les défendre de la violence des hommes. Le Clergé avoit dans la piété des Fidèles un rempart plus puissant que toutes les censures. Mais la ferveur des Chrétiens s'étant rallentie, & le respect pour le Sacerdoce ayant diminué, les Ecclésiastiques & les autres personnes consacrées à Dieu par leur état, eurent souvent à souffrir les violences les plus injustes; & l'Eglise, qui ne leur permet pas de porter les armes, crut devoir veiller d'une maniere particuliere à leur défense.

Ces défordres étoient très-communs dans le douzième ſiècle , au rapport de Mathieu Paris. ^a Le mal étoit monté à un tel excès , qu'il ſe trouvoit des perſonnes qui ne ſe contentoient pas d'outrager les Miniſtres ſacrés , mais encore qui portoient l'impiété juſqu'à forcer les Prêtres , de leur donner l'abſolution du crime qu'ils avoient commis. ^b Cette abſolution évidemment nulle , étoit elle-même un nouveau crime. Et ce fut pour le prévenir que l'Egliſe , dans le Concile de Latran , en frappant d'excommunication ceux qui exerceroient quelques violences contre les Eccléſiaſtiques & les Religieux , réſerva au Pape l'abſolution de cette cenſure.

Plusieurs Evêques avoient prévenu l'ordonnance de ce Concile , & refusé en différentes circonſtances d'abſoudre ceux qui avoient maltraité les perſonnes conſacrées à Dieu. C'eſt ce qu'avoit fait déjà Yves de Chartres à l'égard d'un Gentilhomme qui avoit mutilé un Religieux de Bonneval. Le Concile de Limoges de 1034. témoigne que c'étoit l'uſage de renvoyer au ſaint Siège la connoiſſance & l'abſolution de ce crime ; & c'eſt cet uſage qui donna occaſion à Innocent II. d'en faire dans le Concile de Reims en 1131. une Loi générale qu'il confirma dans le ſecond Concile de Latran en 1139. par le fameux Canon , *Si quis ſuadente Diabolo.* ^c

Quoique ce Canon ait encore aujourd'hui force de Loi dans toute l'Egliſe , l'uſage & des Loix poſtérieures y ont apporté divers adouciffemens , eu égard à la différence des outrages que l'on fait aux perſonnes conſacrées à Dieu , à l'état des perſonnes qui en ſont les Auteurs , & à la qualité de ceux à qui on les fait. Il ne faut pas être ſurpris , que dans les Egli-

^a Voyez pag. 48.

^b Jean de Sarisbery , Evêque de Chartres , ſ'en plaint au Livre 5. de ſon Polierat. c. 3.

^c Si quis , ſuadente Diabolo manus violentas in Clericum vel Monachum injecerit , ana-

thematis vinculo ſubjaceat , & nullus Epifcopus illum præſumat abſolvere , niſi mortis urgente periculo , donec Apoftolico conſpectui præſentetur , & ejus mandatum recipiat. Can. 29. c. 17. Q. 4.

ses particulieres, on ait restreint une Loi portée dans un Concile général; car comme elle ne regarde que la Discipline, les Evêques ont pû, pour de bonnes raisons, du consentement du saint Siége, qui y est le plus intéressé, modérer la peine qui y est portée. La Discipline n'est pas sur ce point uniforme dans toutes les Eglises; elle a même quelquefois varié dans le même Diocèse, selon que l'ont exigé les différentes circonstances des tems; & c'est ce qu'il s'agit d'expliquer ici, sur-tout pour le Diocèse d'Angers. Pour le faire avec précision, il faut distinguer l'excommunication de la réserve de cette censure; ce qui est du ressort des Evêques, de ce qui est réservé au S. Siége.

ARTICLE PREMIER.

Quelles sont les personnes qu'il est défendu de maltraiter sous peine d'excommunication ?

Nous venons de dire que le Concile de Latran frappe non-seulement d'excommunication, ceux qui maltraitent les personnes consacrées à Dieu, mais encore qu'il en réserve l'absolution au saint Siége. Le Décret de ce Concile est encore en vigueur dans toute son étendue quant à la censure qu'encourent tous ceux qui frappent injustement & avec violence quelque Ecclésiastique que ce puisse être.^d La Loi est conçue en termes généraux, & qui renferment le dernier des Clercs, comme ceux qui sont dans les Ordres sacrés, & dans les premières Dignités de l'Eglise. Dans la formule du Prône,^e qui est en usage dans la plupart des Diocèses du Royaume, & en particulier dans celui d'Angers, on déclare excommuniés, ceux qui s'emportent à frapper, ou à faire violence aux Prêtres & aux Clercs sans distinction.

Les Ministres de l'Eglise suspens de leurs fonctions, interdits ou excommuniés, même dénoncés, ne perdent pas ce privilège, parce qu'ils ne cessent

^d Cap. 10. de sent. excomm.

^e Rituel d'Angers, p. 136.

pas d'être Ecclésiastiques ; & quoiqu'il soit marqué dans la formule de la déposition , qu'elle dépouille de tous les privilèges attachés à la Cléricature , ^f la Sentence de déposition ne produit cependant cet effet dans toute son étendue , que lorsqu'elle a eu son entière exécution , & qu'elle a été suivie de la dégradation. De Droit commun , ^g un Ecclésiastique marié , qui n'est point bigame , & qui continue de porter la tonsure & l'habit clérICAL , est encore à quelques égards membre du Clergé , pourvû qu'il soit attaché au service de quelque Eglise. C'est la disposition du Concile de Trente. ^h Ce Décret du Concile n'est point reçu en France ; & quoique les Ecclésiastiques mariés portent encore l'habit de leur premier état , comme le font quelquefois les Musiciens , qu'ils fassent même dans une Eglise les fonctions des moindres Ordres , il est constant qu'ils n'y jouissent point des privilèges de la Cléricature : l'usage du Royaume est conforme à une Décrétale d'Innocent III. ⁱ

L'Eglise a pris sous sa protection les Religieux & les Religieuses , aussi-bien que ses Ministres ; & elle défend de les maltraiter , sous les mêmes peines , soit que ce soient des Religieux profès , ou qu'ils ne soient que Novices , ^k & même de simples Freres convers. ^l Les Religieux des Ordres Militaires , tels que sont les Chevaliers de Malte , ^m jouissent incontestablement du même avantage , parce que ce sont de vrais Religieux , qui font les trois vœux solennels ; ⁿ comme les autres.

Ceux qui vivent dans des Congrégations régulières

^f Cap. 2. de Pœnis in-6^o.

^g Cap. unic. de Cleric. conjugatis in-6^o.

^h Sess. 23. de Reform. c. 6^o.

ⁱ Idem etiam (Clericus uxoratus ,) non potest privilegio Clericali gaudere , cap. 7. de Clericis conjug.

^k Quamvis autem is qui Religionem ingreditur , Religiosus cum effectu censeri non

possit , donec sit professus , si quis tamen manus violentas in eum injecerit , excommunicationis latæ à Canone vinculum non evadit. Cap. 21. §. 1. de sent. excom. in 6^o.

^l Cap. 33. de sentent. excom. in Cap. 5^o. ibid.

^m Statuts de Raimond du Puy.

res , qui n'ont point été érigées en Corps de Religion , ne participent point au privilège du Canon , *Si quis , &c.* qui n'a été accordé qu'à ceux qui sont véritablement Religieux. On doit dire à plus forte raison la même chose de ces filles dévotes , qui forment le Tiers-Ordre de saint Dominique & de saint François , & observent dans le particulier les regles que ces Saints ont dressées pour ces sortes de personnes. Il y a pourtant des Tierçaires qui vivent en Communauté , font les trois vœux solennels , & sont conséquemment véritablement Religieux.

Les Docteurs sont partagés au sujet des Hermites. Ils distinguent néanmoins ceux qui de leur propre mouvement , par une dévotion particuliere ou par quelqu'autre motif , prennent l'habit d'Hermite , de ceux qui suivent ce genre de vie sous la dépendance des Evêques , font profession entre leurs mains & suivent une regle approuvée de l'Eglise. Pour les premiers , soit qu'ils se soient fixés dans un Hermitage , soit qu'ils soient du nombre de ces Hermites vagabonds qui courent le monde , l'Eglise qui n'approuve point les dévotions indiscrettes , ne les reconnoît point pour membres du Clergé séculier ou régulier.

Ceux au contraire qui ont embrassé la vie Hérémétique sous la dépendance & de l'autorité des Evêques , & qui les ont placés dans les lieux destinés à leur usage , où ils suivent une regle approuvée , font les trois vœux ordinaires , sont véritablement Moines , même à prendre ce terme dans sa signification littérale ; & nous ne croyons pas qu'on puisse leur disputer le privilège du Canon , quoique dans le fond il n'y ait aucun texte du Droit , dans lequel il soit parlé d'eux d'une maniere précise & particuliere. Ils ont été jugés par plusieurs Arrêts inhabiles à succéder , & ce qui paroît prouver qu'on les met en France au nombre des Religieux.

o Règlement spirituel de la
Chambre ecclésiastique des Etats
général. de 1614. art. 13.
p Suarez disput. 22. sect.

1. n. 21. de Censuris. Cabassut
l. 5. c. 2. n. 2.

q Arrêt du Parlement de
1633. Journal des Audiences ,

ARTICLE SECOND.

Toutes sortes de personnes peuvent-elles encourir la censure portée par le Canon, *Si quis*, &c.

Toutes sortes de personnes, hommes & femmes, Ecclésiastiques & Laïques, de quelque dignité qu'elles soient revêtues, peuvent encourir l'excommunication portée par le Canon, *Si quis*, &c. Ceux même qui n'ont pas atteint l'âge de puberté, pourvu qu'ils aient assez de lumière & d'intelligence pour discerner le bien d'avec le mal, & qu'ils soient capables de pécher mortellement, y sont compris. Il y a dans le Droit canonique plusieurs Décrets ^r des Papes qui le supposent, quoiqu'en même tems ils adoucissent en leur faveur la rigueur de la Loi, en permettant aux Evêques de les absoudre. Selon la Discipline présente, tout Prêtre approuvé le peut faire, parce que les réserves ne renferment que ceux qui ont atteint l'âge de puberté.

Des Ecclésiastiques, des Religieux ou Religieuses qui se maltraiteroient mutuellement, tomberoient certainement dans la censure. ^s C'est même un sentiment assez commun parmi les Canonistes & les Théologiens, ^t que si un Ecclésiastique se frappoit lui-même, à moins que ce ne fût dans un accès de folie, ou par un mouvement de piété ou un excès de douleur, il encourroit l'excommunication, parce que c'est un Ecclésiastique qu'il auroit mutilé ou frappé. Monsieur Gibert ^u ne goûte pas cette décision, ni le raisonnement dont on l'appuye. Il lui paroît que ce n'est pas entrer dans l'esprit du Canon, *Si quis*, &c. qui distingue assez clairement, celui qui frappe de celui qui est frappé, & les représente

^l 2. chap. 32. &c.

^r Cap. 60. de sent. excom.

^s Cap. 32. & 33. de sent. excom.

^t Suarez disput. 22. sect. 1. n. 59. de Cens.

^u Usages de l'Eglise Gallic, p. 310.

comme deux personnes différentes , *Si quis in Clericum.... manus violentas injecerit*. L'examen de cette question n'intéresse gueres la pratique : de même que celle qu'on propose au sujet d'un Prêtre qui prendroit plaisir à se faire maltraiter : il faudroit qu'il eût perdu l'esprit. Quoi qu'il en soit , il est certain que son consentement ne mettroit point à couvert de la censure celui qui l'a frappé , * parce que ce n'est point tant en faveur des Ecclésiastiques en particulier que ce privilège a été accordé , qu'en faveur de l'Etat ecclésiastique en général , sur lequel réjaillit nécessairement l'injure qu'on fait à un de ses membres.

ARTICLE TROISIEME.

Quelles sont les actions pour lesquelles on tombe dans la censure portée par le Canon , Si quis suadente Diabolo , &c.

Les actions qu'Innocent II. défend dans ce Canon sous peine d'excommunication , sont exprimées par ces paroles , *violentas manus inferre* , porter les mains avec violence. Comme il s'agit ici de la plus grande peine que l'Eglise puisse imposer , il faut prendre ces termes dans la signification la plus étroite , suivant laquelle on ne peut les entendre que d'une action faite avec violence , avec la main ou avec quelque autre partie du corps , & à plus forte raison avec des armes offensives , comme une épée , &c.

Quoique l'action violente n'ait laissé aucun vestige sur le corps de l'Ecclésiastique ou du Religieux qu'on a frappé , & qu'elle n'ait fait aucune blessure ni contusion , elle n'est pas moins l'objet de la censure , suivant la décision d'Innocent II. y On peut

* Cap. 36. de sent. excom.
 y Non credimus Laicos poenam excommunicationis evadere , quamvis per eorum factum corporalis læsion non fuerit subsequuta , citrà quam violentia sæpè cirkà Clericos nequiter perpetratur. Cap. 29. de même

même encourir l'excommunication, quoique les coups qu'on a voulu porter à un Ecclésiastique ne l'aient pas atteint, si par-là on a été cause qu'il se soit blessé, en voulant les éviter.

Couper adroitement la bourse à un Ecclésiastique, le voler, lui faire peur sans lui faire d'autre mal que la peur, l'injurier de paroles, le calomnier, menacer même de le frapper, ne sont point des outrages qui soient l'objet de la censure. Cracher au visage de quelqu'un, est une action extrêmement injurieuse : Les Théologiens & les Canonistes ² la mettent communément au nombre de celles qui sont défendues par le Canon, *Si quis suadente, &c.* aussi bien que de jeter de la poussière ou de l'eau sur un Ecclésiastique, à qui on veut faire outrage. Mais nous avons peine à penser ^a que de commettre ces actions, ce soit porter sur quelqu'un les mains avec violence, *manus violentas inferre*, & remplir toute l'idée que ces paroles présentent naturellement à l'esprit. Dans les différentes collections du Droit canon, il est souvent parlé des outrages faits aux personnes consacrées à Dieu, & défendus par le Canon du Concile de Latran. On y a recueilli les Décrets du saint Siège sur cette matière, dans lesquels la plupart des cas sont prévus & décidés ; mais dans les exemples qu'on donne des violences qui font encourir la censure, on ne voit rien qui ressemble aux injures dont nous venons de parler.

sent. excom.

² Glossa in caput. Si quis.
Cajetan, Sylvestre.

^a Gibert in notis ad cap. 2.

l. 5. Cabassutii, Theor. & Prax,
n. I.



ARTICLE QUATRIEME.

En quelles circonstances le péché de ceux qui maltraitent les Ecclésiastiques ou les Religieux, est-il réservé au Pape ?

Pour faire connoître l'étendue & les bornes de cette réserve, nous ne pouvons mieux faire que d'expliquer les différens termes, dans laquelle elle est exprimée dans la feuille des cas réservés. Elle forme la Loi du Diocèse, & elle marque précisément ce qui dans cette matiere est réservé au saint Siège. Au nombre des cas réservés au Pape, on y a mis ces deux-ci.

1. *Occisio, mutilatio, atrox percussio Clerici vel Religiosi in sacris Ordinibus constituti.*

2. *Percussio gravis, etsi non atrox, Episcopi vel proprii Parochi.*

Occisio. Ce terme signifie toute action qui cause la mort, de quelque maniere que ce puisse être, ou sur le champ, ou seulement quelque tems après.

Mutilatio. Mutiler quelqu'un, ce n'est point seulement lui faire perdre l'usage d'un de ses membres, mais le priver du membre même qu'on retranche, & qu'on sépare du reste du corps. C'est l'idée que nous en donne le Droit canon. Toutes les fois qu'il y est question de mutilation, on suppose toujours que la personne dont il s'agit, a perdu un de ses membres, & non pas seulement qu'il ne peut s'en servir.

Ce n'est pas que dans la pratique on ne puisse tomber dans un cas réservé au Pape, en faisant perdre à un Ecclésiastique l'usage de quelqu'un de ses membres; & cela paroît bien juste, puisque c'est à peu près la même chose pour quelqu'un, que de perdre un de ses membres, ou de ne pouvoir plus s'en servir; mais alors on ne tombe point dans la réserve, pour avoir mutilé un Ministre de l'Eglise, mais pour l'avoir frappé d'une maniere extrêmement vio-

lente; car il est rare qu'on fasse perdre autrement à un homme l'usage de ses membres.

Les parties du corps humain, qui n'ont point d'opération particulière, telles que les doigts, ne sont point des membres véritables: on ne donne ce nom qu'à celles qui ont une opération pleinement distinguée, dont elles sont le principe, & en quelque sorte l'instrument. C'est la conséquence qu'on doit tirer du chapitre 2. de *Clerico agrotante*, dans lequel il s'agit d'un Prêtre à qui des brigands avoient coupé deux doigts & la moitié de la paume de la main. Cependant ce Prêtre n'y est pas traité de mutilé; le Pape n'y dit pas qu'il a un membre de moins, mais seulement un membre affoibli & difforme.

Dans quelques Diocèses, comme à Orléans, suivant une liste des cas réservés de 1730. à Bourges, &c. on ne reconnoît dans cette matière de réservé au Pape, que l'homicide & la mutilation; mais à Angers, & dans la plupart des Eglises, on y ajoute ce qu'on appelle,

Atrox percussio. L'on distingue trois degrés dans les injures qu'on peut faire aux Ecclésiastiques, & ces degrés forment comme trois espèces différentes. La première espèce d'injure s'appelle énorme ou atroce; la seconde griève, considérable, ou médiocre; la troisième légère. L'injure est atroce ou énorme, lorsque l'Ecclésiastique a été dangereusement blessé, ou que les coups & les autres violences qu'on a exercées contre sa personne, lui ont causé une maladie, dans laquelle il a été en danger de perdre la vie, ou bien encore lorsque de la blessure qu'on lui a faite, il est sorti une quantité considérable de sang.

L'idée que nous donnons ici de ce qu'on nomme *Percussio atrox*, est prise du chapitre 32. de *sent. excomm.* ^b

<p>^b Nisi excessus illorum extiterit.... enormis ut potè si ad mutilationem membri, aut effusionem sanguinis est pro-</p>		<p>cessum, aut in Episcopum aut Abbatem violenta manus est injecta.</p>
--	--	---

Lorsque le sang n'est sorti que d'une partie du corps d'où il en découle aisément, ou qu'il n'en est sorti que quelques gouttes, le cas ne seroit pas pour cela seul réservé au saint Siège. L'effusion de sang, dont parlent les Canons, ne peut s'entendre que de beaucoup de sang répandu.

Pour bien juger de la qualité de la violence commise contre les Ministres de l'Eglise, il ne suffit pas de la considérer en elle-même : il faut aussi faire attention au tems, au lieu, à la dignité de la personne offensée, & aux autres circonstances qui ont accompagné l'action sur laquelle il faut prononcer. Des outrages, par exemple, faits à un Ecclésiastique dans l'exercice des fonctions sacrées, ou constitué en dignité, ou accompagné de certaines indignités, comme seroit de le traîner par les cheveux, & de le fouler aux pieds, seroient réservés au saint Siège dans des cas mêmes où ils ne l'eussent pas été indépendamment de ces circonstances. ^d

L'injure légère n'est pas ainsi appelée dans le sens auquel on dit qu'un péché est léger, puisqu'elle est punie de l'excommunication, & qu'il faut que le péché soit mortel pour mériter d'être puni par une aussi grande peine. Mais on l'a nommée légère, relativement aux deux autres especes d'outrages qu'on peut commettre contre les personnes consacrées à

c Atrox percussio, hoc est, cum copiosa aliunde quam è naribus effusione sanguinis, aut cum indignitate aliqua maximè injuriosa. *Mand. Paris. 1709. tit. cas. reserv. Summ. Pont. n. 4.*

d Addit (Constitutio quædam quæ incipit *Perleſtis*) in istis discernendis spectandum esse Clerici gradum & circumstantiam loci, in quo facta fuit injuria; nam percussio quæ ex parte substantiæ ac rei, levis foret, fit plerumque gra-

vis aut mediocris ex parte circumstantiæ, ut si percutiatur Clericus stans ad sacrum altaris ministerium, aut dum vacat sacris & publicis officiis, sive in Choro, sive in actu Processionis,... Gravior injuria irrogatur Clerico intra Ecclesiam quàm in profano loco: item si sine plaga.... inferatur personæ Clerici vis, aut injuria atrociter contumeliosa; ut si denudetur. *Cabass. Th. & Pr. l. 5. c. 2, n. 6.*

Dieu. Cabassut^e & quelques autres Canonistes, citent une Constitution, qui commence par ce mot *Perleſtis*, qui ne traite que d'outrage léger un coup de pied, de main, & même de pierre, quand il n'y a ni plaie, ni contusion. Mais comme cette Constitution n'a point d'Auteur certain, qu'on ne sçait à quel Pape l'attribuer, & qu'elle pourroit bien être supposée, elle n'a aucune autorité, & on ne la cite que parce que la notion qu'elle donne des violences qu'on peut exercer contre les Prêtres, est très-nette & paroît fort juste.

L'injure griève ou considérable, est celle qui tient le milieu entre les deux précédentes, telle seroit une violente contusion. ^f

Comme il n'est pas possible de donner des regles absolument certaines, pour décider sûrement & aisément de la qualité de l'outrage, & encore moins de prévenir tous les cas, il faut dans les occasions difficiles s'en rapporter au jugement des personnes éclairées, & sur-tout à la décision des Supérieurs, qu'il ne faut pas manquer de consulter. Cette regle, si pleine de sagesse, est marquée dans la Constitution que nous venons de citer. ^g

Clerici aut Religiosi in sacris Ordinibus constituti.
Suivant la Discipline établie par le second Concile

^e *Levis percussio declaratur per Extravagantem quam Navarrus & alii citant, quæ facta manu, pede, digito vel lapide, nullam relinquit plagam, vel sugillationem carnis, nec dentes effringit aut evellit, nec multos evellit capillos, nec sanguinis copiam elicit : licet illa Extravagans..... declare non sequi ut quoties copia sanguinis effunditur, judicanda eo solo sit gravis percussio pugno vel ungue inflictæ, sed alias insuper exigi circumstantias, sive ex parte modi, sive*

ex parte plagæ inflictæ. Cabass. Theor. & Prax. l. 5. c. 2. n. 6.

^f *Mediocris percussio.... ut plurimum judicanda est, ubi dens eruitur, capillorum copia evellitur, aut carnum contusio aut sugillatio relinquitur, citrà gravem læsionem, injuriam aut morbum. Ibid. n. 7.*

^g *Illæ eadem Constitutio (Perleſtis) remittit hujusmodi discrimina prudentum arbitrio. Ibid.*

de Latran, l'absolution de l'excommunication prononcée, contre ceux qui maltraitent les Ecclésiastiques & les Religieux, étoit réservée au saint Siège, quoique l'Ecclésiastique ou le Religieux, à qui on a fait outrage, ne fut pas engagé dans les saints Ordres. Cette Discipline s'observe encore dans la plupart des Eglises étrangères, à en juger du moins par les ouvrages des Auteurs qui y ont écrit sur cette matière. Les anciens Statuts de ce Diocèse y sont conformes.^h

Mais depuis, les Evêques d'Angers ont cru ne devoir déclarer réservées au Pape, que les injures commises contre les Ecclésiastiques & les Religieux qui sont dans les Ordres sacrés. Comme l'usage n'est pas uniforme là-dessus dans toutes les Eglises, les Confesseurs doivent se conformer à ce qui est établi dans celle où ils exercent leur Ministère. A Luçon, par exemple, le péché de ceux qui tuent, mutilent ou estropient un Ecclésiastique, pourvu qu'il porte les marques de son état, & qu'il soit reconnu pour tel, par celui qui l'outrage, est réservé au Pape. A Paris, & dans quelques autres Diocèses, on ne tombe dans la réserve, que lorsque l'Ecclésiastique ou le Religieux est dans les Ordres sacrés, & porte la tonsure & l'habit conforme à sa profession. A Tours, le cas est réservé au Pape, lorsqu'on a maltraité, de la manière que nous l'avons expliqué, un Religieux profès, quand même il ne seroit pas encore Soudiacre.

Nous avons dit que la grandeur de l'injure devoit souvent se mesurer par la dignité des personnes outragées. C'est pourquoi on a ajouté sur cette matière un second cas réservé au Pape, exprimé en ces termes : *Percussio gravis, etsi non atrox, Episcopi aut proprii Parochi*. On n'a fait par-là qu'expliquer dans son sens naturel le Canon, *Si quis, &c.* Car un outrage, qui en soi ne seroit pas considérable, s'il étoit fait à un simple Prêtre, doit être regardé comme une

^h Synode de M. de Rely en 1494. Statuts du Diocèse pag. 165.

injure atroce, si c'est à un Evêque qu'on la fait, &c. C'est la disposition du chapitre 32. de *Sententia excom.*

On doit dire la même chose à proportion du propre Curé, avec cette différence, que les mauvais traitemens faits aux Evêques, lorsqu'on peut les regarder comme des injures graves, & des violences considérables, sont toujours réservées au Pape; les autres au contraire ne le sont, que lorsqu'on s'est attaqué à son propre Pasteur. On prend ici ce nom dans le sens ordinaire & commun. Comme les fréquentes relations qu'un Curé a avec ses Paroissiens, l'exposent quelquefois à leur insulte dans l'exercice de son Ministère, les Evêques ont voulu rendre sa personne plus respectable.

Cette réserve n'est ni nouvelle ni particuliere à ce Diocèse, nous la trouvons marquée dans le Rituel de 1676. page 120. Elle est en usage dans les Diocèses de Paris, de Bourges, de la Rochelle, &c. & dans quelques-uns de ces Diocèses, elle est encore plus étendue que dans celui d'Angers.

ARTICLE CINQUIEME.

En quelles circonstances le péché de ceux qui maltraitent les personnes consacrées à Dieu, est-il réservé aux Evêques?

Les Evêques ne pouvoient autrefois ordinairement absoudre que des outrages légers faits aux Ecclésiastiques & aux Religieux. C'est ce qu'on peut voir dans plusieurs chapitres du Droit canonique, au titre de *sent. excomm.* ⁱ Cette discipline étoit en usage dans ce Diocèse ^k du tems de Mr. de Rely. On trouve même des listes de cas réservés, qui ne sont pas fort

ⁱ De his absolvendis, qui Clericis, non enormem sed modicam & levem injuriam irrogarunt, tuæ fraternitati duximus committendum. *Clem.*

III. cap. 17. de sent. excomm. V. cap. 3. ibid. &c.

^k Statuts du Diocèse, page 165.

anciennes, dans lesquelles les Evêques, qui en sont les auteurs se réservent les injures légères, ¹ & semblent reconnoître que leur pouvoir ne s'étend pas plus loin. C'est en effet ce que pensent quelques Canonistes, comme Navarre, Cabassut, ^m qui s'en tiennent littéralement aux expressions des anciens Canons. Cependant ce que ces Prélats & ces Docteurs appellent une injure légère, *percussio levis*, n'est peut-être point différent de ce que les autres nomment, *gravis percussio*.

Quoi qu'il en soit de l'usage des autres Eglises, dans le Diocèse d'Angers, lorsqu'on a frappé un Ecclésiastique ou un Religieux, on ne tombe dans un cas réservé à M. l'Evêque, que lorsque deux circonstances concourent : 1°. Que celui qui a été maltraité, est dans les Ordres sacrés. ⁿ 2°. Que l'injure qu'on lui a faite a été griève, & que les coups qu'on lui a donnés, ont été considérables. Si l'outrage n'est que léger, quoique le péché qu'on a commis ait été mortel, & suffisant pour faire tomber dans la censure, il n'est point réservé : Tout Prêtre approuvé peut en absoudre.

Nous n'ajoutons point que les outrages faits aux Ecclésiastiques & aux Religieux, lorsque ces outrages ne sont pas publics, ou qu'ils ont été commis par certaines personnes, que les Canons dispensent de l'obligation d'aller à Rome, pour s'en faire absoudre, sont réservés aux Evêques dans toutes les circonstances, où ils le sont de droit au souverain Pontife. Cette observation est commune à tous les cas réservés au saint Siège. On peut voir ce que nous avons dit, page 73.

^l De Rouen, sous M. de Treffan, de Luçon, de Cahors en 1721.

^m Theor. & Prax. Juris

Can. l. 5. c. 2. n. 8.

ⁿ Gravis percussio Clerici vel Religiosi in sacris Ordinibus constituti. Cas réservé.



ARTICLE SIXIEME.

*Les Complices des violences faites aux Ecclésiastiques ,
tombent-ils dans l'excommunication & dans
la réserve ?*

Dans la feuille des Cas réservés du Diocèse , il n'est parlé que des auteurs des violences commises contre les Ministres sacrés : Cependant ceux qui n'en sont que les complices , encourent également l'excommunication & tombent même dans la réserve. Il est vrai que le crime des complices n'est réservé , que lorsque cela est expressément marqué dans la loi du Supérieur : mais les listes des cas réservés , qu'on publie dans les Diocèses , n'étant qu'un abrégé des Constitutions des Papes , des Canons des Conciles , & des Ordonnances des Evêques , qui ont établi des réserves , on n'a pu marquer en détail dans ces catalogues , tous les différens cas dans lesquels on les encourt.

On trouve dans le Droit canon plusieurs chapitres , ° dans lesquels les Papes prononcent une excommunication , dont ils se réservent l'absolution , contre ceux qui ont quelque part aux violences qu'on fait aux personnes consacrées à Dieu , en les commandant , en les conseillant , en donnant du secours à ceux qui les font , les animant par leur présence , leur fournissant des armes , &c. Lorsque le Commandement ou le mauvais conseil qu'on avoit donné n'a pas été suivi , ou qu'il a été sincèrement révoqué , on n'encourt point la censure.

Si quelqu'un , comme de notre part & pour nous venger , maltraite un Prêtre , dont nous sommes mécontents , & que nous venions à approuver son action , non pas seulement dans notre esprit , mais extérieurement , en lui témoignant que nous lui savons bon gré de ce qu'il a fait , ou en lui procu-

rant dans cette intention une retraite pour le mettre à couvert des poursuites, ou en lui donnant une récompense, cette approbation est punie par le Droit de la même peine ^p que l'action même. Si on ne faisoit qu'approuver la conduite d'une personne qui a maltraité un Ecclésiastique, pour satisfaire sa passion, & non pour nous faire plaisir, on pécheroit à la vérité, mais on n'encourroit pas l'excommunication.

Pour mettre davantage à couvert les Religieux & les Ecclésiastiques des violences qu'on pourroit leur faire, les Papes ^q & les Evêques ont prononcé la peine de l'excommunication, contre ceux, qui voyant maltraiter un Ecclésiastique, ne prennent point sa défense, lorsqu'ils le peuvent & qu'ils y sont obligés par justice; tels que sont les Magistrats, ceux qui sont chargés du Gouvernement politique, ou de veiller à la sûreté des citoyens, les peres & les meres à l'égard de leurs enfans, les tuteurs à l'égard de leurs pupilles, &c. Si on n'étoit obligé que par la charité chrétienne à la défense d'un Prêtre attaqué, les Docteurs ne sont pas d'accord sur ce qu'on en doit penser: & dans le doute que forme cette variété de sentimens, Mr. Babin ^r a décidé qu'on doit se déclarer pour la censure, & que le coupable doit s'abstenir des choses dont elle le prive. Cependant le sentiment le plus commun, & même le plus véritable, est que ceux qui ne sont obligés que par un motif de charité à défendre un Ecclésiastique, ne tombent point dans l'excommunication. Il est du moins très-certain que dans ce Diocèse, quand même ils l'encourroient, elle ne seroit point réservée, parce que dans le doute de droit, on n'y connoît point de réserve.

Il faut juger par rapport à l'excommunication & à

^p Cap. 23. de sent. excomm. |
in 6^o.

^q Innocent. III. cap. 47. de
sent. excom.

^r Confer. sur les Censures
2. Conf. quest. I. vers la
fin.

la réserve du péché de ceux qui sont les complices des violences faites aux Ministres de l'Eglise, comme de celui des personnes qui les ont commises. Le péché des complices est réservé au Pape ou à l'Evêque, ou est simplement puni de l'excommunication, dans les mêmes circonstances que celui des auteurs du crime.

ARTICLE SEPTIEME.

Quels sont les cas dans lesquels on ne tombe point dans l'excommunication & la réserve, quoiqu'on ait usé de violence envers des Ecclésiastiques ou des Religieux ?

Il y a différentes causes qui empêchent d'encourir l'excommunication portée par le Canon *Si quis suadente Diabolo*. Les unes sont générales, les autres sont particulières & ne concernent que celle que nous expliquons.

Les premières sont traitées fort au long dans les conférences sur les censures. ^s La principale est l'ignorance invincible : frapper une personne consacrée à Dieu, qu'on ne connoît pas, & qu'on n'a pû connoître, sur-tout si elle ne porte pas l'habit qui convient à son état, & les marques de sa profession, ce n'est point un péché soumis à la censure, & encore moins à la réserve. ^t Les Ecclésiastiques & les Religieux qui ne portent point les marques distinctives de leur profession, ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes, si on les maltraite, faute de les connoître.

Mais lorsque malgré cela on les reconnoît, on ne seroit pas à couvert de l'excommunication si on venoit à les frapper injustement. C'est la décision du Pape Alexandre III. ^u

L'ignorance grossière ou affectée ne justifie point.

^s Conf. 2. quest. 1.

^t Cap. 4. de sent. excom.

^u Cap. 45. ibid.

Outrager quelqu'un , sans vouloir examiner si c'est un Ecclésiastique , ou s'il ne l'est pas , quoiqu'on ait quelque soupçon à cet égard , ç'en est assez pour encourir la censure , supposé qu'on vienne à reconnoître que c'est un Ecclésiastique ou un Religieux qu'on a frappé.

Si l'on ne peut éclaircir le doute où on étoit , on doit selon Mr. Babin , prendre le parti le plus sûr , & se comporter comme si on étoit lié de la censure , mais l'absolution de cette censure n'est pas réservée. *

Celui qui maltraiteroit un Laïque habillé en Prêtre , & qu'il croit l'être véritablement , n'encourroit pas l'excommunication , qui n'est portée que contre ceux qui frappent des personnes qui sont en effet Ecclésiastiques ou Religieux. Il ne faut pas porter le même jugement de ceux qui ayant eu quelque démêlé avec un Ecclésiastique ou un Religieux , venant à en rencontrer un autre , qu'ils prennent pour celui à qui ils en veulent , l'attaquent & lui font divers outrages. Et en effet , c'est un Ecclésiastique ou un Religieux qu'ils ont voulu frapper , & qu'ils ont effectivement maltraité.

La seconde raison qui exempte généralement de toutes sortes de censures , est tirée de la nature de la faute qu'on a commise , qui est trop légère pour être punie de l'excommunication. Tels sont les coups que se donnent les écoliers , dans les petites querelles qu'ils ont ensemble , lorsqu'il ne se passe rien de plus , y que ce qui arrive ordinairement dans de pareilles circonstances. A plus forte raison , lorsqu'on a agi par légèreté , par divertissement sans aucune mauvaise volonté , & par mégarde , ou dans un premier mouvement , qui ne laisse pas le tems de délibérer , on n'encourt point la censure. On n'y tomberoit pas même , quoique l'action , qui de sa nature n'est qu'un péché véniel , fût accompagnée

* Conf. sur les Censures . |
conf. 1. q. 2.

y Cap. 1. de sent. excomm.
z Cap. 3. ibid.

de pensées & de mouvemens intérieurs, qui iroient jusqu'au péché mortel; c'est l'acte extérieur qui est l'objet de la Loi, & ces mots, *manus violentas injicere*, ne peuvent s'appliquer à ce qui se passe dans le cœur.

Mais aussi, dès que les coups portés à un Ecclésiastique, quoique légers de leur nature, deviennent cependant, par quelques circonstances extérieures, assez considérables, pour être la matière d'un péché mortel, on tombe dans l'excommunication. On y tomberoit, & par exemple, pour avoir jetté par colère à la tête d'un Prêtre une assiette, qui ne l'a atteint que légèrement, parce qu'il a su parer ou éviter le coup. C'est le sentiment commun des Docteurs, fondé sur le Canon que nous expliquons.

La première des causes particulières qui empêchent d'encourir l'excommunication prononcée par le Canon *Si quis suadente Diabolo*, c'est le droit de correction qu'ont les pères sur leurs enfans, les maîtres sur leurs disciples. ^b Les jeunes Ecclésiastiques ne peuvent se prévaloir du privilège de leur état, pour se soustraire aux justes châtimens qu'ils ont mérités, pourvu que dans ces occasions on garde la modération qu'exige l'humanité & que la prudence prescrit.

La seconde, est le droit que tout le monde a de se défendre, ^c & de repousser la force par la force. Cette censure n'a pas été portée pour autoriser les violences des Ecclésiastiques, mais pour les mettre à couvert de celles qu'on leur pourroit faire. Dès qu'un Ecclésiastique devient un injuste agresseur, il se rend indigne du privilège accordé à un état qu'il deshonne; & on ne doit point appréhender de tomber dans l'excommunication, lorsqu'on ne passe point

^a Sylvius, Ref. Var. V. Clerici percussio, ad primum quæsitum. Suarez disput. 22. sect. 1. n. 26. de Censuris.

^b Cap. 54. de sent. excomm.

^c Si verò Clericum vim sibi

inferentem, vi quis repellat aut lædat, non debet propter hoc ad Sedem Apostolicam transmitti, cum vim vi repellere omnes leges, omniaque jura permittant. Can. 3. ibid.

à son égard les bornes d'une juste défense, ou qu'on va fort peu au-delà.

Non-seulement il est permis de se défendre soi-même, mais encore ceux qui nous sont unis par le sang, un pere, une mere, des enfans; ^d ce sont d'autres nous-mêmes.

On peut même défendre des étrangers, aussi bien que des parens, la loi de la charité l'ordonne : *Licet cuilibet suo vicino vel proximo, pro repellenda ipsius injuria, suum impartiri auxilium.* ^e Ce qui se fait par esprit de charité, n'est point un crime, & ne peut mériter l'excommunication.

Comme chacun a droit de veiller à la conservation de son bien, il peut l'arracher avec violence des mains d'un Ecclésiastique qui l'emporte, le poursuivre, pour recouvrer ce qu'il lui a volé; & si cet Ecclésiastique tombe en s'enfuyant & se blesse, il doit n'imputer ce malheur qu'à lui-même, & celui qui le poursuivoit n'en est point coupable.

La troisième est expliquée dans le chapitre 3. de *sent. excom.* dont voici les termes : *Nec ille ad Apostolicam Sedem compellendus est venire, qui in Clericum cum uxore, matre, sorore, vel filia propria turpiter inventum manus injecerit violentas.* Le Pape Alexandre IV. semble ne parler dans cet endroit, que de la réserve au souverain Pontife, mais les Interprètes sont d'avis qu'il s'agit aussi de l'excommunication, & qu'on ne l'encourt point dans cette occasion. En effet, l'indignation & la douleur que cause ordinairement un tel spectacle à un pere, à un fils, à un mari, à un frere, mérite qu'on excuse un transport de colere, dont souvent on n'est pas le maître : Et quoiqu'on ne puisse pas le justifier entièrement, l'Eglise n'a pas cru devoir le punir de l'excommunication. Ce que font alors les peres & les maris, est moins un effet de leur mauvaise vo-

^d Innocentius IV, in cap. 3. | ^e Cap. 6. de *sent. excomm.*
de *sent. excomm.* | in-6^o.

lonté, que de leur malheur, & de la juste douleur dont ils sont pénétrés.

Les Canonistes ^f donnent bien de l'étendue à ces paroles, *turpiter inventum*. Ils n'entendent pas seulement par-là le dernier crime, mais encore les dispositions pour le commettre, des rendez-vous dans des lieux justement suspects, des familiarités scandaleuses, des libertés criminelles.

Ce que le Droit a établi au sujet d'une mere ou d'une fille, qu'on surprend en flagrant délit, doit s'entendre de celle même, qui n'est que mere ou fille naturelle, ainsi que de la petite fille, & même au-dessous dans la ligne directe, selon Innocent IV. sur ce chapitre; mais non de celles qui ne portent le nom de mere ou de fille que par alliance, telle qu'est une bru, une belle-mere. Le chap. 3. ne parle que des filles propres, *Filia propria*; & le Pape y ajoute, que dans les degrés plus éloignés, on ne seroit pas exempt de la censure.

Les Canons ne parlent que du pere, du mari & du frere. Doit-on dire la même chose d'une mere, d'une sœur qui trouveroient leur fille ou leur sœur dans les mêmes circonstances? On n'en peut pas douter: les Législateurs n'ont parlé expressement que des peres & des freres & des maris, parce qu'il n'arrive presque jamais que les femmes, à cause de la foiblesse de leur sexe & de la timidité qui leur est naturelle, soient capables d'une action si hardie.

Nous ne pourrions même condamner une femme, qui frapperoit un ecclésiastique, qui lui tiendrait de mauvais discours, & qui la solliciteroit au mal. Il seroit à souhaiter que ce fût là toute la réponse qu'on fit dans ces occasions aux personnes consacrées à Dieu. Celui qui ne respecte pas la sainteté de son caractère, ne mérite pas qu'on le respecte lui-même.

On n'encourt point aussi la censure lorsqu'on frap-

f Cont. præl. d. Tournely de cens. par. 1. cap. 2. art. 4. §. n. 2.

pe des Ecclésiastiques ou des Religieux , qui ont embrassé certaines professions entièrement opposées à la sainteté de leur état. Telle est celle de Comédien & de Baladin. ^g Telles sont encore quelques professions extrêmement basses & indécentes. ^h Le Droit exclut du privilège du Canon les Ecclésiastiques , qui ne défèrent pas aux monitions qu'on leur fait , pour les obliger à les quitter. En France , il n'est pas nécessaire de faire des Monitions canoniques aux Ecclésiastiques , qui n'étant ni Bénéficiers , ni dans les Ordres sacrés , quittent les marques extérieures de leur état , montent sur le Théâtre , ou embrassent des professions incompatibles avec les fonctions du saint Ministère. Ils sont censés renoncer de fait à la Cléricature , & ils rentrent par-là dans l'état laïque.

Comme la profession des armes ne peut gueres se concilier avec les obligations du saint Ministère , un Ecclésiastique qui se fait Soldat , donne sujet de croire qu'il renonce à son premier état , à moins qu'il n'y ait des preuves publiques & connues , qui montrent qu'il ne l'a pas entièrement quitté ; par exemple , s'il avoit obtenu une dispense du Pape , qui lui permît d'aller à la guerre. Le Droit ordonne de faire des Monitions canoniques aux Ecclésiastiques , qui après avoir quitté l'habit clérical ont pris le parti des armes. ⁱ Mais en France ces monitions ne sont

g Clerici qui se joculatores faciunt , si per annum artem illam ignominiosam exercerint , ipso jure.... si breviori tempore , & tertio moniti non resipuerint , careant omni privilegio clericali. *Cap. unic. de vita & honest. Cler. in 6^o.*

h Diœcesanis locorum.... præcipimus ut Clericos.... macellariorum aut tabernariorum officium publicè exercentes , nominatim & tertio monent.... Si taliter moniti non desisterint , aut.... resumpse-

rint , conjugati omnino , non conjugati in rebus , & si omnino incedant ut laici , in personis privilegium clericale.... eo ipso amittant. *Clement. 1. de vita & honest. Cler.*

i Clerici , qui arma militaria , relicto habitu clericali gestare nullatenus erubescunt.... si tertio commoniti à Prælati suis , noluerint arma deponere , de privilegio Clericorum subsidium aliquod habere non debent. *Cap. 25. de sent. excommunicationis.*

nécessaires ni d'usage, que lorsque les Ecclésiastiques, dont il s'agit, sont dans les Ordres sacrés, qui sont un état fixe, & renferment des engagemens qu'on ne peut plus rompre. Le Soudiacre qui iroit au service, ne cesseroit point de l'être, & son Evêque auroit droit de le réclamer.

A plus forte raison les Ministres de l'Eglise, qui après s'être dépouillés de toutes les marques de leur profession, sont des guerres injustes, exercent des cruautés & des brigandages, sont indignes de la protection de l'Eglise. Clément III. au chapitre 23. de *sententia excommunicationis*, déclare que ce seroit envain qu'ils voudroient la réclamer, & s'autoriser du Canon *Si quis suadente*, pour se défendre des violences auxquelles ils s'exposent : En haine d'une conduite si condamnable, l'Eglise exempte de la rigueur de la censure, ceux même qui leur ôteroient la vie.

Comme il est permis à ceux qui n'ont que la Tonsure & les Ordres mineurs, de quitter l'Etat ecclésiastique, il est évident que dans ce cas ils cessent de faire partie du Clergé, & par conséquent d'avoir part à ses privilèges.

Quant à ceux, qui de crainte de perdre les avantages de cet état, ne prétendent point y renoncer, & qui malgré cela n'en portent point les marques distinctives, & menent une vie qui y est entièrement opposée, Innocent III. ^k veut qu'on leur fasse trois monitions, après lesquelles il déclare qu'on ne doit plus les regarder comme des Ecclésiastiques, & il les prive des privilèges d'un état qu'ils deshonnorent par une condition si irrégulière.

La raison générale de toutes ces exceptions à la censure, prononcée en faveur des Ecclésiastiques & des Religieux, c'est que l'Eglise, en l'établissant, n'a eu pour objet que de soutenir l'honneur du Clergé, & d'entretenir les peuples dans les sentimens d'estime & de respect qu'ils doivent aux Ministres des Autels.

^k Capit. 45. de sent. excom.

Or dans les circonstances que nous venons d'expliquer, il ne paroît pas que celui qui les frappe, commette une action injurieuse au Clergé; il ne manque de respect pour eux, que dans des occasions où ceux-ci n'en méritent point, & où il est même de l'avantage du Clergé qu'on les traite, comme s'ils n'en étoient plus membres.

Avant que de finir cet article il est bon de faire observer, qu'on ne regarderoit point comme excommunié celui qui traiteroit indignement le corps d'un Prêtre qui vient de mourir, & qu'un autre a assassiné. ¹ Le privilège du Canon a été donné en faveur de l'Ordre ecclésiastique, dont le corps d'un ecclésiastique mort, n'est plus membre. Le cadavre d'un Prêtre n'est point un Prêtre.

A R T I C L E H U I T I E M E.

A qui faut-il s'adresser pour se faire absoudre des violences commises contre les Ecclésiastiques & les Religieux.

Tout dépend de la nature de l'outrage & de la violence faite à un Ecclésiastique ou à un Religieux. Si la violence est énorme & publique, & que la personne, à qui on l'a faite, soit dans les Ordres sacrés, il faut s'adresser au Cardinal grand Pénitencier, de la manière que nous l'avons dit, lorsque nous avons parlé de ceux qui peuvent absoudre des cas réservés au saint Siège. ^m

Le Pape a aussi coutume d'accorder le pouvoir d'en absoudre aux Légats ⁿ qu'il envoie, avec cette dif-

l Fag. in cap. A nobis. 2, De sent. excomm. n. 26. & 27.
 m Pag. 63. & suiv.

n Excommunicatis pro injectione manuum violenter in Clericos, Ecclesiæ Romanæ Legati, qui de ipsius latere non mittuntur, extrâ Provin-

ciam sibi commissam, vel ibidem, si hujusmodi manuum injectores illuc contingat alioquin accedere, & qui Ecclesiarum suarum prætextu Legationis sibi vindicant dignitatem, etiam subditis.... Beneficium absolutionis impartiri non pos-

férence, que les Légats à Latere, ont à cet égard des pouvoirs beaucoup plus étendus que les autres; mais comme l'étendue de ces pouvoirs dépend de la volonté du saint Siège, pour la connoître, il faut consulter les Bulles de leur Légation. Les Nonces du Pape n'ont point de pouvoir, au moins en France, sur cette matiere: ils n'y sont considérés que comme les Ambassadeurs d'un Prince souverain.

Les pouvoirs accordés aux Evêques dans le Droit canon en faveur des réguliers, au sujet des censures réservées au saint Siège, ne peuvent, suivant la Discipline présente, s'exercer au moins ordinairement, indépendamment des Supérieurs des réguliers qui les ont encourues, que sur ceux qui sont soumis à leur Jurisdiction. Les Religieux qui en sont exempts, & qui ont encouru l'excommunication prononcée par le Canon *Si quis*, &c. doivent s'adresser à leurs Supérieurs, pour s'en faire absoudre. Quelque public & quelque énorme que soit leur crime, le Général & les Provinciaux de l'Ordre peuvent leur en donner l'absolution, quand même ils l'auroient commis avant que d'entrer en Religion.

La raison qui a porté le Pape à accorder ce pouvoir aux Supérieurs réguliers, a été de retrancher les occasions qu'auroient les Religieux de sortir de leur Monastère, & de faire des voyages & des courses, dont la régularité des Maisons religieuses souffriroit infailliblement: *Ut evagandi materia substrahatur.*

A l'égard des Religieuses exemptes ou non exemptes, elles peuvent recevoir de l'Ordinaire l'absolution de tous les cas réservés au saint Siège.

Quel que soit l'outrage fait à un Ecclésiastique qui n'est pas dans les Ordres sacrés, tout Prêtre approuvé peut en absoudre dans ce Diocèse.

sunt, nisi de speciali gratia	de off. Leg.
illis, & istis, amplius à Sede	
Apostolica concedatur. C. 9.	

o C. 33. de sent. excom.

II. QUESTION.

De la Simonie.

ARTICLE PREMIER.

LA Simonie est une espèce de contrat sacrilège, par lequel on achète ou on vend quelque chose de spirituel, comme l'Ordination, ou d'attaché au spirituel, comme le sont les Bénéfices qui ont un rapport essentiel à un Office ecclésiastique, suivant cette maxime, *Beneficium propter Officium*.

Tout ce qui est estimable à prix d'argent, peut être le prix d'un contrat simoniaque. C'est sur ce principe qu'est fondée la célèbre distinction des différens prix, auxquels on peut acheter une chose spirituelle. Les Théologiens les distinguent en *munus à manu*, *munus à lingua* & *munus ab obsequio*. Cette distinction est fort ancienne, puisqu'elle est tirée de saint Grégoire, & rapportée d'après lui au Canon 114. c. 1. q. 1. L'argent & tout ce qui en tient lieu, tels que sont les biens meubles & immeubles, est ce que saint Grégoire nomme *munus à manu*.

Les différens services que les hommes peuvent se rendre dans la société, comme gérer les affaires d'un autre, être son Procureur, son Intendant, avoir soin de ses enfans en qualité de Gouverneur ou de Précepteur, sont ce qu'on appelle *munus ab obsequio*.

Enfin, ce qu'on appelle *munus à lingua*, ce sont ces éloges intéressés, ces basses flatteries, par lesquelles on tâche de se rendre favorables, & de gagner les Présentateurs des Bénéfices.

C'est un principe général en matière de simonie, que toute convention, ^a par laquelle on s'oblige à

^a Generaliter teneas, quòd | de jure fieri non possunt, præ-
commutationes Præbendarum | sertim cum pactione præmissa.

une chose, à laquelle on n'est pas tenu de droit, & cela dans la vûe de se procurer des Bénéfices ou les saints Ordres, est simoniaque, à moins que cette convention ne soit de nature à pouvoir être approuvée des Supérieurs ecclésiastiques, & qu'elle ne le soit effectivement.

S'il y a eu des tems où la simonie a été commune dans l'Eglise, il est certain qu'on ne peut pas accuser l'Eglise de l'avoir jamais tolérée. Il n'est point de crime contre lequel les premiers Pasteurs se soient élevés avec plus de force dans les Conciles, & aient prononcé des peines plus sévères. Les Conciles de Bragues en 572. de Tolède en 652. frappent d'excommunication ceux qui s'en rendent coupables. ^b Les Papes, sur-tout ont, dans tous les tems signalé leur zèle contre la simonie, & fait tous leurs efforts pour l'extirper, comme on le pourroit montrer ^c par une tradition suivie & non interrompue, & qui remonte jusqu'aux premiers siècles.

Quelques Auteurs prétendent que Martin V. est le premier des souverains Pontifes, qui se soit réservé l'absolution de l'excommunication portée contre les Simoniaques, & qu'il publia à ce sujet la seconde année de son Pontificat une Bulle datée de Mantoue. Mais cette Bulle qui commence par ce mot, *Damnabilem*, ne se trouve point dans les Bulles. Suarez assure qu'il n'en a jamais vu aucun exemplaire. ^d C'est ce qui fait croire, ou que c'est une Bulle supposée, ou que du moins elle n'a point eu de suite. Aussi ce n'est que depuis Paul II. que la simonie est mise au nombre des cas réservés au saint Siège. ^e

quæ circa spiritualia, vel spiritualibus connexa labem continent semper simoniæ. cap. 5. de rerum permutatione.

^b Can. 8. & 22. c. 1. q. 1.

^c M. de Launoi l'a fait.

^d Cap. 55. de sim.

^e Statuentes quod universi &

singuli.... qui quomodolibet dando vel recipiendosimoniæ commiserint, aut quod illa fiat mediatores extiterint, seu procuraverint, sententiam excommunicationis incurrant, à qua nisi à Romano Pontifice.... non possint absolvi, præter-

Il y a deux sortes de simonies, l'une est défendue par le Droit divin, l'autre ne l'est que par le Droit ecclésiastique.

La simonie contre le Droit divin est celle qui est mauvaise de sa nature, & dans laquelle on donne le spirituel pour le temporel : Telle est la vente ou l'achat d'une chose sainte, comme sont les Sacrements, les Bénéfices, &c. Aucune dispense ne peut justifier cette espèce de simonie.

La simonie de Droit ecclésiastique consiste dans les conventions, suivant lesquelles on ne donne pas précisément le spirituel pour le temporel, mais on fait quelque chose qui en approche de si près, que l'Eglise a jugé à propos de défendre ces conventions comme simoniaques, parce qu'elles ont des suites presque aussi funestes que la simonie véritable, que l'intérêt y préside également, & qu'il en est le principal motif. C'est pour cette raison que l'Eglise a défendu de permuter un Bénéfice, sans l'autorité du Supérieur ecclésiastique. Faire échange d'un Bénéfice pour un autre, ce n'est point proprement donner le temporel pour le spirituel; mais comme il y auroit beaucoup d'abus à craindre, si l'Eglise toléroît ces permutations, elle les a défendues sous les mêmes peines que la simonie, & elle les met au même rang.

Enfin, ces deux différentes espèces de simonie se divisent en mentale, en conventionnelle, & en réelle & véritable.

La simonie qu'on appelle proprement mentale, ne renferme pas seulement la volonté de commettre une simonie lorsque l'occasion s'en présentera; elle suppose de plus des actions extérieures, faites avec une intention simoniaque, qui néanmoins ne paroît point au-dehors, & qui ne produit aucun pacte, ni exprès ni tacite. Ce seroit, par exemple, commettre une simonie de cette nature, que de se mettre

quam in mortis articulo. *Bul.* | 2. de sim. in *Extrav. commun.*
Cum detestabile *An.* 1464. C. |

au service d'un Evêque, dans la vûe d'obtenir pour récompense quelque Bénéfice.

La simonie conventionnelle consiste dans une convention ou expresse ou tacite, de donner le spirituel pour le temporel; convention qui n'a pas encore été exécutée, ou du moins qui ne l'a été que d'un côté.

Enfin la simonie réelle, est celle qui ajoute à la convention expresse ou tacite l'entiere exécution, en donnant le spirituel pour le temporel.

ARTICLE SECOND.

Toute espece de Simonie est-elle réservée au saint Siège?

Quoique toute Simonie, soit un crime digne des malédictions de Dieu & des anathêmes de l'Eglise, cependant la censure d'excommunication que les Papes ont portée contre ceux qui s'en rendent coupables, & dont l'absolution leur est réservée, n'a pour objet que la simonie qui concerne les saints Ordres ou les Bénéfices ecclésiastiques. Il est vrai qu'ils ont aussi prononcé la même censure contre la simonie qui peut se commettre à l'occasion de l'entrée en Religion; mais les Bulles ^f qu'ils ont publiées à ce sujet, ne sont pas universellement reçues, & elles n'ont point force de loi dans ce Diocèse.

La principale raison qu'à eu l'Eglise de distinguer les deux premieres especes de Simonie, & de les punir par préférence aux autres, c'est que se sont celles qui ont fait de plus grands ravages dans le Christianisme. Comme c'est l'avarice & l'ambition qui font agir les Simoniaques, que leur dessein est d'envahir l'héritage du Seigneur, & de s'élever aux Dignités ecclésiastiques, les Papes & les Evêques ont cru devoir condamner d'une maniere particuliere la simonie, dans la matiere où elle est la plus commu-

f V. cap. 1. de sim. in Extr. comm.

ne , & de proscrire, sous les plus rigoureuses peines ; cet odieux commerce , par lequel on achete les Bénéfices ou les saints Ordres qui donnent droit de les posséder.

La simonie mentale ne rend point ceux qui en sont coupables, sujets aux Peines canoniques. C'est la décision de saint Thomas, ^z & du Pape Grégoire IX. au cap. 46. de *Simonia*. Ces peines ne concernent point aussi la simonie qui n'est que conventionnelle, & qui n'a point encore eu d'exécution. La Bulle de Paul II. y est précise, & l'excommunication qui y est portée, n'a évidemment pour objet, que ceux qui ont donné ou reçu quelque chose d'une manière simoniaque, ^h & non ceux qui sont seulement convenus de le faire.

Il est encore certain, que lorsque la convention n'a été exécutée que du côté de celui qui avoit promis de donner le temporel, on n'encourt point l'excommunication ; car suivant la Bulle du même Pape, on n'y tombe que lorsque la chose spirituelle a été donnée, l'Ordre ou le Bénéfice conféré. ⁱ

Il y a plus de difficulté à décider, si on tombe dans la réserve, lorsque la convention simoniaque n'a été exécutée que par celui qui avoit promis le spirituel, qu'il a effectivement donné, quoiqu'il n'ait pas encore reçu l'argent qu'on s'étoit engagé à lui faire toucher. D'habiles Théologiens ^k ont cru que dans ce cas on encouroit les Peines canoniques.

Cependant l'opinion contraire a depuis long-tems prévalu : elle paroît plus conforme aux principes, & aux regles dont on doit se servir pour l'interprétation des Loix qui établissent des réserves, & dé-

^g Et ideo in simonia... quæ solâ voluntate efficitur, quis peccat secundum reatum pœnæ, quæ ad iudicium Dei perzinet, sed non quantum reatum pœnæ, quæ pertinet ad iudicium Ecclesiæ. In quantum distinct. 25. q. 3. art. 1. quæsit.

1. ad primum.

^h Qui dando vel recipiendo simoniam commiserunt. Cap.

2. de sim. in Extrav. comm.

ⁱ Qui simoniacè ordinati fuerint. Ibid.

^k Tolet., l. 5. c. 93.

cernent

cernent des peines : car c'est un principe constant, qu'on n'encourt point les peines prononcées contre un crime, à moins qu'il n'ait eu son entière exécution. La simonie ne l'a précisément ni par le paiement du prix convenu, ni par la tradition de la chose spirituelle. Il faut que l'un & l'autre concoure. Navarre¹ & Filliucius^m assurent qu'à la Cour Romaine & au tribunal de la Rote, on ne regarde point comme excommuniés de plein droit, ceux qui ont obtenu un Bénéfice par une simonie conventionnelle, qui n'a été exécutée que d'un côté. Or il est évident que si l'intention des Papes étoit de se réserver cette espèce de simonie, les différens Tribunaux de Rome, qui sont dépositaires de l'autorité du saint Siège, ne se relâcheroient point dans cette matière. L'usage est le plus sûr interprète des Loix.

La simonie peut être réelle & soumise aux Peines canoniques, quoique la somme promise n'ait pas encore été entièrement payée. Il suffit d'en avoir payé la moindre partie, pour que le crime soit consommé à cet égard.

Le seroit-il également, si on s'étoit contenté de donner un billet, par lequel on s'oblige à payer la somme qu'on a promise, pour prix du Bénéfice qu'on a obtenu ? La raison de douter est, qu'un billet n'est point un paiement réel & effectif, ce n'est au fond qu'une promesse mise par écrit. Mais d'un autre côté, un billet n'a-t-il pas une valeur réelle qui peut se mettre à prix dans le commerce ? Ne le peut-on pas négocier comme une lettre de Change ? Il n'est pas la chose promise elle-même, mais c'est quelque chose d'équivalent ; c'est du moins quelque chose de réel & de temporel, & conséquemment d'estimable à prix d'argent, puisqu'il donne un droit apparent, de se faire payer de la somme promise, dont sans cela on n'auroit pas pû poursuivre en justice le paiement. D'habiles Théologiens que nous avons consul-

¹ Navar. in Manual. c. 23. | ^m De Simon. cap. 13. n. 16.
n. 103.

té sur cette matiere , ne doutent point que cette simonie ne soit réelle & consommée , & nous avons peine à croire qu'on prononçât autrement dans les Tribunaux ecclésiastiques & séculiers.

Quoiqu'on possède depuis long-tems un Bénéfice obtenu par simonie , l'excommunication qu'on encourt du moment qu'on commence à payer la somme promise , n'a point un effet rétroactif , du moins par rapport au for intérieur ; & quoiqu'on ait fait auparavant les fonctions des saints Ordres, on n'est point pour cela tombé dans l'irrégularité.

Les saints Canons distinguent dans la simonie, comme nous l'avons déjà remarqué , trois prix différens , à *manu*, *ab obsequio* , & à *lingua*. Chacun de ces prix peut-il seul former une simonie réelle , & qui fasse encourir les peines portées contre les Simoniaques ? La plupart des Théologiens, sans s'expliquer davantage , soutiennent qu'on les encourt , lorsque le crime a été consommé par le paiement du prix & la collation de l'Ordre ou du Bénéfice. D'autres prétendent , ⁿ qu'on n'y tombe que lorsque le prix de la simonie peut être appelé *munus à manu*. Quelques-uns y joignent ce qu'on nomme *munus ab obsequio*.

Il y a apparence que malgré cela , tous pensent à peu près la même chose , & qu'ils distinguent dans cette matiere ce qui se peut mettre dans le commerce à prix d'argent , des choses qui ne s'y mettent point. Les premières peuvent dans un certain sens être appelées *munus à manu* , quoiqu'on ne comprenne souvent quelques-unes d'entre elles que dans ce qui se nomme *munus ab obsequio*. Tels sont par exemple , les services temporels que les hommes peuvent se rendre les uns aux autres , & qui certainement peuvent être la matiere d'une simonie réelle & punie de l'excommunication. Et en effet , pourroit-on dire , qu'un Seigneur qui choisiroit un Ecclésiastique , pour être le Précepteur de ses enfans , ou pour

prendre ſoin de ſes affaires temporelles, ° à condition de lui donner le premier Bénéfice qui viendrait à vaquer dans ſa diſpoſition, n'encourroit point la cenſure, s'il venoit à exécuter cette convention? Ce n'eſt pourtant ici que ce qu'on nomme *munus ab obſequio* : & dans le fond, qu'importe qu'on faiſſe acheter les ſaints Ordres ou les bénéfices à prix d'argent, ou bien au prix de certains ſervices qui ſont ſouvent d'une plus grande conſidération, que l'argent dont on pourroit les payer.

A l'égard des choſes qui dans le Commerce civil n'ont point de prix, & n'en peuvent avoir, comme ſont les louanges, les flatteries, les complaiſances, elles ſont ſouvent la matiere d'une ſimonie mentale, mais il n'eſt pas d'uſage qu'elles entrent dans une convention ſimoniaque.

Pour réprimer plus ſûrement l'avidité des Simoniaques, & attaquer la ſimonie juſques dans ſes derniers retranchemens, l'Egliſe ne s'eſt pas contentée de punir celle qui eſt défendue par le Droit divin; elle a enveloppé dans la même condamnation celle qui ne l'eſt que par le Droit eccléſiaſtique: c'eſt le ſentiment commun des Théologiens & des Canonistes. P Il eſt vrai que quelques Auteurs ſoutiennent que ce qui n'eſt oppoſé qu'aux Loix de l'Egliſe, ne peut à la rigueur être traité de ſimonie, par la raiſon que l'eſſence de ce crime conſiſtant dans l'acquiſition d'une choſe ſpirituelle par le moyen du temporel, tout ce qui a ce caractère, eſt contre la Loi de Dieu, & tout ce qui ne le porte pas, quoique condamné par la Loi de l'Egliſe, ne peut être une vraie ſimonie; c'eſt un péché d'une autre nature.

Néanmoins tous conviennent que les ſaints Canons traitent de Simoniaques, des conventions & des actions qui ne renferment point une ſimonie dé-

o Lamet, v. ſimonie, cas 17.	tit. 3. ſeſt. 2. n. 6. & ſeſt. 7.
p. Suarez l. 4. de ſim. c. 55.	n. 155.
l. 19. Layman. l. 4. traſt. 10.	9 Cap. 5. de rerum permut.
ult. n. 66. Pirrhing. l. 5.	& alib.

Il eft encore certain que les Conciles & les Papes prononcent la peine d'excommunication contre toute efpèce de fimonie. Or, comme il s'agit ici d'une peine portée par les Canons contre ce crime, ^r il en faut conclure que tout ce qui dans les saints Canons eft traité de Simoniaque, eft fujet à cette peine, & conféquemment la censure portée contre toute fimonie réelle, renferme celle qui n'eft que contre le Droit eccléfiastique. ^s Navarre assure que c'eft l'ufage de la Pénitencerie; & ^t il a été jugé par plusieurs Arrêts, que des conventions qui ne renfermoient point une fimonie oppofée à la Loi de Dieu, mais feulement certaines conditions réprouvées par les Loix de l'Eglife, étoient absolument nulles, lorsqu'elles n'étoient point approuvées par le faint Siége, quoiqu'on ait auffi quelquefois obligé de remplir ces conventions, pour punir l'ingratitude & la perfidie de celui qui refufoit de les accomplir. ^t

Aucun motif, quelque légitime qu'il paroiffe, ne peut changer la nature de la fimonie, ni la juftifier; n'eût-on pour objet dans l'argent qu'on donne & qu'on reçoit, que le bien de l'Eglife, ou le foulagement de pauvres, ^u cet argent dût-il être employé à réparer l'Eglife, ou le bâtiment du Bénéfice. En effet, qui ne voit que dans ces occasions, la cupidité fe couvre du voile de la piété, & que ce n'eft pas le bien des pauvres, ou l'avantage de l'Eglife qu'on cherche? Si on avoit des vûes fi pures, on ne penferoit point à s'indemnifer par un Bénéfice, de ce qu'il en coûte en aumônes, ou en autres bonnes œuvres.

Comme la fimonie confifte dans la volonté d'ob-

^r *Cùm detestabile scelus simoniacæ pravitatis tam divinatorum, quàm sacrorum Canonum auctoritas coerceat. cap. 2. de sim. in Extrav. com.*

^s *Cap. 7. de rerum permut.*

^t *Dictionn. des Arrêts, V.*

Simonie.

^u *Constituimus ut nullus Clericus pro Ecclesiæ Beneficio, audeat aliquid conferre aut fabricæ Ecclesiarum seu etiam quod pauperibus sit tribuendum. Alex. II. Cap. 9. c. 1. q. 3.*

tenir le spirituel par le moyen du temporel, il importe peu de quel nom on appelle le moyen dont on se sert pour parvenir à cette fin ; qu'on le nomme prix du spirituel ou qu'on ne l'offre que comme un motif qui détermine à le donner ou par forme de présent & de témoignage de reconnoissance, c'est certainement la même chose, le changement de nom ne change point le fond du contrat. Un témoignage de reconnoissance, un présent, n'est point en effet un prix simoniaque ; mais lorsqu'on s'est obligé à l'un & à l'autre & qu'on exécute sa promesse, ce n'est plus une reconnoissance & un présent volontaire, c'est faire illusion que de l'appeller ainsi.

C'est pour cette raison que le Concile de Trente ^x a défendu de recevoir des présens de quelque manière qu'on les fasse, à l'occasion & en vûe de l'Ordination, parce que si on les toléroît, l'usage d'en faire & d'en recevoir s'établirait bientôt. Or, ce qui se donne en conséquence d'un usage établi, n'est point pleinement volontaire. La coutume forme un droit & une espèce de nécessité ; & l'obligation qui en résulte, est souvent plus forte que celle qui naît d'une convention particulière. ^y

Si cependant un Evêque après avoir donné gratuitement l'Ordination, recevoit un présent de l'Ecclesiastique à qui il l'a donnée, quoiqu'il péchât contre l'Ordonnance du Concile de Trente, il ne seroit pas néanmoins coupable d'une simonie réelle, pourvu qu'il n'y eût eu aucun pacte précédent.

Les cierges que les Ordinans présentent à l'offrande, ne doivent faire dans cette matière aucune difficulté. La Congrégation des Cardinaux a déclaré qu'on ne pouvoit regarder comme un présent défendu par le Concile de Trente, ce qui est fondé sur le Pontifical Romain, & fait partie des cérémonies de l'Ordination. Mais elle ajoute que le même Concile ayant aboli tous les autres usages, quelques an-

^x Sess. 21. de Reform. cap. 1.

^y Sainte Beuve, t. 2. cas 54.

ciens qu'ils fussent, on ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, faire des oblations d'une autre nature dans la cérémonie de l'Ordination. ^z

On a inventé mille différens moyens pour pallier la simonie; elle est trop grossiere, lorsqu'elle consiste dans une convention expresse de donner le spirituel pour le temporel. On se sert plus utilement de certains pactes tacites, qui la déguisent, mais sans la justifier. On fait agir, par exemple, des personnes de confiance, à qui on confie le mystère de la négociation, on les prie de faire valoir le caractère plein de reconnoissance du sujet qu'on recommande. ^a On l'assure qu'il la témoignera d'une maniere qui ne sera pas équivoque & dont on sera content : Ou bien encore, on insinue à celui qui sollicite un Bénéfice, ou pour qui on le sollicite, qu'on attend de lui qu'il fera bien les choses. On entend aisément ce langage; l'Ecclésiastique promet tout ce qu'on veut; qui ne voit dans tout cela des conventions tacites, qui peuvent par leur exécution, devenir des simonies réelles? Car pour tomber dans la réserve, il n'est pas nécessaire de faire des traités simoniaques, dans lesquels on convienne expressément de tout. Des promesses verbales, des actions même, sans promesse verbale, sont quelquefois plus expressives que les traités les plus solennels.

On n'oseroit, par exemple, marquer expressément dans une Résignation, que le résignant continuera de jouir des revenus du Bénéfice tant qu'il voudra, ^b ou que le Résignataire se chargera de toutes les réparations, prendra soin de la famille de son bienfaiteur,

^z *Consuetudo percipiendi ab ordinatis ad primam Tonsuram forcipes, pectines, ac mappas, præter faculas, pariterque à Presbyteris intelligitur pariter ac corruptela. Cette Déclaration est rapportée par Fagnan, in caput, Ordinando, de sim. n. 12.*

^a *Quicumque . . . propter Sacerdotii dignitatem quodlibet præmium fuerit detectus obtulisse, ex eodem tempore se noverit anathematis opprobrio condemnatum. Can. 7. c. 1. g. 1.*

^b *Dict. de Lamet, V. simonie, cas 18.*

le remboursera de tout ce qu'il lui en a coûté , pour certains embellissemens , ou se défera d'un Bénéfice qu'il possède en faveur d'une personne qu'on lui nomme : mais on donne parole d'honneur , ou expressement ou d'une manière équivalente qu'on le fera : la résignation qui se fait en conséquence est simoniaque.

On doit porter le même jugement des présentations des Bénéfices , qui se font par des Seigneurs , qu'on sçait être dans l'usage de ne récompenser que par-là les services qu'on leur rend sans aucun gage ; ou s'ils en donnent , ils se croient dispensés , dès qu'ils ont présenté le Bénéfice , de payer les appointemens qui sont dûs , ou les avances qu'on a faites pour eux. Un sçavant Théologien ^c soutient que tout cela ne se peut faire sans une espèce de pacte implicite , qui consiste dans la connoissance mutuelle qu'ont le Présentateur & l'Ecclésiastique de leurs vûes particulières , dans le consentement qu'ils y donnent chacun de leur côté , & dans les actions extérieures qu'ils font en conséquence , & qu'ils encourent l'un & l'autre les Peines canoniques. Nous ajouterons néanmoins , pour ne point outrer la matiere , que lorsqu'il n'y a point de pacte , au moins tacite , fondé par exemple , sur un usage , tel que nous l'avons marqué , la simonie n'est point réelle ; parce que l'intention même de donner un Bénéfice en paiement , ne forme qu'une simonie mentale , dès qu'il n'y a eu à cet égard aucune promesse de la part de celui qui l'accepte.

Le plus grand nombre des Théologiens , de ceux même qui ne passent pas pour rigoristes , ne croit pas que le péché de simonie puisse devenir véniel , à cause de la légèreté de la matiere , parce que ce n'est pas le plus ou moins de revenu d'un Bénéfice qui fait le crime de ceux qui l'achètent , c'est la nature du Bénéfice qui est la même , soit que le Bénéfice soit d'un riche revenu , soit qu'il n'en soit pas. D'un autre côté

té , quoiqu'on donne fort peu de chose pour l'obtenir , c'est toujours une extrême indécence que de l'acheter , à quelque prix que ce puisse être. Les Canons qui traitent de cette matiere , ne font point de distinction entre ceux qui ont acheté bien cher une chose spirituelle , & ceux qui l'ont eûe à vil prix.

L'ignorance peut quelquefois excuser de simonie , mais elle peut rarement justifier les Ecclésiastiques , qui doivent être instruits de cette matiere. Les Laïques même qui font des traités , dans lesquels il entre beaucoup de voies indirectes , ne peuvent point ordinairement se rassurer sur leur prétendue bonne foi. Il est difficile qu'ils n'aient eu là-dessus quelque doute , & ils devoient consulter.

ARTICLE TROISIEME.

Quand tombe-t-on dans la censure & la réserve pour avoir commis une Simonie réelle , dans la réception ou la collation des saints Ordres.

On peut considérer dans la collation des saints Ordres , l'Ordination elle-même , ou ce qui a rapport à l'Ordination.

On ne peut douter , que de donner quelque chose de temporel pour l'Ordination , ce ne soit une simonie réelle , & que ceux qui en sont coupables pour avoir donné le temporel , ou pour l'avoir exigé & l'avoir reçu , ne tombent dans la censure & dans la réserve. ^d

La Tonsure n'est pas proprement un Ordre , & comme dans les matieres de rigueur , il faut suivre

d Declaramus quòd omnes illi , qui simoniacè ordinati fuerint à suorum sint Ordinum executione suspensi....statuentes præterea quòd universi & singuli... qui quomodolibet dando vel recipiendosimoniam

commiserint , aut quòd illa fiat mediatores extiterint , seu procuraverint , sententiam excommunicationis incurrant , à qua nisi à Romano Pontifice... non possint absolvi , cap. 2. in Extrav. com.

l'interprétation la plus modérée , sur-tout quand elle est conforme à la lettre de la Loi , il semble qu'on devroit dire , que ceux qui donnent ou reçoivent la Tonsure d'une manière simoniaque , n'encourent point l'excommunication. Cependant , comme c'est par le Droit canonique , que cette peine a été portée , & qu'en Droit , où l'on ne suit pas toujours la précision Théologique , la Tonsure porte le nom d'Ordre , & les Théologiens enseignent presque unanimement , que les peines décernées contre ceux qui commettent une simonie réelle dans la réception des saints Ordres , tombent également sur ceux qui s'en rendent coupables en donnant ou en recevant la Tonsure , de même que l'irrégularité qui est un empêchement canonique aux Ordres , empêche aussi de recevoir la Tonsure cléricale. Le Concile de Trente ^e & celui de Reims de 1583. s'en défendant de rien exiger pour les saints Ordres , comprennent nommément la Tonsure dans cette défense. Il y a d'ailleurs une Bulle de Sixte V. ^h qui décide expressément ce que nous soutenons ici ; & quoique Clément VIII. l'ait révoquée en plusieurs points , & l'ait réduite aux termes de Droit commun , il l'a néanmoins confirmée dans tout ce qui concerne la simonie. ⁱ

En effet , la raison de la loi est la même pour la Tonsure que pour les Ordres sacrés ; car on sçait que ceux qui veulent entrer dans la Cléricature contre la volonté de Dieu , ne cherchent pas précisément les saints Ordres : Cet avantage tout spirituel les flatte moins que les revenus & les Dignités ecclésiastiques. C'est dans cette vûe qu'ils pensent à s'ouvrir à prix d'argent la porte du Sanctuaire ; mais comme il ne faut avoir que la Tonsure pour posséder plusieurs

^e Per Tonsuram Clericalis Ordo confertur , cap. 11. de *etate & qual. præfic.*

^f Sess. 21. cap. 1. de Refor.

^g Tit. de Sim. n. 7. tom. 15. Cons. col. 910.

^h Bull. Sanctum & salu are.

Bull. t. 2. c. 711.

ⁱ Contra simoniacè ordinantes & ordinatos , inflicta pœnas volumus in suo robore permanere. Bulla. Romanum Pontif. Bullar. t. 3. col. 6.

Bénéfices d'un très-riche revenu, l'Eglise a remonté jusqu'au principe, & elle a défendu de la recevoir d'une manière simoniaque.

Entre les choses qui ont un rapport plus marqué à l'Ordination, celles dans lesquelles la simonie est plus étroitement défendue, ce sont l'examen des Ordinans, la fonction de l'Archidiacre qui les présente à l'Evêque, & rend publiquement témoignage de leurs bonnes mœurs, les Dimissoires & les Lettres d'Ordres. Tout cela doit se faire gratuitement : L'accessoire doit suivre la nature du principal ; & s'il n'est pas permis de rien donner ou de rien exiger directement pour les saints Ordres, on ne peut aussi rien exiger indirectement, pour des choses qui ont une liaison essentielle avec l'Ordination, dont elles sont la preuve comme les Lettres d'Ordres, ou qui renferment la permission de la recevoir comme les Dimissoires, ou qui la précèdent comme l'examen des Ordinans.

Il est néanmoins permis aux Secrétaires des Evêques qui n'ont point d'autres gages, de recevoir un salaire modéré pour l'expédition des Dimissoires & des Lettres d'Ordres. Ce qu'on donne alors ne se donne point en vûe de l'Ordination : c'est une récompense de leur peine & de leur travail, récompense qu'ils méritent & qu'ils ont droit d'exiger. Le Concile de Trente & l'Ordonnance de Blois ont réglé les droits des Secrétaires à la dixième partie d'un écu, ce qui doit s'entendre relativement au prix de l'argent, qui a beaucoup augmenté depuis le règne d'Henri III. C'est pourquoi il est permis de faire aujourd'hui la taxe un peu plus forte ; elle n'est pas la même dans tous les Diocèses, c'est aux Evêques à la fixer, & ils doivent en cela se rapprocher le plus qu'il est possible du Règlement du Concile de Trente. Il ne faut pas cependant condamner légèrement les Prélats qui taxent ces droits à un plus haut prix qu'ils ne le sont ailleurs. On doit supposer qu'ils ont des raisons de le faire, & ceux qui payent ces droits, autorisés par les Evêques qui leur

donnent l'Ordination , ne sont point censés acheter les saintes Ordres , mais se conformer à un usage qu'ils présumant justement établi.

Les Secrétaires ne peuvent rien exiger au-delà du tarif approuvé par leur Evêque. Ce qu'ils recevraient de plus en vertu d'un pacte précédent , formeroit , au jugement d'un grand nombre de Théologiens ,^k une simonie réelle. Le Concile de Trente^l & l'Ordonnance de Blois^m autorisent clairement ce sentiment , qui doit être regardé comme certain , à le considérer dans le point de vue , sous lequel nous le proposons. Fagnan assureⁿ que la sacrée Congrégation a décidé que c'étoit une vraie simonie ; & les Peres du Concile de Bordeaux en 1583 , ont déclaré que ceux qui s'en rendent coupables , encourent l'excommunication. Mr. de sainte Beuve^o ne pouvoit comprendre la hardiesse & le peu de conscience , de ceux qui transgressent ce chapitre du Concile & cet article de l'Ordonnance.

Outre l'excommunication majeure qu'encourent ceux qui donnent ou reçoivent les saints Ordres d'une

^k Navar. Concil. 28. de Simonia. Zerola V. litteræ dimissoriae. M. Collet, traité des dispenses , t. 2. l. 2. part. 7. ch. 2. nombre 9.

^l Quoniam ab Ecclesiastico ordine omnis suspicio avaritiæ abesse debet, nihil pro collatione quorumcumque Ordinum , etiam Clericalis Tonsuræ , nec pro litteris dimissoriis aut testimonialibus , nec pro sigillo , nec alia quacumque de causa , etiam sponte oblatum , Episcopi , & alii Ordinum Collatores , aut eorum ministri quovis pretextu accipiant. Notarii verò...decimam tantum unius aurei partem accipere possint, dummodò eis nullum salarium sit constitutum pro

officio exercendo : contrarias.... consuetudines.... quæ potius abusus , & corruptelæ simoniacæ pravitati faventes nuncupari possunt , penitus.... interdicens : qui secus fecerint , tam dantes , quàm accipientes , ultra divinam ultionem , pœnas à Jure inflictas ipso facto incurrant. Sess. 21. c. 1.

^m Seront ceux qui se trouveront avoir pris & donné (plus de la dixième partie d'un écu) punis des peines ordonnées par le Droit contre les Simoniaques , art. 20.

ⁿ In caput , in Ordinando , de sim. n. 31. & 34. tit. 14. de Ordin. Sacram.

^o Tom. 2. cas 50.

maniere simoniaque , ils tombent encore dans une suspension réservée au saint Siège. Nous parlerons de cette seconde peine dans la quatrième partie de cet ouvrage.

ARTICLE QUATRIEME.

Quand tombe-t-on dans la Censure & dans la Réserve, pour avoir commis une simonie réelle , en matiere de Bénéfice ?

Comme tous les Bénéfices , de quelque nature qu'ils soient , peuvent être l'objet de la cupidité des Simoniaques , les peines que l'Eglise a prononcées contre la simonie , concernent celles qui se commet à l'égard de quelque Bénéfice que ce puisse être , sans distinction , double ou simple , régulier ou séculier , &c. & de quelque maniere qu'on le possède , en Titre ou en Commende.

Doit-on porter le même jugement de la simonie , qui a pour objet certains offices réguliers , tels que sont ceux de Général , de Provincial , de Prieur & de Gardien ? Plusieurs Canonistes pensent que ces places n'étant pas à proprement parler des Bénéfices , ce n'est point un cas réservé , de les obtenir par simonie.

Cependant le sentiment contraire est le plus commun. Il paroît plus conforme à la Constitution de Paul II. ^r car , 1^o. la simonie qui concerne les élections qui se font dans les Monastères , y est expressément & généralement défendue sous peine d'excommunication , & de la même maniere que celle

p Gibert , in notis ad Caput. 8. l. 5. Theor. & Prax. Cabas-jutii , n. 5.

q Collet , de simonia. c. 5. art. 2. Suarez prétend même que ce sentiment est certain , l. 4. de sim. c. 57.

r Per electiones , seu quasvis

alias dispositiones , quas simoniacâ labe contigerit fieri , & quæ viribus omninò careant , in Ecclesiis , Monasteriis , Prioratibus , & Officiis Ecclesiasticis. Cap. 2. de sim. in Extr. comm.

qui se commet au sujet des Bénéfices. 2^o. Les anciens Canons condamnent aux mêmes peines l'une & l'autre simonie sans distinction. Or Paul II. renouvelle dans sa Constitution toutes les peines portées dans les anciens Canons contre ce crime.^s

Quoi qu'il en soit de la loi générale, on convient assez universellement, que par les Statuts particuliers des Communautés religieuses, les élections des Supérieurs faites d'une manière simoniaque, sont nulles de plein droit, comme les provisions des Bénéfices.

Les Théologiens ^t & les Jurisconsultes ^u enseignent unanimement, que les Commanderies de l'Ordre de Malte ne sont que de simples administrations, & non des Bénéfices ecclésiastiques. Les Bourses des Collèges le sont encore moins; ce sont de pieuses fondations, pour l'entretien & la subsistance de pauvres écoliers pendant leurs études. Aussi la Faculté de Théologie de Paris, en prononçant qu'il n'étoit pas permis de faire acheter ces Bourses, n'a pas décidé que ce fût une simonie, mais seulement qu'il y auroit dans cette vente un gain sordide & injuste. ^x Il a été jugé par plusieurs Arrêts ^y que les Principalités des Collèges n'étoient point par elles-mêmes des Bénéfices ecclésiastiques.

Boniface VIII. au chap. 8. de *Concess. Præbendæ*, semble mettre les Prestimones au nombre des Bénéfices; ce Pape ne parle pas en cet endroit des Prestimones ordinaires, mais de celles qui sont perpétuelles, décrétées par les Evêques, & érigées en titre de Bénéfice, quoiqu'elles n'en portent pas le nom.

Paul II. dans la Bulle *Cum detestabile*, prononce:

^s Omnes & singulis excommunicationis, suspensionis... pœnas... à Romanis Pontificibus... contra simoniacos... latas... quas ipso facto eos incurrere volumus, confirmantes & innovantes. *ibid.*

^t Sainte Beuve, t. 1. cas 29.

^u Du Moulin, de *infirm. resignant.* n. 321.

^x D'Argentré, *Collectio judiciorum.* t. 2. p. 8.

^y V. le *Diction. des Arrêts*; v. *Bourses*.

la peine de l'excommunication contre la simonie ; qui se commet au sujet des offices ecclésiastiques ; ce qui ne doit s'entendre que de ceux qui sont en même tems Bénéfices , ou des supériorités des Monastères. Tout autre office qu'on n'obtient que par commission , tels que celui de Sacristain , ^z & même une place de Vicaire Général n'est point le sujet d'une simonie réservée. On doit dire la même chose des charges de Chapelain du Roi , ^a qui sont à la vérité des Offices ecclésiastiques , mais non des Bénéfices.

Le droit de Patronage a un rapport marqué à un Bénéfice ; mais comme c'est quelque chose de différent , la simonie qui se commettrait en vendant ou achetant ce droit , qui est tout spirituel , ne seroit point une simonie réservée.

Quoiqu'il soit permis de conférer à un Ecclésiastique un Bénéfice , qu'il vient de fonder , il ne pourroit néanmoins sans simonie ne le fonder qu'à condition d'en être pourvu. ^b Fagnan ^c rapporte qu'ayant été consulté au sujet d'un Ecclésiastique , qui en fondant un Bénéfice , s'étoit retenu le droit de se le présenter à lui même , il décida que la fondation étoit simoniaque , & la présentation nulle ; & en conséquence le Fondateur fut obligé de prendre de nouvelles provisions du souverain Pontife. Tout cela montre combien l'Eglise a en horreur la simonie , puisqu'elle ne permet pas même qu'on puisse se réserver à titre de Bénéfice , le même bien de patrimoine que l'on possédoit légitimement auparavant. ^d

^z *Sainte Beuve* , tom. 1. cas 34.

^a *Le même* , t. 2. cas 53. Pontas , v. *simonie* , t. 49.

^b Respondemus quòd si aliquis clericus cum conditione vel pacto largiatur aut offerat bona sua , ut illa postmodum in præbenda retineat , & in Canonicum admittatur , hujusmodi oblatio vel receptio fieri non poterit sine vitio si-

monia : si verò purè ac sine pacto vel conditione qualibet offerat , rogans humiliter & ut in Canonicum admittatur , & bona sua sibi retinere liceat pro præbenda , hujusmodi receptio fieri potuit absque scrupulo simoniae , cap. 34. de sim.

^c *In caput* , Tua nos , de simonia , n. 6.

^d *Diction. des Cas de Conscience* , de *Lamer & Fromageau* ,

Ce seroit encore à plus forte raison une simonie, d'augmenter le revenu d'un Bénéfice qu'on possède, dans le dessein de le permuter avec un autre plus considérable. Ce qu'on ajouteroit au revenu du Bénéfice dont on est titulaire, seroit visiblement le prix auquel on acheteroit celui qu'on désire.

Sylvius ^c enseigne aussi qu'un Ecclésiastique qui a été ordonné sur un titre de Bénéfice, ne peut se procurer un titre de patrimoine, pour avoir la liberté de permuter son Bénéfice d'une manière avantageuse : il croit que tout cela ne se peut faire sans une espèce de simonie, parce que le titre de patrimoine, n'étant établi dans le cas dont nous parlons, que pour faciliter la permutation, le bien temporel sert alors de moyen pour obtenir le spirituel.

Comme les pensions ne sont pas des Bénéfices, ce n'est point un cas réservé d'obtenir une pension par simonie. Mais c'en seroit un, ^f de résigner un Bénéfice, & de se retenir en même tems une pension, à la charge qu'elle sera éteinte par le paiement anticipé de quelques années, sur-tout avant la prise de possession ; car alors il est visible que c'est moins une pension qu'on a voulu se ménager, que de l'argent comptant, prix sacrilège du Bénéfice résigné, & que la pension n'a été créée, ^g que pour colorer & couvrir la simonie.

De quelque manière que la simonie inslue dans la collation d'un Bénéfice, dès qu'elle est réelle, elle est toujours réservée, soit qu'elle concerne l'élection ou la présentation, soit que l'élection ou la présentation s'étant faites d'une manière canonique, il n'y ait que la confirmation ou la collation qui ait été simoniaque.

v. *simonie*, c. 7.

^e Sylvius, *résol. Variæ v. sim.* 3.

^f *Resignationes Beneficiorum, cum retentione fructuum, vel pensionis, quæ postea ab illis qui resignationes illas acceptaverint, præsertim pretio*

sine Apostolica auctoritate reddimtur, pro simoniacis habendas judicamus. Conc. Rothom. an. 1581. tom. 15. Concil. col. 387.

^g *Dict. de Lamet & Fromageau, cas 22.*

Comme la simonie est consommée d'un côté par le paiement de la moindre partie du prix, elle l'est également de l'autre par la présentation seule du Bénéfice. En effet, toute espèce de provision de Bénéfice qui se fait par simonie, est déclarée nulle par la Bulle de Paul II. & punie de l'excommunication. Quand même l'Ecclésiastique à qui il a été présenté, viendrait à reconnoître sa faute avant la collation, & renonceroit au droit qu'il peut y avoir, sa pénitence n'empêcheroit pas qu'il n'eût déjà encouru la censure ; elle lui mériteroit seulement une absolution plus prompte, & une plus grande assurance du pardon de son crime.

Une résignation simoniaque n'est consommée que du moment qu'elle est admise par le souverain Pontife. Jusques-là ce n'est qu'une simple procuration *ad resignandum*. Si les conditions n'ont pas passé à Rome, la simonie n'ayant point eu son entière exécution, n'est point réservée ; le Résignant demeure toujours titulaire du Bénéfice. Il doit seulement faire signifier à son Résignataire une révocation de sa procuration *ad resignandum*, pour empêcher que celui-ci n'en fasse usage.

Lorsqu'il y a plusieurs Présentateurs ou plusieurs Electeurs, ^h n'en eût-on gagné qu'un seul par argent, ce n'en seroit pas moins une simonie véritable & réservée, quand même dans une élection qui se fait à la pluralité des voix, on auroit obtenu d'une manière canonique le plus grand nombre des suffrages. Tous les Electeurs & les Présentateurs qui ont eu connoissance de la simonie, & qui malgré cela ont concouru à l'élection ou à la présentation, tombent dans la réserve, du moins comme médiateurs & approbateurs du crime.

Ce qu'on peut canoniquement exiger pour les provisions des Bénéfices, est fixé par les Ordonnances du Royaume, & les réglemens des Diocèses ; mais il n'est pas sans exemple que ce qu'on n'oseroit de-

mander nettement pour procurer un Bénéfice, on l'exige pour les provisions qu'on taxe à des sommes considérables. Ces exactions sont évidemment simoniaques.

On ne doit insérer dans l'acte de présentation ou de collation aucune condition, ni imposer au Bénéficiaire aucune obligation qui ne soit pas attachée au titre du Bénéfice, n'eût-elle pour objet que le paiement de ce qu'on doit d'ailleurs au Collateur, ce seroit, suivant saint Thomas, ⁱ une simonie véritable; & si précisément en conséquence de cette convention & à cause du Bénéfice qu'on a obtenu, on venoit à lui payer ce qu'on lui doit, ce que sans cela on n'auroit pas fait, du moins si-tôt, la simonie seroit réelle & réservée.

Quoiqu'il ne soit pas défendu de dresser les conditions d'une résignation, avant de l'envoyer à Rome, il n'est pas néanmoins permis de les exécuter, avant que la résignation ait été admise; ^k & quand même dans la suite elle seroit approuvée par le saint Siège, telle qu'on l'avoit projetée, elle n'en seroit pas moins simoniaque, quoiqu'on n'eût avancé l'exécution de ces conditions, que dans l'espérance, ou même dans la certitude qu'on avoit qu'elles seroient approuvées par le souverain Pontife. Le Pape peut à la vérité admettre une résignation chargée de quelques conditions, qui ne sont réprouvées que par le Droit ecclésiastique, & la purger par-là du vice de simonie; mais l'approbation ou la permission du S. Siège ne peut pas justifier ce qu'on a accompli, avant que de l'avoir obtenue. Ce qui est réprouvé par les saints Canons, & ne peut être permis qu'en vertu d'une dispense, est un crime, dès qu'on le fait avant que de l'avoir obtenue, quoiqu'on ait déjà écrit pour la demander, & qu'on soit même sûr de n'être pas refusé.

i Non est dubium quòd simoniam committeret, si quis aliquod spirituale debitori suo daret, ut quod suum est recu-

peraret. In quantum distinet. 25. q. 3. art. 3. ad secundum. k Navar. Conf. 49. de sim.

On peut exiger de celui qu'on nomme à un Bénéfice , qu'en cas de contestation , il soutienne la validité de la présentation , ou que s'il ne veut pas entreprendre cette affaire , il remette le Bénéfice à celui de qui il le tient , afin que celui-ci puisse le présenter à un autre. Mais il y auroit simonie à ne donner un Bénéfice qu'à condition que l'Ecclésiastique à qui on le présente , soutiendra en Justice à ses frais le droit du Patron. ^l Ce seroit en quelque sorte lui vendre ce Bénéfice au prix de ce qu'il lui en coûtera. La différence qui se trouve entre ce second cas & le précédent , c'est que dans le premier , on accorde à celui à qui on présente le Bénéfice , la liberté d'y renoncer ; & s'il prend le parti de soutenir que la présentation est valide & canonique , il le fait volontairement , & c'est alors son propre droit qu'il soutient. La seconde convention au contraire contient une obligation absolue de poursuivre le droit du Présentateur.

Ce seroit à plus forte raison une simonie , d'exiger d'une personne à qui on procure un Bénéfice , quelque récompense , ou des services temporels de quelque nature qu'ils puissent être , comme de prêter de l'argent , d'acheter des meubles qu'on veut vendre , sur-tout , si on les lui fait acheter plus cher qu'ils ne valent ; de se défaire d'un autre Bénéfice , en faveur d'une personne , pour qui on s'intéresse. ^m Cependant les Evêques peuvent , & doivent même , pour ne pas contribuer à la pluralité des Bénéfices , obliger un Ecclésiastique , à qui ils en confèrent un suffisant pour son entretien , à se démettre de ceux qu'il possédoit auparavant.

Il s'est autrefois glissé bien des abus au sujet de la prise de possession des Canonicats & des autres Bénéfices. Tous ces abus sont expressément condamnés par les saints Canons. ⁿ La Pragmatique - San-

^l Navar. Confil. 25. de simon. Chorier. De Commutationibus Beneficiorum, p. 3. c. 40.

^m Lamet, v. Bénéfices, cas 14.

ⁿ Horribile nimis est, quod,

tion^o & les Conciles de Baſle^p & de Trente, ^q défendent très-expreſſément de rien exiger pour la réception des nouveaux Chanoines, & cela ſous les peines portées par le Droit contre les ſimoniâques, à moins que ce qu'on reçoit dans cette occaſion ne ſoit employé à des œuvres pieuſes. N'exigeât-on qu'un léger préſent, tel qu'une paire de gands pour chaque Chanoine, la ſacrée Congrégation^r a décidé que c'étoit une ſimonie. Innocent II.^s & Grégoire IX.^t ont également proſcrit les repas qu'on exigeoit du Chanoine nouvellement reçu. Innocent XII. a confirmé & renouvelé tous les Décrets portés ſur cette matiere par les Conciles & par les Papes ſes Prédéceſſeurs.^u On ne peut douter qu'on ne ſoit étroitement obligé de ſe conformer à ces ſaints Décrets. Si on manquoit de le faire, tomberoit-on dans la censure & la réſerve? Quelques Théologiens^x croient que la ſimonie ſeroit réelle, & qu'on encourroit les Peines canoniques, 1^o. parceque le Concile de Trente leur ſemble l'avoir clairement décidé; ^y & en effet, le Décret du Concile paroît très-précis. 2^o. Parce que la priſe de poſſeſſion d'un Bénéfice eſt quelque choſe de ſpirituel, ou au moins d'annexé au ſpirituel, puisqu'elle eſt le complément

pro... personis Ecclesiasticis
ponendis in sedem.... aliquid
requiratur.... ne de cætero hæc
fiant districtius prohibemus.
Si quis autem, contra venire
præſumpſerit, portionem cum
Giezi ſe noverit habiturum.
cap. 9. de ſim.

o Tit. de ann.

p Seſſ. 21.

q In pluribus Eccleſiis obſervari intelligitur, ut in electione.... ſive admiſſione in poſſeſſionem alicujus Beneficii ſolutiones... illicitæ interpolantur. Hæc cum Sancta Synodus deſtetur, mandat Episcopis

pis ut quæcumque hujusmodi in
pios uſus non convertuntur....
fieri non permittant.... eos
verò qui adverſus hoc.. quâvis
ratione commiſerint, pœnis
contra ſimoniâcos editis...
teneri decernit. *Seſſ. 24. de
Reform. c. 14.*

r Fagnan, in caput Tua nos.

s Can 15. q. 3.

t C. 44. de ſim.

*u Bulla, Eccl. Cath. Bullar.
t. 7. col. 262.*

*x Lamet & Fromageau, V.
ſimonie, cas 20.*

*y V. ci-deſſus le texte du
Concile, lett. q.*

du titre, & que sans elle un Bénéficiaire non-seulement ne peut jouir des revenus du Bénéfice, mais encore en faire les fonctions.

D'autres Théologiens ^z croient que la prise de possession ne renferme rien que de purement temporel, parce qu'elle consiste en des formalités, plutôt fixées par les Loix civiles que par des Constitutions canoniques. Ce sentiment est le plus commun en France, où les Juges laïques sont en droit de connoître du possessoire des Bénéfices. Dans ce sentiment on doit dire, que quoiqu'il soit défendu par les Loix de l'Eglise de rien donner pour la prise de possession, ce n'est pas néanmoins une simonie réelle, qui fasse encourir les Peines canoniques, & que le Concile de Trente n'est pas reçu en ce point dans le Royaume.

De ces deux sentimens, le premier est évidemment le plus sûr dans la pratique, ^a le second est le plus probable. En effet, la prise de possession n'est point en elle-même une chose spirituelle; elle ne l'est que par la relation qu'elle a avec le titre : Or, ce titre ayant été conféré gratuitement & d'une manière canonique, on ne peut pas dire que ce qu'il y a de spirituel dans la possession ait été accordé au prix de quelque chose de temporel.

Cabassut ^b estime qu'il n'y a que ceux qui exigent le temporel de celui qui prend possession d'un Bénéfice, qui soient coupables de simonie, & que celui-ci est excusable; mais comme les Canons défendent de donner, aussi-bien que de recevoir, & que rien ne feroit plus capable d'autoriser ces exactions que d'y satisfaire, il faut dire avec M. Habert, ^c qu'un nouveau Bénéficiaire doit refuser de payer ce qu'on lui demande; & en cas qu'on ne veuille pas l'admettre, se pourvoir devant les Juges qui ont droit de con-

^z Suarez, de sim. l. 4. c. 50. n. 31. | disput. 1. q. 7. puncto 5. n. 8.

^a Habertus, de sim. parag. | ^b Lib. 5. c. 4. n. 7.

^c De sim. ff. 8. q. 3. |

^d quæst. 3. Bonacina, de sim.

noître de ces sortes d'affaires, & qui ne manqueront point de proscrire & d'abolir tous les usages opposés aux saints Décrets.

Lorsqu'on a un droit complet & incontestable à un Bénéfice, en conséquence d'une Présentation & d'une Collation canonique, & que des personnes mal intentionnées empêchent injustement d'en prendre possession, on peut sans crime leur donner quelque chose de temporel, pour les obliger à se désister de l'opposition qu'ils y mettent. Il n'y a point alors de simonie, parce qu'on ne donne point le spirituel pour le temporel, & qu'on ne fait que se rédimer d'une injuste vexation.

Et en effet de très-saints Papes, après avoir été canoniquement élus, ont été quelquefois obligés avant leur installation, de payer aux Empereurs de grosses sommes d'argent, que ceux-ci exigeoient, avant que de permettre de prendre possession, & de faire les fonctions du souverain Pontificat; & ces Papes l'ont pu faire en conscience, suivant le principe de saint Thomas, qui enseigne que lorsqu'on a un droit acquis à un Bénéfice, on peut donner quelque chose de temporel, pour se délivrer d'une injuste persécution qui nous est suscitée : or, l'Institution canonique donne ce droit acquis & complet.

Mais si on n'avoit qu'un droit commencé par la Présentation^d ou que le droit qu'on y a ne fût pas incontestable, on ne pourroit sans simonie donner quelque chose de temporel, pour s'assurer le Bénéfice, ou pour faire lever les oppositions des personnes qui empêchent qu'on obtienne l'Institution canonique; & si on le faisoit, on encourroit la censure.

Cependant lorsque l'injuste vexation qu'on nous fait, n'a qu'un rapport très-éloigné à l'acquisition

d Antequam acquiratur alicui
jus per electionem vel colla-
tionem... simoniacum effec-
t. d. versantium obstacula redi-

mere, sic enim per pecuniam
pararet sibi viam ad rem spiri-
tualem obtinendam. 2. 2. q.
100. art. 2. ad 5.

d'un Bénéfice, & que s'en rédimer ce n'est point un moyen de se le procurer, mais seulement écarter un obstacle injuste, qui empêche d'employer les voies canoniques pour l'obtenir, les Théologiens ^e ne jugent pas qu'il y ait simonie à donner de l'argent pour se tirer d'affaire. Ils croient, par exemple, que si des calomniateurs par de fausses accusations nous décrient auprès des Supérieurs, ou si on nous retient enfermés, pour nous empêcher de nous présenter au concours, on peut, à force d'argent, fermer la bouche à ces calomniateurs, ou racheter sa liberté. Ceci est fort délicat.

ARTICLE QUATRIEME.

Les complices de la Simonie encourent-ils l'excommunication, & tombent-ils dans la réserve ?

Non seulement les auteurs de la simonie, mais encore ceux qui en sont les médiateurs, tombent dans l'excommunication & encourent la réserve. Le Concile de Chalcedoine ^f avoit porté contre ceux-ci les peines les plus sévères; celle de déposition, s'ils étoient Ecclésiastiques, & d'excommunication, s'ils étoient Laïques. Paul II. a prononcé contre les autres, sans distinction d'état, la même censure d'excommunication; & aussi dans les Brefs de dispense qu'on obtient à Rome, il est expressement ordonné à celui à qui on les accorde, d'avertir les complices de la simonie, de l'obligation où ils sont d'en faire une sincère pénitence, & d'obtenir du saint Siège la grace de l'absolution.

^e Suarez, de sim. l. 4. c. 50. n. 25. Sylvius, resolutiones variae. v. simonia 2. Habert. de sim. par. 1. q. 3.

^f Si quis Episcopus per pecuniam ordinationem fecerit, proprii gradus periculo subiacet: Si quis verò mediator

tam turpibus ac nefandis datis vel acceptis extiterit, & ipse si quidem clericus fuerit, proprio gradu decidat; si verò laicus aut monachus, anathematizetur. Can. 8. c. 1. q. 1.

^g Cap. 2. de sim. in Extrav. comm.

On regarde comme médiateurs de la simonie, ceux qui dressent avec connoissance les contrats simoniaques, portent les paroles, arrêtent les traités, appuyent de leur crédit ces sortes de conventions, indiquent les moyens dont il faut se servir pour les pallier, aident de leurs lumières & de leurs avis ceux qui sont intéressés dans ces affaires, & contribuent par-là à les faire réussir; les sollicitateurs des Bénéfices, ^h qui font acheter les services qu'ils rendent, les soins qu'ils se donnent pour veiller à la vacance de certaines places, en donner les premiers avis, & les demander à ceux qui ont droit d'en disposer. La Faculté de Louvain a censuré une Proposition qui enseignoit qu'il étoit permis d'exiger quelque récompense, pour avoir employé son crédit auprès des Collateurs des Bénéfices; ⁱ & M. Habert ^k décide que si le Bénéfice est accordé en conséquence des soins que ces sollicitateurs se sont donnés & dont ils se sont fait payer, la simonie est réelle & réservée.

Un concurrent à un Bénéfice, qui consent à n'y point penser, pourvu qu'on lui donne une somme d'argent; les domestiques d'un collateur, qu'on gagne de la même manière pour les engager à empêcher qu'un compétiteur ne prévienne leur maître, &c. sont mis au rang des médiateurs de la simonie, & ils encourrent les mêmes peines.

Les entremetteurs d'un contrat simoniaque encourrent quelquefois la censure, quoique celui en faveur duquel ils agissent n'y tombe pas; & cela arrive toutes les fois qu'on ne confie point le secret de la négociation à celui pour qui on demande un Bénéfice.

^h Pauli II. Constitutioni insistentes, quod quicumque mediatores & adjutores, quo actus simoniæ & confidentiæ perficeretur, extiterent, aut ad id favorem, Consilium, aut auxilium quomodolibet dedissent, eos omnes sententiam excommunicationis incurrisse,

à qua nisi à summo Pontifice absolvi non possunt... declaramus. *Conc. Burdigal.* 1624. c. 15. t. 15. *Conc. col.* 172.

ⁱ Pro intercessione ad Beneficium obtinendum potest aliquid dari.

^k *De Relig. in append. de sim.* § 5. n. 8.

Comme cet Ecclésiastique n'est ni auteur ni complice d'un crime dont il n'a aucune connoissance, il est juste qu'il n'en porte point la peine : c'est par simonie qu'il obtient le Bénéfice qu'on lui confère mais il n'est pas Simoniaque. Cependant l'Eglise a tant d'horreur de la simonie, qu'elle ne lui permet pas de retenir le Bénéfice qui lui a été procuré par cette indigne voie. Ce crime est par rapport aux provisions d'un défaut essentiel, que la bonne foi ne peut couvrir, & qui les annulle de plein droit, sans qu'il soit besoin pour cela de la sentence du Juge. La Jurisprudence du Royaume est conforme aux dispositions Canoniques, comme il a été jugé par plusieurs Arrêts. ¹

Un fils qui a consenti à une convention simoniaque, ne pourroit se justifier sur le respect & la déférence qu'il a eu pour son pere; ^m l'obéissance qu'on doit aux parens ne peut jamais autoriser à transgresser la Loi de Dieu.

Si c'étoit un ennemi qui eût donné de l'argent au Présentateur ou au Collateur d'un Bénéfice, & qu'il ne l'eût fait que dans le dessein de nuire à celui qui en a été pourvu, celui-ci n'en doit point souffrir; ⁿ les provisions qu'il a obtenues ne sont point nulles; & la peine du crime ne retombe alors que sur celui qui en est l'auteur.

Lorsqu'un Ecclésiastique, pour qui on sollicite un Bénéfice, a juste sujet de craindre que des parens ou des amis peu scrupuleux, ne donnent quelque somme d'argent pour le lui procurer, il doit s'y opposer hautement; & alors si malgré les précautions qu'il a prises pour empêcher qu'il se passât rien qui fût contre les

l Boniface, t. 1. l. 1. tit. 26. ch. 1.

m Dictionnaire des Arrêts, v. *simonie*.

n Respondemus, quòd nisi constaret illos qui promissum tale (pecuniam se soluturos) fecerunt, per fraudem in dis-

pendium illius, qui eligendus erat, id malitiosè fecisse: quamvis ipse promissionis conscius non fuerit, ejus tamen electio, tanquam simoniacâ pravitate præsumptâ est penitus reprobanda, cap. 27. de *sim.*

regles, on n'a eu aucun égard à ses représentations, il peut retenir le Bénéfice, quoique dans la suite il vienne à reconnoître que ses craintes étoient bien fondées. Mais si avant que d'accepter la présentation ou la collation, il découvroit qu'on a donné quelque chose de temporel, pour lui rendre favorable le Patron du Bénéfice, il ne pourroit l'accepter sans crime; ce seroit même le consommer, être complice de son exécution; & conséquemment il encourroit la censure & la réserve. °

Lorsque la convention simoniaque s'est faite sans la participation de l'Ecclésiastique pour qui on sollicitoit un Bénéfice, & qu'avant qu'il lui soit conféré, on lui découvre tout ce qui s'est fait, il est évident qu'il ne peut payer ce qu'on a promis en son nom, sans se rendre coupable d'une simonie réelle.

Mais si cet Ecclésiastique ne paye la somme promise qu'après avoir obtenu le Bénéfice, encourt-il les Peines canoniques? Quelques Théologiens, quoique bien éloignés d'excuser ceux qui par cette conduite approuvent la convention simoniaque à laquelle ils n'avoient point d'abord eu part, ne croient pas qu'ils encourent pour cela les Peines ecclésiastiques. La raison qu'ils en donnent, c'est que ces personnes ne font que ratifier une simonie déjà commise, mais qu'ils ne la commettent pas eux-mêmes. D'autres plus rigides y croient qu'ils encourent l'excommunication.

Ne pourroit-on pas distinguer? Car ou le paiement se fait avant que d'avoir accepté le Bénéfice dont il s'agit, ou il ne se fait que depuis. Dans le premier cas, comme il est encore tems d'empêcher l'entière exécution de la simonie en refusant le Bénéfice, on ne ratifie point seulement la convention simoniaque en acceptant ce Bénéfice, & en payant la somme promise, mais on la consomme: on se

o Cap. 33. de sim.

p Suarez de sim. l. 4. cap. 57. n. 32. Pirrhing. de sim. t.

4. l. 5. tit. 3. sect. 5. n. 103.

q Marchantius, t. 3. part.

1. tract. 10. tit. 7.

charge du crime , & on mérite d'en encourir toutes les peines , qui ont été principalement portées contre ceux qui donnent le temporel , & reçoivent le spirituel. Cette décision est appuyée sur une Décrétale d'Innocent II.^r & est conforme à la doctrine de saint Thomas. ^s

Mais si on a pris possession de bonne foi , & avant que d'avoir eu aucune connoissance de ce qui s'est passé , on ne peut à la vérité l'approuver & payer la somme promise , sans se rendre coupable de simonie aux yeux de Dieu ; mais on n'encourt pas l'excommunication.

Peut-on rembourser par esprit de reconnoissance , les avances faites par ceux qui nous ont par simonie procuré un Bénéfice ? Il est certain qu'ils n'ont aucun droit d'exiger ce remboursement ; car suivant les dispositions du Droit canonique , ce n'est point à eux qu'il faut restituer l'argent qu'ils ont donné , mais aux pauvres , ou l'employer pour l'utilité de l'Eglise. Si cependant , sans approuver ce qu'ils ont fait , on croyoit devoir leur rendre ce qu'il leur en a coûté , plusieurs Théologiens ^t croient qu'il n'y auroit aucune faute , pourvû qu'on se démit en même tems du Bénéfice qu'on ne peut retenir en conscience. On ne peut mieux témoigner combien on a en horreur la simonie , qu'en renonçant à tous les avantages qu'on en pourroit retirer.

Un Ecclésiastique qui refuseroit de se défaire , comme il le doit , d'un Bénéfice qu'il a obtenu en conséquence d'une simonie qu'il a ignorée , n'encourroit pas la censure. Ce n'est pas lui qui a commis le crime , quoiqu'il en veuille profiter. Or la censure n'a été prononcée que contre les personnes qui l'ont commis , ou qui en ont été les médiateurs : *Qui..... simoniam commiserint , vel mediatores extiterint.*

^r Cap. II. de sim.

^s Si verò eo nec volente nec sciente per alios promotio simoniacè procuratur , non tenetur ad renuntiandum , nisi

fortè postmodum pacto consenserit solvendo quod fuit promissum , 2. 2. q. 10. art. 6.

^t Continuat. Theol. de Tourn. de simon. cap. 5. art. 2. n. 4.

ARTICLE SIXIEME.

A qui faut-il s'adresser pour obtenir l'absolution de l'excommunication & la dispense des autres peines de la simonie ?

Les saints Canons punissent la simonie de trois peines différentes. La premiere est l'excommunication majeure ; la seconde, la privation du Bénéfice qu'on a obtenu d'une maniere simoniaque, & l'incapacité à le posséder ; & la troisieme, l'obligation de restituer les fruits du Bénéfice qu'on a perçus tandis qu'on le possédoit.

1°. L'absolution de l'excommunication est réservée de Droit au souverain Pontife. Cependant les Evêques peuvent absoudre de cette censure, lorsque la simonie n'est pas publique.

2°. Quoiqu'on ait obtenu l'absolution du péché qu'on a commis, & de la censure qu'on a encourue, on n'a pas néanmoins droit de conserver le Bénéfice obtenu par simonie. Il est expressément ordonné dans les Brefs de la Pénitencerie, « aux Prêtres à qui ils sont adressés, de ne faire usage des pouvoirs qui y sont donnés, qu'à l'égard de ceux qui se sont déjà démis du Bénéfice dont il s'agit : & en effet, un Simoniaque n'a aucun titre pour le conserver ; son crime le rend même inhabile à le posséder.

Le Pape peut seul dispenser à l'effet de posséder un Bénéfice acquis par une simonie, même occulte, & qui n'a point été divulguée, lorsque celui qui en a été pourvu a eu part au crime. C'est la disposition du chapitre 27. de *Simonia*. *

Lorsque l'Ecclesiastique qui jouit du Bénéfice, n'est entré pour rien dans la négociation simoniaque, qui

u Dummodò præfatum Beneficium dimiserit. Breve Pœnitent.

* Aliquis in Ecclesiæ cujuslibet Prælatum electus, &....

per pravitatem simoniacam reprobatus, ab Episcopo suo dispensationem aliquam obtinere de jure non potest.

le lui a procuré , si ce Bénéfice est simple , il doit s'en démettre entre les mains de l'Evêque , qui peut le lui conférer de nouveau. On doit mettre les Canoncats au nombre des Bénéfices simples ; c'est le sentiment commun des Théologiens , adopté par M. Babin dans son *Traité des Bénéfices* , quoiqu'il semble soutenir le contraire dans la dernière question des *Conférences* y sur la simonie. Le sentiment commun doit sur-tout être suivi dans la circonstance dont nous parlons , puisque c'est d'un Canoncat dont il s'agit dans l'un des textes du Droit, ^a qui permet aux Ordinaires de conférer de nouveau les Bénéfices simples , obtenus par une simonie qu'on n'a ni connue ni ratifiée.

Si la simonie a eu pour objet un Bénéfice double , tel qu'une Cure , une Dignité , quelques Théologiens ^b pensent que le pouvoir de réhabiliter ceux qui ne sont point complices du crime , n'est réservé au saint Siege , que lorsque la simonie est publique & portée au for contentieux. Ils s'appuyent sur un Canon du Concile de Plaisance de 1095. ^c dans lequel les Peres du Concile permettent aux Ecclésiastiques qui ont obtenu dans leur jeunesse des Bénéfices , par une simonie dont leurs parens seuls étoient coupables , de les conserver , après avoir reçu une nouvelle Institution canonique de l'Ordinaire , entre les mains de qui ils s'en sont démis. C'est aux Evêques à juger si ce sentiment qui n'est pas encore universellement reçu , est assez bien appuyé pour s'y conformer.

Quoi qu'il en soit , on accorde très-difficilement à

^y Voyez les *Conférences sur les Bénéfices* , p. 400.

^a Pater tuus interveniente pecuniâ , olim tibi Præbendæ Beneficium acquisivit.... ad annos discretionis perveniens dictam Præbendam in manu præpositi & fratrum , liberè resignasti. Sed & iidem... de novo te in Canonicum elege-

runt... respondemus, ut indulgentiâ , quam fratres tui misericorditer tibi fecisse noscuntur , contentus existens , ratione primæ receptionis nihil audeas tibi in Ecclesia vindicare , cap. 26. de sim.

^b Habertus , de sim. § 4. & c.
^c Can. I. c. I. q. 5.

Rome la permission de retenir un Bénéfice obtenu d'une maniere simoniaque ; & on ne fait de grace dans cette matiere , qu'à ceux qui ne peuvent sans scandale s'en demettre , ou qui en ont absolument besoin pour subsister ; c'est ce qui est expressément marqué dans les Brefs de la Pénitencerie. Ce n'est point là seulement une clause de style , mais le motif & le fondement de la dispense ; elle est nulle , si l'on n'a exposé que de faux besoins ou des scandales imaginaires.

Encore il arrive souvent que quelques besoins & quelque scandale qu'on allégué , on n'obtient point la dispense qu'on demande ; ^d c'est ce que témoigne un Auteur parfaitement instruit des usages de la Cour Romaine. Les Evêques du Concile de Rouen en 1581. ^e convinrent ensemble de prier le souverain Pontife de ne jamais permettre aux Simoniaques de retenir les Bénéfices obtenus par cette voie : & en effet , c'est l'espérance d'obtenir cette grace , qui enhardit à commettre un aussi grand crime , dont ceux qui l'ont commis retirent tout le fruit qu'ils en attendoient , lorsqu'ils demeurent en possession de ces Bénéfices. Pie IV. ^f & Urbain VIII. dans les Constitutions qu'ils ont publiées pour la réformation de la Pénitencerie , défendent expressément d'accorder de telles dispenses. Innocent XII. ^g ne permet de

^d *Neminem later, quàm difficilem se reddat summus Pontifex , ad dispensandum cum simoniacis, in quantum abhorreat ab illa pestifera pravitate, pestem enim eam appellat, Pyrrhus Corradus, in Praxi dispensat. Apostolic. t. 2. l. 5. c. 9. n. 22. & 23. & cap. 11. n. 7.*

^e *N. 17. t. 15. Conc. col. 837.*

^f *Caveat Pœnitentiarius, ne in absolutione à simonia reali, vel conventionali , vel confidentia etiam occulta , unquam*

concedat ut ipsi simoniaci, Beneficia, super quibus simoniam commiserunt , seu pecunias, vel alia pro illis accepta , aut fructus inde post simoniam perceptos, in toto vel parte retinere possint, quinimo in absolutionibus hujusmodi apponatur clausula , quod uterque ad Beneficium, super quo commissæ fuit simonia... perpetuò inhabilis existat. Bulla , in sublimi. n. 3. Bullar. t. 2. p. 75.

^g *Ac si illa (simonia) contracta fuerit ignoranter etiam*

faire de graces qu'aux Bénéficiers, qui n'ont eu aucune part au crime de simonie, & qui aussi-tôt qu'ils en ont eu connoissance, ont eu recours au saint Siège.

Les Ecclésiastiques à qui le souverain Pontife a permis de conserver leur Bénéfice, n'ont pas besoin d'une nouvelle présentation du Patron, ni d'un visa de l'Evêque. Le Bref de la Pénitencerie en tient lieu, & renferme une espece d'Institution canonique. Mais si la simonie est publique, le Pape renvoye le coupable à l'Ordinaire qui accorde de nouvelles provisions, dont on peut faire usage dans le for extérieur, & qu'on peut opposer aux dévolutaires.

Nous avons dit ci-dessus qu'on n'encourt l'excommunication que lorsque la simonie est réelle : c'est un principe assez communément reçu aujourd'hui ; mais il faut observer, qu'il ne s'ensuit pas nécessairement de ce principe, qu'on ne doive que dans cette circonstance se demettre des Bénéfices, qu'on a obtenus par une voie simoniaque. Car sans entrer dans le sentiment de quelques Auteurs, ^h qui enseignent qu'on est obligé de Droit divin & de Droit naturel à restituer ce qu'on ne possède qu'en conséquence d'une simonie même mentale, plusieurs Théologiens ⁱ qui pensent comme nous au sujet de l'excommunication, soutiennent que la simonie conventionnelle prive de plein Droit des Bénéfices qu'on s'est procuré par de simples promesses de donner quelque chose de temporel, quoiqu'on ne les ait point encore accomplies. Ce sentiment est appuyé sur des preuves très-fortes : 1°. sur le Concile de Constance ^k & la

ignorantiâ Juris inculpatâ, pos-
sit major Pœnitentiarius, in
foropœnitentiâ tantum dispen-
sare.... modo orator de eadem
simonia certior factus, quàm
primùm commodè potuerit,
petierit dispensationem, omni
aliâ facultate in cæteris simo-
niæ casibus.... interdictâ. *Bul.*

Romanus. Pont. *Bullar.* t. 7.
col. 184.

^h Sylvius 2. 2. q. 100. art.
6.

ⁱ P. Antoine, tom. 2. de *sim.*
q. 20. Vanespen, de *sim.* c. 13. q.
5. n. 15.

^k Quævis provisiones simo-
niacæ.... Beneficiorum Eccle-

Bulle de Paul II. ¹ qui déclarent toute provision de Bénéfice faite par simonie absolument nulle & de plein droit, & conséquemment indépendamment du paiement du prix qui ne se fait pour l'ordinaire qu'après qu'on a obtenu le Bénéfice. 2°. Urbain II. dans le Concile de Plaisance le décide encore plus précisément, ^m en prononçant que les provisions des Bénéfices sont également nulles, lorsqu'on a promis de l'argent pour les obtenir, comme lorsqu'on l'a déjà donné : or Paul II. ainsi que nous l'avons déjà remarqué, renouvelle dans sa Bulle toutes les peines portées par les Conciles précédens contre la simonie, & veut qu'elles s'encourent de plein droit.

3°. Pie IV. ⁿ dans une de ses Constitutions, défend au grand Pénitencier de permettre à ceux qui sont coupables d'une simonie réelle, ou même conventionnelle, de retenir le Bénéfice qui a été le sujet de leur crime. Ils ont donc pour cela besoin de dispense, & on ne doit pas même la leur accorder.

4°. Enfin, il s'ensuivroit du sentiment contraire, que pour se maintenir dans la possession d'un Bénéfice, un Simoniaque n'auroit qu'à manquer à sa promesse, & que cette espece d'infidélité l'autoriseroit à le retenir.

Pyrrhus Corradus assure aussi qu'à Rome on est également difficile au sujet de la condonation des fruits du Bénéfice, qui a été l'occasion de la simonie. Cependant, lorsque l'Ecclesiastique qui le possède n'est pas en état de restituer actuellement, on lui accorde quelque remise, à condition que si sa fortune devient

siasticorum.... deinceps factæ nullæ sint ipso jure, nullumque jus cuiquam acquirant.... nec provisi faciant fructus suos.... sed ad illorum restitutionem teneantur. *Seff. 43.*

l Per electiones.... provisiones.... quas contigerit labe simoniacæ fieri....jus nullatenus

cuiquam acquiratur, &c.

m Quidquid in Ecclesiasticis rebus vel datæ vel promissæ pecuniâ acquisitum est, nos irritum esse & nullas unquam vires habere censemus. *Can. 5.*

c. 1. q. 3.

n V. p. 365. note f.

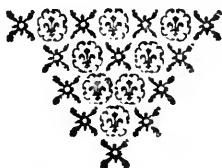
meilleure, il restituera dans la suite le plutôt qu'il pourra.

La Pénitence qu'il faut imposer aux Simoniaques doit être proportionnée à l'énormité de leur crime , que les Peres & les Canons regardent comme le plus détestable de tous les péchés , ° & comme un de ceux que Dieu pardonne plus difficilement , & qu'il punit plus sévèrement. Un Théologien exact , p & qui d'ailleurs n'est pas trop sévère , prescrit le jeûne & le cilice , & il estime que cette pénitence , toute austère qu'elle est , ne doit finir qu'avec la vie. Nous nous croirions indispensablement obligés , de conseiller aux Confesseurs de ne modérer jamais la rigueur de cette pénitence , si cette conduite étoit capable de détourner efficacement de la simonie & de la faire entièrement disparaître.

A l'égard des Ecclésiastiques, que les saints Canons ne privent pas par le seul fait, des Bénéfices dont ils ont été pourvus par simonie , ou qui ne peuvent pas s'en demettre , il faut leur imposer des aumônes assez considérables , pour qu'ils ne retirent pas de leur crime tout l'avantage qu'ils espéroient.

o Omnia crimina ad compa-
rationem simoniacæ hæreseos
quasi pro nihilo reputantur.
Innoc. III. cap. 33. de simon.
Inexpiabilis culpa venditi mi-

nisterii , & gratiæ vindicta
cœlestis transit ad posteros.
S. Ambr. l. 4. in Luc.
p M. Paulus Leo , p. 5. c.
30. n. 16.



III. QUESTION.

De la Confiance.

LA Confiance est une espece de simonie, par laquelle un Ecclesiastique qui reçoit un Bénéfice, s'engage à le remettre ou à en donner les fruits en tout ou en partie à celui qui le lui a donné, ou à quelqu'autre personne dont on est convenu.^a

Il n'est point parlé de la Confiance dans les anciens Canons, la cupidité ne lui avoit point alors donné naissance; mais on a trouvé dans la suite que ce seroit un moyen fort commode de perpétuer les Bénéfices dans les familles, & sur-tout de les faire tomber à des personnes, qui dans le tems de la vacance ne sont pas en état de les posséder. Quelqu'un étoit trop jeune pour être pourvu d'un Bénéfice qu'on voudroit bien lui procurer, ou bien il vouloit pendant quelque tems suivre le parti des armes: que faisoit on? On présentoit, en attendant, ce Bénéfice à un Ecclesiastique de confiance; mais ce n'étoit qu'un présent passager, & à condition qu'il le remettroit dans le tems marqué à la personne qu'on lui avoit désignée: c'est de la confiance criminelle qu'il rempliroit fidèlement cette condition, que ce crime a pris son nom. Mais comme ceux qui n'ont pas la conscience délicate, ne sont pas ordinairement fort re-

^a Statuimus, ut si quâcumque auctoritate Ecclesiam, vel Monasterium aliudve Beneficium Ecclesiasticum... ex resignatione vel cessione cujuscumque personæ simpliciter aut cum circuitu retrocessionis, cum regressu vel accessu, etiam solâ dimittentis intentione receperit, ut illa vel

illud etiam in eventum regressus vel accessus, eidem dimittenti vel alteri postea conferatur, aut ejus fructus vel eorum pars alii vel aliis concedantur, vel solvantur pensiones ex iisdem, hæc confidentia censeatur. *Bulla Romanum Pontificem. Bullar. t. 2. p. 128.*

ligieux observateurs de leur promesse , on ne se contentoit pas de leur parole d'honneur , ç'eût été une trop foible assurance ; on faisoit de bons contrats , & on a poussé l'impudence jusqu'à en demander hautement l'exécution dans les Tribunaux , c'est ce qui anima le zèle des Papes Pie IV. & Pie V. ^b & les engagea à prononcer des peines encore plus sévères contre la confidence , que celles que Paul II. avoit portées contre les Simoniaques.

Ces peines sont communes à toute simonie , ou particulières à la confidence.

Les premières sont , 1^o. l'excommunication majeure , qui s'encourt par le seul fait.

2^o. La nullité des provisions du Bénéfice & de tous les actes faits en conséquence.

3^o. L'obligation de restituer tous les fruits des Bénéfices qu'on a obtenus par ce moyen.

Les peines particulières à la confidence sont , 1^o. L'incapacité à posséder des Bénéfices. Le Pape seul peut dispenser de cette incapacité.

2^o. La privation de tous les Bénéfices , Pensions , & Dignités ecclésiastiques , dont on étoit pourvu dans le tems qu'on a commis ce crime. Cette peine ne s'encourt pas par le seul fait , mais seulement par la Sentence du Juge. ^c

Les Bulles de Pie IV. & de Pie V. sont reçues en France , quant à leurs principales dispositions. C'est en conséquence de ces Bulles , que dans les Réglemens publiés dans l'Assemblée tenue à Melun & à Paris en 1579. & en 1580. & aux Etats d'Orléans , dans les Conciles Provinciaux de Bourges , de Bordeaux , &c. les Confidentiaries sont déclarés excommuniés. Celle de Pie V. est insérée toute entière dans le Concile Provincial de Tours de 1583. ^d

La Jurisprudence du Royaume y est conforme. Louis XIII. dans la Déclaration du 13. Août 1610.

^b Bulla , Intolerabilis Pii V.
Bull. 1. 2. p. 302.

Pontas , V. Confidence , cas

1. Collet , de sim. c. 5. art. 2.

^d Titul. 5. tom. 15. Concil.
columna , 1003.

article 16. ordonne aux Juges de déclarer ceux qui seront convaincus de confidence, privés de tous leurs Bénéfices, conformément aux Constitutions de ces deux Papes : & dans l'Ordonnance de 1629. art. 18. il veut que les preuves de la simonie & de la confidence soient reçues selon les Constitutions canoniques, au nombre desquelles il faut mettre principalement la Bulle de Pie V. qui entre là-dessus dans un grand détail : & c'est suivant ces principes qu'on juge constamment dans les Tribunaux ecclésiastiques & séculiers.

Pie V. avoit réservé à la Chambre apostolique les fruits des Bénéfices obtenus par confidence : comme cette réserve est contraire à nos maximes, le Clergé de France s'adressa au Pape Sixte V. pour le prier de lever cette clause, par rapport au Royaume, où l'usage est d'appliquer ces fruits aux réparations des Eglises, dans lesquelles les Bénéfices sont desservis. Sixte V. approuva cet usage dans la Bulle *Pastoralis Officii* du 3. Août 1587, ^e L'Assemblée de 1595. supplia Sa Majesté de faire publier cette Bulle dans le Royaume. ^f Le Roi sans s'expliquer davantage, se contenta de répondre que les Evêques & pouvoient procéder contre les Confidentiaires par les voies de Droit, & suivant le pouvoir qui leur appartient. L'Assemblée écrivit en conséquence une Lettre circulaire à tous les Evêques, pour les engager à faire dénoncer les Confidentiaires excommuniés, & à leur faire leur procès suivant la Bulle de Sixte V. ^h

^e Bullarii, tom. 2. col. 640.
^f Mém. du Clergé, édit. de 1675. tom. 2. p. 442.

^g Peut-être que la raison qui a empêché que la Bulle de Sixte V. n'ait été solennellement publiée dans le Royaume, c'est qu'elle permet au Nonce du Pape de donner l'absolution de la simonie & de la confidence : ce qui est contraire à nos maximes, suivant lesquelles le

Nonce n'exerce parmi nous aucune Jurisdiction, comme le remarque M. d'Héricourt, Loix Eccl. liv. 1. ch. 7. nombre 4.

^h On trouve dans les Mémoires du Clergé de l'édition de 1675. t. 2. p. 444. & suiv. les preuves de tout ce que nous disons ici, & les textes des Bulles & des Conciles que nous citons.

La confiance, comme la simonie, se divise en confiance mentale, conventionnelle & réelle. Elle se peut commettre à l'égard de toutes sortes de Bénéfices, réguliers ou séculiers, simples ou à charge d'ames, &c.

On la peut considérer du côté de celui qui donne le Bénéfice, ou du côté de celui qui le reçoit. Du côté de celui qui donne le Bénéfice, la confiance consiste à le conférer, ou le procurer à un Ecclésiastique, en exigeant de lui qu'il le résigne dans la suite, ou qu'il en cède les fruits de la manière dont les parties sont convenues. Du côté de celui qui reçoit un Bénéfice, la confiance consiste dans l'acceptation qu'il en fait, & dans le consentement qu'il donne, ou qu'au moins il paroît par-là donner à la condition, sous laquelle le Bénéfice lui est présenté ou conféré.

De-là, il s'ensuit premièrement, que la confiance a toujours pour objet le même Bénéfice, ou les fruits qui en proviennent. Ce Bénéfice est en quelque sorte, & l'objet & le prix du crime. Ainsi résigner un Bénéfice à un Ecclésiastique, à condition qu'il se démettra d'un autre qu'il possède, en faveur d'une personne à qui on veut faire du bien, c'est une simonie & non pas une confiance. Cette remarque est importante, parce qu'elle renferme le propre caractère de la confiance, & qu'elle fait connoître le point essentiel dans lequel elle consiste.

Il s'ensuit 2^o. qu'en recevant un Bénéfice par confiance, on peut promettre, ou de s'en défaire dans la suite en faveur de certaine personne, en sorte qu'on ne l'ait pour ainsi-dire qu'en dépôt, ou d'en céder tous les fruits à un autre, en ne se réservant que le titre, ou bien de n'en abandonner qu'une partie des fruits.

La confiance peut se glisser dans toutes les différentes manières dont on peut obtenir, ou posséder un Bénéfice, collation, résignation, &c. Quelques Théologiens i ont douté si la confiance qui se com-

i Suarez, de sim. c. 43. n. 11. Layman, &c.

mettroit dans une permutation, seroit réservée. Ce qui forme la difficulté, c'est qu'il n'est point question de permutation dans les Bulles des Papes, mais seulement de résignations & de démissions de Bénéfices, ce qui ne désigne, à prendre ces termes à la rigueur, que des résignations en faveur, ou des démissions pures & simples. Nous croyons que le sentiment des Auteurs qui enseignent que les permutations sont susceptibles d'une confidence réservée, est plus conforme à la lettre & à l'esprit des Loix qui nous doivent ici servir de règle, & dans lesquelles les Peines canoniques sont expressément prononcées contre ceux qui obtiennent un Bénéfice en conséquence d'une démission confidentiaire. k Or, il y a une double démission dans une permutation. D'ailleurs la confidence qui se commet dans les permutations, est précisément le même crime que celle qui concerne les résignations & les démissions pures & simples, & elle produit les mêmes effets.

A R T I C L E U N I Q U E.

*Quand tombe-t-on dans une excommunication réservée
au saint Siège pour avoir commis le crime de
Confidence ?*

Pie V. dans sa Bulle, prononce indistinctement l'excommunication majeure contre tous ceux qui se rendent coupables de confidence, & il se réserve l'absolution de cette censure. ¹ Pie IV. n'avoit porté

k Beneficia.... resignata, cessa, vel alias dimissa. Bull. Rom. Pontif.... Confidentia. censeatur... si ordinarius contulerit Beneficium quovis modo vacans eo pacto, &c. Bull. Intolerabilis. Or, un Bénéfice n'a que par permutation.

l Omnes & singulos qui beneficia, fructus, pensiones,

aliasve res hoc intercedente vitio receperunt ac retinent... & quidquid tale admiserint in futurum excommunicationis poenâ innodamus, à qua nullus nisi in mortis articulo constitutus ab alio, quàm à Romano Pontifice, absolutionis beneficium valeat obtinere, Bull. Intolerabilis.

contre les Cardinaux & les Evêques coupables de ce crime que la peine de l'interdit de l'Eglise. ^m C'est ce qui a fait croire à quelques Théologiens, que les personnes élevées à ces éminentes dignités n'encourent point dans ce cas l'excommunication.

Mais comme la Bulle de Pie V. est postérieure à celle de Pie IV. & que d'ailleurs Pie V. à qui cette difficulté fut proposée, ⁿ déclara que son intention avoit été de renfermer les Cardinaux & les Evêques dans sa Constitution, & de prononcer contr'eux la même censure que contre les autres, il faut s'en tenir à la disposition de la Bulle de ce saint Pape.

Ce qu'il y a de singulier dans l'excommunication portée contre la confidence, c'est qu'elle s'encourt non-seulement lorsque ce crime a eu son entière exécution, comme celle qui a été portée contre les Simoniaques, mais encore lorsqu'il n'a eu son exécution que d'un côté par la présentation ou la résignation du Bénéfice, sous la promesse de le remettre à un autre, ou de lui en céder au moins une partie des fruits, quoique cette promesse n'ait point été encore exécutée. Les Bulles des Papes y sont précises, & ne permettent pas de douter qu'on ne soit pleinement confidentiaire & sujet aux Peines canoniques, dès qu'on a accepté un Bénéfice qui a été résigné ou conféré sous la condition que nous venons de dire.

Lorsque la confidence n'est que mentale, ou qu'on s'en est tenu à une simple convention qui n'a point encore eu d'exécution, on ne tombe point dans la censure. Cependant les Papes dans les Bulles que nous avons citées, semblent faire entendre que l'in-

m Insuper universis & singulis.... ne deinceps beneficia aut fructus, vel pensiones in confidentiam recipere præsumant, Cardinalibus & aliis Prælatibus hujusmodi... sub interdicti ingressus Ecclesiæ, reliqui verò sub majoris ex-

communicationis pœna districtius inhibemus, &c. *Bull. Romanum Pontificem.*

n Cette déclaration fut faite dans un Consistoire secret le 14. Novembre 1569. & elle se trouve dans les Bullaires à la suite de la Bulle Intolerabilis.

tention seule d'une des deux parties suffit pour former une confiance rétervée : *Etiamsi solâ dimittentis intentione receperit*, dit Pie IV. dans sa Bulle *Romanum Pontificem*. Son successeur s'explique encore plus fortement : *Etiamsi confidentiâ crimen alterius sit tantummodò partis conscientia admiffum*. Ces différentes expressions semblent à la première vûe ne désigner qu'une confiance purement intérieure ; mais lorsqu'on les examine de plus près , & qu'on les rapproche des principes , on reconnoît aisément qu'elles doivent s'entendre d'une intention extérieure & manifestée au dehors : ° & alors ou l'Ecclésiastique à qui le Bénéfice est offert , s'apperçoit des vûes intéressées qu'a celui qui le lui offre , ou il ne s'en apperçoit pas.

S'il s'en apperçoit & qu'il accepte le Bénéfice , avec dessein de remplir l'engagement qu'il contracte , la confiance est évidemment réelle & consommée : elle l'est même , s'il témoigne extérieurement qu'il le remplira , quoiqu'il n'en ait pas le dessein ; parce que suivant les Bulles que nous venons de citer , dès que celui de qui on tient un Bénéfice a intention qu'on s'en démette dans la suite en faveur d'une certaine personne , & qu'on sçait qu'il ne le donne qu'à cette condition , il suffit d'accepter ce Bénéfice dans cette circonstance pour consommer le crime , & tomber dans l'excommunication. C'est le sens naturel de ces paroles de la Bulle de Pie IV. *Etiamsi solâ dimittentis intentione receperit*. En effet , l'acceptation du Bénéfice est un acquiescement de fait à la condition proposée. Le dessein de remplir cette condition n'est point essentiel à la confiance. Un vœu n'en est pas moins un vœu véritable , quoiqu'en le faisant , on soit dans la résolution de ne pas l'accomplir ; c'est se rendre complice d'un crime , que de concourir à l'action extérieure dans laquelle il consiste. Il falloit témoigner hautement qu'on ne pouvoit se rendre à la proposition qu'on faisoit ; & il faut ap-

pliquer à ces circonstances ce principe de Droit, *Qui tacet consentire videtur.*

Mais si sans rien répondre à la proposition qu'on lui a faite, & sans s'expliquer ni pour ni contre, un Ecclésiastique accepte le Bénéfice qui lui est offert, tombe-t-il alors dans la réserve? Suarez ^p & Cabassut ^q ne le croient pas. Celui-ci soutient qu'il n'y a point alors de péché, lorsqu'on sçait bien diriger son intention, & qu'on n'accepte le Bénéfice que pour empêcher qu'il ne soit donné à un mauvais sujet, qui ne se fera point de scrupule de remplir la condition qu'on lui propose. Le sentiment opposé ^r paroît beaucoup plus conforme aux Bulles des souverains Pontifes, qui enseignent uniformement, que dès que celui qui se défait d'un Bénéfice à l'intention reprouvée par les Loix, & qui forme le crime de confidence, le péché est consommé par l'acceptation que l'on fait de ce Bénéfice : *Etiam si solâ dimittentis intentione receperit*; ce qui paroît bien précis pour prouver qu'il n'est point nécessaire qu'on ait soit-même l'intention, encore moins qu'on promette d'accomplir la convention confidentielle.

Si celui à qui on a donné un Bénéfice par un motif de confidence, ne s'est point aperçu du dessein qu'on avoit, il n'a point eu de part au crime, qui n'a été commis que par l'intention du présentateur ou du résignant; & il n'est point obligé de se démettre du Bénéfice dont il a été pourvu.

Ce n'est aussi tout au plus qu'une confidence intérieure, que de conférer un Bénéfice à quelqu'un dans l'espérance qu'il s'en démettra dans la suite en faveur d'une personne pour qui on s'intéresse. Navarre ^s croit même que cette intention n'est pas toujours un crime, quand elle n'est pas le principal motif du choix qu'on fait d'un Ecclésiastique pour

^p De censuris, disput. 22. sect. 6. n. 18.

^q Theor. & Prax. l. 5.

^r Navarr. in man. c. 23.

n. 4. Bonacina, de sim. disput.

l. 9. §. 11. n. 6.

^s Navar. in man. cap. 23.

n. 109.

une place, dont d'ailleurs il paroît digne.

Lorsque celui à qui on confère un Bénéfice, prend la résolution en l'acceptant, de s'en défaire dans un certain tems, en faveur d'un Ecclésiastique du choix & du goût du Collateur, & que celui-ci ne pense à rien de semblable, il n'y a point alors de confiance réelle & véritable. Ce crime suppose un pacte ou une convention au moins tacite, qui ne se rencontre point dans cette occasion. Mais si celui qui prétend à un Bénéfice, avoit fait à cet égard une convention avec une personne qui pouvoit le lui procurer, & qu'il lui eût promis de s'en remettre en sa faveur, ou de lui en laisser toucher les fruits, on ne pourroit excuser cette convention de confiance, parce que suivant la Bulle de Pie V. il n'est pas nécessaire, pour encourir les peines, que la convention se fasse entre celui qui se démet du Bénéfice, & l'Ecclésiastique à qui il est conféré; l'un d'eux peut seul y avoir part; & c'est ce que signifient ces paroles de la Bulle de ce saint Pape : *Etiamsi confidentiæ crimen alterius sit tantummodò partis conscientia admiffum.*

Ce n'est point, suivant Navarre, ^u une confiance de demander un Bénéfice en faveur d'une personne qu'on espere devoir en disposer d'une manière conforme aux vûes qu'on peut avoir; parce qu'il n'y a point eu dans cette occasion de convention à ce sujet, ni entre le Collateur & celui qui demande le Bénéfice, ni entre celui-ci, & l'Ecclésiastique qui en a été pourvu. Quand même le collateur se seroit défié des vûes qu'on avoit en sollicitant le Bénéfice vacant, Sainte-Beuve ^x & Pontas ^y ne croient pas que la simonie fût alors réelle : ce dernier avoue néan-

t Ad probandum confidentiarum abufum, hæ.... præfumptiones legitimæ habeantur, videlicet... si quis pro concessione facta.... de beneficio... per se vel alium intercefferit, vel aliàs in negotio concessionis se immiscuerit.... deindè

aliquid de fructibus talis beneficii.... perceperit, seu de illo postmodum ad voluntatem intercessoris fuerit dispositum
Bull. Intolerabilis.

^u Navarr. de sim. Concil. 39.

^x T. 3. cas 95.

^y V. Confiance, cas 8.

moins que ce cas est difficile , & que s'il y avoit quelque engagement secret & quelque pacte tacite , il en jugeroit différemment.

Ce n'est point se rendre coupable de confiance , de prier un Collateur , entre les mains duquel on s'est démis purement & simplement d'un Bénéfice , de le conférer à une personne qu'on lui désigne , pourvu que l'on n'ait point auparavant tiré parole qu'il auroit égard à la prière qu'on avoit dessein de faire ; le Collateur demeure toujours le maître de disposer du Bénéfice , comme il le jugera à propos.

Par la même raison , donner un Bénéfice à un Ecclésiastique fort âgé , dans l'espérance qu'il le résignera bientôt à une autre personne qui n'est pas en âge de le posséder ; c'est à la vérité une intention vicieuse ; mais ce n'est pas une confiance , lorsqu'on se contente de l'espérer , & qu'il ne se passe rien de plus.

Lorsqu'on résigne un Bénéfice à quelqu'un , c'est également une confiance réservée , d'exiger du Résignataire qu'il en abandonne les fruits au Résignant lui-même , comme d'exiger qu'il les cède à une personne différente. ^z Nous ne faisons cette observation , que parce que d'habiles Canonistes ^a en ont douté , sur quelques termes de la Bulle de Pie V. qui pourroient autoriser leur sentiment , ^b si ce saint Pape ne se fût expliqué plus clairement dans la suite.

^z Si collator... conferat beneficium eâ conditione tacitâ vel expressâ , ut postea in alterum pro arbitrio collatoris seu alterius.... disponatur, sive ut de eo provisorius fructus illius , vel partem ad utilitatem vel libitum conferentis...vel alterius relinquat , vel remittat , seu pensionem illi vel illis quem vel quos collator jussit , vel alius persolvat. *Bulla* , Intolerabilis. *Pie IV.* s'exprime dans le même sens. Ne dein-

ceps... fructus ac pensiones.... sibi.... retinere præsumant.

^a *Navarr. Conc.* 76. de simon.

^b Statuimus ut si quis.... beneficium.... receperit....ut.... illud.... dimittenti vel alteri postea conferatur , aut eorum fructus vel eorum pars alii vel aliis concedantur , vel pensiones solvantur ex eisdem , hæc confidentia censeatur. *Bulla* , Intolerabilis.

Suivant la Bulle de Pie IV. ceux qui obtiennent par confidence une pension sur un Bénéfice, encourrent les Peines canoniques. ^c La confidence peut se commettre par rapport aux pensions de trois manières différentes :

1°. Lorsqu'on résigne un Bénéfice en se réservant une pension, qu'on ne fait point autoriser par les Supérieurs ecclésiastiques : on ne peut douter qu'on ne tombe alors dans les peines prononcées par les Bulles des souverains Pontifes.

2°. Lorsqu'on convient par un traité secret, que la pension qu'on a fait approuver par le saint Siège, ne se payera pas à celui en faveur de qui elle paroît créée, mais à une autre personne; c'est encore ici une confidence qui se commet dans l'acquisition d'un Bénéfice, & conséquemment elle est réservée. ^d

3°. Lorsqu'après avoir obtenu canoniquement un Bénéfice, on consent à l'établissement d'une pension sur ce Bénéfice, à condition & sous la promesse de la céder dans quelque tems au neveu du Bénéficiaire, ou à quelque autre personne dont on convient; cette dernière espèce de confidence ne se pratique guères. Elle n'est point l'objet des Peines canoniques; ces peines ne concernent que la confidence qui se commet dans l'acquisition des Bénéfices, ^e & qui sert de moyen pour les procurer.

Une pension trop forte ne seroit point jugée confidentiaire au grand Conseil, où l'Edit de Louis XIII. de 1637. dont l'article XVIII. déclare les pensions qui excèdent le tiers, nulles, abusives & simoniaques, n'a été enregistré qu'avec la modification suivante : *Sans que ces pensions soient tenues pour nulles comme simoniaques, & celles qui se recevront après, seront réduites au tiers des fruits des Bénéfices, suivant les Constitutions canoniques.* Doit-on en porter

^c Omnes & singulos qui beneficia fructus, vel pensiones hoc intercedente vitio receperint, &c.

^d Collet, de sim. c. 5. art.

2. Cabassut, l. 5. c. 8. n. 16.

^e Habertus, de simonia, ff. 2.

q. 4. Collet, ibid. c. 2.

le même jugement au for de la conscience ? Nous croyons ^f qu'il faut à cet égard s'en tenir à la lettre de l'Edit de 1637. lorsque la pension dont il s'agit n'a été admise à Rome, que parce qu'on a fait volontairement & de mauvaise foi un faux exposé de la valeur du Bénéfice ; sur-tout si le Pape a témoigné par la clause ordinaire, qu'il n'entendoit point approuver cette pension, si elle excédoit le tiers du revenu : *Dummodò tertiam partem fructuum non excedat.*

Il y a en effet alors une espece de confidence; car c'est se rendre coupable de ce crime, que de se réserver pour soi ou pour un autre de sa propre autorité une partie des fruits du Bénéfice qu'on résigne ou qu'on confere, ou une pension sur ce Bénéfice : or ce qu'il y a d'excessif dans la pension, est une portion des fruits du Bénéfice que le résignant se retient sans avoir à cet égard l'approbation du saint Siège. Si le Bénéfice vaut par exemple 600. livres de rente, & que le Pape l'ait chargé d'une pension de 300. livres, parce qu'on l'a fait valoir 900. qui ne voit qu'on promet & qu'on donne en cette occasion 100. livres de rente au-delà de la pension Canonique, & contre l'intention marquée du souverain Pontife ? C'est ainsi que M. Lamet ^s a autrefois décidé cette difficulté ; & quoique M. Fromageau, en rapportant cette décision, témoigne qu'il n'est pas absolument sûr qu'une pension trop forte soit véritablement simoniaque, parce qu'on ne la juge pas telle au for extérieur, il avoue néanmoins que dans la pratique il faut suivre le sentiment contraire.

Plusieurs Théologiens ^h font une remarque fort singulière au sujet des peines particulieres portées contre la confidence, c'est qu'elles ne regardent point ceux qui conferent les Bénéfices, lorsque la confi-

^f V. Navarr. Consil. 29. de sim.

^g Diction. des cas de cons. science, V. Pension, cas 4.

^h Bonacina. de sim. disput. 1. q. 7. ff. 1. Cabassut. Theor. & Praxis, Jur. Can. l. 5. cap. 3.

dence ne tourne point à leur profit. Ce sentiment paroît fondé sur les Bulles des Papes, dans lesquelles ces peines ne sont prononcées que contre ceux qui reçoivent : *Qui receperit qui recipere præsumunt.*

Il n'est point parlé de ceux qui donnent. Cependant ils paroissent également coupables les uns & les autres, puisqu'ils ont part au même crime; & c'est ce qui a fait croire à Lessiusⁱ qu'ils encourent également la censure. Mais comme il ne faut pas étendre les peines au-delà de ce qui est exprimé dans la Loi, on peut s'en tenir au premier sentiment. Il y a apparence que les souverains Pontifes ont voulu punir plus rigoureusement celui qui reçoit le Bénéfice, que celui qui le donne, parce qu'il profite davantage du crime, & que d'ailleurs on est communément plus disposé à recevoir qu'à donner. Mais si ceux qui conferent les Bénéfices profitent de la confiance, par les pensions ou les fruits de ces Bénéfices qu'ils se sont retenus, ou de quelque autre manière semblable, ils encourent les mêmes peines que ceux qui en ont été pourvus.^k

Il n'est point aussi parlé dans les Bulles des Papes des médiateurs de la confiance. Les souverains Pontifes ont laissé à leur égard les choses dans l'ordre commun; ainsi ils n'encourent point les peines particulières portées contre les confidenciers : ils tombent néanmoins ainsi que ceux qui ont conféré le Bénéfice par confiance, & qui n'ont retiré aucun avantage de la convention confidenciaire, dans celles qui ont été prononcées contre les Simoniaques par les Loix générales de l'Eglise, auxquelles les Papes Pie IV. & Pie V. n'ont point dérogé. Ce qui fait connoître que les médiateurs de la confiance, ne tombent pas dans l'excommunication toutes les

ⁱ L. 2. c. 36.

^k Ne... Beneficia... aut fructus, vel pensiones aut regressus, seu accessus in confiden-

tiam... recipere præsumant... sub majoris excommunicationis pœna inhibemus. *Bull. Pii. IV. Rom. Pontif.*

fois que celui à qui ils ont procuré un Bénéfice l'encourt : celui-ci y tombe , comme nous l'avons dit , aussi-tôt qu'on lui a conféré le bénéfice , & qu'il l'a accepté : la confiance est alors réelle & consommée à son égard ; mais les autres n'encourent la censure que lorsque le Bénéfice a été résigné à celui à qui on avoit promis de le remettre , ou qu'il en a touché les fruits , parce que ce n'est que par-là que la simonie a son entière exécution.

Pie V. avoit exempté des peines particulieres prononcées contre la confiance , ceux qui rentreroient aussi-tôt en eux-mêmes , & se démettroient d'une manière canonique du Bénéfice¹ ou de la pension qu'ils avoient obtenue par ce moyen ; mais cette disposition favorable ne concerne que ceux qui étoient tombés dans ce crime avant la publication de la Bulle *Intolerabilis* , & non ceux qui l'ont commis depuis.

I V. Q U E S T I O N.

De l'Incendie.

LEs Incendiaires ont toujours été regardés avec horreur , & toutes les nations , comme de concert les ont jugés dignes du dernier supplice. Les Loix Romaines les condamnoient au feu ; ^a la matière de leur crime en devenoit la peine.

L'Eglise a imité la rigueur des Loix civiles. Le Concile de Ravenne de 877. ordonne d'interdire l'entrée de l'Eglise à ceux qui par malice auroient mis le feu à des maisons , ou donné ordre ou con-

l Omnes qui huc usque beneficia intercedente hoc confidentiæ vitio receperunt ac retinent , nisi statim ad se reversi celeri dimissione sibi prof-

pexerint , & quidquid tale admiserint in futurum... singulis beneficiis obtentis... privamus , &c.

a L. 9, de incendio.

seil de le faire : & s'ils refusent de réparer le dommage qu'ils ont causé, le même Concile enjoint aux Evêques de les séparer solennellement de la Communion des Fidèles. ^b

Le Concile de Reims de 1131. & celui de Latran de 1139. prononcent l'anathème contre les Incendiaires, & les déclarent indignes de la Sépulture ecclésiastique.

Les incendies devenant plus fréquens de jour en jour, un Concile tenu en Angleterre en 1142. renvoya la connoissance de ce crime au souverain Pontife, & lui en réserva l'absolution. Les Evêques qui y assistèrent, regarderent cette réserve comme le moyen le plus propre pour en arrêter le cours. Ce Règlement de l'Eglise d'Angleterre devint bien-tôt commun à toutes les Eglises d'Occident; & un Evêque en 1190. ayant consulté Clement III. au sujet des cas réservés au saint Siège, ce Pape dans sa réponse met de ce nombre l'incendie : ^c & même la manière dont Clément III. répond, donne droit de penser qu'il n'établit pas une nouvelle discipline, mais qu'il y avoit une Loi plus ancienne, par laquelle l'absolution de ce crime étoit réservée au souverain Pontife. La Décrétale de Clément III. est néanmoins la première décision du saint Siège que nous ayons sur cette matière; elle a force de Loi dans toute l'Eglise.

Les Théologiens disputent sur la nature de l'excommunication portée par le Droit commun contre les Incendiaires; l'encourt-on par le seul fait, ou bien faut-il une Sentence du Juge qui la prononce? A s'en tenir à la lettre des Décrets des Papes, on

^b Tanquam ethnicus & publicanus ab omni Christianorum collegio separetur.

^c Tua nos duxit fraternitas consulendos (an hi soli sunt ad Sedem Apostolicam destinandi qui... manus injiciunt in Clericum violentas?) Respondemus

quod non solum qui in Clericos manus injiciunt temerarias, sed etiam incendiarii, ex quo sunt per Ecclesiæ sententiam publicati, pro absolutionis beneficio ad sedem Apostolicam mittendi sunt. cap. 19. de sent. excomm.

ne voit rien qui désigne nécessairement une excommunication encourue de plein Droit : les souverains Pontifes ordonnent seulement d'excommunier les Incendiaires & leurs complices. ^d Cependant le Concile de Cologne de l'année 1266. déclare ceux qui ont mis le feu à une Eglise, excommuniés par le seul fait. Mais outre que ce n'est qu'un Concile provincial, la censure qui y est portée, ne regarde que ceux qui mettent le feu aux lieux Saints : la réserve a beaucoup plus d'étendue.

Dans le recueil des Statuts de ce Diocèse, il en est qui paroissent supposer, que les Incendiaires ne sont pas excommuniés de plein droit. Jean de Rely, par exemple, ne réserve l'incendie au Pape, que lorsque celui qui en est coupable, a été excommunié & dénoncé. ^e Il semble qu'on en devroit conclure que l'excommunication n'est pas attachée par le Droit à ce crime. Cependant on déclare précisément le contraire dans un statut plus ancien : *Sciendum est quod sint excommunicati ipso facto incendiarii.* ^f

Dans la liste des cas réservés du Diocèse d'Orléans, on distingue ceux qui mettent le feu aux Eglises, de ceux qui le mettent aux maisons profanes, & il n'y a que les premiers qui soient déclarés excommuniés par le seul fait, & conformément au Concile de Cologne, que nous avons déjà cité. Dans d'autres Diocèses, ^h tous les Incendiaires, sans exception sont punis de la même censure. C'est la Discipline présen-

d Pessimam... & depopulatricem & horrendam incendiariorum malitiam..... detestamur... si quis... malo studio... ignem apposuerit, vel apponi fecerit, aut appositoribus consilium vel auxilium scienter tribuerit, excommunicetur. Innoc. II. in Conc. Later. an. 1139. c. 18. relat. c. 32 c. 23. c. 8.

^e Tertius casus est de in-

cendiariis, postquam fuerint excommunicati & denunciati, Statuts du Dioc. d'Angers, pag. 165.

^f Statuts du Dioc. p. 16.

^g Si sit incendiarius Ecclesiæ, excommunicatio est latae sententiæ; si alterius loci, ferendæ ab Episcopo.

^h Ce Mandement se trouve à la fin du volume des Conférences sur les Censures.

te du Diocèse d'Angers, comme il paroît par le Mandement de M. Poncet *sur les Censures*, ⁱ *qui s'encourent par le seul fait en conséquence des Ordonnances synodales.* Au nombre des cas pour lesquels on tombe dans une excommunication réservée, celui dont nous parlons est mis le premier, en ces termes : *mettre le feu exprès à une Eglise ou à quelqu'autre bâtiment.*

Cette variété de Discipline, au sujet de ceux qui mettent le feu aux maisons profanes, fait connoître que s'ils encourent l'excommunication par le seul fait, ce n'est point en conséquence du Droit commun, mais seulement des Loix particulieres des Diocèses. Cependant le chapitre *Tua nos*, qui sert de règle en cette matiere, a pû y donner occasion ; car le Pape en parlant dans ce chapitre de la réserve du crimes des Incendiaires, ne dit point que les Evêques les doivent excommunier, mais seulement publier leur excommunication ; ce qui semble insinuer que l'excommunication est attachée au crime, & s'encourt par le seul fait, & qu'il ne faut que la dénonciation pour en réserver l'absolution au saint Siége.

ARTICLE PREMIER.

Quand est-ce que l'Incendie est réservé au Pape ?

Un incendie peut arriver de plusieurs manieres, par cas fortuit, par négligence ou par malice.

L'incendie arrive par cas fortuit, non-seulement lorsqu'il est causé par le feu du Ciel, mais encore lorsqu'une personne par un malheur qu'elle n'a pû prévoir, & sans qu'il y ait de sa faute, met le feu dans quelque endroit.

L'incendie arrive par négligence, lorsqu'on n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour le prévenir ; par exemple, pour avoir porté témérairement

ⁱ *Conc. Rothomag. an. 1445. c. I. 18. t. II. Conc. col. 1033.*

& sans précaution du feu dans un lieu, où il y a beaucoup de matieres combustibles.

Enfin l'incendie ^k est pleinement volontaire & arrive par malice, lorsque de propos délibéré, par esprit de haine ou de vengeance, on met le feu à une maison, ou à quelqu'autre bâtiment que ce puisse être. Il n'y a que l'incendie volontaire qui soit l'objet de la réserve.

Faut-il pour l'encourir que le coupable ait été nommément excommunié & publiquement dénoncé; ou bien une excommunication & une dénonciation générale, telle qu'on la fait en fulminant un Monitoire, suffit-elle? C'est ce qui n'est point précisément marqué dans les Loix qui concernent cette matiere. D'habiles Théologiens ^l estiment qu'il n'est point nécessaire que le coupable soit désigné par son nom ou par certaines marques qui le distinguent; qu'il suffit qu'il soit désigné par le crime qu'il a commis: & qu'ainsi lorsqu'un Evêque a excommunié & dénoncé publiquement des Incendiaires, sans les connaître & les nommer, leur crime est réservé au S. Siège.

Nous croyons le sentiment opposé mieux fondé & plus autorisé, ^m parce que les Canons qui ne réservent l'incendie au Pape, que lorsque le coupable a été publiquement dénoncé excommunié, ne nous paroissent devoir s'entendre que d'une Sentence d'excommunication, dans laquelle l'incendiaire a été condamné nommément.

Quoique le Décret de Clément III. sur lequel est fondé la réserve du crime des Incendiaires, ne fasse aucune distinction, & semble renfermer tous ceux qui s'en rendent coupables de quelque maniere que

^k Incendiarium intelligere, qui malo studio, sive pro odio, sive pro vindicta, ignem apponit, vel apponi facit. *Casus reserv. Aurel.*

^l Suarez, de censuris disput. 22. sect. 2. n. 16.

^m Incendium Ecclesiæ vel

alterius loci, postquam incendiarius publicè denunciatus est nominatim excommunicatus. C'est ainsi que M. l'Archevêque de Bourges dans son Mandement sur les cas réservés explique la réserve de l'incendie.

ce ſoit, cependant dans la plûpart des Diocèſes, l'incendie n'eſt un cas réſervé au ſaint Siége, que lorſque c'eſt à un édifice ſacré ou profane, comme à une Eglife, une maiſon, une grange qu'on a mis le feu. Ainſi le mettre à un tas de bois, de foin, de paille, de bled, & même à une forêt, quoique ce ſoit commettre un grand crime, & être véritablement Incendiaire, ſelon la notion que donnent de ce crime les Loix civiles & canoniques, ce n'eſt pas néanmoins un péché réſervé au Pape, parce qu'un tas de bois ou une forêt n'eſt point compris ſous ces termes : *Incendium Eccleſiæ aut alterius loci*, ou autres équivalens, dont ſe ſervent les Evêques pour exprimer cette réſerve.

Ce n'eſt point auſſi un cas réſervé lorſqu'on met le feu à ſa propre maiſon, & qu'il n'y a point de danger qu'il ſe communique à d'autres. On n'appelle point proprement Incendiaire, celui qui ne brûle que ce qui lui appartient; il y a en cela plus de folie que de malice. Mais ſi c'eſt un pere ou un mari, qui par haine contre ſes enfans ou contre ſa femme, met le feu à une maiſon qui fait partie de leur bien, le péché eſt certainement réſervé: il le ſeroit auſſi, ſi on mettoit volontairement le feu à ſa propre maiſon, dans le deſſein d'envelopper dans l'incendie les édifices voiſins, auxquels le feu ſe communiqueroit eſſectivement. Dès qu'une maiſon n'eſt point iſolée, celui qui met de propos délibéré le feu à la ſienne, ne peut pas ne pas prévoir le danger auquel ſont expoſés les maiſons voiſines; il auroit beau dire qu'il n'auroit point eu intention de leur cauſer le moindre dommage, il ſeroit néanmoins puni comme un Incendiaire, ſelon les Loix civiles & eccléſiaſtiques, & il mériteroit de l'être.

Les Soldats dans le tems de guerre peuvent ſans crime, lorſque le Général le leur commande, brûler les Villes, les Bourgs & les autres lieux qu'on leur désigne. Le bien du ſervice demande quelquefois qu'on faſſe ces ſortes d'exécutions militaires: mais ſi ſans ordre & en faiſant la maraude, ils fai-

soient des dégats dans le pays ennemi & mettoient le feu aux Villages & aux Maisons de la campagne, ils mériteroient d'être punis comme des Incendiaires.

Les Loix civiles sont plus sévères dans cette matière, que les Loix canoniques. Les menaces de l'incendie & l'attentat de ce crime sont souvent très-sévèrement punis, & même du dernier supplice. Mais comme l'Eglise n'a coutume de réserver que les péchés entièrement consommés, lorsque celui-ci ne l'est pas, & que l'Incendiaire n'a pas exécuté son mauvais dessein, soit parce qu'il a été prévenu & intimidé, soit parce que le feu n'a pas pris à la maison qu'il vouloit brûler, & qu'elle n'a point été endommagée, on n'encourt point l'excommunication. Si quelque portion de la maison avoit souffert du feu, quoiqu'il eût été éteint presque aussitôt qu'il y a été mis, le péché seroit réservé.

Il n'y a aucun texte du Droit qui réserve au saint Siège le péché de ceux qui favorisent les Incendiaires, les subornent, leur donnent retraite, ou coopèrent en quelque manière que ce soit à leur crime. C'est pourquoi on ne doit pas les regarder comme compris dans la réserve; car c'est une règle générale, que dès qu'une Loi ne parle que des auteurs du crime, elle ne renferme point les complices, ni même ceux qui en ont été la cause principale. Il est vrai qu'Innocent II. ⁿ au Concile de Latran en 1139. semble défendre aux Evêques d'absoudre les Incendiaires, & leurs complices: mais lorsqu'on examine de plus près le Décret qu'il a porté, il est aisé de reconnoître que son intention n'est que de prescrire la pénitence que les Evêques doivent imposer pour ce crime, & de leur défendre d'en rien relâcher.

n Ce Pape après avoir marqué quelle est la pénitence qu'il faut imposer aux Incendiaires & à leurs complices, & quelles satisfactions on doit en exiger,

ajoute : Si quis Episcopus hoc relaxaverit, damnum restituat, ac per annum ab Officio episcopali abstineat. Can. 32. c. 23. q. 8.

Le Décret d'Innocent II. prouve bien encore que l'Evêque doit excommunier non-seulement les Incendiaires, mais encore leurs complices ; mais il n'y a rien qui prouve que l'absolution de cette censure soit réservée au souverain Pontife.

A R T I C L E S E C O N D.

Quand l'Incendie est-il réservé à l'Evêque ?

Si l'incendie n'étoit un péché réservé, que dans les circonstances où il l'est au saint Siège, l'Eglise ne retireroit point de cette réserve le fruit qu'on en espéroit & qu'on avoit lieu d'en attendre. Car aujourd'hui il n'arrive presque jamais qu'on dénonce publiquement les Incendiaires : c'est ce qui a engagé plusieurs Prélats à se réserver l'absolution du crime de l'incendie, d'une manière plus générale & beaucoup plus étendue. Les Evêques d'Angers ont suivi cette Discipline ; & l'incendie ° est réservé dans ce Diocèse toutes les fois qu'il est volontaire, & qu'il renferme un dessein formé de faire tort au prochain, quoiqu'il n'y ait point eu de Sentence portée contre le coupable.

Dans cette réserve on ne distingue point, comme dans la précédente, les édifices sacrés ou profanes, des autres choses auxquelles on peut mettre le feu. P Le mettre à un monceau de foin, de paille, de bled, c'est aussi-bien un cas réservé, que de brûter une maison ou une Eglise.

Cependant M. Poncet dans son Mandement de 1713. ne déclare excommuniés par le seul fait que ceux qui mettent le feu à un Bâtiment ; mais on n'a point mis cette restriction dans la feuille des cas réservés, 1°. parce que les autres choses auxquelles on peut mettre le feu, sont communément proche des

• Incendium deliberatè & animo nocendi factum.
p A s'en tenir au chapitre,

Tua nos, la réserve de l'Incendie au Pape a une égale étendue.

maisons , & qu'il arrive souvent qu'il s'y communique. 2°. Parce que le tort qu'on fait au prochain & au public en brûlant des moissons , des forêts , &c. est quelquefois plus considérable , que celui qu'on lui feroit en mettant le feu à une maison , ou à d'autres Bâtimens. Les Loix civiles punissent aussi sévèrement l'incendie dans l'une & l'autre circonstance. ¶

Un Concile réserve r aux Evêques l'incendie qui arrive par hazard , *Incendium à casu* , c'est-à-dire , par négligence , & faute de précaution ; car le hazard n'est ici opposé , qu'à ce qui se fait exprès & de dessein prémédité. Aujourd'hui , quand même la négligence seroit grossière , & qu'on fût d'ailleurs obligé de réparer le tort qu'on a causé , le cas ne seroit pas réservé.

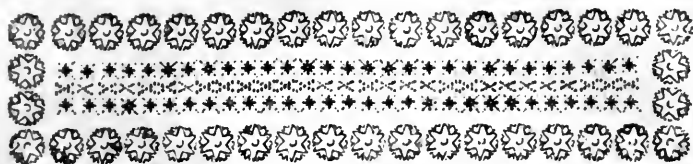
L'incendie est véritablement volontaire , non-seulement , lorsqu'on met exprès immédiatement le feu à une Eglise ou à une maison , mais encore lorsqu'on fait une action qu'on prévoit devoir produire cet effet.

¶ Qui ædes acervumve frumenti juxta domum positum combusserit, vinctus verberatus igni necari jubetur : Si modò prudens sciensve commi-

serit, si verò casu, id est, negligentia, noxiam sarcire jubetur. l. 9. ff. de incendio.

r Conc. Frisingense, an 1440. tom. 13. Conc. col. 1297.





S E C O N D E C O N F É R E N C E

Tenue au mois de Mai 1732.

I^{re}. Q U E S T I O N.

Du vol fait dans l'Eglise avec effraction. Quand est-il réservé au saint Siège ?

LA sainteté des lieux consacrés au Culte de Dieu, & mettre en assurance tout ce qu'on y garde, pour être employé aux exercices de la Religion, & au Ministère des Autels. Mais l'avarice ne respecte rien, & on a une infinité d'exemples de Temples pillés, d'Eglises profanées, & de Vases sacrés enlevés. Les Payens condamnoient à être déchirés par les bêtes, ceux qui étoient convaincus d'un si grand crime. ^a En France, le sacrilège avec effraction, est mis au nombre des cas royaux, ^b & il y est puni de mort. Nous ne citons ici les Loix civiles, que pour montrer qu'un crime si universellement détesté, si opposé aux principes de la Loi naturelle, si expressément

^a L. 6. ff. Ad legem Juliam
peculatus, & de sacrilegis, &c.

^b Ordon. de 1670. tit. I.
art. 12.

condamné & puni avec tant de rigueur par toutes les Loix divines & humaines, ne méritoit que trop d'être réservé au souverain Pontife.

C'est encore Clément III. qui est Auteur de cette réserve comme de la précédente : du moins ce Pape a porté la Loi la plus ancienne dans laquelle il en soit parlé ; c'est le chap. 22. de *Sententia excommunicationis*. Comme ce Décret fait notre Loi, & qu'il faut en étudier les dispositions pour bien décider les difficultés qu'on peut proposer, nous mettrons ici ce qu'il contient de principal & d'important.

Conquesti sunt nobis Canonici Reginenses, quòd Joannes-de-Malafrena & ejus sequaces quasdam Ecclesias violenter confregerunt, easque spoliare minimè dubitarunt..... Mandamus, quatenùs, si ita est, memoratos sacrilegos excommunicatos faciatis arctius evitari, donec. cum litteris vestris, rei veritatem continentibus, Apostolico se conspectui repræsentent.

Dans ce chapitre, le souverain Pontife n'excommunie point Jean-de-Malafrena & ses complices, accusés d'avoir brisé les portes de plusieurs Eglises, & de les avoir pillées. Il n'ordonne point aussi à l'Ordinaire de les excommunier, mais seulement de dénoncer leur excommunication ; ce qui semble supposer qu'ils étoient excommuniés de plein droit. Et en effet, il y a dans le Droit plusieurs Canons, dans lesquels les Papes déclarent excommuniés ceux qui sont coupables d'un vol commis dans une Eglise, sur-tout lorsque l'effraction y est jointe. Le Concile de Cologne de 1286. prononce contre eux la

e Si quis domum Dei violaverit, & aliqua....inde abstulerit... donec... admonitus satisfaciatur, sciat se communionem privatum.... si qui Monasteria & loca Deo dicata & Ecclesias effringunt, vel alia quælibet inde extrahunt...velut sacrilegi Canonice senten-

tia subigantur. Ces dernières paroles ne signifient point nécessairement une excommunication qui s'encourt par le seul fait. Ce Canon est de Jean VIII. & rapporté Can. 21. c. 17. q. 4. v. Can. 107. c. 11. q. 3. Can. 5. 17. q. 4.

même peine ; & la feuille des cas réservés du Diocèse, les suppose excommuniés par le seul fait.

L'étendue de la réserve n'est pas par-tout la même. Pour l'encourir dans le Diocèse d'Angers, il faut premièrement, que le lieu où le crime a été commis, soit une Maison sainte, & consacrée au Culte de Dieu. Les lieux saints sont ceux qui ont été consacrés par l'Evêque, ou bénis par sa permission pour servir aux exercices de la Religion. Telles sont les Eglises, & mêmes les Chapelles domestiques. Un Oratoire qu'une personne auroit fait bâtir pour sa dévotion particulière, & qui n'auroit été ni consacré, ni béni, n'est point regardé comme un lieu saint. Les Sacristies qui sont contiguës aux Eglises, ou qui y sont jointes par une galerie, ou de quelqu'autre manière, en font partie ; mais lorsqu'elles en sont entièrement séparées, on ne tomberoit point dans la réserve, si on y déroboit des ornemens d'Eglise & des Vases sacrés, parce qu'une Sacristie entièrement détachée d'une Eglise, est un édifice tout différent, & qui ne participe point à sa consécration.

Ce ne seroit point à plus forte raison un cas réservé, de voler des ornemens dans la maison d'un Brodeur qui les raccommode, ou dans une maison particulière, dans laquelle on les garde.

Dans quelques Diocèses cette réserve a plus d'étendue ; & on encourt une excommunication réservée, non-seulement lorsqu'on vole avec effraction dans une Eglise, mais encore lorsqu'on commet ce crime dans les Monastères. On a suivi dans ces Diocèses la Discipline établie par plusieurs anciens Canons, qui défendent également sous peine d'excommunication, le vol avec effraction, qui se fait dans les Maisons religieuses, comme celui qui se fait dans les Eglises ; & on y a ajouté la réserve de cette censure. Dans le Diocèse d'Angers, & dans la plupart des autres Diocèses, on s'est attaché au chapitre 22. de *Sententia excommunicationis*, sur lequel la réserve dont nous parlons, est principalement appuyée : dans ce chapitre il n'est parlé que des Eglises.

2°. Pour tomber dans la réserve , il faut qu'il y ait fracture ; c'est-à-dire , une ouverture faite avec violence dans le bâtiment de l'Eglise , comme seroit d'en renverser le mur , de le percer , d'en briser les portes , de les enfoncer , d'en rompre les fenêtres , les chassis , d'en arracher les gonds , les grilles , d'en casser les vitres , briser les verouils , d'en faire sauter la serrure , découvrir le toit , &c. Bonacina ^e ne croit pas que ce soit faire une fracture dans une Eglise , que d'en ébranler la porte en la poussant légèrement , & de la dégonter. D'habiles Auteurs sont d'un sentiment différent : ^f dans le fond , il est difficile que cela se fasse sans fracture , & qu'il ne se détache rien du mur où les gonds sont placés.

Un voleur qui à la faveur d'une fausse clef , entreroit dans une Eglise & la pilleroit , ne tomberoit pas dans la censure , parce que le vol ne seroit point accompagné d'effraction ; il n'y tomberoit pas aussi , quand même , après y être entré , il briseroit les bancs , les armoires & les coffres où sont les ornemens , parce que , quoique dans cette circonstance il y ait fracture , ce n'est pas celle qui est marquée dans la Loi. Les termes dans lesquels elle est conçue , désignent évidemment une effraction , qui se fait dans le corps même du bâtiment & pour entrer , *Effractio sacrarum Aedium*.

A plus forte raison , celui qui voyant une Eglise ouverte , y entreroit , & y feroit un vol considérable , ne tomberoit point dans la réserve.

3°. Pour tomber dans la réserve , il faut que le vol soit joint à l'effraction. ^g Celui qui après avoir

d Effractores censentur , qui dolo malo aut per injuriam violenter parietem fodiunt , aut vitream fenestram frangunt , seu seras , ostia , cardines , vectes , dum janua clausa est , aut tectum , vel quid simile ; deinde spoliant. *Cas. reserv. Diæces. Aurelian.*

^e Bonac. de excomm. in par-

tic. extra. Bull. Cœnæ , tom. 2. disp. 2. q. 2. punct. 12. n. 3.
 ^f Sayrus t. 2. liv. 3. c. 29. n. 16.

^g Debent simul jungi effractio & spoliatio , adeo ut nec spoliatio sine effractione , nec effractio sine spoliatione , huic reservationi subiaceat. *Cas reserv. Diæc. Aurelian.*

rompu les portes d'une Eglise, se voyant découvert, prendroit la fuite sans en rien enlever, ne tomberoit pas dans la réserve dont nous parlons. Il faut même que l'effraction & le vol se fasse par la même personne, ou par plusieurs de concert. Ainsi ce ne seroit point un cas réservé, que d'entrer dans une Eglise par une ouverture, que des brigands qu'on ne connoît point, & avec qui on n'a aucune liaison y ont faite, & d'y dérober des ornemens, ou d'autres choses qu'on y trouve.

Sous le nom de vol, nous n'entendons pas seulement le larcin proprement dit, mais encore toute action qui fait perdre à l'Eglise les biens qui lui appartiennent, & l'en prive injustement. C'est ce que signifie le mot latin *spoliatio*, dont se servent presque toutes les listes des cas réservés. Ainsi enlever quelque chose d'une Eglise ou seulement l'endommager considérablement, briser, par exemple, les calices & les ciboires, les statuts des Saints, brûler leurs images, mettre en pièces les ornemens, c'est certainement la même chose que si on les enlevait; parce que par ces actions & toutes autres semblables, on prive & on dépouille l'Eglise d'un bien qui lui appartient, en le rendant inutile à l'usage, pour lequel il étoit destiné.

Faire une ouverture avec violence dans une Eglise, s'y glisser & y couper adroitement la bourse à quelqu'un, c'est à la vérité voler dans une Eglise, mais non voler l'Eglise elle-même, *Ecclēsiā spoliare*. Mais si c'étoit un dépôt qu'on y eût enlevé, il y auroit quelque lieu de croire que ce sacrilège seroit réservé; parce que dans l'usage commun, dérober dans une Eglise les choses qu'on y a déposées pour les mettre en sûreté, c'est piller l'Eglise & la voler; & c'est ce qu'on trouve marqué plus expressement dans les cas réservés du Diocèse de Luçon, où celui-ci est conçu dans ces termes : *Rompre avec violence les murailles, les portes ou les vitres des Eglises, & entrant dedans piller ou dérober les biens qui y sont.* La liste des cas réservés du

Diocèse de Cahors y est conforme.

Est-il nécessaire que le vol & la fracture soient l'un & l'autre considérables , pour que le péché soit réservé , ou suffit-il que l'un des deux soit péché mortel ? L'effraction , par exemple , quoique la chose volée soit de si peu de valeur , qu'elle ne puisse être la matière que d'une faute vénielle. Suivant les principes de Suarez , ^h le vol quoiqu'accompagné d'effraction , s'il n'est en lui-même considérable , n'est point réservé au saint Siège.

Ce péché n'est comme le précédent réservé au Pape , que lorsque les coupables ont été nommément dénoncés excommuniés.

II. Q U E S T I O N.

De la falsification des Lettres Apostoliques.

Les Lettres Apostoliques sont celles qui s'expédient à la Cour de Rome , au nom & de l'autorité du souverain Pontife , ^a en forme de Bulle ou de Bref. Les Bulles sont scellées en plomb ; les Brefs le sont avec de la cire rouge , sur laquelle est empreint l'Anneau du pêcheur. ^b

Les Mandemens des Legats à Latere , les décisions des différentes Congrégations établies à Rome , ne sont point proprement des Lettres Apostoliques ; parce que quoique ces Décrets soient en quelque sorte appuyés sur l'autorité du saint Siège , ils ne

^h Nomine spoliationis quælibet rapina , vel furtum grave intelligendum est.

^a Litteræ Apostolicæ illæ sunt , quæ expediuntur in Curia Romana , & Cancellaria Apostolica per Papam & suos Officiales.... signatæ per Officiales. *Filliuc. tract. 16. c. 8.*

n. 186.

^b Per Litteras Apostolicas intelliguntur tantum illæ , quæ nomine summi Pontificis expediuntur , sive plumbeo sigillo quæ Bullæ ; sive cereâ rubeâ... quæ Brevia nuncupantur. *Cas. res. Diæc. Aurel.*

portent point le nom du Pape, mais celui du Cardinal-Légat, ou de la Congrégation dont ils sont émanés. Nous ne reconnoissons pour Lettres Apostoliques, ^c que ce qui porte le nom auguste du Chef de l'Eglise, & qui par-là a un certain degré d'autorité, que n'ont point les Actes émanés de ses Ministres. Les Lettres particulières des Papes ne sont point regardées comme des Lettres Apostoliques, parce que c'est comme personnes privées qu'ils les écrivent, & non comme Evêques de Rome & Chefs de l'Eglise.

Doit-on mettre au nombre des Lettres apostoliques les Brefs de la Pénitencerie? La raison de douter est que le Grand-Pénitencier, à qui on s'adresse pour les obtenir, n'agit dans cette matière que comme dépositaire de l'autorité du saint Siège, & en qualité de Vicaire-Général du Pape. Cependant les plus habiles Canonistes ^d ne regardent point les Brefs de la Pénitencerie comme des Lettres apostoliques, parce qu'ils ne portent point le nom du souverain Pontife, mais celui du Cardinal Grand-Pénitencier. Après tout, on ne peut jamais guères avoir intérêt de les falsifier ou de les altérer, puisqu'ils ne servent que pour le for intérieur, & qu'en les altérant on n'en pourroit tirer aucun avantage.

Bonacina ne met point aussi au nombre des Lettres apostoliques, celles du Cardinal Dataire. Ce n'est pas sans doute des Bulles & des Brefs de la daterie qu'il parle, puisqu'ils portent le nom du souverain Pontife & non celui du Cardinal Dataire.

Falsifier des Lettres apostoliques, c'est en fabriquer de fausses, ou en altérer de telle sorte de véritables, que le sens naturel soit changé. ^e

^c Pirrhing. de crimine falsi, tom. 4. tit. 20. ff. 5. n. 24.

^d Navar. in Man. c. 27. n. 62. & c. Farinacius, praxis criminalis, p. 6. q. 151. n. 24.

^e d'un sentiment différent.

^c Ut sit falsificatio, debet

esse vel falsa integrarum Litterarum fabricatio, vel in verè Apostolicis facta additio, aut detractio; aliave mutatio, quæ sensum à concedente intentum mutet. Cas. rés. Diac. Aurel.

Innocent III. dans le chapitre 7. de *Crimine falsi*, excommunie ^f tous ceux qui se rendent coupables de ce crime : il prononce la même peine contre les laïques , qui feroient quelque usage des Lettres apostoliques , qu'ils sçauroient avoir été falsifiées ; & à l'égard des Ecclésiastiques , qui s'en serviroient aussi de mauvaise foi , il les prive de tous leurs Offices & Bénéfices. Ce Pape ne se réserve point l'absolution de la censure qu'il porte ; cependant elle est certainement réservée au saint Siège. Dans les pays où la Bulle *in Cœna Domini* est en vigueur , l'origine de cette réserve est aisée à marquer , puisque la falsification des Lettres apostoliques y est mise au nombre des cas réservés au saint Siège. Mais comme en France on ne reconnoît point l'autorité de cette Bulle , il n'est pas aisé de dire quelle est la loi reçue dans le Royaume , qui y a introduit la réserve de ce crime , & de la censure dont il est puni. On ne connoît aucun Décret du saint Siège , à qui on puisse l'attribuer , si ce n'est peut-être le chap. 4. de *Crimine falsi* , dans lequel le Pape Innocent III. défend sous peine d'excommunication de retenir des Lettres apostoliques , fausses ou altérées , & ordonne de les brûler , ou de les remettre entre les mains des Supérieurs , dans vingt jours , à compter de celui auquel on en a reconnu la fausseté : ce Pape défend d'absoudre de cette censure sans sa permission.

Mais outre que cette excommunication ne s'encourt pas par le seul fait , & qu'elle n'est réservée au saint Siège , suivant la Décrétale d'Innocent III. que lorsqu'elle a été prononcée par les Evêques , il n'y est point parlé de ceux qui ont falsifié les Lettres apostoliques , mais uniquement de ceux qui les

f Omnes falsarios Litterarum Apostolicarum , qui per se vel per alios virium falsitatis exercent , cum fautoribus & defensoribus , anathematis vinculo decernimus innodatos.... qui verò sub nomine nostro fal-

sis litteris utuntur , si Clerici fuerint , officiis & beneficiis Ecclesiasticis spoliuntur ; si laïci , tamdiu maneat excommunicationi subiecti , donec satisfaciant competenter. Cap. 7. de *Crimine falsi*.

retiennent & les conservent de mauvaise foi. En vain on prétendrait, que si c'est un cas réservé, de les retenir, ç'en doit être un à plus forte raison de les fabriquer: ce seroit ignorer les principes des réserves, qui ne se prouvent point par des parités, & qui exigent nécessairement des preuves directes.

Il y a bien de l'apparence que les Evêques de France, sans adopter la Bulle *in Cana Domini*, ont cru devoir s'y conformer, au sujet de la falsification des Lettres apostoliques; & il étoit en effet de la déférence, & du respect qu'ils ont toujours eu pour le saint Siège, de lui renvoyer la connoissance d'un crime qui l'intéresse plus particulièrement, puisqu'il a pour objet un Acte émané de son autorité, & sur lequel il peut prononcer mieux que personne. C'est ainsi que malgré les démêlés que la France a eu avec Boniface VIII. on y suit néanmoins les dispositions de plusieurs Constitutions, dont il est l'auteur. L'équité les avoit dictées; l'équité les a fait recevoir; l'équité les a fait encore observer aujourd'hui.

ARTICLE PREMIER.

Quand tombe-t-on dans une excommunication réservée au saint Siège, pour avoir falsifié les Lettres Apostoliques ?

On encourt une censure réservée au saint Siège, 1^o. lorsqu'on fabrique de fausses Bulles, de faux Brefs, dont on contrefait le style, les abbréviations, l'écriture, le sceau, ou la signature; soit que ces Bulles ou ces Brefs soient signés par le Pape lui-même, ou qu'ils ne le soient que par les Officiers; soit qu'ils regardent la Doctrine ou la Morale, ou que ce soient des provisions de Bénéfices, des dispenses de mariage, &c.

2^o. Lorsqu'on altère des Lettres apostoliques, en y retranchant ou ajoutant quelque chose d'essentiel. Dans le chap. 5. de *Crimine falsi*, Innocent III. marque dans un grand détail les différentes manières

dont le crime de faux peut se commettre dans cette matière. Les principales falsifications concernent, ou le sceau qu'on contrefait, ou qu'on détache d'une Bulle véritable, pour l'attacher à une fausse; ou regardent le fond même de la Bulle dans laquelle on fait des ratures, on ôte, on ajoute suivant les vûes qu'on a, & l'usage qu'on en veut faire. Les faussaires effacent quelquefois entièrement le texte, sans toucher aux signatures & au sceau, ou appliquent adroitement un papier fin sur l'ancien, & ensuite ils y tracent habilement une espèce de Bulle de leur façon.

Lorsque le changement qu'on fait n'est d'aucune conséquence, le péché n'est pas réservé. Pour juger de l'importance de la falsification, Filliucius donne une règle générale qui est très-sensée; c'est que toutes les fois qu'on ajoute à un Acte, quel qu'il puisse être, ou qu'on en retranche quelque chose, qui rend cette pièce décisive, ou du moins favorable à celui qui en fait usage, le changement quelque léger qu'il paroisse, est toujours considérable; la raison est, qu'on change alors notablement le sens d'une Bulle. Il ne faut souvent qu'effacer une lettre, en substituer une autre, déplacer une virgule ou un point pour changer totalement le sens.

Au contraire, la rature de quelques lettres indifférentes, & qui ne changent point le fond & le sens d'une Bulle du souverain Pontife; la correction d'une faute de Grammaire; une virgule ou un point ajouté, pour rendre les phrases plus intelligibles, ne doivent point passer pour des falsifications sujettes à la réserve. Ce n'est point aussi falsifier une Bulle, que d'y corriger une faute qui s'y est glissée par la méprise de celui qui a été chargé de la dresser, & qui a mis un mot l'un pour l'autre; celui de parenté, par exemple, au lieu de celui d'affinité, qui se trouvoit dans la supplique: une pareille erreur ne rend pas même la dispense nulle.

Il est étroitement défendu à Rome, ^h de faire dans les Bulles, ou dans les Brefs du Pape, des corrections, & des changemens quelques nécessaires qu'ils paroissent; cela n'est permis qu'aux Officiers de la Cour Romaine. La raison de cette défense est, que si l'on permettoit une fois de faire de sa propre autorité les corrections que l'on juge nécessaires, on auroit peine à se retenir dans les bornes légitimes; & on se persuaderoit aisément qu'une correction avantageuse à celui qui l'a fait, seroit conforme aux vûes & à l'intention du souverain Pontife. D'ailleurs, le respect que méritent les Actes émanés de l'autorité du Chef de l'Eglise, ne permet pas aux particuliers d'y toucher, & si on remarque quelque faute importante, il faut, pour la faire corriger, s'adresser à ceux qui sont les dépositaires de son autorité.

Quelques Théologiens ⁱ estiment qu'il n'y a que l'usage d'une Bulle fabriquée ou altérée, qui constitue le crime de faux: C'est même la Discipline qu'on suit dans quelques Diocèses. Mais ce principe ne peut s'admettre dans ceux, où comme celui d'Angers, on distingue la falsification d'une Bulle, d'avec l'usage qu'on en fait, & où l'un & l'autre est expressément & séparément réservé. ^k On a eu d'autant plus de raison de réserver la falsification des Lettres apostoliques, avant même qu'on en ait fait usage, que les faussaires n'attendent pas pour l'ordinaire, à commettre ce crime, le tems auquel il peut leur être utile. Ils s'y prennent de plus loin, & c'est quelquefois plutôt pour leurs successeurs que pour eux qu'ils travaillent. Il est vrai qu'on ne regarderoit point comme faussaire, celui qui sans aucun mauvais dessein, s'exerceroit à imiter le style & le caractère d'une Bulle, en contreferoit le sceau. Mais celui qui le fait à dessein d'en tirer quelque

^h Fagnan, in caput, Ex conscientia, de crimine falsi.

ⁱ L'Auteur des Conférences d'Amiens, sur les cas réservés,

pag. 419. & 420.

^k Falsificare Litteras Apostolicas, aut sic falsificatis scilicet uti.

avantage , ou de la rendre inutile à ceux qui pourroient la citer en leur faveur , tomberoit dans la réserve , avant même que d'avoir fait usage de la piece fabriquée ; parce que le crime est consommé par l'altération essentielle faite de mauvaise foi à un Rescrit apostolique , & l'excommunication s'encourt par le seul fait.

L'excommunication s'encourt aussi , par ceux qui sans être les artisans de la fourbe , en profitent & se servent d'une Lettre apostolique , qu'ils savent être fausse ou falsifiée.

Quand même en fabriquant une fausse Bulle , ou en la faisant valoir , on n'auroit en vûe , que de soutenir un droit certain & incontestable , de défendre la Religion , ou de se mettre à couvert de la vexation , on n'en tomberoit pas moins dans la censure : on sçait que ces prétendus bons motifs , ont été l'origine ou l'occasion d'une infinité de faussetés. Car sans parler de toutes ces fausses Décrétales attribuées aux Papes des premiers siècles , ouvrage d'un imposteur qui a si long-tems trompé l'Univers , combien de bulles n'a-t-on pas supposées ? Combien n'en a-t-on pas altéré , pour autoriser des Indulgences , que les Papes n'avoient point accordées , ou pour soutenir de prétendues exemptions de la Jurisdiction épiscopale.

On obtient quelquefois à Rome des dispenses & des graces sur de faux exposés , & c'est ce qu'on appelle des graces & des dispenses obreptices ou subreptices. Ceux qui les obtiennent , sont dans un sens coupables du crime de faux , pour avoir surpris la Religion du souverain Pontife ; mais le péché qu'ils ont commis en cela , n'est point réservé , parce qu'ils n'ont point falsifié les dispenses qu'ils ont obtenues. Ils n'ont commis de fausseté , que dans la supplique qu'ils ont envoyée à Rome. Les Lettres apostoliques qui ont été expédiées en conséquence , sont véritablement émanée du saint Siège , & ils n'y ont fait aucun changement ni aucune alteration ; il est vrai que dans le chap. 7. de *Crimine falsi* ,

Innocent III. paroît prononcer les mêmes peines , contre ceux qui obtiennent des dispenses obreptices ou subreptices , que contre ceux qui falsifient les Lettres apostoliques ; car après avoir frappé ceux-ci d'excommunication , il ajoute ces paroles : *Quod & de his qui falsas litteras impetrant , statuimus observandum* ; mais selon Fagnan , ces dernières paroles n'ont rapport qu'à celles qui les précèdent immédiatement , & par lesquelles le Pape ordonne que dans cette matière , la malice soit plus sévèrement punie que la négligence ; ou bien il faut dire , que ce Décret n'a point été reçu quant à ce point , puisque les Théologiens ne regardent point comme excommuniés , ceux qui obtiennent des dispenses sur de faux exposés.

Le crime qui ne se commettrait qu'à l'égard des signatures de Rome , ne seroit point un cas réservé. Ce ne sont point des Lettres apostoliques.

ARTICLE SECOND.

Les Complices de la falsification des Lettres Apostoliques , tombent-ils dans une excommunication réservée au saint Siège ?

A s'en tenir au chap. 3. de *Crimine falsi* , on ne peut douter que ceux qui ont engagé quelqu'un à falsifier des Lettres apostoliques & les auteurs des faussaires n'encourent l'excommunication. Mais comme dans ce chapitre , il n'est point question de réserve , on n'en peut conclure que l'absolution de cette censure soit réservée. Elle l'est néanmoins dans quelques Diocèses. Dans celui d'Orléans , non-seulement celui qui a fabriqué lui-même une fausse Bulle , tombe dans une excommunication réservée au saint Siège , mais encore celui qui s'est servi pour cela de la main du faussaire : *Locum habet (casus ille) in iis qui per se , vel per alios , vitium falsitatis committunt*. Ce sont les termes de la feuille des cas réservés de ce Diocèse.

D'anciens Statuts du Diocèse d'Angers renferment de la même manière dans la réserve les auteurs & les complices de la falsification des Lettres apostoliques; car on y déclare également ¹ excommuniés par le seul fait, ceux qui les falsifient ou qui aident à le faire, ou le conseillent. Il paroît que l'excommunication dont on parle dans cet endroit, est réservée au saint Siège, 1°. parce qu'on la suppose portée par les Papes, comme elle l'a été effectivement, & que dans l'article suivant on marque que les Prêtres ne peuvent absoudre ceux qui ont été excommuniés par le saint Siège, que lorsque ces personnes sont en danger de mort. 2°. Parce que cette excommunication est mise à la suite de plusieurs autres, qui sont certainement réservées au Pape; ce qui donne droit de penser qu'elle est de la même nature. C'est le sentiment de Mr. Babin dans les Conférences sur les Censures, pag. 408.

III. QUESTION.

De quelques autres Cas réservés au saint Siège.

LES Listes des cas réservés, qui ont force de loi dans les différens Diocèses du Royaume, ne sont pas uniformes au sujet de ceux qui le sont au saint Siège; & c'est sur-tout de cette variété que naît la difficulté de fixer au juste le nombre des cas, dont l'absolution est réservée au Pape. Nous n'avons point de règle certaine qui puisse nous les faire tous connoître. Il est vrai que les Constitutions par lesquelles les souverains Pontifes se sont réservé l'absolution de plusieurs de ces péchés, & des censures qui y sont attachées, ont été insérées dans les différentes collections qui forment le Droit canon. Mais tout ce

qui y est contenu n'a point force de loi en France ; & les décisions qui y sont portées , n'ont d'autorité parmi nous , qu'autant que les Conciles & les Constitutions d'où elles ont été tirées , ont été adoptées par l'usage du Royaume : Or , c'est ce qu'il n'est pas aisé de montrer , par rapport aux Décrets qui concernent la matiere dont nous parlons ; parce qu'ils n'ont pour objet que des crimes qui arrivent très-rarement , & qui n'ont presque jamais ce degré de publicité qui est nécessaire , pour que l'absolution en soit réservée au saint Siège. Les autres cas réservés au Pape , l'ont été par des Constitutions qui ont suivi la compilation du Droit canonique. Ces Constitutions n'ayant point été publiées en France , ne peuvent y servir de principe de décision. Aussi M. le Cardinal de Noailles , dans son Mandement de 1709. après avoir marqué neuf cas réservés au saint Siège , n'y décide point si on en doit reconnoître d'autres ; mais il se contente seulement d'ajouter , que s'il y en a , il n'arrive gueres qu'on les commette dans le Royaume. C'est pour cette raison , que sans entrer dans un grand détail au sujet des cas différens de ceux dont nous avons parlé jusqu'ici , nous les indiquerons seulement , en citant les Loix qui ont établi ces réserves. Nous suivrons par ordre les différentes collections du Droit canonique : nous y joindrons ce que nous pourrons connoître de l'usage du Royaume ; & si nous ne mettons pas toujours les Confesseurs en état de décider sûrement , nous leur proposerons du moins ce que pensent sur cette matiere les Auteurs qui l'ont le plus approfondie.

Les péchés que les Décretales réservent au Pape , sont premierement de communiquer volontairement & avec pleine connoissance , avec ceux qui après avoir été excommuniés par le Pape , ont été nommément dénoncés. ^a

Cette excommunication & cette réserve , que M^r.

^a Cap. 18. de sent. excom.

Babin ^b & Mr. Ducasse ^c assûrent être reconnues en France, ne sont portées que contre les Ecclésiastiques, qui admettent ces excommuniés aux Offices divins & à la participation des Sacremens.

2^o. Communiquer, dans le crime même qui a donné lieu à la censure, avec une personne excommuniée par le Pape, & nommément dénoncée. ^d Cette communication se fait, en lui donnant de mauvais conseils à cet égard, en lui découvrant les moyens de commettre encoré le même crime, en lui procurant des secours pour le faire, ou en l'affermissant de quelque maniere que ce soit dans sa révolte contre l'Eglise. C'est Innocent III. qui a établi cette réserve: La loi qu'il a portée est plus étendue, & réserve généralement cette excommunication au Supérieur qui a porté la censure; d'où on doit tirer cette conséquence, que si elle a été portée par le Pape, c'est à lui que ce péché est réservé. Pour encourir cette censure & tomber dans la réserve, il faut communiquer avec un homme déjà excommunié & dénoncé; car si on ne l'avoit fait qu'avant que l'excommunication eût été portée, on auroit à la vérité communiqué avec un homme qui méritoit d'être excommunié, mais non pas avec une personne déjà dénoncée pour excommuniée. Mr. Babin met encore ^e cette réserve au nombre de celles qui sont reçues dans le Royaume.

Dans le Sexte, on lit trois ou quatre cas réservés au saint Siège, différens de ceux que nous avons jusqu'ici expliqués.

Le premier concerne l'élection des Sénateurs Romains; mais la Constitution que Nicolas III. a portée à ^f ce sujet, est évidemment une Loi locale, & qui n'est que pour la Ville de Rome.

Le second regarde ceux qui oseroient faire, ou

^b Conf. sur les Censures, Conf. du mois de Juin, q. 4.

^c Pratique de la Jurisdiction ecclésiastique, I part. chap.

12. n. 4.

^d 29. de sent. excom.

^e A l'endroit cité ci-dessus.

^f Cap. 17. de Elect.

commander de faire quelque violence , ou causer quelque dommage aux personnes qui y sont désignées , c'est-à-dire , 1^o. aux Supérieurs ecclésiastiques qui ont porté des censures contre les Princes , les Seigneurs temporels , ou leurs Officiers. 2^o. A ceux qui ont été l'occasion de ces censures , ou qui les observent. Grégoire X. s a prononcé une Sentence d'excommunication contre les Auteurs de ces violences. Ce Pape ajoute dans sa Constitution , que s'ils demeurent volontairement pendant deux mois dans la censure , sans faire leurs efforts pour en obtenir l'absolution , elle devient par cela seul réservée au saint Siège. Mr. Babin ^h prétend que cette réserve n'a point force de Loi en France , quoiqu'elle ait été portée dans le Concile général de Lyon , auquel assistèrent un grand nombre de Prélats de l'Eglise Gallicane ; & il croit , que quoique la conduite de ces personnes , qui semblent ne pas redouter les suites funestes de l'excommunication , soit très-condamnable , leur opiniâtreté ne peut changer la nature de la censure qu'ils ont encourue , & qui peut toujours être levée par les Supérieurs ecclésiastiques qui l'ont prononcée. Mr. Ducasse ⁱ est d'un sentiment différent. Nous trouvons ce péché mis au nombre de ceux qui sont réservés au saint Siège , dans une Liste des cas réservés du Diocèse de Cahors de 1721.

On pourroit encore citer un troisième cas réservé au saint Siège , tiré du Sexte , ^k qui est de faire de mauvais traitemens à un Cardinal ; mais ce cas doit être rapporté à celui qui concerne les injures faites à ceux qui sont membres du Clergé.

Clément V. est Auteur de plusieurs réserves : elles sont contenues dans les Constitutions qui portent son nom.

La principale de ces réserves concerne le crime de ceux qui violent l'interdit ; elle s'encourt par les

^g Cap. 11. de sent. excom.
^h Confer. sur les Censures ,
pag. 408.

ⁱ Part. I. chap. 12.
^k Cap. 5. de Pœnit.

Seigneurs temporels, qui contraignent & forcent les Ecclésiastiques de célébrer l'Office divin dans des lieux interdits, ou qui invitent quelques personnes à y assister. Elle s'encourt aussi par les personnes qui empêchent ceux qui sont nommément excommuniés ou interdits de sortir de l'Eglise, dans le temps que le Prêtre, qui célèbre le saint Sacrifice, leur ordonne de se retirer; & ceux-ci l'encourent également s'ils refusent de le faire. ¹ Dans la liste des cas réservés au Pape dans le Diocèse de Cahors, cette réserve est exprimée à peu près de la même manière que nous venons de l'expliquer ici; elle est reconnue en France suivant Mr. Babin & Mr. Ducasse.

Le même Pape, dans une Constitution publiée au Concile de Vienne, ^m défend aux Réguliers sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, & dont il se réserve l'absolution, d'administrer le Sacrement de l'Eucharistie & de l'Extrême-Onction, ou de célébrer des Mariages, sans avoir obtenu à cet égard le consentement des Curés. Il leur défend également sous la même peine, d'absoudre des censures portées par les Loix synodales ou par les Conciles provinciaux. Comme le Concile de Trente ⁿ a défendu aussi à tous les Prêtres séculiers ou réguliers, de célébrer des Mariages, sans le consentement des Curés des parties contractantes, sous peine de suspension, quelques Auteurs ont pensé que le Concile, en prononçant une peine différente, avoit modéré dans ce point la Constitution de Clément V. Mais cette raison n'est point décisive: car une nouvelle peine portée, pour punir un crime, n'en exclut point nécessairement une autre, prononcée par une Loi précédente; d'autant plus que dans les saints Canons la suspension & l'excommunication sont quelquefois la punition d'un seul péché, commis par des Ecclésiastiques.

Cette Clémentine est encore en vigueur, suivant

1 Clement. II. de sent excom. | *n* Sess. 24. de Reform. Ma-
in Clement. Religiosi, de priv. | trim. cap. 1.

Fagnan , o Mr. Gibert , p & un habile Canoniste étranger q qui l'a commentée. Elle est citée dans le Concile Provincial d'Aix de 1485. comme ayant encore force de Loi. On pourroit opposer contre ce sentiment l'usage présent, dans lequel sont les Religieux de donner dans leurs Eglises la communion aux Fidèles. Mais il est aisé de concilier cet usage avec la disposition de la Constitution de Clément V. car ce Pape ne défend aux Réguliers d'administrer le Sacrement de l'Eucharistie, que lorsqu'ils n'en ont point obtenu la permission des Curés. Celle des Evêques suffit à plus forte raison : or, les Evêques la leur ont accordée depuis long-tems, en exceptant néanmoins la communion Paschâle r & le S. Viatique.

On ne sçait pas pourquoi quelques Théologiens en parlant de cette censure, supposent qu'elle ne concerne que les Réguliers qui administrent aux laïques le Viatique & l'Extrême-Onction. La Constitution de Clément V. est plus générale, & défend également aux Réguliers d'administrer ces deux Sacremens aux Ecclésiastiques, aussi bien qu'aux laïques. s D'anciens Statuts de ce Diocèse, t & une liste des cas réservés au Pape dans le Diocèse de Cahors, mettent au nombre des excommunications réservées au saint Siège, celle dont nous venons de parler.

Dans les Constitutions qu'on nomme *Extravagantes*, on trouve plusieurs censures qui forment autant de cas réservés au saint Siège. Trois de ces censu-

o In caput, Omnis, de pœnit. & remiss.

p Consult. sur les Sacremens en général, consult. 29.

q Wagnerech.

r Religiosi qui illud (Sacramentum Eucharistiæ in Paschate) absque consensu Parochi administraverint juxta Clement. I. de privilegiis, sciens se sententiæ xcommu-

nitionis innodatos. T. 15. Concil. Col. 1131. Le Rituel d'Angers fait la même défense, pag. 108.

s Religiosi qui Clericis aut Laicis Sacramentum Unctionis vel Eucharistiæ ministrare, &c. præsumperint, &c. Clem. I. de privileg.

t Statuts Synod. de 1499. p. 166.

res sont mises au nombre des excommunications réservées au Pape dans le Mandement de M. de Noailles de 1709. La première a été portée contre ceux qui transportent des armes dans les Pays infidèles, & les livrent aux ennemis du Nom chrétien ; c'est ce qui est défendu par une constitution de Clément V. de l'an 1310. u la défense y est même beaucoup plus étendue. Mais si cette censure est reçue en France, ce n'est tout au plus que de la manière qu'elle est exprimée dans le Mandement de M. le Cardinal de Noailles.

Dans le Diocèse de Bourges, ce crime est réservé au saint Siège dans un sens bien différent, puisque on n'y défend pas précisément de transporter des armes dans les pays infidèles, mais de porter les armes en leur faveur contre les Chrétiens : *Armorum pro infidelibus contra Christianos gestatio*.

La seconde concerne ceux qui s'emparent injustement des terres de l'Eglise romaine, les ravagent & les pillent. *

La troisième est contre ceux qui violent un Interdit prononcé par le saint Siège. y

On trouve encore quelques Décrets des Papes dans cette dernière collection, qui réservent au saint Siège plusieurs autres censures. Mais comme ces Décrets n'ont point été reçus dans le Royaume, nous ne croyons point devoir ici en parler. On peut consulter à ce sujet les conférences sur les censures.

Jean XXII. z s'étoit aussi réservé un crime qui intéressoit particulièrement la France, c'est celui de fausse monnoie, commis dans le Royaume, ou dans les Etats voisins. Mais aujourd'hui ce crime n'est point en France réservé au saint Siège, si ce n'est peut-être dans le Diocèse de Cahors, en cas

u Cap. 1. de Judæis, in Extrav. comm.

* C'est aussi un des cas réservés par la Bulle in Cœna

Domini, ainsi que le suivant y Cap. 3. de Pœnit. & remis z Cap. unic. de Crim. falsi in Extr. Joann. XXII.

qu'on n'ait point fait de changement à la liste des péchés réservés publiée en 1721.

Outre les cas réservés au saint Siège, desquels il est parlé dans les différentes Collections du Droit canonique, les Papes s'en sont depuis réservé plusieurs par différentes Constitutions, qu'ils ont publiées en divers tems. Ces péchés peuvent être commis par toutes sortes de personnes, ou ne l'être que par les Religieux.

Les Constitutions, qui ont réservé au saint Siège l'absolution des premiers, n'ont point été publiées dans le Royaume. A l'égard de celles qui concernent les Religieux, nous ne prononcerons point sur leur autorité : Cette matière est du ressort des Réguliers, qui en cela, doivent se conduire suivant la Discipline établie dans leur Ordre.

De tout ceci il faut conclure, 1^o. que les six cas, dont nous avons parlé dans des questions séparées, sont tellement réservés au saint Siège, que la réserve en est constante & universelle. 2^o. Qu'à ces six cas, on en ajoute encore quelques autres dans les listes qui ont force de loi dans plusieurs Diocèses & que conséquemment on ne peut douter que ces péchés n'y soient réservés au saint Siège. 3^o. Que comme les Evêques dans les Rituels, ou les Catalogues des cas réservés qu'ils publient pour l'instruction des Confesseurs, après avoir marqué quels sont ceux dont l'absolution est réservée au Pape, ont coutume d'ajouter en général qu'il y en a encore d'autres, sur lesquels ils n'ont pas jugés à propos de s'expliquer ; il faut les consulter toutes les fois qu'il se présente des pénitens qui sont tombés dans les péchés, que nous avons marqués être punis d'une excommunication réservée au souverain Pontife.



I V. Q U E S T I O N.

Les Cas dont les Papes se réservent l'absolution , dans la Bulle in Coena Domini , sont-ils en France réservés au S. Siège ?

A Vant que de finir ce qui concerne les cas réservés au saint Siège, nous ne pouvons nous dispenser de parler de la plus célèbre de toutes les Bulles, que les Papes aient porté sur cette matière : c'est celle qu'on nomme *in Coena Domini* ; ainsi appelée, parce qu'elle se publie tous les ans le jour du Jeudi saint, qui dans le Style ecclésiastique, s'appelle *in Coena Domini*.

Les Ultramontains prétendent que cette Bulle est si ancienne, qu'on ne peut découvrir le tems auquel elle a été portée pour la première fois. On conserve encore au Vatican un exemplaire d'une Bulle de Grégoire XI. qui est à peu près semblable à celle qu'on publie aujourd'hui. ^a Ce Pape vivoit au quatorzième siècle. L'origine de la Bulle *in Coena Domini*, ne remonte guères plus loin. Les Papes prononcent dans cette Bulle une Sentence d'excommunication, contre les Hérétiques & leurs auteurs, les Schismatiques, ceux qui appellent dans certains cas du Pape au futur Concile ; contre les Pirates, ceux qui violent les personnes qui ont fait naufrage, ceux qui violent en différentes manières les immunités Ecclésiastiques ; contre les personnes qui empêchent qu'on ne porte des provisions pour l'usage de la Cour de Rome, ou font quelque outrage à ceux qui y vont par dévotion ou pour affaires ; les usurpateurs des biens d'Eglise, &c.

Ces différentes choses forment autant de cas ré-

^a Bonac, de Censuris, in Bull. Coenæ, disput. 1.

servés au saint Siège , au nombre de vingt ; & ils le font si spécialement , que dans les permissions générales qu'on donne à Rome d'absoudre des censures , dont l'absolution est réservée au Pape , on a coutume d'excepter nommément celles qui sont contenues dans la Bulle *in Cæna Domini*. Cette Bulle n'est point une Bulle dogmatique , mais seulement de Discipline , au jugement des Ultramontains qui font le plus valoir son autorité. Saint Antonin , ^b Navarre , ^c Bonacina , ^d Sayrus ^e l'appellent une procédure , par laquelle le Pape fait en quelque sorte chaque année le procès à ceux qui sont coupables de certains crimes. Les Canonistes étrangers disputent entr'eux sur la nature des censures qui y sont portées. Quelques-uns soutiennent que ce sont des censures à *Jure* , les autres que ce sont des censures *ab homine*. Ce qui montre évidemment que cette Bulle est plutôt une Sentence qu'une Loi , & que si c'est une Loi , elle n'intéresse que la Police & la Discipline de l'Eglise. Aussi avant Grégoire XIII. elle n'avoit de force que pendant une année ; & aujourd'hui même , le Pape y marque expressément qu'elle cesse d'obliger de plein droit , dès qu'on en a publié une autre de la même nature. Comment pourroit-on qualifier de Bulle dogmatique un Décret où le Pape ne proscriit aucune hérésie , ne décide aucun Dogme , ne condamne aucune Proposition , & ne qualifie aucune Doctrine ?

Comme les Bulles de Discipline n'obligent que dans les pays où elles ont été reçues , la Bulle *in Cæna Domini* , n'a point force de Loi en France : non-seulement elle n'y a jamais été publié ; mais encore sur le moindre soupçon qu'on a eu que quelques personnes vouloient la faire recevoir dans le Royaume , on s'y est toujours hautement & formellement opposé. On a même trouvé fort mauvais ,

^b Processus annualis, qui fit annuatim in Curia in Cæna Domini, contra multa hominum genera. *S. Anton.* 3. part. tit. 24. c. 72.

^c Dans son Manuel ch. 27. n. 52.

^d Bonac. à l'endroit cité ci-dessus.

^e L. 3. de cens. c. 2. n. 2.

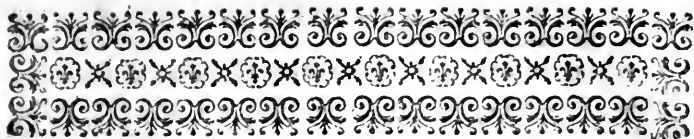
qu'un célèbre Jurisconsulte l'ait commentée. Les Gens du Roi du Parlement de Paris en porterent leurs plaintes en 1536. à M. le Chancelier. ^f En effet, rien de plus contraire à nos mœurs & à nos principes, que certains points que le Pape y autorise. De tout ceci, on doit conclure que les cas qui sont réservés au saint Siège par la Bulle *in Cæna Domini*, ne sont point réservés en France, au moins en vertu de cette Bulle, qui n'y a point d'autorité. Les Evêques du Royaume sont en possession d'en absoudre. Plusieurs même des actions qui sont condamnées par la Bulle *in Cæna Domini*, ne sont point regardées en France comme mauvaises; & elles ne le deviennent, par la défense que le Pape en fait, que dans les lieux où cette Bulle est en vigueur.

Il est à propos de remarquer ici, que ce n'est pas seulement en France que la Bulle *in Cæna Domini* a essuyé beaucoup de contradictions, mais encore en Allemagne, en Bohême, dans le Milanois, le Piémont, la Savoye, à Venise, en Espagne même; & si on s'y conforme aujourd'hui dans ce pays, ce que nous n'examinons pas, ce n'est pas sans y avoir éprouvé dans les commencemens de grandes oppositions. Au reste, si on ne reçoit pas en France la Bulle *in Cæna Domini*, on respecte toujours l'autorité du saint Siège dont elle est émanée; & on laisse les Eglises étrangères, qui l'ont acceptée, tranquilles dans la possession où elles sont de l'observer.

Il est surprenant que les Novateurs aient osé comparer la Bulle *Unigenitus*, avec la Bulle *in Cæna Domini*. Ces deux Bulles ne se ressemblent par aucun endroit, si ce n'est parce qu'elles émanent de la même autorité : du reste tout est différent pour le fond & pour la forme.

f Preuves des libertés de l'Eglise Gallic. t. 3. pag. 149.

Fin du Tome premier.



TABLE

*Alphabétique des Matieres contenues dans le
premier volume.*

A

ABSOUDRE. Le pouvoir d'absoudre peut-il être limité, quant aux cas, aux personnes & aux tems ? *Page 3 & suiv.*

Convient-il que les Prélats communiquent à un grand nombre de Confesseurs le pouvoir d'absoudre des cas réservés ? *118*

Quelle a été sur cela dans différens tems la Discipline de l'Eglise ? *117 & suiv.*

Le pouvoir de se choisir un Confesseur, renferme-t-il le droit de se faire absoudre des cas réservés ? *121*

Un Confesseur qui a obtenu le pouvoir d'absoudre un Pénitent d'un péché réservé, peut-il l'absoudre de plusieurs, dont il le trouve coupable ? *180* ou de ceux que ce Pécheur a commis depuis la permission obtenue ? *182 & suiv.* ou des péchés qui sont d'une espece différente de ceux qu'on a exposés au Supérieur ? *181*

Peut-on faire usage du pouvoir d'absoudre des cas réservés, en faveur d'une personne différente de celle pour qui on l'avoit demandé ? *184 & suiv.*

Un Confesseur qui n'a pas les cas réservés, peut-il absoudre de ceux qui ne le sont pas, & renvoyer pour les autres au Supérieur ? *185 & suiv.*

Lorsqu'un Pénitent coupable de quelques péchés réservés, se confesse de bonne foi à un Prêtre qui

n'a que les pouvoirs ordinaires, l'absolution qu'il en reçoit est-elle valide? 193

Peut-on en certains cas de nécessité être absous des péchés réservés, par un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires? 197 & 201

ARCHEVESQUES. Les Archevêques peuvent-ils se réserver des cas dans les Diocèses de leurs suffragans? 113

ARNAULD (M.) Evêque d'Angers, contestation qu'il eut avec les Réguliers, au sujet des cas réservés. 143

B

BÉNÉFICES. Est-ce un cas réservé au Pape que d'en conférer ou d'en obtenir par simonie? 348
ou par confidence? 372

Voyez SIMONIE, CONFIDENCE.

BREFS de la Pénitencerie, ce que c'est? 65
Explication de leurs clauses les plus remarquables. 68 & suiv.

Tout Prêtre approuvé peut-il les exécuter? 66

Le Confesseur peut-il les remettre aux Pénitens, après leur exécution? 71

Les Pénitens peuvent-ils varier & choisir un Confesseur différent de celui à qui ils s'étoient d'abord adressés pour les faire exécuter? 67 & f.

Ont-ils quelque force pour le for extérieur? 71
& suiv.

Faut-il les présenter aux Evêques avant que de s'en servir? 112

BULLES. Falsification des Bulles, V. LETTRES APOSTOLIQUES.

Bulle de Paul II. contre la Simonie, 333, de Pie IV. contre la Confidence 370, de Pie V. sur le même sujet. *ibid.*

Bulle *In Cœna Domini*. Son antiquité. 412

Est-elle dogmatique? 413

Nature des censures qui y sont portées. *ibid.*

Ce qu'elle défend. 412

Est-elle reçue en France? 413

Y a-t-il quelqu'un des cas qui y sont réservés au Pape, dont la réserve ait lieu dans le Royaume?
414 & suiv.

C

CAS RÉSERVÉS. Ce que c'est ? 1

Cas réservés directement ou indirectement. 39

L'Eglise a-t-elle le pouvoir de réserver des cas ?
4 & suiv.

Un Prêtre qui n'a que les pouvoirs ordinaires, peut-il absoudre valablement des cas réservés ? 14 & f.

Que doit faire un Confesseur qui a donné l'absolution des cas réservés sans en avoir le pouvoir ?
176 & suiv.

Cas réservés au Pape. Combien en compte-t-on dans le Royaume ?
404 & suiv. 411

Cas réservés au Pape dans les Décrétales. 405, dans le Sexte, 406, dans les Clémentines, 407, dans les Extravagantes, 409, dans les Extravagantes de Jean XXII.
410

Voyez RESERVE DES PÉCHÉS. PÉCHÉS RÉSERVÉS.

CENSURES. De deux sortes, à jure & ab homine:
38 & suiv.

Tout péché, auquel il y a une censure attachée est-il réservé ? 39

Un péché peut-il être réservé, quoiqu'il n'ait point de censure attachée ? 43

Quelle différence y a-t-il entre une censure & un cas réservé ?
ibid. & suiv.

Le pouvoir d'absoudre des cas réservés renferme-t-il le pouvoir d'absoudre des censures ? 160 & f.

Le renfermeroit-il si on avoit exposé au Supérieur quel est le cas dont il s'agit, & qui est puni par les loix d'une excommunication réservée. 162 & f.

Peut on être absous des censures réservées en vertu des pouvoirs du Jubilé ? Faire quelques violences aux Supérieurs qui ont porté des censures, ou à ceux

qui les observent , c'est un cas réservé au Pape. 412
Voyez JUBILÉ.

CHAPELAINS DU ROI, leurs places ne sont pas des Bénéfices. 350

CHAPITRE de l'Eglise Cathédrale, son autorité pendant la vacance du Siège au sujet des cas réservés aux Evêques. 106, 113

Comment exerce-t-il cette autorité ? 106

CHEVALIERS DE MALTE sont vrais Religieux. 309

Voyez COMMANDERIES.

COMMANDERIES MILITAIRES. Les obtenir à prix d'argent, ce n'est point une simonie réservée. 349

COMPLICES. Sont-ils compris dans les loix qu'établissent des réserves, lorsqu'il n'y en est pas fait une mention expresse ? 36 & *suiv.*

CONFIDENCE, ce que c'est ? 369

Peine de la confiance. 370

Objet de la confiance. 372

Différentes manieres dont elle peut se commettre. *ibid.*

Confidence dans les permutations, est-elle réservée ? 373

Confidence dans les Pensions. 379

Quand le crime est-il consommé ? 375, 382

Qui sont ceux qui encourent les peines Canoniques ? 373 & *suiv.*

Celui qui se demet du Bénéfice les encourt-il ? 382

CONGRÉGATION DE ROME. Quelle est en France le degré d'autorité des Déclarations qui en sont émanées ? 106 & *suiv.* 156 & *s.*

CONFESSION. Lorsqu'elle est nulle & sacrilège, & qu'elle a été faite à un Prêtre qui a les cas réservés, la réserve des péchés dont on s'est accusé, est-elle ôtée ? 212 & *suiv.*

COURAYER. (Le P.) cité. 10 & 11, réfuté. 57, 73, & *suiv.*

CURÉS, Les Evêques peuvent-ils leur défendre

de confesser d'autres personnes que leurs Paroissiens ?

275

Peuvent-ils absoudre des cas réservés aux Evêques ?

56

Peut-on gagner le Jubilé en se confessant aux Curés ?

271

Frapper grièvement son propre Curé , c'est un cas réservé au saint Siège.

319

D

DIMISSOIRES. Peut-on sans simonie recevoir de l'argent pour l'expédition des Dimissoires ?

346

DOUTE de fait & de Droit :

25

Différence de doute & de l'opinion.

26

Doute léger & doute probable.

ibid.

Doute affecté.

27 & suiv.

Tout doute de droit ôte-t-il la réserve ?

28 & s.

La Discipline est-elle uniforme en ce point dans tous les Diocèses ?

ibid. & suiv.

En cas de doute sur le sens de la Loi , faut il nécessairement s'adresser au Législateur ?

28 , 30 & s.

Les Evêques peuvent-ils absoudre des cas réservés au saint Siège , lorsqu'il y a à leur égard quelque doute soit de fait ou de droit ?

80 & suiv.

E

ECCLESIASTIQUES. Il est défendu de les frapper sous peine d'excommunication.

308

Quoiqu'ils ne soient que tonsurés.

ibid.

Différentes manieres dont on peut les frapper ?

316

Quand le péché de ceux qui frappent les Ecclesiastiques est-il réservé au saint Siège ?

314 & suiv.

Ou aux Evêques ?

319

Les Complices de ces violences encourent-ils la censure ?

321

Causes qui exemptent de cette censure.

323

Sçavoir , l'ignorance.

ibid.

La légèreté de la matiere.

324

- Le droit de correction. 325
- La nécessité où l'on est de se défendre, ou son prochain. *ibid.*
- Certains crimes dont les Ecclésiastiques sont coupables. 326 & *suiv.*
- Certaines professions qu'ils ont embrassées. 328 & *sc.*
- Encourt-on la censure pour avoir frappé un Ecclésiastique suspens, ou excommunié, ou dégradé? 308
- Marié? 309
- EGLISE. Vol fait dans les Eglises avec effraction, puni d'excommunication. 391
- Cette censure s'encourt-elle par le seul fait? 392 & *sc.*
- Quand est-elle réservée au S. Siège? *ibid.*
- ETRANGERS. Peuvent-ils être absous des péchés réservés dans leurs Diocèses, lorsqu'ils s'en confessent dans un Diocèse différent, à un Prêtre qui n'y a pas les cas réservés? 165
- Peuvent-ils également être absous des censures réservées? 172
- Faut-il dans cette occasion distinguer ceux qui sont venus exprès pour se soustraire à la Jurisdiction de leurs Pasteurs légitimes, de ceux qui s'y trouvent de bonne foi? 170 & *suiv.*
- Les étrangers pourroient-ils également se faire absoudre, si la censure avoit été portée par une Sentence particuliere ou générale? 174
- EVESQUES. Ont-ils droit de se réserver des cas? 53
- Et même certaines personnes? 56
- Exemples des cas réservés aux Evêques qu'on trouve dans le Droit. 57 & *suiv.*
- Y a-t-il d'autres cas réservés aux Evêques, que ceux qui sont marqués dans les Listes qu'ils publient? 59 & *suiv.*
- Qui peut absoudre des cas réservés aux Evêques en vertu d'une jurisdiction ordinaire? 113, ou d'une jurisdiction déléguée? 116
- Ceux qui ont le pouvoir d'absoudre des cas réservés au Pape, ont-ils pour cela le droit d'absoudre de ceux qui le sont aux Evêques? 112

Les Evêques peuvent-ils dans quelques circonstances absoudre des péchés réservés au saint Siège, lors même que ces péchés sont publics ? 75 & suiv.

Quelles sont ces circonstances, & quelles personnes peuvent-ils absoudre ? 77 & suiv.

Peuvent-ils toujours en absoudre lorsque ces péchés sont secrets ? 80 & suiv.

Voyez NOTORIÉTÉ DE FAIT ET DE DROIT.

Le pouvoir qu'ont les Evêques sur les péchés réservés au saint Siège, est-il ordinaire ou délégué ? 103 & suiv.

Peuvent-ils le confier à d'autres ? 104 & suiv.

L'exercer hors de leur Diocèse ? *ibid.*

EXCOMMUNICATION. Communiquer avec ceux qui ont été excommuniés par le Pape, est-ce un cas réservé au S. Siège ? 405 & suiv.

F

FRA-PAOLO réfuté. 13. Etoit protestant suivant M. Bossuet. 74

G

GRACE. *Gratia facta & gratia facienda*. Que doit-on penser de cette distinction ? 249

H

HÉRÉTIQUE. Un Prêtre hérétique peut-il valablement absoudre une personne, qui est à l'article de la mort ? 227

Comment faut-il se comporter dans cette occasion avec un Hérétique dogmatifant ? 231

S'il survenoit un Prêtre catholique faudroit-il recommencer la confession faite à l'Hérétique ? 234

I

JESUITES. Leur zèle pour la Propagation de la foi, leur a mérité les grands privilèges qu'ils ont obtenus du saint Siège. 144

Se soumettent à l'Ordonnance de M. Arnauld, au sujet des cas réservés. *ibid.*

IGNORANCE invincible, ôte-t-elle la réserve ? 44

Excuse-t-elle de la censure ? *ibid.*

INCENDIE, comment puni ? 382

La censure portée contre ce crime, s'encourt-elle par le seul fait ? 383

Quand est-il réservé au Pape ? 385 & suiv.

Aux Evêques ? 389

Les complices tombent-ils dans la réserve ? 388

INDULTS portant permission d'absoudre des cas réservés au Pape, est-on obligé de les montrer aux Evêques ? 109 & III

INFIDÉLES. Porter des armes aux Infidèles, &c. est-ce un cas réservé au S. Siège ? 410

INSENSÉ, qui a un bon intervalle, peut-il être absous des cas réservés par un Prêtre, qui n'a que les pouvoirs ordinaires ? 223

INTERDIT. Quand tombe-t-on dans une censure réservée au Pape, en violant l'interdit ? 407 &

JUBILÉ, ce que c'est ? 267

Deux sortes de Jubilés. 268

Combien de tems durent-ils ? *ibid.*

A qui sont adressées les Bulles du Jubilé ? 269

Qui peut les publier ? *ibid.*

Que faut-il faire pour gagner le Jubilé ? 292 & s.

Faut-il accomplir toutes les œuvres prescrites sans manquer à une seule ? 294

Faut-il les faire dans la même semaine ? 292 & s.

Faut-il se confesser, lors même qu'on n'est coupable que de péchés véniels ? 294

Quand peut-on se confesser ? 296

Faut-il jeûner, quoiqu'on n'ait pas encore vingt-un ans ? 295

Les enfans qui n'ont pas encore fait leur première communion, peuvent-ils gagner l'Indulgence du Jubilé ? *ibid.*

Faut-il être en état de grace pour la gagner ? 297

Les Confesseurs approuvés peuvent-ils absoudre de toutes sortes de péchés, en vertu des Bulles du Jubilé ? 278

Même de ceux, qui n'ont été commis que depuis la publication du Jubilé, & dans la confiance de se faire plus facilement absoudre. 279

Peuvent-ils aussi absoudre de toutes sortes de censures? 280

Peuvent-ils exercer ces pouvoirs sur les étrangers qui viennent dans le Diocèse, pour gagner le Jubilé? 284 & suiv.

Peuvent-ils en faire usage, même après le Jubilé, en faveur de ceux à qui ils ont différé l'absolution? 298 & 300

Peuvent-ils absoudre ces personnes des cas réservés dans lesquels ils sont retombés depuis le Jubilé? *ibid.*

Lorsqu'on remet le Jubilé à un pécheur, à qui on diffère l'absolution, faut-il remettre toutes les autres choses prescrites pour le gagner? 304 & suiv.

Peut-on absoudre en vertu du Jubilé ceux qui n'ont pas fait tout ce qui est nécessaire pour le gagner? 294 & 296

Si le Pénitent manque de l'accomplir, l'absolution, qu'il a reçue, est-elle nulle? 297

Peut-on gagner plus d'une fois l'indulgence d'un même Jubilé? 286

Au moins être absous plus d'une fois des cas réservés en vertu du Jubilé? 289

Peut-on être dispensé des irrégularités en vertu du Jubilé? 284

JURISDICTION nécessaire pour absoudre. 3

Pour réserver des cas. 4, 9, 45 & suiv.

JURISDICTION quasi Episcopale : ceux qui en jouissent peuvent-ils se réserver des cas? 60

Peuvent-ils absoudre des cas réservés au saint Siège? 106

Publier les Bulles du Jubilé? 269

L

LÉGATS DU PAPE, ont-ils le pouvoir d'absoudre des cas réservés au saint Siège? 330 & suiv.

LETTRES APOSTOLIQUES. 396

1°. Les Brefs de la Pénitencerie doivent-ils être mis au nombre des Lettres apostoliques? 397

La falsification des Lettres apostoliques est réservée au saint Siège.	397
Fondement de cette réserve.	398
Quand l'encourt-on ?	399
Le péché est-il consommé, quoiqu'on n'ait point fait usage de la pièce fabriquée ou altérée ?	401
2°. Les complices de la falsification encourent-ils la réserve ?	403
Ainsi que ceux qui font usage d'une Bulle falsifiée ?	402
Où qui obtiennent des dispenses obreptices ou subreptices ?	<i>ibid.</i>

M

MEDIATEURS de la simonie encourent la réserve.

Les Médiateurs de la confidence l'encourent-ils ?	349
MESSE. Un Prêtre qui est obligé de dire la Messe, peut-il quelquefois être absous des cas réservés par un Confesseur, qui n'a que les pouvoirs ordinaires ?	381
	195 & <i>suiv.</i>

MONNOIE. Le crime de fausse monnaie est-il réservé au Pape ? 410

MORT. Différence de l'article de la mort & du simple danger de mort. 220 & *suiv.*

Tous les Prêtres, même ceux qui sont séparés de la Communion de l'Eglise, peuvent-ils absoudre ceux qui sont en danger de mort ? 225 & *suiv.*

Le peuvent-ils faire en présence d'un Prêtre approuvé ? 234

S'il se trouve plusieurs Prêtres, lequel faut-il choisir ? *ibid.*

Après avoir été absous des cas réservés en danger de mort, faut-il se présenter au Supérieur, si on vient à recouvrer la santé ? 236, 238 & *suiv.* 241

Y seroit-on obligé, si on avoit été absous d'une censure réservée au Pape ? 237 & 239

Où aux autres Supérieurs ecclésiastiques ? 239

Lors même que le Confesseur ne l'a point ordonné ? 240

Est-ce au Supérieur lui-même auquel il faut alors
recourir? 242

Faut-il dans cette occasion réitérer la confession
de tous les péchés? *ibid.*

MORT DU SUPERIEUR. Les réserves faites par
un Supérieur ecclésiastique, subsistent-elles après sa
mort? Quelle distinction faut-il faire à ce sujet?

243 & *suiv.*

Le pouvoir général d'absoudre des cas réservés sub-
siste-t-il après la mort de celui qui l'a donnée? 248

En est-il de même du pouvoir particulier? 253

N

NONCES DU PAPE, peuvent-ils absoudre des
cas réservés à sa Sainteté? 330

NOTORIÉTÉ de fait & de droit, ce que c'est, 81

La notoriété de fait est-elle quelquefois reconnue
en France? 85 & *suiv.*

Que faut-il pour qu'un cas réservé au Pape, soit
assez notoire par l'évidence du fait, pour que les
Evêques n'en puissent absoudre? 95

Un péché public dans un endroit, doit-il passer
pour notoire, lorsqu'il n'est pas connu dans une
Ville où l'on s'en confesse? 96 & *suiv.*

NOTORIÉTÉ de droit, ce qui la forme, 99 & *s.*

Faut-il que la sentence ait été prononcée contre
le coupable? 81 & 102

L'information suffit-elle? 101

Du moins lorsqu'elle est suivie du décret de prise-
de-corps? *ibid.*

Un crime porté au for contentieux, & qui n'y a
point été prouvé, ou qui ne l'a été que par rapport
à quelques personnes différentes de celui qui s'en
confesse, doit-il passer pour notoire? 101 & 102

NOVICES. A qui peuvent-ils se confesser? 257

Peuvent-ils être absous des péchés réservés aux
Evêques, par le Confesseur de la Maison dans la
confession qu'ils lui font, avant que de prendre l'ha-
bit? 252

O

OFFICES ECCLESIASTIQUES, est-ce un cas réservé au Pape que de les obtenir par simonie ? 350

OFFICES REGULIERS. La simonie qui les concerne est-elle réservée ? *ibid.* & 348

ORDINATION. Il est défendu de recevoir des présens à l'occasion de l'Ordination. 341

C'est un cas réservé que de la recevoir ou de la donner d'une manière simoniaque. 344 & *suiv.*

N'eût-on reçu le temporel, que pour avoir présenté les Ordinans à l'Evêque. 346

Peut-on donner quelque chose de temporel pour les Lettres d'Ordre ? *ibid.*

OUBLI. Un pécheur qui a oublié, sans qu'il y ait de sa faute, de s'accuser d'un cas réservé, dans une confession qu'il a faite à un Prêtre qui avoit le pouvoir d'en absoudre, est-il obligé, s'il s'en ressouvient, de recourir au Supérieur ? 203

Y est-il au moins obligé suivant la Discipline de quelques Diocèses. 208 & *suiv.*

Comment doit-il se comporter dans ceux où les Evêques ne se sont point expliqués ? 209 & *suiv.*

Doit-il, s'il le peut, se confesser du péché oublié au Prêtre, à qui il s'est déjà confessé ? 207

P

PAPE, a-t-il droit de se réserver des cas dans toute l'Eglise ? 45

Antiquité & motifs de la réserve des péchés au Pape. *ibid.* 49 & *suiv.*

De quelle manière s'est-elle établie ? 50

Combien reconnoît-on en France de péchés réservés au saint Siège ? 52

En reconnoît-on davantage dans certains Diocèses que dans d'autres ? 51, 53

Tous les péchés réservés au Pape ont-ils une censure attachée ? 44

A qui faut-il s'adresser pour se faire absoudre des cas réservés au Pape ? 63 & suiv.

PECHÉS. Pour qu'un péché puisse être réservé, faut-il qu'il soit commun ? 34

Consummé ? 20 & suiv. 37

Extérieur ? 19

Mortel ? 21, 23

Public ? 20

PENITENCIERS, leur institution. 124 & suiv.

Sont en Titre ou par Commission. 127

Qu'est-ce que le Concile de Trente a décidé au sujet des Pénitenciers en Titre ? 129, 130 & suiv.

Quels sont les différens sentimens des Théologiens au sujet du pouvoir des Pénitenciers en Titre ? 127 & suiv.

Quel est sur cela l'usage ? 136

Les Pénitenciers peuvent-ils absoudre des cas réservés aux Evêques ? 124, 130 & suiv. 137

Même spécialement ? 138

Ou à la personne de l'Evêque ? 132 & suiv. 138

Des cas occultes réservés au saint Siège ? 139

Peuvent-ils confesser tous les Fidèles du Diocèse ? 134, 137

Même à Pâques ? 138

Dispenser des vœux & des irrégularités ? 139

Confesser les Religieuses ? 138

Les Pénitenciers peuvent-ils déléguer d'autres Prêtres pour exercer leurs fonctions ? 139 & suiv.

Le peuvent-ils faire dans les cas particuliers ? 140

Quelles regles doivent-ils suivre dans l'usage de leurs pouvoirs ? 141

Pénitenciers de l'Eglise d'Angers. 126, 137

PENSIONS, sont-elles la matiere d'une simonie réservée ? 351

Ou d'une confidence réservée ? 379

Une pension trop forte est-elle confidentiaire ? *ibid.*

PRESENTATION d'un Bénéfice. Peut-on obliger le Titulaire à en soutenir la validité ? 354

PRISE DE POSSESSION, est-elle la matiere d'une simonie réservée ? *ibid.* & 356

PUBERTÉ. Ceux qui n'ont pas atteint cet âge ;
peuvent-ils tomber dans la réserve ? 32

R

REGULIERS. Quels sont ceux qui sont exempts
de la Jurisdiction de l'Ordinaire ? 255 & suiv.

Quels sont ceux qui y sont soumis ? *ibid.*

A qui peuvent se confesser les Réguliers soumis à
la Jurisdiction de l'Ordinaire ? 255

A qui peuvent se confesser les Réguliers exempts ?
ibid.

Peuvent-ils se confesser sans le consentement de
leurs Supérieurs , aux Prêtres approuvés par les Evê-
ques ? 256, & suiv. 261

Le peuvent-ils pendant le Jubilé ? 261, 272 & s.

Ou en vertu des Brefs qu'ils ont obtenus du saint
Siège ? 261, 262 & suiv.

Peuvent ils gagner le Jubilé , s'ils se confessent aux
Religieux qui ne sont approuvés que par les Supé-
rieurs de l'Ordre ? 271 & suiv.

A qui peuvent-ils se confesser en cas de voyage ?
263

Qui peut les absoudre des cas réservés ? 264 & s.

Les Réguliers peuvent-ils absoudre des cas réser-
vés au Pape & aux Evêques , en vertu des privilè-
ges accordés à leurs Ordres ? 142 & suiv.

A leurs Confréries ? 154

Les absolutions qu'ils donneroient, seroient-elles
nulles ou invalides ? 147, 149 & suiv.

Leurs privilèges par rapport aux cas réservés, ont-
ils été abolis par le Concile de Trente ? 147 & suiv.
150, 152

REGULIERS. Supérieurs Réguliers, peuvent-ils
être appellés Ordinaires des lieux ? 271

Se réserver des cas ? 60 & suiv. 149

Peuvent-ils refuser à un Confesseur qui leur de-
mande la permission d'absoudre d'un péché réservé,
cette permission ? 119

Peuvent-ils absoudre leurs Religieux des cas oc-

cultes réservés au saint Siège? 107

RELIGIEUSES. Le pouvoir de les confesser subsiste-t-il après la mort de l'Evêque qui l'a donné? 253

A qui peuvent-elles se confesser pendant le Jubilé? 275 & suiv.

RELIGIEUX. Ils jouissent du Privilège du Canon *Si quis*, &c. 10

Profes, Novices, Freres Convers. 309

Religieux Militaires. *ibid.*

Quand le péché de ceux qui les frappent avec violence est-il réservé au Pape? 314 & suiv.

Aux Evêques? 319

Qui peut absoudre les Religieux qui ont encouru l'excommunication portée par le Canon *Si quis*, &c. 331

Les Religieux encourent-ils un cas réservé au Pape, en donnant l'absolution des censures réservées, en administrant l'Eucharistie, en célébrant des Mariages, sans le consentement des Curés? 408

RESERVE des péchés. Principe de cette réserve. 2.

Son objet. *ibid.*

Raisons sur lesquelles elle est appuyée. 16 & suiv.

Est-elle fort ancienne dans l'Eglise? 6, 10 & s.

Les Réserves sont odieuses. 22, 35 & suiv.

Lient le pouvoir du Confesseur. 43, 167

Ne suivent pas le Pénitent. 167

Les réserves des péchés sont ou générales ou spéciales. 122

Exemples des réserves spéciales. *ibid.* 131, 138

Faut-il un pouvoir particulier pour absoudre valablement des péchés spécialement réservés? 121, 123

RESIGNATION. On ne peut en exécuter les conditions avant qu'elle ait été admise à Rome. 353

§

SECRETAIRES DES EVESQUES, peuvent recevoir un salaire modéré pour l'expédition des Dimissoires. 346

Encourent-ils la réserve, s'ils se rendent coupables d'exactions? *ibid.*

SIEGE épiscopal, quand est-il censé vacant? 245 & *suiv.*

SIMONIE. Ce que c'est. 332

Simonie de Droit divin ou ecclésiastique. 334

Mentale, réelle ou conventionnelle. *ibid.*

Trois sortes de prix simoniaques. 332 & 338

Quelle espèce de simonie est réservée au saint Siège? 335 & *suiv.*

Origine de cette réserve. 333 & 335

Elle n'est réservée au Pape, que quand elle est en matière d'Ordre & de Bénéfice. 336

Réelle & consommée. 337, 352

Est-elle consommée lorsqu'on a donné son billet de payer la somme promise? 337

Ou quand ce qu'on a donné n'est point *munus à manu*? 338

La Simonie de Droit ecclésiastique est-elle réservée? 339 & *suiv.*

Simonie palliée. 342

La Simonie qui concerne l'entrée en Religion, est-elle réservée? 335

La légèreté de la matière ou l'ignorance excusent-elles de la censure? 343 & *suiv.*

Les complices de la Simonie encourent-ils la réserve? 358

Ceux qui ratifient une simonie, en payant la somme promise, tombent-ils dans la censure? 361

Peut-on conserver un Bénéfice obtenu par simonie? 363

Le peut-on lorsque la simonie n'est que conventionnelle? 366

Qui peut dispenser de cette matière? 363

Qui peut accorder les fruits d'un Bénéfice obtenu par simonie? 367.

Voyez BÉNÉFICE, CHAPELAINS DU ROI, DIMISSOIRES, ORDRES, &c.

T

THEOLOGAL. A-t-il droit de prêcher en vertu du Titre de son Bénéfice? 130

TITRE. Peut-on après avoir été ordonné sur un Bénéfice, se procurer un Titre de patrimoine, pour avoir la liberté de permuter ce Bénéfice? 351

TONSURE. Est-ce un cas réservé que de la recevoir par simonie? 345

V

VEXATION INJUSTE. Peut-on sans simonie s'en rédimer? 357 & suiv.

VICAIRES-GENERAUX des Evêques, peuvent-ils absoudre des cas réservés aux Evêques, lorsqu'il n'en est point fait mention dans leurs Lettres? 113

Peuvent-ils absoudre des cas occultes réservés au Pape, sans avoir à cet égard un pouvoir particulier? 104

Les pouvoirs qu'ils ont donnés subsistent-ils après leur mort, ou leur révocation? 253

Fin de la Table des Matieres du I^{er}. Vol.

Encour
d'exaction
SIEGE

SIMON

Simon

Menta

Trois

Quell

Siège ?

Orig

Elle

matiere

Réel

Est-

de pay

Ou

à man

La

Sir

La

est-e

La

t-ell

L

serv

C

fon

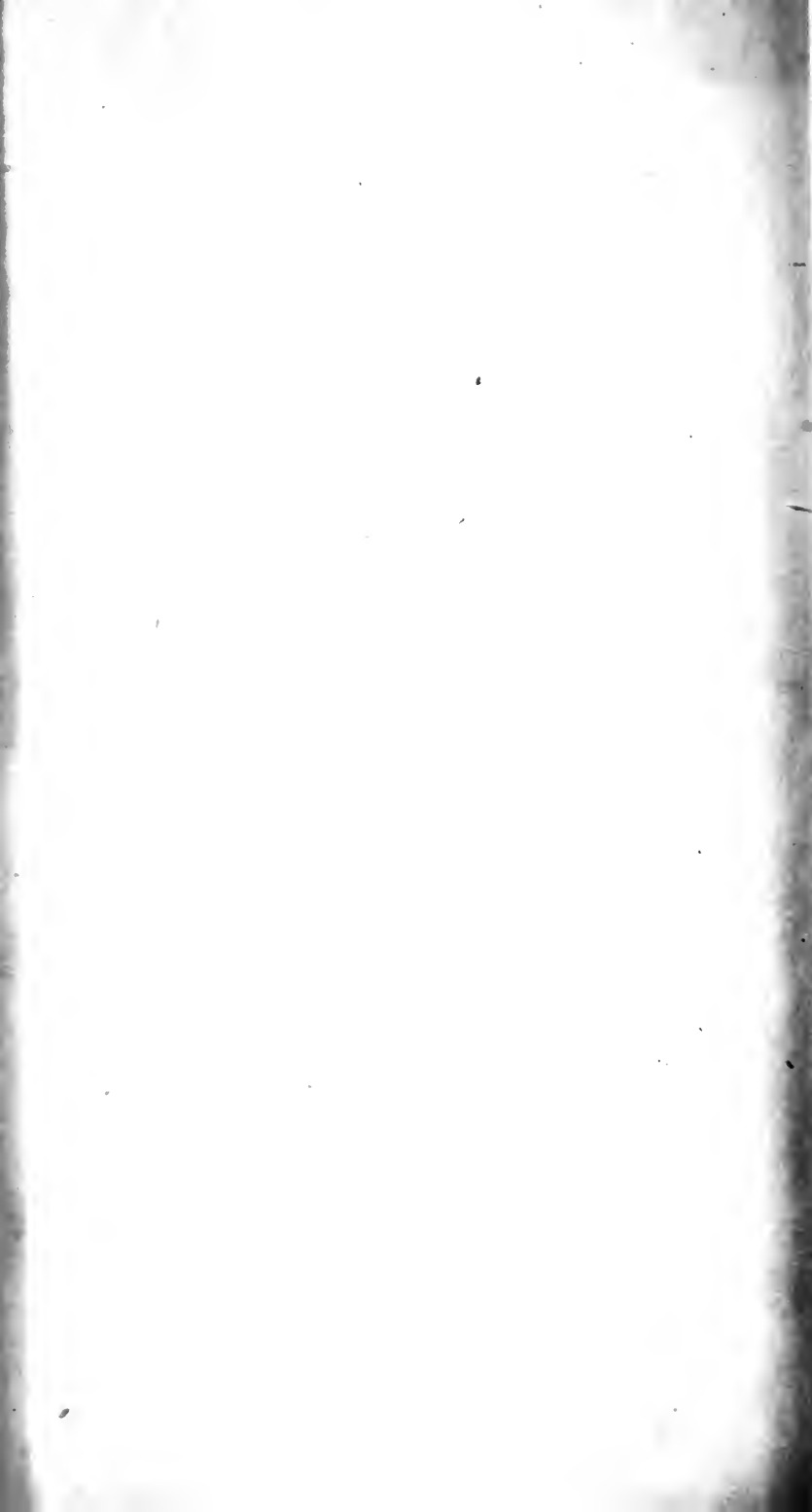
I

tic

P

I





BQT

184

Conférences ecclésiastiques du .A5
Diocèse d'Angers... C3

v.1

Rare

Book.

Room

